

Margaret **THATCHER** **DISCOURS**

1968 - 1992



Les Belles Lettres

BIBLIOTHÈQUE CLASSIQUE
DE LA LIBERTÉ

Collection dirigée
par
Alain Laurent

La Bibliothèque classique de la Liberté se propose de publier des textes qui, jusqu'à l'orée de la seconde moitié du ^{xx}^e siècle, ont fait date dans l'histoire de la philosophie politique en apportant une contribution essentielle à la promotion et l'approfondissement de la liberté individuelle – mais ne sont plus disponibles en librairie ou sont demeurés ignorés du public français.

Collection de référence et de combat intellectuels visant entre autres choses à rappeler la réalité et la richesse d'une tradition libérale française, elle accueille aussi des rééditions ou des traductions inédites d'ouvrages d'inspiration conservatrice « éclairée », anarchisante, libertarienne ou issus d'une gauche ouverte aux droits de l'individu.

MARGARET THATCHER

DISCOURS
ET CONFÉRENCES
(1968-1992)

*Textes choisis par Alain Laurent
Traduits de l'anglais par Michel Lemosse
Présentés par Mathieu Laine*

Bibliothèque classique de la liberté

les belles lettres



“Copyright estate of Lady Thatcher,
translated with permission.
English original texts may be studied at
www.margaretthatcher.org.
The copyright owner bears no responsibility
for the editorial content of this book.”

www.lesbelleslettres.com

Retrouvez Les Belles Lettres sur Facebook et Twitter.

Tous droits de traduction, de reproduction et d’adaptation
réservés pour tous les pays.

© 2016, Société d’édition Les Belles Lettres
95, bd Raspail 75006 Paris.
www.lesbelleslettres.com

ISBN : 978-2-251-90214-2

Ce document numérique a été réalisé par [Nord Compo](#).

PRÉFACE

FRANCE : CET IMPÉRIEUX BESOIN DE THATCHER

Par Mathieu Laine

La France mériterait d'avoir un jour une Margaret Thatcher à sa tête. Un dirigeant hors norme capable de repenser en profondeur notre modèle pour le réformer avec courage, constance et détermination. Une personnalité guidée en tout par le primat de la liberté et de la responsabilité individuelle, capable de restaurer un État régalien très fort pour assurer notre sécurité, et assumant tellement la rupture profonde avec les errements du passé qu'aucune grève, aucun sondage, aucun calcul politicien ni aucun attentat ne la ferait plier.

Il nous faudrait bien évidemment une « Thatcher à la française », adaptée à notre singularité, à notre histoire, aux défis de notre époque, et notre pays gagnerait vraiment à élire, un jour prochain, quelqu'un qui oserait, tout en tirant les leçons de ses échecs (la désindustrialisation non accompagnée de villes comme Glasgow ou les tensions sociales de Brixton, par exemple), s'inspirer des ressorts de son incroyable réussite. Cela implique toutefois de se départir des caricatures parfois abominables et bien souvent infondées la concernant et de s'autoriser à découvrir qui elle était vraiment, objectivement, et ce qu'elle a véritablement accompli au service de son pays.

Ces discours ici rassemblés et traduits, pour la première fois en français¹, à l'initiative salutaire de Caroline Noirod et d'Alain Laurent, offrent une formidable opportunité de se faire une idée sincère de cette grande figure du xx^e siècle, de cette femme ayant, selon le mot de David Cameron, littéralement « sauvé son pays ».

Plonger dans sa pensée, dans ses mots, dans ses actes, donne parfois – avouons-le ! – envie d'infliger une sacrée correction à l'ensemble de notre classe politique tant leur épine dorsale intellectuelle paraît, comparée à la sienne, d'une plasticité voire d'une mollesse affligeante aux regards des enjeux qu'ils ont à affronter. Une telle lecture fournit aussi autant de raisons d'espérer – de rêver même ! – pour tous ceux aspirant, parfois depuis longtemps, au triomphe d'un réformisme français audacieux.

Une politique guidée par des valeurs et des convictions extrêmement fortes

Ses premières prises de parole, dont celle, fondatrice, de Blackpool en 1968, posent les bases d'une approche rarement partagée dans ce monde : une politique non de compromis mais de convictions. Ses propos mettent à jour des valeurs extrêmement fortes, découvertes dès l'arrière-boutique de son père, pasteur de l'Église méthodiste. « Nous étions méthodistes, c'est-à-dire que nous aimions l'ordre, la précision et la rigueur », aimait-elle à répéter. Ces marqueurs moraux guideront sans cesse ses choix, notamment dans les moments difficiles, quand il ne faudra pas céder aux sirènes de la facilité et du renoncement.

La puissance de la liberté, l'éthique et la dignité de la responsabilité personnelle, le refus du déterminisme, l'autonomisation de tous les citoyens pour que chacun puisse devenir maître de son destin, l'encouragement du travail, de l'innovation et des entrepreneurs, les vertus du libre-échange et de la libre entreprise, l'acceptation du processus de « destruction créatrice », l'accès facilité à la propriété privée, la reconquête de l'égalité des chances par la restitution du choix aux parents en matière d'éducation, le refus du laxisme et des justifications sociologiques déresponsabilisantes en matière de délinquance et la dénonciation sans faille des mensonges socialistes constituent les piliers, sans cesse répétés, renouvelés et mis en œuvre, de discours phares

jalonnant une aventure politique, économique, sociale et morale exceptionnelle.

Ses prises de parole ne sont pour autant en rien élitistes. Leur clarté idéologique et leur cohérence logique flagrante jouent en faveur de leur accessibilité. Calquant la gestion du pays sur celle d'une petite entreprise, Thatcher parvient ainsi à s'adresser et à conquérir les cœurs et les suffrages d'une large classe moyenne vivant mal un déclassement ressenti comme injuste. Autant de leçons à tirer pour une France souffrant de maux si ce n'est similaires, du moins comparables.

La restauration d'un État régalien fort contre la délinquance, le terrorisme et les menaces extérieures

Réformatrice authentiquement libérale, Margaret Thatcher n'est cependant pas une adepte de l'État zéro. Elle s'adresse sans cesse au cœur patriotique des Britanniques et convoque régulièrement le roman national pour mieux y greffer sa vision optimiste de la réforme et de l'avenir.

Elle revendique également sa capacité à reconstruire un État régalien extrêmement fort, détricoté par la gauche, devant garantir les libertés fondamentales en maintenant l'ordre public. Elle l'affirme dès son discours du 12 octobre 1979 : « Nous qui croyons en la seule liberté qui mérite ce nom – la liberté garantie par l'État de droit. »

Margaret Thatcher – qui a pourtant réussi à réduire efficacement les dépenses publiques – n'hésitera ainsi pas à allouer à la sécurité et à la défense beaucoup plus de moyens que ses prédécesseurs. Elle augmentera même leur budget de près de 25 % entre 1979 et 1984. Son pays faisait alors l'objet d'une déferlante terroriste indépendantiste extrêmement violente qui cherchera à la tuer lors des attentats de Brighton en 1984.

Thatcher, adepte de la redistribution des pouvoirs aux citoyens en matière économique, en appellera également, notamment dans son discours à la conférence du Parti conservateur de 1987, à la responsabilité de chacun dans la lutte contre le terrorisme et la délinquance (« Nous n'avancerons guère dans notre combat contre la criminalité si nous attendons de la police et des tribunaux qu'ils en assument entièrement la

charge »). Une approche réaliste et innovante qui, chez nous également, ne manquerait pas de convaincre.

Si sa dureté en la matière a toutefois pu frapper les esprits, notamment quand, confrontée à la mort de dix prisonniers de l'IRA ayant engagé une grève de la faim pour être traités non comme des criminels mais comme des prisonniers politiques, elle s'affichera insensible en rappelant que les victimes de ces terroristes n'avaient pas, elles, décidé de mourir, il ne paraît pas inutile, avant de la juger négativement, d'imaginer nos réactions en cas de comportements identiques de la part de djihadistes sanguinaires ayant récemment frappé notre territoire...

Ne rien céder sur les principes, confronté aux forces du statu quo économique et social comme au terrorisme, et redéfinir radicalement ce qui tient de l'État et ce qui tient de la responsabilité individuelle, compose indéniablement cet ADN thatchérien capable de trouver un large écho dans la population française actuelle. Toutes choses égales par ailleurs, ce que nous vivons aujourd'hui dans l'Hexagone mêle, comme dans l'Angleterre thatchérienne, cet impérieux besoin de sécurité et de réformes économiques d'ampleur.

Une offre très réformatrice en économie mais également autoritaire et responsabilisante en matière de sécurité, tout en préservant l'État de droit, en écho à son fameux « Tout ce qui a été accompli est l'œuvre d'un gouvernement fort, doué d'une autorité qui lui permet de faire ce que seuls des gouvernements sont capables de réaliser. Mais un gouvernement fort sait où se situe la ligne à ne pas franchir. Il se sent assez sûr de lui pour faire confiance au peuple. Et un peuple libre sait que le pouvoir du gouvernement doit être limité » (14 octobre 1983), devrait pouvoir, chez nous aussi, largement s'imposer.

Ne jamais reculer, ne jamais renoncer !

Au pays du déni, de la renégociation et du renoncement permanent, il apparaît aujourd'hui difficile de ne pas admirer un chef de gouvernement assez fort pour résister, dès 1980, un an à peine après son arrivée à Downing Street, aux doutes et aux manœuvres de membres influents de son propre parti ou, en 1984-1985, à la fameuse grève des mineurs, la plus longue et la plus dure que l'Angleterre eût connue depuis 1926. « Nos objectifs, nous n'allons pas en faire mystère. Nos principes, nous n'allons pas les trahir. Tout ce qu'il est indispensable de faire, nous le ferons », assume-t-elle dans son discours annuel devant le Parti conservateur le 8 octobre 1982 !

Margaret Thatcher, c'est cette autre conception de l'action politique qui fait rêver tant d'orphelins politiques en France. Forte de sous-jacents éthiques sur lesquels elle reviendra longuement à Londres le 4 mars 1981 et à Édimbourg le 21 mai 1988, elle ne dévie en aucune manière. Elle ne cède pas. Elle fait, et ne recule devant rien. « Libre à vous de faire volte-face. La femme que je suis fait toujours face » (« You turn if you want to. The lady's not for turning ») ! Quelle femme ! Quel leader ! Quelle autorité ! Et quel succès, aussi.

Car avant elle, la Grande-Bretagne avait sombré dans une spirale interventionniste de « stop and go » alternant des politiques keynésiennes de relance et de rigueur brisant toutes les incitations à créer, à entreprendre et à recruter, exposant le pays à une hyperinflation

destructrice et le contraignant – on l’oublie trop souvent – à appeler le FMI à la rescousse.

Dénonçant sans relâche ni ménagement le « socialisme rampant », avec son ton de voix si particulier, ses formules cinglantes, son regard perçant et ce sourire en coin qui faisait rire aux éclats jusque dans les rangs travaillistes, Margaret Thatcher n’hésite pas à tourner les talons aux illusions interventionnistes, à descendre en flamme les promesses constructivistes et à remettre à leur place des syndicats aux pouvoirs devenus littéralement abusifs. Elle accuse ces derniers de bloquer l’industrie et l’emploi et promeut, via une politique offensive de l’offre, une société libérée des contraintes arbitraires. Thatcher axe ainsi toute sa stratégie économique sur les incitations à s’autonomiser et à fournir des efforts individuels en s’assurant qu’ils soient pleinement récompensés. Elle fait ainsi passer, dès son premier budget, la tranche la plus élevée de l’impôt sur le revenu de 83 % (!) à 60 %, avant de la faire tomber à 40 %, diminuant le taux moyen d’imposition dans le pays de 33 % à 25 %.

« Il n'y a pas d'alternative ! »

Son bilan plaide pour elle. Avant Thatcher, la Grande-Bretagne était le pays le plus pauvre d'Europe. Après elle, il sera l'un des plus riches. Le PIB par habitant a augmenté annuellement de 2,5 % entre 1979 et 1990 quand il dépasse à peine 1 % en France. Sous son long règne, le nombre de propriétaires comme le revenu hebdomadaire médian ont augmenté de près de 30 %. Le cours des actions à la Bourse de Londres a triplé alors qu'il avait chuté de 56 % entre 1972 et son arrivée au pouvoir. Ses privatisations ont rapporté 31 milliards de livres à l'État et le taux de chômage a fini par tomber à 5,8 %, soit l'un des taux les plus bas en Europe. Si les bons résultats se feront parfois tardifs, notamment en matière de chômage car Thatcher n'a entrepris ses réformes les plus radicales qu'au cours de son deuxième mandat, après la guerre des Malouines, c'est bien elle qui aura remis son pays au premier rang de la course des Nations.

Car pour Thatcher, que Barack Obama a joliment qualifié de « grand avocat de la liberté », la meilleure des politiques sociales ne consiste pas à redistribuer de manière forcée l'argent des autres dans un grand élan désincitatif mais à libérer toutes les forces de création pour que chacun ait un emploi et puisse contribuer, librement, à l'effort de solidarité privée.

D'ailleurs, pour elle, il n'y a pas d'alternative (« There is no alternative ») ! Comme lui avaient enseigné ses mentors, notamment Keith Joseph, le fondateur du très influent « Centre for Policy Studies », le seul moyen de recréer l'harmonie, la croissance et le plein-emploi, la

dignité humaine mais aussi la solidarité et la confiance, c'est le réformisme libéral. Tout le reste nous condamne, à ses yeux, à d'obscures routes de la servitude. Cela peut paraître excessivement rigide. C'est en réalité très fort puisqu'elle a su, en quelques années, complètement renouveler le rapport des Anglais à l'action politique et briser la spirale du déclin.

Une doctrine internationale centrée sur la grandeur de la Grande-Bretagne et une Europe du libre-échange

Les grands discours de Margaret Thatcher révèlent également combien cette femme a porté haut l'ambition d'un retour de son pays au sommet. Refusant l'extinction d'un empire sur lequel, au temps de la reine Victoria, le soleil ne se couchait jamais, elle multiplie les prises de parole vantant un patriotisme flamboyant et les actes visant à rendre à la Grande-Bretagne son statut de grande puissance. Son leadership, mû là encore par des valeurs et des convictions au fondement de sa légendaire inflexibilité, prendra corps lors de la guerre des Malouines, en 1982. Sa victoire sans appel lui vaudra une respectabilité internationale et une popularité renforcée dans un pays où, triomphant en grande partie pour cette raison aux élections générales de 1983, elle en profitera pour obtenir un mandat l'autorisant à réformer l'économie britannique plus en profondeur encore.

Alliée principale et assumée des États-Unis, dirigés alors par son ami et complice idéologique Ronald Reagan, qui l'avait qualifiée de « best man in England », Thatcher jouera par ailleurs un rôle majeur dans la dénonciation du communisme et dans la chute du bloc soviétique. Là encore, la cohérence étant de mise, son engagement atlantiste était évidemment fondé sur la volonté de faire de la Grande-Bretagne le phare de la liberté en Europe et dans le monde.

Thatcher aura toutefois été injustement caricaturée dans son rapport à la construction européenne. Car si elle a pu user de formules assassines à

son encontre, elle n'a jamais sombré dans un euroscepticisme du repli sur soi. Avocate très engagée d'une Europe du libre-échange, elle résistera sans cesse aux tentations isolationnistes, nationalistes ou protectionnistes, allant jusqu'à pousser ses partenaires à faciliter toujours plus les relations commerciales entre l'Europe et les États-Unis.

Elle s'opposera en revanche nettement aux dérives bureaucratiques d'un monstre froid européen que d'aucuns – notamment Jacques Delors – tentaient alors d'imposer sur le plan politique et social : « Si nous avons réussi à faire reculer chez nous les frontières de l'État, ce n'est pas pour les voir réimposées au niveau européen, avec un super-État exerçant à partir de Bruxelles une domination nouvelle » (Bruges, 20 septembre 1988).

Thatcher croyait en effet en la concurrence des modèles plus qu'en l'harmonisation imposée des normes, en la livre plus qu'en l'euro, et, après avoir obtenu une réduction des contributions anglaises au budget européen (« I want my money back ! »), regrettait – déjà ! – que l'Europe ne maîtrise ni ses frontières, ni ses flux migratoires. Défendant une Europe rassemblant des États indépendants, pleinement souverains, mais unissant leurs forces sur des sujets majeurs, dont la défense européenne, elle s'inquiétait des dérives interventionnistes induites par l'idéal fédéraliste.

On comprendra pourquoi ses fameux discours de Bruges du 20 septembre 1988 et de Londres du 30 octobre 1990, à l'occasion desquels elle tentera de modéliser le thatchérisme européen, vivront une deuxième jeunesse lorsque, non sans mauvaise foi, certains partisans du « Brexit » les brandiront comme on exhume des talismans pour convaincre les Britanniques de quitter l'Europe.

Un thatchérisme à la française

À l'heure où ces lignes sont écrites, la France est à la veille d'une élection présidentielle capitale. Puis-je, dans ce contexte si particulier, formuler un vœu ? Que tous les candidats à la fonction suprême se plongent, ne serait-ce que quelques heures, dans la dialectique thatchérienne. Sans a priori, sans idée reçue, en imaginant ce qu'elle pourrait leur apporter.

Les plus réformateurs seront confortés par la puissance et la réussite concrète, dans le quotidien de chacun comme dans les urnes, de convictions enracinées. Les plus ambitieux admireront le fait qu'elle a été réélue trois fois, qu'elle a marqué l'histoire de son pays et que, même 25 ans après son départ du gouvernement, plus de 50 % des Britanniques considèrent que ses mandats ont été bons pour le Royaume-Uni (contre 34 % les estimant « mauvais » et 11 % « ni bons ni mauvais »). Les plus bassement politiciens et les plus étatistes sortiront effrayés d'une conception aussi noble de la politique, de la souveraineté individuelle et de la grandeur de son pays.

Caricaturée à l'extrême chez nous, la petite fiancée de la liberté pourrait alors, à la faveur d'une lecture sincère, bénéficier d'une juste réhabilitation.

En 1985, dans son célèbre album *Mistral gagnant*, après l'avoir traitée sans nuance de « malhonnête », « imbécile », « meurtrière », « vulgaire » et « violente », Renaud rêve, son heure dernière venue, de se changer « en

chien » et de s'offrir, « comme réverbère quotidien »... « Madame Thatcher ». L'inconscient populaire se charge alors de ces ondes négatives et quasiment plus aucun dirigeant politique n'osera s'inspirer d'elle de peur de passer pour ce diable en jupon que certains prétendent, sans le moindre recul, sans évidemment l'avoir étudiée de près, qu'elle fut.

Découvrir, grâce à cette sélection de grands textes – que j'ai eu plaisir à introduire, chacun, d'une mise en contexte tout en y révélant les éléments qui m'ont paru clés – ce qu'elle a dit vraiment, à l'aune de ce qu'elle a fait concrètement pour améliorer le quotidien des Britanniques et moderniser comme personne son pays, permet, au-delà de la leçon d'histoire, de rétablir la vérité derrière ces terribles clichés.

Au pays d'Hugues Capet, du Roi-Soleil, de Colbert, de l'alliance gaullo-communiste et du retour tragique d'un populisme sécuritaire hostile au réformisme radical, la tâche sera d'autant plus ardue. Celle de Thatcher ne fut cependant pas sans obstacles. Elle n'a d'ailleurs pas pu aller au terme de son ambition réformatrice. Mais c'est bien le génie du thatchérisme que de redonner espoir à tous ceux qui croient en l'Homme plus qu'en l'État, en la liberté plus qu'en la contrainte, au bonheur individuel plus qu'aux incantations collectivistes.

À quand notre « Thatcher à la française » ? 2017 serait évidemment un moment opportun.

1. Nous remercions la Fondation Margaret Thatcher et invitons nos lecteurs à consulter le site www.margaretthatcher.org, régulièrement enrichi de documents inédits.

I

BLACKPOOL, 11 OCTOBRE 1968*

Comment la politique fait fausse route

CONTEXTE

- Le Parti travailliste est au pouvoir depuis 1964. La persistance de déséquilibres importants dans la balance des paiements pendant les années 1960 contraint le gouvernement Wilson à dévaluer la livre sterling en 1967.
- En 1967, Margaret Thatcher fait ses débuts au sein du Shadow Cabinet d'Edward Heath, chef du Parti conservateur. Elle y occupe dans un premier temps les fonctions de ministre de l'Énergie, avant d'être nommée ministre des Transports le 14 novembre 1968.
- Ce discours a été prononcé lors de la conférence annuelle du Parti conservateur à Blackpool en octobre 1968. Ted Heath l'a en effet invitée à prononcer une harangue sur « un sujet qui intéresse les femmes ».
- Ce discours est fondateur pour Margaret Thatcher. Il pose les bases du thatchérisme, des fondements moraux et intellectuels qui ne varieront jamais par la suite.

IDÉES FORTES DU DISCOURS

Margaret Thatcher fait un constat qui ne manquera pas de résonner dans la France contemporaine : la population britannique de l'époque ne croit plus en la politique et n'a plus foi en l'avenir. Elle attaque durement la politique du consensus et réclame une politique de conviction.

Margaret Thatcher pointe les principales causes de la désillusion politique :

- La relative nouveauté du système démocratique et du suffrage universel.
- La structure des partis traditionnels : moins de place pour les indépendants et pour une large variété d'opinions.
- Les programmes électoraux : le parti élu a un mandat pour mener à bien l'ensemble des promesses contenues dans son programme, qui devient une collection disparate et désincarnée de propositions corporatistes en retour du vote des électeurs. Une telle approche de la politique manque donc de vision, de fond, de valeurs fondamentales.
- Le surpoids de l'État-providence : la politique s'est immiscée dans des domaines qui ne sont pas de son ressort, d'où une perte de sens de la loi.
- Le développement de l'éducation supérieure : la population est préparée à la critique, au questionnement et aux remises en cause, créant une opportunité formidable pour penser une stratégie alternative.
- Les progrès de l'information, qui influence les jugements.

Margaret Thatcher juge que la plus grande erreur des dernières années a été d'augmenter le rôle et la taille de l'État. Une telle intrusion pouvait faire sens pendant les années de reconstruction après guerre, mais pas au-delà :

- L'interventionnisme étatique alimente un besoin constant de croissance afin d'en assurer le financement. Il engendre des politiques

publiques inefficaces :

- Les politiques de contrôle des prix et des salaires ne sont pas efficaces : le gouvernement doit se contenter de contrôler la masse monétaire et le management de la demande ;
- L'État doit se concentrer sur les services que le citoyen ne peut se fournir seul (hôpitaux) tout en réduisant les impôts pour rendre l'individu plus autonome et responsable de ses choix, de son propre avenir.
- La taille atteinte par l'État et l'importance des agences étatiques révèlent leurs effets pervers :
 - Les restrictions mises en place par le politique restreignent la responsabilité individuelle : il est nécessaire que les individus puissent recouvrer leur indépendance, en se réappropriant certains pouvoirs illégitimement captés par l'État.
 - Le nombre de données collectées par les agences gouvernementales sur les individus fait peser un risque majeur sur le respect de leur vie privée.
 - Le gouvernement s'éloigne du peuple et vire à une forme d'autoritarisme.
- Les vertus du système politique britannique sont insuffisamment exploitées. Thatcher en appelle à une alternance de politiques et non à une simple alternance de personnes dans un univers de consensus.

RÉPERCUSSIONS DU DISCOURS

- Ce discours passe initialement plutôt inaperçu mais se révélera être « un discours réquisitoire dans lequel la plupart des observateurs verront le moule originel du thatchérisme. [...] Il pose les principes qui détermineront les futurs combats de Margaret : politique de conviction contre politique de consensus, État modeste, politique monétariste. Il révèle aussi un solide sens politique car elle n'aborde

pas les sujets que les conservateurs ne sont pas encore prêts à entendre : privatisations, abandon de la politique volontariste, remise en cause de la politique des prix et des revenus négociés avec le concours de l'État¹ ».

- Il pose les bases de ce que sera le thatchérisme, à contre-courant avec la pensée des conservateurs de l'époque (dénonciation de l'interventionnisme et de l'égalitarisme pénalisant les plus méritants ; discours engagé en soutien du libéralisme économique et de l'autonomisation des individus).
- En 1968, Margaret Thatcher n'est pas encore une femme politique de poids au sein du Parti conservateur. Néanmoins, elle parvient rapidement à s'imposer dans le parti. En 1974, elle apparaît comme la seule capable de défier Edward Heath pour prendre la tête des Tories.

BLACKPOOL, 11 OCTOBRE 1968

La politique fait l'objet de critiques, cela n'est pas nouveau. La littérature en offre maints exemples.

Chez Shakespeare on trouve ce commentaire du roi Lear :

« Procure-toi des lunettes ;
Et, comme un vil serviteur de la politique, fais semblant
De voir ce que tu ne vois pas. »

Richard Sheridan, réputé pour avoir prononcé l'un des plus grands discours jamais entendus à la Chambre des communes (il dura 5 h 40), observa que « la conscience n'est pas plus liée à la bravoure qu'elle ne l'est à la politique ». Anatole France fut peut-être le plus féroce de tous : « Je ne suis pas dépourvu de tout talent pour m'occuper de politique. »

Les dirigeants politiques eux-mêmes n'ont pas été à l'abri de ces critiques :

« Disraeli associe un maximum d'adresse parlementaire avec un minimum de talent d'homme d'État. Personne ne se prend à rêver de le voir à la tête du pays. Il compte parmi, non pas les abeilles, mais les guêpes et les papillons qui peuplent la vie publique. Il est capable d'infliger des piqures et de faire le beau, mais se révèle inapte au travail. La place qui lui revient dans l'arène lui a été réservée et assignée pour toute éternité. »

Ces mots ont été écrits par le Controller of the Stationery Office, en 1853, et cités par Henry Taylor dans le Statesman.

Nul besoin de vous rappeler à quel point ce jugement était totalement aberrant.

On peut même estimer que, sous certains aspects, des progrès ont été réalisés au fil des années.

La prévarication comme la corruption, aujourd'hui disparues, étaient autrefois monnaie courante. Les votes des électeurs se payaient au prix fort. Le célèbre Lord Shaftesbury, lorsqu'il portait le nom de Lord Ashley, déboursa 15 600 livres pour assurer sa victoire dans le comté du Dorset en 1831. Il est intéressant de remarquer que, de cette somme, 12 000 livres furent dépensées dans les estaminets et les auberges pour régaler le bon peuple. Et cela à une époque où le verre de gin coûtait un penny ! Une quarantaine d'années plus tôt, Lord Penrhyn engouffra 50 000 livres dans sa campagne – et perdit l'élection !

On ne peut pas, cependant, faire fi des critiques formulées aujourd'hui aussi aisément. Le mécontentement vis-à-vis de la politique est pour cela un sentiment trop profond chez nous comme à l'étranger. Les populations en sont venues à douter de l'avenir du système démocratique et de ses institutions. Ils n'accordent aucune confiance aux politiques et mettent peu d'espoir dans l'avenir.

Pourquoi ce manque de confiance aujourd'hui ?

Essayons de trouver par quel chemin et pour quelles raisons nous en sommes arrivés là. Quelle en est l'explication ? De manière générale, je crois que nous n'avons pas encore intégré une bonne partie des évolutions qui ont eu cours durant les trente ou quarante dernières années.

Premier point : j'ai le sentiment que nous n'avons pas suffisamment conscience du caractère novateur de notre système démocratique actuel. Nous manquons relativement de recul vis-à-vis des effets du suffrage universel qui a attendu 1928 avant de s'imposer. Et la première élection nationale à se dérouler selon le principe d'une personne, une voix, eut lieu en 1950. De sorte que nous ne sommes encore qu'au début d'un processus où nous devons prendre la mesure des problèmes et des avancées que représente le fait que chacun puisse exprimer son vote.

Deuxième point. Ce suffrage universel ainsi que d'autres facteurs ont provoqué la transformation du système des partis. Il ne reste pratiquement plus de place de nos jours pour des députés indépendants, et les controverses qui jadis se déroulaient en dehors des partis et portaient sur un bon nombre des décisions législatives, doivent désormais demeurer des débats internes. Il existe, et il doit exister, un espace où peuvent s'exprimer toutes sortes d'opinions, dans le respect des grands principes fondamentaux sur lesquels se fonde chaque parti.

Troisième point. Le système des partis a donné naissance aux programmes détaillés proposés aux électeurs. L'idée d'accéder aux affaires

dans un esprit de fidélité aux promesses faites a donné naissance à une nouvelle doctrine selon laquelle le parti au pouvoir est investi du mandat de mener à bien toutes les réformes incluses dans le programme. Pour ma part, je ne suis pas très sûre que les électeurs sont d'accord avec tout au détail près lorsqu'ils se prononcent pour un gouvernement.

Cette pratique contemporaine d'un manifeste électoral a, j'en suis convaincue, exercé une influence sur l'attitude de certains électeurs ; trop souvent on entend maintenant cette question : « et pour moi, qu'allez-vous faire ? », comme si le programme était une liste de promesses qu'on troquait contre des voix. Toute cette tendance a favorisé l'émergence d'une relation curieuse entre les électeurs et les élus. Si l'électeur soupçonne l'homme politique d'égrener des promesses dans le simple but de capter son vote, il n'aura pour lui que mépris, et en revanche si les mêmes promesses ne se concrétisent pas, le risque est qu'il le rejette. Ma conviction est qu'il y a davantage dans les partis politiques et les élections qu'une compétition entre des catalogues opposés de promesses diverses et variées – et en vérité, s'il n'en était pas ainsi, la démocratie ne mériterait guère de survivre.

Quatrième point. Les progrès considérables, dans tous les secteurs, de l'État-providence, constituent également une donnée relativement nouvelle, non seulement chez nous mais aussi dans d'autres pays. Souvenez-vous : l'une des quatre grandes libertés figurant dans la déclaration du président Roosevelt pendant la guerre, c'était « la libération de la misère ». Depuis cette époque, dans le monde occidental, on s'est ingénié à faire passer une série de mesures dont la finalité était de garantir une plus grande sécurité. À mon sens, il n'est pas faux de dire que le combat pour garantir une sécurité de base n'a plus lieu d'être. En outre, nous avons une nouvelle génération dont tous les membres ont grandi dans le contexte de l'État-providence. Inévitablement, ces évolutions ont marqué les opinions et les attitudes de la population de nos compatriotes, même si par ailleurs il nous est impossible de définir avec exactitude la nature de cet effet.

Cinquième point. L'une des conséquences de l'expansion rapide de l'enseignement supérieur, c'est d'avoir développé chez les gens l'habitude de ne rien prendre pour argent comptant ou peu s'en faut. Il semblerait que certains d'entre eux s'en tiennent à cela plutôt que de franchir l'étape suivante, consistant à embrasser de nouvelles convictions ou à en revivifier d'anciennes. Vous vous souviendrez sans doute de cette information publiée dans la presse selon laquelle le leader étudiant Daniel Cohn-Bendit s'est vu décerner un diplôme récompensant ses études antérieures. Le jury a déclaré qu'il avait posé une série de questions très intelligentes. Est-ce que cela a de l'importance ? J'aurais bien préféré qu'il apportât également une série d'intelligentes réponses.

Sixième point. Nous avons accès à bien davantage d'informations sur l'actualité que par le passé, et depuis l'avènement de la télévision, les nouvelles sont présentées de manière beaucoup plus vivante. Il est bien plus difficile de passer à côté de situations quand elles ont été filmées, et vues de vos propres yeux, que lorsque vous en lisez simplement le récit, et peut-être même en feuilletant le journal distraitement. La télévision n'est pas simplement un moyen de communication de plus, c'est un instrument qui, par la manière dont il présente les choses, exerce une influence déterminante sur les opinions que nous nous forgeons des événements et des personnages, y compris les politiques.

Septième point. Notre idéalisme international, inné, a reçu plus que sa part de mauvais coups. Nombreux sont nos compatriotes animés par l'espoir que si les représentants de toutes les nations acceptent de façon sereine de se réunir pour discuter des questions internationales à caractère d'urgence, la providence et la bonne volonté vont les guider pour parvenir à des conclusions équitables et raisonnables, grâce auxquelles la paix et l'ordre international pourront s'imposer. Mais dans les faits, il existe un certain nombre de nations qui votent, non pas en fonction des principes du bien ou du mal, même lorsque pour nous l'enjeu paraît clair, mais en se fondant sur leurs intérêts domestiques immédiats. Et on a droit à des discours et de la propagande, distillés pour justifier des entreprises

scandaleuses, qui feraient monter les larmes aux yeux des anges tout comme à ceux de nos électeurs.

J'évoque tout cela en guise d'explication partielle du sentiment de désillusion et d'abandon des certitudes dont nous sommes les témoins aujourd'hui. Les bouleversements ont été considérables et je ne suis pas surprise de voir que le système dans son ensemble se trouve remis en question. Pour moi, un honnête scepticisme et une franche interrogation sont de bonnes choses. Nous devons travailler à tester les anciens présupposés et élaborer des conceptions nouvelles. Mais nous devons bien nous garder aussi d'échafauder des réponses valables une fois pour toutes et capables de résoudre tous nos problèmes, pour la bonne raison qu'elles n'existent pas.

Vous connaissez peut-être l'histoire de ce soldat de fortune qui demanda un jour au Sphinx de lui révéler, en une phrase, la sagesse divine séculaire, et le Sphinx lui dit : « N'espère pas trop. »

Dans le même esprit, et le contexte que j'ai défini à grands traits, tâchons d'analyser comment les choses ont dérapé.

La grande erreur – un État trop interventionniste

Je suis convaincue que la grande erreur commise au cours de ces quelques dernières années, c'est d'avoir permis que l'État offre ses services et légifère pratiquement dans tous les secteurs. En partie cette conduite politique trouve ses origines dans les projets de reconstruction de la période d'après guerre, époque où les gouvernements endossèrent toutes sortes d'obligations nouvelles. De telles politiques se justifiaient sans doute alors, mais elles ont été poussées beaucoup plus loin qu'on ne le souhaitait au départ et que la raison ne l'exige. Au cours des premières années où nous étions au pouvoir, ainsi que durant la période intermédiaire, ce que nous avons cherché à faire fut de définir le cadre général à l'intérieur duquel les individus pouvaient réaliser leurs objectifs à leur guise, à la condition toujours qu'un niveau plancher fût garanti. Mais il m'a souvent semblé qu'à compter du début des années 1960 les priorités politiques ont changé. C'est à ce moment-là que le terme clé en politique devint celui de « croissance ». Si les ressources croissaient de x % par an, on décidait que de ce gain on allait dégager des moyens supplémentaires permettant au gouvernement d'accroître son offre de services. Cette doctrine s'imposa à l'époque, et les partis se chamaillèrent un peu entre eux pour savoir quel était le taux de croissance le plus élevé qu'on pouvait atteindre. 4 % ou davantage ? Le résultat de tout cela fut que, pendant tout ce temps, le débat politique se concentra non plus sur les gens mais sur l'économie. Des projets furent élaborés afin d'atteindre un

taux de croissance de 4 %. Et c'est alors que le gouvernement actuel arriva au pouvoir avec en tête un plan plus ambitieux et une idéologie socialiste pour le mettre en œuvre, ce qui signifiait que, si les gens ne se pliaient pas aux exigences du plan, il fallait les y contraindre. C'est de là que dérivèrent l'obligation de se conformer à la politique des prix et des revenus, et dans son sillage, la notion inadmissible voulant qu'on donne au gouvernement le pouvoir de décider quels salaires et quelles rémunérations il convient d'augmenter.

Au départ, l'opinion publique souhaitait une intervention plus grande de l'État dans certains domaines. Elle obtint satisfaction. Mais il vint un temps où le degré d'intervention prit une telle ampleur que dans les faits le gouvernement n'y suffit plus, et il fallut les services d'un nombre toujours plus important de fonctionnaires et de bureaucrates. Aujourd'hui il est devenu difficile, sinon impossible, de s'approcher du fonctionnaire responsable de la décision, et nous en arrivons ainsi au paradoxe suivant : au moment même où le niveau d'intervention s'élève, la distance entre l'État et ses administrés s'accroît. La conséquence de nos jours est dès lors que le processus démocratique s'est traduit par un surcroît d'autoritarisme.

En juillet, le Daily Telegraph a publié un sondage assez intéressant montrant la manière dont les gens réagissaient à l'imposition de cette autorité impersonnelle. La question était ainsi formulée : « Pensez-vous ou non que les gens tels que vous sont ou non suffisamment impliqués dans la conduite des affaires de ce pays par le gouvernement (68 % ont répondu non), les services offerts par le secteur industriel nationalisé (non : 67 %), la gestion pratiquée par les autorités locales (non : 64 % – vous noterez l'importance relative de ce taux ; le public n'aime pas plus les municipalités enfermées dans leur tour d'ivoire que les gouvernements réfugiés sur leur Olympe). »

Ces temps derniers, un nombre toujours accru d'articles de fond ont été publiés et des discours prononcés sur la question de savoir comment

impliquer plus encore la population dans les décisions du gouvernement et faire en sorte qu'elle participe dans certaines de ses prises de décision.

Si l'on veut cependant que les individus s'impliquent et participent personnellement, le meilleur moyen n'est pas de leur demander de s'associer à toujours davantage de décisions de l'exécutif, mais c'est de faire en sorte que l'État réduise son espace d'intervention et par conséquent laisse le citoyen privé libre de « participer », pour sacrifier à la terminologie à la mode, en élargissant son propre champ décisionnel. Ce qu'il nous faut désormais, c'est garantir à l'individu un niveau notablement plus élevé de responsabilité et de décision, une indépendance nettement accrue vis-à-vis de l'État, et pour celui-ci, une réduction relative de son rôle.

Ces convictions ont des implications importantes sur l'art de gouverner.

Prix et revenus

Commençons par la politique du contrôle des prix et des revenus. La politique des prix la plus efficace n'a pas été opérée par le biais du contrôle des prix par le gouvernement, et l'instrument de la commission des prix et des revenus, mais grâce au souci constant des Conservateurs de s'assurer que la concurrence peut se donner libre cours. C'est dans les supermarchés bien plus que dans les entreprises nationalisées que les prix ont pu baisser. Une telle réalité met en évidence la différence qui existe lorsque, d'un côté, l'État intervient lui-même, et de l'autre, lorsqu'il crée les conditions d'une baisse des prix en favorisant le jeu d'une concurrence véritable.

Pour ce qui est des revenus, il semble qu'il y ait eu quelque confusion dans l'esprit de l'électorat à propos des positions des partis politiques. Durant les premières années, il n'y avait là rien de surprenant dans la mesure où, au niveau des discours et des documents, il existait entre les deux partis du gouvernement et de l'opposition une certaine convergence de vues. Pour donner un exemple, voici quatre citations – deux provenant du gouvernement travailliste et deux datant de notre période au pouvoir. Il est pratiquement impossible de distinguer qui a dit quoi.

I. « Les hausses du niveau général des taux salariaux doivent impérativement aller de pair avec une amélioration de la productivité, celle-ci étant liée à une augmentation de l'efficacité et des efforts. » (Livre Blanc sur la politique de l'emploi, 1944.)

2. « Il est par conséquent essentiel qu'on ne puisse procéder à une nouvelle hausse générale du niveau des revenus personnels si celle-ci ne s'accompagne pour le moins d'une augmentation concomitante du volume de la production. » (Sir Stafford Cripps, 1948).

3. « La volonté politique du gouvernement est de favoriser un rythme plus rapide de la croissance économique... Mais cette orientation sera difficile à maintenir si les revenus financiers augmentent plus rapidement que le volume de la production nationale. » (paragr. 1 de « La politique des revenus », La Prochaine Étape, CMND 1626, février 1962.)

4. « Les objectifs primordiaux de la politique nationale doivent impérativement consister... à améliorer la productivité et l'efficacité, afin de permettre à la production nationale réelle de s'accroître, et ainsi de maintenir les augmentations de salaires, de traitements et d'autres formes de revenus au même niveau que cette hausse. » (Annexe 2, Loi sur les prix et revenus, 1966).

Toutes ces citations sont l'expression de propositions économiques générales, mais les mesures qui découlèrent de ces propositions furent de nature très différente. Notre parti rejeta d'emblée le recours à la coercition. Et nous avons eu absolument raison. Le rôle du gouvernement n'est pas de contrôler un à un tous les salaires qui sont versés. Il ne dispose d'aucun moyen de calculer leur montant idoine. Qui plus est, la plupart d'entre nous ne supportent pas l'idée d'avoir à demander la permission de l'État avant d'augmenter le salaire d'un employé.

Il existe un autre aspect de la manière dont s'exerce le contrôle des revenus sur lequel il me faut attirer votre attention. Nous nous concentrons actuellement à ce point sur le contrôle des revenus que nous en oublions presque le rôle essentiel du gouvernement, qui est de contrôler la masse monétaire et de gérer la demande. Si l'on avait accordé davantage d'attention à cette mission, et s'était moins soucié d'exercer un contrôle externe pointilleux, l'économie aurait été mieux servie. Cela impliquerait, bien entendu, que le gouvernement se soumette à une certaine discipline budgétaire, celle-là même qu'il tient tellement à imposer à autrui. Cela

impliquerait aussi que les dépenses dans le vaste secteur public ne devraient pas excéder les montants que l'on peut dégager par le biais de l'impôt et des économies véritables. Pendant un certain nombre d'années, les dépenses ont été financées en quelque sorte grâce à la planche à billets. Il n'y a pas une once de laisser-faire, ni rien d'archaïque, dans les opinions que je viens d'exprimer. C'est au contraire une vision moderne du rôle que l'État doit endosser à notre époque, vision forgée à partir des erreurs du passé, dont nous vivons aujourd'hui les conséquences.

Impôts et services sociaux

La seconde implication en termes d'action politique concerne la taxation et les services sociaux. Ce n'est pas un hasard si le parti qui a fait baisser les taux d'imposition, c'est le nôtre. Les décisions dans ce sens n'ont pas été un vague bric-à-brac d'expédients, non plus que de simples dispositions économiques destinées à répondre à des besoins conjoncturels. Elles ont été inspirées par la conviction profonde que l'intervention et le contrôle de l'État ont pour effet de réduire le rôle de l'individu, son importance, et les avantages liés au fait qu'il doive être avant toutes choses responsable de son avenir. Pour ce qui est du développement des services sociaux, l'objectif doit être défini de telle sorte que les individus soient encouragés, au besoin par des incitations fiscales, à se constituer un fond croissant de réserves en puisant dans leurs propres ressources. Les prestations de base garanties par l'État serviraient d'assise à partir de laquelle se calculerait l'apport complémentaire versé par le privé. Une ligne politique de cette nature offrirait l'avantage de permettre au gouvernement de se préoccuper de fournir les prestations auxquelles le citoyen seul n'a pas accès. Le cas des hôpitaux fournit un exemple spécifique.

Je suis tombée l'autre jour sur une citation dont vous aurez du mal à deviner la source.

« Un projet de cette nature se devait d'être radical et de dessiner les contours d'un modèle rien moins que novateur... (pour les hôpitaux de ce pays)... Maintenant qu'il est élaboré, il nous faut nous assurer qu'il s'inscrira dans la durée. Comme je l'ai déjà dit, c'est une réforme fortement charpentée. Elle est puissante et agissante. Elle n'a rien d'une conception statique formulée une fois pour toutes, et bien au contraire elle est destinée à durer et être douée de dynamisme... Mon ministère va sans relâche observer la marche en avant de cette réforme, de manière à toujours anticiper d'une décennie complète l'évolution à favoriser. » (Hansard, 4 juin 1962, col. 153.)

Non, ce ne sont pas là des propos tenus par Harold Wilson. Cela ne concerne pas un énorme projet d'ensemble, mais une réforme très limitée s'appliquant à un domaine restreint dans lequel le gouvernement pouvait imprimer sa marque distinctive. Ces propos sont ceux d'Enoch Powell présentant son plan décennal pour les hôpitaux à la Chambre des communes le 4 juin 1962.

Indépendance vis-à-vis de l'État

Revenons à la question de l'individu. Si nous admettons le besoin d'une responsabilité élargie au niveau individuel et familial, cela signifie qu'il nous faut cesser de voir les choses sous l'angle de l'inhibition. Il n'y a rien à reprocher à des gens qui veulent augmenter leurs revenus. Il n'est rien de plus respectable que l'ambition, chez des hommes et des femmes, de vouloir améliorer le niveau de vie de leurs familles et de leur permettre l'accès à davantage d'opportunités que celles qu'ils ont eux-mêmes connues. J'aimerais bien qu'ils soient plus nombreux dans ce cas. Cela réduirait le nombre de ceux qui disent « c'est à l'État de faire quelque chose ». Ce qui est anormal c'est qu'on veuille recevoir toujours plus sans rien donner en retour. Pour pouvoir prétendre à des niveaux élevés de salaires et de traitements, il faut savoir se donner de la peine. C'est une façon d'aborder les choses très différente et autrement stimulante que celle qui consiste à juguler les revenus.

Sans aucun doute, il existera des censeurs pour nous reprocher que notre seul souci, c'est d'accumuler l'argent. Cela est faux. L'argent n'est pas une fin en soi. L'argent est le moyen de mener le type d'existence qu'on a choisie. Il en est qui vont préférer investir massivement pour accroître leurs biens matériels, d'autres vont se tourner vers la musique, les arts, les cultures, d'autres encore vont mettre leurs moyens financiers au service de ceux qui, chez nous ou bien outre-mer, ont fort besoin selon eux d'être secourus, ce qui nous permet de ne pas sous-estimer l'importance des

sommes que notre nation alloue à des causes valeureuses. Ce que je veux dire, c'est qu'il a bien fallu que le Bon Samaritain lui-même ait sur lui l'argent qu'il a offert, sinon il aurait fait comme tout le monde et serait passé de l'autre côté de la route. Sur le choix du mode de vie, les idées de J. S. Mill n'ont pas perdu une once de pertinence.

« La seule liberté digne de ce nom est de travailler à notre propre avancement à notre gré, aussi longtemps que nous ne cherchons pas à priver les autres du leur ou à entraver leurs efforts pour l'obtenir... L'humanité gagnera davantage à laisser chaque homme vivre comme bon lui semble qu'à le contraindre à vivre comme bon semble aux autres. »

Ces orientations de pensée ont une autre implication importante. Prises ensemble, elles permettent en même temps d'accorder aux gens un degré d'indépendance vis-à-vis de l'État – et qui voudrait d'une population soumise à l'État et se tournant vers lui pour chacun de ses besoins. Elles sont également un moyen de soustraire du pouvoir aux gouvernements pour le distribuer plus largement au profit des citoyens et des institutions non gouvernementales.

Un problème d'échelle

La deuxième erreur commise en politique à l'heure actuelle est d'une certaine manière en lien avec la première. Nous nous sommes laissé hypnotiser par l'idée de la taille relative des choses.

La conséquence en est que les gens se sentent comme insignifiants dans le monde qui les entoure. Ils ont l'impression que tout est devenu si vaste, si organisé, si standardisé et bureaucratisé qu'il ne reste plus de place pour l'individu, ses talents, ses besoins ou ses désirs. Il ne compte plus pour rien.

Il n'est pas compliqué de comprendre comment s'est développé ce sentiment. Dans l'industrie, les avantages de l'effet de masse ont été mis en avant depuis quelques années déjà, et on a négligé de parler de ses inconvénients. Or il est la source de gros problèmes. L'un des plus sérieux est celui de la prise de décision et de sa communication. Le pouvoir décisionnaire est concentré au sommet, et le nombre de gens diminue qui évaluent la difficulté d'un problème, arrivent à une décision, s'y tiennent, et endossent les conséquences. Puis la responsabilité change de main. Cependant même après qu'une décision a été prise, il reste le problème de la communiquer à ceux qui ont la charge de la mettre en œuvre de telle façon qu'elle soit comprise, et qu'eux-mêmes auront le sentiment de faire partie de l'équipe. Dans une organisation de grande taille, au niveau du gouvernement, d'une municipalité, ou d'un établissement industriel, si ce processus n'est pas respecté on s'expose à des erreurs monumentales, une

confusion totale, et un mécontentement généralisé. Autant de problèmes qui peuvent, et doivent, être résolus, mais qui trop souvent sont laissés en suspens.

L'administration et le public

La troisième erreur induit que les gens ont le sentiment de ne compter pour rien lorsqu'ils adressent une requête aux autorités administratives.

Réfléchissez un instant aux contacts que nous avons avec nos instances administratives. Cela commence avec le certificat de naissance ; puis la demande d'une allocation de maternité ; l'ouverture d'un droit à un abattement fiscal et éventuellement à des allocations familiales ; l'affectation d'un numéro de sécurité sociale lors de l'inscription comme patient chez un médecin ; la visite à un ou plusieurs établissements où sont conservés les dossiers scolaires ; une demande de bourse d'études ; une recherche d'emploi ; toutes les démarches à effectuer pour le premier paiement des assurances sociales et de l'impôt ; la redevance télévisuelle et le permis de conduire ; l'achat d'une maison avec un crédit immobilier ; le règlement de ses impôts locaux ; l'acquisition d'une poignée d'obligations à prime ; la souscription d'une assurance vie ; l'achat de quelques actions ; convoler en justes noces ; reprendre le dossier à zéro ; toucher une retraite, ne plus exister que sous la forme d'un certificat puis d'une allocation de décès, et enfin celle d'un numéro de dossier au Bureau des droits de succession ! Chacun de ces gestes administratifs exige inmanquablement la production d'un formulaire quand il ne déclenche pas un interrogatoire, ou fait l'objet d'une note spéciale conservée aux archives régionales ou nationales. Le volume des informations conservées dans les différentes

administrations doit être gigantesque. Qu'on ne s'étonne pas alors si la vie ressemble pour de bon à « une grosse pile de... paperasses. »

Il va falloir apprendre à vivre avec une bonne partie de toute cette paperasserie, mais je crois que le temps est venu de redonner ses droits à la vie privée. Les ministres auront pour obligation de réfléchir à cet aspect des choses au moment de décider de la manière dont seront gérées leurs politiques. Certains hommes politiques ont tendance à estimer qu'avec la venue des ordinateurs, il conviendrait de centraliser cette masse d'informations et de tout conserver sur bande magnétique. On gagnerait en temps, disent-ils, et en efficacité. Ce n'est pas impossible ; mais cela poserait en même temps d'autres problèmes d'importance. Pour la première fois, il existerait pour chaque individu un dossier personnel, où tout serait consigné. Selon moi, ce serait confier à l'État trop d'emprise sur la personne. Aux États-Unis, une commission d'enquête du Congrès conduit une réflexion sur cette question spécifique pour la simple raison que le personnel politique s'est rendu compte des redoutables dangers que représente l'existence d'un tel dossier individuel.

Trop de confiance dans les statistiques,
trop peu dans le bon sens

Quatrième erreur : je suis convaincue qu'on se fie beaucoup trop aux prévisions statistiques, et qu'on ne fait pas assez confiance au bon sens.

Nous connaissons tous cette vieille plaisanterie qui fustige dans un même élan « les mensonges, les odieux mensonges, et les statistiques », mais ce n'est pas pour autant que je veux tordre le cou aux statistiques. Ceux qui les compilent savent très bien qu'elles ont leurs limites. Ceux qui les utilisent, en revanche, ne montrent pas les mêmes scrupules.

Un exemple : en février de cette année, une prévision de l'Institut national de la recherche économique et sociale annonçait un excédent de 100 millions de livres pour le second semestre de cette année-ci. Le même Institut, au mois d'août, publiait une prévision qui chiffrait à 600 millions de livres le déficit pour l'année tout entière, mais à 250 millions l'excédent de l'année prochaine.

Le commentaire disait : « La balance des paiements anticipée chaque année s'annonce bien plus défavorable qu'on ne l'avait escompté précédemment, mais la différence est liée pour l'essentiel à une question de projection dans le temps – le basculement dans l'excédent devant intervenir plus tardivement, et la perspective d'une vaste marge de progrès étant confirmée. »

À la vérité, les données statistiques ne suppléent pas au besoin de recourir à l'analyse, elles la rendent nécessaire. Les chiffres ne peuvent en

dire plus que les présupposés sur lesquels ils se fondent, et ceux-ci présentent un large éventail de variabilité. En outre, c'est l'inconnue, par nature impossible à évaluer, qui peut fort bien se révéler comme le facteur déterminant.

Le système des partis

Cinquième erreur : nous n'avons pas encore apprécié à leur juste valeur, ni su utiliser pleinement, les bienfaits de notre système politique bipartite. La caractéristique essentielle du système constitutionnel britannique, ce n'est pas qu'il existe une personnalité prête à assumer le pouvoir, mais qu'on mette au point un programme alternatif de gouvernement, et en place toute une équipe gouvernementale prête à diriger le pays. Ainsi donc, nous avons toujours disposé d'une opposition qui concentre les critiques dirigées contre le gouvernement. Nous avons par conséquent échappé au sort de ces pays dotés d'un gouvernement central ou « de consensus », mais privés d'une opposition officielle. C'est ce qui a causé en partie les difficultés qu'a connues l'Allemagne. Nous nous distinguons aussi du système américain qui, si l'on en juge à partir des campagnes présidentielles, semble avoir évolué presque totalement vers une confrontation de personnalités.

Le consensus a ses dangers ; on peut le voir comme une tentative de plaire aux gens qui n'ont d'idées spécifiques sur rien. Il semble plus important de s'armer d'une philosophie et d'un programme d'action qui, par leur qualité, séduisent suffisamment d'électeurs pour dégager une majorité.

Récemment, alors que je m'adressais à un auditoire universitaire et que je développais le thème de la responsabilité et de l'indépendance en seconde instance, un jeune étudiant s'approcha de moi et dit : « Je n'avais

jamais pensé qu'il puisse exister une alternative aussi claire. » Il jugea que l'idée en était très stimulante, et infiniment plus productive que l'attitude qui consiste pour tout le monde à attendre en fait des députés ou de l'État qu'ils règlent vos problèmes. La philosophie conservatrice n'a jamais laissé croire que la vie était un lit de roses et faite pour le repos. La démocratie n'a pas été conçue dans cet esprit-là. L'autonomie est destinée aux hommes et aux femmes qui ont appris à prendre leur destin en main.

Nul grand parti ne saurait survivre sans l'affirmation des fermes convictions sur lesquelles il va fonder son action. Un simple soutien du bout des lèvres, ça ne nous suffit pas. Ce que nous attendons en plus du peuple, c'est son enthousiasme.

*. 11 October 1968: CPC Lecture in Blackpool: «What's wrong with politics?» – <http://www.margaretthatcher.org/speeches/displaydocument.asp?docid=101632>

1. Jean-Louis Thiériot, Margaret Thatcher, 2011. Une première biographie en français absolument remarquable dont je recommande la lecture.

**INTERVENTIONS COMME LEADER
DU PARTI CONSERVATEUR**

BLACKPOOL, 10 OCTOBRE 1975^{*}

CONTEXTE

- Le Parti conservateur est revenu au pouvoir en 1970. Suite au « U-turn » opéré par Heath en 1972 et aux grèves massives paralysant le pays (notamment une grève générale votée par la National Union of Mineworkers en février 1974), les conservateurs sont renvoyés dans l'opposition en 1974. De plus en plus de Tories recherchent une alternative à la politique menée par leur leader.
- Margaret Thatcher est élue à la tête du Parti conservateur le 11 février 1975, contre l'élite tory. Elle obtient au premier tour 130 votes, contre 119 pour Heath. C'est là une première étape majeure dans la conquête de Downing Street.
- La situation économique est toujours préoccupante (26 % d'inflation en 1975, plus d'un million de chômeurs).
- Ce discours est le premier prononcé par Margaret Thatcher en tant que leader du Parti conservateur :
 - Elle prend les rênes d'une formation déboussolée, qui vient de perdre deux élections générales en février et octobre 1974 et qui peine à définir un programme politique. Le manifeste du parti pour les élections ne contient pas de véritable ligne directrice

(que des « mesurettes » comme la suppression des allocations familiales pour les familles de grévistes ou la baisse des taux d'intérêt immobiliers).

- La victoire de Thatcher est davantage le résultat de l'opposition à la politique de Heath qu'une véritable adhésion aux idées fortes du thatchérisme.
- Margaret Thatcher saisit cette opportunité pour imposer les positions monétaristes du Centre for Policy Studies de Keith Joseph, l'un de ses mentors en matière économique. Ce think tank libéral, dont elle est vice-présidente, remet en cause l'action des cabinets d'après guerre, accusés d'avoir mené des politiques keynésiennes désastreuses, sources d'un tarissement de la création d'entreprises et d'une inflation galopante.

IDÉES FORTES DU DISCOURS

Margaret Thatcher centre son discours sur une dénonciation virulente du socialisme, responsable des maux qui secouent l'Angleterre.

Elle identifie deux défis majeurs qui devront être relevés par le parti une fois au pouvoir :

- Le challenge économique et financier : Thatcher dénonce les politiques socialistes du Labour, responsables d'une hausse écrasante des prix, d'une dette considérable et de l'augmentation nocive du chômage, des impôts et des dépenses publiques.
- Le challenge moral et politique : la Grande-Bretagne doit retrouver la confiance.
 - Le socialisme détruit la société de libre entreprise, alors qu'aucun pays ne peut se développer si la vie économique et sociale est dominée par le contrôle étatique – « Notre système capitaliste génère un niveau notablement plus élevé de prospérité et de

bonheur pour la raison que son credo repose sur la volonté de réussir et de saisir sa chance, et qu'il se fonde sur la dignité et la liberté de l'homme. »

- Le socialisme est une attaque des valeurs de mérite, de liberté et d'excellence.

Face à ces deux défis, Thatcher propose sa vision de la société – « Le droit pour toute personne d'exercer le travail de son choix, de dépenser ce qu'il gagne, de posséder des biens, de faire en sorte que l'État soit à son service et non le contraire » :

- Libre économie : garante des libertés et génératrice de richesse et de prospérité. L'État doit créer un cadre général pour favoriser la libre économie et limiter son intervention au strict nécessaire.
- Liberté de choix : dans l'éducation, la santé, etc.
- Esprit d'entreprendre et priorité à l'entreprise : « le moyen de sauver l'entreprise privée, c'est de réaliser des profits, les profits substantiels d'aujourd'hui ouvrant la voie demain à des investissements conséquents, des emplois bien rémunérés, et un niveau de vie plus confortable » ;
- Égalité : les individus ne sont pas égaux entre eux et chacun doit pouvoir développer ses propres capacités (« Nous croyons au fond de nous que chacun jouit du droit de n'être l'égal de personne. Mais dans le même temps, dans notre esprit, chaque être humain a la même importance qu'un autre »).
- État de droit : « Le premier devoir d'un gouvernement, c'est de garantir le respect de la loi » et de ne pas céder à la violence.
- Indépendance vis-à-vis de l'État : le citoyen responsable prend ses propres décisions et n'attend pas que l'État les prenne à sa place (« Chaque famille doit avoir le droit de dépenser son argent, après impôts, comme elle l'entend, et non comme l'exige le gouvernement »).

Margaret Thatcher fait le choix de ne pas s'attaquer frontalement aux syndicats : « Lorsque le prochain gouvernement conservateur arrivera au

pouvoir, ce sera avec l'appui de nombreux travailleurs syndiqués. » Elle ne dénonce à ce stade que certains leaders extrémistes.

RÉPERCUSSIONS DU DISCOURS

- Margaret Thatcher développe dans ce discours les éléments qui seront les piliers de sa pensée économique et politique à la tête du parti tory et qui la conduiront à la victoire aux élections législatives de 1979. Elle donne aux tories une nouvelle identité et un nouveau programme, fondé sur la limitation de la masse monétaire en circulation pour lutter contre l'inflation rongeant l'économie et le sens de l'effort et de la réussite individuelle, en réduisant le rôle des syndicats et de l'État.
- Ce jour de 1975, Margaret Thatcher est définitivement adoubée. Elle porte une vision pour le triomphe de la Grande-Bretagne et impose sa stature de leader national. Le lendemain de son discours, le Daily Mail écrit : « S'il s'agit d'une embardée à droite, alors il y a belle lurette que 90 % de la population a fait cette embardée. »

BLACKPOOL, 10 OCTOBRE 1975

Merci pour ce merveilleux accueil.

Le premier Congrès du Parti conservateur auquel j'aie jamais assisté s'est déroulé en 1946, et j'étais venue en ma qualité d'étudiante en licence pour représenter l'association conservatrice de l'université d'Oxford (je sais bien que nos amis de Cambridge ne vont pas m'en vouloir). Ce Congrès s'est tenu ici même, dans cette salle, et la tribune m'avait paru très loin, et jamais je n'aurais cru qu'un jour je côtoierais les personnages éminents et distingués qui y siégeaient, mais notre parti, c'est le parti de l'égalité des chances, comme vous pouvez le constater.

Je sais bien aussi que vous comprendrez l'humilité que je ressens à l'idée de marcher sur les traces de grands hommes de la qualité du

président de notre parti cette année-là, Winston Churchill, un homme appelé par le destin à porter le nom de la Grande-Bretagne à des hauteurs suprêmes dans l'histoire du monde libre ; sur les traces d'Anthony Eden, qui fixa pour nous l'objectif d'une démocratie de propriétaires – objectif qui reste le nôtre aujourd'hui ; de Harold Macmillan qui, par son art de gouverner, sut mettre de nombreuses ambitions à la portée de tous les citoyens ; d'Alec Douglas-Home dont la carrière de dévouement et d'abnégation au service de l'intérêt public lui a valu l'affection et l'admiration de nous tous réunis ; et d'Edward Heath, qui sut conduire le parti à la victoire en 1970 et fit brillamment entrer la nation dans l'Europe en 1973.

De toute mon existence, il n'est pas un seul président du Parti conservateur qui n'ait accédé aux fonctions de Premier Ministre, et j'espère que la tradition va se perpétuer. Ces leaders représentaient des individualités différentes, et leurs qualités comme leurs styles étaient également différents, mais ils partageaient une même vertu : chacun d'entre eux a su répondre aux défis de son temps. Et nous, quel est le défi de notre temps qu'il nous faut relever ? Je crois qu'il en existe deux : régler les problèmes économiques et financiers de la nation, et croire de nouveau en nous-mêmes et en notre pays, la Grande-Bretagne.

Le défi économique, nous en avons débattu amplement cette semaine, dans cette salle de congrès. La semaine dernière, les discussions ont donné lieu aux scènes habituelles de conflit cordial et fraternel. Jour après jour, les délégués se sont traités de noms peu convenables entre délégués et, quand la mémoire leur revenait, nous avons eu droit nous aussi à notre dose d'invectives. Certains d'entre eux, par exemple, ont laissé entendre que je critiquais la Grande-Bretagne lorsque je me trouvais à l'étranger. Ce n'est pas vrai. Ce n'était pas la Grande-Bretagne dont je me montrais critique, c'était le socialisme, et le socialisme, je ne cesserai jamais de le critiquer et de m'y opposer, pour la raison que c'est une nuisance pour notre pays. La Grande-Bretagne et le socialisme, ce sont deux réalités

différentes, et aussi longtemps que j'en aurai la santé et la force, elles le resteront.

Que pourrais-je bien dire sur la Grande-Bretagne qui puisse lui faire ne serait-ce que la moitié du tort qui lui est infligé par la politique de l'actuel gouvernement travailliste ? Jetons un œil sur son bilan. C'est le gouvernement travailliste qui est responsable de l'inflation qui a atteint un taux record de 26 %. On nous a dit que le Contrat social allait régler tous les problèmes, mais tout un chacun peut se rendre compte que ce Contrat soi-disant social n'était qu'une entourloupe – qui a coûté très cher à nos compatriotes. C'est le gouvernement travailliste qui, du fait de sa politique par le passé, est en train de faire croître le chômage au-delà des limites permises. Tous les jours, des milliers d'hommes et de femmes se voient privés de leur emploi, et cet hiver, des hommes et des femmes, et parmi eux beaucoup de jeunes tout juste sortis de l'école, se retrouveront sans emploi pour la bonne raison que, l'an passé, les ministres socialistes ont préféré nous attaquer, nous, plutôt que de lutter contre l'inflation.

C'est le gouvernement travailliste qui a fait chuter le niveau de production plus bas que ce qu'il n'était à l'époque de la semaine des trois jours travaillés en 1974. Aujourd'hui nous sommes en fait revenus à la semaine des trois jours, mais travaillés cinq. C'est au gouvernement travailliste qu'on doit une pression fiscale record en temps de paix. Nos gouvernants sont atteints de la maladie socialiste courante : ils ont dépensé tout l'argent des autres. C'est le gouvernement travailliste qui a battu tous les records en termes de dépenses publiques. Comment s'y sont-ils pris ? En empruntant encore et encore. Jamais dans l'histoire du crédit humain autant d'argent n'est resté dû.

Le défi économique est grave. Mais tout aussi grave, sinon davantage, est le défi politique et moral. Car les problèmes économiques, au départ, n'ont rien à voir avec l'économie. Ils ont des racines bien plus profondes qui plongent loin dans la nature humaine et la politique, et à l'arrivée, ils ne sont plus liés non plus à l'économie. L'incapacité des travaillistes à faire face, à envisager les problèmes de la nation du point de vue de la nation

tout entière, plutôt que d'une partie seulement, a généré une perte de confiance, et un sentiment d'impuissance, allant de pair avec l'impression que le Parlement, qui devrait maîtriser la situation, ne contrôle rien du tout, et que les actions sont lancées et les décisions prises ailleurs.

Le mal est encore plus profond. Il nous désigne ces voix qui trahissent une volonté, non pas de surmonter nos difficultés économiques, mais de les exploiter, de détruire notre société fondée sur la libre entreprise pour y substituer un système marxiste. De nos jours, ces voix constituent un chœur puissant au sein du groupe parlementaire travailliste, un chœur qui, avec le soutien et le renfort complices des nombreuses sections locales du parti, paraît prendre de l'ampleur. Je le sais bien, quand on dit cela carrément, on se fait tout de suite accuser de voir la main de Moscou partout. Mais à qui cela arrive aujourd'hui ? De son propre aveu, M. Wilson a fini par découvrir que son parti est infiltré, ou pour le citer fidèlement, infesté par des éléments d'extrême gauche. Lorsque M. Wilson en personne s'effraie de leur capacité à s'assurer des positions clés au sein du Parti travailliste, il ne faudrait pas qu'on ait peur nous aussi ? Il ne faudrait pas non plus qu'on lui demande : « Où étiez-vous quand tout cela avait lieu, et que faites-vous pour le contrer ? » La réponse, c'est qu'il ne fait rien.

Je me dis parfois que le Parti travailliste, c'est comme un pub où la bière blonde et légère vient à manquer. Si on ne fait rien dans les minutes qui suivent, tout sera parti sauf la bière amère, et amer, c'est le parti qui le sera.

Toutes les fois que je me rends dans un pays communiste, les hommes politiques locaux ne se font pas faute de vanter leurs exploits. Ils savent les réciter tous par cœur ; ils vous font défiler des faits et des chiffres, et sont fiers de dire que c'est là la copieuse moisson du système communiste. Pourtant sur le plan de la prospérité, ils sont en retard sur nous Occidentaux, tout comme ils le sont sur le plan de la liberté.

Notre système capitaliste génère un niveau notablement plus élevé de prospérité et de bonheur pour la raison que son credo repose sur la volonté

de réussir et de saisir sa chance, et qu'il se fonde sur la dignité et la liberté de l'homme. Les Russes eux-mêmes n'ont d'autre choix que de s'adresser à un pays capitaliste – l'Amérique – afin d'acheter suffisamment de blé pour nourrir leur population – et cela après plus de cinquante ans d'une économie étatisée. Cela ne les empêche pas de se rengorger sans cesse, alors que nous autres, qui avons tant de raisons de nous mettre en avant, passons notre temps à nous décrier et critiquer nous-mêmes. Le moment n'est-il pas venu de parler haut et fort pour défendre notre mode de vie ? Si j'y réfléchis, je ne sais pas qu'aucune nation occidentale ait dû s'entourer d'un mur pour empêcher ses résidents de sortir.

Par conséquent ne perdons pas de temps avec ceux qui prétendent que le système de la libre entreprise a failli. Ce à quoi nous sommes confrontés aujourd'hui, ce n'est pas la crise du capitalisme, mais bien celle du socialisme. Aucune nation ne peut prospérer si sa vie économique et sociale est régulée par la nationalisation et le contrôle de l'État.

Il faut donc conclure que la raison de nos faiblesses n'est pas à imputer à la libre entreprise. Notre problème, ce n'est pas que nous ayons une carence de socialisme. C'est que nous en avons en excès. Si seulement le Parti travailliste, dans ce pays, consentait à se comporter à l'instar des sociaux-démocrates d'Allemagne de l'Ouest. Si seulement ils acceptaient de cesser d'affirmer leur virilité socialiste en nationalisant à tour de bras toutes les industries les unes après les autres.

Bien entendu, il ne suffira pas de mettre un terme à l'étatisation pour retrouver confiance en nous-mêmes, et cela parce qu'un autre processus est en cours dans ce pays. Ce qui est en train de se dérouler prend la forme d'une attaque en règle dirigée contre nos valeurs, une attaque en règle contre ceux qui prônent le mérite et l'excellence, une attaque en règle contre notre héritage et notre glorieux passé. Et il y a ceux encore qui s'en prennent à notre amour-propre national, réécrivent l'histoire de la Grande-Bretagne comme celle d'une série de siècles voués inexorablement à l'obscurité, à l'oppression, et au malheur – une période de désespérance, et non d'espoir. D'autres encore, sous le couvert de notre système éducatif,

mènent une offensive sans pitié contre l'esprit de nos jeunes gens. Quiconque chérit la liberté ne peut que s'effrayer des menées entreprises par l'extrême gauche dans sa destruction systématique de la North London Polytechnic – des tactiques flagrantes d'intimidation visant à saper les valeurs et les convictions du corps étudiant, et adoptées par des individus qui ne sont jamais les derniers à se réclamer de leurs droits civiques alors que, dans le même temps, leur but est de nous les retirer, à nous autres.

Aucune coercition, aucun lavage de cerveau, ne doit avoir raison de nos convictions. Ne nous étonnons pas de ce que de nombreux compatriotes, qui comptent parmi les plus doués et les plus brillants, se sentent gagnés par le découragement et parlent d'émigrer sous d'autres cieux. Je ne suis pas d'accord avec eux pour autant. Il est trop tôt pour abandonner le combat. Beaucoup de valeurs auxquelles nous sommes attachés se trouvent menacées comme jamais auparavant, mais rien n'est encore perdu, et donc restez, aidez-nous à vaincre le socialisme et faire en sorte que la Grande-Bretagne qui vous est familière puisse être celle que vos enfants connaîtront.

Tels sont donc les deux défis qu'il faut relever à l'époque actuelle – le défi moral et politique, et le défi économique. Il convient de les confronter tous les deux et il nous faut en avoir raison l'un comme l'autre.

Quelles chances avons-nous d'y parvenir ? Cela dépend de qui nous sommes, et justement, qui sommes-nous ? Nous sommes ceux qui par le passé ont fait de la Grande-Bretagne l'atelier du monde, ceux qui ont convaincu les autres d'acheter anglais, non pas en les suppliant, mais parce que les produits anglais étaient les meilleurs.

Nous sommes un peuple qui s'est vu décerner davantage de prix Nobel que n'importe quel autre pays à l'exception de l'Amérique, mais si l'on compare nos démographies, nous avons fait mieux que l'Amérique, deux fois mieux en réalité.

Nous sommes un peuple qui, parmi d'autres exploits, a inventé l'ordinateur, le réfrigérateur, le moteur électrique, l'acier inoxydable, le char d'assaut, la télévision, la pénicilline, le radar, le moteur à réaction,

l'aéroglesseur, le verre flotté et les fibres de carbone, etc. – oh, et la moitié du Concorde – la plus réussie.

Nous exportons une plus grande partie de notre production que l'Allemagne de l'Ouest, la France, le Japon ou encore les États-Unis, et bien plus de 90 % de ces exportations proviennent d'entreprises privées. Cela, c'est un triomphe pour le secteur privé et tous ceux qui y travaillent, et il faut le crier sur les toits. Forts de tels succès, qui douterait que la Grande-Bretagne peut avoir un grand avenir ? Mais la question que nos amis hors de nos frontières se posent, c'est celle de savoir si cet avenir peut devenir réalité.

Eh bien, de quelle manière pouvons-nous, nous les Conservateurs, faire en sorte que cet avenir se concrétise ? Une quantité de mesures particulières ont été discutées dans les débats du Congrès. Mais les politiques et les programmes, ça ne doit pas être un assemblage hétéroclite de propositions. L'ensemble doit traduire une vision globale du mode d'existence que nous désirons pour notre pays et nos enfants. Permettez-moi de vous dire quelle est ma vision des choses : le droit pour toute personne d'exercer le travail de son choix, de dépenser ce qu'il gagne, de posséder des biens, de faire en sorte que l'État soit à son service et non le contraire – voilà les valeurs que la Grande-Bretagne nous offre en héritage. Elles sont l'essence d'un pays libre, et c'est de cette liberté que dépendent toutes nos autres libertés.

Mais si nous réclamons une économie sans entraves, ce n'est pas simplement parce qu'elle est la garantie de nos libertés, c'est aussi parce qu'elle offre le moyen le plus sûr de créer de la richesse et de la prospérité pour la nation dans son ensemble, et seule cette prospérité peut nous donner accès aux ressources qui nous permettront d'assurer à nos concitoyens, et à ceux qui sont dans le besoin, de meilleurs services.

En s'en prenant à l'entreprise privée, le présent gouvernement travailliste, à coup sûr, a virtuellement tari toutes les ressources qui auraient pu servir à améliorer nos services sociaux dans les prochaines années. C'est à nous qu'il appartient de remettre l'entreprise privée sur les

rails, pas simplement pour restituer à nos compatriotes davantage d'argent, qui est le leur, et qu'ils pourront dépenser à leur guise, mais aussi afin de disposer de moyens accrus pour venir en aide aux personnes âgées, aux malades et aux handicapés. Et le moyen de sauver l'entreprise privée, c'est de réaliser des profits, les profits substantiels d'aujourd'hui ouvrant la voie demain à des investissements conséquents, des emplois bien rémunérés, et un niveau de vie plus confortable. L'absence de profits, cela signifie la pénurie des investissements, ainsi qu'une industrie agonisante axée sur un monde disparu, et enfin la disparition d'emplois. D'autres nations en ont fait le constat depuis des années déjà, et c'est pour cette raison qu'elles vont de l'avant à un rythme plus rapide que nous ; et cette avance va s'accroître si nous ne changeons pas de politique. Notre problème sur ce point vient de ce que, pendant des années, le Parti travailliste a fait croire aux gens que les profits étaient présumés coupables avant même qu'on puisse prouver leur innocence.

Lorsque je visite des usines et des entreprises, je n'ai pas le sentiment que ceux qui y travaillent soient contre l'idée de profit ; bien au contraire, ce qu'ils veulent, c'est travailler pour une firme prospère, une firme avec un avenir, leur avenir.

Les gouvernements ont un devoir, c'est celui d'apprendre à laisser ces entreprises disposer d'une part suffisante de leurs profits propres afin de produire les biens et les emplois de demain. Si les socialistes ne veulent ou ne peuvent le faire, il ne restera plus d'activité industrielle rentable qui permette de compenser les pertes dues aux récentes poussées de nationalisations. Si quelqu'un se prenait à murmurer que je me fais ici l'apôtre du laisser-faire, je répondrai que je ne suis pas en train de prétendre, et je ne l'ai jamais prétendu, qu'il nous suffit de laisser l'économie suivre sa propre pente. Ma conviction est que, de la même façon que chacun de nous a l'obligation de faire le meilleur usage de ses talents, les gouvernements ont l'impérieux devoir de créer les conditions générales permettant à tous une réussite analogue – pas seulement les individus, mais les entreprises particulières et notamment les petites

entreprises. S'ils se concentraient sur cet objectif, ils seraient bien plus efficaces qu'ils ne le sont aujourd'hui. Parmi les petites entreprises, il en est qui vont conserver leur taille réduite, mais d'autres vont connaître une expansion et devenir les grandes sociétés de demain. Le gouvernement travailliste a mené une vendetta désastreuse contre les petites entreprises et les travailleurs indépendants. Nous prendrons le contre-pied de cette politique néfaste.

Nulle part cela n'est plus nécessaire que pour l'agriculture, l'une de nos industries les plus florissantes, constituée pour l'essentiel de petites exploitations. Nous vivons dans un monde où l'alimentation a cessé d'être bon marché et abondante. Tout ce que nous ne pouvons produire chez nous, il nous faut l'importer au prix fort. Et malgré cela, le gouvernement n'aurait pas pu ruiner davantage la confiance des agriculteurs s'il l'avait vraiment cherché, en recourant à ses promesses creuses et une fiscalité écrasante.

Quel est alors aujourd'hui le bilan général ? Des profits en baisse, un investissement insuffisant, une absence d'incitation et, pour assombrir le tout, un gouvernement qui dépense et dépense sans compter, bien au-delà des moyens des contribuables.

Sortir de cette situation, passer de l'état où nous sommes à l'état auquel nous aspirons – et j'avoue que nous préférerions connaître un autre sort – ne se fera pas en un jour. « La politique économique », écrit Maynard Keynes, « ne doit pas consister à arracher une plante par les racines, mais à l'habituer doucement à pousser dans une autre direction ».

Il faudra du temps pour réduire les dépenses publiques, ouvrir la voie aux profits et aux incitations économiques, et tirer des bénéfices des investissements qu'il faut réaliser. Mais en nous y engageant le plus tôt possible, nous n'en viendrons que plus efficacement au secours des personnes au chômage et de la nation dans son ensemble.

L'une des raisons pour lesquelles l'actuel gouvernement travailliste a fait davantage grimper le chômage que chacun des gouvernements

conservateurs depuis la guerre, c'est qu'il s'est trop appliqué à distribuer nos richesses, et a négligé d'en créer de nouvelles.

Nous autres, Conservateurs, nous détestons le chômage. Nous détestons l'idée que des hommes et des femmes ne puissent pas exercer leurs talents. Nous déplorons le gaspillage de ressources naturelles et le terrible affront à la dignité humaine que représente le chômage quand il est subi. Il est ironique que celui qui nous accuse de souhaiter le chômage afin de résoudre nos problèmes économiques, soit précisément le gouvernement qui est responsable d'un taux de chômage record dans cette période d'après guerre, et s'attend à une aggravation.

Le bilan de M. Wilson et de ses collègues dans ce domaine n'a pas son équivalent dans l'histoire de l'hypocrisie politique. Nous sommes en mesure de voir aujourd'hui, dans leur totalité, les effets de la politique conduite par les travaillistes durant près de vingt mois. Ils se sont trompés sur tout : mesures ineptes et inopportunes, méthodes inefficaces. Pour le pays, ils auront été un désastre.

Et maintenant permettez-moi d'aborder un sujet sur lequel je me suis exprimée en Amérique. Il existe des socialistes qui semblent croire que les citoyens devraient être traités comme des données chiffrées stockées dans l'ordinateur de l'État. Nous sommes convaincus quant à nous qu'ils doivent garder leur statut d'individus. Nous sommes tous inégaux. Personne, Dieu merci, n'est l'équivalent de personne, contrairement à ce que peuvent prétendre par ailleurs les socialistes. Nous croyons au fond de nous que chacun jouit du droit de n'être l'égal de personne. Mais dans le même temps, dans notre esprit, chaque être humain a la même importance qu'un autre. Les techniciens, mineurs, travailleurs manuels, vendeurs, ouvriers agricoles, préposés, maîtresses de maison – ce sont là les piliers essentiels de notre société, et sans eux, la nation n'aurait aucune consistance. Mais il existe d'autres catégories douées de talents particuliers auxquelles il faut également donner leur chance, parce que si ceux qui s'aventurent sur des pistes nouvelles dans les domaines de la science, la technologie, la médecine, le commerce et l'industrie se voient

empêchés d'avancer, alors c'est la voie du progrès qui se ferme. L'esprit d'envie peut détruire ; il ne saura jamais construire. Chaque individu doit être en mesure de développer, à son gré, les potentialités qu'il ou elle sait posséder.

La liberté de choix est une valeur que nous tenons pour acquise, jusqu'au jour où nous sentons le danger qu'on nous l'enlève. Les gouvernements socialistes se sont fait une spécialité de réduire sans cesse l'espace où notre choix est libre, quand nous, les Conservateurs, cherchons toujours à l'agrandir. Nous sommes persuadés que c'est en décidant pour soi-même qu'on devient un citoyen responsable, et non en attendant que quelqu'un décide pour vous. Et pourtant c'est bien ce que font les travaillistes !

Prenez l'exemple de l'école : notre système éducatif, par le passé, remplissait bien toutes ses fonctions. Un enfant issu d'une famille ordinaire, comme c'était mon cas, pouvait l'utiliser comme un ascenseur social, mais les socialistes, plus habiles quand il s'agit de démolir plutôt que construire, ont entrepris de détruire un bon nombre de lycées sélectifs. Précisons que cela n'a rien à voir avec le secteur des écoles privées. Ce sont la voie ouverte au mérite et le principe de l'excellence dans nos écoles publiques qui sont mis à mal par ce régime socialiste. Bien naturellement, cela n'est pas du goût des parents, mais dans une société socialiste, si l'on veut bien voir les parents, il ne faut surtout pas les entendre.

Un autre domaine où le libre choix n'est pas de mise, c'est celui de la santé. Le secteur privé permet de garder chez nous certains de nos meilleurs médecins, qui restent donc disponibles pour exercer à temps partiel au sein du Service national de santé. Le privé offre également un moyen d'apporter des ressources supplémentaires qui améliorent les conditions sanitaires générales dans le pays. Mais avec les travaillistes, la médecine privée connaît des difficultés croissantes, et cela va se traduire par des pressions supplémentaires sur le Service national de santé, sans que celui-ci n'y gagne quoi que ce soit en retour.

Je tiens à dire la chose suivante de la façon la moins ambiguë qui soit : quand nous serons réélus au pouvoir, nous annulerons les effets de l'attaque stupide et haineuse dirigée par Mme Castle contre les lits payants dans les hôpitaux. Pour nous Conservateurs, ceci est inacceptable. Parce que certains ne sont pas libres de choisir, ce droit devrait-il être refusé à tous ? Chaque famille doit avoir le droit de dépenser son argent, après impôts, comme elle l'entend, et non comme l'exige le gouvernement. Élargissons la liberté de choix, renforçons la volonté de choisir et ouvrons-en les possibilités.

Je tiens à en venir maintenant à l'argument que M. Wilson essaie de diffuser auprès de nos compatriotes : à savoir que le Parti travailliste est le parti naturel de gouvernement pour la raison qu'il est le seul que le monde syndical est disposé à accepter. Si j'en juge par ce que j'ai vu à la télévision la semaine dernière, le Parti travailliste n'avait rien alors d'un parti de gouvernement, et encore moins d'un parti dont ce serait la fonction naturelle.

Mais analysons l'argument, parce que la question est importante. Prétendre que le Parti conservateur ne saurait exercer le pouvoir parce que des meneurs extrémistes y sont opposés, c'est faire des élections législatives un simulacre, c'est la porte ouverte à un État dominé par un parti unique, et c'est la mort de la démocratie parlementaire dans ce pays. Cette démocratie pour laquelle nos pères se sont battus et sont morts, nous n'allons pas la laisser enterrer sans fortement réagir.

Lorsque le prochain gouvernement conservateur arrivera au pouvoir, ce sera avec l'appui de nombreux travailleurs syndiqués. Ils sont des millions à voter pour nous à chaque élection. J'entends leur dire ceci, de même qu'à tous ceux qui nous apportent leur soutien dans le monde de l'industrie : prenez-vous par la main et allez participer aux activités de vos syndicats ; assistez à leurs réunions et restez jusqu'à la fin ; prenez connaissance également des règlements internes, et apprenez-les aussi bien que le fait l'extrême gauche. N'oubliez pas que si la démocratie parlementaire meurt, les syndicats libres mourront avec elle.

J'en viens enfin au thème que beaucoup placeraient en tête, celui de l'autorité de la loi. Être les premiers à faire respecter la loi, c'est la tâche des gouvernements, et il est tragique que le gouvernement socialiste, pour sa plus grande honte, ait pu à ce point perdre son sang-froid et faire fi de ses principes dans l'affaire de la république populaire de Clay Cross, et qu'un groupe travailliste ait voulu faire des martyrs des participants aux piquets de grève de Shrewsbury. Par deux fois, la loi a été bafouée, et pour l'un des incidents, on a versé dans la violence. Aucune société digne de ce nom ne peut exister dans ces conditions, et aucun parti ne saurait excuser de tels comportements. Le premier devoir d'un gouvernement, c'est de garantir le respect de la loi, et s'il essaie de tergiverser et d'user de faux-fuyants pour s'affranchir de ce devoir, on verra le public adopter exactement la même attitude, et alors tout sera menacé, la vie au foyer, la liberté, la vie elle-même.

Il existe dans ce pays une région où, et c'est tragique, la violation de la loi se fait au prix de vies perdues, jour après jour. En Irlande du Nord nos troupes ont la tâche périlleuse et ingrate de tenter de préserver la paix et de maintenir un équilibre. Nous sommes fiers de la manière dont elles ont accompli leur devoir. L'engagement de notre parti est de se porter garant de l'unité du Royaume-Uni, et d'en assurer la pérennité, en même temps que la protection de nos compatriotes, qu'ils soient catholiques ou protestants. Nous sommes convaincus que nos forces armées doivent rester jusqu'à ce qu'une paix véritable soit conclue. Nos pensées vont vers nos soldats, et ils méritent également notre fierté.

J'ai évoqué les défis que nous devons surmonter chez nous en Grande-Bretagne – il s'agit de retrouver notre vigueur économique, ainsi que la confiance en nous-mêmes – et j'ai montré que nous avons en nous-mêmes les forces nécessaires pour nous reprendre. J'ai parlé de certains aspects qui caractérisent notre force et notre démarche, j'ai essayé d'exprimer en partie comment se construisent ma vision personnelle et ma foi dans les valeurs sur lesquelles notre nation s'est pour l'essentiel édifiée et magnifiée, avant le grand renoncement qui a assombri ces dernières

années. Je crois que nous abordons un nouveau tournant dans notre histoire. Nous pouvons fort bien poursuivre sur notre voie actuelle, qui est celle du déclin, ou bien nous pouvons stopper cette désescalade, et grâce à un sursaut de notre volonté, dire : « Ça suffit. »

Je vous invite, vous qui êtes ici aujourd'hui, et les autres, loin de cette salle de congrès, qui avez foi en notre cause, à vous engager derrière cet acte de volonté. Proclamons notre foi dans un avenir nouveau et plus brillant pour notre parti et notre peuple ; prenons la résolution de soigner les plaies d'une nation divisée, et faisons en sorte que ce geste de guérison serve de prélude à une durable victoire.

*. 10 October 1975 – Blackpool – <http://www.margaretthatcher.org/document/102777>

BRIGHTON, 8 OCTOBRE 1976 *

CONTEXTE

- L'aile gauche du Labour occupe une place grandissante au sein du parti pendant les années 1970. Les syndicats conservent un pouvoir de nuisance excessif.
- Le discours annuel de Margaret Thatcher devant son parti s'inscrit dans un contexte de crise : les chocs pétroliers ont conduit à une période de stagflation en Grande-Bretagne : l'inflation atteint 27 % en août 1976 et le taux de chômage, qui ne cesse de croître, engendre une augmentation inquiétante des dépenses publiques.
- L'actualité britannique est également marquée par des actes terroristes particulièrement sanglants orchestrés par des indépendantistes d'Irlande du Nord.

IDÉES FORTES DU DISCOURS

Margaret Thatcher opère une dénonciation en règle de la politique menée par le Parti travailliste :

- Avec le Labour, l'intérêt court-termiste du parti est supérieur à celui du pays, contrairement à la philosophie du Parti conservateur – « le

Parti conservateur place l'intérêt national au-dessus de tout avantage partisan sur le court terme ».

- Elle dénonce une « maladie anglaise » : un gouvernement travailliste parmi les plus dépensiers d'Europe crée des interférences dans la direction de l'industrie et met en danger la libre entreprise.
- Elle déplore le désenchantement de la population, à qui l'on a fait trop de promesses non tenues. « Le socialisme n'a pas rempli ses obligations vis-à-vis de notre nation. Qu'on en finisse avec lui, avant qu'il ne nous achève. »

Margaret Thatcher pose le Parti conservateur comme la seule alternative à l'échec travailliste et annonce sa volonté de faire renaître la nation et de la servir. Modelant toujours plus précisément sa doctrine, elle mêle liberté économique, valeurs individuelles et esprit patriotique en appelant notamment à :

- Baisser les dépenses publiques, tout en reconnaissant que cette mesure incontournable promet d'être impopulaire : « Nous devons vivre en fonction de nos moyens. C'est une obligation pour le gouvernement. Et c'est une contrainte à laquelle le pays doit se plier ».
- Alléger la pression fiscale : « Plus une famille a de l'argent à dépenser, plus elle s'affranchit de l'État. Plus on lui soutire de cet argent par le biais de l'impôt, et plus elle se retrouve sous la coupe de ce même État. »
- Recréer les conditions de la prospérité – « Il est certain que nous n'allons pas résoudre nos problèmes simplement par le biais de coupes budgétaires, et un programme d'austérité [...]. Ce n'est pas l'austérité qui fut à l'origine de la grandeur de la période élisabéthaine ; ce n'est pas l'austérité qui poussa Lord Nuffield à se mettre à fabriquer des voitures dans un garage à vélos à Oxford [...]. C'est l'envie d'entreprendre. Une envie d'entreprendre positive, vitale, stimulante, individuelle » – notamment en se fondant sur le développement de la libre entreprise : « en dépit du fait que, partout dans le monde, cette libre entreprise a démontré qu'elle fonctionnait

mieux, et permettait d'offrir un meilleur niveau de vie, que le socialisme ou le communisme ; en dépit du fait aussi que, là où la libre entreprise est étranglée, la liberté, de la même manière, est étranglée ». « Notre démocratie est l'une des plus anciennes du monde. Nos concitoyens éprouvent une passion pour la liberté », ajoutera-t-elle fièrement.

- Repenser le contrat social et restaurer le rôle du Parlement face aux syndicats : « Si le terme de contrat social implique que la fonction du négociateur syndical, à l'usine ou au bureau, est d'assurer qu'à un travail bien fait doive correspondre un salaire décent, d'obtenir de bons contrats et des conditions de service raisonnables, de garantir des émoluments supplémentaires pour récompenser un meilleur savoir-faire et des responsabilités plus étendues, alors nous soutenons pleinement le Contrat social ».

Elle positionne le Parti conservateur comme celui des classes moyennes travailleuses : « Et de nos jours, ce sont les conservateurs, et non les socialistes, qui représentent les authentiques intérêts, espoirs et aspirations des travailleurs ».

Elle insiste sur la supériorité de l'ordre moral proposé par le Parti conservateur : « C'est un combat dont dépendent les fondements eux-mêmes de l'ordre social. C'est une croisade lancée non seulement pour mettre un frein pendant quelque temps au socialisme, mais pour le stopper dans ses avancées une bonne fois pour toutes ».

BRIGHTON, 8 OCTOBRE 1976

Je veux aujourd'hui aborder avec vous le thème de la renaissance d'une nation. Notre nation. La nation britannique.

La coutume, dans les congrès, veut qu'on parle principalement des élections et de la façon de les gagner, qu'on se focalise sur ce qui est le mieux pour le parti. Il n'y a là rien de déshonorable. Je ne suis pas hostile à l'idée de gagner les élections. Bien au contraire, j'estime que l'un des

problèmes qu'on rencontre dans ce pays tient au fait que notre parti n'en a pas remporté assez ces temps derniers. C'est là une situation à laquelle nous nous proposons de remédier. Pour le Parti conservateur, cependant, la politique ne s'est jamais limitée à la question de la conquête du pouvoir. La finalité de la politique, c'est de servir la nation. Nous sommes avant tout un parti patriotique, un parti national ; ainsi donc ce n'est pas nous, cette semaine, qui avons été obsédés par la question de savoir comment tirer un avantage partisan de la crise actuelle. Ce qui est bon pour General Motors est peut-être bon pour l'Amérique. Mais rien de ce qui nuit à la Grande-Bretagne ne peut de quelque façon profiter aux Conservateurs. La préoccupation qui a été la nôtre, c'est de savoir comment venir à bout de cette crise, comment garantir la prospérité, la liberté et, oui, l'honneur de la Grande-Bretagne. Empêcher que ne sombrent nos lois, nos institutions, notre caractère national – voilà les enjeux d'aujourd'hui.

Sur le plan économique, la Grande-Bretagne est à genoux. Ce n'est pas manquer de patriotisme que d'affirmer cela. Ce n'est un secret pour personne. Nos compatriotes de toutes les générations le savent. Ceux qui sont assez âgés pour se souvenir des sacrifices de la guerre, et se demandent où sont passés les fruits de la victoire ; les jeunes, nés après la guerre, qui en ont assez de vivre dans un pays où rien ne marche ; ceux qui, de plus en plus nombreux, quittent ce pays pour d'autres cieux. Pour tous ceux-là, l'espoir s'est flétri et la foi s'est affadie. Et pour nous qui restons, il ne reste plus grand-chose à espérer. Comme Ted Heath l'a déclaré avec tant de force mercredi, l'Angleterre est au bout du rouleau. Comme nous le savons tous, il n'est pas homme à tricher avec la vérité. Je lui sais gré, en vérité, de ce qu'il a dit. À nous tous de partager son courage.

L'état de notre pays s'aggrave jour après jour, presque heure après heure. À l'approche des huissiers, n'y a-t-il rien qu'on puisse faire ? Si le gouvernement travailliste n'est plus capable d'agir dans l'intérêt national, est-ce qu'on ne peut inventer un moyen d'éviter la faillite du pays ? Mais bien sûr que si – la solution, c'est ici à Brighton qu'elle se trouve.

Mais si nous devons, au Parti conservateur, endosser la responsabilité de gouverner, d'engager le pays sur une voie nouvelle, il nous faut tout d'abord comprendre ce qui nous est arrivé – à partir de quand nous avons commencé à dérailler – et les raisons pour lesquelles je crois qu'il existe plusieurs causes pour expliquer « la maladie anglaise » – et dedans, je n'y inclus aucune critique de nos concitoyens. Celui qu'il faut fustiger, c'est le gouvernement de ce pays.

Premier reproche : nous nous rangeons parmi les nations les plus dépensières d'Europe – en dépensant l'argent des autres. Les gouvernements travaillistes qu'ont dirigés Harold Wilson et James Callaghan ont littéralement jeté l'argent par les fenêtres, à n'en plus finir. Et au bout du compte ils ont épuisé leurs réserves de financement. Ils sont pratiquement venus à bout de la patience, de la tolérance et du respect de nos amis. Sous leur règne, la nation de l'Espérance et de la Gloire est devenue le pays de la Main Tendue. À l'heure présente, le gouvernement en est encore une fois à relancer les prêteurs de deniers, dans une tentative qui pourrait bien être celle de la dernière chance. Parce que cette fois ils s'apprêtent à engager absolument tout le crédit de la nation.

Deuxième reproche : à se mêler de plus en plus des affaires du monde industriel, et à vouloir le gérer, on l'a empêché de faire correctement son travail. Le gouvernement a tiré à hue et à dia ; il n'a réussi qu'à créer de la confusion et de l'incertitude. Il a empilé sur le dos de la bête d'innombrables fardeaux. Il a réduit à néant les profits. Il a fait monter le coût de l'emprunt jusqu'à des taux intolérables. Et il a déprimé le patronat, et ôté l'envie de travailler. Il n'est pas surprenant dès lors que les investissements dans l'industrie en soient arrivés pratiquement au point mort.

Troisième reproche – et il est indissociable du précédent : il est de nature plus politique qu'économique. Je veux parler de la schizophrénie chronique des travaillistes pour ce qui touche à l'avenir de la libre entreprise – en dépit du fait que, partout dans le monde, cette libre entreprise a démontré qu'elle fonctionnait mieux, et permettait d'offrir un

meilleur niveau de vie, que le socialisme ou le communisme ; en dépit du fait aussi que, là où la libre entreprise est étranglée, la liberté, de la même manière, est étranglée. Malgré cela, et la réalité de tout ce contexte, le Parti travailliste n'a cessé de tergiverser et de se diviser sur la question de savoir s'il fallait accorder un sursis à la libre entreprise. Et pourtant, en dépit de tout, elle a tenu – jusqu'à maintenant. Et ce n'est pas tout : saturée de taxes, elle n'en a pas moins servi de soutien au secteur public. Aujourd'hui, sa survie est menacée. Comme tout le monde a pu le voir la semaine dernière à la télévision, le Parti travailliste est passé aux mains des extrémistes. Après des années où, tels des castors, ils ont rongé leur écorce à l'abri des regards, ils viennent enfin de sortir du bois – où on ne les attendait pas, aux Jardins d'Hiver de Blackpool. Ce fut un spectacle, à coup sûr, que le pays n'est pas près d'oublier.

Le Parti travailliste s'est désormais engagé à suivre un programme qui est franchement et honteusement marxiste, l'émanation du Bureau national, et qui a reçu le ferme soutien du congrès officiel du parti.

À la Chambre des communes, les éléments de la gauche du parti sont certes encore minoritaires, mais leurs voix sont d'une importance vitale si les travaillistes veulent rester au pouvoir, et cela leur confère une force qui n'a rien à voir avec leur nombre. Et ne vous y trompez pas : cette force, ces nombres, sont en train de monter en puissance. Dans les sections locales du parti, et au sein du groupe parlementaire à Transport House comme du Cabinet, les marxistes savent se faire entendre – et pas simplement en chantant l'« Internationale ». Avec un Parti travailliste plus cruellement divisé que jamais, il est vain d'aller s'imaginer que notre pays sera plus à l'abri des gouttes sous le parapluie de tonton Callaghan qu'avec l'imperméable de Sir Harold Wilson. Le parapluie en question a été retourné par la tempête qui a soufflé à Blackpool.

Disons les choses comme elles sont. La frontière entre le programme du Parti travailliste et le communisme devient de plus en plus floue. J'irai même plus loin : sur bien des plans, ce programme est plus extrême que ceux de bien des partis communistes en Europe de l'Ouest. Aussi j'espère

que celui qui votera travailliste à l'avenir le fera en toute connaissance de cause et saura quels sont les gens et quelles sont les idées qu'en fait il soutient. Je ne m'étonne pas, après les événements de la semaine passée, des propos tenus par M. Callaghan qui évoquait une menace totalitaire. Il savait très bien de quoi il parlait. D'un danger qui le guette, lui, dans son propre parti. Mais quand il laisse entendre que la seule alternative à son gouvernement, c'est la dictature, il exprime son arrogance en même temps qu'une ânerie. Il ferait bien de tenir nos compatriotes britanniques en plus haute estime.

Notre démocratie est l'une des plus anciennes du monde. Nos concitoyens éprouvent une passion pour la liberté. Ils se sont battus en son nom, et ils sont morts pour elle. Dès l'instant où ils comprendront le sens des événements, ils ne céderont jamais aux extrémistes, de gauche comme de droite. Nous autres Conservateurs, nous avons un cuir plus épais que les travaillistes. Le problème du chef du Parti travailliste, c'est qu'il est ferme dans ses propos, mais mou dans ses actes – et quand il se ravise, il est toujours trop tard. Il a tenu des propos fermes la semaine dernière. Il s'en est pris à la philosophie de bazar de ses partisans. Il est même allé jusqu'à évoquer la nécessité de se constituer des réserves d'argent avant de le distribuer. Il a même prononcé le mot de profits – devant un congrès travailliste !

À part lire nos discours, qu'ont donc fabriqué M. Callaghan et ses collègues ces dernières années ? À la suite de la crise de l'énergie il y a trois ans de cela, qui nous attaquait pour avoir taillé dans les dépenses publiques et jugulé la masse monétaire ? La société Callaghan & Co. Qui a mené sa campagne électorale d'octobre 1974 en prétendant que l'inflation était sous contrôle ? Qui a affirmé qu'il n'y aurait pas une forte croissance du chômage ? Qui a raconté que le Contrat social allait être la solution miracle pour tous nos maux ? Callaghan & Co. Qui a multiplié les dépenses publiques par deux ? Et fait doubler les chiffres du chômage ? Qui a vu les prix grimper de plus de 50 pence par livre sterling ? Callaghan & Co. Qui a

dit : « Gardons le cap » – et dirigé son bateau tout droit sur les écueils ? Je vous le donne en mille. Callaghan & Co.

Aujourd'hui, la moitié des membres du gouvernement se mettent à dire la moitié de la vérité. Alors quelles chances avons-nous de les voir changer de cap ? Aucune, à mon humble avis. Pour la raison simple qu'il est dans la nature du Parti travailliste d'interdire à un gouvernement travailliste de faire ce que certains de ses membres estiment à la fin des fins indispensable de faire. Un exemple : on nous dit qu'il est impossible de réduire les dépenses publiques parce que le parti s'y opposerait. Quel aveu lamentable ! Si l'économie du pays était en train de se vider de son sang, il faudrait attendre alors que le Parti travailliste soit d'accord pour intervenir ? Mais nous sommes tous concernés. Ceci nous amène, et ce n'est pas la première fois, à la question suivante : dans l'esprit des dirigeants travaillistes, qui a priorité sur qui ? Le parti ou le pays ? Ne me soufflez pas la réponse. C'est trop déprimant. À voir la manière dont ils abordent les problèmes, on ne peut guère s'étonner de ce que le bilan des travaillistes sur ces deux dernières années soit à ce point désastreux. Tout d'abord, nous avons eu la période Harold Wilson. La raison de sa démission n'est un secret pour personne. Il a pris la poudre d'escampette quand les choses se sont gâtées, mais avant qu'elles ne tournent au vinaigre. Maintenant on nous dit qu'on l'a retrouvé et ramené à la Cité. La livre ne va pas bien, et Wilson revient. On n'en sortira pas. Et nous voilà désormais avec M. Callaghan. À tous les deux, Sir Harold et M. Callaghan, accompagnés de leurs piteux gouvernements, ont appauvri la Grande-Bretagne et l'ont conduite au bord de la faillite. Le socialisme n'a pas rempli ses obligations vis-à-vis de notre nation. Qu'on en finisse avec lui, avant qu'il ne nous achève.

Hier, nous avons appris que les taux bancaires avaient atteint des niveaux inédits, jusqu'à 15 %. Vous n'aurez pas oublié, M. le Président, qu'à votre époque 7 %, c'était un taux de crise. Nous sommes passés à 15 %. Le gouvernement pendant ce temps s'entête à appliquer ses mesures palliatives pour tenter de redonner confiance dans la livre sterling. Il

continue de ne pas vouloir, ou pouvoir, changer de politique et prendre les décisions qui s'imposent.

Quelle serait l'attitude du Parti conservateur si le gouvernement finissait pas déposer au Parlement, pour qu'il les approuve, des projets de loi recevables ? Voilà une question importante pour nous tous. En y répondant, nous devons bien prendre garde de ne pas tomber dans un piège, comme celui-ci, où le gouvernement compterait sur notre coopération à propos de décisions délicates à prendre, mais tout en sachant en même temps qu'il pourrait acheter le silence de son aile gauche en faisant passer une série d'autres mesures d'inspiration socialiste que la gauche exigerait.

Notre philosophie conservatrice ne s'accommode en rien de l'idée que nous puissions participer à l'édification d'une Grande-Bretagne socialiste. J'ai déjà dit que le Parti conservateur place l'intérêt national au-dessus de tout avantage partisan sur le court terme. Mais pour œuvrer dans le sens de l'intérêt national, ce n'est pas assez que le gouvernement coupe dans les dépenses dans le but de réduire ses emprunts, il lui faut encore renoncer à ces trains de mesures juste bonnes à semer la discorde qu'il essaie de faire passer en force au Parlement : des projets de loi tels que ceux qui se proposent de réglementer le travail de manutention portuaire, ou de nationaliser l'aviation et la construction navale ; ceux qui ont trait à l'éducation et la santé, et sont des nids de controverses. Toute une législation qui n'a rien à voir avec l'économie britannique et les moyens de la sortir de son état critique. En fait, une législation qui ne peut qu'empirer les choses. Il nous faut bien faire la distinction entre les gouvernements, et les politiques qu'ils décident. Une poignée de mesures juste prises sous la pression des événements ne sauraient laver l'équipe travailliste actuelle du péché qui s'attache à son lamentable bilan et ses affligeants projets. Nous ne sommes pas opposés à des politiques raisonnables, mais nous ne cesserons jamais notre combat contre l'incompétence en politique. Parce que la Grande-Bretagne que nous appelons de nos vœux, c'est une Grande-Bretagne qui ne saurait s'édifier sur un modèle socialiste.

La tâche du prochain gouvernement conservateur s'annonce considérable. Il faut s'y mettre, et le plus tôt sera le mieux. Nous avons deux grands obstacles à franchir – le doute et la perplexité. Tout d'abord, la perplexité sur ce qu'il convient de faire, dans la mesure où il semble que nous ayons essayé toutes les astuces possibles – nous avons eu des plans nationaux, des blocages temporaires des salaires, des gels des prix, des médailles de la productivité, des stratégies industrielles, et des objectifs de croissance.

On nous a promis qu'à la prochaine tentative, on va mettre dans le mille ; que le ciel va passer au bleu ; qu'on est arrivé au terme de notre route ; qu'on va enfin voir la lumière au bout du tunnel – ce sont des citations tirées de discours prononcés dans le passé par M. Callaghan – que nous émergeons de la vallée des ténèbres ; que nous sommes à la veille d'un miracle économique. On a eu droit à des montagnes et des montagnes de clichés. Mais les choses continuent d'aller de mal en pis. Il n'est pas étonnant, dès lors, que les gens se montrent perplexes. Il n'est pas étonnant qu'ils soient en proie à l'incertitude. Ils se demandent si la tâche d'accomplir ce qui doit être fait – quelle que soit la nature de cette tâche – est à la portée d'un gouvernement issu indifféremment de l'un des deux partis, conservateur ou travailliste. Ils en éprouvent du cynisme à l'égard de la politique et de ceux qui la servent. Ils craignent que le rêve d'un avenir libre ne soit pure illusion. Ce rêve peut devenir réalité.

Nous avons en nous le pouvoir de surmonter nos doutes, retrouver la confiance, regagner le respect du reste du monde. Les décisions politiques qui s'imposent sont dictées par le bon sens. C'est là le fondement de la démarche à adopter. Nous avons défini les grandes lignes dans notre déclaration de principe stratégique et nous avons apporté la preuve qu'elles sont l'expression d'une philosophie politique claire et cohérente. Notre premier devoir, c'est de mettre de l'ordre dans nos finances. Nous devons vivre en fonction de nos moyens. C'est une obligation pour le gouvernement. Et c'est une contrainte à laquelle le pays doit se plier. On ne peut continuer comme on le fait. Nous nous accordons à nous-mêmes des

moyens en excès de ce que nous produisons. Nous dépensons plus que ce que nous gagnons. Il faut combler ce différentiel. Le seul moyen d'y parvenir pour l'instant, c'est d'emprunter à l'étranger. Mais on ne peut pas recourir à cette méthode jusqu'à la fin des temps. Et, à un moment ou à un autre, si nous perdons la confiance de ceux qui nous prêtent de l'argent, le système peut s'effondrer. Pour le moment, la planche est déjà bien vermoulue. La seule issue, c'est de cesser ces emprunts, et cela sans attendre ; et, en outre, de montrer que nous pouvons, et voulons, rembourser nos dettes avec une monnaie forte, et dans le respect de nos échéances. C'est ainsi qu'agissent tous les gouvernements conservateurs. Pour parvenir à nos fins, la consommation dans ce pays doit rester inférieure à notre capacité productive. Cela implique un changement radical dans nos politiques et nos comportements. Mais nous aurons l'obligation de dire haut et clair que nous ne dévierons pas de cette politique.

Dès que nous aurons appliqué les mesures d'urgence qui s'imposent, il nous faudra définir nos objectifs pour les années futures. Et là, le pays est confronté à un choix. À qui faire supporter le poids des économies ? D'un côté, le ministère des Finances peut très bien nous imposer ce fardeau, à nous le peuple, en augmentant la pression fiscale. De l'autre, il peut concentrer tout son effort d'économies sur le budget de l'État. La bonne décision à prendre ne fait guère de doute. Le gouvernement actuel dépense, en un an, environ 200 livres de plus qu'il ne récolte de l'impôt, pour chaque individu dans la nation, homme, femme et enfant. Personne assurément (je veux dire par là, en dehors du Bureau exécutif du Parti travailliste) ne peut croire un seul instant que, sur le long terme, les impôts devraient encore grimper. Dans ces circonstances, la seule réponse que nous inspire le bon sens, c'est de réduire la dépense publique. Et c'est la réponse que nous recommandons. Les économies, initiées dans l'urgence, doivent être poursuivies, sans état d'âme, mais aussi avec prudence et sans brutalité, pendant toute la durée d'un Parlement. Cette politique ne sera

pas facile à mettre en œuvre. Elle ne sera pas populaire, et nous serons contraints de différer certaines mesures porteuses d'espoir.

Dans notre document intitulé La Bonne Méthode, nous avons défini les domaines où des coupes doivent être opérées. Il s'agira de mettre fin aux programmes socialistes. De cesser de distribuer des subventions tous azimuts. De stopper les gaspillages et les dépenses inconsidérées. D'imposer des limites de trésorerie. De réaliser des économies dans la plupart des secteurs où la dépense est la plus forte, en dehors de ceux de la défense, de la police et de l'aide indispensable aux nécessiteux. Il s'agit là d'une stratégie très semblable à celle qu'a défendue pour les élections le Parti libéral australien, notre équivalent là-bas. Il est en train de la mettre en œuvre. Cela montre bien qu'elle est tout à fait réalisable, sur le terrain ; et les gens sont d'accord, parce qu'ils savaient au départ qu'il fallait en passer par là.

Nous sommes dans l'opposition et nous ne pouvons rédiger notre propre Livre blanc sur les dépenses publiques. Ce ne serait pas sérieux. Mais il est possible que nous ne restions pas dans l'opposition encore bien longtemps. Aussi bien, je vous fais cette promesse : dès que nous aurons repris les rênes du pouvoir, nous resterons absolument fidèles à nos engagements sur les dépenses publiques ; et nous ne nous renierons pas, à l'instar de ces autres gouvernements conservateurs que j'ai vus récemment à l'action en Australie et en Nouvelle-Zélande et qui tiennent parole.

Si les gouvernants actuels ne se sentent pas le courage de mener le combat, qu'ils s'en aillent.

Il faut bien comprendre que leur engouement quasiment extrême pour la dépense publique insensée ne répond pas seulement à un réflexe de compassion. Pas le moins du monde. Il naît d'une volonté farouche d'exercer un contrôle sur la vie quotidienne des riches comme des pauvres. Plus une famille a de l'argent à dépenser, et plus elle s'affranchit de l'État. Plus on lui soutire de cet argent par le biais de l'impôt, et plus elle se retrouve sous la coupe de ce même État ; et c'est ce que cherche à faire le socialisme.

Le cri de guerre des socialistes est toujours le même ; on l'entend au Parlement : « Les Conservateurs », disent-ils, « veulent le chômage. Leurs coupes budgétaires », proclament-ils, « multiplieraient par deux ou trois le nombre de chômeurs ». Tout cela est absurde. Et il faut bien comprendre pourquoi c'est absurde. Il n'est dans l'intention d'aucun parti de provoquer délibérément la misère et le gaspillage que symbolise le chômage. Mais quelle est l'histoire des deux années et demie que nous venons de vivre ? C'est bel et bien un gouvernement travailliste qui a fait doubler les chiffres du chômage, et ainsi battu un honteux record de cette période d'après guerre. Et aussi bien intentionnée qu'elle soit, c'est à la politique des travaillistes qu'on doit cet état de choses.

Mais, et c'est curieux, ils n'ont ni l'intelligence de le reconnaître ni le courage de changer de politique. Ils ont doublé les dépenses publiques, ce qui à son tour a fait doubler le chômage, parce qu'ils ont saigné à blanc l'industrie de production, la privant des ressources qui lui étaient nécessaires pour créer des emplois. Aujourd'hui, cette politique nous a conduits au bord du désastre ultime : un séisme économique qui risque de priver de leurs moyens de subsistance des milliers de familles.

Il est certain que nous n'allons pas résoudre nos problèmes simplement par le biais de coupes budgétaires, et un programme d'austérité. Parfois je me dis que j'en ai assez d'entendre parler d'austérité. Ce n'est pas l'austérité qui fut à l'origine de la grandeur de la période élisabéthaine ; ce n'est pas l'austérité qui poussa Lord Nuffield à se mettre à fabriquer des voitures dans un garage à vélos à Oxford. Ce n'est pas l'austérité qui nous souffla de lancer des recherches pétrolières dans la mer du Nord et d'exploiter la ressource. C'est l'envie d'entreprendre. Une envie d'entreprendre positive, vitale, stimulante, individuelle. C'est cette envie d'entreprendre qui fut jadis le moteur de ce pays mais qu'on n'inculque plus à nos jeunes d'aujourd'hui. Elle s'est éteinte avec l'État socialiste.

Nous autres Conservateurs avons le droit de recréer les conditions énumérées par ce sage philosophe français de Tocqueville – des conditions qui « donnent aux hommes le courage de se mettre en quête de la

prospérité, la liberté de se consacrer à cette recherche, l'intuition et les comportements qui en permettent l'accès, et l'assurance d'en récolter les fruits ». Tout est dit dans cette formule ; elle résume tout ce qu'on néglige de faire en ce moment, et qui pourtant doit être fait.

Il nous faut nous débarrasser des politiques contraignantes si nous voulons bâtir un avenir prospère et heureux. Nous y arriverons en créant un contexte économique stable qui permette à l'expansion et à la croissance de produire des résultats, suffisamment probants pour tous. Nous y arriverons en laissant les profits croître jusqu'à un niveau tel qu'il suscite un réel désir d'expansion. Nous y arriverons en nous assurant que les hommes et les femmes qui investiront leur épargne dans leur propre entreprise, ou celle de quelqu'un d'autre, pourront de nouveau en tirer des bénéfices raisonnables. Nous y arriverons en suivant l'exemple d'autres gouvernements conservateurs et en réduisant les impôts dès que possible. Nous encouragerons la production de richesses en élargissant la part liée à leur croissance à ceux qui ont aidé à les créer. Tel est le programme qui nous guidera sur le chemin de l'expansion – à un rythme qui s'accélérera au fil des années. L'expansion – elle est la voie vers l'emploi. L'expansion – elle est la voie qui, à son terme, nous garantit davantage de ressources pour la nation, si bien que nous pourrions offrir le même niveau de services sociaux que nos concurrents les mieux dotés. Voilà une stratégie réaliste, qui a en outre le mérite d'offrir un espoir à notre nation.

Tels sont donc certains des grands axes de notre stratégie – une gestion financière prudente et une expansion fondée sur des bases solides. Mais ils vont être nombreux à dire : « Pour l'essentiel, nous sommes d'accord avec ce que vous souhaitez faire. Mais notre crainte, c'est que les syndicats vous mettent des bâtons dans les roues. » C'est là se montrer bien injuste à notre égard, et envers les syndicats. L'un des meilleurs débats que nous ayons eus pendant ce congrès a porté sur les relations patronat-syndicats. Au cours de ce débat, les intervenants, les uns après les autres, les syndicalistes conservateurs, les négociateurs et les délégués d'atelier conservateurs, ont fait la part entre le rôle des syndicats et celui du

Parlement. Ce qui en est ressorti clairement, c'est la différence de ce que nous entendons par contrat social et l'interprétation qu'en donnent les socialistes. Si le terme de contrat social implique que la fonction du négociateur syndical, à l'usine ou au bureau, est d'assurer qu'à un travail bien fait doive correspondre un salaire décent, d'obtenir de bons contrats et des conditions de service raisonnables, de garantir des émoluments supplémentaires pour récompenser un meilleur savoir-faire et des responsabilités plus étendues, alors nous soutenons pleinement le Contrat social.

Nous tenons à rétablir pour le monde syndical et le patronat le droit de conclure les meilleurs accords dans des circonstances qui leur sont à tous deux familières. C'est dans cet esprit qu'œuvrent la plupart des dirigeants syndicaux. Mais nous croyons fermement que, dans l'idéal, les bases de la négociation salariale devraient faire au préalable l'objet d'un accord général. Un tel système est en place dans d'autres pays depuis des années – là où les taux d'inflation sont beaucoup plus bas que chez nous. Le premier sens de Contrat social ne présente donc pour nous aucun problème. Mais le contrat social tel que l'entend le Parti travailliste est une autre affaire. Selon toute apparence, il autorise une poignée de dirigeants syndicaux à dicter au gouvernement le niveau des dépenses publiques, le nombre d'industries à nationaliser, le régime fiscal à adopter, les termes de nos emprunts au FMI – et je vous en passe. Je me sens obligée de leur dire : « Sauf votre respect, vous sortez de votre rôle. Ce sont là des prérogatives du Parlement. » Le Parlement est la seule institution habilitée à représenter la totalité des citoyens. La définition la plus connue de la démocratie est celle du gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple. Ce n'est pas le gouvernement d'une fraction du peuple, par une fraction du peuple, pour une fraction du peuple.

Je suis d'accord avec l'intervenant qui a déclaré que, si un dirigeant syndical, ou quiconque, peu importe, souhaite gouverner le pays, il ou elle a l'obligation de se faire élire au Parlement. Au Parti conservateur, nous serions heureux d'en accueillir certains en tant que candidats, même si je

dois les prévenir que les commissions de sélection n'obéissent qu'à leurs propres lois, comme de nombreux non-syndiqués ont pu l'apprendre à leurs dépens. Mais ceux qui croient aux emplois de qualité, à la possibilité de mieux gagner sa vie en consentant les efforts nécessaires, à la valeur du travail sérieux pour eux-mêmes et leurs familles – tous ceux-là, qu'ils soient dirigeants ou délégués syndicaux, ou encore de simples syndiqués de base, qu'ils soient membres ou non d'une organisation syndicale – oui, tous ceux-là devraient se réjouir quand ils verront un gouvernement conservateur revenir au pouvoir.

Je dis ici sans la moindre ambiguïté que le prochain gouvernement conservateur se montrera désireux de consulter le mouvement syndical et de négocier avec lui à propos des décisions politiques à prendre sans faute afin de sauver notre pays. Et s'il faut une confrontation, celle qui nous importe est à livrer aux prix qui montent, au chômage en hausse, aux dettes qui s'accumulent, aux graves dangers qui mettent notre avenir en péril. Ainsi donc, personne ne doit se laisser intimider par le Parti travailliste qui agite la crainte selon laquelle, si nous faisons ce qu'il faut pour sauver notre économie, il ne saurait y avoir de paix sociale. Ce qui s'impose et qui verra le jour, c'est une gestion fondée sur le bon sens, à la condition que nous y mettions toutes nos forces.

Or ceux qui partagent notre démarche de bon sens ne constituent pas une petite minorité isolée. Nous sommes un parti de gens ordinaires, habités de convictions et d'espérances ordinaires, mais doués de qualités extraordinaires de ténacité et de détermination. Ce n'est pas pour rien si nous avons le privilège de former le parti démocratique qui, dans le monde, est le plus ancien et, à n'en pas douter, le plus abouti.

Ces dernières années, pourtant, nous avons eu notre part, et plus encore, de désillusions électorales. Trop souvent, nous avons gagné au niveau de l'argumentaire, mais perdu dans les urnes. Nous avons convaincu les esprits – il nous faut aujourd'hui gagner les cœurs. Et nous le pouvons, j'en suis certaine. Pour la raison que le Parti conservateur est désormais le parti authentiquement national. Sur les questions qui

affectent les hommes et les femmes ordinaires, c'est nous qui représentons l'opinion majoritaire, et les socialistes se retrouvent minoritaires. Nos concitoyens se soucient de plus en plus de la qualité de l'éducation offerte à leurs enfants, et nous sommes le parti qui place la question du niveau scolaire en tête de nos priorités. Les mêmes désirent acheter plutôt que louer leur domicile. C'est nous, et non les socialistes, qui voulons offrir à tous la chance de devenir propriétaires de leur maison. Les gens veulent se sentir protégés de la délinquance, et en particulier du vandalisme, et nous sommes le parti qui ne fait pas mystère de son refus de faire des économies sur le dos des forces de police. La population se plaint de plus en plus d'être écrasée par le poids de l'impôt sur le revenu en Grande-Bretagne, où notre première tranche fiscale est la plus élevée du monde. Nous sommes le parti qui tient à réduire la charge des impôts quand, dans le même temps, les socialistes ne cessent de vouloir l'augmenter.

Nous sommes en outre le parti dont la conviction est que le travail doit rapporter davantage que l'oisiveté. Une partie de plus en plus grande de l'opinion s'inquiète au sujet de la capacité de nos forces armées. Nous sommes le parti qui juge que la défense du royaume représente l'obligation prioritaire de tout gouvernement. Nous voulons voir la défaite du terrorisme, spécialement en Irlande du Nord. Par ailleurs, quelle déformation, quel travesti de la vérité que d'entendre les socialistes se proclamer les amis des travailleurs. De nos jours, nous sommes tous des travailleurs. Et de nos jours, ce sont les conservateurs, et non les socialistes, qui représentent les authentiques intérêts, espoirs et aspirations des travailleurs. Ce qui prime avant tout, c'est que ce message particulier parvienne dans tous les coins et recoins du Royaume-Uni.

Nous nous approchons de la fin de l'un des meilleurs congrès que nous ayons connus depuis la guerre. Intervenant après intervenant, de toute origine professionnelle, se sont présentés afin de se joindre à des débats qui ont été non seulement d'une grande qualité mais ont témoigné de la gravité de la situation où se retrouve notre pays.

Aujourd'hui, j'ai tenté de vous dire la vérité telle que je la vois – et à travers vous de la dire à la nation – et au-delà encore à ceux qui, dans l'expectative, nous observent depuis l'étranger, et se posent cette question inquiète : « Où vont les Britanniques ? Que vont-ils faire ? »

J'appelle à cette minute le Parti conservateur à se lancer dans une croisade. Et pas simplement lui. J'appelle tous les hommes et toutes les femmes de bonne volonté qui refusent des lendemains marxistes pour eux-mêmes, ou leurs enfants ou encore les enfants de leurs enfants. Ceci n'est pas simplement un combat destiné à sauvegarder la solvabilité de notre patrie. C'est un combat dont dépendent les fondements eux-mêmes de l'ordre social. C'est une croisade lancée non seulement pour mettre un frein pendant quelque temps au socialisme, mais pour le stopper dans ses avancées une bonne fois pour toutes. Pour y parvenir, il nous faut capter non seulement les esprits, mais encore toucher les cœurs, les sentiments, et les instincts les plus profonds de nos compatriotes.

Développons une pensée claire. Une confiance dans notre démarche. Mais avant tout, une générosité dans notre mouvement d'empathie. Si d'aventure, comme on l'a dit et comme j'en suis convaincue, le Parti conservateur est le dernier bastion entre notre patrie et le désastre, alors faisons en sorte que ce bastion ait la capacité suffisante pour accueillir tous nos compatriotes, conservateurs et non-conservateurs, syndicalistes et non-syndicalistes, ceux qui ont toujours été à nos côtés et ceux qui ne l'ont pas été mais qui sont disposés à nous soutenir pour la raison qu'ils placent la patrie avant le parti. N'excluons personne de notre croisade, et que personne ne s'exclue de soi-même. Nous formons une nation unie. Nos cerveaux ne l'ont peut-être pas encore compris, mais nous le savons par nos racines.

Je suis parfaitement consciente du défi qui est ainsi lancé à notre parti, et de la responsabilité qui est la mienne en tant que chef de ce parti, mais je ne doute pas une seconde que nous allons être soutenus par des millions de sympathisants qui sont remplis d'espoir et qui aujourd'hui prient pour que nous nous hissions à la hauteur de l'événement. Nous ne devons pas les

décevoir, et nous ne les décevrons pas. Quand mon regard se porte sur notre histoire, qui fut glorieuse, et l'époque présente, qui est calamiteuse, je trouve ma force dans l'évocation des hauts faits de bravoure dont notre nation fut capable. Il me semble apercevoir dans leur clarté comme un jour nouveau qui se lève, nos lendemains qu'il est à notre portée, et de notre devoir, de réenchanter. Comme il fut dit à l'aube d'une autre bataille célèbre : « Il est vrai que nous courons de grands dangers, armons-nous dès lors d'un aussi grand courage. »

Alors donc, gardons l'espoir. Nous ne sommes pas seuls. De par le monde, d'Australie en Suède, de la Nouvelle-Zélande à l'Allemagne de l'Ouest, le socialisme est en passe de disparaître. Le vent est en train de tourner. Gardez l'espoir, et nous allons redonner à notre patrie un sentiment de fierté et de confiance dans le futur. Gardez l'espoir et nous allons restaurer chez nos compatriotes leur sens de l'amour-propre. Ne laissons pas notre croisade être gâtée par une quelconque étroitesse d'esprit ou volonté de rancune, ou attitude de pharisaïsme. Disons plutôt avec humilité : « Nous vous offrons l'espérance et un nouveau commencement. Tous ensemble nous affronterons la crise qui frappe notre patrie – et demain nous appartiendra. »

*. 8 October 1976 – Brighton – <http://www.margaretthatcher.org/document/103105>

BLACKPOOL, 14 OCTOBRE 1977^{*}

CONTEXTE

- Après les élections de 1977, les travaillistes ne disposent plus d'une majorité absolue et s'unissent avec les libéraux (pacte « lib lab »). Cette alliance sera révoquée par le Parti libéral en juillet 1978.
- Le gouvernement travailliste a été contraint de solliciter l'aide du FMI en septembre 1976, pour un montant de 3,9 milliards de dollars US. L'institution internationale n'accepte que sous réserve d'économies drastiques de la part du gouvernement britannique.

IDÉES FORTES DU DISCOURS

Dans ce discours, Margaret Thatcher entend rassurer les électeurs et démonte les principales critiques que lui adressent régulièrement ses opposants (« extrême », « réactionnaire », etc.).

Elle qui ambitionne clairement de faire de la politique autrement critique vivement le « lib lab pact » qui constitue, à ses yeux, une alliance d'opportunité au mépris des convictions réelles.

Elle réaffirme les grandes lignes de son programme politique et insiste sur le « faire » plus que sur le « dire » : « Je suis convaincue que l'essence de la politique, ce n'est pas ce que vous dites, c'est ce que vous faites » :

- Valorisation de la libre entreprise :
 - L'exploitation du pétrole de la mer du Nord doit s'appuyer sur l'entreprise privée.
 - Le soutien aux industries en perte de vitesse doit être limité à des cas exceptionnels.
 - Une intervention minimale sur les marchés : « Bien entendu, aucun gouvernement dans une société industrielle moderne – et certainement aucun gouvernement conservateur doué de bon sens – ne peut se permettre d'ignorer totalement le rôle du marché. Mais un gouvernement qui vient à la rescousse d'une industrie défaillante favorisera un déclin de l'économie, sauf à agir avec prudence, à intervenir si les circonstances sont exceptionnelles. »
- Limitation de la régulation : « Si vous posez la question de savoir si le prochain gouvernement conservateur réduira les contrôles et les réglementations, et s'il se mêlera le moins possible de la vie des gens, je vous répondrai : "Oui, c'est exactement ce que nous avons l'intention de faire." »
- Reconnaissance des syndicats mais contestation de leurs pouvoirs devenus excessifs et refus de la négociation forcée : « un mouvement syndical solide et responsable est essentiel à ce pays, et ses droits doivent être respectés, [mais] si ces droits passaient avant tous les autres droits, et l'emportaient sur la loi elle-même, le coup pourrait être fatal pour le pays ».
- Accession facilitée à la propriété : « Notre Parti conservateur, c'est le parti de la famille. Notre credo, c'est que dans une société bien faite, un nombre toujours croissant de nos concitoyens puissent se rendre acquéreurs de leur propre domicile. »

- Respect de la loi, de l'ordre et de la sécurité, en donnant plus de ressources à la police et aux forces armées de défense nationale.
- Élévation du niveau scolaire pour tous et dénonciation des ravages de l'égalitarisme – « Il nous faut mettre un terme à la destruction des établissements de qualité au nom de l'égalité. »

Thatcher met en garde les électeurs contre le projet politique ultime du Labour : « La destruction des libertés que nous chérissons et que nous défendons depuis des siècles, ce n'est pas un souci pour l'extrême gauche. Ils aiment tout en Europe de l'Est – sauf, qui sait, aller y vivre – parce que, après tout, le niveau de vie dans ces pays-là est trop bas pour ce qui les concerne. »

BLACKPOOL, 14 OCTOBRE 1977

Je voudrais commencer par une confession. Je n'apprécie pas plus que cela d'être dans l'opposition, mais nous avons formé certains projets pour régler ce problème. Je suis convaincue que l'essence de la politique, ce n'est pas ce que vous dites, c'est ce que vous faites, et donc j'attends le jour où nous pourrons appliquer nos principes conservateurs sur le terrain – quand nous serons au gouvernement.

J'attends le jour où nous pourrons nous libérer du joug socialiste, et nous atteler ensemble à la tâche consistant à remettre notre pays sur la voie de la reprise véritable et pérenne. Ce jour peut être différé, mais il ne peut être repoussé éternellement. Un certain jeudi – un jour comme les autres, mais pourtant, j'en suis sûre, un jeudi qui marquera un tournant de notre époque – un certain jeudi le Parti travailliste devra être fidèle à son rendez-vous avec ses électeurs. C'est une perspective dont je me délecte.

« Soutenez-nous ou sortez-nous », dit M. Callaghan. Et si on pariait, Jim, si on disait chiche ? Il ne le fera pas, bien entendu, tant qu'il n'y sera pas forcé. Il n'en a pas le courage, ce qui explique pourquoi, au lieu de nous retrouver avec un gouvernement sans style et sans principe, nous en avons un avec Steel en principe dans la poche.

La semaine dernière, à Brighton, on nous a taxés d'éprouver « un appétit insatiable du pouvoir ». Ce n'est pas nous, les Tories, qui avons multiplié les manœuvres, les magouilles et les manipulations pour à tout prix couper court à une échéance – le rendez-vous avec les électeurs ; c'est un gouvernement de libellules. D'où le pacte Lib-Lab avec les Libéraux.

Assez parlé des principes politiques des travaillistes. Assez parlé des sincères convictions des libéraux, assez parlé du courage de rester fidèle à ses croyances fondamentales, même si elles doivent vous coûter votre siège de député. Mieux vaut encore perdre son siège que son honneur.

Quel bilan au juste les libéraux peuvent-ils tirer de leur participation au pouvoir ? Celui d'avoir aidé un gouvernement voué à l'excès – des dépenses et de l'impôt –, intrusif, maniaque de la nationalisation, bourreau de la monnaie, et coupable d'avoir pratiquement provoqué la faillite de la Grande-Bretagne ; bref, un gouvernement typiquement travailliste.

Sur un ton suave, M. Healey évoque les horreurs de 1974-1975, mais à l'époque, qui était donc le ministre des Finances ? Vous l'avez deviné – ces horreurs étaient le fait de Healey. Et après lui le déluge ? Non, le déluge, à cause de lui. « La situation financière a opéré un virage de 180 degrés », annonce en fanfare le ministre. Exact, mais c'est parce que sa politique a été soumise à un changement d'orientation de 180 degrés – sur ordre du FMI. Il y a un an de cela, cet homme aux quatre budgets par an aurait failli faire sombrer le pays avec lui, si au dernier moment, pris de panique, il n'était pas revenu de Heathrow et n'avait pas retrouvé son bureau pour souscrire à l'emprunt le plus massif de notre histoire. La potion que le FMI a contraint son gouvernement à avaler, c'est un traitement que nous recommandons depuis longtemps – un traitement efficace et de bon sens. Mon message à ce nouveau Moïse est donc : continuez de prendre vos gouttes.

Si les travaillistes ont besoin d'un slogan électoral, je suggère celui-ci – c'est juste une idée qui me vient à l'esprit, mais on aime bien rendre service – « Amis, faites confiance au FMI ! »

Certains commentateurs disent que le Premier Ministre aimerait se coiffer de notre chapeau. Bon, il est vrai qu'il a perdu le sien, mais je ne vous dis pas à quoi il va ressembler quand il se promènera avec le mien sur la tête !

Il va sans dire que nous sommes tous heureux que les richesses de la mer du Nord se soient mises à couler ; mais la mer du Nord n'est pas une mer socialiste, pas plus que son pétrole n'est un pétrole socialiste. C'est l'entreprise privée qui l'a découvert ; c'est l'entreprise privée qui a foré les puits ; et c'est l'entreprise privée qui l'exploite. Il faut donc mettre les choses en perspective.

À mesure que le pétrole coulera, notre balance des paiements se requinquera. C'est une bonne nouvelle pour la Grande-Bretagne. La livre sterling devrait être à l'abri d'une nouvelle dégringolade socialiste. Autre bonne nouvelle pour notre pays. Il se pourrait que le niveau de vie de la population s'améliore un peu, ne serait-ce que d'un tout petit rien, à la suite de sa chute catastrophique. Ce serait la troisième bonne nouvelle. Et comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire, toute bonne nouvelle pour la Grande-Bretagne est aussi une bonne nouvelle pour le Parti conservateur.

Mais regardons-y de plus près. La vérité, c'est que nous broutons encore en première, et que nos usines produisent moins qu'à l'époque où les travaillistes sont arrivés au pouvoir. Les bénéfices réels et par voie de conséquence, les investissements, sont toujours à un niveau abyssal ; le nombre d'hommes et de femmes sans emploi est à son plus haut depuis la guerre. Et cela, ce n'est pas bon pour le pays.

Prenons maintenant les prix, enfin, si vous pouvez les attraper au vol. Le gouvernement se fait gloire d'avoir réussi à ralentir le taux d'inflation. Mais même s'il descend aussi bas que le prédit M. Healey – et aujourd'hui son numéro 2 lui-même n'y croit pas – les prix en Grande-Bretagne continueront de grimper plus vite qu'ailleurs. Si les travaillistes tiennent jusqu'à l'an prochain, les prix auront doublé pendant leur période au

pouvoir. Doublié ! Cela ne s'appelle pas un miracle économique. Cela s'appelle un désastre économique et personnel.

La semaine dernière à Brighton, nous avons vu le socialisme avec son visage préélectoral. Attention au léopard quand il est tranquille. Il a toujours les mêmes taches sur son pelage, tout ce qu'il veut, c'est que sa victime ne sente pas sa présence. Pourquoi se tenait-il si tranquille la semaine dernière à Brighton ? Parce qu'il veut nous faire croire qu'il est un gentil matou, bien élevé, social-démocrate.

On connaît tous le scénario. Juste avant les élections, les griffes de la gauche de la gauche du Parti travailliste n'ont pas été arrachées ; elles sont juste cachées. On fait défiler les têtes d'affiche, on les prie de tenir des propos rassurants, modérés, quasiment raisonnables. L'aile gauche du parti les laisse faire leur petit tour, le temps que les électeurs tombent dans le piège.

À ce stade, supposez que l'élection a eu lieu. Juste un instant, faites un effort suprême et imaginez que les travaillistes l'ont emporté. Que va-t-il se passer ? Le piège a fonctionné, et voilà les extrémistes du parti qui reprennent leur marche en avant en direction d'une Grande-Bretagne qu'ils veulent à l'image de l'Europe de l'Est.

Je vous entends dire : « Ça ne peut pas arriver chez nous. » Mais à Brighton, l'élection annuelle des membres qui siègent au Bureau national a mis en place la même équipe que précédemment ; on n'a pas vu un seul représentant de la gauche se faire écarter. C'est le même Bureau que celui qui a sorti le « Programme pour la Grande-Bretagne » de 1976, programme qui définit toujours la ligne politique officielle des travaillistes pour 1977. M. Benn l'a admis avec franchise, dans l'espoir sans doute que personne dans le public n'écoutait.

Nationaliser les banques et les compagnies d'assurance. Voilà la promesse que nous font les travaillistes. Vous aimez l'idée qu'ils mettent la main sur vos économies ? Vous vous voyez avec M. Healey ou M. Benn comme le gentil directeur de votre banque de quartier ?

Ils veulent nationaliser toutes les terres, et pas seulement quelques-unes. Toutes ! Ils exigent la liberté totale de s'approprier toutes sortes d'entreprises, grandes ou petites, l'industrie du bâtiment, l'industrie alimentaire, les pêcheries, les eaux et forêts, les ports et plein d'autres secteurs encore. Cela aussi, ça fait partie de leur programme. Ils veulent le contrôle absolu de toutes les activités commerciales. Ils veulent supprimer les allègements fiscaux pour ceux qui accèdent à la propriété. Ils veulent augmenter l'impôt sur le revenu pour financer leurs projets. Ils veulent instaurer tout de suite un impôt sur la fortune, qui viendrait s'ajouter à la taxation des plus-values, et à l'impôt sur le transfert des capitaux. À quoi cela sert-il de se constituer un capital ou de s'acheter un commerce si c'est pour se faire tout confisquer par l'État ? Mais tout cela est écrit dans leur petit livre rouge. C'est la ligne officielle du Parti travailliste. Et afin de faire passer en force cet effrayant programme socialiste, ils viennent de voter une résolution prévoyant l'abolition de la Chambre des lords. Derrière le paisible front de mer de Brighton, voyez-vous, vous découvrez qui sont vraiment les travaillistes.

M. le Président, même si je suis assez d'accord avec vos propos sur la Chambre des lords, je crois que les travaillistes auront des difficultés pour s'en débarrasser, pour la bonne raison que, si la moitié de leur parti demande l'abolition, l'autre moitié demande à y entrer !

Quand ce sera l'heure des élections, est-ce que ces projets figureront dans leur programme électoral ? Un certain nombre, oui, et s'ils devaient gagner, c'est le dispositif tout entier qui, tôt ou tard, sera mis en œuvre. La raison : toutes les fois que les travaillistes remportent une élection, le groupe Tribune devient toujours de plus en plus puissant. Et d'une élection à l'autre, le projet travailliste se fait de plus en plus mesquin, de plus en plus étriqué, de plus en plus marxiste. Attention, danger, la Grande-Bretagne ! Sur le panneau, on peut lire : « Direction : État socialiste total ». La destruction des libertés que nous chérissons et que nous défendons depuis des siècles, ce n'est pas un souci pour l'extrême gauche. Ils aiment

tout en Europe de l'Est – sauf, qui sait, aller y vivre – parce que, après tout, le niveau de vie dans ces pays-là est trop bas pour ce qui les concerne.

Alors qu'on ne vienne pas dire qu'il n'existe aujourd'hui, entre les partis, aucune différence réelle, et que la nation est confrontée à une absence de choix véritable. Ce n'est pas l'avis des gens. Beaucoup d'électeurs et d'électrices qui avaient voté travailliste toute leur vie nous ont accordé leur bulletin à Ashfield, Stechford, Workington, et Walsall. Ils savent que le Parti travailliste qui avait leurs suffrages, ce n'est pas le parti qu'il est devenu aujourd'hui. Le parti de Hugh Gaitskell est devenu un parti dans la ligne d'Andy Bevan et Peter Hain. Bienvenue à ceux qui ont perdu leurs illusions, bienvenue aux déçus du Parti travailliste, bienvenue aux braves, aux convertis, bienvenue à tout un chacun, qui partagez notre cause. Mais la tâche de nettoyer les écuries travaillistes, la tâche de passer les extrémistes par la fenêtre, ce n'est pas à nous qu'elles incombent. C'est la responsabilité des électeurs quand ce fameux jeudi sera venu, ce jeudi qui concentre toute notre attention, notre attente et notre activité.

Pour peu que 5 ou 6 % simplement des électeurs reportent leur allégeance, le jour du vote, des travaillistes aux conservateurs, et le groupe Tribune subira une amputation d'environ un tiers de ses forces, et un déplacement de voix de cette amplitude signifie que 25 des leurs perdront leur siège. Et alors notre pays sera dirigé par un gouvernement conservateur, un gouvernement authentiquement modéré, non pas modéré sur ordre de nos créanciers à l'étranger, mais par conviction profonde, un gouvernement proche du peuple et en harmonie avec lui, et mettant en œuvre une politique raisonnable et prudente, à l'instar de celles qui, dans d'autres pays, connaissent un sort si favorable.

Bien entendu, ce n'est pas sous ces couleurs-ci que nos adversaires vont nous peindre. Et, à ce moment, autorisez-moi une prophétie personnelle. Dans les mois à venir, vous allez assister à une campagne orchestrée par le Parti travailliste et le gouvernement travailliste visant à me caricaturer comme « extrêmement ceci » ou « extrêmement cela » – et pendant qu'ils y seront « extrêmement autre chose ». Ils vont me traiter de

tous les noms d'oiseaux possibles, comme le font les extrémistes. En fait, l'exercice a déjà commencé, et plus le jour des élections va se rapprocher, et plus vite les insultes vont s'abattre et gagner en violence. J'aimerais donc vous dire deux mots de mon soi-disant « extrémisme ».

Je fais extrêmement attention de ne pas verser dans les extrêmes. Je suis extrêmement consciente de la dangereuse duplicité du socialisme, et extrêmement décidée à renverser le cours des choses avant que tout ce qui est précieux ne soit détruit. Je suis extrêmement sur mes gardes lorsque je vois le masque de modération que les travaillistes affichent quand une élection s'annonce, masque que portent pour l'heure, comme nous l'avons constaté la semaine dernière, tous ceux qui en fait aimeraient voir « le drapeau rouge continuer de flotter sur la Grande-Bretagne ». Je les en empêcherai ! Le Parti conservateur, aujourd'hui comme toujours, brandit le drapeau de la nation unie – et ce drapeau, c'est l'Union Jack. Alors qu'on me laisse tranquille avec mon soi-disant « extrémisme ».

Il existe un autre terme chéri de nos adversaires. C'est celui de « réactionnaire ». Ils prétendent qu'un gouvernement Thatcher – j'adore la formule, je dois dire ; elle me plaît un peu plus à chaque fois que je l'entends, et je l'entends assez souvent, donc elle a du sens pour eux – ils prétendent qu'un gouvernement Thatcher serait réactionnaire. Si réagir contre la politique menée durant les années récentes, celle qui a mis à mal notre mode de vie et semé la ruine dans notre économie – si c'est cela, être réactionnaire – alors nous sommes réactionnaires, et avec nous la vaste majorité du peuple britannique. Cette majorité est convaincue que l'État est doté de beaucoup trop de pouvoirs – sentiment, en effet, que la jeune génération a exprimé au début de la semaine. Elle est également convaincue, comme nous le sommes, que le gouvernement ne connaît pas toutes les réponses, qu'il a minoré le rôle de l'individu et musclé celui de l'État.

Nous ne croyons pas du tout que si vous réduisez la somme des activités du gouvernement, vous diminuez son autorité. Bien au contraire un gouvernement qui en ferait moins travaillerait mieux, et du même coup

consoliderait son autorité. Notre démarche a été définie en termes simples il y a des siècles de cela par un sage chinois qui prodigua ce conseil : « Gouvernez une grande nation comme vous cuisineriez un petit poisson. Ne forcez pas trop la cuisson. »

Si vous posez la question de savoir si le prochain gouvernement conservateur réduira les contrôles et les réglementations, et s'il se mêlera le moins possible de la vie des gens, je vous répondrai : « Oui, c'est exactement ce que nous avons l'intention de faire. » La meilleure façon de tenir tête au socialisme pur et dur, ce n'est pas de donner dans le socialisme à l'eau de rose, c'est de proposer un conservatisme authentique. Pendant treize ans à compter de 1951, nous avons rogné les pouvoirs de l'État. Demandez à ceux qui se souviennent de cette période ce qu'ils ont préféré : le progrès régulier de la prospérité, ou bien l'incandescente stagnation de MM. Wilson et Callaghan ?

C'est par leurs fruits que vous les reconnaîtrez. Quels sont donc les fruits du socialisme ? Où se cache leur prospérité ? Où trouver les nouveaux emplois, les prix stables, les impôts réduits ? Où débusquer les ressources créées par une économie florissante, et disponibles pour financer nos écoles et nos hôpitaux, nos retraités, nos personnes malades et handicapées ?

Ce qui caractérise le socialisme de nos jours, ce sont les promesses non tenues. Et par-dessus tout, la promesse non tenue de favoriser l'avènement d'une société plus juste et prospère. Le socialisme n'a pas accouché d'une société plus juste, mais d'une société plus injuste. Il n'a pas enrichi la Grande-Bretagne, il l'a appauvrie. Il n'a pas distribué plus largement les fruits du mérite, il en fait de la bouillie.

Il nous faut simplement poser, et poser sans cesse, la question suivante, à laquelle les travaillistes sont bien incapables de répondre : « Si votre politique est la bonne, pourquoi alors est-elle si inefficace ? Et pourquoi est-ce seulement lorsque vous vous mettez à agir comme on vous a dit de le faire que vous allez un peu de l'avant ? »

Mais avancer de quelques pas, ce n'est pas suffisant. Si j'ai un message prioritaire à faire passer, c'est celui-ci : je ne suis pas du tout disposée à me contenter de la deuxième, troisième ou quatrième place pour la Grande-Bretagne. Je ne suis absolument pas certaine que notre déclin était inévitable, pas plus que je ne crois qu'un accident de la nature au large de nos côtes soit une garantie automatique de notre redressement. Je suis convaincue que si nous regardons la réalité en face – oui, j'utilise volontiers cette expression – si nous faisons confiance au savoir-faire, aux ressources et au courage de nos compatriotes, notre nation alors saura gagner son salut, reprendre le chemin de la prospérité, retrouver le respect des autres et sa fierté.

Il en est certains qui jugent que ce sont là des propos dangereux. « Les Tories », disent-ils, « désirent le changement ; ils veulent remettre en cause les principes, les idées et la ligne politique qui servent de guide à une société socialiste ». « C'est risqué », les entend-on murmurer. « C'est bien, c'est sûr, mais c'est risqué – ça pourrait ne pas plaire à Arthur Scargill ou à Jack Jones – il vaudrait mieux s'abstenir de faire ça, oui s'abstenir. » Et nous voilà arrivés au cœur même du choix devant lequel est placée notre nation. Ce qui soucie Jack Jones, c'est que les dirigeants de son parti vivent sur un trop grand pied. Notre souci, à nous autres, c'est que les petites gens ne vivent pas assez bien.

C'est la raison pour laquelle les prochaines élections seront si cruciales. Toutes les élections le sont, mais cette fois-ci le choix qui sera fait pourrait décider du destin de toute une génération, parce que, cette fois-ci, le résultat de la consultation va déterminer quel parti aura le soin de gérer les immenses profits tirés du pétrole de la mer du Nord. Si c'est le Parti travailliste, on peut être sûr que les profits de la libre entreprise serviront à acheter du socialisme, et à récupérer davantage de pouvoirs pour l'État. Si c'est le Parti conservateur, ils serviront à restituer du pouvoir à nos concitoyens. C'est un choix à la configuration classique. Les travaillistes continueront à faire ce qu'ils font depuis trois ans, en pire. Nous nous engageons à tenir nos promesses et à rendre leur liberté aux gens.

La question clé qu'on me pose toujours et toujours est celle-ci : « Mais est-ce qu'un gouvernement conservateur aura les mains libres ? Comment allez-vous vous entendre avec les syndicats, et est-ce que ces mêmes syndicats vont autoriser un gouvernement conservateur à diriger le pays ? » Oui, vous avez bien entendu : « autoriser ». Ceux qui me posent cette question sont déjà à demi pris dans la nasse des travaillistes. Ils ont avalé l'appât, et ils vont se faire ferrer. Voici la situation qui est celle de la gauche : le gouvernement n'ose pas se battre sur son bilan ou un programme électoral qui conviendrait à la fois à sa gauche marxiste et aux électeurs de ce pays. Alors donc, les dirigeants, tels des perroquets privés d'imagination, ne font que répéter : « Les conservateurs ne sauront pas coopérer avec les syndicats. » Le jour venu, on entendra, à coup sûr, Jack Jones murmurer ces propos ; Hugh Scanlon les reprendre à son compte ; David Basnett les prononcer, ou pas ; et Clive Jenkins – j'en mettrais ma main au feu, il va les claironner. Et tous ces boniments seront faux, à moins bien sûr que les dirigeants syndicaux tiennent à leur donner de la substance.

Maintenant prenons, pour y faire face, une situation hypothétique. Supposons qu'ils aient l'intention – leur décision a déjà été prise – de rendre la tâche impossible à un gouvernement conservateur élu. Dans ce cas, nous serions devant une situation où une minorité non désignée par les urnes se serait mise en devoir de se débarrasser d'un gouvernement qu'elle était incapable de contrôler et de le remplacer par un autre qu'elle avait à sa botte. Est-ce là sérieusement ce que les syndicats ont l'intention de faire, c'est-à-dire faire usage de leur force corporative pour servir des visées politiques ? Je ne le crois pas. Mais les gens se posent la question : si c'était le cas, que se passerait-il ? Est-ce qu'un petit groupe d'individus jouissant d'un grand pouvoir aurait les moyens de tenir la nation en otage ? La réponse est oui, c'est possible. Dans l'éventualité où une telle situation se présenterait, par exemple dans une industrie nationalisée vitale, elle serait décrite comme un conflit entre le gouvernement et les syndicats. Ce qui serait faux. Le véritable conflit, il aurait lieu entre le

monde syndical et le monde civil, parce que c'est ce dernier qui aurait à en souffrir. C'est toujours ainsi. Dans ces circonstances, le devoir du gouvernement, quelle que soit sa nature, serait de passer par la voie parlementaire au nom de la nation tout entière. Sur une question vitale comme celle-ci, où le gouvernement aurait à recourir à une action décisive sur un problème unique et spécifique, il serait important pour lui de savoir qu'il peut compter sur le soutien de la majorité des concitoyens.

C'est dans ce contexte, et uniquement dans ce contexte, que j'ai suggéré l'idée d'un référendum pour recueillir l'avis de l'opinion publique. Dans ces circonstances, et dans ces circonstances très spéciales, j'affirme : « Laissons la nation s'exprimer. » Mais j'espère, et je suis bien certaine, que cette situation ne se présentera jamais.

J'aimerais conclure, à propos des syndicats, en faisant deux remarques. La première, c'est qu'un mouvement syndical solide et responsable est essentiel à ce pays, et que ses droits doivent être respectés. La seconde concerne ma conviction que, si ces droits passaient avant tous les autres droits, et l'emportaient sur la loi elle-même, le coup pourrait être fatal pour le pays. Dieu merci, la grande majorité des syndicalistes en ont conscience, à l'instar de certains de leurs dirigeants, sinon plus vivement encore. Ils savent que, si leurs dirigeants les représentent dans le monde du travail, c'est nous qui les représentons au Parlement. Au Parti conservateur, nous portons l'espoir de nouer des relations durables et fructueuses avec les syndicats, pour la simple raison qu'une Grande-Bretagne conservatrice ne marquera aucune différence entre les intérêts des travailleurs syndiqués et ceux des autres membres de la communauté nationale. Ils savent que les impôts aujourd'hui sont trop lourds, qu'ils tuent dans l'œuf le talent, et qu'ils doivent être réduits ; et c'est la tâche qu'au Parti conservateur nous nous sommes assignée. Nous promettons de baisser l'impôt sur le revenu, de telle façon que cela ne vaille la peine, de nouveau, de travailler plus et d'acquérir une compétence. Nous voulons garder nos meilleurs cerveaux en Grande-Bretagne. Nous voulons faire rentrer certains de ceux qui n'avaient eu d'autre choix que de s'expatrier.

Nous voulons offrir à l'homme d'affaires entreprenant une récompense qui soit à la hauteur des risques qu'il a pris en créant une entreprise. Nous voulons rallumer l'étincelle de l'esprit d'initiative dans notre économie, parce que sans elle, de nouveaux emplois ne pourront voir le jour et le chômage perdurera. Nous voulons faire en sorte que tous nos concitoyens puissent se retrouver avec davantage d'argent dans la poche, et le dépenser comme bon leur semble.

Notre but, c'est de faire de la perception des impôts une activité sur le déclin. On dénombre plus de fonctionnaires à la Direction des impôts que de matelots dans la Marine britannique. Si les gouvernements ne réduisent pas leurs dépenses, c'est nous qui devons couper dans les nôtres. S'il est quelque chose que les gens veulent par-dessus tout, c'est que le gouvernement cesse de leur fouiller dans la poche. Voilà la politique qu'il faut suivre, et qui nous permettra de relancer l'industrie. Nous ne croyons pas que l'État soit en mesure de faire tourner l'industrie plus efficacement que les gens dont c'est le métier. Il en est bien incapable. Les nations dont le bilan est meilleur que le nôtre doivent leur réussite économique avant tout à la libre entreprise, et les profits ne vont pas simplement dans la poche de quelques-uns. Ils sont distribués au plus grand nombre. C'est le pays tout entier qui en profite, parce qu'« une marée montante fait monter tous les bateaux ». Bien entendu, aucun gouvernement dans une société industrielle moderne – et certainement aucun gouvernement conservateur doué de bon sens – ne peut se permettre d'ignorer totalement le rôle du marché. Mais un gouvernement qui vient à la rescousse d'une industrie défaillante favorisera un déclin de l'économie, sauf à agir avec prudence, à intervenir si les circonstances sont exceptionnelles, et à conditionner son soutien à deux impératifs catégoriques : la volonté d'aider l'entreprise à passer d'un bilan négatif à un bilan positif, puis celle de lui faire retrouver son indépendance dans les meilleurs délais. La recette infailible si voulez créer un désert industriel : laissez l'État garantir à toute entreprise qu'elle sera globalement couverte si elle devait souffrir des conséquences de ses propres erreurs. Aucune entreprise, aucune nation, ne peut se comporter

indéfiniment comme si seule une nuance distinguait les profits et les pertes, une production forte et une production faible, la réussite et l'échec.

À ce propos, comme sur bien d'autres questions, Winston [Churchill] nous a livré cette observation lucide : « C'est une idée socialiste », a-t-il dit, « que de penser que les profits, c'est le diable. La véritable malédiction, c'est de subir des pertes. »

Ce qui nous plairait, c'est que les travailleurs puissent recevoir leur part des profits qu'ils aident à réaliser. Ce que désire le Parti travailliste, c'est de voir des syndicalistes siéger aux conseils d'administration. Ce que nous désirons, nous, c'est de voir davantage d'employés voter en leur qualité d'actionnaires aux réunions d'entreprises. Sous un gouvernement conservateur, nous espérons qu'ils seront de plus en plus nombreux à bénéficier d'une participation dans un groupe industriel et à être propriétaires de leur propre logement.

Notre Parti conservateur, c'est le parti de la famille. Notre credo, c'est que dans une société bien faite, un nombre toujours croissant de nos concitoyens puissent se rendre acquéreurs de leur propre domicile. C'est la raison pour laquelle nous donnerons aux locataires d'un logement social le droit légal d'en devenir les propriétaires. La loi à cet effet, je vous le promets, fera l'objet d'une annonce dans le premier Discours de la Reine du prochain gouvernement conservateur. Laissons au Parti travailliste la liberté de continuer à offrir aux jeunes mariés une place sur la liste d'attente pour un logement social qui ne sera jamais le leur. Nous, nous leur offrons un domicile qui est à eux, qui est leur foyer, où ils peuvent démarrer ensemble leur vie de couple et, plus tard, élever leurs enfants.

Que se passe-t-il quand les enfants sont scolarisés ? Il nous faut mettre un terme à la destruction des établissements de qualité au nom de l'égalité. Les principales victimes de l'attaque menée récemment par les travaillistes contre les lycées sélectifs subventionnés directement par l'État, ce furent les enfants doués issus de familles modestes. Pour ceux qui sont nés dans un milieu semblable au mien, il fallait des lycées auxquels on accédait par

concours pour être à même de rivaliser avec les enfants nés dans des familles de riches, comme Shirley Williams et Anthony Wedgwood Benn.

Dans le domaine de l'école, notre projet est simple : il est de relever le niveau général pour tous les élèves. Cela implique que nous combattions avec beaucoup plus de vigueur cette petite minorité de gens qui croient que la finalité prioritaire de l'éducation, c'est de susciter le mépris à l'égard des institutions démocratiques. Cela, ce n'est pas de l'éducation, c'est de la propagande politique, et je ne vois pas au nom de quoi vous, moi, le contribuable moyen, paierions pour cela. Ces saboteurs, dans le même mouvement, s'en prendraient à la notion de respect des lois que nous nous sommes données, et à l'ordre sur lequel se fonde toute société civilisée.

On m'a posé la question de savoir si je vais aborder le problème de la lutte contre la criminalité dans ma prochaine campagne électorale. Moi personnellement, non, je ne vais pas soulever le problème. Ce sont nos compatriotes qui vont le faire : les personnes âgées dans les centres-villes qui ont peur de sortir la nuit ; les contribuables ponctionnés par l'État et les municipalités qui doivent régler la facture du vandalisme insensé ; les parents, qui se font un sang d'encre quand leurs enfants sortent seuls. Tous ces gens vont mettre le problème sur la table. Oui, la question de l'ordre public va se poser, et aux élections, elle revêtira une importance vitale. Ceux qui y voient un thème de la droite, je les invite à en parler aux ouvriers dans les usines et aux femmes dans les supermarchés.

Le prochain gouvernement conservateur accordera à la police des ressources supplémentaires. La police manque d'effectifs, et elle est mal payée. Nous allons lui donner les moyens de sa force. Nous allons lui allouer le budget qui lui permettra d'accomplir sa tâche. J'ai bien l'intention de ne pas rester sur la touche à me tordre les mains au moment où Londres, Glasgow, Manchester, Birmingham et les autres grandes villes prennent le même chemin que New York.

Mais si la violence en Grande-Bretagne est profondément préoccupante, ce n'est rien en comparaison de ce qu'ont enduré nos concitoyens d'Irlande du Nord ces dix dernières années. Ce qui se passe en

Ulster nous affecte tous. L'Ulster fait partie intégrante de notre nation, le Royaume-Uni. Que ses habitants soient assurés de ceci : le Parti conservateur défendra bec et ongles l'union de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord.

Aujourd'hui, je voudrais exprimer notre profonde et durable admiration pour Betty Williams et Mairead Corrigan, du Mouvement des femmes pour la paix de Belfast, qui ont reçu le prix Nobel de la paix. Leur courage symbolise pour nous et tout le monde occidental l'aspiration des populations de l'Ulster pour la paix. En même temps, nous rendons hommage aux forces de police de la province d'Ulster, au régiment chargé du maintien de l'ordre en Ulster et à nos militaires en Irlande du Nord. Si seulement tous les membres de nos forces armées qui défendent la liberté là-bas comme en d'autres parties du monde pouvaient remonter à une meilleure place dans la liste des priorités socialistes. Le Parti travailliste a opéré des coupes dans le budget actuel et à venir de la défense qui atteignent un sommet vertigineux : 8 milliards de livres. Quel genre de gouvernement avons-nous qui fait si peu de cas des besoins de nos militaires ? Quelle sorte de gouvernement avons-nous qui oblige les soldats engagés en première ligne à solliciter des dégrèvements fiscaux, et leur verse moins d'argent qu'à ceux qui ne se donnent pas même la peine de travailler ?

Nos forces armées ne sont pas bien payées. On leur refuse les équipements, les réserves, le soutien, et la préparation qu'ils savent être essentiels pour l'accomplissement de leur mission. Mais il y a pire : elles voient l'aile anti-occidentale du Parti travailliste réclamer encore et encore des réductions gigantesques dans le budget de la défense, qu'un ancien ministre de la Défense travailliste analyse comme, au mieux, l'outil de la neutralité, et au pire, celui de la capitulation. Nous avons un gouvernement qui se moque de notre défense, un gouvernement qui fait si peu de cas de l'Otan que nos alliés lui en ont fait publiquement le reproche. Quelle disgrâce ! Un gouvernement qui dépense pour les nationalisations quand dans le même temps il appauvrit le budget de la défense du

Royaume. Comme j'en ai fait la promesse au président Carter la semaine dernière, le prochain gouvernement conservateur accordera à la défense la grande priorité qu'elle exige. Le gouvernement conservateur veillera à ce que nos troupes soient convenablement rémunérées, il augmentera le budget de la défense de manière à remplir nos obligations vis-à-vis de nos alliés et, en renforçant la défense de l'Occident, il redonnera le moral à nos troupes combattantes.

Ne l'oublions pas – notre premier devoir envers la liberté passe par la défense de la nôtre. C'est dans ce but que je suis entrée en politique, et que, il y deux ans de cela, dans cette salle et depuis cette tribune, je me suis adressée à vous pour la première fois en ma qualité de présidente de notre parti. Je me rappelle très bien à quel point j'étais nerveuse, et fière, lorsque j'ai tenté d'évoquer devant vous ma vision et mes espérances personnelles pour tout ce qui touche à notre patrie et nos concitoyens. J'ai ressenti pleinement ce jour-là l'étendue de ma responsabilité. Aujourd'hui ce sentiment est encore plus profond. Car il s'est passé beaucoup de choses entre ces deux mois d'octobre. Il y a deux ans, j'ai abordé la question du droit ouvert à tout individu de travailler à son gré, de dépenser l'argent qu'il gagne, d'être propriétaire, d'avoir l'État à son service plutôt que comme maître. Alors qu'aujourd'hui, ces valeurs démocratiques sont l'objet de menaces de plus en plus redoutables.

Je ne suis que trop sensible, lors de mes déplacements dans le pays, au sentiment de crainte que notre mode de vie britannique soit en péril. Je le sais par les lettres que je reçois. Et je sais combien d'espoirs nous accompagnent, les espoirs de millions de gens qui sont conservateurs dans l'âme, et d'autres qui ne le sont pas, mais qui se tournent vers nous parce que leur instinct leur dit que ce qui advient à leur pays ne menace pas simplement leur liberté, mais tout ce qui a construit sa grandeur à la fois matérielle et morale.

Paul Johnson a, l'autre jour, exprimé ce sentiment en des termes émouvants, avec la clarté de l'écrivain, lorsqu'il a rendu sa carte du Parti travailliste : « J'en suis venu à apprécier, pour la première fois de ma vie

peut-être », a-t-il écrit, « la force irrésistible de ma passion pour l'énergie qui se loge au cœur de l'individu. La nécessité impérieuse de la conserver vivace, je le comprends maintenant, s'impose avec une force telle qu'elle relègue au second plan tous les autres impératifs moraux ».

Nous vivons une période inquiétante et dérangeante pour quiconque garde les yeux ouverts et chérit la liberté, mais si nous restons vigilants et conscients du danger, les hommes de bonne volonté, armés de leur force tranquille, et plus nombreux de jour en jour, finiront pas l'emporter. La responsabilité qui incombe au gouvernement conservateur est immense, et nous invite à l'humilité. Mais alors même que l'automne va laisser place à l'hiver, et que nous rassemblons nos forces pour affronter l'énorme tâche qui nous attend, faisons cette promesse au peuple britannique : cette tâche, nous allons nous en acquitter en y mettant toute notre énergie et toute notre foi. La nation peut compter sur notre indéfectible soutien.

*. 14 October 1977 – Blackpool – <http://www.margaretthatcher.org/document/103443>

BRIGHTON, 13 OCTOBRE 1978^{*}

CONTEXTE

- Le programme d'économies exigé par le FMI a engendré une gestion financière plus stricte de la part du parti travailliste (contrôle de la masse monétaire, limitation de la hausse des salaires, etc.) : l'inflation repasse sous la barre des 10 % pour la première fois depuis 1974.
- Margaret Thatcher est contestée à l'intérieur de son propre parti.
- Ce discours s'inscrit dans la perspective d'élections à venir même si Callaghan (le leader travailliste) n'a toujours pas annoncé leur tenue.

IDÉES FORTES DU DISCOURS

Le discours annuel à la conférence du parti est l'occasion pour Margaret Thatcher de dresser un bilan très négatif du leadership du Labour : « Les années Wilson-Callaghan ont laissé la Grande-Bretagne proche des derniers dans tous les classements internationaux en termes de prix, en termes d'emplois, et par-dessus tout, en termes de production et de dettes vis-à-vis du reste du monde ».

Le discours prononcé par Margaret Thatcher se veut délibérément musclé. Elle interpelle et critique de façon virulente :

- Le Parti travailliste contemporain et la politique qu'il a menée – « notre destinée a été confiée à des hommes qui se bercent d'illusions – l'illusion voulant qu'on peut dépenser l'argent qu'on n'a pas gagné sans risquer, à la fin, de courir à la faillite ou de tomber entre les griffes de ses créanciers ; l'illusion voulant que les emplois réels peuvent être créés par une décision du gouvernement d'un coup de baguette magique, de la même façon qu'on fait sortir des lapins d'un chapeau ; l'illusion voulant qu'on peut se doter d'une politique étrangère efficace en l'absence de solides moyens de défense, et qu'on peut édifier une société où règnent l'ordre et la paix sans garantir un respect absolu de l'État de droit ».
- Les leaders des syndicats – « Vous autres, leaders syndicaux, jouissez d'un grand pouvoir [...]. Mais analysez bien la situation de vos camarades syndiqués aujourd'hui, et comparez-la à celle des travailleurs dans d'autres pays libres. Êtes-vous en mesure de dire, quiconque est-il en mesure de dire, que vous avez fait un bon usage de ce pouvoir ? Vous réclamez des salaires plus élevés, des pensions de retraite plus généreuses, des temps de travail plus courts, des dépenses publiques plus fortes, des investissements plus massifs, toujours plus, plus, plus. »
- Le concept de lutte des classes – « S'il est blâmable de prêcher la haine raciale – ce qui ne fait aucun doute – pourquoi serait-il convenable de prêcher la haine de classe ? Si exciter l'animosité du public envers un homme pour la simple raison qu'il est d'une couleur de peau différente constitue un crime – ce qui ne fait aucun doute – pourquoi serait-il vertueux de susciter la même animosité simplement pour stigmatiser sa position sociale ? »

Elle réitère les fondements de sa doctrine économique, en faveur d'une politique de l'offre et d'un accroissement de la productivité : « Ce qui vous effraie, c'est l'idée que produire davantage de biens avec moins de main-

d'œuvre va induire des pertes d'emploi, et ces craintes, naturellement, augmentent dans une période de chômage élevé. Mais vous vous trompez. La bonne stratégie pour attaquer le chômage, c'est de produire davantage de biens à un coût réduit, de telle sorte que davantage de consommateurs puissent se les offrir », « Nous croyons à la nécessité de stimuler la concurrence, la libre entreprise, et les profits dans les grandes comme les petites entreprises. Les travaillistes, eux, n'y croient pas. »

Sa vision de la société est à l'opposé de celle du Labour (« Les gens ordinaires, les petits entrepreneurs, les travailleurs indépendants ne sont pas censés s'en sortir par eux-mêmes. S'ils doivent s'élever dans la société, c'est collectivement, ou pas du tout »).

Elle valorise la réussite individuelle – « Si les forts n'existaient pas, qui s'occuperait des faibles ? Freiner le progrès de ceux qui réussissent le mieux, c'est pénaliser ceux qui ont besoin de secours ».

Quelques autres sujets de société sont brièvement mentionnés au cours du discours :

- Margaret Thatcher se prononce en faveur du contrôle de l'immigration mais également d'une meilleure intégration des immigrés déjà présents sur le territoire.
- Elle plaide pour un renforcement de la défense nationale face au péril soviétique.
- Elle appelle à la restauration d'un État régalien fort afin de faire face au regain de violence (en Irlande du Nord notamment).

RÉPERCUSSIONS DU DISCOURS

- Ce discours reçoit un accueil positif au sein de sa classe politique et le Parti conservateur remportera très largement les élections générales de 1979, la propulsant à « Downing Street ».

BRIGHTON, 13 OCTOBRE 1978

Tout d'abord, je dois vous remercier, Madame la Présidente, pour cet accueil merveilleux et chaleureux. Je dois dire que ceci est la plus grosse fête d'anniversaire que l'on m'ait jamais réservée. Je ne sais pas si mes parents avaient à l'esprit le calendrier du congrès du parti, mais si le planning familial, c'est ça, alors je suis totalement pour.

L'un des membres éminents de mon cabinet fantôme m'a envoyé aujourd'hui une carte d'anniversaire qui disait : « N'envisagez pas cette date comme celle d'un nouvel anniversaire, mais plutôt comme la marque d'une année passée à maîtriser les aspects complexes d'une vie gratifiante et exigeante. » Cela m'a semblé constituer une description assez juste de la fonction.

Intéressons-nous maintenant aux affaires de la nation. La vie politique peut avoir sa part d'imprévu. Mais de monotonie, point. Le mois dernier, notre nation a eu le privilège de regarder à la télévision le premier programme qui ait jamais maquillé un cas chronique de couardise en acte de bravoure patriotique. « Tous ensemble, allons jusqu'au bout du chemin », a dit le Premier Ministre lorsqu'il a annoncé, pour sa plus grande honte, qu'il n'organiserait pas d'élections. Et il a ajouté : « Dans l'intérêt de la nation. »

Naturellement, quand il invite à aller jusqu'au bout du chemin tous ensemble, il veut dire : avec mes soutiens travaillistes. J'ai tendance à croire que nos concitoyens vont repousser cette invitation à la première occasion. Et le moment venu, nous serons prêts. Dès que le Parlement se réunira, nous ferons tout notre possible, en tant qu'opposition responsable, pour mettre fin à cette désastreuse période d'incertitude, provoquer la chute du gouvernement, et déclencher des élections législatives.

Mais je dois vous prévenir d'une chose : il n'est pas impossible du tout que, dans sa phase terminale, ce gouvernement nous offre un dernier détestable exemple de ces combines et manigances, ces petits

arrangements privés et pactes publics, ou encore ces discrets accommodements sous le manteau – et cela, toujours, « dans l'intérêt de la nation » – avant que l'équipe au pouvoir ne soit, en fin de compte reconduite, à son corps défendant, devant les électeurs. Si tel est son destin, acceptons-le. Plus nos adversaires attendront, j'en suis bien certaine, et plus dure sera leur chute. Mais plus dure aussi sera notre tâche de stopper, pour l'inverser, le déclin de la Grande-Bretagne. Notre parti offre à la nation rien moins que son renouveau, ce redressement dont elle a tant besoin, que nous avons tant attendu, avec tant de passion. Ce redémarrage sera soumis à deux conditions : un rejet franc et massif des travaillistes par l'électorat, et un engagement à nouveau derrière notre credo fondamental selon lequel l'État est à notre service et ne saurait être notre maître.

Il reste que les problèmes que nous allons devoir affronter seront considérables. Après cinq années ou presque avec les travaillistes aux commandes, le niveau de vie vient de retomber au niveau où il était quand ils sont venus aux affaires. Les années Wilson-Callaghan ont laissé la Grande-Bretagne proche des derniers dans tous les classements internationaux en termes de prix, en termes d'emplois, et par-dessus tout, en termes de production et de dettes vis-à-vis du reste du monde. Qu'ont-ils fait de notre pays en termes d'autonomie, de fierté d'un peuple, en termes de sécurité nationale, vous le savez comme moi.

Voilà donc ce que vont nous laisser en héritage les travaillistes, et le Premier Ministre ou le chancelier de l'Échiquier auront beau raconter ce qu'ils veulent, ils n'y changeront rien. Il ne leur reste plus qu'un seul service à rendre à la nation. C'est de ne pas attendre leur tour de partir, mais de partir tout de suite. Le mal qu'ils ont fait à la Grande-Bretagne est incommensurable. Nos anciens avaient édifié un pays animé d'un sentiment de fierté, d'espérance et de confiance dans l'avenir, un pays dont le rayonnement était sans commune mesure avec ses dimensions, dont la constitution assurait un équilibre entre ordre et liberté qui naguère servait

de symbole pour la Grande-Bretagne et de modèle pour le monde. Tel était l'héritage qu'ils avaient transmis jusqu'à nous.

Que penseraient-ils de la Grande-Bretagne telle que l'ont façonnée aujourd'hui les travaillistes ? Un pays où les gens se demandent : « Pourquoi travailler si on peut s'en passer ? » « Pourquoi épargner si l'argent mis de côté part dans les impôts, ou disparaît avec l'inflation, ou bien se fait manger par les deux à la fois ? » « Pourquoi produire un travail de qualité quand vous savez que vous vous en sortirez probablement aussi bien en le sabotant ? » « Pourquoi s'embêter à améliorer sa formation quand les salaires et leurs différentiels dépendent si souvent de vos relations politiques, et non de votre mérite personnel ? »

Sur le plan intérieur, nous sommes un pays profondément mal à l'aise avec lui-même ; sur le plan extérieur, la situation mondiale qu'il nous faut affronter se fait plus sombre et se charge de dangers de jour en jour. Cela n'est pas un constat qui nous est spécifique à nous, les conservateurs ; c'est une opinion partagée par d'autres chez nous et à l'étranger, et tout particulièrement ceux qui aiment notre nation et lui souhaitent tout le bonheur possible. Il est même des membres du gouvernement travailliste qui, dans leurs moments de franchise, ne disent pas autre chose. Land of hope and glory, mother of the free, cet hymne paraît toujours aussi prenant et émouvant, mais il évoque de moins en moins la nation où nous vivons aujourd'hui. Pourquoi cela ? Qu'est-il advenu à ce pays que nous pensions bien connaître ? Ce n'est pas simplement une question de savoir désigner un coupable, même si cela n'est pas sans importance. La première chose à faire quand vous voulez savoir précisément où aller, c'est de bien comprendre de quelle façon vous êtes arrivés là où vous êtes.

Quand on examine le cours des choses en Grande-Bretagne ces quatre dernières années et demie, doit-on conclure que nous avons eu à la tête du pays une équipe de gouvernants particulièrement stupides ? Non, même s'il y en a bien un ou deux à qui vous attribueriez volontiers l'épithète. Est-ce le fait d'avoir été dirigés par des gens exceptionnellement méchants ? Non. Ce ne sont pas les bonnes intentions qui ont manqué, et il y en eut

plus qu'assez pour paver le chemin usé qui mène à l'enfer. Le nœud du problème, c'est celui-ci : notre destinée a été confiée à des hommes qui se bercent d'illusions – l'illusion voulant qu'on peut dépenser l'argent qu'on n'a pas gagné sans risquer, à la fin, de courir à la faillite ou de tomber entre les griffes de ses crédateurs ; l'illusion voulant que les emplois réels peuvent être créés par une décision du gouvernement comme d'un coup de baguette magique, de la même façon qu'on fait sortir des lapins d'un chapeau ; l'illusion voulant qu'on peut se doter d'une politique étrangère efficace en l'absence de solides moyens de défense, et qu'on peut édifier une société où règnent l'ordre et la paix sans garantir un respect absolu de l'État de droit.

Ce sont de telles idées fausses, et bien d'autres encore, qui ont conduit la Grande-Bretagne là où nous sommes aujourd'hui. Certes, il est vrai que la situation ne s'est pas dégradée tout à fait aussi vite depuis la crise de 1976. C'est l'année, rappelez-vous, où Denis Healey s'est fait placer en liberté surveillée par le Fonds monétaire international. Un homme étrange que ce M. Healey. On dirait qu'il croit qu'un placement en liberté surveillée, c'est une sorte d'exploit qu'il convient de saluer. Quelqu'un devrait lui dire qu'on ne donne jamais une médaille à celui qui a mis le feu à votre maison simplement pour le remercier d'avoir appelé les pompiers.

À Blackpool, la semaine dernière, il se vantait de nouveau de ses victoires. Il percevait dans l'économie les signes d'une confiance croissante. Nous sommes à l'aube, disait-il, d'un autre « grand bond en avant ». Mais, déclara-t-il aux camarades rassemblés, les travaillistes devaient remplir deux conditions s'ils voulaient remporter les élections. La première, et je le cite de nouveau, c'était de « contrôler l'inflation ». Je suis d'accord. La seconde : « C'est notre devoir de renforcer, non d'affaiblir, l'autorité de Jim Callaghan à la tête de notre mouvement et dans le pays. » Là, je ne suis pas d'accord. « Voilà », dit M. Healey, « les questions auxquelles vous devez réfléchir avant d'exprimer vos votes ». Eh bien, les camarades ont réfléchi, et ils ont voté. Ils ont voté à une majorité écrasante pour rejeter l'intégralité de la stratégie économique du gouvernement, et

dans le même temps, si j'interprète bien les propos du Chancelier, l'autorité du Premier Ministre.

Le lendemain, M. Callaghan tenta de rétablir cette autorité en invoquant la « responsabilité incontournable » du gouvernement, qui consiste à faire face à la situation actuelle. Il resta muet à propos de sa propre responsabilité incontournable quand il s'agit de savoir qui nous a conduits à cette situation. Car telle est bien la faute dont il est coupable. Allez demander à Sir Harold Wilson et à Barbara Castle ce qu'ils ont pensé de sa « responsabilité » il y a près de dix ans lorsqu'il s'est battu bec et ongles contre leur projet de réforme des syndicats, visant à les rendre – oui – plus « responsables ». Ils lui avaient donné pour titre : « Alternative au Conflit ». Ça n'a pas plu aux syndicats. M. Callaghan a veillé à ce que le projet parte directement à la poubelle. La voie conduisant à Blackpool 1978 avait été ouverte par M. Callaghan en 1969. Il a coupé le ruban, et aussi longtemps que cela a fait son affaire, il a tranquillement poursuivi son chemin sur la voie qu'il avait ouverte sans même jeter un seul regard en arrière.

En 1974, durant le conflit avec les mineurs, quelle définition a-t-il proposé de la responsabilité ? Je vais vous le dire. Il est allé au pays de Galles et il a déclaré ceci aux mineurs : « Je suis ici en ma qualité de président du Parti travailliste britannique, parce que je tenais à venir dans les vallées minières pour associer fermement le Parti travailliste à la revendication des mineurs en faveur de salaires équitables et honnêtes. » Qu'aurait-il dit, qu'auraient dit nos concitoyens, si le président de notre parti s'était rendu dans l'est de Londres pour annoncer : « Je suis ici en ma qualité de président du Parti conservateur britannique, parce que je tenais à venir à Dagenham pour associer fermement le Parti conservateur à la revendication des ouvriers de Ford en faveur de salaires équitables et honnêtes ? »

Maintenant que la balle est dans notre camp, comment allons-nous nous comporter à son égard ? Je le rassure. Nous n'allons pas suivre son exemple. Nous n'allons pas le taxer de dénigrement systématique des

syndicats. Nous n'allons pas soutenir une grève consécutive à la rupture d'un accord. Nous n'allons pas nous comporter en irresponsables, et il le sait. Et nous ne nous réjouissons pas de sa déconfiture, car ses problèmes, ce sont les problèmes de la nation. Mais un homme qui excite l'appétit du tigre n'attire guère sur lui de compassion quand le fauve se retourne pour lui planter un coup de croc.

Aujourd'hui, la nation a pour Premier Ministre un homme dont le propre parti a désavoué la politique prioritaire et détruit la pièce maîtresse de sa stratégie électorale. Jusqu'à la semaine dernière, cette stratégie était simple. Les travaillistes jouaient la carte des syndicats, celle qu'on désigne sous le nom de « relation spéciale ». L'idée tenait en ceci. Un groupe de leaders syndicaux s'entendaient pour tâcher de faire avaler au pays leur vérité – à savoir que si on ne les laissait pas choisir les violons, il n'y aurait de musique pour personne. Remarquez bien, il n'y a jamais eu aucun dirigeant syndical pour affirmer : « Je me fais fort de renverser un gouvernement conservateur. » C'était toujours le syndicat d'à côté qui allait s'en charger. Pour les travaillistes, ce tour de passe-passe aurait eu une vertu remarquable. Il aurait permis à chaque candidat travailliste de dire sans ciller : « Posons un instant comme hypothèse que les travaillistes aient créé davantage de chômage qu'aucun autre gouvernement depuis 1945 ; puis qu'ils aient accouché d'une économie frappée de paralysie ; et encore qu'ils aient multiplié les prix par deux ; ou qu'ils n'aient rien d'autre à offrir que des nationalisations à n'en plus finir, et du dirigisme étatique en veux-tu en voilà. Il n'en demeure pas moins qu'ils savent faire le bonheur des syndicats, sans quoi l'économie se gripperait totalement. »

En résumé, vous avez là l'argument principal des travaillistes si les élections avaient eu lieu, mais des élections, il n'y en eut pas. À la place, ce fut Blackpool – et ses grandes illuminations.

Aujourd'hui, les projets politiques des travaillistes sont dans l'impasse. Il n'y a pas vraiment de quoi s'en féliciter. Nous ne souhaitons pas, pour arriver plus vite aux affaires, voir le pays s'effondrer. Nous voulons nous

faire élire afin de mieux gouverner, et non pour prouver qu'il nous serait impossible de faire pire.

Notre nation guette l'indice qui signalera que nous pouvons réussir là où les travaillistes ont échoué. Leur impasse doit nous servir de point de départ. L'idée selon laquelle seuls les travaillistes peuvent parler au monde du travail a sombré dans les flots à Blackpool. À mon tour, si vous le voulez bien, de lancer le dialogue conservateur à l'occasion de notre congrès conservateur.

Voici la réalité objective telle que je la perçois – et je m'adresse ici directement aux leaders syndicaux.

« Nous autres, conservateurs, nous n'avons pas la formule magique pour réussir du premier coup. Elle n'existe pas. Mais au moins nous partons avec un avantage sur les autres.

« Nous savons ce qu'il ne faut pas faire. Le chemin à suivre est clairement signalé.

« Si le gouvernement prélève trop d'impôts, tout le monde va vouloir des augmentations de salaires.

« Si le gouvernement vole à la rescousse de ceux qui négocient sans esprit de responsabilité, d'où vient l'argent utilisé ? De la poche de ceux qui négocient de manière responsable.

« Si le gouvernement tente de placer tout le monde sur un même pied d'égalité, au moyen de politiques des revenus rigides reconduites année après année, il fait table rase des initiatives individuelles.

« Si le gouvernement applique ces mesures en recourant, comme chez les gangsters, au chantage et à la pratique de la liste noire, il sape les fondements de sa propre autorité et de celle du Parlement.

« Des années durant, le mal anglais est venu de la philosophie de la lutte des classes. Nombreux sont ceux, dans l'industrie, qui portent encore en eux ce virus. Ils continuent de considérer l'usine non comme un lieu de travail mais comme un champ de bataille. Quand une telle chose se produit, la notion d'un intérêt commun partagé par les employeurs et les

employés part en fumée ; tout comme vole en éclats cet axiome voulant que, si votre entreprise prospère, vous vous enrichirez avec elle.

« Vous autres, leaders syndicaux, jouissez d'un grand pouvoir. Vous pouvez en faire un bon comme un mauvais usage. Mais analysez bien la situation de vos camarades syndiqués aujourd'hui, et comparez-la à celle des travailleurs dans d'autres pays libres. Êtes-vous en mesure de dire, quiconque est-il en mesure de dire, que vous avez fait un bon usage de ce pouvoir ? Vous réclamez des salaires plus élevés, des pensions de retraite plus généreuses, des temps de travail plus courts, des dépenses publiques plus fortes, des investissements plus massifs, toujours plus, plus, plus.

« Mais ce "toujours plus", ou faut-il aller le chercher ? C'est fini, le "toujours plus". Certes, on peut toujours avoir plus, mais ça n'est possible que si nous conjugons tous nos efforts pour le produire. On ne peut pas plus dissocier la question des salaires de celle de la capacité de production, qu'on ne peut dissocier les deux lames d'une paire de ciseaux et vouloir en même temps conserver son tranchant.

« Et le moment est venu de vous dire en toute franchise, à vous les chefs des syndicats : vous êtes souvent vos pires ennemis. Pourquoi n'y a-t-il pas davantage à distribuer ? Pour la bonne raison que, trop souvent, les pratiques corporatistes vous interdisent de profiter de la seule chose que vous ayez à vendre – votre productivité. Ces comportements corporatistes se sont incrustés à la vie industrielle comme des arapèdes s'accrochent à leur rocher. Ils se manifestent depuis près d'un siècle. Ils ont été conçus pour vous garantir de toute exploitation, mais ils sont devenus le principal obstacle à votre prospérité. Comment en serait-il autrement ? Quand deux hommes insistent pour faire le travail d'un seul, chacun ne peut toucher qu'une moitié du salaire.

« Je comprends vos craintes. Ce qui vous effraie, c'est l'idée que produire davantage de biens avec moins de main-d'œuvre va induire des pertes d'emploi, et ces craintes, naturellement, augmentent dans une période de chômage élevé. Mais vous vous trompez. La bonne stratégie pour attaquer le chômage, c'est de produire davantage de biens à un coût

réduit, de telle sorte que davantage de consommateurs puissent se les offrir. C'est précisément ce que font aujourd'hui, et depuis des années, le Japon et l'Allemagne, qui ont été cités – et à juste titre – plusieurs fois cette semaine. Ces deux pays ont acquis une part importante, et croissante, de nos marchés. Ces deux pays viennent vous prendre vos clients, et vous subtiliser vos emplois.

« Bien entendu, en Grande-Bretagne, nous sommes conscients de la réussite allemande, et nous la voulons pour nous-mêmes – le même niveau de vie, la même capacité de production, le même taux réduit d'inflation. Mais ne l'oubliez pas, tout cela est allé de pair en Allemagne avec un contrôle strict de la masse monétaire, l'absence de politique rigide des revenus, moins d'interventionnisme de l'État que chez nous, une pression fiscale moindre, et des syndicats qui gardent un œil fixé sur l'avenir, au lieu de se livrer sans cesse à des batailles du passé.

« Nous promettons de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour reconstruire une Grande-Bretagne libre et prospère. Nous croyons aux vertus de la négociation collective réaliste et responsable, libre de toute interférence gouvernementale. Les travaillistes, eux, n'y croient pas.

« Nous croyons à la nécessité de stimuler la concurrence, la libre entreprise, et les profits dans les grandes comme les petites entreprises. Les travaillistes, eux, n'y croient pas.

« Nous croyons en la réduction significative de l'impôt qui pèse sur le salaire qu'on vous verse. Les travaillistes n'y croient pas. Nous créerons les conditions qui permettront de protéger l'argent que vous gagnez et l'argent que vous épargnez.

« Nous ferons tout cela. Je vous en fais la promesse. Nous jouerons pleinement notre rôle si vous, leaders syndicaux, jouez le vôtre en toute responsabilité.

« La responsabilité ne peut pas être définie par le gouvernement qui fixerait un pourcentage donné pour tout un chacun, parce que les circonstances jouent différemment pour chaque entreprise du pays, libre ou nationalisée. C'est à vous, syndicalistes, d'adopter un comportement

réaliste conforme à la réalité des faits, comme le gouvernement est tenu lui-même de le faire. Si vos exigences sont exagérées, vous allez pousser votre entreprise à la faillite et vos syndiqués au chômage. Une situation que personne ne souhaite.

« Notre démarche politique produit des résultats dans d'autres pays qui réussissent bien mieux que nous. Elle a donné des résultats chez nous au cours des treize ans de pouvoir conservateur. Les syndicats s'en sont mieux sortis, la Grande-Bretagne s'en est mieux sortie – infiniment mieux qu'à notre époque avec les travaillistes.

« Retrouvons le chemin de la réussite. »

Tel est le message que nous adressons aux syndicats.

Ce même message, vous pouvez l'entendre venant de tous les pays.

Vous pouvez même en entendre de lointains échos émanant de ministres travaillistes. J'aimerais penser que la cause en est une nouvelle répartition irréversible dans la distribution du sens commun. Mais, en réalité, il faut en trouver la raison dans la venue prochaine d'échéances électorales, ainsi que dans cette marée montante de protestations de la part de chacun des contribuables, propriétaires et parents de ce pays.

J'attends avec une certaine impatience de percevoir les signes d'une conversion pérenne des travaillistes au sens commun et, les élections passées, de constater qu'ils forment une opposition efficace dans la nouvelle Chambre des communes.

Jusque-là, j'ai principalement parlé de la faillite pratique et matérielle que représentent les quatre dernières années de pouvoir travailliste, et de la manière dont nous allons commencer à remettre le pays sur ses rails. Je voudrais maintenant aborder un aspect des choses qui a causé un tort immense à notre pays.

Nous sommes nombreux ici à nous rappeler le Parti travailliste tel qu'il existait jadis. Dans le temps, il représentait au minimum un parti fertile en idéaux. On n'avait pas besoin d'être en accord avec ses idées pour comprendre pourquoi il exerçait cet attrait sur les déshérités ou respecter la sollicitude qu'il leur témoignait. Au fil des années, petit à petit, une

mutation s'est opérée. Je ne doute pas une seconde que ces idéaux, ces principes, sont toujours bien vivaces dans le cœur des adhérents traditionnels du parti. Mais chez les dirigeants du mouvement travailliste, quelque chose a sérieusement dérapé.

Comparez simplement les années Clement Attlee – Hugh Gaitskell avec celles de Harold Wilson et James Callaghan. De nos jours, ce n'est plus la voix de la compassion qu'on entend monter de la terre, c'est le cri rauque du Quango, l'organisme autonome d'État. Il y a peut-être disette d'emplois pour les travailleurs, mais il y en a à coup sûr des dizaines pour les jeunes cadres du parti.

Telle est la maison que Harold a construite, à laquelle son successeur n'a pas tardé à ajouter une aile ou deux qui lui appartiennent en propre.

Ils sont nombreux au Parti travailliste à se demander ce qu'il lui est arrivé. Le socialisme a tourné au vinaigre. Ce parti en est venu à symboliser trop souvent l'opportunisme, la cupidité, les privilèges, des politiques qui dressent une moitié de la société contre l'autre.

Il existe un grand nombre de facteurs pour expliquer cela. L'un d'entre eux trouve son origine dans ce sentiment le plus laid qui soit : l'envie. Cet esprit d'envie ne s'exerce pas simplement au détriment de ceux qui bénéficient des privilèges de la naissance et de la fortune reçue en héritage, à l'instar de M. Wedgwood Benn. Il vise aussi bien ceux qui ont réussi grâce à leurs efforts et à leur talent.

On le décèle dans le préjugé défavorable que les travaillistes éprouvent à l'égard des hommes et des femmes qui essaient d'améliorer leur condition et celle de leurs familles. Les gens ordinaires, les petits entrepreneurs, les travailleurs indépendants ne sont pas censés s'en sortir par eux-mêmes. S'ils doivent s'élever dans la société, c'est collectivement, ou pas du tout.

S'en prendre au mérite et à la distinction, c'est dire non à la qualité, à l'indépendance, à l'originalité, au génie, dire non à la richesse et à la diversité de l'existence.

C'est clouer au sol les agiles, les audacieux et les vigoureux, comme le fut Gulliver aux mains des Lilliputiens.

Une société conçue sur ce modèle ne peut progresser. Notre civilisation s'est construite par la volonté de générations successives motivées par l'envie de se dépasser. Sans elles, nous en serions toujours à l'âge de pierre. Si les forts n'existaient pas, qui s'occuperait des faibles ? Freiner le progrès de ceux qui réussissent le mieux, c'est pénaliser ceux qui ont besoin de secours. L'envie est un sentiment dangereux, destructeur, un facteur de discorde – et un élément révélateur. Un sentiment qui expose au grand jour le mensonge des travaillistes qui aiment à se faire passer pour le parti de la sollicitude sociale et de la compassion. C'est la pire des émotions possibles qui puisse inspirer un parti prétendument voué à améliorer la condition des humbles travailleurs.

De cette conception à la doctrine de la lutte des classes, le chemin est court. Les marxistes au sein du Parti travailliste prêchent une parole disant qu'il n'y a rien là que de légitime, de nécessaire et d'inéluctable.

Mais permettez-moi de vous soumettre la réflexion suivante. S'il est blâmable de prêcher la haine raciale – ce qui ne fait aucun doute – pourquoi serait-il convenable de prêcher la haine de classe ? Si exciter l'animosité du public envers un homme pour la simple raison qu'il est d'une couleur de peau différente constitue un crime – ce qui ne fait aucun doute – pourquoi serait-il vertueux de susciter la même animosité simplement pour stigmatiser sa position sociale ?

L'exploitation politique de la haine est condamnable – en tous temps et en tous lieux. La lutte des classes est immorale, un reliquat empoisonné du passé. Les conservateurs sont aussi faillibles, humains et donc au même degré portés à commettre des erreurs que tout autre. Mais nous ne prêchons pas la haine et nous ne sommes pas le parti de l'envie.

Ceux qui prétendent que nous sommes un parti de classe émettent une contre-vérité. Ceux qui nous taxent de racisme aussi. La détermination que nous avons montrée dans notre façon de confronter les très réels et très délicats problèmes liés au contrôle de l'immigration a provoqué en

réaction, chez les travaillistes, des tentatives honteuses pour effrayer les populations de couleur en Grande-Bretagne.

Le mois dernier, le chef du Parti libéral a mêlé sa voix à ce concert. Pour tâcher, sans aucun doute, de détourner l'attention de l'opinion des nombreux problèmes qui l'assaillent, il s'est évertué – mais où est ici la vertu ? – de frapper le Parti conservateur du stigmate de « racisme ».

Je sais bien qu'un homme qui se noie cherchera à se rattraper à la première branche. Mais j'aimerais rappeler à notre jeune M. Steel que c'est par millions que les conservateurs ont mené, à côté d'autres, et pendant cinq ans, un combat contre une idéologie raciale, alors que lui était encore en culottes courtes.

Il est vrai d'affirmer que les conservateurs vont réduire le nombre de nouveaux immigrants autorisés à venir chez nous, et le réduire substantiellement, parce qu'il existe une très forte corrélation entre l'harmonie raciale et la masse des nouveaux venus admis sur notre sol.

Mais je voudrais ajouter un mot à l'intention de ceux qui sont installés pour de bon, et en toute légalité, dans notre pays, qui y ont, comme nous-mêmes, élu domicile. Vous partagez, avec tous les autres citoyens, les mêmes responsabilités. Cela vous ouvre le droit de partager aussi les mêmes chances de réussir.

Le rapatriement de force n'est pas, et ne sera jamais, une arme dont nous userons, et quiconque vous dira le contraire travestira volontairement la vérité, pour vous tromper.

À mesure que les élections approchent, nous allons être accablés d'injures et de reproches. Mais il ne faut pas trop s'en soucier, quelle que soit l'énormité du mensonge ou l'absurdité de la charge. Ces accusations traduisent en fait la panique de nos adversaires. Par exemple, vous avez sans doute remarqué, comme l'a fait le reste de nos concitoyens, j'imagine, à quel point les choses dont on nous accuse se contredisent. À un moment, on nous reproche de ne pas avoir de ligne politique claire, et l'instant d'après, de vouloir mettre en œuvre un programme qui va déclencher les pires désastres que l'humanité ait jamais connus. À un moment, les

ministres de l'Opposition sont traités de fieffées fripouilles – on voit bien là où sont les vraies fripouilles. L'instant d'après, on les taxe de rester d'illustres inconnus. Inconnus ? Une telle saillie ne manque pas de piquant lorsqu'elle émane d'un parti qui accueille des personnalités aussi connues que – j'ai besoin de réfléchir – Stanley Orme, ou bien encore Albert Booth.

Eh bien, M. le Premier Ministre, si le gouvernement fantôme compte parmi ses membres des inconnus, nous bouillons d'impatience de nous faire beaucoup mieux connaître dès qu'il vous plaira.

Jusqu'à ce que cet instant arrive, l'incertitude où cette nation est plongée demeure, et en même temps qu'elle, c'est l'étiollement de l'une de nos plus anciennes et plus solides traditions qui persiste – le respect de la loi et la sécurité à l'abri de la loi.

Lorsque l'État de droit disparaît, c'est la peur qui s'installe. Il n'existe plus de sécurité dans les rues, les familles ne se sentent plus protégées même chez elles, les enfants sont exposés à tous les risques, les délinquants foisonnent, les personnages violents prolifèrent, et le monde cauchemardesque d'Orange Mécanique devient réalité.

Ici même en Grande-Bretagne, au cours de ces dernières années, ce monde-là s'est manifestement rapproché de nous. Nous avons perçu certains des symptômes liés à l'effritement de l'État de droit – le nombre croissant des délits qui sont restés non résolus et impunis, et en particulier les crimes de sang, les tribunaux débordés, des forces de police sous-payées et en sous-effectif, des juges insultés par un ministre de la Couronne. Il est des moments où le Parti travailliste donne l'impression qu'entre le droit et ceux qui le transgressent, ils occupent au mieux une position de neutralité.

Nous autres, conservateurs, nous ne sommes point neutres. Pour protéger la liberté de la société, nous en sommes convaincus, il est nécessaire de préserver l'État de droit. Nous sommes à cent pour cent du côté de la police, des tribunaux, des juges, et avant toutes choses, du côté de la majorité des citoyens respectueux de la loi et du droit.

À tous ceux qui se chargent de faire respecter la loi, nous nous engageons à apporter notre soutien non seulement moral mais sur le terrain. Quant à ceux qui transgressent la loi, qu'ils soient professionnels du crime équipés d'armes à feu, terroristes politiques, ou jeunes voyous agresseurs de personnes âgées, ou bien encore ceux qui pensent pouvoir attaquer des policiers en toute impunité, nous leur disons ceci : « Attendez-vous à trouver dans le nouveau gouvernement conservateur un adversaire inflexible et implacable. »

Le Parti conservateur s'engage également à défendre notre royaume. On me raconte souvent qu'il n'y a aucune voix à gagner dans le fait d'aborder les questions de défense et de politique étrangère. Eh bien, ce n'est pas cela qui va m'arrêter, surtout à l'approche des élections au Parlement européen. Et, contrairement aux travaillistes, nous allons faire en sorte de tirer le meilleur parti de notre place au sein de la communauté, et nous n'aurons pas besoin de piquêr de rappel pour nous encourager à honorer nos obligations envers l'Otan.

Il y a près de trois ans de cela, j'avais mis en garde contre le danger croissant de l'expansion soviétique. J'avais alors déclenché une réaction hostile immédiate de la part du ministre de la Défense travailliste et des dirigeants soviétiques – curieuse alliance, me direz-vous, venant d'un membre du gouvernement britannique. Que s'est-il passé depuis ce discours ?

L'Union soviétique, avec la complicité de ses mercenaires cubains, a effectué sa mainmise marxiste sur l'État de l'Angola ; l'Éthiopie est devenue un bastion communiste dans la Corne de l'Afrique ; on dénombre peut-être 10 000 Cubains sur ce continent, ce qui représente une menace mortelle pour toute l'Afrique du Sud. Et à mesure que la menace soviétique se faisait plus sérieuse, le gouvernement travailliste s'appliquait à affaiblir la Grande-Bretagne. Il a opéré des coupes dans notre défense à maintes reprises. Nous n'avons plus que 74 avions de combat pour défendre notre pays. Nous en avons perdu le double au cours d'une simple semaine durant la bataille d'Angleterre.

Je sais fort bien que les Phantoms ont de nombreuses fois la puissance de feu du Spitfire ou du Hurricane, mais en quoi est-ce utile si vous êtes à court de Phantoms ? Il existe un seuil minimal au-dessous duquel nos forces de défense ne peuvent être autorisées à chuter sans que notre sécurité ne soit menacée. Or, ce seuil, elles l'ont franchi. Et je fais devant vous cette promesse : retrouver ce seuil minimal, ce sera le premier engagement financier à partir de nos ressources nationales que prendra le gouvernement conservateur.

Ce ne sera pas une tâche facile, mais on ne lésine pas sur la sécurité. Lésinez, et vous perdrez. Les conservateurs veilleront aussi à ce que nos forces armées soient convenablement rémunérées. Elles remplissent un rôle indispensable à l'intérieur comme à l'extérieur de nos frontières, et la moindre de leurs missions n'est pas en Irlande du Nord.

J'ai passé trois journées mémorables et émouvantes en Irlande du Nord en juin. La constance et la patience manifestées par les hommes et les femmes de cette Province, qui ont subi tant de souffrances pendant dix années de terreur, c'est quelque chose que je ne saurais oublier. Je sais que certains disent : « Laissez-les régler leurs propres problèmes, et rapatriez nos soldats. » À ceux-là, je me dois de répondre : « Si vous vous lavez les mains de l'Irlande du Nord, alors c'est dans le sang que vous les lavez. » Aussi longtemps que l'Ulster souhaitera demeurer au sein du Royaume-Uni, cette union perdurera. Telle est la position du Parti conservateur, et telle sera la position du prochain gouvernement conservateur.

Parlons de ce prochain gouvernement conservateur. J'ai dit ce que quatre années de pouvoir travailliste ont fait au pays, sur le plan matériel et moral, à l'intérieur comme à l'extérieur de nos frontières. À la suite de la session de cet après-midi, plus personne ne pourra à nouveau prétendre qu'il n'existe guère de différence entre les deux partis. Au contraire, tout, absolument tout nous oppose, et si telle est la volonté de la nation, nous montrerons à nos compatriotes comme au reste du monde en quoi consiste cette différence.

Puis-je conclure sur une note personnelle ? Il y a de cela très longtemps, j'ai appris deux leçons concernant la vie politique – il faut avoir la foi en quelque chose, et ne rien prendre pour argent comptant. Lorsque nous nous reverrons, les élections auront eu lieu. Je ne veux pas vendre la peau de l'ours, mais une foi m'anime : j'ai confiance que notre heure va arriver, et je prie pour que, lorsque ce temps sera venu, nous en fassions bon usage, car la tâche de restaurer l'unité et le bon renom de notre nation s'annonce immense.

Je me retourne vers le passé, et j'y vois les grandes figures qui ont dirigé notre parti ; après plus de trois ans, je me sens encore un rien étonnée de ce que la responsabilité d'occuper leur place me soit échue. Et maintenant, alors que le jour fatidique s'approche, je sollicite votre aide, et pas seulement la vôtre – celle aussi de tous les hommes et de toutes les femmes qui comptent sur nous et partagent notre espérance d'un nouveau départ.

Il va de soi qu'au Parti conservateur, nous souhaitons la victoire, mais cette victoire, il nous faut la remporter pour la meilleure des raisons – non pas le pouvoir pour nous-mêmes, mais pour faire en sorte que cette nation qui est la nôtre, et que nous aimons si passionnément, retrouve le chemin de la dignité, de la grandeur et de la paix.

Il y a trois ans, j'ai dit que nous devons panser les plaies d'une nation divisée. Je le répète aujourd'hui avec un sentiment d'urgence encore plus fort. Car là existe une cause qui nous rassemble et nous réunit. Il nous faut réapprendre à ne former qu'une nation, sinon nous cesserons d'être cette nation. Tel est notre acte foi conservateur. Il exprime ma foi et ma vision personnelles. Alors même que nous nous préparons à gouverner et servir le pays, que ce credo soit la source de notre force et de notre inspiration. Ainsi non seulement la victoire sera bien la nôtre, mais nous serons sûrs de pleinement la mériter.

*. 13 October 1978 – Brighton – <http://www.margaretthatcher.org/document/103764>

**INTERVENTIONS
COMME PREMIER MINISTRE
ET LEADER DU PARTI CONSERVATEUR**

BLACKPOOL, 12 OCTOBRE 1979^{*}

CONTEXTE

- La période de l'hiver 1978-1979 a été surnommée l'« hiver du mécontentement » : de très nombreuses grèves paralysent l'ensemble du pays.
- Ce discours annuel est le premier de Margaret Thatcher en tant que leader du pays après sa large victoire le 4 mai 1979 (le Parti conservateur obtient une majorité de 43 sièges : il s'agit de la plus écrasante victoire depuis celle du Labour sur Churchill après la guerre).
- À l'international, l'ancienne colonie britannique de la Rhodésie, qui s'est unilatéralement déclarée indépendante en 1965, est le théâtre d'affrontements violents.
- Le 27 août 1979, Lord Mountbatten (cousin de la reine d'Angleterre) est assassiné par une bombe de l'IRA.

IDÉES FORTES DU DISCOURS

Margaret Thatcher détaille les premières mesures prises par le Parti conservateur au pouvoir : augmentation des salaires de la police et de la

défense, exonération fiscale des pensions des veuves de guerre, premières ventes des logements sociaux, etc.

Sur le plan économique :

- Margaret Thatcher rappelle les quatre principaux défis économiques auxquels la Grande-Bretagne doit faire face : lutter contre l'inflation, diminuer les dépenses publiques, baisser l'impôt sur le revenu et réformer les syndicats :
 - Elle explique que la maîtrise de l'inflation et la baisse des dépenses publiques et des taux de taxation sont des enjeux liés, que leur mise en œuvre va prendre du temps, mais annonce qu'elle se montrera résolue dans sa tâche.
 - Elle détaille les grandes lignes de la réforme des syndicats : vote à bulletin secret, fin du piquet de grève, etc.
- Elle affiche son intention de mettre en place une politique de l'offre et non de la demande : « La clé de la prospérité, ce n'est pas gagner plus, c'est produire plus. »
- Elle souhaite soutenir la création d'entreprise : « Je parle depuis un moment des problèmes sérieux et délicats auxquels est confronté le monde industriel – surtout celui des grandes entreprises. Mais l'avenir de ce pays repose principalement sur le succès des PME ». « On a fait croire à l'opinion publique qu'il fallait impérativement choisir entre, d'une part, une société capitaliste créatrice de richesses et, de l'autre, une société chaleureuse et compatissante. Mais ce choix est pure fiction. Les nations industrielles qui produisent et vendent plus que nous sont également celles qui se sont dotées de meilleurs services sociaux et prodiguent de meilleures pensions de retraite que nous. Et c'est précisément parce qu'elles disposent de puissantes industries créatrices de richesses qu'elles peuvent offrir de meilleures prestations sociales que nous autres. »

Sur le plan intérieur et international :

- Margaret Thatcher pointe du doigt le coût budgétaire pour le pays de la participation à la Communauté européenne : « Nous sommes un membre bien investi dans la Communauté. Mais cela ne signifie pas que nous sommes satisfaits de la tournure que prend sa politique générale. Si rien n'est fait, nous nous retrouverons en 1980 avec la perspective de devoir payer à nos partenaires européens un milliard de livres de plus que nous ne recevons d'eux. »
- Elle recommande une vigilance constante à l'encontre de l'Union soviétique.
- Elle condamne fermement le terrorisme de l'IRA : « À ceux qui cherchent à faire progresser leur cause en recourant à la violence, et qui se proclament soldats d'une armée qui combat pour la liberté, je veux dire, en reprenant les mots du lord chancelier : "Des hommes comme eux ne sont pas des soldats. Ils ne forment pas une armée. Ils ne se battent pas pour la liberté. Ils se battent pour les forces du désordre." » « Nous qui croyons en la seule liberté qui mérite ce nom – la liberté garantie par l'État de droit. »

BLACKPOOL, 12 OCTOBRE 1979

M. le Président, depuis notre dernier congrès, il s'est produit un ou deux changements sur la scène politique. À l'époque, comme vous l'avez si justement fait observer, je me suis adressée à vous en ma qualité de chef de l'opposition. Je suis très heureuse d'avoir été promue au rang de Premier Ministre. C'est un rôle que je préfère nettement à l'autre.

Comme vous le savez sans doute, je suis la première... chercheuse en chimie à occuper ces hautes fonctions, et j'espère que d'autres emprunteront ce même chemin – mais pas trop tôt, enfin, il n'y a pas d'urgence. En fait, si vous en êtes d'accord, j'espère rester à vos côtés un certain temps encore.

La tâche que vous m'avez confiée est à la fois un suprême honneur et la plus formidable des gageures. Désormais, plus que par le passé, ma

responsabilité est engagée non seulement vis-à-vis du parti, mais de la nation. Je sais que vous le comprenez, et ne souhaiteriez pas qu'il en fût autrement. Mais avant d'aborder la question des tâches qui nous attendent au service de la nation, peut-être pouvons-nous nous accorder, à l'occasion de ce grand rassemblement de notre parti, un ou deux instants pour fêter notre victoire, pour dire « merci », et pour nous souvenir.

Le jeudi 3 mai, nous avons remporté une magnifique victoire. Oui vraiment, la victoire du réalisme et du sens de la responsabilité. Celle aussi de la conviction et de l'engagement – la conviction et l'engagement qui furent les vôtres. Celle encore de la loyauté et du dévouement – la loyauté et le dévouement qui furent les vôtres. Tout au long de ces années dans l'opposition, vous avez gardé votre foi intacte ; comme vous allez la conserver intacte encore, je le sais, pendant ces bien plus longues années de pouvoir conservateur qui vont suivre.

Une victoire électorale comme celle que nous avons remportée n'aurait pas été possible sans un travail d'équipe. Il serait injuste de sortir du lot tel ou tel pour les féliciter. Une ou deux mentions spéciales s'imposent toutefois. Nous sommes extraordinairement redevables à nos agents électoraux qui ont magnifiquement rempli leur mission. Et il me faut aussi remercier Lord Thorneycroft. Il figure parmi les présidents les plus remarquables que le Parti conservateur ait pu compter. Cette année-ci, il a ajouté un nouveau chapitre à son mémorable état de service pour le bien du parti et de la nation.

Pour finir, je tiens à adresser mes remerciements personnels à une personne qui ne fit, et ne fait, jamais défaut lorsqu'il s'agit de prêter sa force et son autorité à notre cause, et spécialement dans les moments difficiles. Aucun chef de parti ne peut avoir reçu de conseils aussi avisés et loyaux que ceux qui m'ont été prodigués par mon ami et mon adjoint, Willie Whitelaw. Et mon mari a été lui aussi absolument merveilleux. La victoire, à laquelle vous tous réunis dans cette salle de congrès avez tellement contribué, il a fallu cinq années pour l'obtenir, mais quand elle est arrivée, comme nous l'avons trouvée belle. Nous avons gagné avec le

record des déplacements de voix et la plus forte avance enregistrés depuis la guerre.

J'ai été particulièrement heureuse du soutien que nous avons reçu : le vote syndical le plus massif de notre histoire ; celui des jeunes, si nombreux sous les travaillistes à se sentir privés d'avenir, et qui se sont tournés vers nous ; et celui de tous ceux qui votaient travailliste auparavant, et qui, cette fois-ci, ont glissé dans l'urne un bulletin conservateur.

Sortir victorieux d'une consultation électorale, c'est une fantastique aventure, mais ce n'est que le prologue à cette mission vitale, celle de gouverner le pays. L'œuvre que le nouveau gouvernement conservateur vient d'entreprendre est la plus complexe et la plus exigeante qu'aucun exécutif ait eue à assumer depuis la guerre.

Nous n'avons pas perdu une minute. Nous avons commencé par augmenter les salaires de nos policiers et de nos forces armées, et honoré ainsi notre promesse – ils le méritaient bien. Nous avons lancé la vente des maisons et appartements à loyer modéré. En juin, nous avons présenté notre premier budget. Nous avons réduit l'impôt sur le revenu pour toutes les tranches. Nous avons veillé à protéger les retraités des effets de l'inflation. Les augmentations programmées pour le mois prochain seront, en termes de trésorerie, les plus fortes jamais consenties. Et les pensions des veuves de guerre ne seront plus assujetties à l'impôt. Justice leur est enfin rendue. Mais tout cela n'est qu'un début. Pour le gouvernement que je dirige, ce ne sont pas les cent premiers jours qui comptent – encore qu'on puisse en être plutôt fier, comme vous-même, M. le Président, l'avez remarqué. L'important, ce sont les cinq premières années – et les cinq qui suivront. Il nous faut réfléchir en termes de plusieurs années parlementaires.

Notre mission, c'est de faire prendre à notre pays une direction nouvelle, de changer notre vision des choses, de faire naître une attitude d'esprit totalement différente. Est-ce possible ?

Eh bien, nos compatriotes ont lancé le mouvement, en nous élisant ; certains l'ont fait en partageant la conviction passionnée qui est la nôtre ; d'autres ont suivi, davantage animés par l'espoir que par une foi en nous, et en croisant fort les doigts. Je comprends leur prudence. Ils ont entendu tant de promesses dans le passé, des promesses qui n'ont pas été tenues : rien d'étonnant à ce qu'ils se montrent sceptiques. Et impatients. J'en entends déjà certains dire : « Les conservateurs sont au pouvoir depuis cinq mois. Rien n'a vraiment changé pour le mieux. Que se passe-t-il ? Est-ce qu'ils vont y arriver ? » À ceux-là nous disons : oui, les conservateurs vont y arriver. Ils feront ce qu'ils ont dit. Mais il va leur falloir du temps. Du temps pour s'occuper des problèmes qui ont été négligés pendant des années ; du temps pour changer la façon dont les gens appréhendent le rôle que le gouvernement peut jouer vis-à-vis des citoyens, et le rôle que ces mêmes citoyens peuvent jouer pour s'aider eux-mêmes ; du temps pour dissiper ce manque de confiance en soi nourri par des décennies de soumission à l'État, perçu comme devant exercer son autorité sur les gens plutôt que de se mettre à leur service. Tout cela va prendre du temps et rien ne se fera tout seul.

La vie n'a jamais été facile pour nous. On ne voit d'ailleurs pas pourquoi elle aurait dû l'être. De tout temps, il nous a fallu travailler pour gagner notre pain – à la dure. Dans le passé, nous ne nous sommes jamais posé de questions. Nous disposions sur le plan technique d'un grand savoir-faire, de solides qualités et d'une remarquable fiabilité. Nous savions fabriquer, nous savions vendre. Nous étions ponctuels pour nos livraisons. Le monde achetait anglais et les meilleurs produits étaient anglais. Pas allemands. Pas japonais. Anglais. Et ce n'était pas tout. Nous savions très bien que pour conserver notre avance, il nous fallait évoluer. Et c'est vers nous qu'on regardait pour savoir de quoi l'avenir serait fait.

Notre réussite économique ne se construisait pas à coups de subventions de l'État, ni en protégeant les emplois d'hier pour mieux repousser ceux d'aujourd'hui. Elle ne se construisait pas non plus en jouant sur l'envie, l'agressivité, la guerre permanente entre patrons et ouvriers,

ou entre les collègues de travail eux-mêmes. Nous ne sommes pas devenus l'atelier du monde en battant tous les records de jours de grève. Je me souviens de ces mots que j'ai vus inscrits sur une vieille banderole syndicale : « Tous unis pour la solidarité, et non coalisés pour nuire ». Nous étions comme cela. Aujourd'hui, nous avons toujours à notre actif de grandes entreprises, de grandes industries, une production de qualité abondante, mais nous ne produisons pas assez. Certains secteurs industriels, qui dépassaient leurs concurrents de la tête et des épaules, ont connu le déclin et la chute. On a raconté que la guerre nous avait cassé les reins. Ceux qui ont subi la défaite totale auraient-ils été moins brisés que nous ? Non, mais en temps de paix, ils s'en sont sortis infiniment mieux que nous. On raconte aussi que la Grande-Bretagne a fait son temps, que nous avons eu notre heure de gloire, et que le meilleur avenir qu'on puisse espérer est celui qui sera du goût de M. Benn. Je refuse tous ces faux-fuyants. Il est certain que nous sommes confrontés à d'immenses problèmes, qui se sont auto-alimentés au fil des années, et sont devenus de plus en plus difficiles à résoudre. Nous les avons tous identifiés. Ils plongent jusqu'à la racine des espérances et des inquiétudes éprouvées par les citoyens ordinaires – inflation élevée, chômage élevé, fiscalité élevée, relations patronat-syndicats désastreuses, et productivité la plus basse de tout le monde occidental.

On a fait croire à l'opinion publique qu'il fallait impérativement choisir entre, d'une part, une société capitaliste créatrice de richesses et, de l'autre, une société chaleureuse et compatissante. Mais ce choix est pure fiction. Les nations industrielles qui produisent et vendent plus que nous sont également celles qui se sont dotées de meilleurs services sociaux et prodiguent de meilleures pensions de retraite que nous. Et c'est précisément parce qu'elles disposent de puissantes industries créatrices de richesses qu'elles peuvent offrir de meilleures prestations sociales que nous autres. On semble, chez nous, avoir totalement oublié l'équilibre qui existe entre production industrielle et protection sociale. C'est cet équilibre que nous devons nous attacher à trouver. Et convaincre en outre

nos concitoyens qu'ils peuvent, par leurs propres efforts, non seulement mettre un terme au déclin de notre nation, mais en inverser le cours, et cela requiert des modes de pensée nouveaux, de la ténacité, et une volonté de changer totalement notre appréhension de la réalité. La nation est-elle prête à regarder cette réalité en face ? Je suis sûre que oui. Nos compatriotes en ont assez de ces fausses aurores et de ces promesses faciles. Si le scénario de notre récit national doit s'infléchir, il nous incombe à nous, conservateurs, de rallumer la flamme que des années de socialisme ont pratiquement consumée.

En avons-nous reçu l'autorité ? Le mois dernier, j'ai été accusée d'« exhiber un mandat truqué ». En démocratie, le terme de « mandat » ne veut pas dire que votre électeur a lu et accepté le programme électoral de son parti dans sa totalité, que non seulement il en connaît tous les détails, mais qu'en plus il se prononce pour l'ensemble des projets. Si c'était le cas, ce serait absurde.

Parmi ceux qui votent en faveur d'un parti politique, on en trouvera toujours qui n'ont pas lu le programme électoral du début à la fin. Parmi ceux qui votent en faveur d'un parti politique, on en trouvera toujours qui n'ont rien lu du tout du programme. Lorsqu'un électeur, en revanche, se décide pour qui il va voter et qu'il glisse son bulletin dans l'urne, il a bien en gros une idée des orientations générales du parti de son choix. En ces temps de communication de masse, on n'a guère le moyen de faire autrement, et ceux qui ont voté pour nous savaient quelles étaient nos options politiques générales, et qu'en votant pour nous, ils soutenaient ces options. Tel était, et tel est toujours, notre mandat, et nous avons toute légitimité pour le mettre en œuvre, et c'est bien ce que nous allons faire.

Examinons à présent quatre questions économiques ; elles méritent examen, parce qu'elles ont été au centre de la campagne menée par notre Parti conservateur. Ce sont l'inflation, les dépenses publiques, l'impôt sur le revenu, et les relations avec les organisations syndicales. Ce ne sont pas des questions que l'on peut distinguer et dissocier. Elles ne se laissent pas prendre ni discuter séparément, sur le mode de « passons maintenant au

thème suivant... », comme si elles n'avaient rien à voir entre elles. Bien au contraire, elles sont très liées. Comment baisser les impôts sans tailler dans les dépenses publiques ? Demandez au ministre des Finances. Demandez au premier secrétaire au Trésor. Ils sont très au fait de ces choses-là. Ce sont eux qui sont chargés des deux missions. C'est votre impôt qui finance les dépenses publiques. Le gouvernement ne dispose d'aucune ressource en propre. Le seul argent dont il peut user, c'est celui du contribuable. Bien entendu, si nous avions des moyens, nous pourrions réfléchir à des manières de les dépenser. Pour financer des hôpitaux qui auraient dû être modernisés depuis des années ; venir davantage en aide aux personnes âgées, aux malades et aux invalides. Mais l'État, sous une forme ou une autre, dépense déjà la moitié de notre revenu national. M. le Président, si jeter l'argent par les fenêtres comme les travaillistes l'ont fait, permettait de venir à bout de tous les problèmes, nous n'aurions plus rien à faire.

Ainsi donc, dépenses publiques et fiscalité sont liées.

Et l'inflation est un problème d'importance qui ne peut trouver de solution si on ne taille pas dans les dépenses publiques. Si l'État se montre trop dépensier, et s'il emprunte de l'argent ou fait marcher la planche à billets pour résorber le déficit, alors les prix et les taux d'intérêt vont être emportés dans une spirale ascendante – le mécanisme de l'inflation – et les pauvres, les retraités, les jeunes qui viennent d'accéder à la propriété, tous vont en souffrir.

Certains croient, malgré tout, qu'ils bénéficient du droit contractuel de se soustraire aux effets de l'inflation. S'ils sont regroupés dans un puissant syndicat doté d'un pouvoir suffisant qui leur permet d'imposer leur volonté à une population qui souffre.

Quelle folie, chaque hiver que Dieu fait, que ces batailles rangées où les puissants syndicats infligent tant de dommages aux industries dont dépend le niveau de vie de leurs membres ; les conflits engagés pour obtenir des majorations de salaires se déroulent sans qu'on se soucie un instant des niveaux de production, des profits, ou de tout autre indice de

performance. Ils ne tiennent aucun compte de cette réalité : il existe un lien insécable entre prospérité et production.

Depuis le début de cette année 1979, il s'est rarement passé une semaine sans que l'une ou l'autre des organisations syndicales réclame une augmentation de salaire. À écouter le concert des revendications salariales, on en arriverait à penser qu'en majorant les traitements de tout le monde de cent pour cent au plan national, on trouverait la solution universelle à nos problèmes économiques. Mais nous savons tous fort bien que tout ce qu'on gagnerait, ce seraient des prix multipliés par deux. Personne au bout du compte ne se retrouverait avec davantage à manger, davantage pour se vêtir, davantage de rien du tout.

La clé de la prospérité, ce n'est pas gagner plus, c'est produire plus. Au cours de cette année 1979, vous avez tous eu les oreilles rebattues par des discussions interminables à propos des niveaux des salaires. Combien de fois vous est-il arrivé d'entendre des discussions similaires sur les moyens d'augmenter les niveaux de production ?

La raison pour laquelle, aujourd'hui, la Grande-Bretagne occupe la troisième position dans le classement des nations les plus pauvres de la Communauté européenne, a peu de choses à voir avec les salaires, mais elle est totalement liée à notre capacité de production. Nous fantasmons sur le niveau de cette capacité atteint par les Allemands. La vérité est on ne peut plus simple : combinez les salaires d'Allemagne à la production de la Grande-Bretagne, et au bout vous obtenez de l'inflation.

Et c'est exactement cela qui s'est passé.

Les syndicats négocient des augmentations de salaires que leurs membres n'ont pas méritées. L'entreprise consent des majorations de salaires qu'elle n'a pas les moyens d'accorder. Les prix à la consommation grimpent. L'État fait marcher la planche à billets pour enclencher le processus, et le gouvernement reçoit des congratulations unanimes pour avoir si bien su jouer son rôle d'honnête intermédiaire, avec distribution ou non de bière et de sandwiches dans les salons du Premier Ministre.

Tel est le scénario immuable qui s'est reproduit pendant des années. On y a gagné le secteur industriel le moins concurrentiel, la croissance économique la plus atone, et le taux d'inflation le plus élevé, de tout le monde industriel. Au sein du monde syndical, la leçon qu'on en a tirée, c'est que le militantisme a une nouvelle fois payé, et que l'entreprise avait bien les moyens de céder aux revendications. Ce qui est faux. L'État s'est simplement sorti d'affaire avec sa planche à billets – jusqu'à la prochaine fois.

Le gouvernement tient à tisser des liens de coopération les plus solides possible avec ses deux partenaires sociaux, et nous ferons tout pour travailler nous aussi dans ce sens. Mais jamais – et je dis bien jamais – nous ne ferons tourner la planche à billets dans le but de financer des accords salariaux déraisonnables.

Juguler l'inflation, limiter les dépenses publiques et diminuer les impôts, telles sont les trois premières étapes, interdépendantes, d'un long processus. La quatrième que j'ai mentionnée consistera à introduire certaines modifications limitées, mais essentielles, dans la législation portant sur les relations avec le monde syndical. Nous sommes tenus de passer par ces réformes par le fait que, ainsi que nous l'avons constaté l'hiver dernier, il existe un décalage dans ce domaine entre le droit et les exigences de la situation. Quand le mouvement syndical a pris forme, son objectif était d'obtenir pour les membres syndiqués, de la part des employeurs, une rétribution équitable en échange de leur travail. Mais de nos jours, le conflit d'intérêt n'oppose pas tant les syndicats et le patronat que les syndicats et la nation, dont les travailleurs syndiqués et leurs familles forment une large proportion. Ce sont nos compatriotes, en Grande-Bretagne, qui sont les premières victimes des souffrances que les grèves font subir au pays. Nous avons l'obligation de trouver un équilibre juste et équitable entre, d'une part, le droit d'un employé de refuser de fournir la force de son travail et, de l'autre, la volonté d'une petite minorité d'imposer sa loi à la vaste majorité des autres.

En tant que gouvernement, comme Jim Prior l'a déclaré hier, nous ne pouvons ni ne voulons contraindre personne, mais il est de notre pouvoir et de notre volonté de protéger les individus de toute forme de contrainte. Ainsi donc, avant la fin de l'année, nous allons légiférer sur les votes à bulletin secret, les piquets de grève de solidarité et le monopole syndical d'embauche.

Dans leur majorité, les syndiqués de base, qui ont été si nombreux à élire ce gouvernement, ont réservé un accueil favorable à nos propositions. Je veux croire que les leaders syndicaux ayant affirmé qu'ils coopéreraient avec le gouvernement élu en place les accepteront également. L'époque où les employeurs étaient les seuls à souffrir des grèves est depuis longtemps révolue. De nos jours, ces grèves ont le même impact sur les travailleurs syndiqués et leurs familles que sur nous. Une organisation syndicale, à elle toute seule, a le pouvoir de nous priver tous, assez facilement, de charbon, de produits alimentaires, ou de moyens de transport. Ce qu'elle n'a pas le pouvoir de faire, en revanche, c'est de protéger ses membres d'actions semblables menées par d'autres organisations. Si les écoles et les hôpitaux sont fermés, s'il n'y a pas d'essence à la pompe, pas de matières premières dans l'atelier de l'usine, les syndicats sont aussi désarmés que les autres, et quand il faut payer pour les arrêts de travail, les camarades syndiqués doivent à leur tour sortir l'argent de leur poche.

Il n'y a pas longtemps de cela, une grève a été organisée pour empêcher l'envoi par la poste des factures de téléphone. Pour le moment, tout va bien, mais attendez seulement de les recevoir. Cette grève aura coûté 110 millions de livres à la Poste. Cette somme devra être réglée par tous les abonnés. Une perte sèche de 110 millions de livres, provoquée par une grève impliquant 150 employés d'un service public. Quelle absurdité. La récente grève de deux jours par semaine décidée par le syndicat d'ingénierie a fait perdre, en ventes, à ce secteur d'industrie, 2 milliards de livres. Il est probable qu'on ne compensera jamais ces ventes, et certain que vont disparaître une partie des emplois qui y sont liés. Et qui va exulter ? Les Allemands, les Japonais, les Suisses, les Américains.

Au lieu d'exporter des produits d'ingénierie, nous aurons exporté des postes d'ingénierie. Et qui va en souffrir ? Les travailleurs syndiqués auteurs de ces grèves. Je pense que la nation reconnaît, et cela depuis longtemps, que la puissance des syndicats manifeste l'effet d'un déséquilibre. C'est pourquoi l'opinion publique se trouve de notre côté pour demander qu'on légifère dans le sens d'une réforme syndicale. Permettez-moi de m'exprimer brièvement sur cette question. Nous accordons une importance particulière à la pratique du vote à bulletin secret. Nous croyons fermement que l'énorme pouvoir détenu par les syndicats exige en retour, de leur part, qu'ils rendent plus largement des comptes à leurs propres membres. Nous sommes particulièrement préoccupés par le fonctionnement du monopole syndical d'embauche. Au même titre que les piquets de grève de solidarité, c'est une pratique qui permet à de petits groupes d'imposer la fermeture de secteurs industriels entiers avec lesquels ils n'ont aucun lien direct.

Osez franchir le piquet de grève pour rejoindre votre poste de travail, et vous risquez de perdre à la fois votre carte de syndiqué et votre emploi, comme l'a dit hier de façon si frappante Stan Sorrell. Il habite ma circonscription, et fait partie de ces nombreux adhérents des syndicats qui sont des soutiens très actifs des conservateurs. Durant la grève des techniciens en ingénierie, on apprit à Londres qu'un nouveau mouvement de résistance avait été déclenché en East Anglia. Le travail continuait sans un seul gréviste dans une série d'usines, mais les employés craignaient à ce point des retours de bâton qu'ils n'ont pas osé dire aux médias où elles se situaient, ni révéler le nom de l'entreprise. Les ouvriers britanniques sont des millions à redouter la puissance des organisations syndicales. La pression exercée sur mon gouvernement pour que des réformes soient mises en œuvre est le fait de ces gens-là, qui éprouvent ce sentiment de peur. Elle est le fait également des syndicats eux-mêmes. Ils voudraient échapper aux griffes des militants gauchistes. Nous avons entendu hier, dans le hall de la conférence, des propos allant dans ce sens. Ces organisations comptent sur nous pour que nous leur portions secours. De

nos jours, le monde syndical exerce davantage de pouvoir sur le monde ouvrier, y compris les familles, qu'un patron n'a jamais pu le faire. L'ironie, c'est que les syndicats ne peuvent exister que dans une société de liberté. Or quiconque recherche la liberté pour lui-même ne saurait refuser cette même liberté à autrui.

Je parle depuis un moment des problèmes sérieux et délicats auxquels est confronté le monde industriel – surtout celui des grandes entreprises. Mais l'avenir de ce pays repose principalement sur le succès des PME. J'aimerais vous lire une lettre que j'ai reçue d'un patron d'une petite entreprise des West Midlands. Il fait part de son expérience bien mieux que je ne pourrais le faire. Voici ce qu'il m'a écrit :

« J'ai pensé que je devais vous parler par écrit de la très forte impression que le changement de gouvernement a produite sur un dirigeant d'une petite entreprise. En 1977, à l'âge de 38 ans, j'ai éprouvé une telle désillusion à l'égard du pouvoir socialiste et de sa ligne politique que le monde des PME m'a semblé condamné à ne plus avoir d'avenir, et j'ai alors vendu mon affaire à un grand groupe, pour pratiquement cesser toute activité. Sur le plan financier, l'opération était franchement positive, mais je brûlais de revenir à un secteur où j'avais acquis les meilleures compétences. Quand votre gouvernement a été élu, j'ai espéré qu'on assisterait à un net changement d'orientation, et c'est bien ce qui s'est passé. L'en-tête du papier à lettres sur lequel je vous écris est celui d'une nouvelle entreprise que j'ai créée récemment, et le facteur le plus déterminant dans cette création aura été votre décision de tout mettre en œuvre pour redonner l'envie du travail à tous les niveaux de la société. Non seulement les petits patrons indépendants sont en mesure désormais de garder pour eux une part plus importante des profits générés par leur affaire mais, et c'est plus important encore, les employés qui prennent de la peine, produisent un travail de qualité, et de toute évidence méritent de toucher un excellent salaire, sont tout heureux de sentir leurs poches bien pleines, et se disent qu'il est de leur intérêt maintenant de travailler ne

serait-ce qu'un peu plus, ou selon les cas, de travailler un peu plus longtemps. »

Il a ajouté ces mots :

« Ne déviez pas, s'il vous plaît, de votre ligne de conduite politique. C'est le seul moyen de trouver au bout du compte une solution à nos problèmes. Cette ligne est sans doute dure à tenir sur le court terme, mais je suis bien convaincu que l'opinion publique dans son ensemble approuve désormais ce retour au constat plein de bon sens selon lequel la nation tout entière ne saurait recevoir de plus en plus d'argent tout en travaillant de moins en moins. » Nous avons là la preuve que notre orientation politique est la bonne. Elle nous permet de créer davantage de richesses et d'emplois. Ce correspondant est exactement le genre de personnes que le gouvernement cherche à encourager. Nous l'avons appelé au téléphone pour lui demander si nous avions l'autorisation de lire sa lettre parce qu'elle était remarquable, et nous avons ajouté que nous ne souhaitons en rien lui créer de l'embarras en révélant son nom ou quoi que ce soit. « Quoi ? » dit-il, « Des propos anonymes ? Mais j'ai le courage de mes idées. » Ce sont des petits entrepreneurs comme lui qui, si on leur accorde leurs chances, vont être la source de la création de davantage d'emplois et de richesses, et le seul gouvernement capable de leur offrir ces chances, c'est le gouvernement conservateur.

Jusque-là, j'ai abordé des thèmes qui revêtent pour nous une importance absolument vitale sur le plan de la politique intérieure. Mais nous avons de sérieuses responsabilités également au-delà de nos frontières, et particulièrement en Rhodésie. Dans son discours de mercredi dernier, Peter Carrington a décrit les progrès que nous avons accomplis dans nos efforts pour conduire la Rhodésie jusqu'à l'objectif de l'indépendance, tout en bénéficiant de la reconnaissance internationale la plus ample possible. Je comprends et partage votre impatience de voir l'aboutissement de ce processus. Le gouvernement tout entier et le parti se préoccupent beaucoup de l'avenir de la Rhodésie. Beaucoup trop d'occasions ont été manquées.

Il est de la responsabilité de la Grande-Bretagne, et d'elle seule, de garantir à la Rhodésie son indépendance légale. Mais c'est aussi dans l'intérêt de la Rhodésie que nous entraînions dans notre sillage le plus de nations possibles vers la reconnaissance d'une Rhodésie indépendante. Ce que nous avons entrepris de faire, c'est d'accorder à la Rhodésie le même type de statut constitutionnel d'indépendance que celui que nous avons élaboré pour nos anciennes colonies. Nous bénéficions d'une vaste expérience dans le domaine constitutionnel pour les statuts d'indépendance. Les constitutions dont je parle avaient en commun un certain nombre de principes fondamentaux. Chacune également incluait des dispositions qui permettaient de prendre en compte les circonstances particulières du pays en question.

C'est dans le même esprit qu'a été rédigée la constitution que nous sommes disposés à accorder à la Rhodésie pour la rendre indépendante. L'évêque Murozewa a d'ores et déjà accepté cette constitution. Il est forcément dans l'intérêt de la Rhodésie, et c'est une obligation inéluctable pour le gouvernement britannique, que nous fassions tout notre possible pour mettre un terme à une guerre qui a provoqué les plus cruelles souffrances.

Dans quel dessein faudrait-il poursuivre cette guerre ? Pas dans celui d'imposer la règle de la majorité ; cela est déjà fait. Si c'est pour s'emparer du pouvoir, alors ceux qui ont de telles visées doivent impérativement suivre le processus démocratique, qui est celui du bulletin de vote et non de la balle de fusil.

À Lusaka, les chefs de gouvernement ont lancé un appel en faveur d'élections libres et régulières, placées sous le contrôle du gouvernement britannique. Nous sommes disposés à assumer ce rôle. J'estime que nous avons quelques bonnes raisons d'être fiers de la tâche accomplie depuis Lusaka. Je suis bien sûre que personne désormais ne cherchera à fragiliser les résultats obtenus. Au vu des avancées réalisées en ce qui concerne le texte constitutionnel qui fonde l'indépendance, le temps sera bientôt venu

de lever les sanctions. Il ne subsiste pas le début d'une excuse pour que le conflit en Rhodésie se prolonge.

Plus près de chez nous, en Europe, nous faisons partie d'une Communauté forte de quelque 250 millions d'habitants. Quand on rejoint un ensemble, on ne le fait pas sans une certaine ferveur. Cinq mois après avoir repris les rênes du pays, nous avons bien œuvré pour rétablir le climat de confiance que le dernier gouvernement conservateur avait su créer dans ses relations avec nos partenaires européens, et que le gouvernement travailliste avait été incapable de préserver. Nous sommes un membre bien investi dans la Communauté. Mais cela ne signifie pas que nous sommes satisfaits de la tournure que prend sa politique générale. Si rien n'est fait, nous nous retrouverons en 1980 avec la perspective de devoir payer à nos partenaires européens un milliard de livres de plus que nous ne recevons d'eux, en dépit du fait que notre revenu par tête est pratiquement le plus faible de toute la Communauté.

Le contribuable britannique déjà accablé d'impôts n'acceptera pas de payer plus encore, aux seules fins d'alléger la charge fiscale qui pèse sur nos partenaires européens mieux nantis. Au Conseil de l'Europe, en juin, à Strasbourg, nous avons convaincu les autres chefs de gouvernement de s'attaquer à ce problème. Nous espérons bien faire avancer notre cause lors de la prochaine réunion du Conseil de l'Europe à la fin novembre. Je ne sous-estime pas les problèmes qui nous attendent à propos du budget, des pêcheries, et de la réforme de la politique agricole commune. Mais il ne faut pas sous-estimer non plus les gains que nous pouvons tirer de notre appartenance à la Communauté. L'avenir de l'Europe de l'Ouest est également notre avenir. Quels sont au bout du compte les objectifs des États qui se sont regroupés pour fonder la Communauté européenne ? Les trois plus importants sont les suivants : la paix et la justice au niveau international, la prospérité économique, et le principe de liberté garanti par l'État de droit.

En Europe, nous jouissons d'une liberté inégalée ailleurs. Mais il faut nous garder de la tenir pour argent comptant. Les dangers qui la menacent

sont plus grands aujourd'hui qu'ils ne l'ont jamais été depuis 1945. La menace que fait peser sur nous l'Union soviétique est permanente. Elle grandit sans cesse. Les dépenses militaires russes grimpent au rythme de 5 % par an. Un nouveau sous-marin nucléaire russe est lancé toutes les six semaines. Chaque année, les Russes produisent plus 3 000 chars d'assaut et 1 500 avions de combat. Leurs investissements en recherche et développement dans le domaine militaire sont énormes.

Les forces armées soviétiques sont organisées et formées pour l'attaque. Les Russes restent secrets sur les raisons de ces efforts considérables et dispendieux visant à accroître leur puissance militaire. Dieu sait que sur le seul plan de la consommation, ils auraient assez à faire. Mais nous ne pouvons pas faire comme si cette puissance militaire n'existait et ne s'amplifiait pas. Jusque-là, l'Otan a garanti notre liberté. Mais, au cours de ces années dernières, la force croissante de l'Union soviétique lui a permis de nous dépasser dans de nombreux secteurs. Avec nos alliés, nous avons pris la résolution de produire l'effort qui nous permettra de rétablir l'équilibre. Il nous faut veiller à préserver nos capacités de défense à un haut niveau, qu'elles soient nucléaires ou conventionnelles. Il ne servirait à rien de s'être doté de forces nucléaires de premier ordre, si les forces conventionnelles de l'ennemi suffisaient à nous écraser. Dissuader l'autre de vous agresser, c'est tout ou rien. Partiel, l'effort de dissuasion resterait sans effet.

Ces temps derniers, nos alliés et nous-mêmes nous sommes sentis de plus en plus inquiets devant la prolifération des armements nucléaires modernes que l'Union soviétique pointait en direction de l'Europe de l'Ouest. Dans le même temps, les forces nucléaires de l'Otan basées en Europe sont obsolètes. Nos amis de l'Otan et nous-mêmes devons sans attendre décider de moderniser ou non nos armements atomiques. Ces décisions ne seront pas faciles à prendre pour certains de nos alliés, et il faut s'attendre à ce que l'Union soviétique engage une vigoureuse campagne psychologique pour empêcher notre Alliance de corriger le déséquilibre.

Nous allons lire attentivement le récent discours du président Brejnev pour voir s'il constitue le coup d'envoi de cette campagne, ou bien une tentative sincère visant à réduire les tensions en Europe.

Et nous n'allons pas négliger nos forces conventionnelles. Notre ressource la plus précieuse, ce sont les hommes et les femmes au service de ces Forces. Comme vous le savez, M. le Président, en votre qualité de ministre de la Défense, nous nous sommes trouvés, en accédant au pouvoir, face à une situation très difficile. Le niveau de recrutement était faible, et nombreux étaient, parmi nos militaires les plus compétents et les plus expérimentés, ceux qui quittaient nos forces armées. Immédiatement, nous avons augmenté les salaires de nos personnels jusqu'à un niveau décent, et nous les maintiendrons à cette hauteur.

Nous avons aussi pris des mesures visant à encourager la reconstitution de notre Armée territoriale et d'autres forces de réserve.

Après tant d'années de laisser-aller, il faudra du temps pour corriger les faiblesses existantes. Il n'empêche que nous devons veiller à ce que cela se fasse. Nous le devons aux hommes et aux femmes de nos forces armées qui rendent à la nation de si éminents services. Nulle part ces services n'ont été aussi éminents qu'en Irlande du Nord. Nous y avons perdu 300 de nos hommes, et leur bravoure n'a trouvé son pareil qu'au sein de la police de l'Irlande du Nord, la Royal Ulster Constabulary, et de l'administration pénitentiaire.

Il est difficile de parler sans émotion de l'Irlande du Nord. Les noms de Warrenpoint, Lord Mountbatten, Airy Neave vous viennent à l'esprit. À ceux qui cherchent à faire progresser leur cause en recourant à la violence, et qui se proclament soldats d'une armée qui combat pour la liberté, je veux dire, en reprenant les mots du lord chancelier : « Des hommes comme eux ne sont pas des soldats. Ils ne forment pas une armée. Ils ne se battent pas pour la liberté. Ils se battent pour les forces du désordre. »

Nous qui croyons en la seule liberté qui mérite ce nom – la liberté garantie par l'État de droit – dominons par le nombre et le poids, par la force de notre résolution, ceux qui n'aspirent qu'au meurtre et au

massacre. Aucune fin ne justifie les moyens dont ils usent. L'acte de tuer ne repose sur aucun fondement moral.

Le gouvernement britannique fait tout ce qui est en son pouvoir pour accroître les forces de sécurité dans le combat engagé contre les hommes de la violence. Notre objectif, c'est cette même paix que le pape a appelée de ses vœux au cours de sa visite en Irlande.

Pour tous les habitants de la province de l'Ulster, je formule de nouveau cet engagement : nous ne vous oublions pas, nous ne vous abandonnerons pas. Il nous faut trouver – et nous le trouverons – le moyen de vous redonner un contrôle plus autonome de votre propre gestion. Il nous faut trouver – et nous le trouverons – un moyen de rétablir la paix dans votre province si troublée de notre Royaume-Uni.

Nous arrivons au terme de ce congrès qui célèbre notre victoire. Un congrès qui aura été mémorable, pour une victoire tout aussi mémorable.

Toute ma vie ou presque, le principal reproche que j'ai entendu adresser aux responsables politiques, c'est qu'ils se retenaient de dire la vérité quand celle-ci était un tant soit peu désagréable ou prêtait quelque peu le flanc à la controverse, qu'ils avaient tendance à endormir leurs électeurs quand il était de leur devoir de les alerter, et à les charmer de leurs propos quand il eût fallu leur parler de leur avenir menacé. Assez tôt dans ma carrière, j'ai décidé que c'était là une erreur à laquelle je ne succomberais pas. Mes critiques les plus intransigeants me feront peut-être la grâce d'admettre que je me suis montrée à la hauteur de cette modeste ambition.

Car, en vérité, ce dont ils se plaignent à mon propos, c'est l'inverse – il semblerait en effet que je sois portée à dire sans détour ce que je pense, et même, à l'occasion, à manifester ma mauvaise humeur.

Aujourd'hui, une nouvelle fois, j'ai mis en garde contre les dangers existants tels que je les percevais, et j'ai désigné ce que j'en identifie comme les sources. Mais souvenons-nous que nous sommes une nation, et qu'une nation, c'est une famille étendue. Les familles traversent toutes des périodes difficiles ; elles sont bien obligées de différer des projets

ambitieux qui leur tiennent à cœur jusqu'au moment où elles ont les moyens de les réaliser.

C'est dans de telles circonstances que la solidité des liens familiaux est vraiment mise à l'épreuve. C'est alors que les membres de la famille sont le plus fortement tentés de s'accabler l'un l'autre et d'épuiser leurs forces dans des disputes et des chamailleries. Faisons donc tout ce qui est en notre pouvoir pour comprendre les points de vue de l'un et de l'autre, et repousser plus loin les limites du socle commun sur lequel nous nous tenons.

Au moment où notre congrès touche à sa fin, et où nous avons le sentiment de former un parti soucieux d'autrui et uni, mes pensées se tournent un instant vers ces incidents de la semaine dernière à Brighton. Et vers ces adhérents du Parti travailliste et ces syndicalistes qui voient le mouvement au service duquel ils œuvrent, en passe de renoncer aux idéaux auxquels ils ont eux-mêmes consacré leur vie. Ils ne partagent pas nos idéaux conservateurs – du moins est-ce ce qu'ils se disent – mais ce qu'ils désirent très fort, c'est voir des syndicats libres et responsables jouer leur rôle estimable dans la vie d'une société libre et responsable. Nous ne pensons pas autre chose.

Je leur donne l'assurance que mes collègues et moi-même continuerons de dialoguer avec eux, d'écouter leurs points de vue, à partir du moment où il est bien clair pour tous que la politique de la nation est l'unique responsabilité du gouvernement et du Parlement. En retour je demanderai à chaque homme et chaque femme à qui, dans les prochains mois, l'on demandera de participer à des actions revendicatives propres à troubler l'ordre public, de bien réfléchir aux conséquences pour eux-mêmes, leurs enfants, et leurs compatriotes. Mais notre loyauté suprême, nous la devons à notre pays, et aux valeurs qu'il symbolise.

Agissons ensemble, portés par l'espérance et, par-dessus tout, dans le bonheur. Au nom du gouvernement auquel vous avez confié la tâche de conduire la nation de l'ombre à la lumière, permettez-moi de conclure sur

ces mots : vous nous avez accordé votre confiance. Soyez patients. Nous ne trahirons pas cette confiance.

*. 12 October 1979 – Blackpool – <http://www.margaretthatcher.org/document/104147>

BRIGHTON, 10 OCTOBRE 1980^{*}

CONTEXTE

- La situation économique est très mauvaise : 2,8 millions d'Anglais au chômage en mars 1980 et les taux d'intérêt sont très élevés.
- Des doutes sur la politique menée par Margaret Thatcher se font entendre dans les rangs du Parti conservateur : l'aile modérée voit dans Thatcher une idéologue du marché libre ignorant les réalités de la rue.

IDÉES FORTES DU DISCOURS

Margaret Thatcher formule un premier bilan de sa politique depuis son accession au pouvoir – « Au cours de ses dix-sept premiers mois, mon gouvernement a préparé le terrain de la reprise. Nous avons mis en œuvre tout un train de mesures législatives, exercice que nous n'avons pas l'intention de réitérer, parce que nous ne partageons pas la douce folie des socialistes qui estiment que la qualité d'un exécutif se mesure à la quantité des lois qu'il fait promulguer. »

Elle insiste sur ses premiers succès :

- Remboursement d'une partie des dettes contractées à l'international et abolition du contrôle des changes.
- Début des privatisations : remise en cause du monopole des télécommunications, annonce de l'ouverture du capital dans l'aéronautique.
- Mise en œuvre du capitalisme populaire, avec la facilitation de l'accès à la propriété pour les locataires de logements sociaux.

Margaret Thatcher reconnaît que la situation économique est difficile :
« le fait demeure que le niveau de chômage dans ce pays représente aujourd'hui une tragédie humaine ».

Elle réitère dès lors plus que jamais son credo économique et social :

- Sa vision d'un État minimal – « Ce n'est pas l'État, cependant, qui engendre une société bien portante. Quand cet État accumule trop de pouvoirs, les citoyens estiment qu'ils ont de moins en moins d'importance. L'État vide la société, non seulement de sa richesse, mais de son esprit d'initiative, de son énergie, de sa volonté d'avancer et d'innover, ainsi que de préserver ce qu'elle a de meilleur. »
- Son engagement en faveur de la baisse des dépenses publiques et des politiques de lutte contre l'inflation – « Si jeter l'argent par les fenêtres était la solution aux problèmes de notre pays, alors nous n'aurions plus de problèmes au moment où je vous parle. S'il est un pays qui a dépensé, mais dépensé sans compter, c'est bien le nôtre. Aujourd'hui, fini de rêver. Tout cet argent gaspillé ne nous a conduits nulle part, mais il faut bien qu'il vienne de quelque part. Ceux qui nous pressent de desserrer l'étreinte, d'ouvrir encore plus grand la bourse et de dépenser à tout-va avec la conviction que cela va aider les chômeurs et la petite entreprise, ceux-là ne sont animés ni par la bonté, ni par la compassion, ni encore par le souci de l'autre. »
- Son refus net de l'hypothèse d'une politique de relance keynésienne avec sa célèbre phrase, enracinée dans des convictions profondes « You turn if you want to. The lady's not for turning » : « À ceux qui,

retenant leur souffle, attendent que je prononce cette formule médiatique prisée de tous, la “volte-face”, je n’ai qu’une chose à dire : “Libre à vous de faire volte-face. La femme que je suis fait toujours face” », « Faisons en sorte que les travaillistes et leur cauchemar orwellien de la gauche nous servent d’encouragement à consacrer, avec une urgence nouvelle, chaque atome de notre énergie et de notre force morale à la restauration des fortunes de ce pays de liberté, le nôtre. »

À l’international, elle fonde sa politique sur le réalisme et la résolution à porter haut les valeurs de la liberté :

- La condamnation ferme de la politique extérieure menée par l’URSS – « Si la détente n’est pas observée par les deux camps, elle n’est respectée par aucun, et c’est se bercer d’illusions de supposer le contraire. »
- Le soutien à l’alliance atlantique et à l’Irlande du Nord – « Nous laissons à d’autres les rêves déments d’un désarmement unilatéral, d’une sortie de l’Otan, ou d’un abandon de l’Irlande du Nord. »
- « En Europe, nous avons donné la preuve que nous pouvions, dans le même temps, assurer une vigoureuse défense de nos intérêts propres, et nous montrer fidèles aux idées et aux idéaux de la Communauté. Le gouvernement précédent savait très bien que la contribution budgétaire de la Grande-Bretagne était profondément injuste. »

RÉPERCUSSIONS DU DISCOURS

Ce discours prouve la ténacité de Margaret Thatcher et sa résolution à mener la politique pour laquelle elle a été nommée Premier Ministre. Son autorité et sa popularité au sein du Parti conservateur calment, un temps, l’hostilité des plus modérés.

BRIGHTON, 10 OCTOBRE 1980

M. le Président, mesdames et messieurs, la plupart de mes collègues de gouvernement ont commencé leurs discours de réponse par des hommages très mérités à leurs secrétaires d'État. Au n° 10 de Downing Street, je n'ai pas de secrétaires d'État. Il n'y a juste que Denis et moi, et je serais incapable de me passer de lui. J'ai la très grande chance, toutefois, d'avoir à mes côtés un vice-Premier Ministre merveilleux qui, où qu'il soit, quoi qu'il fasse, et à tous moments, ne cesse de se montrer remarquable – Willie Whitelaw. Lors du congrès de notre parti, l'an passé, j'ai déclaré que la tâche dans laquelle le gouvernement s'était lancé – changer l'état d'esprit de la nation – était le plus gros défi qu'une administration britannique ait eu à relever depuis la guerre. Relever des défis, c'est exaltant. Cette semaine, nous les conservateurs, nous avons dressé des bilans, discuté de nos succès et de nos revers, et mesuré le travail qu'il reste à accomplir au moment où nous entrons dans notre seconde année parlementaire. Comme vous l'avez observé, M. le Président, nos débats ont été enrichissants et ils ont été constructifs. Cette semaine, on a pu constater à quel point notre parti est uni, dans ses objectifs, sa stratégie et sa détermination. Et nous sommes, les uns avec les autres, unis par un lien d'affection.

Quand on me demande de fournir une prévision détaillée de ce qui va se passer dans les mois ou les années qui viennent, le conseil de Sam Goldwyn me revient en mémoire : « Ne faites jamais de prophétie, en particulier pour ce qui concerne l'avenir. » (Interruption depuis la salle). Ne vous en faites pas, il fait humide dehors. Je pense qu'ils voulaient entrer. Il ne faut pas leur en vouloir ; là où se trouvent les conservateurs, il fait toujours bon s'abriter. Et ce que vous – et eux, qui sait ? – vous attendez de moi cet après-midi, ce sont des précisions sur la façon dont le gouvernement envisage la tâche qui nous attend, et sur les raisons pour lesquelles il s'y attelle de telle manière plutôt qu'une autre.

Avant de commencer, permettez-moi d'aborder un point, pour mieux l'écartier ensuite. Cette semaine à Brighton, il a été beaucoup question du congrès de Blackpool la semaine dernière. Je m'exprimerai plus

longuement à propos de ce curieux congrès plus tard, mais pour l'instant, je dirai simplement ceci.

En raison de ce qui s'est passé au cours de ce congrès, il s'est produit, en arrière-fond de toutes nos délibérations de cette semaine, une prise de conscience plus forte de la nécessité où notre gouvernement conservateur se trouve, plus que jamais, de réussir dans son entreprise. Nous n'avons pas le choix. Parce que les enjeux sont encore plus considérables que certains le pensaient.

Le travail ne manque pas pour remettre ce pays sur les rails, et pas simplement, veux-je dire, d'un point de vue économique, mais pour voir naître une nouvelle indépendance d'esprit et susciter l'envie de réussir.

On entend dire parfois que, à cause de notre passé, nous autres Britanniques, en tant que peuple, montrons trop d'ambition et visons trop haut. Je ne suis pas d'accord avec cela. Pour moi, c'est le contraire qui est vrai : tout au long de ma carrière politique, j'ai vu nos ambitions se racornir petit à petit. Parce que nous nous sentions déçus, notre réaction n'a pas été d'allonger le pas, mais de réduire la distance qui nous séparait du but. Et pourtant, avec de la confiance retrouvée en nous-mêmes et en notre avenir, quelle nation nous pourrions devenir !

Au cours de ses dix-sept premiers mois, mon gouvernement a préparé le terrain de la reprise. Nous avons mis en œuvre tout un train de mesures législatives, exercice que nous n'avons pas l'intention de réitérer, parce que nous ne partageons pas la douce folie des socialistes qui estiment que la qualité d'un exécutif se mesure à la quantité des lois qu'il fait promulguer. Mais nous nous sommes heurtés néanmoins à une redoutable série d'obstacles qu'il a fallu contourner. Pour commencer, dans son premier budget, Geoffrey Howe entreprit d'introduire des mesures incitatives aptes à stimuler chez nos compatriotes le plein usage des compétences et le génie inventif qui leur est propre. La prospérité ne naît pas dans les pompeux colloques organisés par les économistes, mais elle se crée au fil des actes innombrables qui traduisent la confiance en soi et la capacité à se prendre en main.

Fruit de la gestion de Geoffrey : nous avons remboursé 3 600 millions de livres de dettes internationales, des dettes qui avaient augmenté sous nos prédécesseurs. Et nous avons réglé notre dû avec une avance notable sur l'échéance. Durant l'année écoulée, Geoffrey a aboli les contrôles des changes, objets de tant de vagues-hésitations de la part des gouvernements britanniques depuis des décennies. Nos grandes entreprises sont désormais libres d'aller démarcher à l'étranger. Cette initiative va nous aider à garantir notre niveau de vie longtemps après que le pétrole de la mer du Nord aura été épuisé. Mon gouvernement se soucie de l'avenir. Nous avons introduit les premières réformes cruciales dans les textes qui régulent les droits des syndicats afin de mettre un terme aux pires excès de la pratique du monopole d'embauche, d'interdire que les piquets de grève s'installent ailleurs que sur le lieu de travail des parties en conflit, et d'encourager les votes à bulletin secret.

Jim Prior a fait passer cette série de mesures, fort du soutien de la vaste majorité des travailleurs syndiqués. Keith Joseph, David Howell, John Nott et Norman Fowler ont commencé à briser les pouvoirs de monopole du secteur nationalisé. Grâce à leur action, British Aerospace sera bientôt ouvert à l'investissement privé. Nous réduisons le monopole de la Poste et des Télécom britanniques. Nous avons levé les obstacles qui interdisaient la vente de l'électricité produite par une entreprise privée. Pour la première fois, les industries nationalisées et les services publics peuvent être l'objet d'enquêtes diligentées par la Commission des monopoles – une réforme qui aurait dû être décidée beaucoup plus tôt.

La libre concurrence dans le secteur des transports de passagers par la route va profiter aux voyageurs. Michael Heseltine a donné à des millions – oui, des millions – de locataires de logements sociaux le droit d'en devenir propriétaires.

C'est Anthony Eden qui a choisi pour nous l'objectif d'une « démocratie de propriétaires ». Toutes ces années où je me suis intéressée à la chose publique, cependant, il est resté hors d'atteinte de bien des gens, à qui on a refusé le droit de propriété le plus élémentaire de tous – celui de

posséder le logement où ils vivent. Ils avaient envie d'acheter. Beaucoup d'entre eux en avaient les moyens. Mais le sort les avait placés sous la juridiction d'une municipalité socialiste, qui refusait de vendre, et qui n'accordait aucun crédit à la notion d'indépendance fille de la propriété. Désormais, Michael Heseltine leur a offert la chance de réaliser leur rêve. Nous avons accompli tout cela et davantage encore en l'espace de dix-sept mois.

La gauche continue d'évoquer avec gourmandise la mort du capitalisme. Eh bien, si c'est cela, la mort du capitalisme, la route est encore longue.

Mais si nous voulons vraiment tirer profit de toutes ces réformes, il faut remplir une condition : atteindre notre objectif économique prioritaire, qui est de mettre un terme à l'inflation. L'inflation détruit les nations et les sociétés avec la même brutalité que les armées d'envahisseurs. L'inflation et le chômage sont liés, comme les membres d'une même famille. C'est le voleur, invisible, qui vient dérober les économies de ceux qui ont épargné. Une politique économique qui fait courir le risque de ne pas juguler l'inflation – quels que soient ses avantages à court terme – est forcément mauvaise. La politique anti-inflationniste que nous poursuivons est, à vrai dire, conforme à la tradition. Elle existait déjà bien avant que la mention de Sterling M3 ne vienne faire un bel effet dans le Bulletin trimestriel de la Banque d'Angleterre, ou que la notion de « monétarisme » ne soit utilisée pour nourrir les querelles politiques.

Mais certains parlent comme si le contrôle de la masse monétaire était une politique révolutionnaire. Pas du tout : ce fut déjà la condition essentielle du redressement économique de la majeure partie de l'Europe continentale.

Les pays concernés savaient ce qui assurerait leur stabilité économique. Précédemment, ils avaient traversé des années d'inflation galopante ; ils étaient conscients du fait que cela les avait conduits à des

excès d'argent papier, un chômage massif, et le délitement de la société elle-même. Et ils décidèrent de ne jamais revivre cela.

Aujourd'hui, après de nombreuses années d'autodiscipline monétaire, ils se retrouvent avec des économies stables et prospères, plus aptes que la nôtre à résister aux coups de boutoir de la récession mondiale.

C'est ainsi que, dans les conférences internationales consacrées aux affaires économiques, un bon nombre de mes collègues chefs de gouvernement, loin d'estimer que nous menons en Angleterre une politique bizarre, inhabituelle ou révolutionnaire, jugent au contraire qu'elle est normale, raisonnable et honnête. Et c'est la vérité.

La seule question qu'ils posent est celle-ci : « Est-ce que la Grande-Bretagne aura le courage et la détermination de s'imposer assez longtemps la discipline suffisante pour arriver à ses fins ? » Oui, M. le Président, nous les avons aujourd'hui, et nous les aurons demain. Le gouvernement a la volonté de ne pas dévier de cette politique et de la mener jusqu'à son terme. C'est cela qui permet de classer mon gouvernement parmi ceux qui ont, dans la Grande-Bretagne de l'après-guerre, fait preuve d'une authentique radicalité. L'inflation diminue et, selon toute vraisemblance, elle va continuer à faiblir.

En attendant, nous restons tout à fait conscients des difficultés et des inquiétudes qui vont de pair avec ce combat engagé contre l'inflation.

Notre première préoccupation, c'est le chômage. À ce jour, notre pays compte plus de deux millions de chômeurs.

Certes, il existe mille façons de réduire l'impact de ce chiffre. En faisant observer – de manière tout à fait légitime – que deux millions aujourd'hui, ça n'a pas le même sens que dans les années 1930 ; que, calculé en pourcentage, le chômage est de nos jours bien inférieur à ce qu'il était à l'époque.

À cela peut s'ajouter le fait qu'un nombre beaucoup plus grand de femmes mariées occupent un emploi.

On peut faire valoir également que, en raison du taux élevé des naissances au début des années 1960, nous nous retrouvons avec une

quantité inhabituelle de jeunes qui ont quitté l'école cette année et sont à la recherche d'un emploi, et que cette situation va perdurer deux ans encore.

On peut mettre en avant l'autre fait, que 250 000 personnes environ trouvent un emploi chaque mois, et que dès lors ils sortent des statistiques du chômage.

On peut également rappeler que le nombre des personnes avec un emploi s'élève à près de 25 millions, alors que dans les années 1930, il ne dépassait pas, en gros, les 18 millions. On peut enfin faire remarquer que le Parti travailliste trouve bien commode de passer sous silence le fait que, parmi les deux millions de chômeurs qu'ils nous attribuent, il y en a près d'un million et demi que leur gouvernement nous a laissés en héritage.

Mais quand tout a été dit, le fait demeure que le niveau de chômage dans ce pays représente aujourd'hui une tragédie humaine. Je vous le dis en toute sincérité. Le chômage m'affecte profondément. La dignité humaine et l'amour-propre sont atteints lorsque des hommes et des femmes sont condamnés à rester inactifs. Le gaspillage des atouts les plus précieux dont un pays puisse disposer – le talent et l'énergie de sa population – interpelle le gouvernement dont c'est alors le devoir sacré de se mettre en quête d'une solution efficace et durable.

Si seulement je pouvais appuyer sur un bouton et régler pour de bon le problème du chômage, croyez-vous que je ne m'empresserais pas de le faire à l'instant même ? Y a-t-il quelqu'un qui s'imagine qu'on puisse retirer le moindre avantage politique à laisser grimper le chômage, ou qu'il existe une obscure religion imposant ce chômage comme faisant partie de son rituel ? Mon gouvernement est engagé dans la seule voie politique qui permette d'espérer pour tous un retour à une situation d'emploi réel et pérenne. Ce n'est pas par hasard si les pays, dont j'ai parlé plus tôt, qui ont connu des taux d'inflation inférieurs, sont aussi ceux où le chômage est resté à un niveau plus bas.

Je sais bien qu'il existe une autre source de préoccupation qui soucie nos compatriotes. Certes, ils reconnaissent que notre ligne politique est la bonne, mais au fond d'eux-mêmes, ils se disent que pour la suivre, on exige

beaucoup plus de sacrifices de la part du secteur privé que du secteur public. Ils observent que le secteur public est avantagé, alors que le privé prend les coups et dans le même temps le public, grâce à lui, a droit à des salaires et des retraites plus avantageux.

Je dois vous avouer que je partage cette impression d'injustice et comprends le ressentiment qu'elle suscite. C'est la raison pour laquelle mes collègues et moi-même disons ceci : le fait d'accroître les dépenses publiques nous prive des moyens financiers et des ressources dont le secteur industriel a besoin pour subsister sur le marché, et plus encore se développer. Un surcroît de dépenses publiques, loin d'être un remède au chômage, peut se révéler comme un vecteur de pertes d'emplois et un facteur de faillites dans le secteur du commerce. C'est pourquoi nous avons lancé cet avertissement aux autorités locales : dans la mesure où les impôts locaux représentent le plus souvent la charge fiscale la plus lourde qui pèse sur le secteur industriel, toute augmentation de ces impôts risque de frapper de paralysie les entreprises locales. Les municipalités, par conséquent, n'ont d'autre choix que d'apprendre à réduire leurs coûts, au même titre que les entreprises.

C'est la raison pour laquelle je dis ceci avec insistance : si ceux qui travaillent dans les administrations s'allouent de grosses augmentations de salaire, ce sera autant d'argent qui fera défaut pour des dépenses d'équipement et de nouvelles constructions. Cette pénurie à son tour prive le secteur privé des commandes dont il a besoin, et en particulier certaines des industries dans les régions en difficulté. Les agents du secteur public ont un devoir à remplir vis-à-vis de ceux du secteur privé : celui de modérer leurs exigences salariales afin de ne pas risquer d'envoyer les seconds au chômage. Voilà pourquoi, à chaque fois où des accords salariaux de haut niveau se concluent dans les monopoles nationalisés, nous faisons observer que ces accords sont responsables d'une hausse des tarifs du téléphone, de l'électricité, du charbon et de l'eau, qu'ils peuvent conduire des entreprises à la faillite, et priver d'autres employés de leur travail.

Si jeter l'argent par les fenêtres était la solution aux problèmes de notre pays, alors nous n'aurions plus de problèmes au moment où je vous parle. S'il est un pays qui a dépensé, mais dépensé sans compter, c'est bien le nôtre. Aujourd'hui, fini de rêver. Tout cet argent gaspillé ne nous a conduits nulle part, mais il faut bien qu'il vienne de quelque part. Ceux qui nous pressent de desserrer l'étreinte, d'ouvrir encore plus grand la bourse et de dépenser à tout-va avec la conviction que cela va aider les chômeurs et la petite entreprise, ceux-là ne sont animés ni par la bonté, ni par la compassion, ni encore par le souci de l'autre.

Ce ne sont pas les amis de chômeurs ou de la petite entreprise. Ils nous demandent de reprendre exactement la même politique que celle qui nous a conduits où nous sommes. Nous n'avons jamais cessé de marteler ce point.

On m'accuse à ce sujet de me comporter en donneuse de leçons, ou d'accabler les gens de mes sermons. À mon sens, c'est une autre façon de m'adresser ce type de critique : « Bon, on sait bien que c'est vrai, mais il faut bien râler un peu. » Cela, ça m'est égal. Mais, ce qui ne m'est pas égal, c'est l'avenir de la libre entreprise, les emplois et les exportations qu'elle autorise, et l'indépendance qu'elle procure à nos compatriotes. L'indépendance ? Parfaitement, mais il faut s'entendre sur le sens du terme. L'indépendance, ça ne signifie pas se soustraire de tous les engagements contractés avec les autres. Une nation peut être libre, mais elle ne le restera pas longtemps si elle se prive d'amis ou d'alliances. Avant tout, elle ne conservera pas sa liberté si elle n'a pas les moyens de sa politique dans le monde tel qu'il est. De la même manière, l'individu a besoin de faire partie d'une communauté, et d'avoir le sentiment qu'il en est membre à part entière. Cela va plus loin que le simple fait de pouvoir gagner sa vie pour lui-même et pour sa famille, encore qu'il s'agisse là d'un élément essentiel. Bien évidemment, notre vision et nos finalités vont beaucoup plus loin que les complexes arguments de la science économique, mais si nous n'adoptons pas la ligne économique qui est la bonne, nous priverons nos compatriotes de la chance de partager notre vision et de

porter leur regard au-delà des limites étroites des nécessités économiques immédiates. Sans économie bien portante, il n'est pas de société bien portante. Sans une société solide, l'économie elle-même s'anémie sans tarder.

Ce n'est pas l'État, cependant, qui engendre une société bien portante. Quand cet État accumule trop de pouvoirs, les citoyens estiment qu'ils ont de moins en moins d'importance. L'État vide la société, non seulement de sa richesse, mais de son esprit d'initiative, de son énergie, de sa volonté d'avancer et d'innover, ainsi que de préserver ce qu'elle a de meilleur. Notre but à nous, c'est de faire en sorte que nos concitoyens se sentent investis de plus en plus d'importance. Si nous ne pouvons faire confiance aux instincts les plus profonds de la population, alors nous ne sommes absolument pas faits pour la politique. Et certains aspects de notre société actuelle vont à tout à fait à l'encontre de ces instincts.

Ce que veulent les honnêtes gens, c'est accomplir leur tâche du mieux qu'ils peuvent, et ne pas subir de contraintes ou de tentatives d'intimidation au motif qu'ils font correctement ce qu'on attend d'eux. Ils sont certains que l'honnêteté est une vertu respectable et non méprisable. Ils jugent que la criminalité et la violence constituent une menace non seulement pour la société mais pour leur propre mode d'existence sans histoires. Ils désirent avoir le droit d'élever leurs enfants selon les mêmes convictions, libérés de la crainte de voir leurs efforts contrariés jour après jour au nom du progrès ou de la liberté d'expression. À la vérité, c'est bien sur ces valeurs que se fonde la vie familiale.

Au sein d'une famille heureuse et unie, il n'existe pas de fossé entre les générations. Ce à quoi les gens aspirent, c'est de pouvoir s'appuyer sur un certain nombre de principes qui font l'unanimité. Sans ces principes, il n'est pas de société possible, vous n'obtenez qu'un état d'anarchie privé de repères. Une société saine n'est pas non plus générée par ses institutions. Les écoles et les universités prestigieuses ne concourent pas plus à la grandeur d'une nation que ne le font les grandes armées. Seule la grande nation est en mesure de générer et d'impliquer les institutions de grand

renom – celles de l'enseignement, de la médecine, et du progrès scientifique. Et une grande nation, c'est une création voulue par les individus qui la composent – ces hommes et ces femmes dont l'amour-propre est fondé sur la conscience de ce qu'ils peuvent apporter à l'ensemble humain qu'ils représentent, pour lequel à leur tour ils éprouvent de la fierté.

Pour peu que nos compatriotes aient le sentiment qu'ils appartiennent à une grande nation, et qu'ils soient disposés à se donner les moyens de sauvegarder cette grandeur, alors nous serons et demeurerons une grande nation. Qu'est-ce qui nous retient de le faire ? Quel est donc l'obstacle sur notre chemin ? La perspective d'un nouvel hiver du mécontentement ? Ce n'est pas impossible, à mon sens.

Mais je préfère croire que l'expérience nous a prodigué certaines leçons, et que nous nous approchons, lentement, péniblement, d'un automne de la compréhension. Et j'espère bien qu'il sera suivi par un hiver du bon sens. Et si cela n'a pas lieu, rien ne viendra nous faire dévier de notre route. À ceux qui, retenant leur souffle, attendent que je prononce cette formule médiatique prisée de tous, la « volte-face », je n'ai qu'une chose à dire : « Libre à vous de faire volte-face. La femme que je suis fait toujours face. » Je vous le dis à vous, mais aussi à tous nos amis hors de nos frontières, et à ceux qui ne comptent pas parmi nos amis. Dans le domaine de la politique étrangère, nous avons été au service de notre intérêt national, tout en restant à l'écoute des besoins et des intérêts de nos partenaires. Nous avons été dans l'action quand ceux qui nous ont précédés préféraient l'indécision, et à ce point, je veux rendre hommage à Lord Carrington. Quand je pense à notre ministre des Affaires étrangères, qui court le monde, il me vient à l'esprit cette réclame, vous la connaissez tous, à propos de « ce baron de Kronenbourg qui va titiller des parties secrètes que d'autres nobles breuvages ne peuvent atteindre ». Bien avant que nous n'assumions le pouvoir, et donc aussi bien avant l'invasion de l'Afghanistan, j'avais mis en garde contre la menace qui venait de l'Est. On

me taxa d'alarmiste. Mais les événements par la suite ont plus que justifié mes propos.

Le marxisme soviétique est en lambeaux, d'un point de vue idéologique, politique et moral.

Mais sur le plan militaire, l'Union soviétique demeure une menace considérable et qui monte en puissance. Et pourtant c'est bien M. Kossyguine qui a déclaré : « Aucun pays aimant la paix, aucune personne intègre, ne sauraient rester indifférents lorsqu'un agresseur fait preuve d'un mépris insolent vis-à-vis de l'existence humaine et de l'opinion mondiale. » Nous approuvons ces propos. L'occupation de l'Afghanistan ne laisse pas le gouvernement britannique indifférent. Nous ferons tout pour que tous s'en souviennent. Si les troupes soviétiques ne se retirent pas, et jusqu'au jour où elles le feront, on ne pourra éviter que d'autres nations se posent la question de savoir qui est la prochaine sur la liste. Bien entendu, il y a toujours ceux qui déclarent qu'en exprimant franchement nos craintes, nous compliquons les relations Est-Ouest, et que nous mettons la détente en danger. Mais le danger véritable, ce serait de se taire. La détente est indivisible, et elle se joue dans les deux sens.

L'Union soviétique ne peut pas s'engager dans des conflits par procuration dans l'Asie du Sud-Est et en Afrique, fomenter des troubles dans le Moyen-Orient et les Caraïbes, et envahir des pays voisins, puis continuer de faire comme si de rien n'était. Si la détente n'est pas observée par les deux camps, elle n'est respectée par aucun, et c'est se bercer d'illusions de supposer le contraire. Tel est le message que nous allons faire passer dans les termes les plus clairs à la réunion de la conférence de la sécurité en Europe dans les semaines à venir.

Mais nous ne manquerons pas de rappeler aux autres parties présentes à Madrid que l'accord d'Helsinki était censé encourager une plus grande liberté de mouvement aux hommes et aux idées. La réponse du gouvernement soviétique à ce jour a pris la forme d'une répression pire que tout ce qu'on a vu depuis l'époque de Staline. Nous avions espéré qu'Helsinki ferait tomber des barrières en Europe. En réalité, les garde-

frontières sont de nos jours plus lourdement armés et les murs sont toujours aussi hauts. Mais derrière ces murs, l'esprit humain demeure invaincu.

Les ouvriers de Pologne ont, par millions, démontré à quel point ils étaient déterminés à s'engager dans la construction de leur propre destin. Nous les saluons. Les marxistes prétendent que le système capitaliste est en crise. Mais les ouvriers polonais ont offert la démonstration que c'est le système communiste qui est en crise. Le peuple polonais doit être laissé libre d'œuvrer à son avenir sans interférence extérieure.

À l'occasion de chaque congrès du parti, et tous les mois de novembre au Parlement, nous avons des décisions difficiles à prendre à propos de la Rhodésie et des sanctions. Tout cela est terminé. Depuis le jour où nous avons réussi à conclure des accords à Lancaster House, et ensuite à Salisbury – succès obtenu contre vents et marées – la Grande-Bretagne est regardée avec un respect nouveau. Ceux qui affrontent les terribles problèmes de l'Afrique du Sud en ont retiré de nouvelles raisons d'espérer. Le Commonwealth y a gagné en force et unité. Maintenant c'est à la nouvelle nation, le Zimbabwe, de construire son propre avenir, aidée du soutien de tous ceux qui sont persuadés que la démocratie a sa place en Afrique, et nous lui adressons tous nos vœux.

Le cas de la Rhodésie nous a permis de prouver que les marques distinctives de la philosophie conservatrice, ce sont, aujourd'hui comme hier, le réalisme et l'esprit de décision. Nous laissons à d'autres les rêves déments d'un désarmement unilatéral, d'une sortie de l'Otan, ou d'un abandon de l'Irlande du Nord.

L'irresponsabilité de la gauche sur les questions de défense paraît plus grave à mesure qu'enflent les dangers qui nous menacent. Pour notre part, sous la brillante conduite de Francis Pym, nous avons opté pour une politique de défense propre à inspirer le respect chez nos ennemis potentiels.

Avec la coopération du gouvernement des États-Unis, nous sommes en train de nous doter du système de missiles Trident. Cet armement va

garantir la crédibilité de notre force de dissuasion stratégique jusqu'à la fin du siècle et au-delà, et il était très important pour la réputation de la Grande-Bretagne à l'étranger, et la sécurité chez nous de nos compatriotes, que nous conservions l'indépendance de nos armes de dissuasion nucléaire.

Nous avons donné notre accord au stationnement des missiles Cruise sur notre territoire national. Les unilatéralistes ont soulevé des objections, mais le fait que le gouvernement soviétique se soit récemment montré disposé à engager un nouveau cycle de négociations sur le contrôle des armes montre bien à quel point notre attitude de fermeté était raisonnable.

Nous avons l'intention de maintenir à leur niveau, et là où ce sera possible, d'accroître, nos forces conventionnelles afin de peser de tout notre poids dans l'Alliance. Nous n'avons pas envie de nous laisser entretenir aux frais de nos alliés. Nous tenons à remplir l'intégralité de notre rôle.

En Europe, nous avons donné la preuve que nous pouvions, dans le même temps, assurer une vigoureuse défense de nos intérêts propres, et nous montrer fidèles aux idées et aux idéaux de la Communauté.

Le gouvernement précédent savait très bien que la contribution budgétaire de la Grande-Bretagne était profondément injuste. Mais il s'est montré incapable d'arranger cette situation arbitraire. Nous avons négocié un compromis satisfaisant qui va nous donner, à nous-mêmes et à nos partenaires, le temps d'aborder les questions de fond. Nous sommes venus à bout des difficultés liées au commerce de la viande d'agneau entre la Nouvelle-Zélande et la Communauté, de manière à protéger les intérêts des éleveurs néo-zélandais tout en offrant à nos propres éleveurs et ménagères d'excellents avantages. Peter Walker mérite de recevoir tous nos compliments pour cet heureux accord. À cette heure, il a fait les deux tiers du chemin au terme duquel il aura réussi à se rapprocher notablement d'un consensus sur une politique commune de la pêche. C'est une question d'importance pour nos compatriotes. Ils sont très nombreux

à être concernés, dans la mesure où leurs moyens d'existence dépendent de cet accord.

Nous sommes confrontés à bien d'autres problèmes au sein de la Communauté, mais j'ai confiance en notre capacité d'en venir à bout grâce à la démarche résolue mais raisonnable qui est la nôtre, et a donné les preuves de son efficacité en tous points supérieure à celle du gouvernement précédent, et ses cinq années de procrastination.

Avec chaque jour qui passe, il devient plus évident que, dans un monde élargi, l'horizon devant nous s'assombrit, et la guerre entre l'Iran et l'Irak est le dernier symptôme en date d'un mal plus grave. L'Europe et les États-Unis sont des havres de stabilité dans un monde où grandit l'inquiétude. La Communauté et l'Alliance offrent la garantie aux autres nations que la démocratie et la liberté de choix sont toujours possibles. Elles symbolisent l'ordre et la primauté du droit à une époque où le désordre et l'anarchie se répandent toujours davantage.

Le gouvernement britannique entend rester fidèle à ces deux grandes institutions que sont la Communauté et l'Otan. Nous ne les trahisons pas. Le retour de la Grande-Bretagne à la place qu'elle mérite dans l'ordre du monde, et la confiance des Occidentaux dans leur propre destin, ce sont deux aspects d'un même processus. Il faut s'attendre bien sûr à de mauvaises surprises à mesure que nous avancerons mais, raisonnables et résolus, nous réussirons à atteindre le terme de notre route. Je suis absolument sûre que cette sagesse, nous saurons la trouver en nous, et vous pouvez être certains que nous serons animés de cette détermination.

Dans son allocution chaleureuse et généreuse, Peter Thorneycroft nous a déclaré que ceux qui sont appelés à diriger de grandes nations, ont le devoir de sonder les cœurs et les âmes des hommes qu'ils cherchent à gouverner. J'ajouterai ceci à ce propos : ceux qui cherchent à gouverner ont le devoir, à leur tour, de révéler le fond de leur cœur et de leur âme à leurs compatriotes.

Cet après-midi, j'ai tenté de vous exposer certaines de mes plus profondes convictions et certitudes. Notre parti, que j'ai le privilège de

servir, et mon gouvernement, que je suis fière de diriger, ont pris une tâche énorme à bras-le-corps, celle de redonner à notre peuple confiance et stabilité. J'ai toujours su que c'était là une tâche vitale. Depuis la semaine dernière, elle est devenue plus encore vitale que jamais. Nous achevons notre congrès alors que cette sinistre Utopie vient d'être dévoilée à Blackpool. Faisons en sorte que les travaillistes et leur cauchemar orwellien de la gauche nous servent d'encouragement à consacrer, avec une urgence nouvelle, chaque atome de notre énergie et de notre force morale à la restauration des fortunes de ce pays de liberté, le nôtre.

Si nous devions échouer dans notre entreprise, cette liberté pourrait être mise en péril. Ne nous laissons pas, dès lors, séduire par les flatteries des âmes sensibles ; restons sourds aux braillements et aux menaces des extrémistes ; restons tous ensemble, unis, et accomplissons notre devoir. Ainsi nous serons assurés de la victoire.

*. 10 October 1980 – Brighton – <http://www.margaretthatcher.org/document/104431>

BLACKPOOL, 16 OCTOBRE 1981^{*}

CONTEXTE

- La politique menée par Margaret Thatcher est très débattue à l'intérieur du Parti conservateur : une tentative de déstabilisation menée par Ted Heath échoue.
- La récession britannique a pris fin en juillet 1981 mais la situation économique demeure très difficile, avec des fermetures d'usines et un taux de chômage qui ne baisse toujours pas.
- La guerre entre l'Iran et l'Irak a fait fortement augmenter les prix du pétrole (de 14 dollars en 1978 à 35 dollars en 1981).

IDÉES FORTES DU DISCOURS

Margaret Thatcher prononce un discours essentiellement économique et vante la détermination d'un gouvernement s'attachant à des principes forts qui ne manqueront pas de produire leurs fruits. Elle entend également démontrer la dimension pragmatique de son approche – « Je puis vous dire sans l'ombre d'une hésitation que si, à mon sens, il se trouvait un moyen de résoudre plus facilement les problèmes auxquels la Grande-Bretagne se voit confrontée,

et si j'estimais que la situation mondiale me permettait d'emprunter une voie moins parsemée d'obstacles, je m'engouffrerais dans l'ouverture. Il ne serait pas question de rester obstinément fidèle à je ne sais quel dogme. Je n'ai rien à prouver, si ce n'est que la Grande-Bretagne peut renouer avec la réussite et que tous, nous pouvons profiter à nouveau des fruits de cette victoire. »

- Elle refuse catégoriquement de relancer la demande par une baisse des taux d'intérêt – « Cela explique pourquoi la question n'est pas de savoir s'il faut choisir entre juguler l'inflation ou vaincre le chômage. »
- Elle perçoit un début de retournement de la conjoncture car les investissements privés s'orientent de plus en plus vers la Grande-Bretagne.

Margaret Thatcher vante par ailleurs le succès des mesures prises en faveur des petites entreprises (Business Start-Up Scheme) et des privatisations. Elle fait la pédagogie des vertus de la libre concurrence pour emporter l'adhésion – « La vérité, c'est que le seul moyen de voir les entreprises d'État commencer à s'intéresser aux besoins du consommateur est de les stimuler à la concurrence. Je n'avais jamais imaginé que nous réussirions à progresser autant en matière de dénationalisation au cours de nos premières deux années et demie de gouvernement. Et je puis vous assurer que nous prendrons d'autres mesures équivalentes lors de la prochaine session parlementaire. »

En dehors des questions économiques :

- Margaret Thatcher réitère sa vision de la société : une démocratie fondée sur la famille et l'accès à la propriété.
- Elle renouvelle son ambition d'un État régalien fort pour combattre le terrorisme de l'IRA en Irlande du Nord et défendre les libertés fondamentales : « C'est dans ce sens que nous autres, conservateurs, insistons sur l'idée que le gouvernement doit être fort, d'une force qui

permette de faire régner la loi, maintenir l'ordre public, protéger la liberté. »

- En matière de politique extérieure, elle réaffirme son opposition au communisme et l'importance de l'alliance transatlantique – « Il nous est impossible de nous défendre, sur notre île comme en Europe, si nous nous privons d'une alliance étroite, sérieuse et chaleureuse avec les États-Unis. Les relations d'amitié que nous avons nouées avec l'Amérique ne se nourrissent pas seulement des souvenirs partagés des dangers que nous avons affrontés ensemble, et de nos ancêtres communs. Elles reposent aussi sur le respect que nous manifestons les uns et les autres à l'égard de l'État de droit et de la démocratie représentative. Ce que nous entendons faire, ce n'est pas simplement confirmer, mais raffermir, un sentiment d'amitié qui a servi à nous sauver par deux fois au cours de ce siècle. »

BLACKPOOL, 16 OCTOBRE 1981

Merci, M. le Président, pour cette merveilleuse présentation, tellement à l'image de la générosité qui est la vôtre et de votre dévouement au service de notre cause.

Je me tourne maintenant vers une autre grande figure qui s'est consacrée à notre parti. Il y a six ans et demi, j'ai prié Peter Thorneycroft de présider notre parti. Tout naturellement, je me sentais inquiète à l'idée de savoir s'il accepterait d'assumer les très lourdes responsabilités qu'implique cette présidence. Mais cette inquiétude n'avait pas lieu d'être. Lui qui avait déjà fait don de plus de quarante ans de bons et loyaux services à notre parti était disposé à nous en accorder davantage. Nous nous sommes tous rejoints pour témoigner le même respect à l'égard de la sagesse de son jugement, du zèle qu'il a manifesté dans la défense de notre cause, de sa largeur de vues et de son empressement à agir dans le sens de l'honneur impérissable de notre nation. Dans une réaction caractéristique de sa magnanimité d'âme, il me suggéra de nommer un président qui soit

plus jeune. Je suis bien sûre que c'est notre vœu à tous d'envoyer à Peter et Carla, en ce dernier jour de notre congrès, un message d'affection et de gratitude en reconnaissance des qualités exceptionnelles qu'il a mises, sans réserve aucune, au service du parti qui fait l'objet chez lui d'une foi si profonde.

Et je voudrais, si je le puis, dire ceci à notre président en exercice : j'aimerais vous faire partager un secret. À Peter, j'ai demandé ce qu'il pensait de vous. Avec cette prudence et cet art de la litote qui le caractérisent, il m'a dit : « Je crois qu'il devrait assez bien s'en sortir » – et c'est un sentiment que nous partageons tous.

Cette semaine, à Blackpool, se sont tenues les assises de la nation. Une fois encore, le Parti conservateur a fait la démonstration qu'il était le parti de tous les citoyens. Nous ne sommes pas là pour manipuler des millions de votes bloqués dans un simulacre de démocratie ; nous n'avons pas plus été attirés en cet endroit par la vaine tentation d'un mariage de convenance. Nous sommes là pour représenter la myriade d'intérêts divers exprimés dans toutes les différentes circonscriptions du pays. Nous sommes là parce que nous éprouvons tous la même préoccupation, profonde et permanente, à l'égard de l'avenir de notre pays et de notre parti.

Nous avons été les témoins de rudes discussions et désaccords – et j'en suis heureuse. Pendant des années, à l'occasion de la tenue de nos congrès, je me suis faite à l'accusation selon laquelle nous serions un parti sans odeur et sans saveur, attentif à éviter les conflits. Je ne pense pas que nous méritions ce type de blâme cette année.

Ce que nous avons vu, cette semaine, c'est un parti conscient de ses terribles responsabilités au moment extrêmement difficile où il est au gouvernement. Ces difficultés, nous ne sommes pas les seuls à les connaître, elles sont le lot de bien d'autres pays dans le monde, car nous sommes tous confrontés aux mêmes problèmes. La diversité de notre parti n'est pas une source de faiblesse ; elle concourt à notre force, car elle est

l'expression de l'investissement personnel que chacun d'entre nous apporte à l'accomplissement de la tâche qui nous attend.

Je dois vous dire tout de suite que je me réjouis de la prise de parole de Ted Heath devant le congrès et que je suis ravie de son offre de coopération pour l'élection partielle de Croydon.

Notre pays est pris dans une mer déchaînée. Chacun peut avoir son idée de la meilleure manière d'affronter les dangers, mais nous voguons tous sur les mêmes flots et naviguons sur le même bateau.

J'ai été attentive à une bonne partie du débat qui s'est déroulé dans ce hall de congrès et, vous savez, il me semble avoir entendu beaucoup des arguments qui nous ont été présentés depuis les marges du parti et, selon l'expression utilisée dans votre présentation, M. le Président, au-delà même de ces marges. Cet après-midi, j'aimerais synthétiser ce qui me semble représenter les principaux éléments constitutifs des conseils avisés que vous adressez au gouvernement, et me faire l'interprète de certaines de vos inquiétudes.

La première de ces inquiétudes, c'est la sincère et profonde préoccupation que fait naître chez vous la conscience des difficultés personnelles et du gâchis qui accompagnent chaque fermeture d'usine et chaque licenciement. J'ai appris à connaître dès l'enfance le sentiment de dignité lié à la notion de travail et, à l'inverse, la blessure que peut infliger à l'amour-propre l'inactivité forcée. Pour nous, travailler, c'était le seul mode de vie qui nous était familier, et on nous élevait dans la conviction que le travail n'était pas simplement une nécessité, mais une vertu.

Le thème de réflexion principal de ce congrès est centré sur la préoccupation qui est la nôtre en ce qui concerne le sort des employés mis au chômage. Mais nous ne cherchons pas seulement à exprimer cette inquiétude ni à en donner des témoignages ; nous voulons élaborer et mettre en œuvre les mesures concrètes qui offrent les meilleures chances de créer des emplois plus pérennes dans les années à venir.

Pour atteindre ce but, il nous faut apprendre les leçons du passé afin d'éviter de répéter les erreurs qui nous ont conduits au départ à ces

poussées de l'inflation et du chômage. Le chômage actuel est dû en partie à la brusque montée des prix du pétrole ; de l'argent a été ainsi absorbé qui aurait pu être utilisé dans des investissements plus massifs ou l'achat de produits fabriqués dans des usines britanniques. Mais ce n'est pas tout. Pour une trop grande part, ce chômage actuel trouve son origine dans les énormes augmentations de salaires qui ne s'appuyaient pas sur un surcroît de production, dans les pratiques restrictives des syndicats, l'abus des sureffectifs, les grèves à répétition, la médiocrité de certains dirigeants d'entreprises, et la fausse idée selon laquelle le gouvernement, quoi qu'il arrive, viendrait immanquablement au secours des firmes en difficulté. Aucune politique ne peut aboutir si l'on ne s'attaque pas à la racine de ces problèmes.

Ce qu'il faut, c'est que nous travaillions et gagnions notre vie dans un monde qui puisse faire le choix entre les biens que nous produisons et les biens originaires des autres pays. L'ironie de la chose, c'est que de nombreux travailleurs passent cinq jours de la semaine à fabriquer des produits britanniques puis, le samedi, vont dépenser l'argent ainsi gagné pour acheter des biens consommables fabriqués à l'étranger, dans des pays qui ont adopté des technologies plus modernes, et où le patronat et la main-d'œuvre ont compris qu'ils forment une seule et même équipe.

Oh oui, le chômage est le sujet qui génère le plus de passions chez nous, et on a beau dire et redire ce qui nous y a conduits, cela ne peut changer le fait – (Interruption) –. Si, dans ce congrès, c'est un sujet qui compte, et pour nous il compte à un tel point qu'on ne se contente pas d'en parler, mais qu'on essaie d'élaborer des mesures concrètes pour en venir à bout.

On a beau dire et redire ce qui nous y a conduits, cela ne peut changer le fait qu'une quantité de gens qui ont mis loyalement tout leur cœur dans leur travail pour des entreprises disséminées partout dans le pays, éprouvent de la douleur et du ressentiment quand, après des années de bons et loyaux services, ils se retrouvent d'un seul coup privés d'emploi.

Je comprends cela – j'aurais la même réaction. Mais cela rendrait encore plus inexcusable le fait pour un ministre, et plus encore le Premier

Ministre, de leur faire miroiter de faux espoirs ou leur proposer des remèdes de charlatan. Nous sommes confrontés à l'un des problèmes les plus complexes et sensibles de notre époque, et ni la rhétorique ni la compassion n'y suffiront. Les manifestations non plus.

Beaucoup de voix se sont élevées ces dernières semaines pour nous exhorter à consentir les investissements publics nécessaires afin de retrouver un haut niveau d'emploi et, dans le même temps, de réduire les taux d'intérêt. C'est un procédé coutumier, auquel de nombreux gouvernements de différentes natures ont eu recours ces trente dernières années.

Au début, cette technique a assez bien marché. Dans les années 1950, quelques millions de livres de ce qu'on a pris coutume d'appeler la reflation permirent une reprise en termes d'emplois et de production. Mais au fil du temps, la dose d'investissements requis s'est mise à grossir tandis que l'effet d'entraînement diminuait. Les années 1960 venues, ce furent des centaines de millions qu'on investit dans des dépenses publiques pour parvenir à redonner de l'emploi à quelques centaines de milliers de nos concitoyens. Au cours des années 1970, on découvrit qu'après avoir déversé des milliards dans de nouvelles relances, on se retrouvait avec des niveaux de chômage qu'on aurait cru inimaginables dix ou vingt ans plus tôt. On avait usé et abusé de ce tour de passe-passe. Les gens, en leur qualité de salariés et de consommateurs, s'étaient fait une petite idée de ce que le gouvernement fabriquait avec leur argent. Ils comprirent qu'il était en train de créer de l'inflation et ils en tinrent compte dans leurs revendications salariales. C'est de cette manière que tout l'argent investi se vit englouti dans les prix et les salaires au lieu d'être converti en emplois supplémentaires.

Si bien qu'aujourd'hui, si nous devons agir comme on nous presse de le faire, et remettre un autre milliard de livres dans le panier de nos dépenses publiques, on arriverait sans doute à susciter la création de 50 000 nouveaux emplois sur une période de deux ans, qui eux-mêmes se verraient annulés du fait de la perte d'autres postes de travail dans

l'industrie privée, perte qui serait le résultat de ce que nous venions de faire.

La vérité, c'est qu'une bonne partie des taxes majorées et des taux d'intérêt augmentés dans lesquels il faut puiser pour alimenter les nouvelles dépenses serait prise dans les caisses de toutes les entreprises, sans exception, du pays. « Ah ! » nous réplique-t-on, « ne touchez ni aux taxes ni aux taux d'intérêt – au contraire, baissez-les ». Ce qui veut dire : « Actionnez la planche à billets. » Il n'existe pas de meilleure recette, je dois dire, pour détruire la confiance dans la livre sterling chez nous et à l'étranger et réduire en miettes l'épargne de toutes les familles. Cela provoquerait un excès de la masse monétaire et une situation de pénurie, triste récompense pour une politique de gestion prudente. Cela n'est pas du tout l'orientation pour laquelle ce gouvernement a été élu.

Ces problèmes, cela dit, ne sont pas spécifiques à la Grande-Bretagne. Dans le monde entier, les États cherchent à emprunter à des niveaux inédits jusqu'ici, et c'est bien pourquoi les taux d'intérêt, sur toutes les places financières importantes, ont connu ces fortes hausses. En fait, si nous avions été membres du système monétaire européen, nous aurions très bien pu voir nos propres taux grimper dès avant septembre.

Cela explique pourquoi la question n'est pas de savoir s'il faut choisir entre juguler l'inflation ou vaincre le chômage. À la vérité, comme nous l'a rappelé hier l'un des intervenants, on lutte contre le chômage en combattant l'inflation. Vous aurez toujours, bien sûr, ceux qui vous promettent de traiter le problème sans douleur. Comme j'aimerais qu'ils aient raison. Qui, davantage que le Premier Ministre, aurait intérêt à trouver une réponse simple aux maux qui nous affectent ? Mais personne ne connaîtra ce bonheur parce que de réponse simple, il n'y en a pas – (Interruption). Ça rend l'exercice d'autant plus stimulant, vous ne trouvez pas ? Comme l'a remarqué le Président, tout cela nous rappelle les Loyalistes de l'Empire lorsque nous étions jeunes et assis là où vous êtes.

S'il existait cependant une méthode pour avoir raison en même temps de l'inflation et du chômage, je n'attendrais pas une seconde pour

l'adopter. Je puis vous dire sans l'ombre d'une hésitation que si, à mon sens, il se trouvait un moyen de résoudre plus facilement les problèmes auxquels la Grande-Bretagne se voit confrontée, et si j'estimais que la situation mondiale me permettait d'emprunter une voie moins parsemée d'obstacles, je m'engouffrerais dans l'ouverture. Il ne serait pas question de rester obstinément fidèle à je ne sais quel dogme. Je n'ai rien à prouver, si ce n'est que la Grande-Bretagne peut renouer avec la réussite et que tous, nous pouvons profiter à nouveau des fruits de cette victoire. Cependant, M. le Président, je ne peux me résoudre à céder aux pressions qui s'exercent sur moi pour que je suive un chemin qui nous éloignera encore de cet objectif. Ce n'est pas de l'entêtement. C'est du pur bon sens. Les sévères mesures que mon gouvernement a été obligé de mettre en œuvre représentent le strict minimum nécessaire pour que notre politique soit couronnée de succès. Je ne dévierai pas de ma ligne par pure démagogie. En vérité, si d'aventure un gouvernement conservateur se mettait en tête de prendre un chemin qu'il sait ne pas être le bon parce qu'il a peur de partir dans la direction qu'il faut, il serait temps alors pour les Tories de crier « Stop ». Mais vous n'aurez jamais à le faire aussi longtemps que je demeurerai Premier Ministre.

M. le Président, contre vents et marées, dans les conditions actuelles de la concurrence internationale, le commerce britannique se met à engranger de grosses commandes qui, trop longtemps, sont allées ailleurs. Comme notre secrétaire général nous le rappelait il y a quelques jours de cela, des produits britanniques pour une valeur d'un milliard de livres sont exportés chaque semaine. Au cours du seul mois dernier, Standard Telephones a signé le contrat, estimé à 170 millions de livres, pour la pose d'un câble téléphonique qui traversera le Pacifique et reliera l'Australie au Canada – le contrat le plus important de ce genre jamais soumis à un appel d'offres. British Steel a remporté des contrats d'une valeur de 170 millions de livres en mer du Nord et, de l'autre côté du globe, à Hong Kong. La Davy Corporation se trouve à la tête du consortium international chargé de construire des aciéries en Inde, pour une somme de 1 milliard 250 millions

de livres. Foster Wheeler a engagé les travaux pour la construction d'une usine pétrochimique en Grèce qui coûtera 140 millions de livres. De grandes compagnies internationales telles que Texas Instrument, Hewlett Packard et Motorola offrent la démonstration de leur confiance en l'avenir de la Grande-Bretagne en faisant le choix de notre pays, dirigé par un gouvernement conservateur, comme principal territoire où localiser leur expansion.

Voilà comment on créera de nouveaux emplois – par milliers – au bénéfice de la Grande-Bretagne. Voilà où trouver le chemin de la véritable guérison. Et cela se déroule sous nos yeux. Nous tenons la victoire.

Tous ces succès font la une des journaux, mais pour mon gouvernement, la santé de bien des petites entreprises dynamiques compte tout autant. Nous avons d'ores et déjà adopté quelque soixante mesures visant à venir en aide directement, et de façon concrète, aux petites entreprises. En fait, notre programme gouvernemental d'aide à la création d'affaires commerciales est l'un des plus novateurs et des plus efficaces du monde occidental. Ce sont dix mille nouvelles affaires qui se montent chaque mois. Les nouveaux emplois durables du futur, pour l'essentiel, c'est là qu'ils vont s'implanter. Je salue le travail qui s'y accomplit et l'esprit d'entreprise qui s'y déploie, et je formule pour elles tous mes vœux.

Mais oui, je sais. Vous l'avez dit et redit toute la semaine. Le secteur privé continue d'être retenu en otage par ces géants que sont les industries nationalisées monopolistiques. Et vous avez raison. Pour fixer leurs prix, celles-ci ne se fondent pas sur les niveaux des allocations de chômage. Elles retiennent d'autres critères. Et elles n'ont pas à se frotter à la concurrence. Elles ont des marchés captifs qui font ce qu'elles leur demandent. Lorsque les prix pratiqués par les entreprises privées sont augmentés de moins de 10 %, ceux des industries nationalisées grimpent de 20 %.

La vérité, c'est que le seul moyen de voir les entreprises d'État commencer à s'intéresser aux besoins du consommateur est de les stimuler

à la concurrence. C'est la raison pour laquelle, par exemple, Norman Fowler, lorsqu'il était ministre du Transport, retira aux chemins de fer britanniques le droit de veto qu'ils détenaient sur l'octroi des licences aux compagnies de cars. Si aujourd'hui l'on peut effectuer le trajet de Manchester à Londres ou d'Édimbourg à Bristol par la route ou le rail à des tarifs inférieurs à ceux qui avaient cours quand nous sommes venus au pouvoir, on le doit à Norman Fowler, de la même façon que l'on est redevable à Freddie Laker de pouvoir traverser l'Atlantique pour un prix très inférieur à ce qu'il eût été au début des années 1970. La concurrence, ça marche.

Vous avez entendu Patrick Jenkin évoquer des compagnies aussi différentes que Cable and Wireless et British Transport Hotels. Je n'avais jamais imaginé que nous réussirions à progresser autant en matière de dénationalisation au cours de nos premières deux années et demie de gouvernement. Et je puis vous assurer que nous prendrons d'autres mesures équivalentes lors de la prochaine session parlementaire.

M. le Président, si cela c'est du dogmatisme, alors c'est le dogmatisme de M. Marks et de M. Spencer, et j'en assumerai la culpabilité à tout moment.

Mais, vous savez, une chose me vient parfois à l'idée. Imaginons un instant que n'ayons pas eu affaire à tous ces aimables travaillistes modérés – du genre de ceux qui passent en ce moment au Parti social-démocrate – nous n'aurions pas eu, pour commencer, à nous confronter à tous ces problèmes. Car ce sont les travaillistes modérés qui ont nationalisé les industries dont on parle. Les coupables, ce sont eux. Et ils sont désormais en cheville avec David Steel – même si je soupçonne que M. Gladstone l'aurait exprimé plus élégamment. Le leader des libéraux est pris, semble-t-il, d'une forte passion pour les pactes, les associations, les ententes et les alliances – une sorte d'homme de toutes les fusions. Loin de moi l'idée que les pactes, en eux-mêmes, soient une mauvaise chose. Mais à la condition de reposer sur un large socle de principes communs. Mais privés de cette

proximité idéologique véritable, des partis qui vacillent déjà sur eux-mêmes ont tendance à se faire bousculer par leurs partenaires.

Les épousailles ne valent que pour une seule élection. Après cela, chacune des parties peut dire pouce et partir de son côté. Bon, je le sais bien, rien ne dure jamais. Mais avouez qu'un couple qui prend date pour prononcer le divorce avant même d'être descendu pour s'attabler devant le petit déjeuner, c'est un couple peu ordinaire. La prudence en la circonstance peut sans doute se comprendre. On ne sait pas grand-chose du SDP, si ce n'est que ses quatre leaders étaient des membres clés des gouvernements travaillistes des années 1960 et 1970. Et si le pays traverse une passe difficile aujourd'hui, ils ont leur part de responsabilité dans cet état de choses. Par ailleurs, ils n'ont pas renoncé à leurs idées socialistes. M. Jenkins a beau faire remarquer que, Dieu lui en soit témoin, il n'a pas utilisé le mot « socialisme » depuis des lustres, il ne l'a pas non plus désavoué. Non plus que ses anciens collègues de gouvernement, les autres dirigeants du nouveau parti dans les bras duquel les libéraux sont invités à se réfugier.

À une époque où le danger qui menace s'accroît pour tous ceux qui chérissent la liberté et ont foi en elle, ce parti du centre mou n'offre aucune protection, aucun refuge, ni aucune réponse.

Comme Quintin Hailsham l'a fait observer en termes si directs voici quelques jours : « À chaque fois qu'il y a eu confrontation avec l'agent d'une politique de puissance, le Centre mou s'est toujours désintégré. » Et lorsque le Centre mou des sociaux-démocrates du SDP se sera désintégré, nous nous retrouverons aux prises avec la coquille coriace du Parti travailliste.

Et ne vous y méprenez pas, l'équipe dirigeante du Parti travailliste veut atteindre l'objectif qu'elle s'est toujours fixé, ce socialisme pur et dur qui l'a toujours animée et la guide dans ses choix politiques comme dans sa gouvernance.

M. Wedgwood Benn a déclaré que « les forces du socialisme en Grande-Bretagne ne peuvent être mises en échec ». Si, on peut les contenir, et on

les contiendra. Nous leur ferons barrage. Nous leur ferons barrage démocratiquement, et j'utilise le terme dans le sens que le dictionnaire, non M. Benn, lui donne. Ce qui n'est pas possible, c'est de les arrêter à moitié, surtout si l'on compte sur ceux qui durant des années ont été leurs alliés et les ont nourries. Certaines des choses qui comptent le plus dans la vie sortent du champ de l'économie. Dimanche dernier, je suis allée rendre visite aux victimes de l'attentat à la bombe qui s'est produit à Chelsea, ce type d'acte de violence qui a été monnaie courante en Irlande du Nord. Après avoir vu les enfants et les jeunes militaires blessés, le désespoir des parents et des épouses, vous vous dites que vous avez eu bien de la chance. Car leur monde à eux a été cruellement, et en quelques secondes, pulvérisé par les poseurs de bombes et les terroristes qui, partout où ils se trouvent, sont les ennemis de la société civilisée.

Et nous sommes tous, de la même façon, impliqués dans cette situation, dans la mesure où toute détérioration de l'ordre public nous concerne tous. Personne n'est à l'abri quand ce sont les terroristes et les petites brutes qui tiennent le haut du pavé. Nous cherchons la protection de la police et des tribunaux pour défendre la liberté des gens ordinaires, parce que sans maintien de l'ordre aucun d'entre nous ne peut vaquer à ses activités quotidiennes avec un sentiment de sécurité. Sans ce même maintien de l'ordre, c'est le règne de la peur qui s'installe, et les partisans de la force et de la violence imposent leurs règles à tous. C'est bien pourquoi la première mesure à prendre après les émeutes de Brixton et Toxteth fut de restaurer l'ordre. Rien, mais absolument rien, ne pouvait justifier la violence dont nous avons été les témoins cette semaine-là.

J'ai prêté attention à chaque mot qui a été prononcé au cours du débat de mardi. Vous avez exprimé vos opinions avec la plus grande clarté. Aussi résolument que nous soutenions les efforts de la police et veillions au respect de l'ordre public, vous nous incitez à redoubler d'efforts. Je vais prendre devant vous cet engagement. La priorité de mon gouvernement, c'est de maintenir l'ordre et de garantir la paix du royaume. L'ordre repose sur la discipline, et massivement sur la discipline que l'on s'impose à soi-

même. Je regrette amèrement que les vertus de l'autodiscipline et de la maîtrise de soi, les signes d'une démocratie mature, aient été si médiocrement enseignées dans certains foyers et certaines écoles que, par voie de conséquence, leur pratique dans notre société soit tombée en désuétude.

Et c'est lorsque l'autodiscipline se délite que la société se doit de faire respecter l'ordre. C'est dans ce sens que nous autres, conservateurs, insistons sur l'idée que le gouvernement doit être fort, d'une force qui permette de faire régner la loi, maintenir l'ordre public, protéger la liberté. Cette vérité, que nos ancêtres connaissaient bien, certains individus appartenant à notre génération se sont ingéniés à la désapprendre. Que veut dire la liberté si sa signification ne recouvre pas les sens de liberté de ne pas subir des violences et liberté de ne pas être la victime d'intimidations ?

L'un des éléments les plus symptomatiques de la rhétorique de la gauche, c'est l'absence presque totale de toute référence à la famille. Et pourtant, la famille est l'unité de base de notre société, et c'est au sein de la famille que se forme la génération suivante. Notre préoccupation, c'est de mettre sur pied une démocratie de propriétaires, et elle est donc d'essence humaniste. Notre désir naturel, en tant que conservateurs, est que chaque famille se sente impliquée dans la société et que le privilège d'un foyer familial ne soit pas accessible qu'à une minorité.

Le fait que plus de 55 % de la population soient propriétaires de leur logement vient récompenser les efforts engagés par les gouvernements conservateurs qui se sont succédé, chacun d'entre eux ayant apporté sa pierre à l'édification de cette démocratie de possédants.

Notre tour est venu de poursuivre leur travail et de permettre l'accès à la propriété de leur logement à nos nombreux concitoyens qui, jusqu'à maintenant, en ont été délibérément exclus. Les municipalités, spécialement celles aux mains des travaillistes, ont tenu à conserver leur rôle de bailleurs. Elles en sont friandes, parce qu'elles en retirent beaucoup de pouvoir. De cette façon, plus de deux millions de familles se sont

retrouvées en devoir d'acquitter des loyers sans en voir la fin. Des règlements tracassiers génèrent des clauses restrictives et imposent une dépendance qui n'est pas souhaitée. On trouve là les traces des derniers vestiges du féodalisme qui a régné en Grande-Bretagne. La doctrine socialiste se nourrit d'un sentiment d'arrogance, qui leur fait dire qu'ils ont la science infuse. Pour eux, l'égalité des chances ne veut rien dire d'autre que la chance qui leur est donnée à eux, travaillistes, de mettre en œuvre une politique égalitaire.

Ce n'est nulle part plus vrai que dans le système éducatif. Pour toutes les familles, l'opportunité d'offrir à ses enfants un meilleur départ dans la vie que dans la sienne propre constitue l'une des plus grandes joies. Et pourtant nous avons à ce point cédé à l'obsession de la réorganisation de l'enseignement, comme à celle des bâtiments et des équipements, que nous avons oublié de nous attacher à la qualité et aux contenus de ce que l'on enseigne dans nos établissements scolaires. Or c'est de cela précisément que les parents se soucient en priorité, et c'est bien la raison pour laquelle mon gouvernement leur a accordé beaucoup plus de pouvoir de contrôle sur la gestion de ces établissements, des possibilités accrues de choix de l'école pour leurs enfants, ainsi qu'une responsabilité nettement plus grande vis-à-vis de la génération future.

Mais les meilleures écoles, le meilleur habitat et la meilleure éducation ne nous seront d'aucune utilité si nous n'avons ni les moyens ni la volonté de défendre le mode de vie de nos compatriotes. Car hors de nos frontières, rôde le danger. Avec l'Union soviétique, nous avons face à nous une puissance dont le but déclaré est d'« enterrer » la civilisation occidentale. Nous savons d'expérience que les menaces telles que celles qui pèsent actuellement sur nous ne disparaissent qu'à une condition : qu'on y réponde avec la dose de calme, de tact et de détermination qui convient. Il nous est impossible de nous défendre, sur notre île comme en Europe, si nous nous privons d'une alliance étroite, sérieuse et chaleureuse avec les États-Unis. Les relations d'amitié que nous avons nouées avec l'Amérique ne se nourrissent pas seulement des souvenirs partagés des dangers que

nous avons affrontés ensemble, et de nos ancêtres communs. Elles reposent aussi sur le respect que nous manifestons les uns et les autres à l'égard de l'État de droit et de la démocratie représentative. Ce que nous entendons faire, ce n'est pas simplement confirmer, mais raffermir, un sentiment d'amitié qui a servi à nous sauver par deux fois au cours de ce siècle.

Sans la magnanimité des États-Unis, l'Europe aujourd'hui serait privée de liberté. Et la paix n'aurait pas pu être sauvegardée en Europe pendant une période qui aura duré trente-six ans à ce jour. Dans l'hypothèse où cette paix pourrait se prolonger encore pendant huit ans, nous aurons alors vécu le plus long intervalle, en deux siècles, qui ne soit marqué par aucune guerre sur le continent européen. Quel triomphe à mettre au crédit de cette alliance occidentale.

L'un des thèmes majeurs de la propagande soviétique sert à convaincre le monde que l'Occident, et les États-Unis en particulier, sont les pourvoyeurs d'armes, et non l'Union soviétique. Rien ne peut être aussi éloigné de la vérité. Mais il n'est pas surprenant que les Russes aient trouvé un auditoire disposé à les entendre, car aucun d'entre nous ne se fait la moindre illusion sur les horreurs que déclencherait une guerre atomique, et nous sommes tous saisis d'effroi. Cependant, ces frayeurs doivent nous obliger à réfléchir aux meilleurs moyens de sauver la paix. Et c'est justement parce que j'estime que les unilatéralistes rendent la guerre plus probable que je suis à la recherche d'une alternative.

Est-ce que vraiment nous pourrions convaincre les Russes de s'asseoir à la table des négociations si, de notre côté, nous avons déjà renoncé à l'armement nucléaire ? Quelle raison auraient-ils de négocier si nous avons déjà déposé les armes ? Est-ce qu'ils seraient prêts à suivre notre exemple ? Je ne connais pas d'unilatéralistes au Kremlin. Jusqu'au jour où nous arriverons à un accord sur le désarmement multilatéral, nous n'avons d'autre choix que de conserver un stock suffisant d'armes nucléaires pour signifier à un agresseur potentiel qu'une attaque dirigée contre nous serait suivie de conséquences désastreuses pour lui-même.

À ceux qui exigent la fermeture des bases nucléaires américaines sur notre sol, je voudrais dire ceci : nous, Britanniques, nous ne pouvons sans rougir nous tenir à l'abri du parapluie nucléaire américain et en même temps dire à nos amis des États-Unis : « Libre à vous de défendre notre territoire avec vos missiles basés chez vous, mais interdiction de les entreposer sur notre territoire. »

Nous protéger de la tyrannie a un coût, il est élevé, mais il nous faut le payer, car la guerre nous coûterait infiniment plus cher et nous serions sûrs de perdre tout ce qui compte à nos yeux.

C'est au sein de ce monde dangereux que la Grande-Bretagne est tenue de vivre. Impossible d'y échapper, ou de se réfugier sur son île comme dans un bunker. Et pourtant c'est bien là ce que propose le Parti travailliste. Il est devenu le parti du « renoncement » – il faudrait renoncer à nos obligations de défense, renoncer à nos engagements nucléaires vis-à-vis de l'Otan, renoncer à faire partie de la Communauté européenne.

C'est dans le domaine des questions européennes que le contraste avec les conservateurs est le plus marqué. Quand ils étaient au pouvoir, les travaillistes n'ont rien fait pour faire progresser la Communauté européenne. En deux ans et demi, le gouvernement que je dirige a fait sérieusement réduire notre contribution au budget de la Communauté, qu'elle a engagée par ailleurs sur la voie d'ambitieuses réformes. Il est vital que nous nous fixions les bons objectifs. Des gains que nous réalisons à l'étranger, 43 % sont effectués au sein du Marché commun. Ce sont plus de deux millions d'emplois qui dépendent de notre commerce avec l'Europe, deux millions d'emplois qui risqueraient de disparaître si la Grande-Bretagne quittait l'Europe. Et même dans l'hypothèse où nous conserverions les deux tiers de nos échanges commerciaux avec le Marché commun après lui avoir tourné le dos d'un air indigné – et c'est là une projection optimiste – ce seraient encore deux millions d'employés qui viendraient grossir les rangs des chômeurs. Et cela n'est que le début.

Des entreprises américaines et japonaises viennent chez nous pour construire des usines et créer des emplois pour nous, avec l'intention de

vendre sur tout le continent européen. Si nous sortions du Marché commun, les investisseurs potentiels nous battraient froid. Ils iraient en Allemagne, en France ou en Grèce. Même ceux qui sont déjà chez nous ne se satisferaient plus d'un marché de cinquante millions de consommateurs « enfermés, encagés, confinés » par une kyrielle de contrôles à l'importation, droits de douane et autres barrières tarifaires. Ils auraient tôt fait de déguerpir. En emportant avec eux, pour les distribuer dans le reste de l'Europe, leurs investissements, leurs capacités d'expansion et leurs emplois.

En vérité, le non-dit qui se dissimule derrière ces discours sur la sortie de la Communauté et le désarmement unilatéral, c'est que nos exportateurs vont continuer de supporter leurs fardeaux et se charger en même temps des nôtres. Ils accepteraient toujours d'acheter nos produits, en dépit du fait qu'on bouderait les leurs, et ils ne se lasseraient pas d'assurer la défense de l'Europe ni de nous fournir le bouclier derrière lequel on pourrait s'abriter.

Quelle vision méprisable du rôle de la Grande-Bretagne. Il n'est rien que notre nation ne puisse faire. Le déclin n'est pas une fatalité. On dit que je suis un optimiste. Eh bien, dans mon rôle, on a droit à toutes sortes d'épithètes. Se faire traiter d'optimiste n'est pas la pire des injures, loin de là, et je la revendique volontiers. Je garde le souvenir de l'état dans lequel se trouvait naguère le pays, et je sais ce que nous pouvons en faire. Mais, pour commencer, il nous faut nous défaire de l'idée que les lois de la gravité économique peuvent, d'une façon ou d'une autre, être suspendues en notre faveur, et que les règles qui contraignent les autres nations ne nous concernent pas.

Il nous faut pour finir accepter ce que, d'une certaine manière, nous refusons de regarder en face depuis la guerre – le fait que malgré, à l'époque, notre contribution au monde qu'avec un esprit superbe de résistance nous avons aidé à survivre, ce même monde, depuis lors, ne s'est jamais senti tenu pour cette raison de nous rembourser le coût de notre engagement.

La conviction qui habite le Parti conservateur, c'est qu'on n'a jamais rien pour rien. Son solide fondement se trouve dans notre adhésion à une doctrine, qui tire sa force des principes du bon sens commun, d'une foi commune et d'une volonté commune qui animent le peuple britannique. Le bon sens de citoyens qui savent qu'on ne peut réussir sans efforts. La foi commune en la responsabilité de l'individu et les valeurs d'une société jouissant de la liberté. La volonté commune de surmonter les difficultés présentes et de cheminer jusqu'à la victoire, fille de l'unité.

Mon gouvernement, ce gouvernement qui fonde son action sur des principes, cherche à obtenir l'adhésion générale du peuple britannique à l'idée de travailler dans l'unité à la prospérité qui nous a si longtemps fait défaut. Il existe ceux qui disent que notre nation n'a plus l'énergie de se battre. Je pense bien connaître mes compatriotes, et je sais au fond de moi-même que cette énergie, ils l'ont en eux.

*. 16 October 1981 – Blackpool – <http://www.margaretthatcher.org/document/104717>

BRIGHTON, 8 OCTOBRE 1982^{*}

CONTEXTE

- La victoire des Malouines a restauré la fierté du pays et a provoqué un regain de patriotisme.
- Les indicateurs économiques commencent à montrer de nets signes d'amélioration :
 - L'inflation commence à baisser sérieusement (moins de 12 %) fin 1981.
 - En octobre 1982, 400 000 familles modestes ont pu acquérir leur logement.

IDÉES FORTES DU DISCOURS

Après une brève introduction sur le succès des Malouines et le réveil de l'esprit britannique, Margaret Thatcher souligne dans son discours le courage des forces armées à la fois dans les Malouines mais également en Irlande du Nord. Elle évoque également la lutte contre le bloc soviétique :

- « Nous avons inventé des armements capables par leur puissance de détruire notre planète. D'autres que nous ont créé des systèmes politiques suffisamment maléfiques pour tenter de réduire le monde

entier en esclavage. C'est le devoir de toutes les nations libres de faire face à cette menace. C'est le devoir de toutes les nations libres de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour défendre leur liberté et garantir la paix du monde. »

- Elle affirme son opposition au désarmement unilatéral : « Mais la paix, la liberté et la justice ne se trouvent que chez ceux qui sont prêts à les défendre. Mon gouvernement promet de donner la priorité absolue aux questions de défense, selon les moyens conventionnels ou nucléaires ».

Sur l'Europe, elle rappelle son attachement au marché commun mais dénonce les budgets excessifs versés par le Royaume-Uni – « Notre attachement au Marché commun n'en demeure pas moins indéfectible. Nous sommes toutes des nations démocratiques où la liberté et l'État de droit sont des éléments fondamentaux de nos institutions. Pour l'instant, comme vous le savez, nous réglons des sommes tout à fait conséquentes à nos partenaires de la Communauté qui sont souvent plus riches que nous-mêmes. Cela est profondément injuste. C'est aussi une politique à courte vue. Comme vous le savez, nous venons d'arriver au terme de notre accord triennal. Il va nous falloir vraiment nous battre – avec, bien sûr, toute la courtoisie qui convient – pour nous assurer que nous obtiendrons à l'avenir des conditions favorables. »

En matière économique, elle insiste sur le besoin de maintenir des coûts salariaux faibles et de continuer à lutter contre l'inflation :

- « C'est la responsabilité du gouvernement de lutter contre l'inflation, faire baisser les taux d'intérêt, réformer la législation sur les syndicats, réduire l'arsenal des réglementations, et lever les contraintes. Le reste est à la charge du secteur industriel, la main-d'œuvre et le patronat travaillant de concert. La raison en étant qu'au bout du compte, ce sont les employeurs du privé qui créent la grande majorité des emplois. »

- Elle invite, avec une véritable faculté d'anticipation et un souci évident de modernité, à accepter les nouvelles technologies pour faire face aux défis de la mondialisation.

En parallèle, Margaret Thatcher cherche à rassurer sur le maintien du système public de santé après la fuite d'un document de travail révélant son remplacement progressif par des assurances volontaires : « Bien sûr, nous accueillons favorablement le développement du secteur privé de l'assurance santé. Il n'existe aucune contradiction entre ce soutien que nous lui accordons et nos efforts en faveur du Service national de la santé. Le système d'assurance privée fait entrer plus d'argent, il aide à réduire les listes d'attente, et il encourage les nouveaux traitements et les nouvelles techniques. Mais que cela soit absolument clair pour tout le monde. Le NHS n'a rien à redouter de nous, bien au contraire. »

En vue des prochaines élections générales, Margaret Thatcher se donne pour impératif moral la poursuite de la ligne sur laquelle elle a été élue en 1979, malgré la situation économique mondiale difficile : « Il n'existe qu'une façon d'obtenir beaucoup de bienfaits en faveur de la Grande-Bretagne : c'est d'exiger de sa part beaucoup de généreux efforts. Nos objectifs, nous n'allons pas en faire mystère. Nos principes, nous n'allons pas les trahir. Tout ce qu'il est indispensable de faire, nous le ferons. »

BRIGHTON, 8 OCTOBRE 1982

M. le Président, je vous remercie pour ce splendide accueil. Ce que vous avez dit est juste. Cette année aura été celle de l'inattendu, et puisque nos réflexions s'orientent vers un sujet qui transcende les préoccupations purement politiciennes, vous avez raison d'attirer notre attention sur ce qui s'est passé ce printemps dernier.

Je ne vais pas consacrer mon discours à la campagne des Malouines, même si c'est avec fierté que je traiterais de cette question. Mais je veux

simplement faire cette observation, parce qu'elle a une portée générale. L'esprit de l'Atlantique sud, ce fut l'esprit britannique dans ce qu'il a de meilleur. On a dit que nous avons surpris le monde entier, que le patriotisme britannique a été ressuscité au cours de ces journées de printemps.

M. le Président, cet esprit patriotique n'a jamais vraiment disparu. Mais on n'aurait qu'à se féliciter si l'élan qui a saisi la nation à ce moment-là pouvait continuer à nous animer. Car si jamais on avait pu douter de la détermination du peuple britannique, ce doute a été levé par les hommes et les femmes qui, il y a de cela quelques mois, ont fait renaître dans ce pays un sentiment de fierté et de dignité.

Pour la majorité d'entre eux, c'étaient des jeunes gens. Nous tous dans cette salle, ainsi que dans le public plus nombreux à l'extérieur, prenons le temps de réfléchir, nous qui sommes restés bien à l'abri dans nos foyers, à ce que nous devons à ceux qui sont partis combattre, vivre et mourir – pour la victoire. S'ils forment la génération de demain, alors la Grande-Bretagne a peu à craindre des années à venir.

Insérée dans un chapitre en tous points remarquable, quelle que soit l'aune où on le mesure, de l'histoire de notre île, la page qu'ils ont écrite cette année est la plus glorieuse.

Tandis que nous conservons le souvenir de leur héroïsme, n'oublions pas le courage dont ont fait preuve ces mêmes forces armées plus près de chez nous. Nous les voyons, aux côtés d'autres forces de l'ordre, déployer des qualités semblables, jour après jour, en Irlande du Nord. Oui, et même dans des endroits plus proches encore. Je n'ai vu l'an passé aucun spectacle plus émouvant que celui des Tuniques Bleues, les Blues and Royals, défiler en portant fièrement leur étendard déchiré en lambeaux devant l'emplacement de Hyde Park où leurs camarades de régiment avaient été assassinés au cours d'un lâche et cruel attentat à la bombe deux jours seulement auparavant.

Le terrorisme est une menace mortelle visant notre mode de vie, et nous ne nous laisserons pas intimider par elle. Nous continuerons à lui

résister de toute notre force, pour la défense des principes du régime démocratique.

M. le Président, je ne me rappelle pas avoir participé à un congrès de meilleure qualité que celui-ci. Nos débats ont été animés, détendus – par exemple, à un certain moment, ce n'est pas sans fierté que j'ai été amenée à penser que j'avais été membre du gouvernement de John Nott, et à un autre, c'est avec un soulagement certain que j'ai appris que le ministre du Travail accordera toute sa confiance, à l'avenir, aux prévisions des Finances concernant le coût de la vie. Et il a bien raison. C'est lui, en fait, qui est l'auteur de l'index. On le remercie pour cette confiance.

Ces débats ont été animés, détendus, et tout bruisants d'idées. Ils ont porté sur les sujets qui comptent vraiment à l'heure actuelle.

Il s'est tenu deux autres congrès politiques avant le nôtre, et j'aurai peut-être un mot à en dire un peu plus tard.

Tout d'abord, je voudrais aborder un sujet dont la gravité réduit à rien toute approche politicienne – et à la vérité toute autre question du jour.

Nous avons inventé des armements capables par leur puissance de détruire notre planète. D'autres que nous ont créé des systèmes politiques suffisamment maléfiques pour tenter de réduire le monde entier en esclavage. C'est le devoir de toutes les nations libres de faire face à cette menace. C'est le devoir de toutes les nations libres de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour défendre leur liberté et garantir la paix du monde.

L'obligation première d'un gouvernement britannique, c'est de défendre le royaume, et cette obligation, nous promettons de nous en acquitter.

Durant toutes ces années d'après guerre, la principale menace à la sécurité de notre nation est venue du bloc soviétique. Voici vingt-six ans, les Russes ont envahi la Hongrie. Il y a vingt et un ans, ils ont érigé le mur de Berlin. Il y a quatorze ans, ils ont reconquis la Tchécoslovaquie. Il y a trois ans, ils sont entrés en Afghanistan. Il y a deux ans, ils ont commencé à mater les premières manifestations de liberté en Pologne.

Oh, ils étaient très conscients de la force de l'esprit humain. Ils savaient que si on laissait la liberté prendre racine en Pologne, elle gagnerait toute l'Europe de l'Est et peut-être même l'Union soviétique elle-même. Ils savaient que laisser vivre la liberté, cela signifiait l'arrêt de mort du communisme.

Et pourtant, ces rappels réguliers du comportement impitoyable du Kremlin ont beau se répéter, il y a toujours ceux qui veulent croire que si nous désarmions les premiers, de notre propre initiative, les Russes seraient à ce point impressionnés que, de bonne grâce, ils imiteraient notre exemple.

Mais la paix, la liberté et la justice ne se trouvent que chez ceux qui sont prêts à les défendre. Mon gouvernement promet de donner la priorité absolue aux questions de défense, selon les moyens conventionnels ou nucléaires.

Je suis tout à fait favorable au désarmement nucléaire. Et favorable aussi bien à l'abandon des armes conventionnelles. Je n'ai pas oublié les bombes atomiques qui ont dévasté Hiroshima et Nagasaki. Je n'ai pas oublié non plus les bombes qui ont dévasté Coventry et Dresde. Les horreurs de la guerre forment un tout indissociable. Nous voulons la paix, mais pas la paix à n'importe quel prix. Nous voulons la paix qui va de pair avec la justice et la liberté.

Nous recherchons un accord avec l'Union soviétique sur le contrôle des armements. Nous tenons à réduire le niveau des forces conventionnelles et nucléaires. Mais ces réductions devront être réciproques, équilibrées et vérifiables.

Oh, je comprends bien les craintes des unilatéralistes. Je comprends bien les angoisses des parents ayant des enfants qui grandissent durant cette ère nucléaire. Mais la question, la question fondamentale pour nous tous, c'est de savoir si le désarmement nucléaire unilatéral rendrait la guerre moins probable.

Je dois à la vérité de vous dire qu'il n'en serait rien. Un tel désarmement augmenterait la probabilité de la guerre. Les agresseurs attaquent parce

qu'ils se disent qu'ils vont gagner, et il existe davantage de risques qu'ils s'en prennent aux faibles plutôt qu'aux forts.

Les ressorts de la guerre, on ne les trouve pas dans les courses aux armements, réelles ou imaginaires, mais dans la disposition d'esprit de l'adversaire, prêt à utiliser la force, ou à en proférer la menace, dans le but d'agresser les autres nations. Rappelez-vous cette déclaration de Bismarck : « Est-ce que je désire la guerre ? Bien sûr que non. Ce que je désire, c'est la victoire. »

Les causes de la guerre dans le passé n'ont pas varié, comme nous l'avons appris à nos dépens. Mais comme la Russie et l'Occident sont bien conscients que dans un conflit nucléaire, il ne peut être question de victoire, nous avons pu préserver la paix en Europe pendant trente-sept ans, et cela n'est pas un mince exploit.

C'est la raison pour laquelle nous avons besoin des armes nucléaires, parce que les posséder c'est renforcer les chances de paix. Cela n'empêche pas qu'à Blackpool, la semaine dernière, le Parti travailliste, à une majorité écrasante, a adopté une nouvelle doctrine officielle de défense. Là voici à grands traits : abandon des fusées Polaris ; annulation des missiles Trident ; interruption du programme des missiles Cruise en service. Il devient évident désormais que, étant donné l'ampleur du changement exigé du Parti travailliste, son projet est de démanteler totalement le potentiel de défense de la Grande-Bretagne.

Et cependant, vous rappelez-vous de quelle façon Aneurin Bevan implora un congrès travailliste de ne pas envoyer un certain ministre des Affaires étrangères « nu dans la salle de conférence » ? Eh bien, félicitons-nous de la perspective de ne pas avoir à subir un ministre des Affaires étrangères d'obédience travailliste.

Le Parti travailliste, malgré tout, souhaite le maintien de la Grande-Bretagne au sein de l'Otan, pour continuer de se protéger derrière le bouclier nucléaire américain – à la condition que les armements ne soient pas stockés sur notre sol. Quelle affreuse hypocrisie. C'est comme souscrire à une police d'assurance et refuser d'en payer les mensualités.

Il doit y avoir des millions d'adeptes du Parti travailliste qui ont été franchement découragés par ce qu'ils ont vu à Blackpool la semaine dernière. Je leur dis ceci : « Oubliez la tendance des militants gauchistes – venez rejoindre les rangs de la tendance des Tories. »

M. le Président, une alliance occidentale forte et unie nous offre la garantie de la paix et de la sécurité. C'est aussi un signal d'espoir pour les populations opprimées du bloc soviétique. M. le Président, la Grande-Bretagne est un allié fiable, et avec un gouvernement conservateur à sa tête, elle va le demeurer – fiable au sein de l'Otan, fiable en dehors de l'Otan, un allié et un ami en qui l'on peut avoir confiance. Une confiance que nos partenaires de la Communauté européenne ne sont pas les derniers à nous accorder.

Il est sûr que des nations anciennes trouvent parfois difficile de cohabiter. Notre attachement au Marché commun n'en demeure pas moins indéfectible. Nous sommes toutes des nations démocratiques où la liberté et l'État de droit sont des éléments fondamentaux de nos institutions.

Pour l'instant, comme vous le savez, nous réglons des sommes tout à fait conséquentes à nos partenaires de la Communauté qui sont souvent plus riches que nous-mêmes. Cela est profondément injuste. C'est aussi une politique à courte vue.

Comme vous le savez, nous venons d'arriver au terme de notre accord triennal. Il va nous falloir vraiment nous battre – avec, bien sûr, toute la courtoisie qui convient – pour nous assurer que nous obtiendrons à l'avenir des conditions favorables. Mais ceux qui voudraient nous faire sortir de l'Europe doivent assumer les conséquences néfastes qu'un tel retrait ferait subir à nos compatriotes. La menace d'une sortie de l'Europe est à elle seule un facteur de destruction d'emplois. Les entreprises qui investissent dans le Marché commun décident souvent de venir en Grande-Bretagne. La menace que brandissent les travaillistes de se retirer de l'Europe fait hésiter ces entreprises qui cherchent alors à s'installer ailleurs. Elle nous coûte aujourd'hui des emplois.

M. le Président, les puissantes économies de l'Allemagne et de la France, qui furent naguère les moteurs de la croissance dans la Communauté européenne, sont aux prises à de nombreuses difficultés qui incluent une production en baisse et une augmentation du nombre des chômeurs. De l'autre côté de l'Atlantique, les États-Unis, le Canada et les pays d'Amérique latine, ont été confrontés à la récession la plus longue de ces cinquante dernières années. Les territoires du bassin du Pacifique qui ont connu des périodes de miracle économique – le Japon, la Corée, Taiwan, Hong Kong et Singapour – sont eux-mêmes affectés par la crise.

Les économies du bloc de l'Est sont, cependant, dans un état pire, bien pire que celles du monde occidental. La Pologne et la Roumanie sont l'objet de lourdes pressions pour le remboursement de leurs dettes, et les pays du bloc de l'Est souffrent généralement de pénuries de toutes sortes, allant de la pénurie des graines de semence à celle du fil à coudre.

Il est certain qu'aucun d'entre nous n'avait prévu une récession mondiale d'une semblable gravité. La semaine passée, à Blackpool, l'opposition a suggéré que j'en étais, à moi toute seule, totalement responsable. Quels pouvoirs ils m'attribuent ! Si j'étais douée de tels pouvoirs, je prononcerais le bannissement à perpétuité de la récession. Mais nous n'avons pas le loisir de nous laisser aller à ces fantasmes et ces illusions. La coupable au premier chef, et il y en a d'autres, c'est la plus forte inflation de longue durée que nous ayons connue dans notre période contemporaine. Pratiquement aucun des pays développés n'y a échappé.

Pendant plus d'une décennie, la croissance économique a été freinée. Pendant plus d'une décennie, les épargnants d'Amérique et d'Europe se sont vus systématiquement devenir les victimes de l'érosion régulière de leurs économies, et pendant plus d'une décennie, les rangs des chômeurs ont grossi dans le sillage de l'inflation. En 1979, nous avons été nombreux en Europe à nous atteler à la rude et longue tâche de purger le système de ses défauts inflationnistes. Comme vous le savez, les gouvernements avaient promis de le faire à maintes et maintes reprises. Mais quand ils se

heurtaient à des difficultés, ils s'en remettaient à la planche à billets. Pas étonnant après cela que l'opinion publique sombra dans le cynisme.

Les journalistes, dont beaucoup, mais pas tous, étaient de gauche, écrivaient pratiquement tous les jours qu'il fallait s'attendre à des demi-tours sur place. Certains, en fait, très sûrs d'eux-mêmes, sont partis complètement à l'ouest (rires et applaudissements). Aujourd'hui, la plupart des commentateurs, affichant des comportements qui vont de l'effroi à la fureur, admettent que nous sommes fidèles à nos promesses. Oh oui, nous sommes allés voir le FMI. Mais, au contraire du gouvernement qui nous a précédés, nous n'y sommes pas allés en tant que nation qui demandait de l'aide, mais en tant que pays offrant son aide aux autres – un rôle beaucoup plus en accord avec ce que représente la Grande-Bretagne. On passait ainsi de l'image du socialiste solliciteur à celle du conservateur donateur.

Avec l'inflation en retrait, les taux d'intérêt en baisse, et un monde financier correct, la confiance revient. En dépit des hostilités en Atlantique sud, les taux de change sont restés stables. Quel bel hommage aux efforts de notre ministre des Finances Geoffrey Howe, qui a su se montrer déterminé et garder tout son calme. Fini le temps où l'épargnant se retrouvait avec son argent dévalué. Fini le temps où nous étions deux nations, avec d'un côté ceux qui profitaient de l'inflation, et de l'autre, ceux qui en souffraient. Fini le temps où l'argent de la planche à billets fondait comme neige au soleil.

M. le Président, le seul moyen de retrouver une ère de prospérité non viciée par l'inflation, c'est de nous mettre au travail. Il y a deux cents ans de cela, Edmund Burke avait reproché aux révolutionnaires français de vouloir partout « éviter et contourner les difficultés ». Il avait ajouté qu'ils avaient un « penchant pour les supercheries et la simplification des problèmes ».

M. le Président, on compte ces temps-ci tout autant d'hommes politiques qui contournent les difficultés et simplifient à outrance les problèmes, au sein du Parti travailliste, du SDP comme du Parti libéral,

pris tous ensemble ou séparément, à sa guise. Créons un peu d'inflation ici, un peu d'expansion là ; rien de plus simple. M. le Président, dans la vie réelle, ces manœuvres-là vous précipitent dans le mur.

Dans les années 1960 et 1970, il était de bon ton de dire que le long terme n'avait pas trop d'importance parce que, comme Maynard Keynes l'avait observé, « au bout du compte, nous sommes tous morts ». Avec de telles idées, jamais personne ne prendrait sur lui de planter un arbre.

Notre responsabilité à nous, c'est de planter des arbres, au profit de nos enfants et petits-enfants, sinon nous n'avons rien à faire dans la politique. Nous ne sommes pas un parti au service d'une seule génération. Nous n'avons pas l'intention de créer en Grande-Bretagne une société adaptée à une seule génération. Retenons bien les leçons de l'Histoire. Le long terme, c'est toujours aujourd'hui qu'il commence.

Car, M. le Président, une inflation qui régresse n'est pas à elle seule le garant de la croissance et des emplois. Il nous faut réunir d'autres facteurs également. Que cela nous plaise ou non, les temps changent. Les technologies évoluent, comme nous l'avons vu durant ce congrès, avec ce machin qui se dresse devant moi (elle fixe son pupitre). Nous restons en avance sur notre temps. Les choses changent aussi sur la carte du monde. Des contrées lointaines qui nous étaient pratiquement inconnues il y a dix ans commencent à faire mieux que nous dans le secteur de nos industries traditionnelles. D'un seul coup, nous voici dans l'obligation de faire tout, et tout de suite – de nous réveiller, de rattraper le retard et de passer en tête, même si l'avenir demeure toujours aussi imprévisible.

Ainsi donc, il nous faut nous projeter aussi loin que possible dans l'avenir, et nous assurer que les meilleurs talents sans exception sont libres de mettre toute leur énergie au service de notre pays afin de lui faire une place dans ce futur. Les socialistes, quant à eux, ont la certitude que l'État est mieux à même de remplir cette tâche que les individus. Rien ne saurait être plus faux. Ils se trompent. Nous ne pouvons pas nous retirer de la course aux technologies et tenter de rester tranquillement sur la touche. Si nous le faisons, nous perdrons non seulement l'accès à certains produits,

mais aussi le maintien d'industries entières. Et puis on ne va tout de même pas laisser nos voisins entrer seuls dans le monde de la puce électronique. Un ingénieur de production a exprimé cela en ces mots : « La véritable menace pour ce qui est des nouvelles technologies, c'est la menace de les voir utilisées par ses pires ennemis. »

M. le Président, l'inflation n'est pas jugulée, même lorsque les prix ont cessé de grimper. Elle n'est maîtrisée qu'à partir du moment où l'accroissement des coûts s'interrompt. C'est ce qui rend si vitale la question des coûts salariaux. La rémunération doit se calculer en fonction de la production, comme tout travailleur indépendant vous le dira. Au cours des cinq dernières années de la décennie passée, la somme totale que nous nous sommes versée pour paiement de ce que nous avons produit a été augmentée de près de 100 %. Cent pour cent. En Allemagne, le chiffre s'est limité à 15 %. Au Japon, il fut nul. Zéro. Certes, les travailleurs japonais ont vu leurs salaires augmenter, mais seulement en proportion du surcroît de la production.

Tant et si bien que ce sont eux qui ont reçu les commandes, et nous qui avons perdu les emplois. Le patronat chez nous en a fait ce constat brutal : « Parce que nous avons perdu plus de 100 % du marché intérieur au profit des importations », pardonnez-moi, ce ne sont pas les termes exacts employés. « Parce que nous avons perdu 10 % du marché intérieur au profit des importations, et 2 1/2 % des marchés d'exportations mondiales au profit de nos concurrents, nous avons sacrifié 1 million et demi d'emplois. »

Un million et demi d'emplois – tout cela parce qu'une large part de notre marché intérieur nous a échappé et profité aux importateurs, et qu'une large part de nos marchés d'exportations est passée entre les mains de nos concurrents. Voilà un défi à relever par le patronat et les syndicats. Réappropriiez-vous ces marchés, et nous retrouverons nos emplois.

Il y a aussi le secteur public, pour lequel, vous le savez, le ministre des Finances vient d'annoncer qu'il mettrait sur la table 3 1/2 % de plus pour revaloriser les salaires. Et, avant de vous entendre dire « ce n'est pas

beaucoup », je vous rappellerai que pour la fonction publique allemande ça ne sera pas 3 ½ % mais 2 %. Au Japon, les fonctionnaires n'auront droit à aucune augmentation. C'est une façon peut-être de relativiser ces 3 ½ %.

Mais il est important de maîtriser les coûts salariaux, et de nous ouvrir aux nouvelles technologies. S'il importe de faire tout cela, il faut veiller aussi à la qualité de la direction des entreprises et des relations entre patronat et syndicats, car il s'agit là de deux éléments vitaux pour notre avenir. À Blackpool, il a beaucoup été question de la coopération que les travaillistes allaient mettre en œuvre avec le monde syndical. Bien entendu, il ne s'agit pas vraiment de cela. Ce qu'ils ont à l'esprit, ce sont les petites réunions entre soi dans les bureaux du Premier Ministre. Des rencontres entre vieux copains. Toutes sortes de choses qui n'ont rien à voir avec les réalités de l'usine ou de l'atelier, là où se règlent les vrais problèmes.

Lorsque je voyage à l'étranger, on me répète à tout bout de champ : « Les grèves. Vous avez trop de grèves. Si vous en aviez moins, on vous donnerait davantage de contrats. On investirait davantage en Grande-Bretagne. » J'ai beau leur dire que le secteur privé de l'industrie est très peu touché par les grèves. Le fait demeure que les perturbations dans le secteur public font tant de bruit que la réputation de la Grande-Bretagne en souffre. Mon vœu le plus cher, c'est que certains de ces syndiqués qui cessent le travail dans le secteur public prennent conscience du nombre d'emplois que leurs actions font perdre – pas forcément, bien sûr, parmi leurs emplois à eux, mais ceux des ouvriers dans les usines, dont les impôts servent à payer leurs salaires. On ne le répétera jamais assez – « les grèves tuent l'emploi ».

M. le Président, il va nous falloir du temps avant de voir remonter suffisamment le niveau de l'emploi, et le chômage baisser autant qu'on le souhaite. Ce qui rend la tâche encore plus délicate, c'est que nous traversons une phase démographique, en Grande-Bretagne, où le nombre des gens en âge de travailler est en train de grimper.

On dénombre beaucoup plus de jeunes quittant l'école et prêts à entrer sur le marché de l'emploi que de personnes plus âgées au seuil de la retraite. Sur la période des huit ans à venir, on va compter 1 250 000 personnes de plus en âge de travailler. Si bien que, même sans la récession, il nous aurait fallu créer une quantité d'emplois nouveaux simplement pour empêcher le chômage de croître. Cela vous donne une idée de l'ampleur de la tâche. Les chômeurs d'aujourd'hui sont les victimes des erreurs de naguère.

Ceux qui nous gouvernaient ont détruit des emplois en favorisant l'inflation ; les syndicats ont détruit des emplois par leur recours à des pratiques corporatives ; les gauchistes ont détruit des emplois parce qu'ils effrayaient les clients. Mais tout cela, c'est du passé, et quels que soient les problèmes, il nous faut y faire face, non avec des mots, non par la rhétorique, mais au moyen de l'action. La rhétorique, c'est facile, mais ça ne crée pas d'emplois. En fait, si la rhétorique était un remède au chômage, on croulerait à cette heure sous la pile des emplois.

Pour ce qui est de l'avenir, vous avez entendu Norman Tebbit vous annoncer que chaque jeune de seize ans, à sa sortie du système scolaire l'an prochain, se verra offrir soit un emploi, soit une année de formation à plein-temps. Le chômage ne sera pas dans la liste des choix, et c'est tout à fait légitime. Mais il est bien entendu que le gouvernement ne peut pas tout.

Si nous voulons avoir raison du chômage – et c'est pour nous une obligation – il faut y travailler tous ensemble. C'est la responsabilité du gouvernement de lutter contre l'inflation, faire baisser les taux d'intérêt, réformer la législation sur les syndicats, réduire l'arsenal des réglementations, et lever les contraintes. Le reste est à la charge du secteur industriel, la main-d'œuvre et le patronat travaillant de concert. La raison en étant qu'au bout du compte, ce sont les employeurs du privé qui créent la grande majorité des emplois.

M. le Président, l'Histoire ne se lasse pas de nous transmettre toujours le même message. La concurrence vaut mieux pour le consommateur que

le contrôle de l'État. C'est cette conviction qui nous anime. Il y a trois ans et demi de cela, les partisans du statu quo ont essayé de faire passer le message selon lequel les privatisations, cela ne marchait pas. Or aujourd'hui ces mêmes critiques ont plus de mal à ne pas croire ce qu'ils ont sous les yeux. Quand bien même ils le voudraient, ils ne peuvent pas ne pas voir ces autocars neufs, interurbains, qui filent sur les autoroutes, à des tarifs bien moins onéreux. Ils ne peuvent pas passer à côté de la réussite de Cable and Wireless ou de British Aerospace. Britoil est le prochain sur la liste des privatisations, et ce sera ensuite le tour de British Telecommunications. Comme cela paraîtra absurde dans quelques années de penser que, dans le monde des démenageurs, l'État était le patron de Pickford's, et dans celui de l'hôtellerie, du Gleneagles Hotel.

M. le Président, nous n'en sommes encore qu'à notre première législature. Mais déjà, nous avons davantage agi pour faire reculer le socialisme qu'aucun gouvernement conservateur avant nous.

Et lorsqu'un nouveau Parlement aura été élu, nous avons l'intention d'aller plus loin encore. Nous avons sous les yeux un faisceau grandissant de preuves selon lesquelles il existe une quantité d'économies possibles. Les unes après les autres, les municipalités découvrent que la perspective de privatiser le ramassage des ordures ménagères active l'imagination du personnel administratif qui conçoit des solutions stupéfiantes pour réaliser des économies. [rires] Comme l'a à peu de chose près écrit le Dr Johnson : « Soyez-en sûrs, lorsque vous savez que vous allez être privatisé dans les quinze jours qui viennent, vous avez l'esprit qui se concentre merveilleusement bien. »

Et j'espère que tous les conseillers municipaux conservateurs du pays vont suivre l'exemple de l'élu local M. Chope de Wandsworth. Wandsworth a privatisé ses services, et les taxes ont plongé. N'est-ce pas ce que nous voulons tous ? Wandsworth nous a montré le chemin, que les autres élus conservateurs lui emboîtent le pas.

M. le Président, j'aimerais brièvement aborder la question du Service de la santé. Parce que les problèmes de rentabilité y sont tout aussi

importants qu'ailleurs. L'image que projettent de nous nos adversaires, celle d'un parti que le Service de la santé n'intéresse pas, est totalement fausse, et particulièrement ridicule venant du Parti travailliste. Quand ils étaient au pouvoir, on dénombrait près de 2 000 médecins hospitaliers et de 40 000 infirmières de moins qu'aujourd'hui, et chacun d'entre eux était beaucoup moins bien payé qu'avec nous. Et pourtant, ce même Parti travailliste apporte actuellement son soutien à ceux qui sèment la perturbation au sein du Service national de la santé et allongent les listes d'attente que nous nous sommes ingéniés à raccourcir. Quelle sorte de bizarre compassion est-ce cela ?

« À mon sens, nous ne pouvons que condamner les actions revendicatives qui nuisent au Service de la santé, qu'elles soient le fait des médecins, des infirmières, ou de tout autre employé qui y travaille. » Ce n'est pas moi qui ai dit cela ; c'est le ministre travailliste de la Santé, David Ennals, alors qu'il était en poste. Nous n'avons qu'à nous féliciter de la splendide manière dont nous avons géré le Service national de la santé. Nous avons entendu ce remarquable discours prononcé par Norman Fowler au cours de l'un des plus brillants débats de ce congrès. Cette année-ci, nous dépensons, en valeur réelle, dans le domaine de la santé, 5 % de plus que les travaillistes, si bien qu'avec nous, on compte davantage de docteurs et d'infirmières, et les budgets sont plus importants. Qu'on ne vienne pas dire que ces efforts sont fournis par un gouvernement qui se serait juré de détruire le Service de la santé.

C'est de notre devoir, bien évidemment, de nous assurer que chaque penny va là où il faut, et c'est la raison pour laquelle nous mettons en place une équipe pour analyser la question des ressources humaines au sein du Service national de la santé. Il va de soi que nous en faisons une exigence. Nous le devons aux contribuables. Et bien sûr, nous accueillons favorablement le développement du secteur privé de l'assurance santé. Il n'existe aucune contradiction entre ce soutien que nous lui accordons et nos efforts en faveur du Service national de la santé. Le système d'assurance privée fait entrer plus d'argent, il aide à réduire les listes

d'attente, et il encourage les nouveaux traitements et les nouvelles techniques. Mais que cela soit absolument clair pour tout le monde. Le NHS n'a rien à redouter de nous, bien au contraire. Comme je l'ai déclaré à la Chambre des communes le 1^{er} décembre dernier : « Il est impératif que le principe selon lequel tous nos compatriotes jouissent du même droit à un égal accès à des soins de qualité, quel que soit leur niveau de ressources, serve de base à tout dispositif mis en place pour le financement de nos services de santé. » Nous n'avons pas dévié de cet engagement.

Mais M. le Président, ce n'est pas seulement dans ce secteur que nous pouvons grandement nous féliciter de notre bilan. Le mois prochain, l'allocation vieillesse augmentera de 11 %, et cela en dépit de la pire récession que nous ayons connue depuis les années 1930. Ce n'est pas un mince exploit. Malgré toutes les difficultés à surmonter, neuf millions de personnes âgées ont pu bénéficier d'une protection totale contre l'inflation. Nous nous y étions engagés, et nous avons tenu notre promesse.

Nous ne mesurons pas simplement notre réussite, cependant, à l'aune de l'argent dépensé par le gouvernement. Le bien-être de nos concitoyens ne se limite pas à ce que peut apporter l'État-providence. Il est en rapport avec les notions d'autosuffisance, d'entraide familiale, d'assistance bénévole et de service public. Dans une société dont les structures sont vraiment saines, la responsabilité est partagée et l'aide est mutuelle. Partout où c'est possible, nous allons favoriser l'accès à la propriété individuelle et le sentiment d'estime de soi qu'il génère. 370 000 familles sont d'ores et déjà devenues propriétaires de leur logement, acheté à une municipalité, dans une ville nouvelle, ou encore acquis auprès d'une association à but non lucratif de copropriétaires. Tel est le bilan d'une politique du logement menée à bien en dépit de l'opposition du Parti travailliste.

Nous les avons combattus de bout en bout, et nous avons gagné. Un demi-million de personnes supplémentaires vont désormais vivre et grandir avec le statut de propriétaires fonciers liés à leur pays par un intérêt financier, et disposant d'un bien transmissible à leurs enfants. Il

n'existe pas, dans notre histoire, d'autre expression dont on puisse être aussi fier que celle de « propriétaire foncier ».

M. le Président, nous avons là le plus vaste transfert d'actifs de l'État en direction de la famille que nous ayons connu dans l'histoire de la Grande-Bretagne, et c'est un gouvernement conservateur qui en est l'initiateur. C'est une réforme qui met réellement en œuvre un passage de pouvoir au profit du peuple qui promet d'être irréversible. Les travaillistes peuvent toujours râler et rager, et exiger qu'on cesse de mettre à la vente les logements municipaux. Ils peuvent toujours continuer de rendre la vie impossible à ceux qui essaient de jouir de leurs droits légitimes, ce qui est un signe de leur malfaisance. Cela n'empêche qu'ils se gardent bien de s'engager à racheter ces logements, parce qu'ils savent que nous avons raison et que c'est là ce que les gens veulent. Sans compter que du coup, pas mal de leurs conseillers se retrouveraient à la rue, sans parler d'un ou deux de leurs députés. [rires]

Et nous tenons également à offrir aux parents un plus large éventail de choix. C'est à nous, parents, qu'il revient d'exercer en premier lieu la responsabilité de fixer les règles et d'enseigner les valeurs qui guident l'éducation de nos enfants. Et aucun d'entre nous n'a le droit de faire le reproche aux enseignants de n'avoir pas su compenser nos insuffisances. Cela dit, nous avons parfaitement le droit de nous intéresser à ce qui se passe dans les écoles de nos enfants. En notre qualité de parents, nous voulons nous assurer que non seulement les enseignements fondamentaux sont bien dispensés mais aussi que la discipline est respectée, et nous voulons nous faire une idée des valeurs qui sont transmises à nos enfants pour les aider dans la vie. Nous avons donné aux parents une liberté plus grande dans le choix de l'école. Nous leur avons permis de siéger dans les conseils d'établissements. Pour la première fois dans l'histoire de la Grande-Bretagne moderne, un gouvernement s'est intéressé de près non seulement à l'organisation scolaire, mais aux programmes ; non seulement aux bâtiments, mais aussi à ce qu'on enseigne entre leurs murs.

Et nous ne craignons pas de parler de discipline et de valeurs morales. Dans notre esprit, la « défense de l'ordre public » n'est pas un simple slogan électoral. C'est le fondement de la tradition britannique. Et je suis bien sûre que, lorsque l'on analysera l'histoire de notre première législature, il se dira que nous avons fait davantage en faveur de nos forces de police que tout autre gouvernement depuis la guerre. Elles sont plus nombreuses, mieux payées, mieux formées, mieux équipées, et vous savez qui nous devons remercier pour tous ces progrès. Je serai de toute éternité reconnaissante à Willie Whitelaw pour son bon sens, sa bonne humeur, et sa loyauté. Je suis peut-être la seule à connaître le niveau de fermeté avec laquelle il m'a soutenue durant toute la campagne des Malouines, et les décisions délicates que nous avons dû prendre tous les deux. Qu'il en soit chaleureusement remercié.

M. le Président, il n'y a pas que la police qui soit de service. En notre qualité de parents, d'enseignants, de politiques et de citoyens, nos actions et nos propos, que ce soit à la maison, dans la salle de classe ou à la Chambre des communes, ont forcément un impact sur la génération suivante. Le producteur de télévision qui célèbre la violence ne s'étonnera pas s'il retrouve ses chiffres d'audience à l'identique dans les statistiques de la criminalité. Et une personnalité qui se livre devant la caméra à un commentaire de l'actualité a l'obligation de bien veiller à ce qu'il dit.

L'autre jour, le dernier Premier Ministre travailliste – et j'insiste bien : le dernier Premier Ministre travailliste – a évoqué ce qu'il a appelé un « droit contingent », en certaines circonstances, à enfreindre la loi. M. le Président, aucun de nous n'a le droit, contingent ou autre, de respecter la loi quand elle lui convient ni de l'enfreindre quand elle le gêne. Cela nous conduirait tout droit à l'anarchie. Le dernier Premier Ministre britannique.

M. le Président, nos compatriotes sont nombreux à partager les espoirs et les idéaux du Parti conservateur. Ils sont d'accord aussi avec notre objectif, qui est de redonner à notre nation son influence et sa fierté. Mais l'avenir les inquiète, et ils ne sont pas certains que les réformes que nous avons dû réaliser sont les bonnes. Ils n'ont pas compris à quel point le

contexte idéologique chez nous s'est déplacé à gauche ces trente dernières années. Le centre occupe politiquement aujourd'hui la place qui était hier celle de la gauche. Mais nos concitoyens n'ont pas participé à cette dérive à gauche. Leur instinct leur dit que c'est à nous qu'il revient de faire glisser le pays vers son centre véritable. Les inquiets, cependant, nous disent : « En fait, vous ne pouvez pas tout faire en même temps. La récession et la situation économique internationale compliquent singulièrement la donne. Pourquoi ne pas adapter un peu votre politique aux circonstances, céder du terrain pour un temps, jusqu'à ce que les choses s'arrangent, et puis vous pourrez vous y remettre après les élections, celles qui vont venir, et vous aurez alors davantage de temps devant vous pour agir. »

M. le Président, suivre ce conseil, ce serait trahir. Nos compatriotes ont mûri et comprennent désormais que mon gouvernement ne s'autorisera aucune fausse promesse, et qu'il ne fléchira pas dans ses engagements. Comment pourrait-il encourager les citoyens à épargner et œuvrer pour l'avenir s'ils savaient que, pour sa part, il est prêt à tous les accommodements possibles dans le but unique de remporter tout de suite les élections ? Cela, ce n'est pas faire confiance aux gens, pas plus que c'est une manière de gagner leur confiance. En tant que nation, rien ne saurait mettre davantage en péril nos perspectives d'avenir que la ruine, du fait de mon gouvernement, de sa réputation de constance et de détermination. Cela reviendrait à détruire trois années d'efforts couronnés de succès.

Sur quelle base morale aurions-nous le droit de nous fonder pour solliciter de nouveau le soutien de la nation lors des échéances électorales suivantes ? M. le Président, il n'existe qu'une façon d'obtenir beaucoup de bienfaits en faveur de la Grande-Bretagne : c'est d'exiger de sa part beaucoup de généreux efforts. Nos objectifs, nous n'allons pas en faire mystère. Nos principes, nous n'allons pas les trahir. Tout ce qu'il est indispensable de faire, nous le ferons. Nous tiendrons à nos compatriotes un langage de vérité, et leur responsabilité sera de nous juger.

*. 8 October 1982 – Brighton – <http://www.margaretthatcher.org/document/105032>

BLACKPOOL, 14 OCTOBRE 1983^{*}

CONTEXTE

- Le Parti conservateur a remporté une victoire assez large en juin 1983 face à un Parti travailliste divisé (397 sièges contre 209 au Labour).
- La situation économique et sociale demeure difficile : la croissance est de retour mais le taux de chômage demeure très élevé (plus de 3 millions de chômeurs en 1983).
- Au niveau international, des négociations sur le contrôle des armements ont lieu à Genève (elles échoueront fin 1983).

IDÉES FORTES DU DISCOURS

Margaret Thatcher se réjouit de l'échec, en juin, de la gauche : « Nos concitoyens ne vont jamais brandir chez nous le drapeau rouge. La Grande-Bretagne ne porte haut qu'un seul pavillon, celui qui flotte depuis des siècles – le rouge, blanc, bleu. »

Elle annonce les mesures phares de son deuxième mandat :

- Aller plus loin dans la réforme des syndicats que les deux textes adoptés pendant la première mandature.

- Opérer des efforts supplémentaires en matière de taxation tout en maintenant la qualité du service public – « Ce n'est pas en inventant des programmes de dépenses publiques qui coûteront de plus en plus cher que vous créerez de la prospérité. [...] Il n'est pas une seule nation qui ait grossi son trésor en soumettant ses citoyens à une fiscalité qui dépassait leurs moyens de régler les échéances. [...] Protéger le portemonnaie du contribuable, protéger les services publics – voilà nos deux grandes tâches, dont les exigences contradictoires ont besoin d'être réconciliées. » « L'argent public, cela n'existe pas ; je ne connais que l'argent des contribuables. »
- Augmenter l'efficacité du service de santé – « Mais il n'est pas d'institution humaine qui ne puisse s'améliorer. Je rejette totalement la doctrine socialiste qui veut que l'organisation la plus efficace soit celle qui rassemble le plus grand nombre d'employés. »

Elle souligne également les résultats positifs du premier mandat :

- Baisse de l'inflation.
- Augmentation effective de l'accès à la propriété.
- Diminution des taux d'imposition sur le revenu et relèvement des seuils d'imposition.
- Renforcement des forces maintenant l'ordre et la loi.
- Défense des intérêts de la Grande-Bretagne au sein de la Communauté européenne.
- Défense du pays face aux menaces extérieures.

Le peuple libéré demeure son objectif premier : « Tout ce qui a été accompli est l'œuvre d'un gouvernement fort, doué d'une autorité qui lui permet de faire ce que seuls des gouvernements sont capables de réaliser. Mais un gouvernement fort sait où se situe la ligne à ne pas franchir. Il se sent assez sûr de lui pour faire confiance au peuple. Et un peuple libre sait que le pouvoir du gouvernement doit être limité. »

Margaret Thatcher décrit le caractère inexorable et positif du processus de « destruction créatrice » et du renouvellement de l'économie,

et appelle à ne surtout pas le freiner pour en tirer les fruits :

- Elle projette de plus en plus d'emplois dans l'industrie pétrolière et les services (finance, hôtellerie, science, etc.).
- Elle énonce que le gouvernement a pris des mesures, telles que le Youth Training Scheme, pour que la Grande-Bretagne soit toujours prête à faire face au changement technologique.

Sur le plan international, Margaret Thatcher rappelle que la menace soviétique demeure et que l'OTAN reste, dans un tel contexte, une institution incontournable :

- Elle prône non une politique de « détente » mais une politique du « dialogue », fondée sur une réduction équilibrée du stock d'armes au sein des deux blocs.
- Elle note toutefois que le bloc soviétique semble s'affaiblir sur le plan des idées : « Dans le combat des idées, l'Union soviétique bat en retraite à mesure que de plus en plus de peuples d'Afrique et d'Asie prennent conscience d'une réalité déjà présente à l'esprit des Européens : la cruelle vacuité du marxisme. »

Elle rappelle en conclusion les fondements de la société britannique : « Il existe des valeurs que nous tous, en tant que peuple, avons défendues des siècles durant – la volonté et la capacité de défendre notre façon de vivre, l'État de droit, les bienfaits de la propriété privée et le droit de posséder son propre logement, la protection à accorder aux personnes âgées et malades, la limitation des pouvoirs de l'État et la liberté de l'individu. »

BLACKPOOL, 14 OCTOBRE 1983

Nous nous réunissons au lendemain d'une élection législative. Je crois pouvoir dire que pour le résultat, on n'a pas eu vraiment besoin de photo-finish. Nous sommes reconnaissants pour cette victoire. Nous exprimons notre reconnaissance, à vous ici, ainsi qu'aux milliers de personnes qui, dans toutes les régions, ont donné tant d'eux-mêmes pour obtenir la

victoire. Nous vous remercions tous, sans oublier aujourd'hui l'homme qui s'est occupé si brillamment de l'organisation de la campagne.

En juin dernier, une nouvelle fois, il nous est échu l'honneur d'œuvrer au service du peuple britannique. Comment nous acquitter au mieux de ce rôle ? Non pas en versant dans l'autosatisfaction au motif que nous avons la majorité des sièges, ni en nous persuadant que les victoires d'hier vont automatiquement garantir les succès de demain. Nos quatre premières années de mandat furent une manière de préparer nos actions futures. Et nous n'allons certes pas rester inactifs.

Quand nous avons été portés au pouvoir en mai 1979, notre mission était de nous attaquer aux problèmes réels que les autres avaient esquivés. Et nous nous sommes mis sérieusement à l'ouvrage. Quiconque avait conscience de la gravité de ces problèmes savait qu'on ne pouvait les résoudre en l'espace d'une seule législature. Nous avons commencé le travail et nous promettons de le conduire jusqu'à son terme.

Nous avons été élus pour réduire l'inflation. Nous l'avons réduite. Nos efforts incessants ont répondu, hier comme aujourd'hui, au besoin de livrer une série interrompue de combats. Les pessimistes nous ont dit que le jeu n'en valait pas la chandelle. C'était sous-estimer trois facteurs : le gouvernement, vous, M. le Président, et le peuple britannique.

Nous avons été élus pour réformer le monde syndical. Avec le soutien de millions de syndiqués, nous avons fait passer deux lois importantes. Et comme nous sommes redevables dans cette entreprise à Norman Tebbit. Mais il reste un long chemin à parcourir, un très long chemin, et vous pouvez être assurés que nous nous lancerons dans la course.

Nous avons été élus pour favoriser l'accès à la propriété, et nous avons donné aux locataires de logements sociaux le droit de devenir propriétaires. Gardons toujours en mémoire le fait que les travaillistes se sont opposés bec et ongles à cette réforme, dans les conseils municipaux, au Parlement et dans les tribunaux. Que des locataires de HLM puissent se voir accorder la liberté et la dignité de propriétaires, cela ne faisait pas partie de leur éthique. C'est donc grâce à la conviction et à l'obstination des

conservateurs que près de 750 milliers de locataires ont acheté leurs logements, ou sont en train de le faire. Avec Ian Gow comme ministre du Logement, ce nombre ne va cesser d'augmenter.

Nous avons été élus pour diminuer les impôts directs. Nous avons diminué les taux d'imposition, et nous avons relevé les seuils. Cela n'empêche pas, cependant, que le nombre de personnes redevables de l'impôt sur le revenu est encore exagéré, et que les charges fiscales sont encore trop lourdes. Notre combat pour réduire la fiscalité va se poursuivre, et personne ne s'attellera à cette tâche avec autant d'ardeur que notre nouveau ministre des Finances, Nigel Lawson.

Nous avons été élus pour améliorer l'efficacité de nos forces de l'ordre. Grâce à Willie Whitelaw, le nombre des policiers a été augmenté, ils sont désormais mieux payés et mieux équipés qu'auparavant, et ils sont plus nombreux sur le terrain. Mais, comme vous l'avez entendu dire par Leon Brittan, le gouvernement « renforce ses efforts »... Il n'est pas question, cependant, de « laisser Leon se débrouiller ». L'ordre public, ce n'est pas exclusivement son affaire, c'est celle de tout un chacun dans ce pays. Personne n'a le droit de se défilier.

Nous avons été élus pour réaffirmer notre engagement sans réserve auprès de la Communauté européenne et lutter avec ténacité pour préserver les intérêts britanniques en son sein. Cet engagement, nous l'avons respecté. Nous avons dans le même temps défendu nos intérêts et étendu notre influence. Mais nous ne sommes pas entrés dans la Communauté que d'un seul pied. Nous avons mis les deux, et nous ne l'avons pas rejointe pour en ressortir. Et je nous prédis une autre magnifique victoire lors des prochaines élections européennes de juin.

Nous avons été élus pour assurer la défense du royaume. Notre message a été clair : à nos amis comme à nos ennemis, nous avons dit que, par nos mots comme par nos actes, nous ferions en sorte que la Grande-Bretagne demeure forte et libre. Il n'y a plus personne pour douter que, désormais, avec le gouvernement en place, notre nation fera front avec ses alliés pour servir la cause de la justice et de la liberté, et œuvrer en faveur

de la paix dans un esprit de coopération. Sous la très ferme conduite de Michael Heseltine, nous avons réussi à imposer nos vues et nous opposer à l'idée de désarmement nucléaire unilatéral.

Tel est donc le bilan que nous avons présenté à nos compatriotes lors des élections législatives. Ils sont pour nous le jury du dernier recours, et ils se sont prononcés en notre faveur.

Tout ce qui a été accompli est l'œuvre d'un gouvernement fort, doué d'une autorité qui lui permet de faire ce que seuls des gouvernements sont capables de réaliser. Mais un gouvernement fort sait où se situe la ligne à ne pas franchir. Il se sent assez sûr de lui pour faire confiance au peuple. Et un peuple libre sait que le pouvoir du gouvernement doit être limité. Cette confiance et cette assurance sont les caractéristiques particulières du gouvernement qui a été réélu le 9 juin.

À l'occasion de ce rendez-vous électoral, le socialisme a présenté les solutions d'hier pour résoudre les problèmes d'aujourd'hui. Le socialisme a subi une déroute. L'autre jour à Brighton, leur programme a été ripoliné, relustré, et réoffert aux électeurs. Cela n'empêche qu'il a des relents du passé, et que même dans le passé, il a fait la preuve de son inefficacité.

Nos concitoyens ne vont jamais brandir chez nous le drapeau rouge. La Grande-Bretagne ne porte haut qu'un seul pavillon, celui qui flotte depuis des siècles – le rouge, blanc, bleu.

L'un des grands débats de notre époque tourne autour de la question de savoir quel montant de votre argent il convient que l'État dépense, et quel autre montant il serait raisonnable que vous conserviez par-devers vous pour les frais de votre foyer. Gardons toujours à l'esprit cette vérité fondamentale : l'État n'a d'autre source de revenus que l'argent gagné au travail par nos compatriotes. Si ce même État a envie d'accroître ses dépenses, il ne peut le faire qu'en sollicitant un prêt qui sera prélevé sur votre épargne ou bien vous imposant davantage. Il est vain de se dire que quelqu'un d'autre paiera – ce « quelqu'un d'autre », c'est vous. L'argent public, cela n'existe pas ; je ne connais que l'argent des contribuables.

Ce n'est pas en inventant des programmes de dépenses publiques qui coûteront de plus en plus cher que vous créerez de la prospérité. Et ce n'est pas en commandant un nouveau chéquier à la banque que vous allez vous enrichir. Il n'est pas une seule nation qui ait grossi son trésor en soumettant ses citoyens à une fiscalité qui dépassait leurs moyens de régler les échéances. Nous avons un devoir, c'est celui de veiller à ce que chaque penny que nous faisons rentrer par l'impôt soit dépensé avec prudence et discernement. Car de tous les partis, c'est le nôtre qui contrôle le mieux les cordons de la bourse – en fait, je suis prête à parier que si M. Gladstone était encore avec nous aujourd'hui, il demanderait à prendre sa carte du Parti conservateur.

Protéger le porte-monnaie du contribuable, protéger les services publics – voilà nos deux grandes tâches, dont les exigences contradictoires ont besoin d'être réconciliées. Ce serait à coup sûr extrêmement agréable et même très populaire si nous pouvions dire « on va dépenser davantage dans tel secteur, développer tel autre ». On a tous des causes qui nous sont chères. Je sais que c'est mon cas. Mais il faut bien quelqu'un qui tienne les comptes. Aucune entreprise, aucune maîtresse de maison n'y échappent ; aucun gouvernement n'a le droit de se soustraire à cette règle, et le mien s'y conformera.

Mais, dans toutes les périodes historiques, des hommes malins, certains d'entre eux des économistes, parfois des fripons mais pas tous, et une minorité de mal intentionnés, ont tenté de faire valoir que les principes d'une gestion prudente ne concernaient pas tel gouvernement, ni tel budget, ni encore telle institution. C'est faux. Ces principes sont universels, comme chaque personne sensée en est consciente ; et personne ne le sait mieux que vous, M. le Président, qui avez eu affaire avec des pays qui les ont foulés au pied et se retrouvent aujourd'hui endettés jusqu'au cou. Et vers qui tendent-ils la main ? Vers ceux qui, tout comme nous, restent fidèles aux principes de prudence.

Lorsque vous n'avez qu'une certaine somme à dépenser, il vous faut faire des choix, et cela s'applique aussi à l'État. On laisse entendre parfois

que l'État n'est pas lié par ces choix. Ce n'est pas vrai. Permettez qu'un instant je m'arrête sur la question qui a suscité entre nous tant de débats, celle du Service national de la santé.

On parle volontiers de soins « gratuits ». Mais les services de santé ne sont pas gratuits. Pour y avoir accès, il vous faut payer. Il y a cinq ans de cela, juste avant que je prenne mes fonctions de Premier Ministre, une famille de quatre personnes devait déboursier en moyenne, par le biais de taxes diverses, la somme d'environ 560 livres par an pour financer le NHS ; cette même famille cette année-ci se voit contrainte de dépenser 1 140 livres par an, plus du double. Je vais le dire autrement. Cette année, le NHS nous coûte plus de 15 milliards de livres – soit la moitié du rendement total de l'impôt sur le revenu.

Le Service national de la santé emploie un million de personnes. C'est le plus gros employeur d'Europe. C'est vraiment notre responsabilité de veiller à ce qu'il soit géré comme il convient.

Je rends hommage, comme nous tous, aux docteurs, aux infirmières et aux autres qui s'emploient avec tant d'ardeur à préserver un niveau de soins excellent. Nous savons gré au NHS pour les progrès remarquables accomplis dans le domaine de la santé publique depuis la guerre : le déclin continu de la mortalité infantile, l'éradication pratiquement complète de maladies telles que la diphtérie et la tuberculose, et le miracle des nouvelles techniques en chirurgie.

Mais il n'est pas d'institution humaine qui ne puisse s'améliorer. Je rejette totalement la doctrine socialiste qui veut que l'organisation la plus efficace soit celle qui rassemble le plus grand nombre d'employés.

Permettez-moi de préciser un fait ou deux à propos du budget du NHS. Permettez-moi, pour mémoire, d'affiner quelques données. Le budget du NHS est énorme. Nous ne procédons à aucune coupe. Nous mettons en œuvre tous les projets que nous avons annoncés avant les élections, et sur lesquels je m'étais à nouveau engagée durant ces élections. Je répète ce que j'ai dit alors. Nous investissons 700 millions de livres supplémentaires dans le domaine de la santé pour cette seule année-ci, et de nouveau

800 millions l'an prochain, et nous avons prévu encore 700 millions pour l'année d'après. C'est l'engagement que j'ai pris, et c'est l'engagement que je vais respecter. Mais nous ne nous autorisons pas à dépasser ce budget considérable. C'est ce que nous entendons par une gestion saine, et nous en appliquons les règles, comme Norman Fowler l'a bien montré dans son remarquable discours d'hier matin.

Il va de soi que nos adversaires seraient incapables de s'approcher de notre bilan ; cela ne les retient pas de nous coller, une fois encore, toutes les épithètes du dictionnaire exprimant le dénigrement – nous serions cruels, insensibles, sans cœur, et tout le reste. On me dit que le chef de l'opposition de Sa Majesté – je lui souhaite longue vie à ce poste – n'a pas hésité à prétendre la semaine dernière à Brighton que j'étais déterminée à « donner le coup de grâce au NHS ».

M. le Président, permettez-moi de vous dire comment on donne pour de bon le coup de grâce au NHS. C'est en faisant semblant de croire que vous n'êtes pas devant des choix difficiles. C'est en faisant comme si la Grande-Bretagne disposait d'un budget inépuisable. C'est en vous répandant en promesses que vous ne pouvez pas tenir, en vous persuadant qu'il suffit de claquer les doigts, crier « abracadabra », et se dire qu'on peut dépenser sans limites. Mais des limites, il y en a toujours, pour mon gouvernement comme pour les autres, et plus largement pour toutes les nations, et prétendre le contraire, c'est une fumisterie, c'est vouloir tromper son monde.

Ce que nos adversaires ont en tête, c'est de dépenser à tout-va, avant même d'avoir rempli leur grille de loto, et bien entendu d'avoir remporté le gros lot. Lors du congrès de l'an dernier, vous vous rappelez que j'ai déclaré que le NHS ne court avec nous aucun danger. J'irai plus loin. Il n'y a qu'avec nous que le NHS ne court aucun danger, parce qu'il n'y a que mon gouvernement pour veiller à ce qu'il soit financé et géré de manière raisonnable, et qu'on s'y occupe du bien-être du patient avant celui du bureaucrate. Telle est la vraie et authentique mission d'un service voué à dispenser des soins. Quand nos adversaires se mettent à réclamer

d'avantage d'argent public pour les hôpitaux, les écoles, les routes ou les personnes âgées, je ne les entends pas dans le même temps exiger une majoration des impôts sur le revenu, une hausse de 5 % sur la TVA, et de davantage encore sur les taxes locales.

Nous ne sommes pas les seuls en Grande-Bretagne, loin de là, à nous heurter à cette problématique de contrôle des dépenses publiques. Je vais vous donner un ou deux exemples de ce qui se passe dans d'autres pays que le nôtre. En France, pays socialiste, ils viennent d'ajouter des frais de prise en charge pour les patients dans les hôpitaux. Les Français et les Allemands de l'Ouest ont différé la majoration des pensions de retraite et sont en train de réduire les allocations de chômage. En Hollande, ils diminuent les prestations sociales et les salaires des fonctionnaires de 3 1/2 %. En Belgique et au Danemark, ils ont désindexé les prestations sociales. Imaginez un peu ce qu'on n'aurait pas dit chez nous si nous en avions fait le quart.

Je ne suis pas en train de dire que nous devons suivre le même chemin et adopter les mêmes mesures, mais je dis qu'aucun gouvernement, quelle que soit sa couleur politique, ne peut se laisser aller à mettre entre parenthèses les lois de l'arithmétique ni à tourner le dos aux réalités.

Il est encore d'autres choses que nous partageons avec les autres nations. La récession planétaire a provoqué des taux de chômage élevés dans pratiquement tous les pays. Quand cela arrive, les gens, et on les comprend, se demandent d'où vont pouvoir venir les nouveaux emplois. Il existe toujours la tentation de croire que le dynamisme du passé va s'épuiser et que le mieux qu'on puisse espérer, c'est de partager le travail existant. Rien ne serait plus erroné. Ce n'est pas ainsi que nos pères et grands-pères ont transformé le niveau de vie dans le monde occidental. Ils ne se sont pas contentés d'attendre la relance de l'activité ni de scruter l'horizon pour voir arriver la reprise. Cette reprise, c'étaient eux qui la portaient, et cette relance, c'étaient eux qui la décidaient.

Si la Grande-Bretagne était restée dans l'état où elle se trouvait en 1900, ce sont des millions de nos compatriotes qui travailleraient encore

dans les fermes, et le nombre des domestiques serait resté à son niveau du début du siècle. Si les gens avaient su alors qu'en 1983 il y aurait moins de 3 % de la population avec des emplois dans l'agriculture, et que seule une infime fraction serait composée des gens de maison, ils se seraient à coup sûr demandé : « Et les millions qui restent, quels emplois vont-ils trouver ? » Qui aurait pu prédire à ce moment-là ce que les gens allaient désirer, et ce qu'ils allaient vouloir acheter ? Qui aurait pu prédire alors ce que l'ingéniosité humaine allait produire des décennies plus tard ? Certaines des machines qui furent inventées remplacèrent la main-d'œuvre non qualifiée et, dans le même temps, d'autres permirent la création de biens de consommation auxquels nul n'avait songé – des automobiles, du matériel de cuisine, de nouveaux tissus, des films – et ces machines à leur tour stimulèrent la création de milliers d'emplois.

Et cependant que de nouvelles industries voyaient le jour, les anciennes déclinaient, entraînant misère et malheur. Nous étions privés alors des moyens ou de l'organisation qui nous permettent aujourd'hui de réduire la force des vents du changement – les prestations en espèces, les programmes de reconversion, les indemnités de licenciement. Les Tories ont toujours été à l'avant-garde pour innover en matière de dispositifs et allocations à mettre en place.

À maintes et maintes reprises, les conservateurs ont pris l'initiative dans ces domaines ; nous avons allongé la durée de l'assurance chômage, instauré le système des indemnisations des accidents ou maladies du travail qui avaient pu se produire, et mis en œuvre des programmes de formation pour préparer l'avenir.

Dans les secteurs industriels en déclin, nous avons ouvert l'accès à un système d'indemnisation prévoyant des prestations à un niveau de générosité inégalé pour ceux qui avaient été contraints d'abandonner leurs emplois. Je ne laisserai personne accuser notre parti ou mon gouvernement d'avoir manqué de bienveillance envers les chômeurs. Le gouvernement a pris également deux initiatives qui concernent le long

terme, visant à s'assurer que la Grande-Bretagne ne sera plus jamais prise de court par les évolutions technologiques.

Notre programme d'insertion professionnelle des jeunes est le plus innovant de tout le monde occidental, et quand il aura atteint sa vitesse de croisière, chaque jeune à l'âge de 16 ans aura le choix entre la poursuite de ses études, son insertion dans le monde du travail, ou une période de formation. À un tel âge, le chômage ne saurait être une option. Voilà notre objectif.

Nous répondons aux besoins du monde industriel en réintroduisant un enseignement technique dans nos établissements scolaires – et ce n'est pas trop tôt.

Mon gouvernement s'emploie à bâtir pour le futur. Tous, nous désirons avoir accès à un meilleur niveau de vie, en tant qu'individus et que communauté nationale. Cette ambition est partagée par d'autres pays. Le défi que nous devons relever, ce n'est pas de nous partager un nombre limité d'emplois – comme on étalerait une mince couche de beurre sur une tranche de pain. C'est comment traduire nos besoins et nos aspirations en quantité de travail qui doive être accompli par nos compatriotes. C'est en produisant les biens que les consommateurs ont envie d'acheter que nous trouverons la solution au chômage.

L'énergie et l'ingéniosité qui ont permis de créer les grandes industries d'hier et ont apporté au pays la prospérité sont encore bien présentes, et sous la même forme, de nos jours. De nouvelles industries voient encore le jour. De nouveaux produits continuent d'être déversés sur le marché. De nouveaux services apparaissent toujours.

Récemment, c'était le mois dernier, j'ai inauguré la plus grosse plateforme de production de pétrole de la mer du Nord. Il y a quinze ans, l'industrie du pétrole et du gaz, de l'exploitation en mer, n'employait qu'un nombre infime de travailleurs. Aujourd'hui, elle s'appuie sur une main-d'œuvre de plus de 100 000 agents. Qui, voici dix ou vingt ans de cela, aurait pu prévoir qu'autant de foyers seraient équipés de magnétoscopes, que nous commençons à fabriquer chez nous, de chaînes stéréo, de micro-

ordinateurs et de calculatrices de poche ? Qui aurait pu prévoir la révolution qui s'est produite dans les domaines de l'équipement de bureau et de l'informatique ? On a beau les classer parmi les industries légères, mais elles ont donné naissance à des dizaines de milliers de nouveaux emplois solides.

Dans le secteur des services également, les dix dernières années ont vu les emplois connaître l'une des croissances les plus rapides. Je vais vous donner quelques exemples parce que je sais que vous continuez de vous demander d'où ces emplois vont bien pouvoir venir, et de mon côté, j'essaie de vous montrer que, par le passé, ils ont été engendrés par les nouvelles machines et les nouvelles technologies, et qu'un processus comparable est en marche aujourd'hui. Regardons un instant le secteur des services et voyons ce qui s'y est passé dans la période récente.

Dans les secteurs de l'assurance, de la banque et de la finance, c'est 300 000 postes de plus qu'il y a dix ans qui ont été créés. Le différentiel est un excédent de 600 000 postes dans les services scientifiques et professionnels, de 200 000 dans l'hôtellerie et la restauration, et de près de 60 000 dans le domaine des sports et des loisirs. Tous ces emplois relèvent du secteur tertiaire, et sont ouverts à parité à tous les types de travailleurs, qualifiés ou non. Ainsi, au moment même où les industries sur le déclin licencient du personnel, de nouveaux emplois apparaissent dans les industries nouvelles ainsi que parfois dans les anciennes quand elles sont en voie de modernisation, et dans une partie du secteur tertiaire. Ces créations de nouveaux postes de travail sont générées par le dynamisme actuel de notre économie.

Ne jouons pas trop les modestes devant les progrès que nous avons réalisés. Un pays qui est capable de vendre 30 % de sa production dans un contexte de concurrence endiablée ne peut avoir tout faux.

Et le nôtre est toujours en mesure, chaque semaine, d'exporter des marchandises pour une valeur d'un milliard de livres, sans compter le pétrole. Qui est le deuxième plus gros exportateur de services au monde, juste derrière les États-Unis ? C'est la Grande-Bretagne. Nos

remerciements les plus chaleureux et nos plus vives félicitations méritent par conséquent d'aller vers ceux dont les splendides efforts produisent des résultats de cette qualité.

Cependant, même si nous n'avons qu'à nous féliciter des progrès accomplis, il existe un autre facteur que nous devons garder à l'esprit. Nos concurrents améliorent sans cesse leurs performances, et certains d'entre eux ont entamé la course avec un temps d'avance sur nous. Cela signifie que nous devons avancer encore plus vite qu'eux si nous voulons les rattraper. Il ne suffit pas de battre notre propre record antérieur ; ce sont nos concurrents qu'il faut battre. La leçon à en tirer est celle-ci : il nous est interdit de faire peser sur notre industrie un fardeau plus lourd que celui qu'imposent d'autres États.

Quelle est la signification de tout ceci ? Je vais vous le dire. Il faut comprendre que nous ne devons en rien infléchir notre politique consistant à réduire l'inflation et les taux d'intérêt, ce qui a pour effet de faire baisser la fiscalité des entreprises comme les impôts locaux, une politique qui se débarrasse du maquis des conditions restrictives, une politique enfin qui va s'appliquer à raccourcir les délais exigés pour les permis d'urbanisme. Il importe que nous persévérions dans cette même voie sur tous les points cités.

Si Atlas porte le monde sur ses épaules, ce qu'il nous faut, à nous, c'est un brave Atlas tout en muscles et un monde qui ne soit pas trop lourd.

Notre responsabilité en tant que gouvernement consiste à fournir le cadre à l'intérieur duquel l'entreprise peut prospérer, ce que justement nous nous appliquons à faire. Mais il va de soi que c'est à nos compatriotes eux-mêmes de relever le défi et c'est en eux que nous autres conservateurs plaçons notre confiance.

Les grands élans de progrès et de prospérité dans ce pays n'ont pas été les effets directs de l'action gouvernementale. Ils n'ont pas été l'objet de plans nationaux. Ils ont été voulus par des hommes libres, œuvrant dans une société libre, où ils ont pu déployer leurs talents au mieux de leurs capacités, au service de leur pays et en pensant à l'avenir. Telle est notre

conception des choses. Elle a été utile dans le passé, et elle le sera encore demain.

La première mission du gouvernement, c'est de protéger notre avenir et notre mode de vie. Lors de la campagne électorale, il est apparu évident qu'une majorité écrasante de nos concitoyens souhaitaient voir leur pays doté d'un système de défense efficace. Ils ont admis que le fait, pour la Grande-Bretagne, de pouvoir disposer d'armes nucléaires avait permis d'éviter non seulement un conflit nucléaire, mais tout aussi bien une guerre de type conventionnel. Ceux de nos adversaires qui avaient inconsidérément prétendu le contraire se sont sentis obligés de faire croire que les mots avaient dépassé leur pensée.

Ceux de nos amis de l'étranger qui auraient pu être tentés de douter de la détermination du peuple britannique ont été rassérénés par notre victoire. Afin de préserver la paix sans sacrifier ni la liberté ni la justice, il nous faut maintenir l'unité de l'Otan. La majorité de nos concitoyens n'accorderaient jamais leur vote à un parti susceptible de nuire à l'Otan ou de médire de nos alliés.

Le soi-disant mouvement pour la paix a beau prétendre mener une campagne en faveur de la paix, mais en réalité ce sont l'Otan et les pays de l'alliance occidentale qui, depuis plus de trente ans, nous garantissent cette paix. Elle ne vient pas comme par enchantement dès l'instant où l'on scande le mot comme on le ferait d'une incantation mystique. Elle est le fruit de la vigilance incessante exercée par les alliés du monde occidental pendant près de deux générations. La paix, c'est une rude tâche, et il nous faut le rappeler sans cesse à nos compatriotes.

Le défi représenté par l'Union soviétique demeure. L'affirmer, ce n'est pas se satisfaire de la situation ni s'en réjouir. Mais si nous voulons nous défendre comme il convient, nous devons nous livrer à une analyse objective de la menace qui pèse sur nous. On ne peut pas faire comme si les Soviétiques n'avaient jamais recouru à la force durant les années de l'après-guerre, ni rayer de nos mémoires la triste réalité des échéances régulières où ils ont assassiné la liberté. Ces échéances, vous les connaissez

presque aussi bien que moi : 1953, ce fut l'Allemagne de l'Est, 1956, la Hongrie, 1961, le mur de Berlin, 1968, la Tchécoslovaquie, 1979, l'Afghanistan, 1981, la Pologne, 1983, l'avion de ligne sud-coréen.

L'Union soviétique ne va probablement pas connaître des évolutions importantes ni rapides. Ses difficultés internes ne vont pas nécessairement l'encourager à mettre de l'huile dans ses rouages. Et nous devons bien nous garder de surestimer l'influence que l'Ouest peut exercer sur ce vaste pays ombrageux. Ses dirigeants, très certainement, vont continuer à se méfier et se montrer hostiles vis-à-vis de l'Occident, cependant qu'ils ne renonceront sans doute pas à se comporter de façon impitoyable sur la scène internationale. Sur le plan économique, me direz-vous, nous n'avons rien à redouter. Quelles que soient les difficultés, les économies florissantes s'épanouissent sous l'égide des marchés et non de Marx.

Dans le combat des idées, l'Union soviétique bat en retraite à mesure que de plus en plus de peuples d'Afrique et d'Asie prennent conscience d'une réalité déjà présente à l'esprit des Européens : la cruelle vacuité du marxisme. Et, ne vous y trompez pas, les dirigeants russes le savent. Pour quelle autre raison empêcheraient-ils leurs populations de voyager librement, brouilleraient-ils les émissions en provenance de l'Ouest, jetteraient-ils dans les prisons ceux de leurs concitoyens qui ont la témérité de demander à l'Union soviétique qu'elle respecte ses engagements pris à Helsinki ?

Cela dit, quoi qu'on pense de l'Union soviétique, on ne peut faire comme si le communisme soviétique n'existait pas. Nous sommes bien forcés de vivre sur la même planète et c'est pourquoi, lorsque les circonstances s'y prêtent, nous devons être disposés à parler avec les dirigeants soviétiques. C'est pourquoi, également, il nous appartient de ne laisser passer aucune chance d'engager le dialogue et de le poursuivre dans l'intérêt des pays de l'Est comme ceux de l'Ouest. Ces échanges, cependant, doivent se faire en gardant la tête froide. Nous ne souhaitons pas que le terme de « dialogue » devienne aussi suspect que l'est aujourd'hui celui de « détente ». En outre, il est important qu'un élément majeur de ce dialogue

concerne le contrôle des armements. En effet, nous autres puissances occidentales aimerions voir leurs stocks se réduire, à la condition toujours qu'un équilibre des forces soit maintenu et que les engagements à diminuer ou détruire ces armements puissent faire l'objet de vérifications. Nous demandons la réduction des armements à ces conditions, et pour ces raisons : tels sont nos objectifs.

Je crois qu'il n'est pas sans importance que nous comprenions exactement quel type de négociations se sont engagées à Genève. Elles portent sur deux catégories d'armes nucléaires – les armes intermédiaires ainsi que les missiles stratégiques à longue portée. Cela donne lieu à deux négociations séparées.

J'aborderai en premier lieu la question des armes intermédiaires. Il y a de cela environ six ans, l'Union soviétique s'est mise à remplacer les siennes par les missiles SS20, plus précis, et susceptibles d'être équipés de trois fois plus de têtes nucléaires. Nous n'avions rien de comparable, et l'Otan décida par conséquent en 1979 de moderniser nos armes intermédiaires grâce à la mise en service des missiles Cruise et Pershing II, dans le but de rétablir l'équilibre. Dans le même temps, toutefois, nous avons tenté de convaincre l'Union soviétique du bien-fondé de réduire le nombre de ses SS20. Cette requête est restée sans réponse.

Dans un deuxième temps, nous avons proposé d'éliminer nos missiles s'ils consentaient à se débarrasser des leurs. S'ils acceptaient, nous nous engageons à ne déployer aucun de nos missiles Cruise et Pershing II. Cette proposition, c'est l'option zéro du président Reagan. Elle n'a été suivie d'aucune réponse positive de la part de l'Union soviétique et tout semble indiquer qu'aucune ne viendra. Si tel est le cas, les premiers missiles Cruise et Pershing II seront déployés à la fin de l'année.

Cela n'empêche qu'à Genève, nous allons poursuivre nos efforts afin d'arriver à un accord qui permette de limiter les quantités d'armements le plus possible dans chaque camp. S'il vaut mieux ne disposer d'aucune arme plutôt que d'en conserver quelques-unes, il reste qu'un petit stock est plus rassurant qu'un gros stock.

Pendant le déroulement de ces pourparlers, la situation a été à dessein compliquée et embrouillée par les Soviétiques qui se sont livrés à une propagande visant à faire admettre que notre arme stratégique, le missile Polaris, devait être incluse dans les discussions sur les armes intermédiaires. Or, ce missile est notre arme dissuasive de dernier recours. Nous en disposons bien avant l'arrivée des SS20, et nous en avons besoin, aujourd'hui comme hier, pour le cas où nous serions menacés par l'arsenal russe d'armements stratégiques. Et vous pourrez la calculer comme vous le voudrez, notre force stratégique ne représente que 2 1/2 % de la leur. Les Russes sont quarante fois plus armés que nous.

Mais il se déroule à Genève une négociation distincte portant sur les armements stratégiques. L'Union soviétique et les États-Unis disposent chacun de 9 000 têtes nucléaires. En 1981, le président Reagan suggéra que, dans un premier moment, le nombre de ces ogives soit réduit d'un tiers dans chaque camp. Une fois de plus, aucune réponse positive n'est venue du côté soviétique. Si d'aventure, cependant, cet énorme arsenal stratégique devait se voir réduit de manière radicale, nous serions bien sûr tout à fait disposés à étudier par quels moyens nous pourrions, en Grande-Bretagne, apporter notre contribution au processus de contrôle des armements.

Comme vous le savez d'expérience, M. le Président, les nations occidentales ont multiplié les propositions visant à réduire les armements, et le jour où les dirigeants soviétiques décideront qu'ils sont prêts, par le biais des accords sur le contrôle de ces mêmes armements, à faire de notre planète un endroit plus sûr où vivre, ils nous trouveront tout disposés à les entendre. En attendant, notre position politique à trois volets restera identique : identifier de manière objective notre agresseur potentiel, sauvegarder résolument nos capacités de défense du territoire et de dissuasion, et rester ouvert au dialogue.

Comme, j'en suis certaine, vous le comprendrez, personne ne saurait se soucier autant de la question du désarmement véritable que le responsable ultime de la dissuasion nucléaire dans notre pays. Je tenais à vous faire

passer ce message. Vous comprendrez à quel point il est important pour moi que nous fassions notre possible pour que ces négociations sur la limitation des armements soient couronnées de succès.

Nous avons remporté une grande victoire aux élections du 9 juin, et il n'existe aucune raison au monde pour que ce succès à lui seul ne nous emplisse pas de joie, mais je suis vraiment convaincue qu'au-delà, nous avons réussi quelque chose de mieux encore. Ces élections ont mis en évidence qu'un changement remarquable est intervenu dans ce pays – et nos adversaires en ont été tout aussi conscients que les millions d'électeurs qui nous ont donné leurs suffrages. Ce qu'à mon avis nous avons découvert et révélé, à la fois au cours de nos quatre années au pouvoir, et au sein du programme qui est né de cette période de gouvernement, c'est l'endroit précis où bat le cœur de la nation anglaise.

Nous sommes une nation adulte qui, au fil de siècles traversés d'épreuves, de chagrins et de victoires, s'est forgé une vision commune de l'existence. Il existe des valeurs que nous tous, en tant que peuple, avons défendues des siècles durant – la volonté et la capacité de défendre notre façon de vivre, l'État de droit, les bienfaits de la propriété privée et le droit de posséder son propre logement, la protection à accorder aux personnes âgées et malades, la limitation des pouvoirs de l'État et la liberté de l'individu. Et parce que nous avons exprimé ces convictions dès 1979, parce que nous leur sommes restés fidèles pendant quatre années et les avons réaffirmées en 1983, je suis certaine que nous avons changé le cours de la vie politique britannique pour la durée d'au moins une génération. Nous avons créé le fonds nouveau de valeurs communes, et c'est la raison pour laquelle nos adversaires ont été obligés d'opérer un changement de pied. Le contenu aussi bien que l'orientation du socialisme étatique au nom duquel ils se sont battus pendant des années ont été l'objet d'un rejet total de la part des électeurs. Le socialisme étatique est étranger à la nature des Britanniques. Il n'a pas sa place dans nos traditions. Il ne répond pas à notre sensibilité.

Un parti socialiste ne peut espérer survivre en Grande-Bretagne qu'en portant des habits qui ne sont pas les siens. On nous raconte que les travaillistes sont en train de reconsidérer leur position à l'égard de l'accès à la propriété et leurs sentiments vis-à-vis de l'Europe. On nous raconte encore que les sociaux-démocrates ont découvert les vertus du capitalisme, de la concurrence et du consommateur. Nous sommes entrés dans une nouvelle ère. C'est le Parti conservateur qui a marqué les contours du champ de la pensée moderne, et les autres partis s'y engagent sur la pointe des pieds.

Le Parti conservateur est investi désormais d'une responsabilité plus vaste que jamais auparavant. Voilà que, plus encore que par le passé, nous sommes assurés du soutien de toutes les couches de la société. Notre fierté et notre finalité, c'est de sans cesse nous efforcer de constituer un parti national – un parti qui s'exprime au nom de la nation tout entière et s'adresse sans distinction à tous les citoyens.

En 1975, à cette même tribune où je me trouve aujourd'hui, j'ai déclaré que j'avais une vision pour la Grande-Bretagne – une nation vouée à la défense de la paix et de la justice, acquise à la protection de la liberté individuelle, un gouvernement doué d'une force suffisante pour soutenir les faibles, mais tout aussi bien un gouvernement suffisamment sûr de lui pour laisser les individus mener leur vie à leur guise.

Les visions ne se concrétisent pas en un jour, ni même en quatre ans. Elles exigent de notre part des efforts, constamment, inlassablement. Nous avons déterminé la bonne direction à prendre – une direction qui convienne à la nature de notre nation, aux attentes des citoyens, et à l'avenir de la Grande-Bretagne. Cette direction, nous n'en dévierons pas. Nous poursuivrons jusqu'à notre destination finale – la victoire.

*. 14 October 1983 – Blackpool – <http://www.margaretthatcher.org/document/105454>

II

BRIGHTON, 12 OCTOBRE 1984*

Leader's speech

CONTEXTE

- L'hôtel où logent les membres dirigeants du Parti conservateur pour le Congrès annuel du parti à Brighton vient de subir un attentat terroriste revendiqué par l'IRA faisant cinq morts.
- Mise à exécution du programme de privatisation, notamment avec la vente au public d'actions « British Telecom » en novembre 1984.
- Réforme majeure des syndicats débouchant sur une grève sans précédent des mineurs (1984-1985) :
 - la grève la plus longue et la plus dure depuis 1926 ;
 - du 23 mai au 18 juin 1984, la bataille d'Orgreave voit s'affronter des milliers de militants de la NUM (syndicat travailliste des mineurs) avec les forces de l'ordre. On compte alors 32 500 piquets de grève ;
 - malgré les pressions, le Premier Ministre refuse de céder sur quoi que ce soit ;
 - les affrontements sont très médiatisés, l'opinion publique est effrayée et finit par se désolidariser du mouvement des mineurs.

Thatcher, forte d'une détermination à toute épreuve, a gagné son bras de fer.

- Lors du Conseil européen de juin 1984, un accord est trouvé sur la compensation accordée au Royaume-Uni afin de réduire sa contribution au budget communautaire.
- En septembre 1984, le Royaume-Uni et la Chine parviennent à un accord sur la restitution de Hong Kong en 1997.

IDÉES FORTES DU DISCOURS

Après avoir rappelé sa fermeté à l'encontre du terrorisme, Margaret Thatcher centre son intervention sur les problématiques économiques :

- Le programme de privatisation et ses bénéfices : « Au plan national, depuis les élections législatives d'il y a un peu plus d'un an, le gouvernement a dénationalisé cinq entreprises majeures. »
- Le chômage :
 - elle rappelle que la politique économique conduite doit être regardée comme un « tout » (inflation, production, investissement, chômage) et portera bientôt ses fruits sur le marché de l'emploi ;
 - elle identifie deux principales causes du chômage : 1) même si le nombre d'emplois créés dans le pays augmente, la population active augmente encore plus rapidement ; et 2) les progrès de la technologie ont engendré des licenciements, mais créeront par la suite de nouveaux emplois.
- Margaret Thatcher réitère sa vision de l'économie, selon laquelle ce sont les entreprises qui créent les emplois et que le gouvernement doit seulement les aider en baissant les impôts, maintenant une faible inflation, allégeant la réglementation et proposant une éducation de qualité. Il n'a pas à augmenter son niveau global de dépenses – « On nous a pressés de mettre davantage de moyens dans nos

investissements en capital. Cela semble une idée séduisante, mais dépenser plus dans un secteur, cela veut dire dépenser moins dans un autre, ou bien cela signifie augmenter les impôts. »

- La grève des mineurs, qu'elle condamne fortement (« Je veux le dire sans l'ombre d'une ambiguïté : cette grève des mineurs, le gouvernement ne l'a ni souhaitée ni provoquée »):

- « Nous ne pouvons pas créer des emplois sans la coopération volontaire non seulement des employeurs mais également des syndicats et de tous les travailleurs employés dans l'industrie comme dans le commerce. »
- « Ce dont nous avons été témoins chez nous, c'est l'émergence d'une minorité révolutionnaire organisée prête à exploiter les conflits sociaux, mais dont le véritable objectif est la mise à mort de l'État de droit et la destruction de la démocratie parlementaire. »
- « Le combat en faveur de l'État de droit requiert la détermination et l'engagement du peuple britannique. Nos institutions judiciaires, les tribunaux et les forces de police ont besoin du soutien indéfectible de tous les citoyens respectueux de la loi, et je suis convaincue qu'ils l'obtiendront. Notre nation est confrontée à ce qui est sans doute la crise la plus rude de notre époque, la confrontation entre des extrémistes et le reste de la population. »

En matière de politique extérieure, Margaret Thatcher réitère ses positions :

- Attachement à l'amitié avec les États-Unis, unité dans la lutte contre le marxisme – « Aucune nation dans l'histoire n'a été amenée à endurer un fardeau aussi lourd, ni ne l'a supporté avec une aussi bonne grâce et une telle générosité que les États-Unis. Notre parti se déclare proaméricain. »
- Politique de défense fondée sur la dissuasion nucléaire – « La dissuasion nucléaire n'a pas fait que nous garantir la paix. »

- Fermeté sur la politique européenne (rabais sur la contribution budgétaire du Royaume-Uni).

RÉPERCUSSION DU DISCOURS

Margaret Thatcher ne cédera effectivement pas à la grève des mineurs, qui s'achèvera en mars 1985. Forte de cette victoire historique, elle ouvre la voie à des réformes plus radicales encore, et à des résultats bien plus importants pour une large partie de la population britannique.

BRIGHTON, 12 OCTOBRE 1984

L'attentat à la bombe contre le Grand Hôtel tôt ce matin aura été avant tout une tentative inhumaine, aveugle, visant à massacrer des hommes et des femmes sans méfiance qui étaient descendus à Brighton pour participer à notre congrès conservateur. Nos premières pensées doivent aller tout de suite vers ceux qui sont morts et ceux qui, à l'hôpital, sont en train de se remettre de leurs blessures. Mais cet attentat à la bombe revêt une signification plus profonde. Il aura été une double tentative de perturber notre congrès, et d'y mettre brutalement un terme ; mais aussi une tentative de porter un coup fatal au gouvernement de Sa Majesté, issu d'élections démocratiques. Telle est la dimension réelle de cet acte atroce qui nous a concernés tous, et le fait que nous soyons réunis ici et maintenant – dans un état de choc, mais calmes et décidés – est le signe que non seulement cet attentat est un échec, mais que toute velléité de détruire la démocratie par le moyen du terrorisme est vouée au même sort.

Je souhaite exprimer notre profonde gratitude envers les policiers, les pompiers, les ambulanciers, les infirmiers et les docteurs, tous les services d'urgence, et le personnel de l'hôtel ; les fonctionnaires du ministère et les employés du Parti conservateur qui sont restés à nos côtés et ont partagé le danger.

En ma qualité de Premier Ministre et de présidente du parti, je leur adresse à tous mes remerciements et, du fond du cœur, j'envoie un message de sympathie à tous ceux qui ont eu à souffrir.

Et maintenant il nous faut revenir aux affaires courantes, et reprendre la discussion des thèmes que nous avons abordés au cours du congrès ; un ou deux points relatifs aux affaires étrangères ; et ensuite, deux problèmes que j'ai isolés comme devant faire l'objet d'un débat particulier – celui du chômage et celui de la grève des mineurs.

Ce congrès conservateur – placé sous la direction de notre remarquable président qui, forcément, avait très mal dormi mais s'est merveilleusement bien acquitté de sa tâche – aura été l'occasion d'excellentes interventions de la part de nos délégués, ainsi qu'un exemple exceptionnel de ce que peut être une assemblée disciplinée, où règne la liberté de parole. Nous avons débattu des grandes questions nationales et internationales, ainsi que de celles qui ont trait à la vie quotidienne des gens. À la tribune, nous avons vu le mineur côtoyer le retraité, l'infirmière le PDG, l'ecclésiastique l'étudiant. Dans nos activités gouvernementales, nous nous sommes appliqués à honorer les promesses figurant dans notre programme électoral, qui a été soumis au jugement des électeurs à l'occasion d'un scrutin national.

Mon gouvernement, M. le Président, rappelle que c'est au Parlement qu'il appartient d'exercer son contrôle sur le volume total de la fiscalité qui pèse sur les citoyens, qu'elle soit imposée par l'État ou les collectivités locales, et durant la prochaine session parlementaire nous déposerons un projet de loi visant à abolir la mairie du grand Londres ainsi que les conseils de comtés métropolitains.

Pour mener à bien notre objectif de réforme du gouvernement local, nous comptons sur le soutien des conseillers conservateurs. Leur tâche ne saurait être sous-estimée et leurs vertus méritent d'être soulignées. Ils fournissent un travail important et consciencieux avec un sens authentique du service à accomplir, et je veux rendre un hommage particulier aux conseils conservateurs qui, à travers tout le pays, et dans un

splendide élan, n'ont pas ménagé leurs efforts pour stimuler la rentabilité des opérations entreprises, en veillant à obtenir un meilleur rendement et en procédant par appels d'offres. C'est là un exemple de privatisation à l'échelon local, type d'initiative que nous voulons encourager.

Au plan national, depuis les élections législatives d'il y a un peu plus d'un an, le gouvernement a dénationalisé cinq entreprises majeures, faisant passer le total à treize depuis 1979. Hier, vous avez gratifié Norman Tebbit d'une ovation debout ; aujourd'hui, nos pensées vont vers lui et sa famille.

À maintes et maintes reprises, les privatisations ont permis de renforcer la motivation des directeurs et des ouvriers, d'augmenter les bénéfices et investissements, et ce qui va plus loin encore, d'accorder aujourd'hui des participations à de nombreux employés dans les entreprises pour lesquelles ils travaillent. Nous autres conservateurs, nous désirons qu'entre patrons et salariés les murs tombent.

Bientôt, nous allons promulguer la loi de privatisation la plus importante de tous les temps. Elle concernera British Telecom, et ce sera ensuite le tour de British Airways. Et il y en aura d'autres. De nouvelles lois du même genre vont être proposées au Parlement.

De la même manière que nous avons tenu nos promesses sur les privatisations, nous sommes fiers, en dépit de la récession, d'être restés fidèles à nos engagements vis-à-vis des neuf millions de retraités. Non seulement cela, mais en ralentissant le rythme de l'inflation, nous avons sécurisé la valeur de leur épargne. Comme Norman Fowler l'a déclaré mercredi devant le congrès, mon gouvernement ne s'est pas contenté de mettre davantage d'argent dans la caisse des retraites, mais il a également augmenté le budget du Service national de la santé. Notre bilan pour l'an dernier, qui va être publié sous peu, va apporter la preuve que le NHS prodigue désormais plus de soins, de services et d'aide au patient qu'à aucun autre moment de son histoire. C'est ainsi que se définit, pour les conservateurs, le sens de la générosité. Et, à mon sens, nous apportons ici une preuve de plus que, selon la déclaration que j'ai faite à Brighton dans

cette même salle de congrès il y a deux ans – certains d’entre vous s’en souviennent peut-être – le Service national de la santé est avec nous entre de bonnes mains.

Or, M. le Président, chers amis, ces progrès accomplis dans le secteur des services sociaux n’auraient jamais pu se réaliser si nous n’avions pas disposé d’une industrie performante et compétitive apte à créer les richesses qui nous sont nécessaires. La productivité n’est pas l’ennemie, mais bien l’alliée, de la compassion.

Au cours de nos débats ici même, nous avons parlé du rôle nécessaire de l’entreprise, des profits et de la plus vaste distribution de la propriété parmi nos concitoyens. Au Parti conservateur, nous n’avons que faire de l’obsolète doctrine marxiste prônant la lutte des classes. Selon nous, ce qui compte, ce n’est pas qui vous êtes, qui est votre famille, ou bien d’où vous venez. Ce qui importe, c’est la personne que vous êtes, et ce que vous êtes prêt à faire au service de votre pays. Telle est la nature de notre vision. Elle vaut la peine d’être défendue, et nous la défendrons. À la vérité, mon gouvernement est là pour défendre jusqu’au bout les valeurs de la nation.

Aucune personne sensée ne souhaite détenir des armements atomiques pour eux-mêmes, mais de la même manière, aucun Premier Ministre ne saurait prendre le risque colossal de se défaire de nos moyens de défense nucléaires alors que notre plus redoutable ennemi potentiel garde les siens bien au chaud.

Des décisions dont l’effet serait de se débarrasser de toutes les bases nucléaires américaines – des bases qui, remarquez bien, sont installées chez nous depuis l’époque de M. Attlee, M. Truman et Winston Churchill – auraient raison de l’Otan et nous laisseraient totalement isolés de nos amis des États-Unis, et amis, ils le sont. Aucune nation dans l’histoire n’a été amenée à endurer un fardeau aussi lourd, ni ne l’a supporté avec une aussi bonne grâce et une telle générosité que les États-Unis. Notre parti se déclare proaméricain.

Et il nous faut sans cesse rappeler à l’opinion publique où nous conduirait la politique de défense du parti de l’opposition. La conception

selon laquelle en renonçant à notre dissuasion nucléaire nous réussirions d'une façon ou d'une autre à éviter les conséquences d'un conflit nucléaire qui se déroulerait hors de chez nous, est totalement absurde. Et par ailleurs, c'est se faire des illusions que de croire que les armements conventionnels offrent des moyens de défense suffisants contre une agression de type atomique. Et il faut bien mettre en garde ceux qui penseraient, par habitude, qu'une guerre sur le mode conventionnel serait une sorte de moindre mal pour l'Europe. Sachant que l'Union soviétique s'est dotée d'un vaste arsenal d'armements modernes, armes chimiques en grosses quantités y compris, nous aurions droit alors à un conflit cruel et terrible. Ce qui est vrai, c'est que la détention de moyens de dissuasion nucléaire nous a permis d'éviter non seulement un conflit atomique mais aussi une guerre conventionnelle, et pour nous, la paix est un bien précieux inestimable. Nous sommes pour de bon le parti de la paix. Et la dissuasion nucléaire n'a pas fait que nous garantir la paix ; elle va continuer à préserver notre indépendance. La mise en garde de Winston Churchill, énoncée voici de nombreuses années, n'a rien perdu de sa pertinence. Il a dit ceci : « Dès l'instant où vous vous mettez en état de ne pouvoir, en aucune circonstance, défendre vos droits en cas d'agression, les exigences qui seront formulées et les humiliations que vous devrez subir en silence, ne connaîtront pas de fin. » Il savait de quoi il parlait, et nous devons prendre son avertissement très au sérieux.

Malgré tout cela, la politique de défense des travaillistes n'a pas bougé d'un iota : pas de Polaris, pas de missiles Cruise sur le sol britannique, pas de bases nucléaires américaines non plus, pas de Tridents, aucun moyen de dissuasion nucléaire indépendant.

J'estime qu'il n'existe qu'une réponse possible à cela de la part de la nation : pas de défense – pas de gouvernement travailliste.

M. le Président, dans le domaine des affaires étrangères, nous avons connu cette année deux succès diplomatiques d'importance. Nous avons conclu avec la Chine un accord contractuel détaillé sur l'avenir de Hong Kong. C'est un accord conçu pour préserver l'économie florissante de Hong

Kong et son mode de vie unique, et nous sommes certains qu'il va combler les besoins et les aspirations de la population de l'île.

Il y a de cela quelques semaines, les membres officieux du conseil exécutif de Hong Kong sont venus me voir. Nous sommes restés tout le temps en contact avec eux et ils ont pris fréquemment le chemin de 10 Downing Street tandis que les négociations avec la Chine se déroulaient. Quand nous avons été sur le point de signer le document, nous les avons naturellement consultés sur le contenu. Voici ce que leur porte-parole a déclaré : il a dit que, même si l'accord ne mentionnait pas certains points qu'ils auraient aimé y voir, lui-même et ses collègues étaient en mesure néanmoins de le recommander auprès de la population de Hong Kong en leur âme et conscience – en leur âme et conscience. Cela est chargé de sens pour nous. Si ces propos reflètent bien l'opinion des dirigeants de la communauté humaine de Hong Kong, cela signifie que nous nous sommes véritablement acquittés de notre lourde responsabilité qui nous engage vis-à-vis de leur avenir à long terme.

Cet accord a requis de l'imagination, de l'habileté, du labeur et de la persévérance. En d'autres termes, il a requis les talents de Geoffrey Howe.

Et en Europe également, à force de fermeté et de détermination, nous avons pu trouver une solution sur le long terme au problème des contributions budgétaires de la Grande-Bretagne, et conclure un accord qui sert nos intérêts aussi bien que ceux de l'Europe. Si nous avions écouté les conseils des dirigeants des autres partis, nous serions restés en panne à mi-chemin. Mais une diplomatie patiente et, en certaines occasions, je l'avoue, un tantinet impatiente, a permis d'aller jusqu'au bout.

Un autre point positif : nous avons enfin commencé à maîtriser la surproduction alimentaire dans la Communauté européenne. Bien sûr, nous savons que pour certains exploitants agricoles nos solutions ont entraîné des adaptations pénibles, et nous sommes bien conscients de leurs difficultés. La peine qu'ils se donnent et les bénéfices qu'ils en retirent sont une source de grande énergie pour notre pays. Michael

Jopling et ses collègues vont continuer de se battre pour obtenir des conditions qui leur soient favorables.

Nous avons en outre œuvré en faveur d'un accord sur le besoin d'un contrôle adéquat à exercer sur les dépenses de la Communauté. L'Europe va pouvoir désormais entamer un nouveau chapitre et utiliser son énergie et son influence pour exercer un plus grand rôle dans les affaires du monde, et offrir ainsi un exemple de ce que peuvent accomplir les démocraties, regroupées dans un ensemble commercial et unissant leurs puissantes forces au service de la liberté.

En outre, M. le Président, l'un des débats les plus stimulants que nous ayons eus au cours de ce congrès a porté sur le chômage qui est, comme nous en sommes tous d'accord, la véritable plaie de l'époque.

Devoir subir un chômage qui, chez nous, touche 3 millions de personnes, c'est déjà une épreuve, même si nous partageons ce tragique problème avec d'autres nations, mais laisser entendre, comme l'ont fait nos adversaires, que cette situation nous laisse indifférents, c'est profondément blessant en plus d'être totalement faux. Croient-ils de bonne foi que nous ne comprenons pas ce que cela signifie, pour le père de famille qui ne réussit pas à trouver du travail, de devoir rester sans rien faire à la maison et de nourrir des sentiments d'échec et de désespoir ? Ou que nous ne comprenons pas à quel point le monde doit paraître dénué de perspectives à un jeune qui n'a pas encore eu accès à un premier emploi ? Mais bien sûr, nous sommes conscients de tout cela, bien sûr, nous ne restons pas aveugles, bien sûr, nous sommes préoccupés. Comment ont-ils pu oser dire que le chômage nous est utile parce qu'il nous sert d'arme politique ? Quelle meilleure nouvelle y aurait-il pour tout gouvernement que celle de la baisse du chômage, et en ce qui me concerne, le plus tôt sera le mieux.

D'autres, sans remettre en cause notre sincérité, font valoir que nos solutions politiques ne nous permettront pas d'atteindre nos objectifs. Ils opèrent un retour de quarante ans jusqu'à la période d'après guerre, où nous avons marqué un temps avant de donner naissance au meilleur des

mondes ; période aussi où nous avons tous cru que nous avions trouvé le remède contre le chômage. Nous vivions alors une époque bénie où nous pensions qu'ayant gagné la guerre, nous saurions gagner la paix. Keynes avait posé le diagnostic. Tout est expliqué dans le Livre blanc sur l'emploi, publié en 1944. Je l'ai acheté la même année ; je l'ai conservé. Mon nom apparaît en haut d'une page. Margaret H. Roberts. Un membre de mon équipe y a jeté un jour un coup d'œil et a lancé : « Mon Dieu ! Je ne savais pas que c'était aussi vieux que ça ! »

Nous avons, cela dit, lu ce Livre blanc avec beaucoup de sérieux, mais je dois à la vérité de dire que les hommes politiques ont pris ce qu'ils voulaient dans le texte et, parce que cela les arrangeait bien, ont ignoré le reste. Je l'ai relu de nombreuses fois. Les hommes politiques dont je parle n'ont pas voulu prêter attention à la mise en garde qui y est exprimée, à savoir que l'intervention de l'État ne doit en aucune façon freiner l'initiative personnelle ni décharger le citoyen de son devoir de se prendre en main. Ils n'ont fait aucun cas de la nécessité formulée selon laquelle salaires et productivité doivent être indissociables et le plus grave de tout, ils n'ont prêté aucune attention à l'analyse prouvant que sans une croissance du taux de rendement industriel, il est impossible d'atteindre un haut niveau d'emploi allant de pair avec un niveau de vie en hausse.

Et parce que nous avons préféré sauter tous ces passages du Livre blanc et ne pas tenir compte pendant si longtemps d'autres aspects encore du diagnostic, nous nous sommes retrouvés au final avec un taux élevé d'inflation et de chômage.

Mon gouvernement quant à lui n'a pas oublié la leçon. Pour agir, il s'est fondé sur les vérités de base qui avaient été énoncées à l'époque dans ce fameux Livre blanc. Si c'était moi qui avais fait état de toutes ces idées aujourd'hui, certains y verraient des relents de « thatchérisme » alors qu'en fait, c'est du Maynard Keynes grand cru. Il avait une sainte horreur de l'inflation, il craignait l'excès de contrôle par l'État, et faisait confiance au marché.

Nous ne prenons pas ces recommandations à la légère. Nous faisons nôtre leur philosophie globale, que nous ne découpons pas en petits bouts. Nous avons d'ores et déjà fait tomber l'inflation au-dessous du seuil de 5 %. La production connaît une progression régulière depuis 1981, et les investissements bénéficient d'une hausse substantielle. Mais alors, si les choses s'arrangent, pourquoi – c'est la question que vous vous posez – le chômage ne chute-t-il pas ?

Puis-je tenter de répondre à cette question ?

Tout d'abord, de nouveaux emplois voient le jour. Comme l'a fait observer Tom King, l'an passé, c'est plus de 250 000 emplois supplémentaires qui ont été créés, mais la population en âge de travailler croît très rapidement dans la mesure où les enfants du baby-boom sont ceux qui sortent du système scolaire dans ces années 1980 ; tant et si bien que, même si le nombre d'emplois augmente, la population en âge de travailler croît en même temps, et parmi cette population figure une plus grande proportion de femmes mariées demandeuses d'emploi ; vous comprenez de cette façon pourquoi nous avons besoin de plus en plus d'emplois pour mettre un terme à la montée du chômage, et il nous faut au-delà en créer encore davantage pour faire en sorte qu'il amorce sa chute.

Il faut en outre tenir compte du fait que les nouvelles technologies ont provoqué des licenciements dans bon nombre d'industries, même si elles ont par ailleurs suscité la création de tout nouveaux secteurs industriels qui ont donné naissance à des emplois et mis sur le marché des produits qu'on n'aurait pu soupçonner il y a seulement quelques années.

Ainsi donc les nouvelles technologies ont produit deux effets : d'une part des licenciements économiques, et de l'autre, avec un léger décalage dans le temps, l'apparition de nouveaux emplois et de nouveaux produits. C'est un processus qui a des antécédents dans l'histoire.

Il y a quelques jours, j'étais en visite à New York, où j'ai vu la première locomotive à vapeur, la « fusée » de Stevenson. Et j'ai pensé aux emplois, aux perspectives et aux espoirs que ces nouvelles machines à vapeur et les

chemins de fer ont fait naître dans l'esprit de toute une population. Des communautés entières firent la queue pour être desservies par le chemin de fer, et posséder leur propre gare. Leurs membres désiraient le changement qui, à son tour, leur procurait davantage d'emplois.

Je dois dire que je suis heureuse d'avoir hérité de ces chemins de fer, mais si nous devions construire les mêmes de nos jours, je ne suis pas sûre que l'administration nous en délivrerait le permis – il arrive que ça prenne un temps fou. Et cela constitue l'un des obstacles qui ralentissent la création d'emplois.

J'ai emprunté cet exemple à l'histoire, mais durant mon existence même nous avons connu un phénomène identique, avec des licenciements économiques accompagnés d'apparitions de nouveaux emplois, le tout en raison des nouvelles technologies.

Dans les années 1940, lorsque j'ai obtenu ma licence ès sciences, les secteurs industriels émergents étaient ceux des plastiques, des fibres synthétiques et de la télévision. Plus tard, on a vu se développer les satellites, les ordinateurs et les télécommunications, et de nos jours, nous avons la biotechnologie et l'informatique ; si bien que maintenant nos universités et nos parcs scientifiques sont occupés à identifier les besoins de demain. C'est ainsi que se préparent à voir le jour les nouvelles industries et les nouveaux emplois.

Je me rappelle un industriel qui m'a tenu ces propos, quand j'ai lancé pour la première fois ma propre affaire – et je m'en suis toujours souvenue – « notre métier, c'est de découvrir ce que le consommateur a envie d'acheter, et de le produire ». Et à Wrexham l'autre jour, au centre de formation des jeunes, j'ai été ravie de voir une affiche qui disait : « sans le client, pas de jours de paie possibles ». Ainsi ces jeunes ne sont pas simplement en train d'apprendre les nouvelles technologies ; ils s'ouvrent à la réalité de la vie d'entreprise et de la création d'emplois. Parce que c'est cet esprit d'entreprise qui est à la source des emplois. Ces jeunes se préparent à prendre des risques et monter une affaire, et quel est le rôle du gouvernement qui veut les aider dans leurs ambitions ? C'est de réduire la

fiscalité ; juguler l'inflation ; veiller à la baisse des coûts ; alléger les réglementations et faire disparaître les obstacles qui empêchent les petites entreprises de croître et prospérer. Car c'est de là que va provenir une bonne partie des nouveaux emplois – des petites entreprises. Et notre rôle consiste également à améliorer l'école et la formation.

Le programme de formation des jeunes, le YTS, qui est entré dans sa deuxième année, a été mis en place afin de fournir aux jeunes les compétences dont ils auront besoin dans le domaine des nouvelles technologies et dans leur préparation au monde de l'industrie. La majorité des diplômés de la première promotion trouvent de l'emploi. Ceux qui sont passés par ce programme sont beaucoup plus nombreux à pouvoir se placer que les candidats à l'emploi issus du programme d'accès au travail des jeunes, le YOS, et ce n'est que justice, pour la simple raison que le YTS est beaucoup mieux conçu et des améliorations vont encore lui être apportées cette année-ci. Je m'y suis beaucoup intéressée. C'est David Young qui l'a lancé et j'ai offert de prendre un stagiaire pour nos bureaux de 10 Downing Street. J'ai dit que nous adorerions en avoir un. Certes, en un an, on n'en aurait peut-être pas fait un premier ministre, mais le travail dans nos services – parce que nous avons toute une équipe, bien évidemment, pour faire tourner ces services, qui se compose d'une centaine de personnes – est diversifié et intéressant, et nous avons vraiment besoin d'un stagiaire, et nous avons fait aussi valoir que des stagiaires nous seraient bien utiles dans d'autres secteurs de la fonction publique. Nous étions prêts à accueillir le ou les candidats à ce stage et nous nous en réjouissions.

Au début, le syndicat a donné son accord, puis il nous a opposé un refus, et pour finir des jeunes se sont vu privés d'une chance d'accomplir un stage.

Le même problème s'est posé chez Jaguar. Au début, le syndicat a donné son accord, puis il nous a opposé un refus. Et c'est ainsi que 130 adolescents sans emploi se sont vu interdire une formation, ce qui signifie que des jeunes ont été interdits d'emploi.

M. le Président, nous ne pouvons pas créer des emplois sans la coopération volontaire non seulement des employeurs mais également des syndicats et de tous les travailleurs employés dans l'industrie comme dans le commerce.

Hier, au cours des débats, on nous a pressés de mettre davantage de moyens dans nos investissements en capital. Cela semble une idée séduisante, mais dépenser plus dans un secteur, cela veut dire dépenser moins dans un autre, ou bien cela signifie augmenter les impôts. Or, au gouvernement, nous sommes sans cesse confrontés à ces choix délicats. Si nous voulons privilégier l'investissement, il faut que je demande à mes collègues de gouvernement : « Vous-même, combien êtes-vous prêt à rétrocéder, et vous, ou vous, ou encore vous ? » Ou bien peut-être devrais-je leur poser cette question-ci : « À quelle revendication salariale allez-vous vous en prendre, celle des médecins, de la police, des infirmières ? » Je ne trouve pas beaucoup de volontaires, pour la bonne raison que nous avons pleinement honoré les demandes salariales formulées par les médecins, les infirmières et les policiers. Vous ne m'auriez pas félicitée si nous n'avions pas agi de cette manière, et vous auriez eu raison, mais je vous fais part de ces détails parce que, même si certains disent que le moyen de résoudre le problème du chômage c'est de verser une allocation de capital revue à la hausse, je ne peux sortir de ce dilemme : demander à quelles dépenses il faut renoncer, ou bien me tourner vers Nigel Lawson et le prier de me dire quels impôts il serait disposé à augmenter. L'impôt sur le revenu ? Il pèse déjà trop sur le contribuable. La TVA ? Alors là, Nigel Lawson me battrait froid, et vous aussi. Et en fait je n'oserais jamais lui poser la question.

Mais voyez-vous, un gouvernement se doit de trancher ce genre de dilemme, parce que, vous le savez bien, que ce soit pour le budget du ménage ou celui de votre affaire, il ne rentre qu'une certaine quantité d'argent et si vous sortez des limites de ce montant, vous ne tarderez pas à vous en mordre les doigts.

Le message que je veux faire passer, cela dit, c'est que ces choix très délicats, nous en débattons effectivement lors du tour de table annuel consacré à la dépense publique, et programmé pour bientôt ; nous avons pu ainsi dégager des sommes considérables au profit des dépenses en capital fixe. En effet, nous avons su trouver l'argent à placer dans les meilleurs projets d'investissement que nous avons sur la table et, faites-moi confiance, cela n'a été possible que grâce à l'excellente gestion dont chaque ministère sans exception a été capable. Ils ont paré à tous les gaspillages pour dégager les moyens de mettre en œuvre cette politique, et ne doutez pas un instant que nous pouvons nous vanter d'avoir réalisé des opérations rentables.

Voici quelques exemples de certains des projets d'investissement pour lesquels nous avons trouvé des financements, après un sérieux exercice de budgétisation.

Prenons l'exemple de l'autoroute M25. Elle est en voie d'achèvement. Les chemins de fer britanniques ont reçu le feu vert pour en entreprendre l'électrification, s'ils peuvent en assurer la rentabilité. Nous avons entamé ou terminé la construction de 49 nouveaux hôpitaux depuis 1979. Les dépenses d'équipement dans l'ensemble des industries nationalisées sont en augmentation. Et bien entendu, nous ne perdons pas de vue des secteurs comme celui des centrales électriques à construire, et en cette année qui suit une période de sécheresse nous réfléchissons en termes d'investissements dans les services d'approvisionnement en eau potable. Ainsi donc, nous ne relâchons pas nos efforts dans le domaine des investissements en capital fixe.

Quelle est alors, cela dit, la conclusion que nous pouvons tirer ? C'est l'esprit d'entreprise qui crée les nouveaux emplois, et c'est au gouvernement qu'il revient de mettre en place le cadre général qui convient, ainsi que les conditions financières favorables, grâce auxquelles cet esprit peut s'exprimer au mieux, de balayer les obstacles qui parfois gênent la création d'entreprise, et enfin de gérer nos ressources avec prudence et bon sens.

Ce programme, c'est plus ou moins celui que recommandait le Livre blanc sur la politique de l'emploi de 1944. Jetons-y simplement un coup d'œil, page 1. Il ne se fait pas jeune.

« L'emploi ne se crée pas par l'effet d'une loi votée au Parlement ni d'une action décidée par le gouvernement. Le programme présenté dans ce Livre blanc ne pourra être couronné de succès que s'il obtient l'accord et le soutien de la collectivité dans son ensemble, et en particulier s'il galvanise les efforts des employeurs et des travailleurs des secteurs industriels. »

Ces propos sonnaient juste à l'époque, et ils n'ont rien perdu de leur pertinence ; ils évoquent la politique que nous mettons en œuvre et continuerons de suivre, parce que c'est la seule, nous en sommes persuadés, capable au bout du compte de faire naître les vrais emplois de l'avenir. En attendant, notre tâche est de tenter d'amortir les coups qu'assène le changement, et nous agissons dans ce sens, comme vous le savez bien, lorsque nous mettons en place de généreuses indemnités de licenciement ou encore le programme d'entreprises de quartier, qui non seulement offre des débouchés aux chômeurs de longue durée, mais aussi le fait d'une telle manière qu'il en résulte de substantielles retombées pour les populations locales.

Et puis, naturellement, là où existent des plans de licenciement dans les aciéries et maintenant dans les mines de charbon, les industries concernées fondent de leur propre initiative des agences d'entreprise chargées à la fois de prêter main-forte à ceux qui se retrouvent au chômage et d'offrir des possibilités nouvelles de formation. Dans l'ensemble, cette démarche se révèle extrêmement positive pour ce qui est de la création d'emplois et la maîtrise des procédés destinés à amortir les effets du changement.

Puis-je à ce stade aborder les questions de l'industrie du charbon ?

Depuis un peu plus de sept mois, nous traversons une période terrible marquée par les grèves. Je veux le dire sans l'ombre d'une ambiguïté : cette grève des mineurs, le gouvernement ne l'a ni souhaitée ni provoquée.

Nous avons entendu évoquer durant ce congrès certains des aspects qui ont rendu ce conflit si détestable au goût de bien des gens. Un directeur des mines nous a rappelé que jusque-là le syndicat des mineurs, la NUM, avait toujours accepté l'idée qu'un puits soit fermé dès lors que les pertes étaient trop conséquentes pour qu'on puisse le garder ouvert, et que les mineurs se montraient très soucieux des investissements destinés à ouvrir de nouveaux puits et exploiter de nouveaux filons ; or mon gouvernement s'assure que les investissements se succèdent en abondance. Vous connaissez presque aussi bien que moi la réalité des chiffres. Deux millions de livres pour les dépenses d'équipement ont été investies à chaque jour que nous avons assumé le pouvoir, si bien qu'il n'y a pas eu de carence de notre part de ce point de vue.

Nous avons entendu des témoignages émouvants de la part de deux mineurs restés fidèles à leur poste et qui racontaient ce qu'ils doivent endurer lorsqu'ils essaient de regagner leur lieu de travail. Le pur courage de ces ouvriers et des milliers qui, comme eux, ont continué de faire fonctionner les mines, mérite les plus grandes louanges. Leurs anciens camarades de travail les traitent de « jaunes ». Des « jaunes » ? Mais ce sont des lions ! Quelle tragédie que de voir des mineurs grévistes s'en prendre à leurs collègues. Non seulement ils appartiennent au même syndicat, mais le mineur qui poursuit le travail préserve l'avenir de tous, parce que ce sont eux, les mineurs non grévistes, que ce soit dans le Nottinghamshire, le Derbyshire, le Lancashire, le Leicestershire, le Staffordshire, le Warwickshire, le nord du pays de Galles ou en Écosse, qui continuent d'accorder leur confiance à ceux qui achètent notre charbon ; sans ces clients, des milliers d'emplois auraient déjà été sacrifiés dans l'industrie minière.

Et puis nous avons entendu le récit – inoubliable – de la bouche de cette incomparable Mme Irène McGibbon, qui nous a raconté ce que pouvait être la vie d'un mineur non gréviste pendant ce conflit. Elle nous a confié les menaces et intimidations dont elle-même, sa famille et jusqu'à son fils de 11 ans ont été victimes, et comment ce qu'elle a dû endurer n'a fait que

renforcer sa résolution. Faire face à un piquet de grève, jour après jour, cela exige une certaine forme de courage, mais celui que manifeste la mère de famille forcée de rester seule à la maison n'est pas moindre – peut-être même est-il supérieur. Les hommes et les femmes de cet acabit symbolisent ce que nous sommes fiers d'appeler « l'élite britannique », et les policiers qui ont fait respecter la loi avec un esprit d'indépendance et de mesure qui n'existe peut-être bien que chez nous ont suscité l'admiration du monde entier.

À n'en pas douter, les mineurs ont bénéficié d'un bon accord et, afin de tenter d'éviter une grève, la direction des Charbonnages leur a fait la meilleure offre salariale de leur histoire, promis de réaliser les plus forts investissements jamais consentis, et pour la première fois l'engagement a été pris de ne priver aucun mineur de son emploi sans son consentement. Nous sommes allés jusque-là en dépit du fait que l'an passé, le coût des pertes subies dans le secteur minier a dépassé en valeur les sommes annuelles allouées à tous les docteurs et dentistes en fonction dans les hôpitaux publics du Royaume-Uni.

Je le redis : les pertes – les pertes annuelles – de l'industrie du charbon sont colossales. 1,3 milliard de livres l'an dernier. Autant d'argent, il faut le trouver, chez le contribuable. C'est équivalent à la somme des salaires que nous versons à l'ensemble des docteurs et dentistes du NHS.

M. le Président, nous avons affaire à un conflit qui concerne le droit au travail de ceux à qui on a refusé le droit de vote, et il ne nous faut jamais oublier qu'une majorité écrasante de syndicalistes, et parmi eux des mineurs grévistes, regrettent amèrement ce qu'on a pu accomplir au nom du syndicalisme. Lorsque cette grève sera terminée – et elle prendra bien fin un jour – nous devons faire tout notre possible pour encourager des organisations syndicales modérées et responsables, afin que ce mouvement puisse de nouveau retrouver la place honorable et inestimable qui doit être la sienne dans notre monde industriel.

En attendant, nous avons devant nous les membres du bureau de la NUM, le syndicat des mineurs. Ils ne sont pas sans savoir que ce qu'ils

exigent n'a jamais été accordé aux mineurs ni à d'autres travailleurs dans un autre secteur d'emploi. Pourquoi alors formuler de telles exigences ? Pourquoi demander ce qui, on le sait très bien, ne peut être concédé ? À cela, il ne peut y avoir qu'une seule explication. Ils n'ont jamais recherché le compromis ; ce qu'ils voulaient, c'était la confrontation. Sinon, ils auraient organisé un scrutin auprès de leurs camarades avant de répondre à l'offre des Charbonnages. Et en effet, il y a bien eu scrutin pour un tiers des mineurs, et il en est sorti une majorité écrasante en faveur de l'offre patronale.

M. le Président, ce dont nous avons été témoins chez nous, c'est l'émergence d'une minorité révolutionnaire organisée prête à exploiter les conflits sociaux, mais dont le véritable objectif est la mise à mort de l'État de droit et la destruction de la démocratie parlementaire. Nous avons vu la même espèce de bandits et de petites brutes agir à Grunwick, puis, il y a peu, s'en prendre à Eddie Shah à Stockport, et voilà qu'aujourd'hui ils évoluent en brigades volantes sur tout le territoire. Si on les laisse faire sans rien dire, si on ne les contraint pas à respecter la loi, nous les reverrons à l'occasion de chaque conflit du travail manigancé par des dirigeants syndicalistes d'extrême gauche un peu partout dans le pays.

L'un des intervenants, plus tôt au cours de ce congrès, a bien pris conscience de cette réalité, et a compris que ce qu'ils disaient signifiait ceci : « Donnez-nous ce que nous réclamons, sinon nous allons continuer de nous montrer violents », et il a fait allusion au Danegeld, le tribut des Danois. J'aimerais compléter ces propos.

« Nous ne payons jamais le Danegeld à personne, aussi insignifiante soit la somme exigée, car le but de ce tribut, c'est l'oppression et la honte, et la nation qui joue à ce jeu-là est perdue ». Oui, Rudyard Kipling. Qui saurait le dire avec de meilleurs mots ?

Des évolutions démocratiques, il y en a toujours eu dans cette nation qui est la nôtre, le berceau de la démocratie. Mais la sanction du changement, c'est le bulletin glissé dans l'urne.

Tout se passe comme si un petit groupe s'activait à mettre en pièces toute forme de gouvernement élu. Ils s'activent à démanteler tout cadre législatif. C'est bien ce que nous avons vu avec cette grève, mais quelle est donc cette loi qu'ils s'ingénient à défier ?

C'est la Common Law, le droit commun, créée par des juges audacieux et transmise de siècle en siècle. C'est un ensemble législatif examiné de très près et promulgué par le Parlement d'un peuple libre, débattu et approuvé par une Chambre des communes, Chambre élue tous les cinq ans à bulletin secret selon le système d'un vote par citoyen. C'est ainsi que notre droit a été façonné et c'est la raison pour laquelle la justice britannique jouit d'un tel renom dans le monde entier.

« La loi n'est la propriété d'aucun État. C'est la loi du territoire, l'héritage légué au peuple. Personne n'est au-dessus de la loi et personne n'est au-dessous. Et nous ne demandons pas à un homme sa permission lorsque nous le prions d'obéir à la loi. La soumission à la loi est exigée de droit, et non sollicitée comme une faveur. » Ainsi s'exprimait Théodore Roosevelt.

M. le Président, le combat en faveur de l'État de droit requiert la détermination et l'engagement du peuple britannique. Nos institutions judiciaires, les tribunaux et les forces de police ont besoin du soutien indéfectible de tous les citoyens respectueux de la loi, et je suis convaincue qu'ils l'obtiendront.

Notre nation est confrontée à ce qui est sans doute la crise la plus rude de notre époque, la confrontation entre des extrémistes et le reste de la population. Nous menons le combat, comme nous l'avons toujours fait, pour défendre les faibles comme les forts. Nous menons ce combat au nom de grandes et belles causes. Nous menons ce combat pour les protéger de la redoutable puissance de ceux qui se dressent pour les défier. Mon gouvernement ne pliera pas. Notre nation relèvera le défi. La démocratie vaincra.

*. 12 October 1984 – Brighton – <http://www.margaretthatcher.org/document/105763>

BLACKPOOL, 11 OCTOBRE 1985^{*}

CONTEXTE

- La grève des mineurs se termine en mars : c'est une grande victoire pour le réformisme thatchérien et un échec cinglant pour les mineurs et pour les forces du statu quo. Margaret Thatcher est restée inflexible face à cette grève abusive et a su imposer sa réforme. Un exemple salué par les réformateurs du monde entier.
- Des émeutes raciales ont lieu début octobre à Tottenham (Londres) à la suite du décès d'une femme noire perquisitionnée à son domicile. Un policier est poignardé et lynché durant les émeutes. 400 arrestations auront lieu afin que l'ordre soit rapidement rétabli.
- La croissance est de retour mais le taux de chômage ne s'améliore toujours pas.

IDÉES FORTES DU DISCOURS

Margaret Thatcher attaque de manière virulente ses opposants politiques en critiquant leurs lignes politiques en matière d'éducation, d'emploi et de sécurité.

- Création d'emplois : une lutte acharnée contre le chômage mais pas à n'importe quel prix :
 - Margaret Thatcher énumère les mesures prises par le Parti conservateur pour relancer l'emploi (baisse de la fiscalité sur le travail, aide à la création d'entreprises, formation des jeunes, etc.) : « 650 000 emplois supplémentaires ont vu le jour, davantage que dans tout le reste de la Communauté européenne prise globalement. »
 - Elle rappelle qu'il n'est pas possible pour le gouvernement de choisir entre l'inflation et le chômage – « on ne bâtit pas un avenir solide avec de l'argent malhonnête ».
- En matière d'éducation, Margaret Thatcher augmente le salaire des enseignants et préconise de récompenser les bons professeurs et de désendoctriner l'école.
- Le Premier Ministre s'adresse également à ses opposants politiques :
 - Elle critique la ligne du Parti travailliste, dont les propositions consistent en un simple retour en arrière (inflation, hausse des impôts, endettement public et contrôle du gouvernement par les syndicats) : « “Empruntons maintenant, empruntons toujours.” Tel est le programme travailliste. La majorité des gens, cependant, ne veulent pas hypothéquer l'avenir ni laisser leurs enfants payer la facture ».
 - Elle condamne très durement le manque de clarté politique de l'« Alliance » (union politique des sociaux-démocrates et des libéraux, qui ont élaboré un programme politique commun lors des élections générales de 1983).
 - Elle rappelle que le Parti conservateur est le seul sur lequel les Britanniques peuvent compter pour les défendre efficacement face aux menaces extérieures.
- En matière de sécurité, Margaret Thatcher préconise de demeurer extrêmement ferme avec toute forme de violence, quelle qu'en soit la raison :

- Elle dénonce le Parti travailliste, qui a pu critiquer l'action de la police : « Dans une nation libre tout le monde doit faire des choix. Et l'énorme majorité de nos concitoyens – qu'ils soient blancs ou noirs, avec ou sans emploi, dans les quartiers bourgeois ou sensibles – font leurs choix en toute liberté. Ils respectent la loi ; et ils se dissocient de toute forme de délinquance qui voudrait se faire passer pour de la contestation sociale. »
- La sécurité est, pour elle, une priorité absolue sur laquelle aucune concession n'est envisageable : « Nous ne regardons pas à la dépense dès lors qu'il s'agit de protéger la vie et la propriété. »
- Elle en appelle à la responsabilité individuelle de chacun face au crime, pour éviter que le pouvoir de l'État ne s'étende trop aux dépens de l'individu : « Les forces d'une nation civilisée reposent sur l'autorité naturelle de la famille, de l'école, de l'église et de nos principales institutions. C'est lorsque cette autorité s'affaiblit – et elle s'est affaiblie – que les nations en appellent à la puissance de l'État. Et lorsque la puissance de l'État s'accroît, la dignité de l'individu décline. »

À la fin de son discours, Margaret Thatcher réaffirme sa volonté d'un Royaume-Uni fort, facilitant la propriété et la libre entreprise.

BLACKPOOL, 11 OCTOBRE 1985

M. le Président, Messires, Mesdames et Messieurs, je vous remercie pour ces merveilleuses paroles d'accueil, et mes premiers mots serviront à exprimer ma gratitude envers ceux qui ont organisé ce congrès et veillé à notre sécurité, nous permettant d'arriver sans encombres sur les lieux de ce prestigieux congrès.

Nombreux sont parmi vous aujourd'hui ceux qui portent encore les cicatrices des blessures et des deuils qui leur ont été infligés par les terroristes de l'an passé qui ont frappé durant les heures obscures de la

nuits. Cela nous remet en mémoire les risques que nous prenons tous et continuerons de prendre afin de servir la liberté.

Et j'aimerais dire un mot à propos de notre ami et collègue John Gummer, dont le dévouement inépuisable durant ces moments traumatisants et pendant la longue période qui a suivi, lui a valu l'admiration de tous et toutes.

Nous le remercions d'avoir pris en main la direction de notre parti et fait preuve d'un sens du devoir et de la loyauté qui ne s'est jamais démenti ; tous nos vœux l'accompagnent dans l'accomplissement de sa nouvelle tâche et sa prise de fonctions au sein de notre équipe ministérielle.

M. le Président, quiconque a assisté à ce congrès ou écouté les prises de parole qui ont eu lieu cette semaine ne peut que rester saisi par une impression dominante. Ce fut un congrès sérieux, convivial et responsable. Un congrès où se sont retrouvés ceux qui sont conscients de ce que signifie, pour un parti politique, le fait de détenir les rênes du pouvoir. Un congrès de ceux qui comprennent les réalités du pouvoir exercé dans un esprit de responsabilité ; les contraintes, les dilemmes, les choix douloureux auxquels sont confrontés les ministres du gouvernement. Merci à tous pour ce splendide congrès. Nous laissons à d'autres la rhétorique de la lutte des classes et sa dramaturgie des poings fermés et des lèvres serrées. Nous laissons à d'autres ces projets oiseux conçus par ceux qui n'ont jamais tenu un manche d'outil sur le site de travail où s'exerce l'action responsable. Et qui ne s'y mettront jamais. Pour nous, le principe qui nous guide, c'est celui de l'idéalisme conjugué au réalisme, et je ne doute pas que vous avez été très impressionnés par la qualité et la confiance dont notre équipe de ministres tout entière a pu faire preuve.

Pour ma part, j'aimerais ajouter mes félicitations et mes remerciements à tous ceux qui ont présidé des séances de ce congrès avec tact et talent, et une bonne humeur constante. Au sein de notre parti, on a plutôt tendance à bien s'aimer les uns les autres.

M. le Président, cela fait dix ans que, pour la première fois, je me suis adressée à ce congrès en ma qualité de présidente du parti. Dans cette

même ville – nous adorons tous Blackpool. Dans cette même salle. Depuis cette même tribune.

Je me souviens de cet événement comme si c'était hier. La chaleur de l'accueil, le soutien généreux, qui montaient de la salle. Je ne connaissais déjà que trop bien la nature de la tâche qui m'attendait. Mais je n'avais pas encore pris pleinement conscience de l'énergie que nos compatriotes allaient m'insuffler, et qui allait me porter, d'abord durant mes années dans l'opposition, puis dans mes fonctions de Premier Ministre.

M. le Président, dans le discours que j'ai prononcé ce jour-là, j'ai déclaré que mon but n'était absolument pas de présider au déclin continu de la Grande-Bretagne ; à l'érosion de notre réputation internationale ; pas plus qu'au reflux de notre esprit d'indépendance.

J'ai déclaré également que je ne formais pas du tout le projet de prolonger l'ère socialiste par procuration.

Vous souvenez-vous de l'état de notre pays aux mains des travaillistes en 1979 ? C'était une nation où les dirigeants des syndicats retenaient leurs membres et notre pays en otages ;

- une Grande-Bretagne qui continuait de participer à des conférences internationales mais que plus personne ne prenait au sérieux ;

- un Royaume-Uni qu'on désignait comme l'homme malade de l'Europe ;

- et qui parlait le langage de la compassion mais qui subissait les rigueurs de l'hiver du mécontentement.

Leurs gouvernements s'étaient montrés incapables de s'attaquer aux véritables problèmes dont nous étions affligés.

Ces problèmes ardues, ils les esquivaient plutôt que de les affronter. La question qu'ils se posaient, ce n'était pas : « Est-ce que le remède va être efficace ? » Mais : « Est-ce qu'il a bon goût ? »

Lorsque nous, les conservateurs, nous leur disions : « Voilà comment il faut faire », ils répondaient : « Mais vous n'y pensez pas ! »

On nous a rétorqué qu'on ne réforme pas les dirigeants des syndicats, qu'on ne réforme pas les syndicats – leurs dirigeants ne vous laisseront pas

faire. Et pourtant nous l'avons fait.

On nous a objecté qu'il était impossible d'abandonner le contrôle des prix et des salaires – que cela ferait grimper l'inflation. Et pourtant nous l'avons fait – et l'inflation a baissé.

On nous a martelé qu'il était impossible d'accorder aux locataires des logements sociaux le droit d'en devenir propriétaires. Et pourtant on l'a fait. Et les maisons se sont vendues comme des petits pains.

On nous a répété qu'il était impossible de dénationaliser – les syndicats ne le supporteraient pas. Et pourtant nous l'avons fait – et les travailleurs se sont précipités pour acheter les actions.

Et enfin on nous a seriné qu'il était impossible de résister à une grosse grève, surtout chez les mineurs. M. le Président, cette grève, elle a duré toute une année. Et pourtant, nous avons résisté – et nous avons gagné.

Ce fut une grève accompagnée d'actes de violence et d'intimidations au niveau des piquets de grève et des villages. Cela n'a pas empêché les travaillistes de la soutenir jusqu'au bout. En effet, alors qu'elle durait depuis trois mois, M. Kinnock a déclaré à M. Scargill qu'il n'existait – et je cite – « aucune alternative à la lutte – toutes les autres voies étaient bloquées ».

Que se serait-il passé, à votre avis, si M. Scargill l'avait emporté ? À mon sens, le pays tout entier connaît la réponse. Neil eût jubilé.

M. le Président, le courage ne consiste pas à faire un discours à Bournemouth des mois après les incidents. Le courage, c'est celui dont vous faites preuve au cœur de la bataille et non au moment du post mortem.

Le courage authentique, c'est celui qu'ont manifesté les mineurs qui n'ont pas quitté leur poste de travail. Les chauffeurs de camions, les cheminots, les aciéristes, les dockers, qui ont eu la même attitude.

Ce sont tous ces ouvriers qui ont été désavoués par les travaillistes. Mais les conservateurs que nous sommes les avons soutenus ; et la nation à son tour nous a soutenus ; et c'est ainsi qu'une grève d'importance, déclenchée sans la tenue d'un scrutin auprès des travailleurs concernés, a

connu l'échec. Ce fut en revanche une victoire notable pour un peuple libre, respectueux du droit, et le gouvernement démocratique qu'il avait librement élu.

Objectifs atteints

M. le Président, au cours des six années et demie où nous avons été au service de la nation, nous avons réalisé une grande partie de nos objectifs. On en a fait état de nombreuses fois durant ce congrès, mais je tiens à le redire : la productivité de notre pays, ses investissements, et son niveau de vie, ont atteint un niveau record. L'inflation est en baisse – et ce matin même nous avons appris qu'elle avait encore diminué. L'accès à la propriété pour les particuliers est en hausse. Nos actifs à l'étranger ont été multipliés par plus de six en six ans : ils nous rapportent désormais un revenu annuel d'environ 3 milliards de livres. Ce sont 700 nouvelles entreprises qui se créent chaque semaine. En fait pour la première fois de notre histoire le nombre d'entreprises en Grande-Bretagne a dépassé le million. Les taux d'imposition sur le revenu ont baissé. Trois sortes de taxes majeures ont été abolies. Et mercredi dernier, vous avez entendu celui qui occupe le bureau à côté du mien, le ministre des Finances, Nigel Lawson, exprimer sa confiance en l'avenir.

Au sujet des services sociaux, vous m'avez entendue, moi, redire que le NHS était avec nous en de bonnes mains. C'était le cas hier. C'est le cas aujourd'hui. Et ça le sera encore demain.

Seulement, nos adversaires ont mené une campagne implacable pour convaincre la population du contraire. La seule façon de démentir un mensonge mille fois énoncé, c'est de réitérer la vérité encore plus fréquemment. – Et la vérité, quelle est-elle ?

Nous employons davantage de médecins et d'infirmières qui traitent davantage de patients que jamais auparavant. Et c'est un gouvernement conservateur qui a créé pour les infirmières la commission chargée de négocier les salaires que précisément elles demandaient. L'ordre royal des infirmières n'a cessé de réaffirmer au fil des années : « Nos infirmières ne se mettent jamais en grève. Priorité est donnée aux patients. »

Les retraités eux aussi ont été l'objet d'une campagne soutenue et particulièrement cruelle de propagande mensongère.

À tous les retraités, je voudrais dire ceci. La retraite de base de l'État est confirmée. Elle n'a jamais été remise en question. Et si on vous raconte le contraire, n'en croyez rien.

Sous mon gouvernement conservateur, les taux de retraite ont augmenté plus vite que les prix. Et lorsque, le mois prochain, nous donnerons un nouveau coup de pouce, ils atteindront un niveau inégalé jusqu'ici.

Voilà donc, M. le Président, le bilan remarquable dont tous les conservateurs peuvent se féliciter. Mais notre tâche ne s'arrête pas là, bien au contraire.

Créations d'emplois

M. le Président, je ne suis que trop douloureusement consciente du problème du chômage. Il frappe non seulement la Grande-Bretagne mais l'Europe dans son ensemble. Mais le savoir n'offre aucune consolation qui puisse apaiser l'angoisse et le sentiment de frustration des demandeurs d'emploi en situation d'échec.

Les gens nous disent : « Mais vous comprenez bien le problème ? » « Je le comprends tout à fait. » Il n'est aucun problème qui occupe autant mes pensées et celles de mes collègues. Il ne se passe guère un jour sans que le gouvernement ne cherche d'autres moyens d'accélérer le rythme des créations d'emplois.

On nous dit : « Facilitez les procédures de nouvelles embauches pour les entreprises. » Nous l'avons fait. Nous avons aboli les taxes que les travaillistes avaient fait peser sur les emplois et, cette semaine, nous avons supprimé les cotisations sociales pour les bas salaires.

On nous dit ensuite : « Aidez les gens à monter leur propre entreprise. » C'est ce que nous faisons – par le biais de l'aide à la création d'entreprise, qui fonctionne parfaitement bien, et en réduisant les contraintes administratives, même si, Dieu le sait, nous ne sommes pas là encore au bout de nos peines.

On nous conseille alors : « Offrez une formation à davantage de jeunes. » C'est ce que nous faisons, grâce au plus ambitieux programme de formation des jeunes jamais mis sur pied dans ce pays. Le millionième

jeune va être inscrit avant Noël. C'est un véritable exploit. Ce programme, je l'ai vu personnellement fonctionner : à Glasgow et Chester, à Wrexham et Surrey, en Cornouailles ; sur tout le territoire ; des jeunes gens qui prenaient de la peine et s'appliquaient. Beaucoup d'entre eux ont été par la suite embauchés par le patron qui avait assuré leur formation.

Et ce programme, nous le renforçons, de manière à ce que tout jeune de moins de 18 ans puisse avoir le choix entre occuper un emploi, ou poursuivre ses études, ou effectuer des stages de formation. Le chômage ne figure pas au tableau des options.

On nous dit encore : « Offrez aux chômeurs la possibilité de travailler pour la collectivité. » Très bien. Nous avons élargi notre programme de travail pour les collectivités de manière à accueillir 230 000 participants l'an prochain.

On nous dit enfin : « Avancez l'âge de la retraite. » C'est ce que font de nombreuses entreprises. Et le gouvernement a imaginé des dispositions spéciales qui permettent à certains de partir en retraite et de laisser leur place à d'autres, à la recherche d'un emploi.

M. le Président, toutes ces actions, nous les avons lancées ; et bien d'autres encore. Mais je ne vais pas en donner une liste exhaustive.

Il existe cependant une mesure que nous ne prendrons jamais. Nous ne nous lancerons pas dans une politique de reflation.

Il arrive que les hommes politiques et les instituts de sondage nous fassent observer que les gens aimeraient mieux avoir plus d'inflation mais moins de chômage. M. le Président, le choix entre inflation ou bien chômage n'existe pas. Ce ne sont pas les deux termes d'une alternative.

Des gouvernements avant nous sont entrés dans cette logique. Ils ont, de propos délibéré, créé de l'inflation dans l'espoir de réduire le chômage. Au bout du compte, ils se sont toujours retrouvés avec des taux d'inflation et de chômage qui avaient empiré.

M. le Président, on ne bâtit pas un avenir solide avec de l'argent malhonnête.

Et il existe une vérité fondamentale, dont aucun gouvernement ne peut se soustraire.

Ce sont les consommateurs qui créent l'activité des entreprises. Et ce sont ces mêmes entreprises qui créent les emplois.

Et c'est bien ce qui se passe chez nous en ce moment. Au cours des deux dernières années, quelque 650 000 emplois supplémentaires ont vu le jour, davantage que dans tout le reste de la Communauté européenne prise globalement.

Les emplois reviennent. L'entreprise amorce son retour en Grande-Bretagne.

M. le Président, je partage la profonde anxiété que les parents éprouvent à propos de l'éducation de leurs enfants. L'enseignement fondamental qui vous est dispensé à l'école peut vous marquer pour le reste de votre vie et déterminer votre avenir tout entier.

Aujourd'hui, les montants dépensés par élève dépassent tout ce qui a été consenti auparavant. Le ratio enseignants/élèves est plus élevé que jamais. Leur formation est meilleure que par le passé. Mais hélas ces progrès n'ont pas suffi à résoudre toutes les difficultés.

La grève des enseignants

Nous sommes tous inquiets en raison de la grève des enseignants et de ses effets sur les enfants. Cette grève fait peser sur les épaules des directeurs et sous-directeurs d'école un fardeau énorme, et nous sommes tout à fait conscients des tensions qu'elle suscite chez eux, ainsi que chez bon nombre d'enseignants.

En conséquence, nous avons promis d'allouer aux enseignants 1 milliard 250 millions de livres prélevés sur l'argent du contribuable, le vôtre, venant en supplément des augmentations annuelles de salaire. Traduite en grilles de salaire, cette somme représente des traitements s'étalant de 7 500 livres par an pour le jeune professeur titulaire d'une licence jusqu'à plus de 24 000 livres par an pour le proviseur d'un grand lycée, et de bien meilleures possibilités de promotions aux grades intermédiaires.

Cela dit, je remarque que pour l'opposition travailliste, le seuil de 20 000 livres par an définit le niveau de richesse à partir duquel l'impôt va frapper plus durement. Je ne suis pas d'accord avec cela. Et ces proviseurs que je viens d'évoquer ne le sont pas plus que moi, j'imagine.

Nous sommes certains, en outre, que cette offre salariale ne serait pas simplement une juste récompense pour leur travail. Elle nous permettrait : d'une part, de mettre sur pied un système de rétributions reconnaissant le mérite des meilleurs maîtres ; et, de l'autre, de réglementer dans la clarté

les obligations de service des maîtres, et ainsi couper court à toute contestation.

M. le Président, je forme le vœu sincère que cette grève se termine bientôt. Car les enseignants se doivent de montrer l'exemple. Et celui-ci n'est pas le bon.

Endoctrinement politique

Si bon nombre de parents sont tout à fait satisfaits de l'éducation dispensée à leurs enfants, c'est une autre histoire pour certains, en particulier dans les quartiers sensibles. De mauvais résultats aux examens, l'absence de discipline ; la peine qu'endurent parfois certains enfants sages et sensibles ; l'endoctrinement politique qui se manifeste dans nos établissements ; et les tentatives de certaines autorités locales de mettre la main sur les programmes scolaires et de les utiliser au service de leurs objectifs politiques.

Il n'est pas surprenant dès lors que les parents soient inquiets.

Beaucoup de maîtres le sont aussi – en particulier ceux qui ont affaire à des élèves difficiles qui rendent leur tâche ardue et épuisante. Cela ne s'arrête pas là : quand les enseignants prennent des mesures disciplinaires, ils ne reçoivent pas toujours le soutien de l'autorité locale qui les emploie, soutien qu'ils sont en droit d'attendre.

Il est des enseignants et des parents qui disent tout haut ce qu'ils pensent – ce sont ceux qui, comme nous, sont bien convaincus que le rôle de l'école chez nous est d'enseigner et de transmettre des connaissances, et non pas de se livrer à des exercices d'endoctrinement politique.

Lors des débats qui se sont déroulés, vous n'y êtes pas allés de main morte. J'aime autant ça. À mon sens, vous avez servi l'intérêt public en mettant ce sujet sur la table. Et Sir Keith et ses collègues vont faire tout ce

qui est en leur pouvoir afin d'éradiquer ces influences pernicieuses et s'assurer que nos enfants reçoivent l'éducation à laquelle ils ont droit.

Le programme travailliste et l'Alliance

M. le Président, la semaine dernière, devant son propre congrès, le président du Parti travailliste a lancé un appel général – c'est le terme qui a été employé – à la modération dans les rangs du parti. Le numéro deux du parti, observateur dénué de préjugés s'il en est, a annoncé qu'on assistait là à un tournant de l'histoire. Mais « c'est à leurs fruits que vous les reconnaîtrez ». Oublions l'opération de relations publiques, regardons le programme politique.

La semaine passée, à Bournemouth, les travaillistes ont adopté une série de motions promettant :

- d'abolir les lois qui accordent le droit aux syndiqués de voter par bulletin secret, et de redonner aux dirigeants, ces « barons » du vote groupé, les pouvoirs féodaux dont ils jouissaient auparavant ;
- de renoncer à la force de dissuasion nucléaire indépendante de la Grande-Bretagne tout en n'exigeant rien en retour ;
- d'imposer un contrôle politique sur les opérations de police ;
- d'indemniser les conseils locaux et les organisations syndicales qui choisissent, pour des raisons politiques, de passer outre à la loi.

Quoi d'autre encore ? Oh, j'ai à peine commencé. Voici quelques éléments du programme que les travaillistes vont défendre aux élections législatives qui auront lieu dans deux ou trois ans. Ils promettent :

- de nationaliser et renationaliser nos entreprises industrielles sans se soucier le moins du monde des actions que les travailleurs ont acquises

récemment ;

- de revenir sur le droit accordé automatiquement de se rendre acquéreur de son logement social. Les décisions à prendre seraient laissées au gré de conseils travaillistes tels que ceux de Sheffield, Hackney et Camden. Vous voyez d'ici de quelle nature elles seraient ;

- de détourner et administrer au niveau des caisses de retraite et d'assurances les avoirs de quelque 12 millions de citoyens ;

- d'abolir, et vite, les écoles privées ;

- de mettre en œuvre tout le méli-mélo habituel d'impôts aggravés et, cela va de soi, de recourir à des emprunts encore plus élevés.

« Empruntons maintenant, empruntons toujours. » Tel est le programme travailliste. La majorité des gens, cependant, ne veulent pas hypothéquer l'avenir ni laisser leurs enfants payer la facture.

M. le Président, sur la banderole des travaillistes on peut lire : « Demi-tour ! »

Demi-tour ? Pour retrouver une société minée par la fiscalité.

Et le bon vieux temps hanté par l'inflation, enfant du contrat social.

Et les pleins pouvoirs donnés à la centrale syndicale, à l'époque où le Parti travailliste n'était qu'une succursale aux mains exclusives des organisations syndicales.

Le Parti travailliste, M. le Président, ce sont deux factions qui s'affrontent dans un climat de guerre civile ; avec la gauche qui gagne régulièrement du terrain. À mesure que la vieille garde prend sa retraite, ou est poussée dehors, elle se voit remplacée par les nouveaux venus gauchistes.

En fait, le socialisme en action, on en voit la réalité dans les assemblées des conseils des pouvoirs locaux – à Liverpool, à Lambeth, à Haringey – et dans bien d'autres, comme vous nous en avez brossé un tableau très évocateur durant ce congrès. Voilà comment cela se passerait si d'aventure les travaillistes obtenaient la majorité au Parlement.

M. le Président, ce ne sont pas de vertueuses paroles ni les démentis rituels qui vont avoir raison des gauchistes. Si les dirigeants du parti sont

sincèrement en profond désaccord avec eux, pourquoi ne les mettent-ils pas dehors ? La vraie raison ne serait-elle pas que leur nombre ne cesse de grandir au sein du parti ?

Et que la direction actuelle ne peut se passer d'eux ?

L'Alliance

Et la prétendue « Alliance », où se situe-t-elle ? Prenons la question de la défense. Est-ce que nous les avons vus réaffirmer leur préférence pour le désarmement unilatéral ? Ou bien est-ce que, pour cette année-ci, ils ont décidé de conserver une poignée de missiles ? Ou alors est-ce que par hasard ils ne souhaiteraient pas ne garder que ceux qui sont obsolètes ? À moins qu'ils hésitent entre le projet de défendre tout le monde une partie du temps et celui de défendre une partie des gens tout le temps.

Tout cela n'est pas très clair.

La défense

Ceux qui tiennent à voir le pays protégé par le moyen d'une politique de défense solide et vigoureuse, ce n'est pas vers le Parti travailliste, le SDP ni les libéraux qu'ils doivent se tourner. C'est vers nous.

On nous prédit qu'avant la fin du siècle, plusieurs autres pays se seront dotés d'un armement nucléaire. Les travaillistes, quant à eux, veulent que la Grande-Bretagne y renonce. Au moment précis où toute personne douée de bon sens penserait à renouveler son contrat d'assurance, les travaillistes se sont mis en tête de le résilier purement et simplement.

Et ce n'est pas tout : ils veulent se débarrasser des bases américaines installées en Grande-Bretagne et de tout l'armement nucléaire stocké sur le sol britannique.

Viendrait-il à l'idée de quiconque ayant observé le comportement de M. Gorbatchev qu'il éprouve le moindre respect pour les faibles ? Non. M. le Président, c'est après avoir reconnu que l'Occident faisait preuve de force et de cohésion que l'Union soviétique est revenue à la table des négociations.

Le souhait que nous formulons, c'est de voir s'effectuer des réductions substantielles des stocks d'armes nucléaires, à la condition qu'elles soient équilibrées et contrôlables. Je sais que ce sera l'objectif du président Reagan lorsqu'il rencontrera M. Gorbatchev, et alors qu'il se rend à Genève, nous l'assurons de notre soutien total et tous nos vœux

l'accompagnent. Les nations occidentales ne sauraient avoir un champion qui soit plus compétent et courageux que lui.

L'ordre public

M. le Président, le pays tout entier s'inquiète à juste titre des problèmes de sécurité intérieure, et de violence sur la voie publique. Nous condamnons sans la moindre réserve toute personne qui participe à des émeutes sur le sol national. Quelle que soit l'identité de ces émeutiers, qui mettent le feu et commettent des crimes, ou celle des donneurs d'ordres, il n'existe rien qui puisse excuser ou justifier de tels actes délictueux ni un tel niveau de vandalisme. Tout individu qui descendra dans la rue en profitant du premier prétexte venu dans l'intention de tout mettre à feu et à sang se verra soumis aux rigueurs sans concession du droit pénal.

À Tottenham et Handsworth, les policiers ont dû subir des attaques nourries à coups de briques et de cocktails Molotov, qui selon toute apparence étaient prêts à l'emploi.

Cela n'a pas empêché, malgré tout, qu'un délégué du congrès travailliste soit vivement applaudi lorsqu'il a traité les policiers d'« ennemis ». Ennemis ? Une majorité écrasante de nos compatriotes les considèrent comme des amis : ils admirent leur courage et la protection qu'ils assurent à leurs familles et ils leur en sont profondément reconnaissants.

Ce ne sont pas les policiers qui représentent une menace pour l'ordre public. Trop souvent au contraire, ce sont eux les victimes, comme l'attestent si tragiquement les événements de Tottenham. Ce ne sont pas non plus les conditions sociales qui sont à la source des violences. Bien sûr,

le chômage engendre de la frustration. Mais c'est insulter les chômeurs que de laisser entendre qu'une personne sans emploi est davantage portée à enfreindre la loi.

Dans les années 1930, lorsque le chômage était proportionnellement plus élevé et que les allocations versées n'en réduisaient en rien la dureté, les taux de criminalité n'étaient pas pires, ils étaient en fait plus faibles.

Dans certaines parties du monde où le niveau de vie est bon, le cadre de vie agréable, et les emplois relativement abondants – comme cela peut-être le cas en Amérique, par exemple – la criminalité est pire qu'en Grande-Bretagne.

Dans une nation libre tout le monde doit faire des choix. Et l'énorme majorité de nos concitoyens – qu'ils soient blancs ou noirs, avec ou sans emploi, dans les quartiers bourgeois ou sensibles – font leurs choix en toute liberté. Ils respectent la loi ; et ils se dissocient de toute forme de délinquance qui voudrait se faire passer pour de la contestation sociale. Le gouvernement continuera d'appuyer sans relâche l'action des forces de police. Si elles ont besoin de davantage de personnel, de davantage d'équipement, ou bien d'un autre type d'équipement, elles les auront, nous en faisons la promesse. Nous ne regardons pas à la dépense dès lors qu'il s'agit de protéger la vie et la propriété.

Une autre promesse : nous nous opposerons à tout responsable politique qui, au plan national ou local, entend interférer avec l'indépendance opérationnelle de la police. L'activité de la police et l'exercice de la politique sont deux domaines à part.

Mais notre préoccupation concernant la violence ne s'arrête pas aux émeutes, loin de là.

Une enfant victime d'abus sexuels, peut-être détruite à vie, sous son propre toit, est bien incapable de savoir où elle va se sentir en sécurité et si c'est seulement possible. Il n'est pas normal qu'un couple de personnes âgées, gagnées par la crainte de sortir de chez elles, doivent le faire en surveillant tout alentour avec la peur au ventre. Et qui dit qu'un adolescent

qui s'est laissé rattraper par la drogue est encore capable de s'en sortir tout seul ?

À qui revient la tâche de répondre à l'enfant qui crie au secours ? De protéger le couple de personnes âgées ? De récupérer le jeune drogué ?

La police, les travailleurs sociaux, les organisations bénévoles sont tenus d'exercer ce rôle de prise en charge, et tous, ils le font. Mais cela ne suffit pas. C'est nous, les voisins de cet enfant, de ce couple de personnes âgées, de ce jeune. Le soin de faire respecter la loi ne peut être laissé qu'à la police et aux tribunaux.

Nous sommes tous concernés. Impossible pour nous de passer simplement sur le trottoir d'en face.

Si l'on excepte le gouvernement, les forces d'une nation civilisée reposent sur l'autorité naturelle de la famille, de l'école, de l'église et de nos principales institutions. C'est lorsque cette autorité s'affaiblit – et elle s'est affaiblie – que les nations en appellent à la puissance de l'État.

Et lorsque la puissance de l'État s'accroît, la dignité de l'individu décline.

Notre caractère national et la grandeur du pays n'ont pas été fondés sur le pouvoir absolu de l'État. Non plus que sur des valeurs matérielles. Ils ont été bâtis sur le socle de la liberté, une liberté allant de pair avec l'ordre, alliée de la loi. Car sans le secours du droit, il n'est pas de liberté possible.

En Grande-Bretagne aujourd'hui, nous avons vu la gauche dure agir au sein de notre système politique, et conspirer par le truchement du pouvoir syndical ou des collectivités locales dans le dessein de contrevenir à la loi, de la défier et de la subvertir. Le Parti travailliste refuse de se débarrasser de ces gens-là ; pour cette raison, le parti comme le gouvernement conservateurs se trouvent investis d'une responsabilité unique. Notre devoir, c'est de protéger l'État de droit, pour le bien des citoyens adhérents ou non d'un parti politique.

Telle est donc notre mission prioritaire. Pour la mener à bien, nous aurons besoin de la coopération de tous nos compatriotes respectueux de la loi. Personne ne peut demander de dispense.

La prochaine décennie

Accompagnez-nous jusqu'à la prochaine décennie. Tous ensemble, observons de près une Grande-Bretagne : où trois familles sur quatre ont accédé à la propriété ; où la possession d'un portefeuille en Bourse n'est pas plus rare que celle d'une automobile ; où les familles jouissent d'un niveau d'indépendance qui, pour leurs ancêtres, relevait du rêve.

Une Grande-Bretagne, où se produit une résurgence de l'entreprise, manifeste dans la montée du nombre des travailleurs indépendants, des affaires qui se créent, et des emplois qui voient le jour.

Une Grande-Bretagne, où la qualité des soins médicaux atteint un niveau très supérieur à ce que l'on a jamais connu ; où la valeur de l'épargne est stable ; et où nos concitoyens peuvent envisager leur retraite avec sérénité, assurés qu'ils sont de la solidité de leur pension, et confiants dans le pouvoir d'achat qu'elle leur assure.

Une Grande-Bretagne, où le niveau d'enseignement dans nos établissements scolaires est une source de fierté ; et où des hommes et des femmes respectueux de la loi vaquent à leurs affaires en toute tranquillité en compagnie de leurs enfants, avec le sentiment que leur quartier est sûr et que leur pays est bien protégé.

M. le Président, chaque jour toujours un peu plus, nous repoussons les frontières du socialisme et nous redonnons le pouvoir au peuple. Certes, nous nous sommes fixé des objectifs ambitieux. Mais ils ne sont pas du tout

hors d'atteinte. Faisons en sorte que nous puissions en maîtriser la réalisation.

*. 11 October 1985 – Blackpool – <http://www.margaretthatcher.org/document/106145>

BORNEMOUTH, 10 OCTOBRE 1986^{*}

CONTEXTE

- Margaret Thatcher est au pouvoir depuis sept ans et à quelques mois des élections générales de 1987.
- L'économie britannique semble véritablement entrée dans un cercle vertueux (la place de Londres sera ouverte aux brokers étrangers le 27 octobre 1986).
- Les deux principales crises auxquelles elle a dû faire face pendant son deuxième mandat sont :
 - la grève des mineurs en 1984 ;
 - la démission de deux membres de son gouvernement en 1986 suite à l'affaire Westland (crise gouvernementale au sujet du rachat du fabricant britannique d'hélicoptères).

IDÉES FORTES DU DISCOURS

- Margaret Thatcher affirme l'identité du parti tout en déconstruisant le discours politique du Parti travailliste, qui affirme vouloir « mettre les gens au premier plan » mais a en réalité soutenu des grèves aux conséquences très négatives.

- Elle souhaite montrer que l'échec des autres partis à engager les réformes nécessaires donne aux conservateurs une responsabilité importante, puisqu'il est le seul parti en mesure d'accompagner le pays dans ces enjeux.
- Elle s'attache à montrer que la moralité et le peuple sont au centre des préoccupations des conservateurs – « l'éthique est le fondement même de notre positionnement politique ».

Économie et futur industriel de la Grande-Bretagne

- Déclin de l'industrie traditionnelle, prémices de l'informatique et nouveaux modes de consommation (loisirs, sport et voyage sont devenus des marchés importants) : figure de la modernité, Thatcher affirme la nécessité pour la Grande-Bretagne de s'adapter à des changements inéluctables.
- Margaret Thatcher réitère sa volonté de :
 - Voir de plus en plus de Britanniques devenir propriétaires (« capitalisme populaire ») : « La grande réforme politique du siècle dernier a consisté à accorder le droit de vote à un nombre toujours accru des citoyens. Désormais la grande réforme politique de ce siècle voulue par les Tories consiste à permettre l'accès à la propriété à un nombre toujours accru de ces mêmes citoyens. » « Nous désirons voir se développer une Grande-Bretagne où l'accès à la propriété progresse sans cesse par cercles toujours plus grands, et apporte avec elle les sentiments d'indépendance et de dignité. »
 - Lutter efficacement contre le chômage et accompagner les plus faibles dans les moments de besoin (sans pour autant prôner une politique de salaire minimum comme le Labour) : Elle rappelle le dynamisme du gouvernement, qui a su créer un million d'emplois en trois ans, mais affirme la nécessité de faire plus.
 - Restaurer une Grande-Bretagne unie, où l'excellence et l'effort sont valorisés.
 - Combattre l'inflation.

- Elle réaffirme le principe selon lequel l'intervention de l'État doit être limitée (« À la vérité, les arguments en faveur de la nationalisation générale ont perdu à l'évidence de leur crédibilité ») : les contribuables assument en dernier lieu les conséquences des décideurs politiques dirigeant l'économie.
- Elle souligne la popularité et l'efficacité de la politique de privatisation, qui se répand et se développe partout à travers le monde.
- Elle rappelle également que d'importants investissements ont été réalisés en matière de santé (hôpitaux construits, etc.).
- L'éducation est une priorité et il est nécessaire d'assurer un suivi effectif de sa qualité.
- Les réalisations des sept dernières années en appellent d'autres, qui passeront par la finalisation de la rédaction d'un manifeste-programme.

Défense :

- La défense est une priorité pour le gouvernement : « La défense du royaume transcende tous les autres domaines. » Elle s'articule autour de trois axes : (i) maintenir et moderniser l'indépendance et la dissuasion nucléaire, (ii) appartenance à l'OTAN en (iii) assumant les conséquences et obligations d'une telle adhésion.
- Margaret Thatcher précise que le Labour souhaite revenir sur ces points, ce qui aurait des conséquences désastreuses pour la Grande-Bretagne dans un contexte de guerre froide.

RÉPERCUSSIONS DU DISCOURS

- Ce discours annuel permet de :
 - définir les lignes directrices de la politique du parti à la veille des élections de juin 1987 ;

- poser le cadre de réformes relatives à la libéralisation du système financier (« Big Bang »).
 - Le manifeste électoral de 1987 reposera essentiellement sur des questions sociales (éducation, logement, etc.).
- Les conservateurs remporteront largement les élections générales de 1987.

BORNEMOUTH, 10 OCTOBRE 1986

La rose que je porte, c'est la rose d'Angleterre.

Elle appartient aux membres de tous les partis comme aux sans-parti.

À mon tour, j'aimerais remercier notre président de séance, Patrick Lawrence, pour le splendide travail qu'il a accompli cette semaine.

Il a su donner à nos activités sa touche personnelle, à la fois ferme et légère.

Nous souhaitons également remercier Norman Tebbit.

Notre parti ne saurait avoir de meilleur président. Nous avons tous été ravis que son épouse Margaret se soit jointe à nous.

M. le Président, à Bournemouth cette semaine, nous avons eu droit à un congrès extrêmement responsable. Le congrès d'un parti qui a fourni les cadres du dernier gouvernement en date, du gouvernement actuel, et qui fera de même pour le prochain gouvernement. Nos ministres nous ont détaillé une série de mesures politiques novatrices qui participent à l'édification de l'avenir de notre nation.

Mais les ministres n'ont pas été les seuls à s'exprimer ; depuis la salle, nous sont parvenues des séries d'interventions qui nous ont prodigué des conseils et des encouragements et ont traduit un engagement.

Nous sommes un parti qui connaît les valeurs qu'il défend et les objectifs qu'il cherche à atteindre.

Nous sommes un parti qui honore le passé afin de pouvoir mettre en place les structures de demain.

La semaine dernière, à Blackpool, le Parti travailliste s'est engagé sur la fausse promesse de « donner la priorité au citoyen ».

Donner la priorité au citoyen ?

La semaine dernière, ces mêmes travaillistes ont voté des motions :

- déniaient le droit de s'exprimer par bulletin secret avant le déclenchement d'une grève ;
- déniaient le droit précieux que nous avons accordé aux membres des syndicats de porter plainte contre leur organisation.

Donner la priorité au citoyen ?

La semaine dernière, les travaillistes ont décidé de donner à l'État le pouvoir de renationaliser British Telecom et British Gas, sans se soucier un instant des millions de travailleurs qui avaient pu posséder des actions pour la première fois de leur vie.

Donner la priorité au citoyen ?

Ils ont décidé de supprimer le droit existant d'acheter des logements sociaux, le type de mesure qui détruirait les rêves et les espoirs de tant de familles.

Les travaillistes peuvent toujours répéter qu'ils donnent la priorité au citoyen ; mais leur congrès a décidé de donner la priorité à l'État, et cela signifie que le citoyen passe en dernier.

Le Parti travailliste de maintenant a ces objectifs en tête :

- municipaliser le logement ;
- nationaliser l'industrie ;
- politiser la police ;
- radicaliser la justice ;
- tyranniser les syndiqués ;
- et avant tout – et le plus grave de tout – neutraliser notre défense.

Jamais !

Pas en Grande-Bretagne.

Nous avons deux autres partis d'opposition qui ont tenu ces jours-ci leur congrès, les libéraux et le SDP.

Lorsqu'ils ne sont pas divisés, ils restent vagues, et quand ils ne sont pas vagues, ils restent divisés. Pour le moment, ils semblent s'être engagés dans une confuse querelle portant sur la question de savoir si oui ou non il faut renoncer à la fusée Polaris, ou bien la remplacer, ou bien la moderniser, ou bien encore en revoir la conception. Quand le dilemme sera résolu, quand faudra-t-il s'y mettre ? Et de quelle manière ? Ce qui n'exclut nullement la question du pourquoi.

S'ils ne peuvent tomber d'accord sur le thème de la défense de notre pays, ils ne seront jamais d'accord sur rien.

Les travaillistes ont leur gauche dure, mais eux ont leurs cerveaux mous.

Je m'exprimerai plus longuement sur ces questions de défense dans un moment.

L'éthique conservatrice

Je voudrais pour l'instant m'attarder sur le programme conservateur, qui se fonde sur des convictions qui nous tiennent à cœur.

Le reproche qui nous est parfois adressé consiste à dire que notre programme ne se soucie que des problèmes d'argent et de rentabilité.

Je suis la première à reconnaître que les questions d'éthique ne sont, et n'ont jamais été, le monopole d'aucun parti. Et collectivement, ce n'est pas ce que nous disons.

Ce que nous affirmons, cependant, c'est que l'éthique est le fondement même de notre positionnement politique.

Pourquoi nous autres conservateurs sommes-nous si hostiles à l'inflation ? Simplement pour la raison qu'elle fait grimper les prix ? Non, parce qu'elle détruit la valeur de l'épargne de nos concitoyens. Parce qu'elle détruit des emplois et, dans le même temps, des espérances. C'est là le sens de notre combat contre l'inflation.

Pourquoi avons-nous limité le pouvoir des syndicats ? Simplement dans le but d'améliorer la productivité ? Non, parce que les travailleurs syndiqués veulent se sentir protégés de toute forme d'intimidation et vaquer à leurs occupations quotidiennes dans le calme – comme tout le monde dans ce pays.

Pourquoi avons-nous permis à nos concitoyens d'acheter des actions dans les industries nationalisées ? Simplement dans le but d'optimiser

leur rentabilité ? Non. Pour distribuer les richesses de la nation le plus largement possible parmi la population.

Pourquoi créons-nous de nouveaux types d'établissements scolaires dans nos villes, grandes et moyennes ? Pour mettre en place des privilèges ? Non. Pour donner aux familles habitant certains de nos quartiers difficiles un choix plus large lorsqu'il s'agit de l'éducation de leurs enfants. Un choix qui leur est refusé par leurs conseils locaux travaillistes.

Offrir toujours davantage de choix, c'est un concept qui est fermement ancré dans notre tradition conservatrice.

Sans cette liberté du choix, il est totalement vain et stérile de parler en termes d'éthique.

L'avenir industriel de la Grande-Bretagne

M. le Président, le thème général de notre congrès cette semaine est celui de nos initiatives prochaines.

Nous avons accompli beaucoup de choses en sept courtes années. Mais il reste beaucoup à faire au service de la nation.

Le monde industriel dans son ensemble, et pas seulement la Grande-Bretagne, est le témoin de changements qui s'opèrent à un rythme que nos ancêtres n'ont jamais pu imaginer, et qui sont l'effet pour l'essentiel des nouvelles technologies.

Les industries anciennes sont sur le déclin.

Elles sont remplacées par des nouvelles.

Les emplois traditionnels disparaissent devant l'ordinateur. Les consommateurs choisissent de dépenser leur argent d'une autre façon. Dans les loisirs, les sorties, les activités sportives et les voyages. Voilà des secteurs où l'activité économique est désormais devenue très forte.

Il serait absurde de prétendre que cette transition peut s'accomplir sans s'accompagner de problèmes.

Mais il serait tout à fait aussi absurde de prétendre qu'un pays comme la Grande-Bretagne, dont le sort dépend à ce point de ses relations commerciales avec les autres nations, peut se permettre en quelque sorte de ne pas voir ce qui se passe dans le reste du monde, peut se comporter comme si ces grandes mutations ne la concernaient pas, peut s'opposer aux changements.

Et pourtant, c'est exactement ce que les travaillistes se proposent de faire :

- Ils veulent retarder la pendule et ramener le pays en arrière.
- Retour au tout-État.
- Retour aux niveaux de sureffectifs de jadis.
- Retour à l'inefficience de jadis.

Retour à une politique dont l'effet est de rendre la vie difficile aux personnes mêmes dont dépend l'avenir de la Grande-Bretagne – les créateurs de richesses, les scientifiques, les ingénieurs, les concepteurs, les dirigeants d'entreprises, les inventeurs – tous ceux à qui nous faisons confiance pour créer les industries et les emplois de l'avenir.

Quelle suprême folie.

C'est une insulte au bon sens.

Les emplois

À l'instar de ce programme travailliste qui, loin d'accorder la priorité au citoyen, le priverait de travail.

Les ambitions des jeunes seraient totalement contrariées par la politique du salaire minimum, parce que les patrons seraient alors incapables de leur offrir un emploi et de leur mettre le pied à l'étrier.

C'est alors 250 000 emplois qui risqueraient d'être perdus.

Des milliers et des milliers d'autres emplois disparaîtraient dès lors que seraient fermées les bases nucléaires américaines.

Les travaillistes réclament des sanctions contre l'Afrique du Sud.

Des dizaines de milliers de personnes pourraient perdre leur emploi chez nous – sans parler des conséquences dévastatrices pour les Sud-Africains noirs.

Disparaîtraient aussi les emplois liés aux centrales nucléaires.

Qu'est-il donc arrivé à la « chaleur incandescente de la révolution technologique » promise par Harold Wilson ?

Ce n'est pas tout : le secteur des emplois souffrirait aussi pour la raison que les investisseurs potentiels jugeraient brièvement les travaillistes et décideraient d'aller s'installer ailleurs.

Les travaillistes prétendent qu'ils créeraient des emplois.

Mais leur programme politique aurait l'effet inverse.

Mon gouvernement a créé le climat qui a favorisé l'émergence d'un million d'emplois supplémentaires sur les trois dernières années.

Ici, chez nous, il est encourageant de savoir qu'une proportion plus grande de la population a trouvé un emploi qu'en Italie, en France, ou en Allemagne.

Il n'empêche, comme on vous l'a dit hier, qu'il reste des choses à accomplir, et que des progrès se réalisent.

À l'heure actuelle, aucun autre pays d'Europe ne peut égaler notre offre actuelle de formation et de recyclage pour trouver un emploi.

Et je voudrais dire simplement ceci, M. le président : la formation, ce n'est pas un palliatif contre le chômage. Elle va jouer un rôle de plus en plus grand dans la vie de notre monde industriel dans son ensemble.

Car seule une industrie et un commerce modernes et performants seront à même de générer les emplois dont nos concitoyens ont besoin.

Le capitalisme populaire

Nos adversaires voudraient nous faire croire que tous les problèmes peuvent se résoudre dès lors que l'État intervient. Mais ce n'est pas à l'État de gérer le monde de l'entreprise.

À la vérité, les arguments en faveur de la nationalisation générale ont perdu à l'évidence de leur crédibilité.

En fait, les planificateurs n'ont pas à souffrir les conséquences de leurs erreurs, ce sont les contribuables qui doivent régler la note.

Mon gouvernement a fait reculer les frontières de l'État, et va s'ingénier à la faire reculer encore davantage.

Cette démarche politique est à ce point populaire qu'elle a été reprise dans le monde entier.

De la France aux Philippines, de la Jamaïque au Japon, de la Malaisie au Mexique, du Sri Lanka à Singapour, les privatisations ont le vent en poupe ; il en existe même une version spéciale et orientale qui fait florès en Chine.

La philosophie politique dont nous sommes les pionniers s'implante progressivement dans de nombreux pays.

Nous autres conservateurs sommes adeptes d'un capitalisme populaire, d'une démocratie de propriétaires.

Et cela marche !

Le pouvoir à la population

Il n'y a pas longtemps de cela, en Écosse, j'ai assisté à la vente du millionième logement social : vente dont a profité une charmante famille avec deux enfants, qui peuvent enfin se vanter d'habiter un domicile qui soit bien à eux.

Et nous voilà désormais partis vers l'objectif des deux millions !

En plus de cela, des millions de nos compatriotes sont devenus des actionnaires.

Et bientôt, de nouvelles actions vont être sur le marché pour des millions d'autres souscripteurs, grâce à British Gas, British Airways, British Airports et Rolls Royce.

Qui donc prétend que nous connaissons une baisse de régime ?

Nous sommes dans la fleur de l'âge !

La grande réforme politique du siècle dernier a consisté à accorder le droit de vote à un nombre toujours accru des citoyens.

Désormais la grande réforme politique de ce siècle voulue par les Tories consiste à permettre l'accès à la propriété à un nombre toujours accru de ces mêmes citoyens.

Le capitalisme populaire n'est rien d'autre qu'une croisade destinée à permettre au plus grand nombre de participer de plein droit à la vie économique de la nation.

Nous autres Tories redonnons le pouvoir au peuple.

C'est le chemin qui nous conduira à notre but : une nation, un peuple.

Le retour de la fierté nationale

M. le président, vous avez peut-être remarqué qu'il existe plein de gens qui ne peuvent pas supporter d'entendre de bonnes nouvelles.

Cela s'apparente à une infection de l'esprit et le mal est assez répandu.

Aux yeux de ces marchands de malheur et de démoralisation, toujours prêts à geindre et gémir, tout ce que fait la Grande-Bretagne est mal venu.

Toute déconvenue, aussi légère soit-elle, toute difficulté mineure, aussi localisée soit-elle, est considérée comme la preuve irréfutable que la situation est désespérée.

Leur terme favori, c'est celui de « crise ».

C'est la crise lorsque le prix du pétrole monte et c'est encore la crise lorsque le prix du pétrole descend.

C'est la crise si vous ne construisez pas de nouvelles routes. C'est la crise dès l'instant où vous le faites.

C'est la crise si Nissan ne s'installe pas chez nous. Et c'est la crise lorsqu'il se décide à le faire.

Ces gens-là sont vraiment gais comme des pinsons.

Ils ne doivent pas s'amuser tous les jours à voir le mal partout.

Surtout quand il existe tant de choses dont on peut se montrer fier.

L'inflation est à son plus bas niveau depuis vingt ans. Le taux d'imposition de base est à son plus bas niveau depuis quarante ans. Le nombre de grèves à son plus bas niveau depuis cinquante ans. Les progrès remarquables dans les sciences et l'industrie. Le succès connu par des

millions de nos compatriotes qui ont créé de nouvelles entreprises et de nouveaux emplois. Les réussites éclatantes qui ont marqué le monde des arts, de la musique et des spectacles. Et les triomphes obtenus par nos sportifs hommes et femmes. Ils font honneur à la Grande-Bretagne. Et nous ne sommes pas peu fiers d'eux.

La conscience sociale des conservateurs

Nos adversaires, à court d'arguments dans le débat politique, tentent une nouvelle tactique.

Ils essaient de créer l'impression que nous manquons de conscience sociale.

Intéressons-nous de plus près, dès lors, à ceux qui nous font ce reproche.

Ce sont les mêmes qui ont soutenu la grève des mineurs conduite par M. Scargill et ont permis qu'elle s'éternise toute une année, dans l'espoir de priver les usines, les domiciles et les retraités de courant, de chauffage et de lumière.

Ce sont les mêmes qui ont soutenu la grève engagée dans les services de santé dont l'effet fut de prolonger le temps d'attente avant une opération juste au moment où nous raccourcissions les délais.

Ce sont les mêmes qui ont soutenu la grève des enseignants qui a perturbé la scolarité de nos enfants.

Ce sont ces conseillers travaillistes qui accusent sans cesse nos policiers de provocation lorsqu'ils combattent la délinquance, la violence et les trafics de drogue dans les quartiers les plus difficiles de nos zones populaires.

M. le Président, nous n'allons pas recevoir de leçons de conscience sociale de gens chargés d'un tel bilan.

Nous avons profondément à cœur le droit de nos concitoyens de se savoir protégés contre la criminalité, le vandalisme et l'enfer de la drogue.

Le voyou, le violeur, le trafiquant de drogue, le terroriste – tous doivent être pleinement soumis aux rigueurs de la loi.

Et c'est la raison pour laquelle notre parti et mon gouvernement ne cessent d'apporter leur soutien à la police et aux tribunaux, en Grande-Bretagne comme en Irlande du Nord.

Car sans État de droit, il ne peut y avoir de liberté.

C'est parce que le secteur de la santé compte parmi nos préoccupations prioritaires que nous avons lancé le plus vaste programme de construction d'hôpitaux de notre histoire.

Les statistiques ne dévoilent qu'une partie du tableau.

Mais mon gouvernement alloue davantage de ressources sous différentes formes au NHS qu'aucun autre avant lui.

L'an passé, j'ai visité cinq hôpitaux. Dans le nord-ouest, à Barrow in Furness – j'ai visité le premier nouvel hôpital de la région construit depuis la création du NHS voici quarante ans. Dans le nord-est, ce fut encore un nouvel hôpital, splendide, situé à North Tyneside, et équipé d'une extraordinaire maternité avec de remarquables chambres pour enfants. Pas plus loin qu'au nord de Londres, je me suis rendue à l'hôpital St Alban's où de nouvelles chambres ont été ouvertes et de nouveaux bâtiments sont en construction. J'ai fait une autre visite au fameux hôpital pour femmes Elizabeth Garrett Anderson, que mon gouvernement a sauvé de la fermeture. Les services qu'il assure sont très spéciaux et énormément appréciés. Et puis la semaine dernière je suis retournée au Royal Sussex County Hospital de Brighton, afin d'inaugurer la nouvelle unité de néphrologie. Nous sommes nombreux à avoir des raisons de témoigner de notre reconnaissance vis-à-vis de cet hôpital de Brighton. Partout où je suis allée, les patients ont exprimé les plus vifs éloges pour remercier de leurs traitements les docteurs et les infirmières dont nous admirons tous le dévouement et la compétence.

Le bilan de mon gouvernement dans le secteur de la santé est très satisfaisant. C'est pour nous une source de fierté, et nous devons faire en sorte que le public soit conscient de l'importance des progrès que nous y avons réalisés.

Je ne cacherai pas qu'il reste des problèmes qu'il faut résoudre.

Le fait qu'il n'existe pas dans un lieu donné de liste d'attente ne vous est d'aucun secours si, dans votre région, vous êtes, vous, contraint d'attendre.

Cela ne vous est d'aucun secours si un hôpital se construit quelque part ailleurs, mais non là où vous aimeriez qu'il soit.

Nous cherchons des solutions à ces problèmes. Et nous allons poursuivre nos efforts, parce que notre engagement vis-à-vis du NHS est absolument prioritaire.

Nous avons d'ores et déjà accompli beaucoup de progrès.

Le débat que nous avons eu mercredi, avec les interventions très pertinentes des infirmières et des docteurs travaillant au sein du NHS, nous aura été énormément utile.

Notre intention est de travailler ensemble et de continuer d'améliorer régulièrement le niveau des services qui sont prodigués dans les hôpitaux de même que par les collectivités.

Voilà qui symbolise les conservateurs et la concrétisation de leur conscience sociale.

En outre, nous veillons de près à ce que les personnes à la retraite ne voient plus jamais leur épargne rudement gagnée réduite à rien par une inflation galopante. Par exemple, prenez la personne qui est partie à la retraite en 1963 avec une épargne d'une valeur de 1 000 livres sterling. Vingt ans plus tard, en 1983, cette épargne ne valait plus que 160 livres.

Vous voyez là la raison pour laquelle nous ne marquerons jamais aucune pause dans notre lutte contre l'inflation. Ce combat, il faut le mener et le gagner année après année.

Nous nous soucions passionnément de l'éducation prodiguée à nos enfants.

Nous ne cessons d'entendre ces trois messages fondamentaux :

- Revenez-en aux trois compétences de base (la lecture, l'écriture et l'arithmétique).

- Revenez à des programmes pertinents.

- Réintroduisez la discipline dans nos classes.

Le fait est que le domaine de l'éducation, à tous les niveaux – enseignants, centres de formation des maîtres, administrateurs – a été infiltré par une philosophie permissive, celle de la libre expression.

Et nous en récoltons aujourd'hui les effets qui, pour certains enfants, se sont révélés désastreux.

L'argent par lui-même ne va pas résoudre ce problème. Ce n'est pas l'argent qui va faire monter le niveau général.

En revanche :

- en accordant aux parents une plus grande liberté de choix ;

- en laissant aux directeurs d'écoles un plus grand contrôle sur leur établissement ;

- en définissant des normes nationales pour les programmes scolaires et les niveaux de compétence ;

Je suis bien certaine que nous serons en mesure d'améliorer la qualité de l'éducation. Et de l'améliorer non seulement dans les vingt écoles qu'on vient d'ouvrir, mais dans toutes les écoles du pays.

Et nous serons prêts à soutenir tout enseignant, directeur ou administrateur qui partagera ces idéaux.

La défense

M. le Président, notre plus grande préoccupation concerne la sécurité de la nation. La défense du royaume transcende tous les autres domaines.

C'est la responsabilité prioritaire de tout gouvernement et de tout Premier Ministre.

Pendant quarante ans, tous les gouvernements de ce pays, quelle que soit leur couleur politique, ont été conscients de la nécessité de se doter de puissants moyens de défense :

- en sauvegardant et modernisant les armes de dissuasion nucléaire indépendante ;
- en demeurant membre de l'Otan, une alliance fondée sur la dissuasion nucléaire ;
- et en acceptant, et en supportant pleinement, les obligations afférentes.

Tous ces principes ont fait l'objet d'un accord commun.

La semaine dernière, M. le Président, les travaillistes ont rompu cet accord.

Selon les termes d'une résolution de la plus grande gravité, les travaillistes ont émis un vote en faveur de l'abandon unilatéral par la Grande-Bretagne de ses moyens de dissuasion nucléaire indépendante.

Les travaillistes promettent également de demander aux États-Unis de retirer leur armement nucléaire de notre territoire et de fermer leurs bases atomiques : un armement et des bases qui sont d'une importance vitale,

non seulement pour la défense de la Grande-Bretagne, mais pour celle de l'Alliance atlantique dans son ensemble.

En outre, les travaillistes envisagent de ne plus placer la Grande-Bretagne sous la protection du parapluie nucléaire américain, nous laissant ainsi dans l'incapacité totale de répondre à une attaque nucléaire.

Car, avec des armes conventionnelles, il vous est impossible de dissuader un ennemi qui possède, ou pourrait menacer d'utiliser, des armements nucléaires.

Exposés à la menace d'un chantage à la bombe atomique, nous n'aurions d'autre choix que de nous rendre.

La politique de défense des travaillistes – encore que « défense » ne soit pas vraiment le terme qui convienne – marque une rupture complète avec celle qui fut adoptée par tous les gouvernements britanniques depuis la Seconde Guerre mondiale.

Nous devons être parfaitement conscients de la gravité de la décision qui vient d'être prise.

Il est impossible de rester un membre loyal de l'Otan quand dans le même temps vous êtes en désaccord avec sa stratégie fondamentale.

Une Grande-Bretagne travailliste, ce serait une nation neutre. Ce serait aussi la plus belle victoire enregistrée par l'Union soviétique au cours des quarante années passées. Et ils l'auraient obtenu sans tirer un coup de feu.

Je suis bien certaine que ce renversement total de la politique des travaillistes dans le domaine de la défense du pays aura produit l'effet d'un choc chez plus d'un sympathisant traditionnel du parti.

C'est le travailliste Nye Bevan qui avait supplié son parti de ne pas l'envoyer tout nu dans la salle de conférence. C'est le travailliste Hugh Gaitskell qui avait promis au pays de se battre, se battre et se battre encore contre les partisans du désarmement unilatéral au sein de son propre parti.

Son combat fut poursuivi par ses successeurs.

Mais aujourd'hui, ce combat a cessé.

Les partisans du désarmement unilatéral, ce sont désormais les dirigeants du parti. Le Parti travailliste de Attlee, de Gaitskell, de Wilson est mort de sa belle mort. Et personne ne saurait être plus responsable de cette mise à mort que son actuel président.

Il existe des orientations politiques dont on peut inverser le cours.

Mais le développement et la production des armements, cela prend des années et des années.

En outre, en répudiant la stratégie nucléaire de l'Otan, les travaillistes porteraient un coup fatal à l'Alliance atlantique et à l'engagement pris par les États-Unis d'assurer la défense de l'Europe.

Le mal provoqué par l'initiative travailliste serait irrévocable. Ce ne sont pas seulement les générations actuelles, mais celles à venir, dont le sort serait menacé.

Je sais fort bien que le terrible pouvoir de destruction des armes atomiques inspire de grandes craintes. Mais c'est l'équilibre de ces forces nucléaires qui, depuis quarante ans, a préservé la paix dans une Europe qui, par deux fois, durant les trente années antérieures, s'était entre-déchirée. Cet équilibre a permis de garantir la paix et d'écarter le danger non seulement d'une guerre nucléaire, mais aussi d'une guerre conventionnelle en Europe. Et il a évité que les jeunes de deux générations soient mobilisés et appelés à combattre comme le furent leurs parents et leurs grands-parents.

En ma qualité de Premier Ministre, il me serait impossible de renoncer à cette protection qui sauve la vie des générations présentes et futures.

Il faut que toutes les nations sachent que les gouvernements conservateurs, aujourd'hui comme demain, resteront fidèles aux obligations qui lient la Grande-Bretagne à ses alliés.

Ce sont à la fois la liberté de tous ses citoyens et le renom de notre nation qui en dépendent.

Ce week-end, le président Reagan et M. Gorbatchev se rencontrent à Reykjavik.

Est-ce qu'il est imaginable de penser que M. Gorbatchev serait en quoi que ce soit disposé à participer à cet entretien si nous avons d'ores et déjà désarmé ?

Ce sont la force et l'unité de l'Occident qui ont incité les Russes à venir s'asseoir à la table des négociations.

L'orientation politique prise par le parti d'opposition serait de nature à voler au secours de nos ennemis et de porter tort à nos amis. Elle se caractérise par une lecture totalement erronée du caractère britannique.

Au terme du congrès du Parti libéral, comme à celui du congrès SDP et du congrès travailliste, il ne se trouve plus chez nous qu'un seul parti qui propose un programme politique vigoureux pour la défense du royaume.

Ce parti est le Parti conservateur.

Notre vision

M. le Président, pendant toute la durée de ce congrès, vous avez entendu détailler la liste des remarquables succès que nous avons accomplis ces sept dernières années. Ces victoires nous autorisent désormais à aller de l'avant, selon les modalités définies au cours de cette semaine. Et nous allons mettre la touche finale à notre programme électoral élaboré pour le prochain scrutin législatif – qui doit avoir lieu dans les dix-huit mois à venir.

Ce programme inclura de nouvelles mesures audacieuses et radicales qui seront la traduction de nos convictions les plus chères.

C'est lorsque nous restons fidèles à notre credo que nous servons le mieux notre nation.

Dès l'instant où nous essayons d'imaginer ce que sera le siècle prochain, il nous vient une vision de la société que nous souhaitons voir émerger. Nous sommes tous au service de cette vision.

Nous désirons voir se développer une Grande-Bretagne où l'accès à la propriété progresse sans cesse par cercles toujours plus grands, et apporte avec elle les sentiments d'indépendance et de dignité. Une Grande-Bretagne qui prenne soin des déshérités lorsqu'ils sont au plus mal.

Nous désirons voir se développer une Grande-Bretagne où l'esprit d'entreprise est assez fort pour avoir raison du chômage qui sévit dans le nord et dans le sud. Une Grande-Bretagne où les comportements qui mettent aux prises « nous » et « eux » ont été rayés de notre existence.

Nous désirons voir se développer une Grande-Bretagne dont le système scolaire soit une source de fierté et où l'éducation fera émerger ce qu'il y a de meilleur chez nos enfants. Une Grande-Bretagne où l'excellence et le sens de l'effort sont appréciés à leur juste valeur et respectés.

Nous désirons voir se développer une Grande-Bretagne où nos rues puissent être fréquentées sans la moindre appréhension, de jour comme de nuit.

Et, par-dessus tout, nous désirons voir se développer une Grande-Bretagne qui inspire au monde du respect et de la confiance, qui accorde de la valeur aux bienfaits de vivre dans une société fondée sur la liberté, et qui est résolue à défendre ces principes.

M. le Président, c'est notre devoir de sauvegarder les intérêts de notre nation, et de nous comporter en amis et alliés fiables. L'incapacité des autres partis à se montrer à la hauteur de ces enjeux nous oblige à endosser une redoutable responsabilité.

Je suis sincèrement convaincue que nous avons là un devoir historique à assumer, et que notre mission est d'inscrire dans les temps à venir tout ce que la Grande-Bretagne peut offrir de meilleur et d'unique.

Je suis de la même façon convaincue que seul notre parti dispose de l'énergie nécessaire pour mener à bien cette mission.

Du fond du cœur je le dis : les intérêts supérieurs de la Grande-Bretagne ne seront saufs qu'à l'issue d'une troisième victoire remportée par les conservateurs.

*. 10 October 1986 – Bornemouth – <http://www.margaretthatcher.org/document/106498>

BLACKPOOL, 9 OCTOBRE 1987*

CONTEXTE

- Élections générales du 11 juin 1987 : troisième victoire des conservateurs avec 42,2 % des voix. Margaret Thatcher est le premier chef du gouvernement à être élu trois fois de suite depuis Lord Liverpool en 1820.

IDÉES FORTES DU DISCOURS

Margaret Thatcher justifie sa victoire historique sur le lien très fort qu'elle a voulu créer entre ses convictions et ses actes : « Pourquoi au juste avons-nous gagné ? À mon sens, c'est parce que nous savions pour quelles valeurs nous nous battions, et nous n'en avons pas fait mystère. Puis nous sommes restés fidèles à ces valeurs. »

Elle dresse un bilan positif de la politique menée par le gouvernement conservateur : une monnaie forte, une baisse massive de la pression fiscale pour recréer de bonnes incitations, la facilitation de l'accès à la propriété, des mesures fortes au soutien de l'entrepreneuriat et le retour de la Grande-Bretagne sur la scène

internationale. L'alliance d'une stratégie économique libérale et d'une politique exigeante en matière de sécurité et de « renaissance nationale » a objectivement fait ses preuves. – « C'est notre conviction absolue que la libre entreprise et la concurrence sont les moteurs de la prospérité et les éléments protecteurs de nos libertés. »

Elle liste ses ambitions pour les années à venir :

- En matière d'éducation, se recentrer sur les fondamentaux, améliorer la qualité, impliquer et responsabiliser davantage les parents
 - Donner plus de pouvoir et de liberté aux parents : permettre aux meilleures écoles d'accueillir autant d'élèves qu'elles le peuvent, élargir le choix scolaire des parents, autoriser la création d'écoles détachées de la tutelle de l'État – « Rien ne peut justifier que les autorités locales détiennent le monopole de l'éducation gratuite ».
- Libéraliser les quartiers défavorisés pour les redynamiser
 - Les travaillistes ont ignoré les dynamiques urbaines et sociales et ont mené des politiques hostiles aux entreprises qui ont déserté ces territoires.
 - En baissant les taxes et en responsabilisant les individus, il est possible de relancer des quartiers déshérités.
 - « Avec toutes ces dispositions prises dans leur ensemble, ces mesures vont fortement réduire le pouvoir que le conseil local peut exercer sur les locataires, les parents, les élèves et les entrepreneurs. »
- La sécurité comme priorité
 - Responsabiliser les citoyens face au crime et les encourager à s'impliquer d'avantage en soutien des forces de l'ordre : « Nous n'avancerons guère, cependant, dans notre combat contre la criminalité si nous attendons de la police et des tribunaux qu'ils en assument entièrement la charge. Quand nous sommes

malades, nous allons voir le docteur ; mais en même temps, nous acceptons l'idée que notre santé, cela nous regarde aussi. »

- Dénoncer le laxisme sociologique de la gauche : « Lorsque des conseils locaux de gauche et des enseignants de gauche critiquent la police, ils apportent un soutien moral aux thuriféraires de la délinquance. »
- Défense : imposer la Grande-Bretagne dans le concert des Nations influentes au soutien des libertés fondamentales
- Encourager les réformes de Gorbatchev – « Tout ce qui peut élargir le champ des libertés humaines, donner une nouvelle dimension au cadre des discussions, et promouvoir l'esprit d'initiative et d'entreprise en Union soviétique, est d'une importance fondamentale en termes de droits humains. Et c'est bien pourquoi nous y sommes favorables. » Elle demeurera cependant vigilante et appellera à ne juger l'URSS non sur ses paroles mais sur ses actes.
- Le rôle important qu'a tenu le Royaume-Uni dans les accords de désarmement n'aurait pas été possible sous un gouvernement travailliste : « Les Russes auraient conservé leurs 1 300 têtes nucléaires, quand dans le même temps l'Occident se serait débarrassé de ses 300 têtes, sans rien obtenir en retour. Cette leçon-là, il ne faudra jamais l'oublier. »

BLACKPOOL, 9 OCTOBRE 1987

M. le Président, chers amis, je vous remercie pour votre merveilleux accueil. Mon premier devoir, et je le fais avec plaisir, c'est de rendre hommage aux forces de police, et en particulier celles du Lancashire, qui ont assuré la protection de notre congrès de Blackpool. Leur professionnalisme, leur dévouement ont apporté la preuve que, quelle que soit la nature de la menace, rien ne viendra empêcher la tenue de débats en toute liberté au sein d'un parti politique en Grande-Bretagne. Les forces de

police et de sécurité sont les authentiques gardiennes de nos libertés, et nous voulons leur exprimer notre profonde gratitude.

M. le Président, la période qui s'est déroulée depuis notre dernier congrès aura été riche en événements.

Elle a été marquée, entre autres choses, par notre victoire électorale de juin. On me susurre que cela fait trois points gagnants de suite. Tout juste comme Lord Liverpool. Et il est resté Premier Ministre pendant quinze ans. Cela me paraît plutôt encourageant.

Ce fut une victoire historique. Et je tiens à remercier tous ceux qui ont tant donné d'eux-mêmes. Le premier de tous, c'est notre président, Norman Tebbit. Norman et Margaret occupent, et occuperont toujours, une place unique dans notre estime et notre affection. Merci à vous également, Margaret.

Et le 11 juin, nous avons même réussi à gagner neuf sièges qui nous avaient échappé en 1983. Et nous en avons récupéré trois perdus au préalable lors d'élections partielles. Aux candidats victorieux, nous disons – félicitations. À nos collègues malchanceux – revenez-nous vite. Vous nous manquez.

Pourquoi au juste avons-nous gagné ? À mon sens, c'est parce que nous savions pour quelles valeurs nous nous battions, et nous n'en avons pas fait mystère. Puis nous sommes restés fidèles à ces valeurs.

Et depuis les élections, il semblerait parfois que nous soyons le seul parti qui montre une telle constance.

De l'exploit impossible à la victoire finale

M. le Président, il y a douze ans de cela, je me tenais pour la première fois à cette tribune en ma qualité de présidente du Parti conservateur.

Or une ou deux choses ont changé depuis 1975. Cette année-là, on en était encore à gémir sous le poids du prétendu « contrat social » des travaillistes. On disait de nous que nous étions condamnés à ne jamais revenir au pouvoir.

Souvenez-vous : on nous serinait à tous la même fable, selon laquelle nous étions sous le coup d'une impossibilité politique. On ne pouvait être conservateur, parler le langage des conservateurs, et remporter une nouvelle élection – du moins c'est ce qui se disait. Et si vous arriviez à gagner une élection, alors il était certain que si vous vous comportiez en conservateur, vous alliez perdre la suivante. Et – c'était absolument garanti – à supposer que vous remportiez deux élections et vous entêtiez à appliquer un programme conservateur, alors la troisième vous serait fatale. Il ne vous vient pas à l'esprit comme l'ombre d'un doute et le soupçon que, quelque part, cette théorie souffre d'une légère faiblesse ?

Jusqu'à cette date du 11 juin, le Parti travailliste, les libéraux et le SDP n'arrêtaient pas de dire que le conservatisme était dépassé. Assez bizarrement, depuis le 12 juin, les mêmes assurent qu'il n'en est rien. Et c'est ainsi que nos adversaires politiques s'affairent, dans la fièvre, à retoquer leurs programmes afin qu'ils ressemblent plus au nôtre.

Et il est intéressant de constater qu'aucun parti n'ose désormais dire publiquement qu'il va reprendre à nos concitoyens ce que nous leur avons rendu.

M. le Président, le langage des travaillistes a beau avoir changé, leur présentation a beau être plus astucieuse, mais sous le vernis, on retrouve toujours le même socialisme à l'ancienne. Loin de moi l'idée de moquer le pécheur qui se repent. Mais le problème avec les travaillistes, c'est qu'ils veulent les consolations du repentir sans renoncer pour autant au péché originel. Ça ne marche pas comme ça !

Et la prétendue « Alliance » ?

Durant la campagne électorale, je me suis souvent demandé ce que les dirigeants de l'Alliance entendaient par une politique « consensuelle ».

J'ai l'impression que si le Dr Owen l'ignorait auparavant, il est désormais très au courant : c'est le style hostile de M. Steel.

M. le Président, nous sommes un parti couronné de succès à la tête d'une nation victorieuse.

Et on me demande souvent quel est notre secret. En réalité, c'est très simple. Ce que nous avons fait, c'est replacer au cœur de la vie politique un petit faisceau de vérités simples.

La première, c'est qu'aucune économie ne peut prospérer dès lors que le gouvernement torpille sa monnaie. Aucune société ne peut rester juste ou stable lorsque l'inflation détruit l'épargne et dévalue la livre sterling dans la poche de tout un chacun.

L'inflation constitue une menace pour la démocratie elle-même. La réduire à néant a toujours été notre priorité politique. Car c'est un combat incessant. Qui exige que vous élaboriez votre budget sur des bases solides. Non pas pour une année, mais pour chaque année qui passe, et c'est la raison pour laquelle nous avons besoin de Nigel Lawson.

La deuxième vérité, c'est que nos concitoyens, hommes et femmes, doivent être motivés par l'idée qu'il est impératif de mettre de côté une part plus grande de leurs revenus. Personne ne peut prétendre que les gens

qui travaillent se désintéressent du salaire qu'ils rapportent au foyer. Si cela était, plus d'un dirigeant syndical se retrouverait à la rue.

Ainsi donc, à mesure que la croissance économique est répartie, nous avons diminué l'impôt sur le revenu. Et dès que les conditions seront réunies pour que nous puissions le faire sans risque, nous poursuivrons cet effort.

La troisième vérité, c'est qu'à mesure que les gens sont mieux payés, ils veulent avoir davantage de biens qui soient à eux. Ils apprécient grandement la sécurité que leur procure la propriété de ces biens – que ce soit sous la forme d'actions ou de maisons.

Le jour viendra bientôt où nous aurons chez nous davantage d'actionnaires que d'ouvriers syndiqués. Je sais bien que tous ces syndiqués ne sont pas actionnaires – du moins pas encore. Mais je garde l'espoir qu'avant longtemps ils auront leur portefeuille d'actions.

L'accès à la propriété a fait également des progrès remarquables. Et pour accorder ce droit à un nombre toujours croissant de locataires sociaux, il nous a fallu, comme vous le savez, livrer bataille, et le lieu d'affrontement aura été le Parlement où nous nous sommes battus pied à pied. Contre l'opposition des travaillistes. Et contre l'opposition des libéraux.

Est-ce que le leader des travaillistes se félicite de ce qui a été accompli ? Est-ce que le leader des libéraux l'accepte de bon cœur ? À coup sûr, maintenant que cette politique s'est révélée du goût du public, elle doit symboliser ce type d'initiative dont lui-même, tout compte fait, serait partisan.

Pendant des années, nous autres conservateurs avons évoqué notre volonté de mettre sur pied une démocratie de propriétaires. Quand j'y repense, je me demande si nous sommes véritablement allés dans le passé jusqu'au bout de nos efforts pour atteindre notre objectif. Mais je suis bien certaine que, dans les années à venir, personne ne pourra faire ce même reproche à mon gouvernement parce qu'à la vérité, le développement de

l'accès à la propriété aura été l'un des succès politiques dont je suis la plus fière.

La quatrième vérité, enfin, c'est notre conviction absolue que la libre entreprise et la concurrence sont les moteurs de la prospérité et les éléments protecteurs de nos libertés.

Ces concepts ont aidé à fonder des institutions politiques libres et ont été la source d'une prospérité jamais imaginée jusque-là pour des nations et des continents.

Considérez simplement ce que nous avons réussi à faire – une inflation qui a chuté ; des impôts moins lourds ; un accès élargi à la propriété ; une renaissance de l'entreprise et, l'an passé, un chômage qui a baissé à une vitesse record avec 400 000 sans-emploi de moins. Et nous ne souhaitons pas nous arrêter là. Avec une croissance économique prolongée, cette chute du chômage devrait se confirmer.

Qui plus est, notre réussite économique a permis à la Grande-Bretagne de jouer un rôle plus éminent dans les affaires du monde.

Nous sommes désormais le deuxième plus gros investisseur mondial, et le modèle parfait d'une économie stable. Et c'est la raison pour laquelle Nigel Lawson a été en mesure de jouer un rôle de premier plan lorsqu'il s'est agi de régler la crise de la dette mondiale. Les banquiers internationaux, les ministres des Finances des autres pays : ils vous écoutent avec beaucoup plus d'attention quand ce sont eux qui vous doivent de l'argent, plutôt que le contraire.

La vieille Angleterre des années 1970, avec ses grèves, sa faible productivité, sa capacité réduite d'investissement, ses hivers du mécontentement, et avant tout, sa morosité, son pessimisme, et son flagrant défaitisme – cette Angleterre-là n'est plus.

À la place, nous avons une Angleterre nouvelle, confiante en elle-même, optimiste, sûre de sa puissance économique – une Angleterre où affluent les étrangers venus pour admirer, investir, et oui, nous copier.

Je vous ai rappelé où cette grande aventure politique a été engagée et où elle nous a conduits. Mais est-ce là que nous allons planter nos tentes ?

Est-ce là que nous allons nous installer pour de bon ? Absolument pas. Notre troisième victoire électorale n'aura été qu'une pause relais dans un voyage qui promet d'être beaucoup plus long.

Et je sais par toutes les fibres de mon être que nous arrêter en chemin nous serait fatal. Quel slogan pourrions-nous bien trouver pour les années 1990 si nous faisons cela ?

Est-ce que, sur nos banderoles, c'est le mot « consolider » qu'il nous faudrait coudre ? Est-ce que la perspective de cinq ans de « consolidation » ferait accélérer le pouls de quiconque ?

Il va de soi que nous allons inscrire nos avancées dans la durée. Mais nous irons de l'avant – en appliquant nos principes et nos convictions dans des domaines où les défis seront encore plus grands.

Il faut comprendre que notre finalité, en tant que conservateurs, est d'accroître les chances – et l'éventail des choix – au profit de ceux qui jusque-là n'ont pas reçu leur part.

L'éducation

En outre, M. le Président, la tâche la plus importante qui nous attend au Parlement, c'est d'améliorer la qualité de notre système éducatif. Vous avez entendu ce que Kenneth Baker avait à dire à ce sujet au cours de ce débat très intéressant et très stimulant que nous avons eu l'autre jour. La question est d'intérêt national. Et elle a un impact individuel sur chaque parent et, surtout, sur chaque enfant. L'éducation, nous voulons qu'elle soit une partie de la solution à nos problèmes, et non pas l'une de leurs causes.

Pour affronter demain avec succès la concurrence mondiale – avec le Japon, l'Allemagne, et les États-Unis – nous avons besoin de jeunes gens avec un bon niveau d'éducation et de formation, à l'esprit créatif. En effet, si notre système d'éducation souffre d'un certain retard aujourd'hui, notre niveau de performance national souffrira demain du même défaut.

Mais c'est le sort individuel de jeunes filles et de jeunes garçons qui me soucie le plus. Trop souvent, nos enfants ne reçoivent pas le type d'éducation qui leur convient – et qu'ils méritent.

Et dans les quartiers difficiles – où les jeunes doivent impérativement recevoir une éducation de qualité pour pouvoir connaître un meilleur avenir – cette chance leur est trop souvent refusée par des autorités locales aux mains de la gauche dure et par des enseignants extrémistes.

Si bien que des enfants qui ont besoin de savoir compter et faire des multiplications se retrouvent à apprendre la version antiraciste des

mathématiques – ou des sottises de ce genre.

Des enfants qui ont besoin de s'exprimer avec clarté en anglais apprennent à répéter des slogans politiques.

Des enfants qui ont besoin de recevoir un enseignement qui leur apprenne à respecter les valeurs morales traditionnelles s'entendent rabâcher qu'ils bénéficient du droit imprescriptible à être homosexuels.

Et des enfants qui ont besoin d'être encouragés – les encouragements, c'est tellement indispensable aux enfants – à un si grand nombre d'enfants – s'entendent dire par leurs maîtres que notre société les prive de tout avenir.

Tous ces enfants sont dépossédés de la chance d'un bon départ dans la vie – oui, dépossédés.

Cela ne signifie pas que, dans le pays pris dans son ensemble, il n'y ait pas une quantité d'excellents enseignants et de très bons établissements.

Et chaque école de qualité, chaque maître de valeur, viennent nous rappeler l'ampleur de ce qui est refusé à un nombre excessif de jeunes gens.

Je suis persuadée que c'est au gouvernement d'assumer la responsabilité première, celle de définir les niveaux de l'enseignement dispensé à nos enfants. Et c'est la raison pour laquelle nous sommes en train d'élaborer un programme national pour les disciplines fondamentales.

Il est primordial que les enfants acquièrent la maîtrise des compétences fondamentales : lecture, écriture, orthographe, grammaire, arithmétique ; et qu'ils apprennent les bases des sciences et de la technologie. Et pour les enseignants de valeur, cet apprentissage offrira les fondements sur lesquels ils pourront édifier leurs propres talents créatifs et leur professionnalisme.

La clé nécessaire pour élever le niveau, cependant, ce sont les parents qui la détiennent, avec le soutien qu'ils apportent.

La gauche du Parti travailliste – dure, molle, et du centre – déteste l'idée qu'on puisse exercer son libre choix. En particulier, ils détestent

l'idée que les parents puissent choisir le type d'éducation qui convient à leurs enfants.

Le Parti conservateur croit à la liberté de choix accordée aux parents.

Et nous sommes à la veille de prendre deux décisions marquantes visant à élargir l'éventail des choix dans le domaine de l'éducation.

En premier lieu, nous allons autoriser les écoles très appréciées à admettre autant d'élèves que le permet leur capacité d'accueil. Et cette décision interdira aux autorités locales de fixer des seuils d'admission artificiellement bas dans les établissements de qualité.

En second lieu, nous allons accorder aux parents et aux conseils d'administration le droit de faire sortir l'établissement de leurs enfants du giron de l'autorité locale et d'en confier la gestion à leur propre conseil d'établissement. Nous instaurerons ainsi un nouveau type d'établissement financé par l'État, qui viendra occuper une place à côté des écoles publiques actuelles et des écoles indépendantes sous statut privé.

Ces établissements d'un type nouveau seront dotés d'un statut public indépendant. Ils dispenseront une éducation de meilleure qualité à un grand nombre d'enfants pour la bonne raison qu'ils seront gérés par ceux-là mêmes qui auront le plus à cœur leur bon fonctionnement et leur avenir.

M. le Président, rien ne peut justifier que les autorités locales détiennent le monopole de l'éducation gratuite. Sur quel principe se fonde cette coutume ? Quelle expérience ou quelle pratique récentes laissent penser que c'est après tout un parti pris raisonnable ?

En agissant ainsi, nous restons fidèles à notre tradition conservatrice qui veut que nous accordions leurs chances au nombre le plus grand possible d'individus.

Une telle politique éducative va porter tous ses fruits, non pas tant là où les parents sont déjà satisfaits de l'éducation dispensée à leurs enfants, mais dans les établissements où les parents sont mécontents et convaincus que les résultats de ces enfants pourraient être nettement meilleurs.

Et cette politique n'est nulle part autant nécessaire que dans ce que nous appelons nos « quartiers déshérités ». C'est là qu'elle sera la plus

bénéfique.

Les quartiers déshérités

M. le Président, cette expression des « quartiers déshérités » sert en quelque sorte à désigner, pour aller vite, une multitude de problèmes.

Les villes ont connu dans l'histoire leurs moments de gloire et de déclin. Elles ont prospéré lorsqu'elles ont su tenir leur place dans les périodes de croissance, s'adapter aux humeurs des marchés et aux technologies du jour. Elles ont dépéri lorsqu'elles se sont accrochées à leurs vieilles traditions devenues obsolètes, et que les nouveaux marchés les ont ignorées. C'est ce qui est arrivé à bon nombre de nos grandes cités.

Et leur déclin fut en certaines occasions aggravé par la pire forme de planification urbaine qu'on ait connue après guerre – une sorte de vandalisme social, mis en œuvre avec les meilleures intentions mais s'étant traduit par les pires effets.

Beaucoup trop souvent, les planificateurs ont arraché le cœur de nos grandes villes. Ils ont éliminé les centres-villes qui nous étaient familiers et s'étaient formés au fil des siècles, pour les remplacer par des barres et des tours d'immeubles, des réseaux de voies rapides, le tout agrémenté de semblants d'espaces verts et de quelques placettes ouvertes à tous les vents, où les piétons hésitent à s'aventurer.

Les planificateurs ne se sont jamais dit : « Ne sommes-nous pas en train de dénaturer le cadre de vie de nos semblables ? De les couper de leurs amis, de leurs voisins ? »

Ils ne se sont jamais demandé : « Ne sommes-nous pas en train de priver de leurs racines des communautés tout entières ? »

Ils ne se sont pas posé la question de savoir si les enfants pouvaient continuer de jouer dans la rue en toute sécurité.

Ils n'ont pas pensé à tout cela. Pas plus qu'ils n'ont songé à consulter la police sur la façon de concevoir un lotissement où les résidents puissent aller et venir sans rien avoir à craindre des voyous et des vandales. Ils se sont contentés d'envoyer leurs bulldozers municipaux faire leur travail.

Quelle folie, quelle incroyable folie.

Et qu'est-il advenu de ceux qui n'entraient pas dans ce schéma d'utopie urbaine ? On les a expédiés dans de lointaines banlieues dépourvues de cafés, d'épiceries de quartier, et de tout endroit où aller.

Oh bien sûr, ces projets architecturaux ont été récompensés par un tas de prix. Mais pour ceux qui y habitaient, ils étaient un cauchemar. Ils ont tué dans l'œuf toute initiative locale. Et ils ont tant et si bien fait que les gens se sont retrouvés sous la coupe des autorités locales et des services que celles-ci voulaient bien leur offrir.

Et comme si cela ne suffisait pas, certaines de nos cités ont également été dominées par des conseils municipaux travaillistes dont l'hostilité envers l'entreprise s'est révélée implacable. Si bien que, lorsque certaines industries sont parties ailleurs, les taxes ont pesé plus lourdement encore sur celles qui restaient. Quand des marchés obsolètes ont disparu, au lieu d'en rechercher de nouveaux, on s'est lancé dans la course aux nouvelles subventions. Et les cités, au lieu de compter sur leurs propres forces, se sont mises à capitaliser sur leurs points faibles. Ce faisant, elles ont accéléré leur déclin.

Ainsi donc, des industries à l'agonie, une planification urbaine déshumanisée, un socialisme municipal – tout cela s'est conjugué pour priver les gens des biens les plus précieux dans la vie : l'espérance, la confiance et la foi en soi-même. C'est ce laminage des consciences qui s'est incrusté au cœur de la dégradation urbaine.

M. le Président, pour redonner un cœur à nos villes, il nous faut rendre l'espérance à nos concitoyens.

Et ce processus est en marche.

La raison ? La Grande-Bretagne s'est dotée d'une économie vigoureuse qui a repris le chemin de la croissance. Certes, il est vrai que cette reprise s'est enclenchée plus vite dans certaines parties du pays que dans d'autres. Mais elle s'enracine dans nos paysages urbains les plus abîmés. Tous, nous saluons l'organisation dénommée « Relançons la dynamique dans nos quartiers » – il s'agit de 300 grandes entreprises qui se sont regroupées pour, ensemble, aider à faire revivre les quartiers urbains dont tant d'elles sont issues.

Un nombre impressionnant de nos aménagements et équipements urbains – les parcs et les jardins publics, les bibliothèques et les galeries d'art, les églises et les écoles – doivent leur origine à l'esprit philanthropique d'hommes qui avaient réussi, et voulaient faire profiter les autres de leurs bonnes actions.

Cet élan de générosité – ce sentiment d'être redevable à la société – c'est cela que nous devons aujourd'hui encourager.

J'ai moi-même été témoin de ce début de reprise : à Teeside, Gateshead, Wolverhampton et dans les West Midlands.

Ainsi qu'à Glasgow, qui connaît une renaissance remarquable, grâce surtout aux efforts de George Younger et Malcolm Rifkind.

Je n'oublierai jamais cette personne de Glasgow rencontrée lors de ma visite dans sa ville. « Comment allez-vous ? » lui ai-je demandé. « Je m'appelle Margaret Thatcher. » « Moi, c'est Winston Churchill », m'a-t-il répondu. Et, c'est incroyable, c'était vraiment son nom. Il m'a montré une pièce d'identité pour en apporter la preuve. Winston Harry Churchill. Quel homme absolument remarquable.

M. le Président, afin d'accélérer le processus de la reprise dans les endroits que je viens de citer comme dans d'autres, nous disposerons de tout un arsenal de mesures spéciales et de programmes particuliers – Kenneth Clarke vous en a parlé : des mesures et des programmes adaptés

pour récupérer des terrains à l'abandon – rénover des logements sociaux délabrés – réhabiliter des centres villes – et passer du déclin au développement.

Mais par elles-mêmes ces mesures ne suffisent pas. Ce qu'il nous faut faire, c'est offrir à nos concitoyens des quartiers difficiles la chance d'améliorer leur sort, et les convaincre qu'ils peuvent y arriver.

Les principales réformes incluses dans notre programme ont bien entendu été élaborées dans l'intérêt de la nation dans son ensemble. Mais elles seront particulièrement bénéfiques aux quartiers urbains déshérités.

Nous allons libérer les locataires de leur dépendance vis-à-vis de leurs bailleurs municipaux. Nous allons libérer les parents qui pourront désormais envoyer leurs enfants dans l'école de leur choix. Nous allons libérer les entrepreneurs dans les zones de développement urbain des pesanteurs des restrictions et contrôles qui ralentissent les projets.

Et grâce à notre législation portant sur la réforme de la fiscalité locale, les conseils socialistes n'auront plus la liberté de chasser les petites entreprises et de détruire l'emploi en appliquant des taux d'imposition vertigineux.

Et surtout, le nouvel impôt local par capitation va obliger les conseils locaux à rendre davantage de comptes à leurs électeurs.

Avec toutes ces dispositions prises dans leur ensemble, ces mesures vont fortement réduire le pouvoir que le conseil local peut exercer sur les locataires, les parents, les élèves et les entrepreneurs ; et en même temps fortement améliorer le degré d'autonomie dont ils pourront profiter.

Si je peux m'exprimer ainsi, « c'est un transfert irréversible... de pouvoir... en faveur des personnes qui travaillent et de leurs familles ».

M. le Président, les problèmes sociaux qui hantent certains quartiers déshérités sont profondément enracinés. Il n'y a aucune place pour les solutions faciles et rapides.

Cependant, l'esprit d'entreprise et d'initiative, qui a aidé notre économie nationale à reprendre de la vigueur, nous offre la solution – la

seule solution qui soit – pour redonner vie à nos villes et réveiller leur sentiment de confiance et de fierté.

La lutte contre la criminalité

Mais notre plus forte préoccupation, dans les quartiers défavorisés et ailleurs, c'est de stopper la vague de criminalité qui nous empoisonne l'existence.

Mercredi dernier, nous avons débattu de ce sujet avec un sérieux et une inquiétude qui reflétaient bien les sentiments éprouvés par tous les citoyens honnêtes de ce pays.

La criminalité envahit nos foyers ; broie les cœurs ; dégrade nos quartiers ; et répand la peur. Le gouvernement assume tout son rôle dans le combat contre cette malédiction. Nous avons renforcé notre police. Nous avons durci les condamnations. Les crimes violents nous préoccupent tous, au premier titre. Ce n'est pas qu'ils soient pires que la criminalité ordinaire. Le problème, c'est qu'ils sont d'une gravité incomparable.

Et c'est la raison pour laquelle nous sommes passés à un stade de répression plus sévère encore contre les armes blanches et les armes à feu.

Malgré cela, le sentiment prévaut que certaines des peines infligées par les tribunaux ne sont pas à la hauteur de l'énormité des crimes commis.

En conséquence, comme l'a annoncé Douglas Hurd cette semaine, nous allons mettre en œuvre une législation prévoyant la possibilité de faire appel quand les jugements ne sont pas assez sévères. Et je me permets de faire remarquer que ce sera la deuxième fois que le gouvernement présente un tel projet de loi devant le Parlement. J'espère que cette fois-ci nous allons pouvoir le faire adopter définitivement sans perte de temps.

Nous n'avancerons guère, cependant, dans notre combat contre la criminalité si nous attendons de la police et des tribunaux qu'ils en assument entièrement la charge.

Quand nous sommes malades, nous allons voir le docteur ; mais en même temps, nous acceptons l'idée que notre santé, cela nous regarde aussi.

Quand un incendie se déclare, nous appelons les pompiers ; mais en même temps, nous savons fort bien que c'est à nous de prendre les précautions nécessaires pour éviter tout incendie. Quand il s'agit de criminalité, c'est pareil.

Il existe un espace d'intervention énorme où le public est à même d'aider la police dans un domaine qui, après tout, est celui d'une obligation partagée : qu'on parle de surveillance de voisinage, de surveillance des entreprises, de prévention de la criminalité, de dénonciation immédiate d'un délit constaté ou auguré, ou de disposition à faire part de son témoignage.

Mais même ces exemples de coopération ne sont pas suffisants.

Une société civilisée, cela ne va pas de soi. Il faut aussi qu'elle soit défendue au nom de principes acceptés et respectés par le plus grand nombre.

Et nous devons pouvoir compter sur l'énergie morale de la société, comme sur les valeurs de la famille.

Car la famille est le premier lieu où nous apprenons les valeurs de l'amour mutuel, de la tolérance et de l'entraide, valeurs sur lesquelles toute nation saine s'appuie pour être en mesure de survivre. C'est Sir William Haley, le grand rédacteur en chef du Times qui, il y a vingt ans, a déclaré ceci : « Il y a des choses qui sont mauvaises, ou fausses, ou laides, et vous aurez beau argumenter ou recourir autant que vous voudrez à une casuistique spécieuse, rien ne les rendra bonnes, ni vraies, ni belles. Il est grand temps que cela soit dit. » Et il n'en fit pas mystère.

Mais si nous voulons voir nos efforts couronnés de succès aujourd'hui, tous ceux qui détiennent du pouvoir se doivent de retrouver ce type de

confiance et parler d'une seule voix, forte et claire.

Car, trop souvent, leurs discours sont des cacophonies conflictuelles.

La grande majorité des délits sont le fait de jeunes gens, adolescents ou ayant juste dépassé vingt ans. C'est sur ces jeunes, impressionnables, que la propagande hostile à la police ou la glorification de la vie de criminel peuvent exercer leurs effets les plus délétères.

Et lorsque des conseils locaux de gauche et des enseignants de gauche critiquent la police, ils apportent un soutien moral aux thuriféraires de la délinquance.

Lorsque, dans l'audiovisuel, les producteurs de programmes violent leurs propres principes au sujet de la violence à la télévision, ils prennent le risque de durement déstabiliser ceux qui, moralement, présentent des faiblesses.

Lorsque le Parti travailliste fait connaître son opposition à la loi sur la prévention du terrorisme – une loi qui préserve des vies – ils affaiblissent de ce fait la société, ils affaiblissent ses capacités de résistance à cette malédiction moderne qu'est le terrorisme.

Conseils locaux, enseignants, directeurs de programmes, personnel politique : tous nous portons la même responsabilité de défendre les valeurs civilisées qui servent de socle à l'État de droit.

C'est un devoir vis-à-vis de la société dont nous faisons partie.

Et c'est aussi un devoir particulier vis-à-vis des générations futures qui seront les héritiers de la société que nous leur créons.

La défense

M. le Président, notre congrès se tient à un moment qui pourrait bien être un tournant historique dans les affaires du monde. Et nous pouvons dire – avec une certaine fierté – que la Grande-Bretagne a joué un rôle majeur dans l'émergence des circonstances favorables qui se présentent désormais devant nous.

Pour le golfe Persique, c'est bien évidemment, une période de tension, voire de danger.

Mais là-bas aussi, la Grande-Bretagne prend fermement l'initiative. Et je rends un vibrant hommage à la fois à Geoffrey Howe et à vous-même, M. le Président, pour le rôle primordial que vous avez joué.

Si vous le permettez, M. le Président, je me joindrai à vous pour parler au nom de ce congrès dans son ensemble – et au nom en fait de tous nos compatriotes – et exprimer notre gratitude et nos félicitations aux officiers et aux hommes de la marine marchande qui empruntent cette voie maritime vitale, ainsi qu'à la patrouille Armilla de la Marine royale et ses dragueurs de mines qui assurent leur protection. Nous rendons hommage à leur dévouement et à leur courage.

Mais ce jour est aussi celui de l'espoir. En effet, il est clair qu'on ressent en Union soviétique les effets revigorants d'un vent du changement. Au cours de mes nombreuses heures d'entretien avec M. Gorbatchev à Moscou plus tôt dans l'année, sa volonté de procéder à de vastes réformes m'est apparue évidente.

Les difficultés et les obstacles qu'il va devoir surmonter sont redoutables.

Mais il nous faut reconnaître que tout ce qui peut élargir le champ des libertés humaines, donner une nouvelle dimension au cadre des discussions, et promouvoir l'esprit d'initiative et d'entreprise en Union soviétique, est d'une importance fondamentale en termes de droits humains. Et c'est bien pourquoi nous y sommes favorables.

C'est pourquoi aussi nous avons publiquement salué et encouragé les aspects des réformes de M. Gorbatchev qui vont précisément dans ce sens. Ils sont l'expression d'un authentique courage – en particulier lorsqu'il est admis qu'après soixante-dix ans, le système socialiste n'a pas réussi à offrir les conditions de vie auxquelles aspire le peuple russe.

Cependant, M. le Président, il nous reste à voir les effets de ce changement inspirer l'attitude politique de l'Union soviétique à l'égard de l'étranger.

Les instruments traditionnels de la puissance soviétique – force militaire, subversion, propagande – n'ont, dans l'utilisation qui en est faite, rien perdu de leur vigueur.

L'Afghanistan est toujours occupé. Le mur de Berlin est toujours debout, et les armements soviétiques arrivent toujours par chargements entiers dans les pays du Tiers Monde, qui ont besoin de nourriture, mais non d'armes. La nourriture, elle leur est donnée par le monde libre, et les armes, elles leur viennent d'Union soviétique.

Tout espoir, cependant, n'est pas perdu avec cet accord qui désormais semble prêt à être signé plus tard cet automne, par les États-Unis et l'Union soviétique, concernant l'élimination des missiles nucléaires à courte et moyenne portée. Nous saluons cet accord.

En effet, la Grande-Bretagne a participé grandement à son aboutissement.

C'est une victoire pour l'Occident – et en particulier pour les États-Unis et le président Reagan.

Mais rappelons-nous ceci. Si nous avions écouté le Parti travailliste et la CND – si du moins il est possible de les distinguer – cet accord n'aurait jamais vu le jour. Les Russes auraient conservé leurs 1 300 têtes nucléaires, quand dans le même temps l'Occident se serait débarrassé de ses 300 têtes, sans rien obtenir en retour. Cette leçon-là, il ne faudra jamais l'oublier.

Réduire son arsenal nucléaire, cela ne doit pas trahir une position de faiblesse, mais signaler une position de force.

Notre programme politique

Notre programme politique, programme conservateur, porte ses fruits et nous avons toutes les raisons d'être satisfaits. Mais nous ne devons pas laisser ce sentiment virer à l'euphorie.

Nous sommes disposés à améliorer nos relations avec l'Union soviétique.

Mais nous ne pouvons nous permettre de tout prendre pour argent comptant.

Et nous devons prendre garde de ne pas percevoir les changements de style comme des modifications de substance. Nous allons donc continuer à juger l'Union soviétique non sur ce qu'elle dit, mais sur ce qu'elle fait.

Nous sommes certains que les armements nucléaires stratégiques des États-Unis et de l'Union soviétique pourraient être réduits de 50 % sans mettre en danger la sécurité de l'Occident.

Comme le commandant suprême des forces alliées en Europe nous le rappelait récemment : ce n'est pas une Europe dénucléarisée que nous voulons, c'est une Europe sans guerre.

Les armes atomiques vont continuer à jouer un rôle vital pour éviter la guerre en Europe – comme c'est le cas depuis quarante ans. Et c'est pourquoi nous allons accélérer notre programme Trident et la modernisation de nos moyens de dissuasion indépendante, vitale pour notre sécurité.

M. le Président, nos compatriotes désirent la paix. Mais ce doit être une paix qui aille de pair avec les valeurs de liberté et de justice.

Et cette paix-là, elle ne peut être garantie que si nous gardons de fortes capacités de défense, résistons à la violence et aux tentatives d'intimidation à l'intérieur et, à l'extérieur, faisons front aux tyrans et aux terroristes. Tel est le véritable esprit du peuple britannique. C'est ce même esprit qui nous a aidés à traverser deux guerres mondiales. C'est ce même esprit qui guide encore nos pas.

Conclusion

M. le Président, vous avez peut-être entendu dire que je suis une fidèle lectrice de Rudyard Kipling. Parfois même, on sait qu'il m'est arrivé de le citer.

Je ne surprendrai donc absolument personne si je me réfère à son poème, *Recessional*, où il nous a mis en garde contre le danger de la vantardise et invité à garder « un cœur humble et contrit ». Pour tout gouvernement, il y a là un conseil précieux.

Mais cela dit, nous avons aujourd'hui le droit et le devoir de rappeler au monde libre dans son ensemble que, une fois encore, la Grande-Bretagne se sent sûre d'elle-même, forte, et digne de confiance.

Sûre d'elle-même, parce que les attitudes se sont modifiées. « C'est impossible » a laissé la place à « qu'est-ce qui va nous arrêter ? ».

Forte, parce que notre économie est dynamique, concurrentielle et en expansion.

Et digne de confiance, parce que tout le monde sait que nous sommes un allié puissant et fidèle.

Tout cela a été rendu possible par la renaissance nationale que nous avons favorisée.

Et vous tous ici dans cette salle, en même temps que des millions d'autres au-dehors, pouvez vous vanter d'avoir participé à cette renaissance.

Une fois de plus, c'est aux conservateurs que revient la mission de faire entrer la nation dans la prochaine décennie.

À nous d'envisager cet avenir avec la tranquille confiance née du sentiment de ce que nous avons su accomplir au cours des huit dernières années.

Nos institutions nationales sont façonnées par le caractère de notre peuple.

Et c'est ce que ce caractère révèle de talent, de sens de la justice et de l'équité qui rassure nos amis et nos alliés, et apporte de l'espoir à ceux qui n'ont pas encore accès à cette liberté qui nous semble si naturelle.

M. le Président, grande est la confiance qui est placée en nous.

Veillons à ne jamais la trahir.

*. 9 October 1987 – Blackpool – <http://www.margaretthatcher.org/document/106941>

BRIGHTON, 14 OCTOBRE 1988*

CONTEXTE

- Le 7 mars 1988, trois membres actifs de l'IRA projetant un attentat sont abattus par les forces britanniques à Gibraltar.
- Les deux partis politiques « Liberal Party » et « Social Democratic Party » fusionnent en 1988 pour créer les Libéraux-Démocrates.
- Le Royaume-Uni connaît une période de prospérité économique (the « Lawson boom ») en 1987-1988 et un recul massif du nombre de chômeurs (environ 1,6 million de chômeurs) ;
- Lors de la conférence du Parti travailliste de 1988 à Blackpool, le leader travailliste Neil Kinnock critique Margaret Thatcher sur plusieurs points. Il souhaite que l'Europe ne soit pas seulement un marché économique mais également une véritable communauté politique et sociale ; dénonce un libéralisme trop matérialiste et trop individualiste ; interpelle les conservateurs sur la question de l'écologie et demande le plein désarmement.

IDÉES FORTES DU DISCOURS

Dans ce discours, Margaret Thatcher répond aux critiques formulées par ses opposants au sein de son parti, revient sur les accomplissements des conservateurs durant leurs dix années au pouvoir et réaffirme les grands principes de son action.

Sur l'accusation faite aux conservateurs d'être excessivement matérialistes et de privilégier les gains individuels par rapport à ceux de la communauté :

- Elle avance que la prospérité économique engendrée par les politiques libérales a permis d'investir dans la santé, l'éducation et la sécurité sociale.
- La politique du Parti conservateur encourage la responsabilité de l'individu et ne nuit en rien à la solidarité. Au contraire, grâce à ses moyens financiers, l'individu peut aider la communauté : « Ce bien-fondé n'est pas dû au fait que ces principes sont au service de nos intérêts. Ni même simplement au fait qu'ils ont une utilité pratique. Mais au fait qu'à travers eux s'exprime ce qu'il y a de plus noble dans la nature humaine. »
- Elle affirme que la politique conservatrice rend toute son indépendance, toute sa dignité et sa pleine liberté à l'être humain en lui faisant confiance : « La seule façon de mettre sur pied une communauté responsable et indépendante, c'est de le faire avec des individus eux-mêmes responsables et indépendants. C'est la raison pour laquelle le programme politique des conservateurs a consisté à accorder à un nombre toujours plus grand d'entre eux la chance de pouvoir accéder à la propriété, de se constituer un capital, et d'acheter des actions dans leurs propres entreprises. »

Sur l'économie : croissance économique, hausse des taux d'intérêts et contrôle des dépenses publiques :

- Margaret Thatcher souligne les résultats positifs de la politique qu'elle mène depuis son accession au pouvoir : huit ans de croissance économique, qui ont permis d'encourager l'investissement et la

consommation et de faire baisser le chômage en dessous de la moyenne européenne.

- Elle reconnaît néanmoins que la hausse de la consommation a encouragé l'emprunt et donc l'inflation : par conséquent, le gouvernement doit augmenter les taux d'intérêt pour favoriser l'épargne, bien que cela puisse ralentir la croissance.
- Elle réaffirme le vœu de contrôler toujours plus les dépenses publiques : « Des pressions s'exercent toujours sur le gouvernement pour qu'il dépense davantage que le pays ne peut se le permettre. Ce n'est pas du tout la voie que nous avons choisie. Pas cette année. Pas l'an prochain. Ni jamais. Nous allons continuer à exercer un contrôle strict sur la dépense publique. »

À la suite de l'interpellation faite par les travaillistes à Blackpool au sujet de l'écologie, elle déclare vouloir concilier le monde industriel et la conservation de l'environnement – « le choix qui est devant nous, ce n'est pas le développement industriel ou bien un environnement non pollué. Pour survivre, il nous faut les deux ».

Sur le respect de la loi et la sécurité :

- Elle dénonce le laxisme des travaillistes, pour lesquels la faute n'est pas celle du criminel mais celle de la société. Elle accuse également les travaillistes d'avoir freiné les politiques sécuritaires au Parlement : « Il existe une catégorie d'hommes politiques de gauche qui excusent la violence au motif que ce n'est pas son auteur qui est coupable – c'est nous tous. [...] En fait, c'est une manière d'excuser, voire même d'encourager, les conduites délictueuses dès lors que le coupable est d'emblée déclaré innocent. »
- Elle félicite les forces de l'ordre et entend rester ferme face à la menace terroriste de l'IRA en Irlande du Nord.

Sur les questions de politique extérieure et de défense :

- Elle rappelle les liens forts entre les États-Unis et le Royaume-Uni et félicite par la même occasion le travail du président Reagan.

- Dans la lignée de ses discours précédents, elle incite à la vigilance même si la politique soviétique s'adoucit.
- Elle réitère son message du discours de Bruges (refus d'une Europe supranationale et bureaucratique) : « Nous n'avons pas œuvré toutes ces années pour libérer la Grande-Bretagne des chaînes du socialisme et voir cette idéologie s'immiscer par l'arrière sous le couvert de la centralisation incarnée dans les contrôles et la bureaucratie de Bruxelles. »

Elle conclut son discours par l'importance de la soumission du gouvernement aux volontés individuelles : « Notre credo, c'est que les individus jouissent d'un droit à la liberté dont aucun État ne peut les priver. Que le gouvernement est au service des citoyens, et non l'inverse. »

BRIGHTON, 14 OCTOBRE 1988

Quatre années se sont écoulées depuis que nous sommes venus à Brighton pour y tenir notre congrès. Nous avons tous gardé des souvenirs de la semaine que nous y avons passée : des souvenirs empreints de tristesse et des souvenirs chargés de bravoure. Mais l'esprit humain est indomptable. Et en ce jour, nous tirons notre force de ceux de nos amis, dont beaucoup sont présents ici dans cette salle, qui ont survécu à l'attentat pour servir à nouveau la cause de la liberté.

Mme la Présidente, toutes les élections ont leur importance. Mais certaines comptent plus que d'autres. Certaines ne sont pas simplement un élément de l'histoire. Elles construisent l'histoire. Ce fut le cas de notre victoire conservatrice de 1979. Après une série de gouvernements travaillistes qui répétaient « c'est impossible », notre pays voulait un gouvernement qui assurait : « tout est possible ». Et il l'a obtenu. Voilà près de dix ans que nous sommes au pouvoir – quelle somme d'énergie et quelle part de nous-mêmes ont été mises dans ce combat. Et personne n'a plus donné que notre grand ami et collègue que nous sommes ravis de voir parmi nous – Willie Whitelaw. Cela nous rappelle le bon vieux temps.

Près de dix ans à la tête du pays – et un renouveau de liberté et de prospérité sans pareil. Près de dix ans sont passés – et c’est nous, les conservateurs, qui pourtant continuons d’impulser le mouvement, d’élaborer les idées nouvelles, de proposer une vision. Seuls parmi les partis politiques, nous restons fidèles à nos convictions. Mais le dixième anniversaire, l’an prochain, ne sera pas une occasion de nous reposer sur nos lauriers. Il marquera un nouveau départ pour la prochaine décennie.

Nous sommes tous encore trop jeunes pour marquer une pause. Je ne suis pas sûre, cependant, que cela soit vrai de nos adversaires politiques. Ils ne semblent pas avoir passé un très bon été.

Après que les deux colonnes de la vieille Alliance eurent pris deux chemins divergents, elles sont réapparues le mois dernier à Torquay pour l’une et Blackpool pour l’autre. La seconde a traité la première de tous les noms, mais a paru dans l’embarras quand il s’est agi de se trouver un nom pour elle-même. On s’y perd dans tous ces acronymes, vous ne croyez pas ? J’ai suggéré SOS – mais à l’évidence les choses sont allées trop loin pour cela. Au final, je crois qu’ils ont décidé de présenter un visage au pays, et d’en présenter un autre, à leur fantaisie, à la Chambre des communes. Ou n’est-ce pas plutôt le contraire ?

Quant au congrès des travaillistes à Blackpool, pendant une bonne demi-heure on a cru que leur président avait eu une révélation et allait, dans un futur proche, intituler ses mémoires : « Comme d’habitude... I did it her way ». Mais qu’est-il donc arrivé au socialisme ?

Je me suis mise à composer un petit hommage gracieux pour démarrer la nouvelle session dans la bonne humeur.

Mais mes espoirs ont été déçus. Les travaillistes allaient-ils enfin se débarrasser des chaînes qui les lient au monde syndical, et faire la route seuls ? Pas du Todd... – et après cela, Madame la Présidente, je vous le promets, vous n’entendrez plus de plaisanterie sur Ron Todd à ce congrès.

Ainsi donc, les travaillistes sont de retour à la case départ. Le léopard de gauche ne peut changer ses taches – même si, parfois, il se prend à rêver d’un Régé Color.

Matérialisme – les collectivités

Madame la Présidente, mon gouvernement conservateur aura bientôt dix ans de pouvoir derrière lui, et plus personne n'ignore :

- que notre programme politique est efficace et que celui des travaillistes ne l'est pas ;

- que ce programme a rendu possible un niveau de vie que nos parents n'auraient pu imaginer, ainsi qu'un réseau de services sociaux de la plus haute qualité, inégalé jusqu'à maintenant.

Les Japonais ont donné un nom à cette performance : ils l'appellent le miracle économique britannique. Comment ne serions-nous pas d'accord avec cela ?

Je suis pour ma part fière de penser qu'avec les conservateurs au gouvernement, la population est plus riche qu'elle ne l'a jamais été.

Il s'est passé, cependant, une chose bizarre ces temps derniers. Parce que nous faisons tout pour accroître la prospérité de la nation et de ses citoyens, on nous taxe de matérialistes.

C'est un curieux reproche. Pendant des années, l'un des sujets de discussion les plus fréquents dans le domaine politique en Angleterre concerna les moyens à mettre en œuvre pour garantir une croissance économique. Maintenant que le travail est fait, que nous avons mis un terme aux années de déclin associées aux travaillistes et que nous avons renversé la tendance, on nous dit que notre seul souci, c'est « le fric, le fric ».

Parce que nous donnons aux gens la chance d'améliorer leur sort, on nous accuse de favoriser l'égoïsme et l'appât du gain. Quelle absurdité.

Est-ce que le désir naturel de quelqu'un de réussir ce qu'il entreprend, d'offrir de meilleures conditions d'existence à sa famille et de garantir des perspectives d'avenir à ses enfants fait de lui, au bout du compte, un matérialiste ?

Bien sûr que non. Cela fait de lui un honnête homme, dévoué à sa famille et à la communauté humaine qui l'entoure, et disposé à assumer lui-même des responsabilités.

La vérité, c'est que nous encourageons en fait ce qu'il existe de meilleur dans la nature humaine.

La prospérité que notre action politique rend possible offre un plus large éventail de choix à davantage de nos concitoyens que jamais auparavant.

Oui, nos enfants sont en mesure de voyager et découvrir les trésors et les merveilles du monde.

Oui, les personnes âgées peuvent jouir d'un plus grand confort et se livrer à leurs activités favorites.

Oui, la culture et les arts prospèrent.

Oui, nos concitoyens ont la liberté de profiter de tous ces avantages, et si c'est le reproche qui m'est adressé, je plaide coupable.

Et il est une autre réponse à faire à l'accusation de matérialisme lancée par les travaillistes : notre démarche s'est traduite par davantage de ressources à accorder aux services sociaux. Davantage de moyens distribués aux services de santé. Aux handicapés. En fait, si vous mesurez le degré de conscience sociale à l'aune des sommes investies dans une politique sociale – critère utilisé par les travaillistes – nous gagnons haut la main à chaque fois.

Il va de soi qu'on ne s'attend pas à ce que le Parti travailliste puisse parler de nous en bien. Déjà ils ont beaucoup de mal à le faire entre eux.

Mais il est grand temps pour nous de recevoir le juste hommage que méritent nos actions et nos réalisations.

Par exemple :

- les huit millions de patients soignés à l'hôpital chaque année ;
- l'augmentation de 80 % des allocations versées aux handicapés ;
- et une bonification en termes réels de 45 % du salaire des infirmières.

Les travaillistes outrepassent leur rôle lorsqu'ils donnent des leçons aux conservateurs en matière de conscience sociale et de compassion, eux qui ont diminué les salaires des infirmières et ralenti la construction des hôpitaux.

Notre gouvernement a augmenté considérablement les sommes investies dans le secteur social afin d'aider les moins favorisés d'entre nous – et des particuliers en ont fait autant.

À mesure que la prospérité croissait, le caractère généreux de nos concitoyens a suscité toujours plus de dons offerts à titre personnel.

Je sais bien qu'il existera toujours une minorité de gens qui ne se préoccupent que d'eux-mêmes. Mais ceux qui ont le souci de l'autre, et c'est la vaste majorité d'entre nous, ceux-là ont désormais les moyens de se montrer généreux. Et ils donnent sans compter : plus de 1 milliard 500 millions de livres par an pour venir en aide à des associations caritatives, reconstruire des églises, soutenir la recherche médicale et nourrir ceux qui ont faim. C'est un bilan remarquable. Et il ne concerne pas que des particuliers. Nombreuses sont aujourd'hui les entreprises qui font don d'un pourcentage de leurs profits à la collectivité humaine où elles sont implantées.

Est-ce du matérialisme que tout cela ? Est-ce cela une société égoïste ? Est-ce là qu'on retrouve les stigmates de l'appât du gain ?

La vérité, c'est que la prospérité a donné naissance, non à une société égoïste, mais à une société généreuse.

Madame la Présidente, l'accusation portée par les travaillistes est tout simplement absurde.

L'individu au sein de sa communauté

Ainsi donc, nos censeurs lancent contre nous une accusation nouvelle. Selon eux, l'individu ne peut prospérer qu'aux dépens de la communauté.

C'est aussi faux que le reste. L'effort personnel ne porte pas préjudice à autrui ; au contraire, il profite à la communauté humaine où s'insère l'individu. Lorsque les talents individuels ne trouvent pas à s'exprimer, c'est tout le groupe humain alentour qui en souffre.

Encourager l'individu, c'est un service rendu au groupe social dont il est membre. La réussite d'un parent est partagée par la famille, celle d'un élève par son école, et celle d'un soldat par son régiment. Un alpiniste aura beau faire l'ascension de l'Everest pour son propre compte, il n'empêche qu'au sommet, le drapeau qu'il va planter, c'est celui de sa nation.

La seule façon de mettre sur pied une communauté responsable et indépendante, c'est de le faire avec des individus eux-mêmes responsables et indépendants. C'est la raison pour laquelle le programme politique des conservateurs a consisté à accorder à un nombre toujours plus grand d'entre eux la chance de pouvoir accéder à la propriété, de se constituer un capital, et d'acheter des actions dans leurs propres entreprises.

Mais il existe une partie de la population – comme par exemple les personnes qui habitent dans des lotissements sociaux gérés par des conseils locaux peuplés de gauchistes, ou les parents dont les enfants fréquentent des écoles médiocres – qui, au moment des dernières élections législatives, n'avait pas pu profiter de nos réformes autant qu'on l'aurait

souhaité. Et notre dernier programme électoral se préoccupait précisément du sort de cette catégorie de nos concitoyens.

C'est bien pourquoi nous accordons aux locataires des logements sociaux de nouveaux droits dans le domaine de l'immobilier. Notre conviction, c'est que là où les familles ont davantage de liberté de s'exprimer sur la question de leur propre habitat, c'est toute la rue qui reprend des couleurs. Dans certains quartiers, c'est déjà le cas.

En outre, nous offrons aux parents un espace plus grand de participation dans l'éducation de leurs enfants. Nous avons la certitude qu'un plus fort engagement des familles dans la gestion des établissements scolaires permettra non seulement d'atteindre un niveau d'excellence pour leurs propres enfants, mais pour tous les enfants sans exception.

Cependant, Madame la Présidente, voter de nouvelles lois au Parlement, cela ne suffit pas. Il nous faut encore veiller à ce que les personnes ciblées soient bien celles qui en récoltent les bienfaits. C'est notre devoir absolu. C'est notre devoir que d'aider cette catégorie de familles.

Si nous ne le faisons pas, elles se verront persécutées par les conseils locaux socialistes et devenir les victimes d'une propagande dont le dessein sera de leur refuser les avantages que nous leur avons réservés.

Gagner en responsabilité, c'est pour l'individu gagner en dignité, et pour le groupe social qui l'entoure, acquérir de nouvelles forces. Ce credo est logé au cœur de l'idéologie conservatrice. C'est à nous de lui donner vie.

L'économie

Madame la Présidente, quand nous avons été réélus au pouvoir en 1979, nous avons été confrontés à la pressante menace de l'inflation.

C'était ce type d'inflation qui avait déplacé l'argent de la poche des économes vers celle des paniers percés. C'était ce type d'inflation qui avait miné la confiance qu'on pouvait avoir d'abord dans la monnaie, puis dans l'épargne, les investissements et enfin dans l'avenir du pays.

Pour sauver notre économie du désastre, notre premier devoir fut de vaincre l'inflation, et alors seulement la renaissance de notre économie pouvait s'amorcer.

Aujourd'hui, nous sommes dans notre huitième année consécutive de croissance.

Nos chiffres du chômage sont inférieurs à la moyenne de la Communauté européenne. Nous avons créé davantage d'emplois que nos partenaires d'Europe. D'autres pays débarquent sur nos rivages pour observer ce que nous faisons et repartent pour en faire autant.

Depuis que nous sommes aux affaires, nous avons restitué dix-huit entreprises nationalisées à la société civile – dix-huit à ce jour, et d'autres vont suivre. Nous avons encouragé l'idée de propriété dans l'immobilier comme dans l'entreprise. Nous avons fait passer les petites entreprises du statut d'espèce en danger à celui d'agent vital et dynamique de notre économie. Les habitudes d'ardeur au travail, d'esprit d'entreprise et d'invention, qui ont fait notre grandeur, nous les avons retrouvées.

Cependant, cette énergie récupérée a beau reposer sur des bases solides, il n'empêche que l'économie refuse qu'on la place sur le mode du pilotage automatique. La réussite dans ce domaine ne va jamais de soi. Il faut y travailler. En économie, il n'existe pas de victoires définitives.

Dans le pays, le rythme rapide de la croissance économique a permis aux individus de s'enrichir et aux entreprises d'accroître leurs bénéfices.

Une partie de cet argent a été investi, mais avec l'envolée de la consommation, les importations ont crû davantage que les exportations, et ont été à l'origine d'un substantiel déficit commercial.

Et une somme excessive d'achats a été réglée par le biais d'une somme excessive d'emprunts.

Afin d'inciter nos concitoyens à dépenser moins et épargner davantage, le ministre des Finances a été contraint d'augmenter les taux d'intérêt. Ce n'est jamais une mesure populaire que de les relever – sauf peut-être aux yeux des épargnants – mais que cela plaise ou non, le ministre des Finances a fait ce qu'il fallait, comme on pouvait s'y attendre de sa part.

Et la bonne méthode est de s'assurer que la croissance va se poursuivre à un rythme régulier, même s'il doit être moins rapide que ces derniers mois.

Un excès d'emprunts a eu pour effet une hausse de l'inflation à un niveau excessif aujourd'hui. Ne vous y trompez pas. Nous avons bien l'intention de la faire baisser à nouveau. Ceci n'est pas un vœu pieux. C'est une déclaration d'intention. Je crois que le pays nous connaît désormais assez bien pour admettre que nous disons ce que nous pensons et pensons ce que nous disons.

Des pressions s'exercent toujours sur le gouvernement pour qu'il dépense davantage que le pays ne peut se le permettre. Ce n'est pas du tout la voie que nous avons choisie. Pas cette année. Pas l'an prochain. Ni jamais. Nous allons continuer à exercer un contrôle strict sur la dépense publique. Et je me réjouis d'avance du soutien que nous obtiendrons de ceux qui condamnent l'usage irraisonnable de l'argent privé, et qui nous

féliciteront de tout cœur pour notre prudence dans notre utilisation de l'argent public.

La protection de notre monde

Madame la Présidente, il n'y a rien de nouveau ou d'inhabituel dans l'engagement des Tories vis-à-vis de la protection de l'environnement. La dernière chose que nous voulions, c'est laisser à nos enfants un lourd héritage environnemental qu'ils vont devoir assumer – scories, crasse, pluies acides et pollution.

Pendant trop longtemps dans l'histoire, l'homme s'est dit que quoi qu'il fût, le monde naturel n'allait pas en être affecté. Aujourd'hui, nous savons que c'est absolument faux.

Au cours du siècle dernier, nous avons assisté à une accélération inédite du rythme du changement. Tout à fait inédite. Une population de plus en plus nombreuse. Le développement de l'industrie. L'utilisation spectaculairement croissante du pétrole, du gaz et du charbon. La destruction des forêts.

Et tous ces éléments ont apporté dans leur sillage une série de problèmes nouveaux et redoutables. Vous les connaissez : les pluies acides, l'effet de serre, et une sorte de piège à chaleur global et ses conséquences sur le climat mondial.

Par le passé, la science a su résoudre bien des problèmes qui à l'époque paraissaient tout à fait insurmontables. Elle en est encore capable.

Nous sommes bien trop sensés pour croire qu'en 1988 nous pouvons remonter le temps et revenir à un monde préindustriel où Adam creusait la terre et Ève s'occupait à tisser.

Le jardin d'Éden ne comptait que deux locataires.

Notre terre abrite une population de cinq, bientôt six, milliards d'individus. Une population qui a plus que doublé de mon vivant.

Tous ces gens ont besoin de préparer des repas, chauffer leurs foyers, se vêtir, trouver du travail. Il leur faut des usines, des routes, des centrales électriques.

Toutes ces réalisations modernes font partie de notre existence désormais, et cristallisent les ambitions du Tiers Monde pour demain.

Si bien que le choix qui est devant nous, ce n'est pas le développement industriel ou bien un environnement non pollué. Pour survivre, il nous faut les deux.

Les usines sont un élément de notre habitat ; la croissance économique est l'un des systèmes qui permettent de préserver aujourd'hui l'existence humaine.

Madame la Présidente, la fierté d'habiter ces îles – notre campagne, nos mers et nos fleuves – court comme un fil rouge à travers notre histoire et notre littérature. Parfois, cette fierté peut paraître de mauvais aloi. « Le brouillard, partout le brouillard », c'est sur ces mots que s'ouvre l'un des plus grands romans de Dickens.

C'était encore vrai à Londres quand je suis allée y travailler pour la première fois.

Mais la loi de 1956 sur la pureté de l'air – promulguée par un gouvernement conservateur – s'employa à débarrasser du brouillard de pollution l'air que nous respirons. La Tamise est désormais l'estuaire métropolitain le plus propre au monde, et 4 milliards de livres sont actuellement investis pour dépolluer la rivière Mersey. J'aimerais bien m'assurer que les cours d'eau des zones industrielles du nord et des Midlands – et de l'Europe – sont aussi propres que la Tamise. C'est nous qui avons poussé l'Europe à interdire tout rejet nocif de déchets industriels dans la mer du Nord.

Forts de notre bilan sur ces questions, nous sommes bien placés pour prodiguer des conseils, avec d'autres gouvernements, sur les efforts à

entreprendre en pratique afin de protéger l'environnement hors de nos frontières.

Nous travaillerons en coopération avec ces partenaires dans le dessein de mettre un terme à la destruction des forêts dans le monde. Nous allons cibler davantage nos aides à l'outre-mer afin d'aider les pays pauvres à protéger leurs arbres et en planter de nouveaux.

Nous allons œuvrer de concert avec ceux qui ont à cœur de mieux protéger la couche d'ozone – cette pellicule qui, tout autour de la planète, nous fournit une protection vitale contre la radiation des ultraviolets.

Nous nous emploierons à réduire l'usage de l'énergie fossile, qui est la cause des pluies acides comme de l'effet de serre.

Et en outre, Madame la Présidente, tout cela implique qu'on fasse également un usage prudent, raisonnable et équilibré de la puissance nucléaire.

Ce sont nous, les conservateurs, qui sommes non seulement les amis de la terre – mais aussi ses gardiens et ses curateurs pour les générations à venir. Le cœur de la philosophie des Tories et celui de leurs principes pour la défense de l'environnement sont une seule et même réalité. Aucune génération ne peut s'estimer propriétaire de la planète. Tout ce que nous possédons, c'est un bail à vie – assorti de l'obligation de laisser le bien en l'état. Mon gouvernement est fermement décidé à respecter au plus près les conditions de ce contrat.

Les questions d'ordre public

Madame la Présidente, année après année, mon gouvernement conservateur s'est mobilisé pour lutter contre la criminalité – nous sommes intervenus pour accroître les forces de police et leur pouvoir, légiférer sur les armes à feu et les affaires de fraude, décider de la construction de prisons, mettre en place des compensations pour les victimes, prévoir des sanctions plus sévères. Nous avons pris des mesures pour lutter contre le hooliganisme et ceux qui portent sur eux des armes blanches et des armes à feu. Et nous avons d'autres textes en préparation. J'en donne pour exemple la nouvelle loi sur la justice criminelle. C'est dans ce même sens que nous avons toujours agi.

Mon vœu, c'est que les tribunaux continuent de prendre en compte le penchant marqué de l'opinion publique en faveur de sanctions sévères à l'endroit des auteurs de délits avec violence. Je suis bien certaine qu'ils vont prêter une attention particulière à l'existence de condamnations à des peines plus longues que le droit désormais autorise. Tout individu qui moleste une vieille dame sortant de la poste avec l'argent de sa pension, ou viole une adolescente rentrant chez elle d'une soirée passée avec ses amis, ou bien est coupable de violence exercée contre un enfant, ne doit pas avoir à l'esprit le moindre doute sur la sévérité de la peine qui l'attend pour avoir commis ce genre de forfait.

Les délits avec violence gâchent trop d'existences. Il faut en réduire le nombre, et il faut pour cela faire appel non seulement à l'énergie politique

du gouvernement, mais à l'énergie morale de la population.

Nous ne sommes pas de simples spectateurs dans ce combat entre la police et les criminels.

Nous sommes tous impliqués.

Être le témoin d'un grave délit et n'en rien dire complique la tâche de la police et vous rend en quelque sorte complice de l'auteur de ce délit.

En revanche, protéger son domicile du risque de cambriolage complique la tâche du voleur et simplifie celle de la police.

Il existe une catégorie d'hommes politiques de gauche qui excusent la violence au motif que ce n'est pas son auteur qui est coupable – c'est nous tous.

Voilà un argument bien spécieux qui est une relique des années soixante. En fait, c'est une manière d'excuser, voire même d'encourager, les conduites délictueuses dès lors que le coupable est d'emblée déclaré innocent. De tels propos, qui visent à noyer le poisson, ne parviendront jamais à justifier les actes d'un voleur, d'un voyou ou d'un hooligan.

Les conservateurs se passent très bien des leçons de morale des socialistes sur le rôle que doit jouer le droit.

Nous avons proposé des peines plus sévères pour les malfaiteurs porteurs d'armes à feu : les travaillistes ont voté contre.

Nous avons proposé que les condamnations trop indulgentes soient soumises à une cour d'appel : les travaillistes ont voté contre.

Nous avons condamné les violences qui pouvaient avoir lieu dans les piquets de grève : les travaillistes ont tergiversé.

Et, chaque année qui revient, ils réaffirment leur opposition à la loi sur la lutte contre le terrorisme – loi d'une importance vitale si nous voulons la défaite de l'IRA, et qui a permis de sauver tant de vies. J'ai beaucoup de mal à pardonner cet entêtement.

L'Irlande du Nord

Dans notre pays comme dans d'autres démocraties, les ennemis de la civilisation et de la liberté ont pris les fusils et allumé les bombes pour détruire ceux qu'ils n'arrivent pas à convaincre par les moyens de la persuasion.

La menace que les terroristes font peser sur la liberté est mondiale. Il n'est jamais possible d'y répondre en promettant la paix. Céder au terroriste, c'est ouvrir les vannes du terrorisme. À l'intérieur comme à l'extérieur, notre message ne varie pas.

Nous refusons d'entrer dans des marchandages, de rechercher le compromis, de plier devant les terroristes.

Dans notre Royaume-Uni, la principale menace terroriste est venue de l'IRA. L'esprit déformé par la haine et le fanatisme, ils ont tenté d'arriver à leurs fins au moyen de bombes et d'assassinats, avec l'intention de faire partir plus d'un million de citoyens du Royaume-Uni.

À la vérité, toute la campagne de l'IRA est motivée par le désir d'anéantir la démocratie et de punir tous ceux qui ne sont pas d'accord avec cette organisation.

À tous ceux qui ont tant souffert des exactions de ces terroristes – les policiers, les gardiens de prison et leurs familles d'Irlande du Nord, les soldats, les juges, les fonctionnaires et leurs familles – nous faisons part de notre grande admiration et nous offrons nos remerciements parce qu'ils ont défendu la démocratie et affronté les dangers sans jamais enfreindre

les règles de l'État de droit – à l'inverse du terroriste qui reste tapi dans l'ombre et tire pour tuer.

Nos remerciements vont aussi aux forces de sécurité qui ont eu le cran de se rendre à Gibraltar pour apporter leur témoignage devant la commission d'enquête, et prouver ainsi sans conteste que, en toutes occasions, elles avaient agi dans le respect de la loi et le dessein d'épargner des vies. Les vies d'innombrables personnes qui auraient été tuées si l'IRA avait été en mesure d'atteindre son objectif, celui de tuer.

Comme l'on doit regretter qu'il y en ait encore certains, chez nous, qui ne sont pas disposés à accepter le verdict du jury, tant leurs préjugés à l'égard des forces de sécurité sont considérables. Quel plaisir ce doit être pour les terroristes.

Nous allons accroître la coopération en matière de sécurité entre les gouvernements souverains de Londres et de Dublin. Nous allons œuvrer de manière à impliquer de façon complète et équitable à la fois des protestants et des catholiques dans la vie économique et politique de l'Irlande du Nord. Mais nous ne renoncerons jamais à rechercher les méthodes efficaces qui nous permettront de vaincre l'IRA.

Si les gens de l'IRA croient qu'ils peuvent nous avoir à l'usure ou par la crainte, ils ont commis une redoutable erreur d'appréciation.

On dit parfois qu'il ne faut jamais dire « jamais » en politique ; je ne suis pas d'accord avec cela ; certains sujets sont d'une importance tellement fondamentale qu'on ne peut trouver d'autre mot. Aussi bien, je le redis aujourd'hui : mon gouvernement ne rendra jamais les armes à l'IRA. Jamais.

Les questions de défense Est/Ouest

Madame la Présidente, des changements de grande ampleur se déroulent sur la scène mondiale ; ils ne sont pas moins importants ni décisifs que ceux intervenus après la Seconde Guerre mondiale.

Il existe néanmoins une différence cruciale.

Cette fois-ci, la liberté gagne du terrain dans le monde entier, le communisme bat en retraite, la démocratie et la libre entreprise apportent la preuve qu'elles sont les seules en mesure de répondre aux besoins véritables des populations.

La renaissance de la Grande-Bretagne et notre relation étroite avec les États-Unis sous la ferme présidence de Ronald Reagan nous ont placés à l'avant-garde de ces événements considérables. Une fois de plus, nous nous voyons assigner un rôle que l'histoire et notre instinct exigent de nous.

Le président Reagan a redonné sa force à l'Occident et restauré sa confiance – non sans un brin d'assistance – et il a incité les démocraties à oser s'affirmer et gagner la bataille des idées.

Il est vital que la Grande-Bretagne et l'Amérique restent toujours unies. Cela veut dire que le prochain président des États-Unis pourra compter sur le Royaume-Uni pour lui servir d'allié indéfectible.

La nécessité de se doter de gouvernements résolus en Amérique et en Angleterre ne se fera pas moindre dans la période qui est devant nous.

Il se peut qu'un jour, les transformations fort intéressantes qui s'opèrent en Union soviétique déboucheront sur l'avènement d'une société

plus libre et une conception moins expansionniste.

Formulons-en l'espoir. Mais l'espoir ne peut servir de fondement à une politique de défense.

En dépit de toutes les courageuses réformes entreprises, l'Union soviétique demeure un État avec un parti unique, dans lequel le parti communiste reste la force suprême, et les forces armées soviétiques conservent une importance sans commune mesure avec les seuls besoins de défense du pays.

Il nous faut donc garder notre sens de la perspective et nos moyens de défense en parfait état de fonctionner. Les dangers anciens sont toujours présents et il nous faut aussi faire attention à ceux qui émergent. Dans le même temps où nos relations avec l'Union soviétique s'améliorent, d'autres pays se sont déjà dotés d'armes chimiques et de missiles. Qui plus est, certains aussi cherchent à se procurer des armements nucléaires.

Madame la Présidente, c'est dans la nature des démocraties de vouloir souffler au premier signe d'espoir. Nous devons absolument éviter de faire cela.

La raison en est qu'une période de grands changements est aussi une période de grande incertitude, particulièrement pour les pays d'Europe de l'Est. Aussi, plus que jamais, l'Occident se doit de rester uni et sur ses gardes.

La mission de l'Otan est de prévenir toute forme de guerre, et pas seulement une guerre nucléaire. La stratégie mise en œuvre intègre le fait que les armements conventionnels à eux seuls ne peuvent offrir une dissuasion convenable et efficace en cas de menace nucléaire ou pour résister aux stocks massifs d'armes conventionnelles et chimiques des forces du pacte de Varsovie.

Et pourtant, la semaine dernière à Blackpool, les travaillistes ont fait de la défense du royaume un sujet de farce.

Leur nouvelle arme secrète pour la défense de la nation a été rendue publique. Tout tenait en fait dans les mots.

La direction du parti a présenté une motion composite faisant mention de désarmement unilatéral, de désarmement bilatéral et de désarmement multilatéral – tout cela dans une même formulation. L'idée n'était pas de défendre l'Angleterre contre ses ennemis, mais de défendre le président du parti contre ses ennemis à lui. Et comme toutes les tentatives d'apaisement, celle-ci a fait un flop.

Le congrès travailliste a voté en faveur d'une résolution réaffirmant la position du parti en faveur d'un désarmement unilatéral.

Mais la seule résolution qui compte, c'est la résolution inébranlable de mon gouvernement conservateur.

Les Britanniques savent que c'est notre force qui garantit notre sécurité.

L'Europe

Madame la Présidente, j'ai abordé récemment à Bruges la question de la position de la Grande-Bretagne envers l'Europe. Cela a créé comme une certaine émotion. En effet, à en juger à certaines réactions, on aurait pu croire que j'avais rallumé la guerre de Cent Ans. Et à voir le soutien massif que j'ai reçu, on pouvait penser que je l'avais gagnée sans l'aide de personne.

Pourquoi tout ce remue-ménage ? Parce que j'ai rappelé à tout le monde que l'Europe n'avait pas été créée par le traité de Rome ? Parce que j'ai déclaré qu'une coopération volontaire et active entre États souverains était la meilleure façon d'édifier une communauté européenne solide ?

Parce que j'ai encore déclaré que vouloir supprimer l'idée de nation et concentrer le pouvoir au cœur d'un conglomérat européen auraient des conséquences particulièrement néfastes et mettraient en péril les objectifs que nous cherchons à atteindre ? Bien évidemment, ces propos ont heurté ceux qui veulent nous imposer en douce une Europe fédérale. Ils n'apprécient guère que ces questions soient évoquées ouvertement. À voir leur embarras, cela devenait évident. Dans un premier temps, ils ont fait valoir que l'identité nationale n'était en rien menacée par Bruxelles. Dans un second, que l'idée en elle-même de nation était de toute façon désuète et démodée. À mon avis, on ne peut pas dire tout et son contraire !

Mais je ne suis pas, loin de là, opposée au fait qu'on en débattenne, parce que cela a permis de mettre sur la table une question également

fondamentale. Celle du choix à opérer entre deux formes d'Europe – une Europe fondée sur une conception la plus large possible de la liberté d'entreprise ou bien – une Europe gérée selon les méthodes socialistes avec des contrôles et réglementations centralisés.

Les intentions des fondateurs de la Communauté sont parfaitement claires. Le traité de Rome est une charte de liberté économique qui, à leurs yeux, offrait la condition idéale pour assurer la liberté de l'individu et la liberté politique.

De nos jours, ce concept fondateur subit les assauts de ceux qui voient en l'unité européenne le moyen idéal de diffuser le dogme du socialisme.

Nous n'avons pas œuvré toutes ces années pour libérer la Grande-Bretagne des chaînes du socialisme et voir cette idéologie s'immiscer par l'arrière sous le couvert de la centralisation incarnée dans les contrôles et la bureaucratie de Bruxelles.

Ce n'est pas pour cela que nous avons rejoint la Communauté européenne. L'idéal européen, c'est nous qui en sommes les véritables vecteurs. Cet idéal va inspirer notre campagne pour les élections européennes. C'est la raison pour laquelle il nous faut remporter le plus grand nombre possible de sièges au Parlement européen pour servir la cause des conservateurs.

Nous allons mettre en exergue les points suivants :

- la Grande-Bretagne a été en pointe lorsqu'il s'est agi de résoudre des problèmes pratiques en Europe et de permettre aux populations d'en retirer des avantages réels
- la réforme de la politique agricole commune, l'achèvement du marché unique, la lutte contre le terrorisme et la drogue
- le fait que la Grande-Bretagne continue de s'acquitter de la deuxième plus grosse contribution financière à l'Europe
- l'autre fait qu'elle entretient davantage de forces armées au-delà de ses frontières – environ 70 000 hommes – qu'aucun autre pays européen, et cela pour la défense de la liberté.

Avec ce type de références, personne n'est autorisé à mettre en doute l'engagement plein et entier de notre nation vis-à-vis de l'Europe.

Conclusion

Madame la Présidente, chaque année la presse nous dit d'avance que les congrès conservateurs sont des événements d'une grande banalité qui voient tout le monde partager le même avis. Et que chaque année nous organisons un débat sur la question de l'ordre public.

La presse, cela dit, a raison sur un point. Tous peuvent voir, à l'occasion des joutes oratoires suscitées par les débats, que notre parti est uni quand il s'agit des grands principes fondamentaux en politique.

Notre credo, c'est que les individus jouissent d'un droit à la liberté dont aucun État ne peut les priver. Que le gouvernement est au service des citoyens, et non l'inverse. Que le rôle du gouvernement est de renforcer et non de nier notre liberté. Que le rôle économique du gouvernement est de créer un climat où l'entreprise est florissante, et non de la tuer à petit feu.

Qu'un gouvernement responsable multiplie les initiatives, mais que c'est aux individus de les faire fructifier.

Que les citoyens qui bénéficient de la protection de la loi ont en même temps le devoir d'aider au maintien de cette loi.

Que la liberté engendre des responsabilités, tout d'abord envers la famille, puis envers les voisins, puis encore envers la nation – et au-delà.

Qu'une Grande-Bretagne forte est la meilleure garante de la paix.

Outre ces thèmes de première importance, nous avons toujours fait confiance en ce qui est petit et précieux, reconnu la valeur de ce qui est local et familial, apprécié les réseaux de groupes et associations de

bénévoles, chacun avec ses finalités propres, et tous partageant l'objectif commun de faire du pays un endroit meilleur et plus civilisé. Telles sont les convictions qui nous animent. D'autres partis peuvent fort bien, de leur côté, renoncer à leurs principes et jusqu'à leur nom, ou chercher à masquer leurs idéologies, à la seule fin d'accéder au pouvoir. Nous, nous restons fidèles aux principes dont nous connaissons le bien-fondé.

Ce bien-fondé n'est pas dû au fait que ces principes sont au service de nos intérêts. Ni même simplement au fait qu'ils ont une utilité pratique. Mais au fait qu'à travers eux s'exprime ce qu'il y a de plus noble dans la nature humaine.

Rien d'autre n'aurait su nous guider durant les premiers jours difficiles que mon gouvernement a traversés. Rien d'autre n'aurait su assurer la loyauté de nos sympathisants ni la confiance de nos compatriotes lorsque nous avons connu des périodes délicates.

Mais nous avons eu – et nous avons toujours – la forte assurance que nos convictions ne sont point de nobles abstractions inspirées par des idéaux philosophiques. Elles sont frappées au coin du bon sens, celui que manifeste le peuple britannique.

Nos convictions, ce sont des idées avec lesquelles les hommes et les femmes ordinaires se trouvent d'instinct en accord.

Le Parti conservateur occupe dans la politique britannique le terrain, médian, d'entente. En fait, c'est nous qui en avons dessiné les contours. Et c'est sur ce terrain même que la majorité des Britanniques ont planté leurs tentes. Et c'est ainsi que nous est échue la responsabilité de tracer la voie de la Grande-Bretagne dans les années 1990. Et, qui sait, pourquoi pas au-delà.

Nous allons être confrontés à de nouveaux défis, de nouveaux problèmes, de nouvelles épreuves. Car en politique non plus, il n'existe pas de victoires définitives. Mais, Madame la Présidente, nous allons faire front à ces difficultés, armés de notre foi en notre nation. De la confiance que nous avons dans les talents et la sagesse de nos compatriotes. Dans

leur tolérance et leur sens de l'équité. Dans leur sens de la bienséance et leur amabilité. Dans leur assurance et leur vaillance.

*. 14 October 1988 – Brighton – <http://www.margaretthatcher.org/document/107352>

BLACKPOOL, 13 OCTOBRE 1989^{*}

CONTEXTE

- L'économie britannique entre en phase de crise de haut de cycle : l'inflation augmente à un niveau de 7,8 % à la fin de l'année et la bulle immobilière commence à éclater (les prix de l'immobilier à Londres et dans le sud-est de l'Angleterre sont en baisse de 10 % par rapport à l'année précédente).
- La situation internationale a déjà largement évolué avec la chute des régimes communistes dans plusieurs pays (Pologne, Hongrie, etc.).
- L'IRA continue de mener des attaques terroristes : le 20 février, deux de ses membres attaquent une caserne militaire et blessent 50 parachutistes britanniques.

IDÉES FORTES DU DISCOURS

- Margaret Thatcher se félicite du « triomphe de la liberté » sur la scène internationale, qui va à l'encontre de la politique prônée par le Labour. Pour elle, la faillite du socialisme n'est pas uniquement d'ordre économique mais révèle l'échec du dogme consistant à faire de l'État l'autorité ultime de l'ensemble de la vie de la société – « Nous ne

le savions pas à l'époque, le flambeau que nous avons allumé en Grande-Bretagne, et qui a transformé notre nation – le flambeau de la liberté qui est devenu le symbole de notre parti – s'est mué en phare qui a projeté sa lumière au-delà du rideau de fer jusque dans les pays de l'Est. »

- Sur le plan économique :
 - Elle insiste à nouveau sur les succès de la décennie, en matière de productivité, d'emploi, d'investissement et de réduction de la dette nationale.
 - Elle affirme qu'il est nécessaire de faire baisser l'inflation, qui est récemment repartie à la hausse, en faisant monter les taux d'intérêt.
- En matière de santé et d'éducation, Margaret Thatcher affirme que la population doit avoir le choix entre le secteur public et le secteur privé.
- Margaret Thatcher mentionne ensuite les enjeux du changement climatique et de la lutte contre le trafic de drogue et le terrorisme.
- Elle rappelle enfin que la situation internationale connaît de grands changements mais demeure très incertaine. Elle se prononce en conséquence en faveur du maintien de la politique de défense conduite par le Royaume-Uni.

RÉPERCUSSIONS POLITIQUES

- Margaret Thatcher sera fragilisée par la démission de son chancelier de l'Échiquier Nigel Lawson le 27 octobre 1989. Ce dernier n'a pas accepté que Margaret Thatcher tente d'entraver sa politique de suivi du Deutschmark.

BLACKPOOL, 13 OCTOBRE 1989

M. le Président, chers amis, je ne peux imaginer de président qui occupe cette place mieux que vous pour cette dernière séance de notre congrès, vous qui êtes le plus noble équipier sur le terrain de la politique britannique, le bras ferme sur le green, puissant dans la mêlée.

Le rôle que vous avez assumé dans le gouvernement a été inappréciable : vous vous êtes montré toujours avisé, vous nous avez souvent amusés, et vous avez joué, mais que de temps en temps, au... rusé.

Je sais que je parle au nom de tous lorsque je déclare que ce congrès vous adresse à vous-même, et à Celia, les remerciements les plus chaleureux : c'est merveilleux de nous trouver en votre double compagnie.

Et j'aimerais aussi remercier le président de notre parti, Kenneth Baker, pour avoir garanti à notre congrès un démarrage en fanfare grâce à son si magnifique discours. Les prises de paroles de tous les ministres ont été superbes. Nous formons l'équipe idéale pour l'avenir de la Grande-Bretagne.

M. le Président, notre congrès, à l'inverse du spectacle de Guignol auquel nous avons eu droit la semaine dernière à Brighton, a abordé sans détours les véritables problèmes du moment.

C'est ce dont on pouvait s'attendre de la part d'un parti et d'un gouvernement portés par d'authentiques convictions.

Les idéaux jetables, ce n'est pas pour nous.

Les convictions qu'on peut mettre à la poubelle, ce n'est pas pour nous non plus.

Pas plus que les agences de location de principes.

Nous autres conservateurs, nous connaissons nos convictions, nous disons ce que nous croyons, et nous restons fidèles aux objets de notre foi.

Le triomphe de la liberté

M. le Président, quelle année fantastique nous avons vécue au service de la liberté.

1989 restera dans les mémoires pour des décennies à venir comme l'année où la moitié de notre continent aura commencé à se débarrasser de ses chaînes.

Les messages inscrits sur nos banderoles en 1979 – liberté, initiative, famille, entreprise, propriété – le sont désormais sur les étendards de Leipzig, Varsovie, Budapest et jusqu'à Moscou.

Durant des décennies, les Allemands de l'Est avaient risqué leur vie à essayer de se frayer un chemin, à travers les fils de fer barbelés, qui les conduirait à la liberté.

Les voilà qui arrivent, non pas quelques dizaines de braves, mais des milliers d'enthousiastes.

La Hongrie, qui jour après jour, emprunte la voie de la liberté et de la dignité, s'affaire à démonter l'édifice du communisme et à ouvrir ses frontières à l'Ouest.

En Pologne, les représentants librement élus d'un peuple courageux viennent sans crainte occuper les sièges du gouvernement.

Et gardons bien en mémoire la manière dont la Pologne a contribué à nos plus belles heures de gloire.

Ce qui est advenu en Russie en 1917 n'était pas une révolution. C'était un coup d'État.

La vraie révolution, c'est ce qui se passe à l'heure actuelle en Russie et en Europe de l'Est.

En 1979, nous avons conscience que nous lançons le coup d'envoi d'une révolution anglaise ; en fait, nous agissions en pionniers d'une révolution mondiale.

Il est par conséquent ironique, au moment où les notions d'entreprise et de liberté renaissent en s'élevant au-dessus des cendres grises de la centralisation étatique, de voir le Parti travailliste s'essouffler à essayer de rallumer un feu à partir de ces braises consumées.

Imaginez un instant un candidat travailliste faisant du porte-à-porte en Allemagne, s'adressant sur le seuil à ces familles d'Allemands de l'Est qui viennent de s'installer du côté du mur où elles ont trouvé la liberté. « Vous voulez garder par-devers vous, sur ce que vous gagnez, davantage d'argent ?

Je trouve cela, excusez-moi, très égoïste de votre part.

Ce surplus, de toute manière, nous allons le taxer.

Vous voulez acheter des actions de votre entreprise ?

Cela ne va pas être possible.

C'est à l'État d'être propriétaire de cette entreprise.

Vous voulez avoir le libre choix de l'école que fréquentent vos enfants ?

Vous allez aggraver la fracture sociale.

Avec nous, vous enverrez vos enfants dans l'école que nous vous prescrirons. »

M. le Président, le problème avec les travaillistes, c'est qu'ils ne se sentent pas à l'aise avec le concept de liberté. Les socialistes, cela ne leur plaît pas que les gens puissent exercer leur libre choix, car ils risqueraient de ne pas faire le choix du socialisme.

C'est la raison pour laquelle les travaillistes veulent que l'État assume une part de plus en plus grande dans les décisions à prendre.

« Mais tout cela a changé », nous dit-on.

Si vous croyez ce qu'on vous raconte, Brighton la semaine dernière fut le théâtre d'une conversion de masse inédite.

C'est impossible, depuis le jour où ce général chinois a entrepris de baptiser tous les hommes de troupe de son armée avec un tuyau d'arrosage.

Vous ne trouvez pas cela renversant ?

Le parti qui s'est battu pour que les locataires des logements sociaux ne puissent en devenir propriétaires nous raconte aujourd'hui qu'il est le parti de l'accès à la propriété.

Le parti qui s'est prononcé en faveur d'un désarmement unilatéral assure désormais qu'il est le partisan d'une défense nationale forte.

Le parti qui nous a conduits devant le FMI, à l'instar de je ne sais quel pays du Tiers Monde, prend aujourd'hui la pose et se donne comme un modèle de rectitude financière.

Et tout cela est arrivé, comme ce bon vieux Tommy Cooper se plaisait à le dire : « Comme si de rien n'était. »

Et vous y croyez ?

Eh bien, non ; pour tout vous dire, non.

Vous voyez bien qu'on ne peut s'empêcher de se demander : « S'il est aussi facile au leader des travaillistes de jeter au panier les dogmes auxquels il croit vraiment, est-ce qu'il ne lui sera pas encore plus facile demain de mettre à la poubelle les principes auxquels il ne croit pas du tout ? »

La vérité, je vous la dis : rien n'a véritablement changé.

Les travaillistes, c'est simple, veulent le pouvoir à tout prix et ils sont prêts à raconter n'importe quoi pour arriver à leurs fins. La vérité sur le traitement qu'ils veulent infliger à la Grande-Bretagne ? Ce n'est rien d'autre que le mal dont la moitié du globe essaie de se guérir.

Quant aux leaders des anciens partis de l'Alliance, je n'en dirai que ceci :

Ils n'ont jamais réussi à retenir ce que toute maîtresse de maison sait parfaitement : on ne peut pas faire lever un soufflé deux fois.

Le cœur du problème

M. le Président, ce n'est pas un hasard si le socialisme s'est effondré.

Pas un hasard non plus si les démocraties et les économies fondées sur la libre entreprise à l'Ouest ont été florissantes.

Ces résultats sont les conséquences inévitables de deux démarches tout à fait différentes.

Ce n'est pas une question d'un peu moins de planification ici ou d'un peu moins de régulations là, ni d'une pincée de capitaux privés de plus dans tel secteur ou d'un supplément de compétition dans tel autre.

Le socialisme et l'économie sont étrangers l'un à l'autre.

Le dogme principal veut qu'on élève l'État au niveau de l'autorité suprême qui va contrôler toute votre existence.

Il est fondé sur la coercition.

Il nie la dignité des gens.

C'est une croyance païenne qui a connu un échec total.

Les ruines du socialisme qui sont restées debout en Europe aujourd'hui se dénomment pénuries, bureaucratie corrompue, troubles sociaux en hausse, et appel au secours de tous ces réfugiés criant « laissez-nous sortir ».

Notre dogme à nous n'a jamais exigé qu'on contrôle toute l'existence des individus.

Au cœur de nos convictions, se loge le principe de la liberté, dans le cadre d'un État de droit. Une liberté qui laisse à l'être humain l'espace de

respirer, prendre ses responsabilités et ses propres décisions, et se tracer sa voie à sa guise.

Privez l'être humain de sa liberté, et vous lui coupez les jambes, vous mettez à mal sa conscience et vous lui sapez le moral.

Tel est bien là le cœur du problème.

À entendre certains, nous devrions avoir honte de mettre les talents des hommes au service du bien commun. La richesse n'est pour eux qu'une forme d'égoïsme, et un meilleur niveau de vie, de la cupidité. Mais ce n'est qu'en créant de la richesse qu'on peut soulager la pauvreté. Ce qui compte, c'est l'usage que vous faites de votre richesse.

Au cours de ces dix années de pouvoir conservateur, le volume des dons bénévoles a doublé. Des personnes privées comme des entreprises offrent des sommes inouïes pour aider à rénover des quartiers déshérités ou participer à de grandes œuvres de charité.

D'autres font le don de leur temps et de leurs efforts.

Bien sûr, il restera toujours des gens égoïstes. Il en est même qui sont carrément malfaisants. La méchanceté humaine n'a pas disparu – mais vous vous apercevrez que ce n'est pas dans notre parti que la délinquance et le hooliganisme sont tolérés.

Dans la majorité des cas, la liberté autorise et incite les hommes et les femmes à se montrer fraternels et généreux.

Pour un pharisien que produit notre système, on trouve en général pas moins de trois bons samaritains.

L'économie

Voici dix ans, nous nous sommes embarqués tous ensemble pour une grande aventure.

Dans le dessein de fabriquer un nouveau lexique de la prospérité.

Et de remplacer « je n'y arrive pas » par « je vais tenter le coup ».

Et nous y sommes parvenus.

Malgré tout, il reste de gros problèmes à résoudre – et j'y viendrai dans un instant.

Mais pour le moment mesurons-en l'ampleur à comparer avec les réalisations massives que nous avons effectuées au cours de notre mandat :

- l'industrie : modernisée à un rythme inégalé depuis les années de guerre ;

- la productivité dans le secteur manufacturier : des gains dépassant de beaucoup tous ceux qu'on peut trouver en Europe et Amérique du Nord ;

- les bénéfices : les meilleurs depuis vingt ans reconvertis en investissements à des niveaux records ;

- les emplois : davantage de gens pourvus d'un emploi que jamais auparavant en Grande-Bretagne ;

- le niveau de vie : monté à une hauteur jamais enregistrée ;

- la réduction de la dette nationale : on évite de la laisser s'accumuler pour ne pas s'en décharger sur le dos de nos enfants ;

- les privatisations : cinq secteurs industriels qui conjointement perdaient plus de 2 millions de livres par semaine dans le secteur public,

réalisent désormais des profits dépassant les 100 millions de livres par semaine dans le privé.

Cela donne la mesure de nos réalisations.

Mais si vous voulez vraiment voir comment se porte notre économie, jetez un coup d'œil aux journaux. Non, je n'ai pas dit : lisez-les. Juste pour voir, comptez donc ceux qui n'existaient pas avant 1979 – et pesez ceux qui paraissent. Et si vous n'êtes toujours pas convaincus, parlez aux Américains et aux Japonais. Ils investissent davantage en Grande-Bretagne que dans tout autre pays d'Europe. En outre, pour la première fois depuis des années, on compte autant de firmes britanniques que d'allemandes parmi les cent plus performantes en Europe. Et ce n'est pas tout : parmi celles-ci encore, six des sept réalisant les plus gros profits sont britanniques à part entière ou en partie.

Et maintenant, avec ces insignes de la victoire bien visibles au revers de la veste, qui a le toupet de nous donner des conseils en matière d'inflation ? Les travaillistes – qui détiennent le record de l'inflation à son plus haut niveau sur cinquante ans : 27 %. M. le Président, toute inflation est douloureuse. Et la façon de la faire baisser tout autant. Malgré cela, en 1982, nous l'avons ramenée à 5 %, puis à 3 % en 1986. Aujourd'hui, son taux est de 7,6 %. Aux yeux d'un gouvernement conservateur, il est beaucoup trop élevé. Nous devons le faire redescendre. Et nous y arriverons. Mais je sais quelle inquiétude l'inflation peut générer, spécialement chez les retraités. Nous avons toujours promis que, quel que soit son taux d'augmentation, les pensions de retraite seraient pleinement protégées de ces effets. Le chiffre de l'inflation de ce mois-ci, publié ce matin, sera repris tel quel pour calculer le relèvement des retraites en avril. Cela veut dire qu'en avril prochain, la pension pour une personne seule augmentera de 3,30 livres et la pension pour un couple de 5,30 livres. Le gouvernement tient ses promesses.

Je sais également que les taux d'intérêt élevés sont une grande source d'inquiétude pour les familles qui ont contracté des emprunts et ceux qui travaillent dans l'agriculture ou font tourner une petite entreprise.

Mais lorsque le choix est entre des taux d'intérêt élevés tout de suite ou bien une inflation durablement à un plus haut niveau plus tard, avec tous les ennuis afférents, le choix est clair.

Ce qui fera baisser l'inflation, c'est le recours à des taux d'intérêt élevés, comme par le passé. Et baisser, elle le doit, car le reste du monde ne reste pas gentiment assis. L'Amérique, le Japon, l'Allemagne de l'Ouest – ils sont tous occupés à investir, moderniser, réduire les coûts. Pour demeurer compétitifs, nous devons faire la même chose. Comme Nigel Lawson nous en a bien prévenus hier, il est interdit au monde de l'industrie d'espérer trouver refuge dans une monnaie en dépréciation constante.

Ce n'est qu'en améliorant notre performance générale que nous gagnerons et garderons notre part des marchés mondiaux.

La Grande-Bretagne jouit d'une économie forte.

Quand l'inflation sera terrassée – et nous y arriverons – notre nation aura acquis une force nouvelle.

L'idéal conservateur et l'idée de choix

M. le Président, nous les conservateurs, nous avons permis l'accès à la propriété, à des portefeuilles d'action et des pensions de retraite à des populations plus nombreuses que jamais.

Nous avons donné naissance à cette démocratie de propriétaires sans laquelle il ne saurait exister de démocratie politique.

Nous avons mis en place les fondements économiques qui sont les garants d'un avenir correct et prospère. Rien de tout cela n'aurait pu se faire sans l'œuvre des deux plus grands ministres des Finances depuis la guerre – Geoffrey Howe et Nigel Lawson.

Leurs performances nous ont permis de diriger des ressources plus grandes vers les secteurs où elles manquaient – les écoles, les hôpitaux, les retraites, et les personnes handicapées.

Mais l'argent n'est pas la solution à tout.

Il nous faut nous assurer aussi que les services publics répondent bien aux besoins du public et ne sont pas là simplement pour le confort de ceux qui y travaillent.

Ce serait une erreur fondamentale de ne laisser une place au choix que dans le secteur privé, et de l'interdire dans le secteur public – de s'en remettre au : c'est ça ou rien.

Si les malades ne pouvaient choisir l'établissement hospitalier où ils veulent être soignés, ils se retrouveraient sur des listes d'attente – des listes d'attente interminables.

Si les parents ne pouvaient choisir l'école que vont fréquenter leurs enfants, ils seraient tenus de les envoyer dans l'établissement scolaire que leur assignerait l'autorité locale.

Si les locataires n'avaient pas leur mot à dire sur la manière dont leur lotissement est géré, ils se retrouveraient sous la coupe de leurs bailleurs municipaux.

N'existe-t-il rien de plus démocratique que de permettre à nos concitoyens de faire entendre leur voix dans ce genre de contexte ?

Que peut-on trouver de plus arrogant que leur dénier ce droit ?

C'est bien pourquoi le concept de choix est si important, qu'il s'applique aux gagne-petit comme aux personnes aisées.

La santé

M. le Président, chaque année qui s'est écoulée depuis que je suis Premier Ministre nous a vu verser davantage d'argent dans les caisses du Service national de santé, chaque année, un nombre toujours accru de docteurs et d'infirmières a été recruté, chaque année, davantage de malades ont été soignés.

Ce sont là des mesures prises par un gouvernement qui a bien l'intention de faire du Service national de santé l'un des meilleurs du monde.

Les progrès réalisés au cours des dix dernières années sont – à tous égards – remarquables.

En même temps, il est légitime qu'on s'inquiète de la longueur des listes d'attente avant une opération et également des délais imposés aux patients en consultation externe avant d'obtenir un rendez-vous.

Ces délais avant de voir un docteur peuvent être de quelques semaines dans un endroit et de plusieurs années dans un autre.

Certains disent que la seule façon d'améliorer la situation au NHS est d'en augmenter les crédits.

C'est ce que nous avons fait.

Nous avons investi cette année 2 milliards de livres de plus que l'an dernier.

Mais le fait est que l'argent seul n'est pas une solution.

C'est bien pourquoi nous sommes à la recherche d'autres méthodes pour améliorer le service rendu aux patients.

Nous voulons que les hôpitaux et les docteurs qui assument la plus lourde tâche reçoivent leur juste récompense.

Nous voulons que les patients aient la capacité de choisir l'établissement qui leur offrira les soins hospitaliers qui soient les meilleurs et les moins susceptibles d'attente.

Au vu de certaines des fausses impressions qui ont pu naître ici et là, je tiens à mettre l'accent sur une idée simple :

– Le NHS ne sera pas privatisé. Il n'a jamais été question de privatiser le NHS. Quels que soient l'urgence, l'accident ou la maladie ; quels que soient la durée ou le degré de complication du traitement, le NHS existe, le NHS sera toujours bien là, pour dispenser les soins de la meilleure qualité. Toujours là, pour soigner, guérir et subvenir aux besoins des patients.

L'éducation

M. le Président, nous voulons tous que nos enfants bénéficient de chances de réussir plus nombreuses que celles que nous avons connues.

Nous connaissons leurs points forts et leurs talents individuels.

Le vœu que nous formulons, c'est que chacun ait la capacité d'explorer les limites de ses talents propres et de trouver la place qui est la sienne dans le monde.

Et notre fervente conviction, c'est que ce sont les parents qui sont les meilleurs juges quand il s'agit de décider ce qui convient à leur enfant.

Mais les socialistes, de leur côté, ont l'obsession de l'égalité des résultats aux dépens de l'égalité des chances.

À maintes et maintes reprises, nous avons érigé des échelles pour demander aux enfants d'y grimper ; aussi souvent, le personnel politique socialiste a grimpé ces mêmes échelles et, arrivé en haut, a tenté de les repousser d'un coup de pied.

C'est ce qu'ils ont fait avec les lycées publics sélectifs, les Grammar schools.

C'est ce qu'ils ont fait avec les lycées sélectifs à statut mixte, les Direct grant schools.

C'est ce qu'ils ont l'intention de faire avec le programme d'aide à l'accès au secteur privé, Assisted Places scheme, et avec les lycées d'État Grant-Maintained schools.

M. le Président, ils n'ont pas changé.

Laissez-moi vous raconter ma surprise lorsque j'ai inauguré un nouvel établissement scolaire à Nottingham il y a quinze jours.

C'était un établissement technologique, un City technology college (CTC).

Le conseil local, dirigé par les travaillistes, avait prévenu une élève de onze ans qu'elle serait renvoyée de l'école municipale de musique si jamais elle s'inscrivait au CTC où sa candidature avait été retenue.

Priver une petite de onze ans de ses cours de musique parce qu'elle fréquente un établissement qui ne se trouve pas sous le contrôle du conseil local – c'est sans doute cela que les socialistes entendent par leur fameuse « compassion ».

En dépit de la féroce opposition des travaillistes, nous avons élargi l'éventail de choix des écoles au profit des parents et des enfants et fait passer un train de réformes éducatives d'importance. Nous avons introduit des programmes nationaux incluant dix matières qui sont un droit pour les enfants et qu'ils ont besoin de connaître : avec comme matières fondamentales les mathématiques, l'anglais et les sciences.

Qui peut oser dire aujourd'hui que nous n'étions pas dans le droit chemin ?

On sait bien que nous avons raison :

- raison de mettre l'accent sur un meilleur niveau général des connaissances ;
- raison de mettre sur pied des programmes qui permettent aux élèves d'acquérir les compétences du monde du travail et les connaissances qui leur serviront toute leur vie ;
- raison de transmettre le meilleur de notre héritage et de notre savoir à la nouvelle génération ;
- raison de créer de nouvelles voies et filières dans le tissu tout entier du système éducatif.

Faire tomber des barrières

Il se trouve encore, malgré tout, trop d'obstacles après la scolarité qui empêchent d'avancer. Par exemple, il existe des idées toutes faites sur l'âge auquel il est possible de démarrer une nouvelle carrière.

Pour ma part, j'avais 53 ans quand j'ai pris mes fonctions de Premier Ministre. C'est un métier où j'étais parfaitement novice. Mais je me suis faite à la tâche. J'ai fait de mon mieux. Et mes patrons, par deux fois, m'ont demandé de rester à mon poste.

Un autre exemple : certains découvrent que certains emplois leur sont refusés parce qu'ils n'ont pas les bons diplômes. Moi, je suis allée à l'université d'Oxford, mais je n'ai jamais voulu que ça constitue pour moi un handicap. Qu'on ne s'y trompe pas : les compétences, les licences, les diplômes, les qualifications – tout cela, c'est indispensable dans le monde industriel moderne.

Mais on ne peut pas couper les ailes à quelqu'un à 18 ans. On doit pouvoir évoluer toute sa vie durant.

Nous avons d'ores et déjà mis en place le premier plan de formation ouvert à tous les jeunes gens – ainsi qu'un nouveau plan de formation pour adultes destiné aux chômeurs de longue durée. À ce propos, c'est le meilleur du genre en Europe. Des visiteurs viennent voir comment nous procédons.

Mais il nous faut également dégager les obstacles et desserrer les freins que le gouvernement lui-même a mis en place.

C'est bien pourquoi je suis fière d'avoir aboli ce mois-ci la réglementation sur les plafonds des revenus pour les retraités.

L'impôt sur le revenu et les charges sociales peuvent aussi représenter un obstacle pour ceux qui exercent leur premier emploi – en particulier ceux qui touchent un faible salaire.

Là encore, je suis fière que mon gouvernement ait réduit l'impôt sur le revenu à tous les niveaux. Et ce mois-ci nous avons diminué les cotisations sociales jusqu'à un maximum de 3 livres par semaine.

En outre, grâce au ministre des Finances, à partir d'avril prochain, les femmes mariées seront imposées à part – afin de leur laisser gérer leurs histoires de fiscalité en toute discrétion et indépendance.

Et puis, M. le Président, en 1992 les professions libérales auront la liberté de circuler sur tout le territoire de l'Europe.

Voilà qui ouvrira de plus larges horizons pour toute notre jeunesse.

Tous ces changements et d'autres encore forment comme des passeports, des passeports qui permettront à leurs titulaires de réparer un faux départ commis tôt dans la vie, des passeports sans date d'expiration, des passeports qui permettent l'accès au monde des conservateurs, avec ses perspectives toujours ouvertes.

L'environnement

M. le Président, lorsque je me suis adressée à la Société royale pour aborder le thème de l'environnement il y a plus d'un an de cela, j'ai évoqué la menace que faisait peser sur la planète le changement climatique.

J'ai exposé l'ampleur du défi que nous devons relever.

Jusqu'à une période récente, nous avons toujours estimé que, quelle que soit l'amplitude des progrès réalisés par l'humanité, notre planète ne s'en trouverait nullement affectée.

Cela n'est probablement plus le cas.

Il faut voir comment nous produisons l'énergie. Comment nous traitons la terre. Comment l'industrie utilise les ressources naturelles et se débarrasse des déchets. Comment la population mondiale s'accroît.

Tous ces éléments pris globalement sont une réalité inédite dans l'expérience de la planète. Ils constituent une menace pour l'atmosphère au-dessus de nos têtes et pour la mer qui nous entoure. C'est à cette échelle qu'existe le danger mondial.

Il nous faut nous attaquer à ces problèmes sur une base scientifique solide si nous voulons trouver des parades efficaces.

Il ne sert à rien de suggérer que nous revenions à une fruste existence villageoise et que nous réduisions la population de moitié par des procédés qui restent mystérieux, comme si cela allait résoudre tous nos problèmes.

En effet, certaines des méthodes primitives d'agriculture en usage dans le Tiers Monde sont à l'origine de processus de désertification et de

déforestation. De même, certaines des technologies rudimentaires utilisées en Europe de l'Est sont responsables de la pollution de l'air et de l'empoisonnement des cours d'eau.

C'est la prospérité qui crée les technologies capables de préserver la santé de notre planète.

C'est avec raison qu'on nous dénomme conservateurs.

Notre credo, c'est de conserver ce qu'il y a de mieux – les valeurs de notre mode de vie, les beautés de notre pays.

La campagne a forgé notre caractère en tant que nation. C'est notre responsabilité particulière que de veiller à ce que les zones urbaines ne viennent pas l'envahir. Avec nous, la Ceinture verte va rester verte. Et afin d'améliorer encore la propreté du territoire, nous allons présenter un projet de loi sur l'environnement qui imposera des contrôles beaucoup plus rigoureux sur les origines de la pollution, des détritiques et autres déchets.

Le mois prochain, je vais me rendre aux Nations unies pour exposer par quel biais le monde, selon nous, devrait s'attaquer au problème du changement climatique.

Nous avons proposé une convention mondiale – une sorte de guide de bonne conduite pour l'environnement destiné à tous les pays de la planète et abordant des problèmes comme celui de l'effet de serre.

La Grande-Bretagne est en pointe sur ces sujets sur le plan international et nous n'allons pas nous arrêter en si bon chemin. Ce n'est pas simplement une question de comportement responsable, même si nous assumons ce rôle. Mais il existe un sentiment au plus profond de nous, un sentiment d'appartenance, l'idée que nous partageons une existence dont le sens nous échappe en partie.

Cependant que Voyager 2, au cours de son remarquable vol d'une durée de douze ans, filait à travers le système solaire jusqu'à Neptune et au-delà, nous avons été bouleversés par les images qu'il a renvoyées de planètes et de lunes arides et sans vie. Une façon solennelle de nous rappeler que notre terre connaît le privilège unique d'abriter la vie. Du

coup, nous sommes plus conscients encore de notre devoir de sauvegarder la planète.

Plus nous maîtrisons notre environnement, et plus il nous faut apprendre à nous mettre à son service.

Telle est la démarche adoptée par les conservateurs.

Le changement et le doute

M. le Président, nous sommes en permanence confrontés à de nouveaux dangers, et engagés dans de nouveaux combats.

Nous sommes en guerre contre la drogue :

- contre ceux qui la produisent ;
- contre ceux qui en font le trafic ;
- contre ceux qui blanchissent l'argent provenant des profits dégagés par le trafic de drogue.

La drogue détruit la vie de jeunes gens, brise les familles, nuit à la santé des bébés avant même leur naissance.

Il en est qui prétendent en Grande-Bretagne qu'il conviendrait de légaliser certaines drogues. C'est comme si l'on voulait avoir raison des cambriolages en légalisant le vol. C'est tout à fait symptomatique de la confusion mentale dont souffrent les soi-disant progressistes. En fait, légaliser certaines drogues reviendrait à exposer un bien plus grand nombre encore de nos jeunes aux dangers de la drogue. Il nous faut continuer de les protéger avec tout l'arsenal de la loi. Les agents de la police et de la douane méritent nos remerciements pour toutes les tâches qu'ils accomplissent.

Nous sommes engagés aussi dans un combat contre les terroristes et ceux qui prennent des otages.

Nos pensées vont vers Terry Waite, Brian Keenan, John McCarthy – et vers leurs familles et leurs amis qui endurent tant de souffrances.

Tout gouvernement qui dispose d'une influence sur ceux qui retiennent des otages devrait de lui-même être disposé à utiliser cette influence pour obtenir leur libération.

Aucun pays ne peut à la fois cautionner le terrorisme et s'attendre à se voir traité comme un membre de la communauté internationale.

Retenir des otages, c'est s'exclure soi-même du monde civilisé.

En Allemagne, ces semaines dernières, on a vu l'IRA abattre la jeune épouse d'un militaire, assise seule dans sa voiture. Et en Grande-Bretagne on a vu les mêmes perpétrer un attentat à la bombe contre de jeunes musiciens qui jouaient dans la formation des Royal Marines.

Il en est qui s'empressent de rejeter la responsabilité sur les mesures de sécurité, comme si elles avaient quoi que ce soit à voir avec ces crimes épouvantables. Attribuons cette responsabilité à ceux à qui elle revient : les assassins ordinaires de l'IRA.

Nous remercions nos militaires, hommes et femmes, pour leur courage et leur dévouement.

La défense

M. le Président, dans ce monde contemporain, soumis à des évolutions rapides, on ne sait jamais d'où un conflit peut surgir.

Ces dix dernières années, nous avons vu :

- l'invasion de l'Afghanistan par l'Union soviétique ;
- la guerre Iran/Irak ;
- l'occupation du Cambodge par le Vietnam ;
- des conflits en Afrique et Amérique centrale ;
- des attaques contre des bateaux dans le Golfe ;
- des crises successives au Liban et au Moyen-Orient.

Et, en ce qui nous concerne, la bataille pour la libération des Malouines.

Les périodes de fortes évolutions sont également des périodes de doute, voire de danger.

La leçon à en tirer, c'est qu'il est impératif de maintenir en toutes occasions une défense forte afin de pouvoir faire face à toute éventualité. Certains parmi nous ne se souviennent que trop bien de ce qu'il est advenu dans les années 1920 et 1930 quand nos espoirs de voir régner la paix dans le monde l'ont emporté sur notre raison qui nous dictait de renforcer nos défenses. Et le monde alors en a payé le prix, qui fut terrible.

Nous savons désormais que la paix est la mieux protégée quand les défenses sont solides, et que c'est la faiblesse qui provoque la guerre. En

conséquence, nous avons conservé un système de défense efficace et préservé la paix en Europe.

Oui, nous sommes disposés à négocier dans le but de réduire les niveaux d'armements des deux côtés. Mais nous ne le ferons qu'à la condition de ne pas mettre notre sécurité en péril. Le président Gorbatchev comprend très bien ce principe. Dès notre toute première rencontre, il m'a toujours dit qu'il ne ferait jamais rien qui risque de mettre la sécurité de l'Union soviétique en danger – et il sait pour sa part que je ne mettrais jamais en péril notre sécurité à nous, pas plus que le gouvernement que je dirige.

Et pourtant c'est précisément ce que feraient les travaillistes : mettre en danger notre sécurité.

La semaine dernière, leur parti a voté à une majorité écrasante en faveur d'une réduction de 25 % du budget de la défense – une somme pratiquement équivalente au budget total de la Marine royale. Bien entendu, les travaillistes promettent de conserver notre dissuasion nucléaire. Mais pour quoi faire ? Ni pour défendre ou dissuader qui que ce soit, à coup sûr. Simplement pour en faire le plus vite possible un objet de négociation qu'ils troqueraient contre des coupes minimales dans le vaste arsenal nucléaire de l'Union soviétique. Nous renoncerions à toutes nos armes nucléaires tandis que l'Union soviétique garderait l'essentiel de son arsenal. Quel compromis !

La prétendue conversion des travaillistes au multilatéralisme n'est qu'une ruse pour gagner la confiance des électeurs et revenir au pouvoir. Ils sont toujours pour le désarmement unilatéral – au terme d'une entente avec l'Union soviétique. Cela ne donne pas les bases d'une politique de défense apte à nous conduire jusque dans les années 1990 ; c'est une phraséologie qui vise à assurer que les travaillistes remporteront les prochaines élections.

Comment s'expliquer les contorsions du leader travailliste ? Trahit-il ses convictions ? Ou est-il en accord avec lui-même ?

M. le Président, les hommes politiques se présentent sous des couleurs très diverses, mais si vous aspirez à prendre la tête de ce pays :

« Avant tout, sois véridique avec toi-même. »

On n'arrive pas jusqu'à Downing Street en prétendant qu'on a emprunté le chemin de Damas alors qu'on n'est jamais sorti de chez soi.

Notre tâche va être de dénoncer la politique de défense des travaillistes et veiller à ce que personne ne se laisse duper.

C'est la responsabilité du gouvernement de sauvegarder notre défense.

Aujourd'hui, comme au cours des dix dernières années, on ne peut faire confiance qu'à un gouvernement conservateur pour apporter cette garantie.

Conclusion

M. le Président, je me suis adressée à vous pour la première fois, en ma qualité de présidente du parti, à cette même tribune, au congrès de notre parti en 1975.

J'en ai gardé un souvenir très précis.

Nous n'étions pas au plus haut de nos fortunes politiques.

La Grande-Bretagne non plus n'était pas au mieux.

La liberté était sur le recul.

Les pays de l'Europe de l'Est paraissaient devoir rester pour toujours écrasés sous la botte communiste.

Mais j'ai déclaré à cette époque que nous arrivions à un tournant de notre histoire.

Peu m'ont cru – mais ce tournant s'est matérialisé en 1979.

Car nous fûmes des pionniers, nous les conservateurs.

Nous ne le savions pas à l'époque, le flambeau que nous avons allumé en Grande-Bretagne, et qui a transformé notre nation – le flambeau de la liberté qui est devenu le symbole de notre parti – s'est mué en phare qui a projeté sa lumière au-delà du rideau de fer jusque dans les pays de l'Est.

Aujourd'hui, ce phare brille d'un éclat plus vif qu'à aucun moment au cours de ce siècle-ci.

Vous en voyez le reflet dans le visage des jeunes gens qui, venus des pays communistes, sont entrés à l'Ouest.

Comme la plupart des jeunes du monde entier, ils ont bien l'intention de vivre leur vie ; de réussir grâce à leurs efforts ; de mener l'existence qu'ils ont choisie dans le cadre du monde libre – un monde libre qu'ils n'ont jamais connu.

Ils nous refont le récit de notre propre histoire.

Nous ne pouvons pas savoir la direction que vont prendre les nations libres dans l'avenir.

Mais ce que nous savons, et nous garderons d'oublier, c'est ceci : seuls ceux pour qui la foi dans la libre entreprise et l'esprit d'initiative est une affaire de conviction, et non de convenance, seront doués de la force nécessaire pour les porter à des sommets.

Seuls ceux qui ont fait la preuve de leur volonté de défendre la liberté de l'Occident peuvent rassurer sur leur capacité à la préserver dans l'époque difficile, mouvementée et imprévisible qui s'ouvre devant nous.

M. le Président, il faut que la décennie et le siècle qui nous attendent soient les témoins du triomphe de la liberté, notre cause commune.

Le monde a besoin de la Grande-Bretagne – et la Grande-Bretagne a besoin de nous – pour que l'histoire emprunte ce chemin.

*. 13 October 1989 – Blackpool – <http://www.margaretthatcher.org/document/107789>

BOURNEMOUTH, 12 OCTOBRE 1990^{*}

CONTEXTE

- La situation internationale continue de connaître de grands bouleversements (chute du mur de Berlin, réunification de l'Allemagne, guerre du Golfe, etc.).
- À l'intérieur du Royaume-Uni, la volonté de Margaret Thatcher d'introduire un impôt par capitation (Poll Tax) est vivement critiquée, notamment par les classes les plus modestes qui le jugent très inégalitaire : des manifestations parfois violentes éclatent, comme le 31 mars 1990, à Londres, qui se soldent par plus de 400 arrestations.
- Dès l'été 1990, le leadership de Margaret Thatcher à l'intérieur de son propre gouvernement est fragilisé, ainsi que sa stature sur la scène internationale (fin de la Guerre froide, remplacement de Ronald Reagan par George Bush, position isolée au Conseil européen de Rome en octobre 1990).
- Un des plus fidèles conseillers de Margaret Thatcher, Ian Gow, est assassiné par l'IRA le 30 juillet 1990.

IDÉES FORTES DU DISCOURS

- Au nom des principes défendus par le Royaume-Uni (« liberté, indépendance, responsabilité, choix – ces valeurs et la démocratie qui se construit sur leur socle forment la contribution particulière de la Grande-Bretagne au monde »), Margaret Thatcher appelle à la fermeté face à Saddam Hussein, qui a envahi le Koweït à partir d'août 1990, et réfute toute idée de négociation – « Nous nous interdisons d'affaiblir nos capacités de défense : il nous faut les adapter à un contexte de menaces nouvelles. »
- Margaret Thatcher rappelle les succès du gouvernement conservateur :
 - Restauration de la liberté individuelle, de la responsabilité personnelle et de l'entrepreneuriat tout en mettant un terme aux excès interventionnistes de l'État et des syndicats : « Nous avons allégé la fiscalité et les contrôles, privatisé les industries nationalisées, élargi l'actionnariat. Et mis les dirigeants syndicaux à la place qui leur revient. »
 - Restitution du pouvoir et de l'autonomie à chacun : « Ce dont nous sommes fiers, nous autres, c'est des chances données à tous – par le biais de l'éducation, de la formation, d'impôts moins lourds, de la propriété immobilière et de l'actionnariat. Pour faire en sorte que les individus puissent faire leur chemin dans la vie grâce à leur ardeur au travail et à leur esprit d'entreprise – et se constituer un capital par le moyen de l'épargne et d'investissements. Ce dont nous sommes fiers, c'est de la liberté de choix dans tous les domaines – la santé, le système scolaire, l'immobilier. »
- Elle revient sur les annonces faites récemment par son gouvernement sur la baisse des taux d'intérêt (l'inflation étant considérée comme maîtrisée) et l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Mécanisme de taux de change européen. Elle affiche toutefois son opposition ferme à la monnaie unique : « mon gouvernement n'a nullement l'intention de se laisser imposer une monnaie unique [...] L'Europe se porte mieux

quand nous respectons nos différentes traditions nationales et parlementaires respectives ».

- Elle met en garde contre les fausses promesses du leader travailliste :
« Ils ne peuvent venir expliquer à la nation pourquoi elle devrait faire confiance à un parti dont la prétention à assumer le pouvoir ne s'appuie que sur le fait qu'il a trahi ses principes, maquillé ses objectifs politiques, et renoncé à son passé. Or lorsqu'un parti adopte ce type de comportement, comment peut-on accorder la moindre confiance aux promesses qu'il nous tient pour l'avenir ? »
- Elle détaille également ce qu'elle considère comme restant à accomplir, dans la lignée de la politique qu'elle a mise en œuvre pendant une décennie :
 - Un contrôle plus fin des dépenses publiques : « Au gouvernement, nous avons tous bien conscience du fait que si nous voulons continuer à produire la richesse qui servira à financer demain de meilleurs services publics, il nous faut aujourd'hui pouvoir compter sur une monnaie solide et exercer un contrôle strict des dépenses publiques. »
 - Une baisse supplémentaire de la pression fiscale.
 - Une amélioration de l'offre éducative et un choix élargi dans la formation tout au long de la vie.
 - L'accès facilité à la propriété.
- Sur les thèmes du maintien de l'ordre et de l'Europe, elle réitère sa ligne :
 - La fermeté face au crime : « Nous autres conservateurs savons, même si bien des sociologues l'ignorent, que la tendance à la criminalité n'est pas une maladie qu'il convient de soigner – c'est une tentation qu'il faut combattre, une menace qu'il faut contrer, et un mal qu'il faut sanctionner. »
 - Le refus d'une Europe fédérale gouvernée depuis Bruxelles :
« L'Europe ne saurait se construire en ignorant ou éliminant ce sens de la nation, en tentant de nous diviser en régions plutôt

qu'en nations. L'avenir, c'est une coopération consentie entre des États souverains et indépendants. [...] Nous ne mesurons pas le degré de la disposition de quelqu'un à être européen à l'aune de son désir de voir la Commission, non élue, acquérir de nouveaux pouvoirs. Il est possible que l'interventionnisme, la centralisation, et le déficit de responsabilité aient un certain attrait pour les socialistes. Ces notions ne trouvent pas leur place dans notre philosophie conservatrice. »

RÉPERCUSSIONS DU DISCOURS

- Alors qu'elle ambitionnait d'approfondir son œuvre de libéralisation de la Grande-Bretagne, les doutes quant aux effets électoraux de la politique menée par Margaret Thatcher (notamment la poll tax) ont créé les conditions de son renversement par son propre parti en novembre 1990 :
 - Lors du premier tour, le 20 novembre 1990, elle obtient 204 votes (contre 152 pour Heseltine et 16 abstentions), ce qui ne lui permet pas d'échapper à un deuxième tour.
 - Après avoir consulté son cabinet, qui lui annonce qu'elle ne peut pas gagner, elle prend la décision de ne pas se présenter.

BOURNEMOUTH, 12 OCTOBRE 1990

Merci, M. le Président, Mesdames et Messieurs,

J'aimerais commencer sur une note personnelle et je crois que vous allez comprendre pourquoi.

Depuis notre congrès de l'an passé, j'ai perdu le meilleur des amis, Ian Gow, et tous ensemble nous avons perdu l'un de nos collègues les plus avisés et les plus courageux.

Avant d'être assassiné par l'IRA, Ian nous a appris de quelle façon il convenait qu'une communauté civilisée réagisse face à un tel outrage.

Voici ses propos, que je cite :

« Le message qui doit être transmis par tous les gens honnêtes – et 99 % des citoyens d'Irlande du Nord comme 99 % des citoyens de Grande-Bretagne sont des gens honnêtes – est celui-ci : nous ne céderons jamais, mais jamais, devant des individus de ce genre. »

En la mémoire d'Ian, engageons-nous à ne jamais fléchir ni trahir ce courage constant qu'il a manifesté dans sa défense de nos concitoyens de l'Ulster, de leurs droits et de leurs libertés.

Ian était un homme valeureux. Et ce sont les hommes et les femmes capables de cette même bravoure qui veilleront à ce que la démocratie triomphe sur les forces obscures.

Les principes de la liberté

M. le Président, cette année le monde semble avoir revécu la phrase qui ouvre le roman *Le Conte de deux cités* : « C'était le meilleur et le pire des temps. »

Le pire des temps dans la mesure où un tyran a mis à terre un petit pays qui se tient aux frontières du Golfe ; le meilleur des temps puisque la tyrannie s'est effondrée et la liberté a triomphé sur toute l'étendue du continent européen.

Et puis le mur de Berlin est tombé.

Nous avons vu aussi Ceauescu se faire renverser par le peuple qu'il avait si brutalement opprimé. Ainsi que les premières élections libres en Europe de l'Est depuis une génération. Et la progression des idées de liberté et d'indépendance du marché jusqu'au cœur du Léviathan soviétique.

Qui aurait pu prévoir tout cela ? Qui oubliera jamais les témoignages de courage que nous avons entendus hier dans cette même salle ? Nos amis d'Europe de l'Est nous ont rappelé qu'aucun usage de la force, qu'aucun mur, qu'aucun fil de fer barbelé ne peuvent indéfiniment paralyser l'aspiration du cœur humain à la liberté et à l'indépendance.

Leur courage leur a permis de trouver des alliés. Leur victoire est survenue parce que pendant quarante longues années de guerre froide l'Occident a fermement résisté à la menace militaire qui venait de l'Est. La libre entreprise a terrassé le socialisme.

Le gouvernement a tenu bon et résisté aux appels à l'apaisement entendus chez nous.

On nous a reproché notre intransigeance. Appâtés avec des solutions trop faciles. Et traînés dans la boue pour être restés fermes devant les menaces militaires soviétiques.

Quand vont-ils apprendre quelque chose ? Quand vont-ils apprendre ?

Et voici que de nouveau, dans les sables du Moyen-Orient, une question de principe se pose.

M. le Président, les dictateurs peuvent être ébranlés par les menaces de dissuasion, on peut les anéantir – mais ils restent à jamais insensibles à toute tentative d'apaisement.

Je ne parle pas de choses abstraites. Ce qui a changé le monde et ce qui va sauver le monde sont affaire de principe et de volonté.

Nos principes : liberté, indépendance, responsabilité, choix – ces valeurs et la démocratie qui se construit sur leur socle forment la contribution particulière de la Grande-Bretagne au monde.

Et en tous lieux, les amoureux de la liberté ont les yeux fixés sur l'Angleterre. Lorsqu'ils évoquent les parlements, ils regardent vers Westminster. Lorsqu'ils parlent de justice, ils ont à l'esprit notre droit coutumier. Et lorsqu'ils cherchent à relancer leurs économies, ils s'intéressent aux transformations que nous, Britanniques, avons su accomplir.

Des principes et de la volonté : voilà ce qui a permis de changer la Grande-Bretagne il y a dix ans. Voilà la contribution du Parti conservateur à notre nation. Et notre parti est le seul à pouvoir garantir à nos compatriotes liberté et prospérité pour les années à venir.

La combinaison gagnante

M. le Président, notre congrès aura été celui d'un parti et d'un gouvernement porteurs d'un message clair. Kenneth Baker nous a gratifiés de deux étincelants discours. Et les projets du gouvernement pour les années 1990 ont été exposés par les ministres.

Nous avons entendu John Major, Peter Lilley et Michael Howard présenter le programme politique qui permettra de maintenir en l'état la prospérité de la Grande-Bretagne. Nous avons entendu Douglas Hurd et Tom King dire sans ambages que Saddam Hussein va être contraint de rendre gorge au Koweït. Nous avons entendu Cecil Parkinson donner le détail de projets pour de nouveaux investissements dans le transport, et John Gummer parler de l'engagement pris par notre parti vis-à-vis des agriculteurs et par rapport à nos réalités rurales. Nous avons entendu David Waddington, Ken Clarke, Chris Patten, Tony Newton, et John MacGregor expliquer de quelle manière les réformes qu'ils ont engagées vont faire de la Grande-Bretagne une nation plus sûre, plus propre, plus saine, mieux protégée et mieux éduquée.

Pendant ce temps, dans la plus grande discrétion, Norman Lamont, secrétaire général aux Finances, nous a gratifiés de certains des discours les plus percutants de tous. Ils sont relativement courts. Voire composés de monosyllabes. Des monosyllabes brefs. Mais ils semblent produire sur leur auditoire un effet sans rapport aucun avec leur longueur.

Quelle fabuleuse équipe que la nôtre. Au gouvernement, nous avons tous bien conscience du fait que si nous voulons continuer à produire la richesse qui servira à financer demain de meilleurs services publics, il nous faut aujourd'hui pouvoir compter sur une monnaie solide et exercer un contrôle strict des dépenses publiques.

Comme toujours, certaines des meilleures interventions sont venues de la salle. Et je me réjouis d'avoir vu cette année davantage de femmes prendre la parole.

Il y a quelques années de cela, j'ai entendu un intervenant à ce congrès – un jeune homme – prononcer ces mots :

« Les femmes forment l'épine dorsale du Parti conservateur. Il faut les mettre en avant. »

Cette déclaration trahissait une certaine méconnaissance de l'anatomie, mais en même temps une intuition politique très sûre.

La force de réussir

M. le Président, il y a dix ans, nous avons œuvré à la renaissance de ce pays en empruntant une direction nouvelle de type conservateur. Nous n'avons pas cherché à continuer d'avancer clopin-clopant, fût-ce sans moins traîner la jambe, ni à tirer quoi que ce soit du socialisme, fût-ce en douceur. Nous avons également appris ce que notre invité polonais avait bien plus cruellement vécu d'expérience : le fait qu'on ne peut rien faire du socialisme, sinon s'en défaire à tout prix.

En conséquence, nous avons allégé la fiscalité et les contrôles, privatisé les industries nationalisées, élargi l'actionnariat. Et mis les dirigeants syndicaux à la place qui leur revient – sous le contrôle de leurs propres membres.

Cela n'a pas été facile. Et cela n'a été possible que parce que nous étions portés par notre conviction que le pays était habité par l'esprit d'entreprise et fourmillait de talents – et parce que nous avons la ténacité d'aller jusqu'au bout de notre logique politique – en fait, la force de réussir.

Vous vous souvenez des grèves qui étaient censées paralyser le pays ? La grève des aciéries d'il y a dix ans – soutenue par les travaillistes. Et une multitude d'autres grèves – soutenues par le Parti travailliste. Nous n'avons rien lâché. Si bien que l'an dernier, nous avons connu moins de grèves qu'à aucun moment depuis la guerre.

En outre, nous avons un nombre record de personnes pourvues d'un emploi. Les emplois d'hier ont été remplacés par des emplois nouveaux. Et

meilleurs. Moins salissants. Dans des entreprises modernes.

Les jeunes voient désormais se profiler devant eux un avenir professionnel plus prometteur.

Notre recherche scientifique n'a rien à envier aux autres. Nos universités, établissements polytechniques, instituts de formation permanente – ils font tous un travail superbe.

Si bien que maintenant le monde de l'industrie peut compter sur une nouvelle force sous-jacente. Comme le montre une enquête récente, parmi les entreprises européennes les plus florissantes, la France en compte 8, l'Allemagne 2, et 28 sont britanniques.

La fabrication des produits peut être de meilleure qualité en Grande-Bretagne, et c'est souvent le cas.

Une monnaie solide et une prospérité durable

M. le Président, il y a exactement une semaine, John Major a, presque en catimini, réservé une de ces belles surprises dont il a le secret à une presse qui ne s'y attendait point du tout. Il arrive qu'il nous prenne de court, nous aussi. L'annonce qu'il a faite, c'est que les taux d'intérêt allaient être baissés de 1 % et que la Grande-Bretagne allait participer au mécanisme de taux de change européen.

Bien entendu, ce n'est pas d'hier que nous nous sommes engagés à rejoindre le MCE – mais nous attendions pour cela d'être sûrs que notre politique de rigoureuse discipline financière était bien opérante.

Nous avons les preuves que les mesures que nous avons prises dans le but de réduire les pressions inflationnistes sont efficaces, et que la croissance monétaire, dans les limites qui lui sont propres, est de retour. C'est cette évolution qui nous a permis de réduire les taux d'intérêt. L'inflation, comme on l'a annoncé ce matin, se situe à 10,9 %. Mais elle va bientôt amorcer sa décrue.

Et le fait que nous devions participer au MCE va raffermir notre propre discipline financière qui nous aidera à la combattre. Et puis il va falloir travailler dur pour rester compétitif. L'inflation est à un taux trop élevé. Mais il faut y porter remède et nous le ferons.

M. le Président, notre participation au MCE a été chaleureusement accueillie par nos partenaires de la Communauté européenne.

Mais comme John Major l'a dit avec la plus grande clarté hier, mon gouvernement n'a nullement l'intention de se laisser imposer une monnaie unique. Ce serait mettre les pieds dans une Europe fédérale à la Delors. Une proposition de ce type implique une perte de souveraineté que le Parlement repousserait.

J'espère que nos partenaires européens accepteront les propositions importantes présentées par John Major, à savoir une monnaie commune qui coexisterait avec les monnaies nationales déjà existantes. L'Europe se porte mieux quand nous respectons nos différentes traditions nationales et parlementaires respectives.

Mais en attendant, nous ne devons pas renoncer aux pratiques prudentes des ministres des Finances conservateurs qui se sont succédé. Ils nous ont permis, en puisant sur les surplus budgétaires de ces trois dernières années, de rembourser 26 milliards de livres de la dette nationale. C'est une somme énorme. Cela représente pour chaque ménage du pays une somme largement supérieure à 1 000 livres.

Nous avons gardé un œil prudent sur les finances publiques, mais nous avons également tenu notre engagement de protéger les pensions de retraite contre les effets de l'inflation. Et nous allons continuer à le faire. Cela signifie qu'en avril prochain la pension pour une personne seule augmentera de 5,10 livres pour atteindre 52 livres par semaine, et celle du couple sera revalorisée de 8,15 livres pour atteindre 83,25 livres par semaine. Notre parti est fidèle à ses promesses.

Les poulets travaillistes

La semaine dernière, M. le Président, il m'a semblé surprendre un bruit bizarre qui venait de Blackpool. Au début, j'ai pensé que c'étaient des cris de mouettes. Puis je me suis souvenue que les travaillistes tenaient là-bas leur congrès annuel.

Je me suis dit alors que ce n'étaient pas des mouettes, c'étaient des poulets – des poulets qu'on comptait avant qu'ils ne soient sortis de l'œuf – en quelque sorte comme vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué – et cela me fait penser à l'appel des travaillistes à rejoindre le MCE et réduire les taux d'intérêt.

Cela revient à vouloir compter ses poulets quand ils se sont déjà envolés du poulailler.

Sur ces entrefaites, j'entendis les voix nerveuses de gens qui s'inquiétaient de quelqu'un qu'ils ne cessaient d'appeler « M. le Premier Ministre d'honneur ».

Il me vient à l'esprit, M. le Président, que cet honneur, il risque de l'attendre quelque temps encore.

Je l'aperçois maintenant, il est comme ces gens qui font la queue pour les soldes d'hiver. Il a son équipement complet : lit de camp, bouteille Thermos bouillante, passe-montagne en laine, macaron CND... Il attend, il attend, il attend... Et lorsque les portes s'ouvrent, il se précipite à l'intérieur du magasin – mais c'est pour découvrir, comme à chaque fois, que « cette femme » est encore arrivée avant lui. Je me doute bien qu'entre

« cette » et « femme » il n'est pas impossible qu'il se soit glissé une épithète, mais personne ne veut me dire laquelle.

Je vous dis, moi, cependant, que « cet homme » va se prendre les pieds dans ses promesses dans la ruée aux soldes s'il n'y prend pas garde.

Prenons sa promesse, par exemple, de ne pas réduire les impôts « pendant une très longue période à venir ». C'est l'unique promesse travailliste qu'il vaut mieux prendre au sérieux. En réalité, il a fait preuve d'une trop grande modestie. Il ne diminuera jamais les impôts, jamais. Et pourquoi cela ?

Parce que c'est un socialiste – et les gens comme lui ne supportent pas qu'on allège les taxes. Au pouvoir, ils font grimper la fiscalité et dans l'opposition, ils combattent nos propositions visant à la réduire.

Et les taxes ne cesseraient de monter si les travaillistes dépensaient votre argent dans les proportions promises. Au lieu de cela, les voilà qui disent : « Nous avons changé, la prochaine fois ce sera différent, nous avons remboursé notre dette à la société. » S'il y avait un grain de vérité là-dedans, ce serait bien la première fois que les travaillistes s'acquittent d'une dette.

Nous, les conservateurs, disons que la société se doit d'être protégée de délinquants endurcis de cette espèce – et qu'une peine de onze ans dans l'opposition est encore trop légère.

Et puis les travaillistes annoncent qu'ils vont introduire des clauses de « liberté et d'équité » dans le droit syndical. En d'autres termes, la liberté de contraindre leurs membres à se mettre en grève contre leur gré. La liberté d'organiser des grèves de solidarité dirigées contre des employeurs tiers, d'autres travailleurs et le public en général. Et la liberté de donner des ailes à ces piquets de grève volants pour qu'ils puissent se répandre sur tout le territoire et le paralyser totalement.

Je n'appelle pas cela des libertés. Ce sont des licences qu'on s'accorde pour nuire à autrui ; et elles n'ont rien d'équitable.

Le troisième engagement des travaillistes est de remplacer l'impôt local par capitation par un système très injuste de taxes qui

s'accompagnent des horreurs d'un nouveau calcul des bases d'imposition. Ce que les travaillistes recherchent, c'est en fait le moyen de rendre les autorités locales responsables non pas devant les citoyens, mais devant l'aile gauche du parti.

Pendant des années, les conseils locaux se sont fait prendre en otages par des gauchistes. Les résidents voulaient des zones débarrassées de leurs détritiques, mais ce qu'on leur a offert, c'étaient des zones dénucléarisées. Le nouvel impôt local les rend plus responsables, et moins facilement éligibles. Il n'est pas étonnant que les conseillers travaillistes n'en veuillent pas.

Et puis il y a encore ce projet des travaillistes concernant une forme de gouvernement à plus petite échelle et plus décentralisé – qui inclurait deux ministères d'une conception toute nouvelle, deux nouveaux départements d'État, neuf différents organismes dans chacune des régions, cent commissions d'un type nouveau, Dieu sait combien de conseils et comités pour les superviser, et des kyrielles et des kyrielles d'organismes semi-publics autonomes qui envahiraient avec fracas le quartier des ministères de Whitehall. La bagatelle de 2 012 organismes bureaucratiques supplémentaires en totalité.

C'est en politique la loi la plus ancienne : les gouvernements ont tendance à grossir et les gouvernements socialistes à grossir absolument.

M. le Président, les quatre engagements que je viens de décliner sont impossibles à tenir. Et je pourrais continuer pendant des heures à vous citer des éléments du catalogue travailliste des contradictions logiques. Je n'ai pas parlé de la promesse de réduire les émissions de dioxyde de carbone – en brûlant davantage de charbon. Pas plus que de l'engagement à élever le niveau général des connaissances – en veillant à la disparition progressive des contrôles écrits.

La caractéristique la plus remarquable des travaillistes, cependant, c'est leur insistance à vouloir vous faire gober qu'ils se sont métamorphosés en parti de la modération.

Le congrès travailliste de Blackpool a offert le spectacle de théâtre amateur de la saison, une guignolade où des militants gauchistes et trotskistes faisaient les gros yeux derrière des masques de visages souriants. Glenda Jackson leur avait fourni quelques astuces du métier. L'assistance avait appris son texte. Les répétitions s'étaient déroulées idéalement. Ron Todd offrit une brillante représentation dans le personnage de M. Modération.

Hélas, le même soir, les figurants se sont tout embrouillés et n'ont pas voté comme il fallait – l'objet était d'étriller la défense, de gonfler les dépenses publiques, de jeter au rebut notre système électoral, et d'invalider les députés modérés.

L'assistance a applaudi à tout rompre. Seul Dennis Skinner resta collé à son siège. Le théâtre de l'absurde, à l'évidence, ce n'était pas pour lui.

Voyez-vous, M. le Président, ils peuvent nous donner toutes les assurances du monde. Ils peuvent toujours dire qu'ils n'ont jamais pris connaissance de leurs programmes électoraux ni compris le sens de leurs propres discours.

Mais il est une chose qu'ils ne peuvent faire. Ils ne peuvent venir expliquer à la nation pourquoi elle devrait faire confiance à un parti dont la prétention à assumer le pouvoir ne s'appuie que sur le fait qu'il a trahi ses principes, maquillé ses objectifs politiques, et renoncé à son passé. Or lorsqu'un parti adopte ce type de comportement, comment peut-on accorder la moindre confiance aux promesses qu'il nous tient pour l'avenir ?

La fable du perroquet

Cette question m'amène à évoquer le Parti libéral. J'imagine que durant les quelques jours qui viennent de s'écouler, ils auront eu droit à un certain nombre de plaisanteries malveillantes au sujet de leur nouveau symbole, une sorte d'oiseau, adopté à Blackpool par les libéraux-démocrates. La politique est une affaire sérieuse, et il faut se garder de la traiter avec irrespect. Aussi bien me contenterai-je de ce commentaire à propos du symbole libéral-démocrate et du parti qu'il représente.

Cet oiseau est un ex-perroquet.

Il n'est pas seulement étourdi. Il a cessé d'être, il a rendu l'âme, et est parti rejoindre son Créateur. Ce fut un perroquet, il ne l'est plus. Il a fait tomber le rideau et regagné sa place parmi le chœur des anges. Appelons-le feu le perroquet.

Et maintenant changeons donc de sujet...

La Grande-Bretagne,
terre de tous les possibles

M. le Président, la plupart d'entre nous se souviennent de l'époque où, même s'ils avaient mis de l'argent de côté, les gens ne pouvaient espérer laisser un capital en héritage à leurs enfants.

De nos jours, c'est différent. Le nombre de gens avec des maisons, des actions et une épargne à transmettre a considérablement augmenté. En fait, en valeur réelle, le montant que les retraités sont en mesure de laisser à leurs enfants est en moyenne le double de ce qu'il était il y a seulement dix ans.

Ainsi donc, au fil des années, le capital passe d'une génération familiale à l'autre, apportant dans son sillage son lot de chances de réussir et ouvrant le chemin de la richesse.

La réaction des travaillistes à cette ouverture vers le bien-être est de regarder tout cela avec mépris et n'y voir que du matérialisme – lorsqu'ils ne dénoncent pas l'entreprise comme un simple mythe. Ils sont friands des conflits de classe. Ils s'en repaissent. Nous sommes là aux racines mêmes du socialisme.

Ce dont nous sommes friands, nous autres, c'est des chances données à tous – par le biais de l'éducation, de la formation, d'impôts moins lourds, de la propriété immobilière et de l'actionnariat. Pour faire en sorte que les individus puissent faire leur chemin dans la vie grâce à leur ardeur au

travail et à leur esprit d'entreprise – et se constituent un capital par le moyen de l'épargne et d'investissements.

Ce dont nous sommes friands, c'est de la liberté de choix dans tous les domaines – la santé, le système scolaire, l'immobilier. Pour faire en sorte que les individus aient accès à ce qu'ils désirent eux, et non à ce que les hommes politiques désirent pour eux.

Et plus nous encouragerons cette démarche, plus nous ferons sauter les barrières – ces barrières qui séparent les travailleurs de leurs employeurs, les ouvriers spécialisés de ceux qui ne le sont point, les locataires des propriétaires, ces barrières qui séparent le public et le privé.

Voilà pourquoi nous les faisons sauter.

Et c'est ce modèle-là de Grande-Bretagne en tant que société ouverte et sans classes que je veux voir émerger. Et c'est ce modèle de Grande-Bretagne, terre de tous les possibles, que porte en lui le Parti conservateur.

Une Grande-Bretagne où les citoyens, au début, travaillent à améliorer leur propre existence pour, à la fin, aider les autres à améliorer la leur.

Nous avons déjà beaucoup fait dans ce sens. Mais nous ne sommes pas au bout de notre tâche.

La baisse des impôts

Jusqu'ici, nous avons sérieusement réduit l'impôt sur le revenu ; aboli sept taxes différentes ; et accordé aux femmes mariées leur propre abattement fiscal. Cela va dans le bon sens, mais pas assez loin.

En conséquence, dès que nous pourrons le faire sans risque, nous procéderons à une nouvelle baisse des impôts.

Un actionnariat plus développé

Nous avons multiplié le nombre d'actionnaires par trois et privatisé vingt entreprises industrielles majeures. C'est un bon bilan, mais il est insuffisant.

Nous voulons développer l'actionnariat et voir davantage d'ouvriers posséder des actions. Aussi allons-nous privatiser les principaux ports ; puis nous nous occuperons des chemins de fer britanniques, British Rail – et ce sera le début de tout un processus.

Un accès à la propriété plus étendu

Nous avons permis à trois millions de personnes en plus – la moitié d'entre eux étant des locataires – de devenir des primo-accédants à la propriété. C'est un bon résultat, mais il est insuffisant.

Nous allons donc lancer un projet pilote en Angleterre autorisant les locataires des villes nouvelles à transformer leurs loyers en emprunts – comme nous l'avons fait avec un succès notable en Écosse et au Pays de Galles. Si ce projet connaît le même succès que les précédents, nous le développerons au plan national.

Formation : élargir les options

M. le Président, mon gouvernement a fait de l'éducation sa priorité absolue. En définissant le cadre qui rendra possible un meilleur niveau d'éducation. En mettant sur pied des programmes nationaux d'enseignement. En prévoyant des crédits par élève plus élevés que jamais auparavant. Et en réduisant le nombre d'élèves par classe à un minimum jamais atteint.

Mais, plus que tout, en mettant en œuvre les notions de liberté, choix et concurrence.

Quelque cinquante lycées d'État – à savoir les nouveaux établissements publics à statut autonome – sont les premiers à profiter de leur sortie du giron des autorités locales et des ressources supplémentaires qui vont de pair avec cette liberté. C'est un progrès certain, mais il n'est pas suffisant.

Je veux voir davantage d'établissements accéder au statut d'écoles publiques autonomes.

Et comme John MacGregor l'a annoncé mercredi, nous allons donner à chaque école primaire et secondaire du pays la liberté de se doter d'un statut d'autonomie. De cette manière, les crédits seront versés directement à l'établissement plutôt qu'à l'administration locale.

Mais sur ce point soyons parfaitement clairs : si l'État est tout à fait apte à décider de la structure du système éducatif, ce n'est pas lui qui en forge l'âme.

C'est le rôle des parents que de faire usage de leurs nouveaux pouvoirs pour réclamer le meilleur enseignement qui soit. Aux enseignants et aux directeurs de répondre à leurs vœux. Et c'est la fonction des commissions d'examens et de l'inspectorat que de se montrer rigoureux lors de la validation ou non des résultats.

Manquer d'exigence vis-à-vis de nos enfants, c'est non seulement leur faire subir une injustice, c'est mettre en péril notre avenir national.

On entend : « L'orthographe, ça ne sert à rien. » Et si justement, si vous cherchez un emploi.

On nous dit : « La grammaire, c'est vieux jeu. » Pas si vous voulez vous faire comprendre.

On nous affirme aussi : « Le calcul, c'est démodé. » Je suis bien heureuse que personne ne m'ait dit cela lorsque j'étais en pleine négociation pour rapatrier notre argent d'Europe.

Et puis vous avez les spécialistes des sciences de l'éducation qui vous font cette remarque : « Tout dépend de ce que vous entendez par "niveau". » Eh bien, si eux-mêmes ne le savent pas, que fabriquent-ils dans le secteur de l'éducation ?

Je vais vous donner quelques axes de réflexion : nous sommes prêts à accueillir de nouvelles méthodes d'enseignement, mais seulement dans le cas où, au bout du compte, les enfants savent lire.

Oui, nous acceptons l'idée qu'il faut acquérir davantage de connaissances avant d'entrer dans le monde du travail. Mais pas au prix d'un abaissement du niveau général du savoir chez les plus doués.

Bien sûr, nous voulons voir grimper les taux de réussite aux examens. Mais pas par le biais de ces bouts de papier qui représentent des diplômes sans valeur. Les employeurs vont vite se douter de quelque chose et flairer la supercherie.

Une nouvelle bataille d'Angleterre est en train de se dérouler dans nos établissements scolaires. L'étendard travailliste, tout en lambeaux, flotte encore à la vue de tous. Pitoyable, il frémit dans la brise fétide de l'idéologie soixante-huitarde.

Mais soyons justes. Les travaillistes ne traiteraient pas l'éducation par le mépris. Ils nous ont promis d'y travailler.

C'est bien ce qui me fait peur :

- Ils veulent fermer les nouveaux établissements d'État à statut autonome, fermer les lycées publics avec concours d'entrée, les Grammar schools, fermer les lycées technologiques, les CTC.

- Ils veulent en finir avec la liberté, pour les gens ordinaires, de choisir leur école, et imposer donc l'uniformité dans le secteur public.

- Ils veulent déposséder les parents de leurs pouvoirs pour les transférer aux syndicats et aux gestionnaires.

Les travaillistes se sont enlisés jusqu'au cou dans les sables dont le reste du monde réussit à s'extirper.

Nous autres conservateurs, nous avons levé bien haut nos couleurs. Liberté de choix, haut niveau d'enseignement, enseignants mieux formés – un horizon plus vaste pour tous les enfants de tous les milieux.

Le leader des travaillistes a choisi l'éducation comme terrain de bataille pour son parti. Qu'il en soit ainsi. Nous n'avons pas trop de souci à nous faire quant à l'issue de l'engagement.

La criminalité

M. le Président, je sais l'importance que ce congrès accorde à la question de la lutte contre le crime. La criminalité et la violence ne portent pas préjudice simplement aux victimes, mais à nous tous, en diffusant la peur et en transformant les rues en zones interdites pour les gens honnêtes.

Le gouvernement a augmenté les forces de police ainsi que leurs salaires, et révolutionné la technologie dont ils peuvent disposer. Nous avons accru la sévérité des peines à l'encontre de ceux qui se livrent à des actes de violence. Et quand les tribunaux prononceront des condamnations strictes pour punir des délits accompagnés de violence, ils pourront compter sur le soutien sans réserve du gouvernement.

Faire preuve d'indulgence à l'égard des comportements délictueux, c'est trahir le citoyen respectueux des lois. Et trouver des excuses aux malfaiteurs, c'est encourager la malhonnêteté et la violence. Le crime s'épanouit dans la culture de l'excuse. Nous autres conservateurs savons, même si bien des sociologues l'ignorent, que la tendance à la criminalité n'est pas une maladie qu'il convient de soigner – c'est une tentation qu'il faut combattre, une menace qu'il faut contrer, et un mal qu'il faut sanctionner.

Les problèmes de défense et le Golfe

M. le Président, cette année-ci, nous avons fêté le cinquantième anniversaire de la bataille d'Angleterre. Nous nous sommes souvenus de l'élite héroïque, les « so few » du discours de Churchill, et cependant que les Hurricanes, les Spitfires et un Lancaster isolé survolaient Londres, nous nous sommes remémoré une époque où notre nation se retrouvait seule et sut montrer ce dont elle était capable.

Cet esprit-là est toujours aussi vivant aujourd'hui.

Le monde sait qu'il peut compter sur la Grande-Bretagne pour assurer une défense à toute épreuve. Et c'est bien pourquoi Londres a été choisie pour le sommet de l'Otan en juillet dernier, l'un des plus importants à s'être jamais tenus.

Désormais nous pouvons nous permettre de réduire nos forces en Europe. Mais nous nous interdisons d'affaiblir nos capacités de défense : il nous faut les adapter à un contexte de menaces nouvelles – nous préparer à l'imprévisible. Le danger ne s'assoupit jamais.

Les gouvernements qui se disent que l'horizon est sans nuages courent le risque de se retrouver au cœur de la tempête.

Lorsque les ministres des Affaires étrangères de l'Otan se sont rencontrés en Écosse en juin, j'avais lancé cet avertissement – à savoir que l'Otan devait se tenir prêt à intervenir au-delà de son périmètre convenu – que notre dépendance vis-à-vis du pétrole du Moyen-Orient va

s'accentuer au siècle prochain – et que nous devons conserver notre capacité à défendre nos routes commerciales.

Ces mises en garde se sont révélées plus opportunes que je ne l'imaginais.

Le Golfe

Aujourd'hui dans le Golfe, nous assistons à une tentative visant à éliminer la liberté et une nation tout entière.

Saddam Hussein s'est emparé du Koweït par un acte de guerre, foulant aux pieds son peuple, la notion de propriété et le droit international.

Et à chaque jour qu'il s'y maintient correspond un nouvel acte de guerre.

Ce tyran a pris des Britanniques en otages. Et pas une journée ne s'écoule sans que nous pensions à leur sort et aux moyens de les rapatrier en toute sécurité pour les ramener à leurs familles.

M. le Président, il est impératif que Saddam Hussein se retire du Koweït et que le gouvernement légitime soit remis en place.

Comme Winston Churchill l'avait déclaré dans les années 1930 :

« Si vous cédez devant l'agression, vous vous exposez à subir une humiliation qui ne connaîtra pas de fin. »

En périodes de crise sévère, la Grande-Bretagne et les États-Unis se montrent comme toujours solidaires – et le président Bush mérite notre admiration et notre entier soutien pour le rôle de premier plan qu'il a exercé.

Les sanctions se resserrent et nous espérons très sincèrement qu'elles seront efficaces. Sinon, il existe toujours l'option militaire et le renforcement de notre dispositif guerrier se poursuit. Nous devons nous tenir prêts pour toute éventualité.

Dans certains milieux, on propose l'ouverture de négociations. Mais négocier sur quoi ? On ne négocie pas avec quelqu'un qui envahit un pays, y sème la dévastation, et assassine... quiconque se trouve sur son chemin. On le déloge, on lui fait payer sa faute, et on veille à ce qu'il ne soit plus jamais en mesure de recommencer.

Saddam Hussein ne peut agir comme il le fait sans avoir à rendre des comptes. Lui-même et ceux qui exécutent ses ordres devront répondre de leurs crimes. Jamais auparavant les nations du monde ne se sont retrouvées aussi unies autour d'une même volonté unique : démontrer que l'agression ne paie pas.

Si, cependant, mon gouvernement n'avait pas tenu à appliquer une politique de défense rigoureuse, nous n'aurions jamais pu rassembler les forces et le matériel envoyés dans le Golfe : nos avions de combat Tornado et Jaguar, nos frégates, nos démineurs, et nos blindés les Rats du Désert.

Nos militaires, hommes et femmes, ont déjà donné la preuve de leur superbe professionnalisme.

Malgré tout cela, à un moment où des tyrans du style de Saddam Hussein sont plus près que jamais de se doter d'armements nucléaires indépendants, les travaillistes seraient décidés à renoncer à notre dissuasion atomique.

M. le Président, cette force de dissuasion, garante de la paix tout au long des quarante années passées, mon gouvernement va la conserver. Nous allons veiller à la défense et à la sécurité de la Grande-Bretagne. Dans ce domaine, nous tenons à ne jamais prendre de risques.

L'Europe

M. le Président, lorsque l'appel à envoyer des forces dans le Golfe nous est parvenu, ce furent des nations indépendantes – en premier lieu les États-Unis et la Grande-Bretagne – qui sont passées à l'action de manière rapide et décisive. Un bon nombre d'autres nations ont suivi, particulièrement dans le monde arabe. La nation demeure le centre focal des sentiments de loyauté et de souveraineté dans notre monde contemporain.

Les révolutions de 1989 en Europe de l'Est ont montré à quel point ces sentiments étaient profondément ancrés. À mesure que les Européens de l'Est laissent loin derrière eux les aberrations du communisme, ils se concentrent sur leur propre pays et leur héritage national.

Le même processus se retrouve chez les populations de la nouvelle Allemagne réunifiée. Les discours prononcés le jour de la réunification résonnent encore et encore de références aux idées de souveraineté et d'indépendance.

L'Europe ne saurait se construire en ignorant ou éliminant ce sens de la nation, en tentant de nous diviser en régions plutôt qu'en nations. L'avenir, c'est une coopération consentie entre des États souverains et indépendants.

Nous n'envisageons pas non plus l'Europe du futur sous la forme d'un petit groupe compact, protectionniste et introverti qui inciterait le reste du monde à se constituer en blocs de la même nature.

Nous désirons une Europe tournée vers l'extérieur, s'ouvrant sur tous les pays européens dès l'instant où ils sont devenus démocratiques et se déclarent prêts à la rejoindre.

Nous ne mesurons pas le degré de la disposition de quelqu'un à être européen à l'aune de son désir de voir la Commission, non élue, acquérir de nouveaux pouvoirs. Il est possible que l'interventionnisme, la centralisation, et le déficit de responsabilité aient un certain attrait pour les socialistes. Ces notions ne trouvent pas leur place dans notre philosophie conservatrice.

Nous sommes décidés à résister aux règlements et à la bureaucratie dont personne n'a besoin : lorsque des règles auront fait l'objet d'un accord, cependant, nos collègues de la Communauté européenne découvriront qu'aucun pays n'égale le zèle de la Grande-Bretagne à les appliquer de bonne foi et honnêtement.

M. le Président, nous sommes sensibles aux questions de budget, et nous avons bien raison. Pour les contributions nettes à l'Europe, nous occupons le second rang avec un versement qui dépasse les 2 milliards de livres annuels.

Mais – et c'est un mais crucial – nous refuserons toujours avec la plus grande fermeté d'adopter la démarche de ceux qui souhaitent utiliser la Communauté européenne comme un moyen de nous priver de la capacité à nous gouverner nous-mêmes en tant que nation indépendante.

Notre Parlement existe depuis sept cents ans et a toujours été comme un phare diffusant la lumière de l'espoir en direction des peuples qui vivaient leurs heures les plus sombres. Notre objectif est de voir l'Europe devenir la plus forte expression concrète de la liberté politique et économique dans le monde entier. Et nous n'accepterons jamais de servir une ambition moins noble.

Le choix qui se présente à la Grande-Bretagne

M. le Président, nous avons vécu l'année où le socialisme a entrevu ses derniers jours. Le socialisme marxiste n'est pas encore enterré mais on peut d'ores et déjà rédiger son épitaphe. Il a appauvri et mis à mort des nations. Il a favorisé le mensonge et la médiocrité. Il a persécuté la foi et le talent. Nous n'allons pas le regretter.

Nous sommes entrés dans une époque où les populations aspirent de plus en plus à emprunter les chemins de la liberté, de la libre entreprise, et de l'autonomie individuelle.

Même dans les pays de l'Est nouvellement libérés, les gens ne sont pas à la recherche d'une sorte de troisième voie entre la libre entreprise et le socialisme : ils savent, ce que les travaillistes ignorent, que la troisième voie ne mène qu'au Tiers Monde.

La perception des choses par les travaillistes a volé en éclats. Sous le vernis de leur assurance contrefaite, se cache la certitude grandissante qu'ils ont manqué le train du monde et de l'histoire ; et que si la Grande-Bretagne ne veut pas d'eux une fois de plus, ce qui est pour moi une certitude, le socialisme devra retourner pour toujours à la place qui lui revient – la salle de lecture de la British Library, la bibliothèque nationale, où Karl Marx l'a découvert, section : Histoire des Idées, sous-section XIX^e siècle, statut : archaïque.

Ce monde nouveau de la liberté où les socialistes éblouis viennent d'entrer en trébuchant n'est pas nouveau pour nous.

Ce qui pour eux est un territoire inexploré est pour nous un terrain bien connu et très prisé.

Car la Grande-Bretagne a retrouvé ces vérités fondamentales et ces principes de base qui ont fait sa grandeur – la liberté de l'individu, la propriété privée et l'État de droit, socle sur lequel reposent les libertés démocratiques partout dans le monde.

Notre foi est de nature à traverser le temps et l'espace. Ses vérités s'inscrivent dans le cœur de l'homme. C'est la foi qui, en cette occasion encore, a redonné vie à notre nation et constitue une promesse d'espoir pour le monde.

Nous nous engageons dans notre parti à faire nôtres ces principes et à combattre pour les défendre. Nous en prenons l'engagement devant nos alliés au-delà des mers. Et devant notre nation que nous avons la fierté de servir.

*. 12 October 1990 – Bornemouth – <http://www.margaretthatcher.org/document/108217>

AUTRES INTERVENTIONS

KENSINGTON, TOWN HALL, 17 JANVIER 1976 *

Debout l'Angleterre !

CONTEXTE

- La situation internationale demeure très tendue entre le bloc de l'Est et le bloc de l'Ouest, même si la conférence d'Helsinki, tenue en 1975, ouvre la voie d'une « détente » souhaitée par une majorité d'Américains traumatisés par le Vietnam. L'Occident s'engage à reconnaître l'intangibilité des frontières en Europe en contrepartie de l'engagement soviétique de mieux respecter les droits de l'Homme.
- Dans les années 1970, l'influence occidentale semble décliner dans le monde :
 - La révolution des Œillets au Portugal en avril 2014 voit le Parti communiste portugais sortir de la clandestinité à laquelle il était contraint par le régime des dictateurs Salazar et Caetano.
 - En Angola, la guerre civile se réduit à un affrontement entre le MPLA, soutenu par Cuba et l'URSS, et l'UNITA, soutenu par les États-Unis et l'Afrique du Sud. Un conflit qui se solde par la victoire du MPLA.
- En tant que leader de l'opposition, Thatcher a besoin d'asseoir sa stature internationale : dans ce discours, elle livre sans concession sa

vision sur le positionnement international que devrait adopter la Grande-Bretagne.

IDÉES FORTES DU DISCOURS

Ce discours est centré sur la politique étrangère britannique et le rôle de la Grande-Bretagne en tant que puissance internationale :

- L'ambition de Margaret Thatcher est alors de sortir la Grande-Bretagne de sa léthargie et de lui redonner un rôle de premier plan sur la scène internationale – « La Grande-Bretagne, dotée de son expérience mondiale de la diplomatie et de la défense, se voit investie d'un rôle particulier. Au Parti conservateur, nous avons bien l'intention de veiller à ce que notre nation assume pleinement ce rôle. Nous ne nous laissons pas bercer par une quelconque illusion empreinte de nostalgie à propos du rôle joué par la Grande-Bretagne dans le passé. Ce que nous disons, c'est ceci : la Grande-Bretagne a un rôle à jouer maintenant, et un rôle à jouer demain ».
- Elle formule une sorte d'appel au sursaut enraciné dans l'amour de la liberté : « Faisons tout pour garantir que nos enfants aient l'occasion de se réjouir en pensant que nous n'avons pas sacrifié leur liberté ». « Il conviendrait que, pour une part, le rôle de la Grande-Bretagne soit, par la voix de ses porte-parole, de faire l'apologie raisonnée et vigoureuse du concept occidental des droits et des libertés ».
- Thatcher accuse le socialisme et le Labour d'être en partie responsables de l'affaiblissement du pouvoir de la Grande-Bretagne sur la scène internationale :
 - « Le déclin de notre relative puissance dans le monde était en partie inévitable – en raison de l'essor des superpuissances dotées de leurs vastes réserves humaines et de leurs très amples ressources. Mais ce déclin était tout aussi bien en partie évitable –

dans le sens où notre affaiblissement économique a été accéléré par la faute du socialisme. »

- Thatcher critique par ailleurs durement le démantèlement de la défense et la réduction de son budget par le gouvernement travailliste.
- Contre l'URSS, elle refuse le statu quo et se montre favorable à une prise de position claire du Royaume-Uni contre le socialisme – « À Helsinki, nous avons dit oui au statu quo en Europe de l'Est. En retour, nous avons escompté déclencher une circulation plus libre des hommes et des idées des deux côtés du rideau de fer. Jusqu'à maintenant, rien n'a substantiellement bougé » :
 - Thatcher plaide pour une intervention directe du Royaume-Uni et une augmentation des dépenses en matière de défense – « Nous ne vivons pas une période où, pour peu qu'on ait les intérêts de son pays à cœur, il serait décent d'envisager de réduire nos moyens de défense. »
 - Elle livre par ailleurs une analyse des véritables motivations soviétiques : « L'ambition des Russes, c'est de dominer le monde, et ils se mettent en devoir d'acquérir rapidement les moyens qui leur permettront de devenir la nation la plus impérialiste que le monde ait jamais connue. »
- Thatcher s'engage par ailleurs clairement dans une posture atlantiste sur le plan diplomatique : « Au Parti conservateur, nous avons la conviction que notre politique étrangère doit continuer de se fonder sur une entente profonde avec notre allié traditionnel, l'Amérique. Cette entente fait partie de notre tradition anglo-saxonne et constitue un élément de notre engagement dans l'Otan. »
- Elle fait enfin d'ores et déjà état de ses réticences vis-à-vis d'une intégration européenne de plus en plus poussée et vante la mise en concurrence des modèles plus que leur uniformisation : « Au sein de la CEE, les intérêts des nations individuelles ne sont pas les mêmes, et

nos identités distinctes doivent être perçues comme une force plutôt que comme une faiblesse ».

RÉPERCUSSIONS DU DISCOURS

- Ce discours fait l'effet d'un « coup de canon dans le ciel éthéré de la détente¹ » : le ministre des Affaires étrangères travailliste dénonce ces propos, qu'il qualifie d'irresponsables ; mais la presse britannique accueille plutôt bien le discours (le Daily Telegraph titre même « La vérité sur la Russie »).
- Ce discours entraîne un déchaînement contre Margaret Thatcher en URSS : l'organe de l'armée, l'Étoile rouge, la surnomme la « Dame de fer de l'Occident ».
- Cette prise de parole décisive a une résonance mondiale et donne à Margaret Thatcher une stature internationale, en l'élevant comme l'un des adversaires majeurs du bloc soviétique.

KENSINGTON, TOWN HALL, 17 JANVIER 1976

Le premier devoir d'un gouvernement, c'est de protéger son peuple d'une agression extérieure.

La question qu'il nous faut nous poser aujourd'hui, c'est celle de savoir si l'actuel gouvernement s'acquitte de ce rôle. Il est occupé à démanteler nos défenses au moment où la menace stratégique qui pèse sur la Grande-Bretagne et ses alliés est plus grave que jamais depuis la fin de la guerre.

Des responsables militaires ne cessent de nous mettre en garde en affirmant que l'équilibre stratégique se modifie, en défaveur de l'Otan et de l'Occident.

Mais les socialistes n'écoutent jamais personne.

Ils n'ont pas l'air de se rendre compte que les sous-marins et les missiles que les Russes s'emploient à construire pourraient bien être

destinés à être utilisés contre nous.

C'est à se demander si certains au Parti travailliste ne seraient pas en train de croire que nous sommes du même côté que les Russes !

Mais regardons simplement ce que les Russes sont en train de faire.

La Russie subit la dictature de dirigeants qui ont tout leur temps, se concentrent sur le long terme et se montrent déterminés, et qui sont en voie de faire de leur pays la première puissance militaire et navale du monde.

Ils ne s'emploient pas à cela simplement pour assurer leur propre défense.

Un énorme territoire comme la Russie, en grande partie enclavé, n'a nullement besoin de se doter de la plus puissante marine du monde aux seules fins de sécuriser ses frontières.

Non. L'ambition des Russes, c'est de dominer le monde, et ils se mettent en devoir d'acquérir rapidement les moyens qui leur permettront de devenir la nation la plus impérialiste que le monde ait jamais connue.

Les dirigeants du politburo soviétique n'ont pas à se soucier des fluctuations de l'opinion publique. Pour eux, les canons passent avant le beurre, tandis que, pour nous, tout ou presque passe avant les canons.

Ils savent qu'ils ne sont une superpuissance que dans une seule acception du mot – la militaire.

En termes humains et économiques, ils ont failli.

Mais ne nous y trompons pas. Les Russes font le calcul que leur force militaire va faire plus que compenser leurs points faibles en matière humaine et économique. Ils sont bien décidés à en faire usage pour obtenir de nous ce qu'ils veulent.

L'an dernier, à la veille de la conférence d'Helsinki, j'ai lancé un avertissement : l'Union soviétique dépense chaque année 20 % de plus que les États-Unis pour la recherche et le développement dans le secteur militaire. 25 % de plus pour les armes et l'équipement, 60 % de plus pour les forces stratégiques nucléaires.

Au cours de ces dix dernières années, La Russie a dépensé 50 % de plus que les États-Unis pour la construction navale.

Certains experts militaires sont convaincus que la Russie a d'ores et déjà atteint le stade d'une supériorité stratégique sur l'Amérique.

Mais c'est dans l'équilibre des forces conventionnelles que se situent les périls les plus immédiats pour l'Otan.

Je vais visiter nos troupes en Allemagne jeudi prochain. Ce voyage aura lieu à un moment où les forces du pacte de Varsovie – c'est-à-dire celles de la Russie et de ses alliés – en Europe centrale dépassent en nombre celles de l'Otan. Elles disposent de 150 000 hommes, près de 10 000 chars et 2 600 avions de plus. Nous ne pouvons pas laisser creuser cet écart.

Des écarts plus béants encore se sont créés dans d'autres parties du monde – en particulier dans les zones troublées de l'Europe méridionale et de la Méditerranée.

L'essor de la Russie en tant que puissance navale mondiale constitue une menace pour nos plates-formes pétrolières, et nos liens vitaux traditionnels, les routes maritimes.

Au cours des dix années passées, les Russes ont quadruplé leur potentiel en sous-marins nucléaires. À l'heure actuelle ils en construisent un par mois.

Ils sont à la recherche de nouvelles installations de bases navales dans tous les coins du monde, tandis que nous, de notre côté, sommes en train d'abandonner les quelques rares bases qui nous restent.

Ils ont pénétré dans l'océan Indien. Ils représentent une menace grandissante pour nos espaces maritimes du nord et, plus loin à l'est, les routes maritimes vitales du Japon.

La marine soviétique n'est pas conçue à des fins d'autodéfense. Il n'est pas nécessaire d'imaginer un conflit nucléaire généralisé ni même une guerre conventionnelle pour voir à quoi elle pourrait être employée pour servir des desseins politiques.

Je serais la première à accueillir favorablement toute preuve selon laquelle les Russes sont disposés à favoriser une détente véritable. Mais je

dois bien avouer que les faits nous disent tout le contraire.

Avant Helsinki, j'ai mis en garde contre les dangers que nous courrions à tomber dans le piège d'une détente illusoire. À l'époque j'ai suscité chez certains du scepticisme, mais nous voyons bien aujourd'hui que mon appel à la prudence était tout à fait justifié.

Est-ce que la détente a incité les Russes à rogner sur leur programme de défense ?

Est-ce qu'elle les a dissuadés d'intervenir effrontément en Angola ?

Est-ce qu'elle a servi à améliorer les conditions de vie des citoyens soviétiques, ou celles des populations assujetties de l'Europe de l'est ?

Nous connaissons les réponses.

À Helsinki nous avons dit oui au statu quo en Europe de l'Est. En retour nous avons escompté déclencher une circulation plus libre des hommes et des idées des deux côtés du rideau de fer. Jusqu'à maintenant, rien n'a substantiellement bougé.

Nous sommes attachés à défendre, comme nous l'avons toujours fait, la préservation de la paix.

Nous accueillerons favorablement toute initiative de la part de l'Union soviétique qui irait dans ce sens.

Mais il nous faut aussi prêter attention aux mises en garde de ceux qui, tel Alexandre Soljenitsyne, nous rappellent que durant toute la période depuis 1945, nous nous sommes livré une sorte de « Troisième Guerre mondiale » – et que nous avons sans cesse perdu du terrain.

Lorsque nous regardons en arrière pour considérer les batailles de l'an passé, la liste des pays privés de leur liberté ou bien mis en péril par l'expansionnisme soviétique, est-il possible de ne pas donner raison à Soljenitsyne ?

Nous avons vu le Vietnam et l'Indochine tout entière se faire avaler à la suite de l'agression communiste. Nous avons vu les communistes tenter ouvertement de s'accaparer le pouvoir au Portugal, notre plus ancien allié – signe que beaucoup des batailles du Tiers Monde se livrent en fait à l'intérieur de pays occidentaux.

Et en ce moment l'Union soviétique et ses satellites déversent de l'argent, des armes, et des troupes de première ligne en Angola avec l'espoir de faire entrer ce pays de force au sein du bloc communiste.

Il nous faut nous rappeler que les règles du jeu conçues par le marquis de Shrewsbury ne s'appliquent pas dans le conflit qui a cours. Et les Russes jouent pour gagner.

Ils jouissent sur nous d'un gros avantage – les combats se mènent sur notre territoire, et non chez eux.

Dans la semaine qui a suivi la conférence d'Helsinki, M. Zarodov, idéologue soviétique de renom, écrivait dans la Pravda sur la nécessité, pour les partis communistes d'Europe occidentale, d'oublier les compromis tactiques avec les sociaux-démocrates, et de lancer l'offensive qui va déclencher la révolution prolétarienne.

Quelque temps plus tard, M. Brejnev faisait une déclaration où il précisait qu'il était personnellement d'accord avec cet article.

Dans le cas où cette ligne politique serait confirmée par le groupe dirigeant soviétique au congrès du parti le mois prochain, il conviendra alors de prendre cet avertissement au sérieux. Sans l'ombre d'un doute, nous sommes aussi dans la ligne de mire.

Nous autres Britanniques, nous ne pouvons pas nous retirer du monde.

Si nous ne savons pas comprendre les raisons pour lesquelles les Russes sont rapidement en passe de devenir la plus grande puissance navale et militaire qui ait jamais existé au monde, si nous ne savons pas tirer les leçons de ce qu'ils ont essayé de faire au Portugal, et de ce qu'ils sont en train de faire en Angola, alors nous sommes condamnés – selon leurs propres termes – à finir dans « les poubelles de l'histoire ».

Nous comptons sur notre alliance avec l'Amérique et l'Otan pour garantir notre propre sécurité et, dans le monde au-delà des frontières de l'Europe, les États-Unis continuent d'être les premiers champions de la liberté.

Mais nous sommes tous bien conscients de la façon dont la cruelle expérience du Vietnam a altéré l'état de l'opinion publique en Amérique.

Nous n'ignorons pas non plus les circonstances qui entravent l'action d'un président américain l'année d'une élection.

Ainsi donc, il est plus vital que jamais que toutes les nations membres de l'Otan assurent la part qui leur revient pour la défense de la liberté.

La Grande-Bretagne, dotée de son expérience mondiale de la diplomatie et de la défense, se voit investie d'un rôle particulier. Au Parti conservateur, nous avons bien l'intention de veiller à ce que notre nation assume pleinement ce rôle.

Nous ne nous laissons pas bercer par une quelconque illusion empreinte de nostalgie à propos du rôle joué par la Grande-Bretagne dans le passé.

Ce que nous disons, c'est ceci : la Grande-Bretagne a un rôle à jouer maintenant, et un rôle à jouer demain.

La montée en puissance des forces communistes met en péril notre mode d'existence dans sa totalité. Mais cette montée en puissance n'est pas irréversible, à la condition que nous prenions dès aujourd'hui les mesures nécessaires. Cependant, plus on persistera à ne pas nous donner les moyens de survivre, plus il sera difficile de rattraper notre retard.

En d'autres termes : le maintien des travaillistes au pouvoir, c'est synonyme d'une plus grande vulnérabilité pour notre nation.

Qu'a fait l'actuel gouvernement pour assurer notre défense ?

Lors de la dernière présentation du budget de la défense, le gouvernement a déclaré qu'il taillerait dans les dépenses et les ferait baisser de 4 700 millions de livres sur les neuf prochaines années.

Puis il promet de nouvelles économies, chiffrées à 110 millions de livres.

Tout se passe aujourd'hui comme si nous devions connaître de nouvelles réductions.

Si ces réductions sont effectives, je suggère que le ministre de la Défense change d'appellation, pour rester au plus près de la réalité, et soit désormais désigné comme le ministre de l'Insécurité.

Pour la défense, nous dépensons moins par habitant que tous nos principaux alliés. La Grande-Bretagne n'y consacre que 90 livres par habitant, l'Allemagne 130, et la France 115. Le chiffre pour les États-Unis s'élève à 215 livres. La Suède elle-même, pays neutre, dépense 60 livres par habitant de plus que nous.

Cela s'explique : nous sommes plus pauvres que la plupart de nos alliés de l'Otan. C'est une part de l'héritage économique désastreux qui nous vient du socialisme.

Mais sur un point, que les choses soient claires.

Nous ne vivons pas une période où, pour peu qu'on ait les intérêts de son pays à cœur, il est décent d'envisager de réduire nos moyens de défense.

C'est maintenant qu'il nous faut les renforcer, et la tâche est urgente.

Bien entendu, c'est un fardeau qu'il faut supporter. Mais un fardeau que nous acceptons de charger sur nos épaules si nous voulons sauvegarder notre liberté.

Tout au long de notre histoire, nous avons porté bien haut la flamme de la liberté. Et aujourd'hui, lorsque je parcours le monde, je rencontre des gens qui me posent sans cesse cette question : « Mais qu'est-ce qu'il est arrivé à l'Angleterre ? » Ils veulent savoir pourquoi nous nous cachons la tête dans le sable, pourquoi, avec toute l'expérience que nous avons accumulée, nous ne montrons pas le chemin.

Ils sont sans doute nombreux, ceux qui, même aujourd'hui, ne se rendent pas compte de la gravité de la menace.

Nous aimerions que nos gouvernements voient les choses à plus long terme.

Il faut reconnaître que l'an dernier, le gouvernement, dans son Livre blanc sur la Défense, a très bien défini l'étendue des périls. Mais, cette analyse faite, il en a tiré la conclusion absurde que nos efforts de défense devaient être revus à la baisse.

Les socialistes, en fait, semblent considérer la défense comme un domaine où l'on peut couper dans les dépenses pratiquement jusqu'à

l'infini. Ils font preuve de bien plus de prudence quand il s'agit de réduire d'autres types de dépenses publiques.

Selon toutes les apparences, ils croient qu'il nous est possible de nous enfoncer plus encore dans la dette s'il s'agit pour le gouvernement de voler au secours d'une entreprise qui accumule les pertes. Et de gaspiller l'argent public en relançant un programme ruineux de nationalisations ou en favorisant des mesures telles que la loi sur la propriété foncière collective.

Il semblerait que nous soyons même en capacité de prêter de l'argent aux Russes, à un taux d'intérêt plus favorable que celui que nous devons payer sur nos propres emprunts.

Cela n'empêche pas par ailleurs que nous ne soyons pas capables, dans l'opinion des travaillistes, de maintenir nos forces de défense au niveau adéquat – pas même à un moment où, en plus de nos engagements vis-à-vis de l'Otan, nous sommes impliqués dans un combat interne majeur contre le terrorisme en Irlande du Nord, et devons engager davantage de troupes si nous voulons l'emporter.

Il existe d'autres crises plus éloignées de chez nous qui risquent de nous concerner gravement. Celle de l'Angola présente le péril le plus immédiat.

En Angola, le mouvement de guérilla, le MPLA, soutenu par les Soviétiques, progresse rapidement dans son offensive actuelle, et cela malgré le fait qu'il ne contrôle qu'un tiers de la population, et que ceux qui le soutiennent sont encore moins nombreux.

Si le MPLA avance, c'est parce que l'Union soviétique et ses satellites déversent de l'argent, des armes et des troupes de ligne de front pour l'aider dans ce combat.

Six mille soldats de l'armée régulière cubaine s'y trouvent encore.

Il est bien évident, cependant, qu'une solution acceptable pour l'Angola n'est envisageable qu'à la condition que toutes les puissances extérieures retirent leur soutien militaire.

Vous vous demandez peut-être : pourquoi diable se poser tant de questions à propos d'événements qui se déroulent à l'autre bout du monde

comme en Angola ?

Des raisons, j'en donnerai quatre.

La première, c'est que l'Angola occupe une position stratégique vitale. Si la faction prosoviétique l'emporte, l'une des conséquences immédiates sera presque à coup sûr l'installation de bases aériennes et navales soviétiques dans la zone Atlantique sud.

La deuxième, c'est que la présence de forces communistes dans la région va rendre plus complexe le règlement du problème de la Rhodésie, et la réalisation d'une entente entre l'Afrique du Sud et les pays d'Afrique noire.

La troisième raison est d'une importance plus vaste encore.

Si les Russes atteignent leurs objectifs en Angola, pourquoi n'en concluraient-ils pas qu'ils peuvent très bien réitérer leur exploit ailleurs dans le monde ? De la même manière, les nations non engagées seraient en droit de se dire que l'Otan ne sert plus à rien, et que ce qu'elles ont de mieux à faire, c'est de rechercher un arrangement avec la Russie.

La quatrième raison, c'est que le comportement des Russes en Angola met en danger la détente.

Ils semblent croire que leur intervention ne remet pas en cause la détente.

La preuve : les Izvestia ont récemment décrit le soutien soviétique au MPLA communiste comme « un investissement dans la détente » – ce qui nous donne une excellente idée du sens qu'ils accordent au mot.

Il importe que nous fassions savoir ceci clairement aux Russes : nous ne croyons pas une seconde que leur intervention en Angola joue dans le sens de la détente.

On dit couramment que le champ d'action de l'Otan s'arrête en Afrique du Nord au tropique du cancer. La situation en Angola, cependant, nous fait comprendre qu'il est nécessaire de protéger les lignes d'alimentation de l'Otan en amont, bien plus loin vers le sud.

Au Parti conservateur, nous avons la conviction que notre politique étrangère doit continuer de se fonder sur une entente profonde avec notre

allié traditionnel, l'Amérique.

Cette entente fait partie de notre tradition anglo-saxonne, et constitue un élément de notre engagement dans l'Otan. Dans le même temps, elle est un apport à notre contribution à la Communauté européenne.

Notre héritage anglo-saxon inclut les nations de l'ancien Commonwealth qui ont été trop souvent oubliées par les hommes politiques de ce pays, mais restent très chères au cœur des Britanniques.

Nous croyons que notre rôle, pour progresser, est d'exploiter les liens traditionnels qui nous unissent à l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Canada, ainsi que ceux que nous venons de tisser avec l'Europe.

Je suis ravie de constater que les Australiens et les Néo-Zélandais en sont venus à la conclusion – comme s'apprêtent à le faire, j'en suis certaine, la plupart de nos concitoyens – que le socialisme a failli.

À la suite de leurs deux raz-de-marée électoraux à la fin de l'année dernière, ils ont réélu des gouvernements partisans de la liberté de choix, des gouvernements qui vont faire reculer les frontières de l'interventionnisme d'État dans l'économie, et réactiver les politiques visant à inciter les gens à travailler et épargner.

Nous adressons tous nos compliments à M. Fraser et M. Muldoon.

Je sais que nos nations seront à même d'apprendre l'une de l'autre.

Ce qui s'est produit en Australasie est l'expression d'une plus vaste prise de conscience, celle de la nécessité où nous sommes d'œuvrer à un combat plus résolu en faveur des valeurs et des traditions sur lesquelles se fondent la civilisation, et la prospérité, de l'Occident.

Nous nous associons à ce cercle sélect des nations qui ont foi dans la démocratie et la liberté économique et sociale.

Il conviendrait que, pour une part, le rôle de la Grande-Bretagne soit, par la voix de ses porte-parole, de faire l'apologie raisonnée et vigoureuse du concept occidental des droits et des libertés, en suivant l'exemple de l'ambassadeur des États-Unis à l'ONU qui, récemment, s'est livré à cet exercice dans des discours puissamment argumentés.

Notre rôle, toutefois, doit servir une plus vaste ambition. Nous avons dans ce pays accumulé une vaste expérience et une remarquable compétence dans l'art de la diplomatie, au sens le plus large du terme.

Ces qualités, en Europe, doivent être mises au service des efforts à déployer pour lancer d'efficaces initiatives en matière de politique étrangère.

Au sein de la CEE, les intérêts des nations individuelles ne sont pas les mêmes, et nos identités distinctes doivent être perçues comme une force plutôt que comme une faiblesse.

Toute évolution en direction d'une union européenne plus resserrée doit faire l'objet d'une analyse sérieuse.

Nous avons accepté l'idée d'élections directes au sein de la Communauté, mais dans quel laps de temps les organiser, voilà qui mérite aussi un examen sérieux.

Mais de nouveaux problèmes émergent.

L'un d'eux est la possibilité que les communistes accèdent au pouvoir par le biais d'une coalition en Italie. Cela justifie tout à fait que nous nous efforcions de tisser des liens plus étroits avec les formations politiques du Parlement européen qui rejettent le socialisme.

L'année 1976 qui se présente devant nous s'annonce comme une année difficile.

Mon espoir, c'est qu'elle ne s'accompagne pas d'un nouveau déclin de la puissance et de l'influence occidentales tel que celui que nous avons connu en 1975.

Il est évident que les violences internes – et en premier lieu le terrorisme politique – vont continuer de représenter un défi majeur pour les sociétés occidentales, et qu'elles risquent d'être instrumentalisées par les communistes.

Nous devons veiller à mettre en place une coordination étroite entre les services de police et ceux de la sécurité à l'intérieur de la Communauté comme de l'Otan, dans notre combat contre le terrorisme.

La manière dont notre propre police a su faire face aux incidents terroristes récents offre, pour d'autres forces, un superbe exemple à suivre.

Le message du Parti conservateur tient en ces mots : la Grande-Bretagne a un rôle majeur à jouer sur la scène mondiale. Ce rôle se fonde sur les qualités remarquables du peuple britannique. Ce rôle, les travaillistes l'ont occulté.

Notre capacité à jouer un rôle constructif dans les affaires du monde est bien entendu liée à notre puissance économique et militaire.

Dans ces deux domaines, le socialisme nous a affaiblis. Par là même, il a mis en péril non seulement nos possibilités de jouer un rôle utile dans les assemblées mondiales, mais aussi la survie de notre civilisation particulière.

Empêtrés comme nous le sommes dans les problèmes et les difficultés que le socialisme a engendrés en Grande-Bretagne, nous courons parfois le danger de ne pas voir les vastes transformations qui ont lieu dans le monde, et auprès desquelles nos propres problèmes, tout préoccupants qu'ils soient, pèsent de peu de poids.

Il n'empêche que nous devons prendre conscience de ces évolutions, et trouver en nous la volonté politique de les affronter.

La puissance militaire de l'Union soviétique ne va pas disparaître simplement parce que nous refusons de la regarder en face.

Et ce que nous devons nous dire, c'est que cette puissance a été conçue pour servir – comme menace ou comme instrument d'agression – si nous ne conservons pas intacts nos forces de dissuasion.

Nous ne nous faisons aucune illusion sur les limites de l'influence que nous pouvons exercer.

On nous répète à l'envi que notre nation, qui a régné jadis sur un quart des territoires de la planète, n'est plus aujourd'hui qu'une collection d'îles au large du continent.

Qu'on laisse dire, mais nous, au Parti conservateur, nous croyons en la grandeur inaltérée de la Grande-Bretagne.

Le déclin de notre relative puissance dans le monde était en partie inévitable – en raison de l'essor des superpuissances dotées de leurs vastes réserves humaines et de leurs très amples ressources.

Mais ce déclin était tout aussi bien en partie évitable – dans le sens où notre affaiblissement économique a été accéléré par la faute du socialisme.

Quand nous reviendrons au pouvoir, il nous faudra retrouver le chemin du progrès.

Dans l'intervalle, la tâche vitale du Parti conservateur est d'aider nos compatriotes à émerger de leur long sommeil.

Des sédatifs nous ont été prescrits par de bonnes âmes, au gouvernement ou non, qui sont allés nous répétant qu'aucune menace externe ne pesait sur la Grande-Bretagne, qu'à Moscou tout était calme et volupté, et qu'un escadron d'avions de chasse ou une compagnie de commandos de marine importaient moins que le versement d'une subvention de plus.

Il appartient au Parti conservateur de tirer la sonnette d'alarme.

Il existe des moments de notre histoire où il est nécessaire de faire un choix fondamental.

Ce moment est venu – il est celui où le choix que nous faisons va décider de la survie ou de la disparition de notre modèle de société – et de l'avenir de nos enfants.

Faisons tout pour garantir que nos enfants aient l'occasion de se réjouir en pensant que nous n'avons pas sacrifié leur liberté.

*. 17 January 1976: Speech at Kensington Town Hall: «Britain Awake» – <http://www.margaretthatcher.org/document/102939>

1. Jean-Louis Thiériot, op. cit.

**LONDRES, ST LAWRENCE JEWRY,
4 MARS 1981^{*}**

CONTEXTE

- Margaret Thatcher a reçu une éducation religieuse chrétienne rigoureuse, au sein de l'Église méthodiste. Cette formation influencera sa droiture morale comme sa détermination à mener, jusqu'au bout, ses croyances fondées sur l'individualisme méthodologique et l'éthique du travail, de l'effort et de la responsabilité.

IDÉES FORTES DU DISCOURS

C'est un discours très profond, celui d'une croyante qui présente les fondements moraux de sa doctrine économique, sociale et politique :

- Margaret Thatcher pose un postulat fondamental, la supériorité éthique de l'individu sur la nation, tout en réveillant la fierté patriotique : « Une grande nation, c'est une création voulue par les individus qui la composent – ces hommes et ces femmes dont l'amour-propre est fondé sur la conscience de ce qu'ils peuvent apporter à l'ensemble humain qu'ils représentent, pour lequel à leur

tour ils éprouvent de la fierté » ; « Il ne faut jamais imaginer que la liberté individuelle et le bien collectif se contrarient. »

- Elle souligne le péril de l'inflation, un enjeu économique mais aussi moral en ce qu'elle stimule l'hostilité entre les travailleurs et réduit les perspectives de création d'emplois.
- Elle fonde moralement son approche de l'État minimal, redonnant le primat aux individus et étant en revanche très fort sur les sujets régaliens, au service des citoyens : « Pour moi, la sagesse de l'art de gouverner se définit selon ces préceptes – en tenant compte des limites dans lesquelles le gouvernement peut et doit agir pour le bien des individus qui composent la société : – respecter ces limites ; – veiller à ce que les lois auxquelles l'individu est assujetti soient justes et en accord avec la conscience citoyenne ; – s'assurer que ces lois soient appliquées de façon ferme et équitable ; – construire une nation forte apte à défendre son mode d'existence contre un agresseur potentiel ; maintenir sa monnaie à un niveau raisonnable. Seuls les gouvernements peuvent s'acquitter de ces fonctions, et dans ces domaines, il faut un gouvernement fort. »

Elle détaille les traits caractéristiques et les valeurs de la nation britannique :

- L'inspiration chrétienne, même si les préceptes religieux ont pu être détournés dans la pratique au cours de l'histoire.
- L'importance des lois morales : « L'esprit de notre nation intègre également certaines convictions manifestes touchant à des vertus telles que l'équité que nous élevons presque au rang de religion. [...] En d'autres termes, nous sommes persuadés que, de même qu'il existe des lois physiques qu'on ne transgresse qu'au péril de notre vie, il existe également des lois morales qui, si on les enfreint, nous conduisent à notre déchéance individuelle et nationale ».
- Une éthique du travail, à la fois devoir et vertu : « Il existe un autre trait caractéristique de notre nation qui mérite d'être souligné : nous avons toujours eu le sentiment que le travail n'est pas seulement une

nécessité, c'est un devoir et c'est en vérité une vertu. [...] Le travail n'est pas seulement un moyen de toucher un salaire, mais un processus au terme duquel tous les membres du groupe sont gagnants et la société se retrouve enrichie. »

- Un système de gouvernement démocratique : « Je voudrais que nous soyons fiers de notre nation pour une autre raison. Dans le concert des nations, seule une poignée d'entre elles se sont dotées d'un système de gouvernement que l'on peut définir comme démocratique. Dans leur cas, si la vie économique et culturelle est florissante, c'est à cause du sentiment de liberté qui habite les citoyens. Il ne suffit pas, cependant, d'implanter dans les autres nations des institutions qui se contenteraient d'imiter les nôtres pour y installer un système démocratique de gouvernement – comme nous ne l'avons que trop clairement constaté ces temps derniers. Pour que la démocratie fonctionne, il faut trouver chez les gens ce que Montesquieu décrivait comme une qualité particulière : la vertu, et j'y ajouterais, le discernement. »

Reprenant l'ambition libérale de séparer nettement Dieu et César, elle appuie l'idée d'une répartition des rôles entre l'Église et l'État : l'Église doit continuer de prêcher la foi et de définir les standards moraux, sans toutefois descendre dans la sphère politique pour y prendre parti.

RÉPERCUSSIONS DU DISCOURS

- Ce discours clé sur les fondements moraux du thatchérisme, qui révèle la filiation chrétienne de la doctrine de Margaret Thatcher et met en lumière son approche éthique de la politique, ajoutera à la cohérence de son action.
- Ainsi fondées, Margaret Thatcher envoie un signal fort : ses convictions sont si profondes que, dès lors que les urnes lui ont donné le pouvoir, rien ni personne ne parviendra à la dévier de sa politique.

LONDRES, ST LAWRENCE JEWRY, 4 MARS 1981

Merci, M. le Recteur, pour cette nouvelle invitation à venir en votre église et l'occasion que vous m'offrez d'échanger quelques pensées sur le thème de votre office de la Pentecôte – l'Esprit de la nation.

C'est aujourd'hui le mercredi des Cendres, le jour où, selon la tradition, les chrétiens entament une réflexion sur leur relation à Dieu et la manière dont ils essaient de Le servir en ce bas monde. Il est donc légitime que, en cette circonstance, nous réfléchissions aux éléments qui ont concouru à la grandeur de notre nation dans le passé et aux défis auxquels nous sommes aujourd'hui confrontés.

Le thème que je vais aborder est celui-ci : la vertu d'une nation ne saurait dépasser en grandeur celle des individus qui la composent.

Il y a deux ans dans cette même église, je me suis exprimée en ma qualité de chrétienne et de responsable politique, et j'ai dit comment mes convictions religieuses affectaient la manière dont j'envisageais les responsabilités gouvernementales.

Depuis lors, le destin m'a appelée, en quelque sorte, à des fonctions supérieures ! Mon attitude à l'égard de mes responsabilités actuelles n'a pas varié, et je dois dire que je suis reconnaissante d'avoir grandi dans un milieu familial chrétien et été nourrie au message de la foi chrétienne.

Cet après-midi, je souhaite m'interroger sur les caractéristiques de notre mode d'existence qui se sont révélées bénéfiques pour notre peuple par le passé.

John Newton a prononcé un sermon il y a tout juste deux cents ans dans une église du quartier de la Cité à deux pas de l'endroit où nous sommes.

Au cours de ce sermon, il prononça ces mots :

« Même si les circonstances vont m'obliger à accorder une certaine attention à nos affaires publiques, je n'ai nullement l'intention de vous distraire au moyen de ce qu'il est convenu d'appeler un exposé politique. »

Je vais m'efforcer également, M. le Recteur, de respecter ce même esprit de renonciation et de sacrifice à la Cromwell.

L'homme comme être moral et la nation

Le concept de nation se trouve au cœur du judaïsme de l'Ancien Testament et a été repris par les auteurs du Nouveau Testament. Mais il existe une notion encore plus fondamentale que les deux Livres intègrent de la même façon – c'est celle de la responsabilité morale individuelle. C'est aux individus que les Dix Commandements s'adressent. Dans les prescriptions, « honore ton père et ta mère », « tu ne voleras point », « tu ne porteras point de faux témoignage », et d'autres encore, le « tu » visé par ces injonctions catégoriques, c'est vous et moi.

De la même manière, le Nouveau Testament se préoccupe de l'individu, et du besoin qu'il ressent de se faire pardonner et profiter de la force divine qui est accordée à ceux qui l'acceptent avec un cœur sincère.

Bien entendu, il est possible de puiser dans les enseignements de la Bible des principes de moralité publique aussi bien qu'individuelle ; mais, en dernier recours, tous ces principes se rapportent à l'individu dans sa relation à l'autre. Nous devons toujours prendre bien garde de penser que, d'une manière ou d'une autre, nous pouvons nous défaire de nos obligations morales en les déléguant à la collectivité ; que, d'une manière ou d'une autre, nous pouvons nous laver de notre propre culpabilité en évoquant la culpabilité « nationale » ou « sociale ». On nous demande de nous repentir de nos propres péchés, et non du péché de tout un chacun.

Ainsi donc, chaque être humain compte absolument dans la vision chrétienne de l'existence et de l'univers. Mais les hommes ont des besoins

d'ordre social également. Et c'est ainsi que, au fil de l'histoire, la famille, les voisins, et la nation prennent forme.

Tous ces groupements humains partagent certains traits communs. Quelle que soit la façon dont ils se sont développés, ils sont soudés par une dépendance mutuelle, par les expériences que leurs membres ont vécues ensemble, par des coutumes et des croyances de même nature.

Tous, ils ont besoin de règles qui leur permettent de vivre ensemble dans l'harmonie, et ces règles doivent s'appuyer sur une forme ou une autre d'autorité, qui s'exercera avec un degré de douceur et de subtilité variable. La nation n'est rien d'autre qu'une famille élargie. En raison de ses traditions, et des sentiments d'amour et de loyauté qui lient ses membres l'un à l'autre, elle devrait, dans l'idéal, nécessiter très peu de contraintes pour continuer d'exister. Mais hélas, en raison de la nature imparfaite de l'homme, le mal est toujours là, présent, et l'innocent doit être protégé de ses ravages.

Ainsi donc, la première et, en un sens, la plus importante observation que je dois faire est celle-ci : il ne faut jamais imaginer que la liberté individuelle et le bien collectif se contrarient ; il ne faut jamais se dire que là où la liberté est forte, la société sera anémiée et appauvrie, ou encore que là où la nation est forte, l'individu se retrouvera nécessairement prisonnier de ses chaînes.

La richesse des nations, la défense de la liberté au niveau de la nation, et le bien-être de la société – tous ces éléments dépendent de la foi qui habite les hommes et les femmes et des efforts qu'ils déploient. C'est une vérité simple et ancienne, mais on la perd parfois de vue dans le débat politique.

Mais que penser de ces croyances et coutumes qui donnent sa cohérence à notre chère nation britannique ? Il exista, bien sûr, une période où la religion chrétienne était le seul mode de culte autorisé sur le territoire. Aujourd'hui, nous vivons dans ce qu'on nomme une « société plurielle », où différentes traditions de croyances religieuses coexistent et côtoient d'autres formes plus modernes de convictions : l'agnosticisme pur

et simple, voire le nihilisme. Il va de soi que nous nous sommes imprégnés d'autres systèmes de croyances ou les avons à notre tour fortement marqués. Ces évolutions, cependant, ont apporté avec elles leurs dilemmes, en premier lieu pour le législateur.

Notre rôle aujourd'hui est de nous soucier non seulement de la manière dont les chrétiens doivent interagir dans le cadre de la nation, mais aussi de la façon dont il leur faut veiller à organiser la vie de la nation dans un esprit d'équité et de tolérance envers ceux qui restent insensibles au message chrétien. Ce que je vous suggère aujourd'hui, cependant, c'est de considérer que, même s'il existe en Grande-Bretagne des minorités religieuses d'une très grande importance, la majorité de nos compatriotes seraient d'accord pour dire que nous partageons, au niveau national, des principes de vie et qu'ils se fondent sur des principes bibliques.

Les valeurs de notre nation

Tandis que nous émergions du crépuscule de l'époque médiévale, où pour la plupart l'existence était marquée par la tyrannie, l'injustice et la cruauté, nous sommes devenus, selon les termes d'un historien, « le peuple d'un Livre et ce Livre, c'était la Bible ». (J. R. Green). Ce qu'il voulait dire, je crois, c'est que notre nation adopta, fût-ce graduellement, un système de gouvernement et un mode d'existence collectif qui reflétaient les valeurs implicites de ce Livre. En tant que nation, nous avons intégré l'idée que Dieu était la source de notre énergie et que les enseignements du Christ trouvaient à s'appliquer à notre vie nationale tout comme à notre existence personnelle. Il se creusa, cependant, un fossé considérable entre le précepte et sa pratique. Alors même que les hommes avaient vu leur parole se libérer, et pouvaient à leur guise inventer, expérimenter et poser les fondations de ce qu'on allait appeler la révolution industrielle, la vie sociale de la nation restait comme un tissu maculé de taches géantes.

Il fallut la vision et la patience de personnages tels que Lord Shaftesbury et William Wilberforce pour faire entendre au Parlement qu'une nation dont la vie se fondait sur les enseignements du Christ ne pouvait dans le même temps tolérer l'esclavage, le travail des enfants et des femmes dans les mines, et l'incarcération des malfaiteurs dans des conditions honteuses. Ces penseurs de premier plan étaient motivés avant tout par leurs croyances chrétiennes. Il est remarquable aussi que les grands philanthropes qui fondèrent des écoles et des hôpitaux le firent,

pour la plupart d'entre eux, parce qu'ils jugeaient que leur action participait du service chrétien qu'ils devaient à leurs compatriotes. Et, à y regarder de près, on peut observer de nos jours des attitudes qui puisent à la même philosophie des choses. Partout où se trouvent des réfugiés, ou des hommes à la peine ou bien souffrant de pauvreté dans le monde, on voit des chrétiens à l'œuvre s'efforçant de soulager la douleur, d'offrir du confort, de l'espoir et une aide concrète.

L'esprit de notre nation intègre également certaines convictions manifestes touchant à des vertus telles que l'équité que nous élevons presque au rang de religion, ou des pratiques comme celles du harcèlement que nous avons en horreur.

C'est peut-être Kipling qui a le mieux exprimé cette idée dans l'un de ses poèmes intitulé Normands et Saxons qui se déroule en l'an 1100 :

« Mon fils, dit le baron normand,
Je me meurs, et tu hériteras
De ces vastes hectares de terre d'Angleterre
Que William m'a donnés en guise de récompense
Quand nous conquîmes les Saxons à Hastings,
Et cela fait un joli petit lopin.
Mais avant que tu ne partes pour y régner en chef,
je veux que tu comprennes ceci :
Le Saxon n'est pas fait à notre image de Normands.
Ses manières ne sont point aussi raffinées.
Mais il ne parle jamais aussi sérieusement
que lorsqu'il évoque la justice et le droit.
Lorsqu'il se tient, tel le bœuf dans son sillon,
ses yeux sombres plantés dans ton regard,
et qu'il grogne "tu t'es montré déloyal",
mon fils, laisse le Saxon tranquille. »

Ce sens de la loyauté se fonde sur la fidélité, chez la majorité de nos compatriotes, manifestée à l'égard d'impératifs moraux qui sous-tendent nos relations sociales et commerciales. En d'autres termes, nous sommes persuadés que, de même qu'il existe des lois physiques qu'on ne

transgresse qu'au péril de notre vie, il existe également des lois morales qui, si on les enfreint, nous conduisent à notre déchéance individuelle et nationale.

Si, en tant que nation, nous avons toléré, par exemple, que la violence, le vol et le mensonge soient des activités licites, notre capacité de résistance morale se serait dissoute.

Il existe un autre trait caractéristique de notre nation qui mérite d'être souligné : nous avons toujours eu le sentiment que le travail n'est pas seulement une nécessité, c'est un devoir et c'est en vérité une vertu. C'est l'expression de notre dépendance mutuelle. Le travail n'est pas seulement un moyen de toucher un salaire, mais un processus au terme duquel tous les membres du groupe sont gagnants et la société se retrouve enrichie. Créer des richesses est un acte qui doit être perçu comme une obligation chrétienne si nous voulons être en mesure de gérer les atouts et les talents dont le Créateur nous a dotés.

Ces traits caractéristiques de notre nation, la reconnaissance du Tout-Puissant, le sens de la tolérance, la prise en compte d'impératifs moraux et une vision positive du labeur nous ont servis d'appuis par le passé. Aujourd'hui, cependant, tout est remis en cause. Certes, nous sommes toujours en capacité de vivre sur le capital spirituel qui nous a été transmis, mais nous nous berçons d'illusions à croire que cela peut durer pour toujours. Chaque génération doit renouveler ses forces spirituelles si l'intégrité de la nation doit être préservée.

Aujourd'hui, en dépit de l'œuvre accomplie par les églises, j'ai le sentiment que seule une minorité de nos concitoyens sont prêts à admettre l'autorité de Dieu dans leur existence. C'est peut-être la raison pour laquelle on se tourne désormais vers l'État pour réaliser des tâches qui, autrefois, restaient une prérogative de la famille, les crimes de sang sont en augmentation, et une minorité d'idéologues vont jusqu'à dire que le meurtre peut se justifier dans la mesure où il répond à des motivations politiques – une interprétation qui ne peut manquer de paraître totalement inacceptable à des chrétiens. En outre, le respect de la propriété

privée et du bien public semble sur le déclin, et hors des limites de ce quartier de la Cité, on ne peut plus être certain qu'un homme se sente lié par sa parole.

L'éthique et l'économie

En termes d'éthique et d'économie au plan de la nation, j'aimerais également évoquer ce que j'estime être une malédiction, à savoir l'inflation durable. Au cours de ces trente dernières années et plus, la valeur de notre monnaie s'est érodée. C'est un mal insidieux car ses effets ne se révèlent pas tout de suite et sont relativement sans douleur à court terme. Cela n'empêche que son impact sur tous les aspects de notre vie nationale soit moralement décourageant. L'inflation déprécie la valeur de l'épargne et décourage l'esprit d'économie, fragilise les accords financiers, nourrit l'hostilité entre les travailleurs et leurs employeurs sur les questions des salaires, favorise l'endettement, et brouille les perspectives d'emploi. Et c'est bien pourquoi je place son éradication en tête de liste de mes priorités économiques.

C'est, à mon sens, un problème moral et non uniquement économique.

Le deuxième problème, aussi sérieux du point de vue humain et économique, c'est le niveau de chômage qui a grimpé ces deux dernières décennies et plus, et continue son ascension. Je ne peux cacher que, de toutes les difficultés auxquelles je suis confrontée, c'est celle qui me soucie le plus. Si l'on laisse de côté la récession mondiale et la revue de détail des mesures économiques qu'il faut impérativement mettre en œuvre pour vaincre l'inflation (nous aurions là matière à toute une analyse politique), la question est : que pouvons-nous faire, en tant qu'individus, pour améliorer les choses ? Car aucun d'entre nous ne peut choisir de quitter la

collectivité où s'inscrit notre existence. Que nous décidions de faire quelque chose, ou bien rien, son sort en sera affecté de toute manière.

Premier point – ceux qui ont un emploi acceptent de plein gré de pourvoir aux besoins de ceux qui en restent dépourvus.

Deuxième point – si nous avons un statut d'employeurs, nous pouvons tenter d'embaucher autant de jeunes que possible et de leur offrir une expérience du monde du travail. Il existe à ce dessein un certain nombre de programmes en cours, et je dois dire que les patrons y participent de façon admirable. Eux-mêmes, comme les autres, savent combien il doit être décourageant pour un jeune de se sentir inutile et incapable de se trouver un créneau personnel.

Troisième point – nous pourrions peut-être acheter davantage de produits fabriqués en Grande-Bretagne. Pas uniquement ces produits-là, parce qu'il existe aussi des emplois dans le secteur des exportations, et nous comptons sur les autres pour qu'ils nous achètent nos productions – mais nous pourrions aider nos concitoyens en achetant des articles « faits maison ».

Quatrième point – nous pouvons admettre que si, à un moment où la production n'est pas en hausse, nous exigeons pour notre part des augmentations de salaire, ce surplus ne peut que sortir de la poche des autres, et le montant qu'ils seront en mesure de dépenser pour effectuer d'autres achats en sera réduit d'autant. Ce genre de revendication salariale peut très bien vous coûter votre propre poste, ou celui d'un collègue. Et cette responsabilité, il faut l'assumer – c'est une responsabilité individuelle. Une responsabilité morale.

Un autre facteur, qui fait sentir ses effets actuellement, est en partie la conséquence des deux premiers. C'est une impression de pessimisme qui vient de la frustration induite par le sentiment de n'être guidé par aucun dessein national. Lorsque cette sensation de malaise s'empare d'une nation, les groupes qui la composent ont tendance à n'œuvrer qu'au profit de leurs objectifs les plus limités, souvent aux dépens des autres.

Ce pessimisme s'exprime de deux manières. Il y a ceux qui veulent, pour servir leurs propres desseins, détruire notre société – les terroristes et autres extrémistes que nous ne voyons que trop souvent dans leurs tristes œuvres à l'heure actuelle. Et puis vous avez ceux qui sont adeptes d'une philosophie du « buvez, mangez et réjouissez-vous car demain nous allons mourir ». Cela peut se traduire par une passion de l'argent pour l'argent et la recherche du plaisir égoïste.

Si ce que je dis est vrai, il nous faut instiller dans l'esprit des jeunes comme des moins jeunes la notion d'un dessein national qui pour eux soit réellement chargé de sens. Il doit y figurer la défense des valeurs que nous pensons d'une importance vitale. Si le sentiment de la nation qui nous a portés jusqu'ici ne trouve pas à reprendre de la vigueur, notre art de vivre national est condamné à dépérir. Qui doit entreprendre cette tâche ? De tout temps, c'est une élite qui a montré le chemin, composée de ceux qui ont une vision de l'avenir et portent en eux des rêves : ce furent les prophètes de l'Ancien Testament, les apôtres du Nouveau, les réformateurs de l'Église et de l'État. Je me rappelle très bien avoir entendu un sermon à la suite de la bataille d'Angleterre dans lequel la même chose était dite de la poignée de pilotes auxquels tant de gens devaient autant. John Stuart Mill a déclaré un jour : « une seule personne habitée par une forte croyance est dotée d'un capital social équivalent à celui de quatre-vingt-dix-neuf seulement motivées par des intérêts. » Si nous-mêmes, en tant que nation, ne parvenons plus à faire émerger des êtres de cette qualité, alors je crains fort que l'esprit de la nation qui nous a jusqu'ici inspirés soit condamné à lentement s'étioler.

De quelle manière survivent ces valeurs

Quels sont donc ces moyens institutionnels grâce auxquels ces valeurs peuvent reprendre vie – car les notions et les émotions ont besoin d'institutions pour survivre et servir ? Parce que nous parlons avant tout des valeurs qui nous ont été transmises en héritage par une culture à prédominance chrétienne, il nous faut évoquer en premier lieu le rôle de l'Église.

L'Église, définie par le biais de ses évêques, son clergé et ses laïcs réunis pour l'organisation du culte public, est soumise à des obligations évidentes – prêcher l'évangile du Christ, célébrer les sacrements et offrir son réconfort et ses conseils aux hommes et aux femmes qui se heurtent aux épreuves et aux dilemmes de l'existence.

Les hommes politiques se doivent de respecter et accepter son autorité dans ces sphères particulières. Chez nous, l'État rend hommage à l'Église de bien des manières. La reine est Gouverneur suprême de l'Église d'Angleterre et Protecteur de l'Église d'Écosse. Ces dispositions peuvent paraître désuètes à beaucoup, mais elles sont l'expression du respect fondamental que l'État incarne à l'égard de la religion chrétienne. J'espère que nous ne verrons jamais dans notre pays ce dont nous avons été témoins dans d'autres – des gouvernements temporels voulant usurper le rôle de direction spirituelle qui appartient en propre à l'Église. C'est la pente qui conduit à la tyrannie de l'État et à la corruption de la religion.

L'Église, de son côté, ne saurait jamais délaisser tout à fait ce qu'il est convenu d'appeler le domaine temporel. Elle a de tout temps prétendu, et à juste titre, nous édicter les principes moraux qui devaient guider notre action publique.

Mais j'espère que vous me pardonneriez, M. le Recteur, si je dis tout haut ce que je crois nécessaire de préciser en cette période que nous vivons, à savoir qu'il existe une différence entre le fait de définir des principes et celui de descendre dans l'arène politique pour prendre des décisions sur des questions concrètes à propos desquelles de nombreux chrétiens, excellents et honnêtes, entretiennent de réels désaccords.

Cet état de fait, à coup sûr, ne peut qu'affaiblir l'influence et l'indépendance de l'Église dont les fidèles, dans l'idéal, devraient aider à donner forme à la pensée politique de tous les partis. Bernard Shaw, dans sa préface à *Androcles et le Lion*, offre cette réflexion époustouflante : « Le Christ était un spécialiste de première classe d'économie politique », mais c'est le Christ en personne qui a dit de ceux qui se préoccupaient à l'excès des biens matériels, « cherchez premièrement le royaume de Dieu et sa justice, et toutes ces choses vous seront données par-dessus ».

Je m'interroge pour savoir s'il n'en est pas qui exigent « que les choses leur soient données par-dessus » avant même de chercher le royaume de Dieu, et même sans tenir compte de la réalité ou non de cette recherche.

Quant au rôle de l'État (ce que la Bible nomme les choses qui sont à César), je n'ai jamais fait mystère de ma position. C'est une philosophie, j'en suis convaincue, qui s'appuie sur des présupposés chrétiens, même si je reconnais tout à fait que certains chrétiens peuvent ne pas la partager. Pour moi, la sagesse de l'art de gouverner se définit selon ces préceptes – en tenant compte des limites dans lesquelles le gouvernement peut et doit agir pour le bien des individus qui composent la société :

- respecter ces limites ;
- veiller à ce que les lois auxquelles l'individu est assujetti soient justes et en accord avec la conscience citoyenne ;
- s'assurer que ces lois soient appliquées de façon ferme et équitable ;

– construire une nation forte apte à défendre son mode d'existence contre un agresseur potentiel ; maintenir sa monnaie à un niveau raisonnable.

Seuls les gouvernements peuvent s'acquitter de ces fonctions, et dans ces domaines, il faut un gouvernement fort.

Mais (et là nous revenons à notre thème de départ d'aujourd'hui), chacun de ces objectifs dépend, pour sa réalisation, de la foi qui anime les individus et de leur ardeur au travail. L'État à lui seul ne peut être créateur de richesses. Le processus dépend des efforts déployés par d'innombrables êtres humains motivés non seulement par le désir tout à fait naturel de subvenir à leurs propres besoins et à ceux de leurs familles, mais aussi par une passion de la perfection et un sens véritable du service public.

L'État ne peut pas davantage fabriquer de la compassion ; il peut, et il doit, mettre en place un « filet de sécurité » à l'intention de ceux qui, bien malgré eux, ne peuvent se prendre en charge. On a besoin de davantage de générosité dans notre vie nationale, mais cette générosité éclôt dans le cœur des hommes et des femmes ; elle ne peut être confectionnée à la demande par les hommes politiques et, à coup sûr, elle ne se manifesterait pas d'elle-même si les politiques se mettent à croire que l'exercice de compassion peut être délégué aux serviteurs de l'État. Ainsi donc, je le redis, c'est de l'individu que dépend la vigueur à la fois de l'Église et de l'État.

Il se peut que nous ayons perdu de vue l'idée qui est au cœur de la parabole des talents du Christ. Le domestique qui ne fit tout bonnement aucun usage des ressources qu'on lui avait confiées fut d'emblée condamné. Ses deux collègues qui les utilisèrent pour produire d'autres richesses reçurent des félicitations et s'en virent allouer d'autres encore. Tolérer la médiocrité, reculer devant l'obstacle, marmonner « c'est au gouvernement de s'occuper du problème », ce n'est pas ainsi qu'on redonnera vie à l'esprit de la nation.

Conclusion

Quelle conclusion tirer de ces réflexions au sujet de la relation entre l'individu et la nation ? Je ne fais pas mystère de mon souhait que tous soient fiers d'être citoyens de ce pays. Nous avons un passé qui, selon tous les critères, est glorieux ; bien des éléments de notre existence et de notre culture contemporaines inspirent, de la même façon, un fort sentiment de respect. En tant que nation, nous sommes doués d'un sens de l'histoire et d'un sens de l'humour ; nos savants jouissent d'un crédit international, nos forces armées sont réputées pour leur courage et leur retenue, et nos entreprises industrielles, en dépit de la récession économique, continuent de bien se battre sur les marchés du globe.

Je voudrais que nous soyons fiers de notre nation pour une autre raison. Dans le concert des nations, seule une poignée d'entre elles se sont dotées d'un système de gouvernement que l'on peut définir comme démocratique. Dans leur cas, si la vie économique et culturelle est florissante, c'est à cause du sentiment de liberté qui habite les citoyens. Il ne suffit pas, cependant, d'implanter dans les autres nations des institutions qui se contenteraient d'imiter les nôtres pour y installer un système démocratique de gouvernement – comme nous ne l'avons que trop clairement constaté ces temps derniers. Pour que la démocratie fonctionne, il faut trouver chez les gens ce que Montesquieu décrivait comme une qualité particulière : la vertu, et j'y ajouterais, le discernement. Je suis convaincue que cette qualité, la vertu, est la fille de ces principes

bibliques sur lesquels s'appuient notre cher pays ainsi qu'entre autres, les États-Unis.

Je voudrais que la voix de mon pays continue à se faire entendre dans le monde, et que les dirigeants d'autres nations sachent que notre force est due aux convictions que nous partageons sur la nature du bien et du mal, et enfin que ces convictions nous sont à ce point précieuses que nous sommes prêts à les défendre.

Je résume. Je crois profondément que nous habitons une nation qui est chrétienne. Les valeurs qui sous-tendent notre art de vivre n'ont d'aucune façon disparu mais elles courent le danger de se voir sapées à la base. Je crois que nous sommes capables de faire naître en nous la volonté et l'intention de les maintenir bien vivantes.

John Newton a exprimé cette idée avec élégance dans le sermon auquel j'ai fait allusion tout à l'heure : « Bien que l'île de Grande-Bretagne ne soit qu'un petit point sur une carte du globe, elle brille de sa présence dans l'histoire des hommes, et depuis une longue période de temps il est manifeste qu'elle est placée sous la protection de Dieu et demeure un lieu de paix, de liberté et de vérité. »

Je prie pour que nous puissions toujours être ainsi bénis et garder dans nos cœurs de telles vertus.

*. 4 March 1981: Speech at St Lawrence Jewry, London –
<http://www.margaretthatcher.org/document/104587>

**CHEL TENHAM, CONSERVATIVE RALLY, 3 JUILLET
1982***

CONTEXTE

- Le début de l'année 1982 a été marqué par la guerre des îles Falklands, au sud de l'océan Atlantique :
 - Le 2 avril, les Argentins envahissent ces îles habitées par 1 800 habitants de culture anglaise, qui souhaitent demeurer rattachés à la couronne britannique.
 - Margaret Thatcher n'hésite pas et décide de riposter par les armes.
 - Les combats font près de mille morts : 655 Argentins et 255 Britanniques.

IDÉES FORTES DU DISCOURS

Margaret Thatcher proclame la résurrection de l'esprit britannique, incarné par « l'esprit de l'Atlantique sud » :

- « Nous nous sommes battus afin de montrer que l'agression ne paie pas et que le voleur ne peut être autorisé à s'échapper avec son butin. »

- « La leçon des Malouines, c'est que l'Angleterre n'a pas changé et cette nation qui est la nôtre conserve ces solides qualités qui l'ont distinguée tout au long de notre histoire ».

Le premier ministre dresse un parallèle entre l'expérience de la guerre des Malouines, avec ses risques et ses difficultés, et la situation nationale. Faisant référence à Churchill – « Il nous faut trouver les moyens et la méthode pour travailler de concert non seulement en temps de guerre, et d'angoisse mortelle, mais aussi par temps de paix, celui des abasourdissements, des clameurs et des brouhahas. »

La guerre des Malouines a, selon Thatcher, permis aux Britanniques de réaliser qu'ils étaient capables de relever des défis de grande ampleur : « Si les enseignements de l'Atlantique sud doivent porter, alors ils doivent avoir un impact sur nous tous. Personne ne peut se permettre de rester sur la touche. Réussir, c'est l'affaire de tous, avec nos divers talents. » « La bataille de l'Atlantique sud n'a pas été gagnée en faisant semblant de ne pas voir les dangers ni en cherchant à nier les risques. Elle a été remportée par des hommes et des femmes qui ne se faisaient aucune illusion sur les difficultés qui les attendaient. Nous les avons abordées de face, et nous avons pris la résolution de vaincre. C'est, chaque jour un peu plus, l'esprit qui s'impose en Angleterre. Et c'est bien pourquoi la grève des chemins de fer va au fiasco. »

RÉPERCUSSION DU DISCOURS

- Ce discours est celui d'un chef de guerre : les événements du début de l'année 1982 redonnent à Margaret Thatcher un véritable regain de popularité, qui lui permettra notamment de remporter une deuxième fois les élections générales en 1983 et de mettre enfin en œuvre des réformes plus radicales sur le plan économique.

CHELTENHAM, CONSERVATIVE RALLY,
3 JUILLET 1982

Nous sommes réunis en ce jour alors que la bataille des Malouines vient de s'achever. Cette nation qui est la nôtre a remporté une grande victoire et nous avons des raisons de nous féliciter. Cette nation qui est la nôtre a eu la volonté de faire ce qu'elle savait être son devoir – de faire ce qu'elle savait être juste.

Nous nous sommes battus afin de montrer que l'agression ne paie pas et que le voleur ne peut être autorisé à s'échapper avec son butin. Nous nous sommes battus forts du soutien de nombreuses entités dans le monde entier. Le Conseil de sécurité, le Commonwealth, la Communauté européenne et les États-Unis. Et en même temps nous nous sommes battus seuls – pour la défense de nos populations et de notre territoire souverain.

Maintenant que le conflit est terminé, rien ne peut être comme avant car nous avons appris des choses sur nous-mêmes – des enseignements qu'il nous fallait absolument entendre.

Quand tout a commencé, nous comptons parmi nous des pusillanimes et des pleutres. Des individus qui croyaient que la Grande-Bretagne n'était plus en mesure de prendre par elle-même l'initiative.

Des individus qui croyaient que nous n'étions plus capables, comme dans le passé, de grands exploits. Ceux qui se persuadaient que notre déclin était irréversible – que nous ne retrouverions jamais notre grandeur d'antan.

Se joignaient à eux ceux qui se refusaient à admettre – on en compte peut-être dans nos rangs aujourd'hui – qui auraient vigoureusement repoussé l'hypothèse mais – dans le for de leur conscience – couvaient la crainte secrète que c'était bien vrai : à savoir que l'Angleterre avait cessé d'être la nation qui avait bâti un Empire et régné sur un quart de la planète.

Eh bien ils s'étaient trompés. La leçon des Malouines, c'est que l'Angleterre n'a pas changé et cette nation qui est la nôtre conserve ces solides qualités qui l'ont distinguée tout au long de notre histoire.

La génération présente n'a rien à envier à celle de ses pères et grands-pères en termes de savoir-faire, de courage et de volonté. Nous n'avons pas changé. Quand les exigences de la guerre et les dangers qui menacent nos populations nous commandent de prendre les armes – nous, Britanniques, demeurons tels que nous avons toujours été : capables, courageux et déterminés.

Cet appel aux armes – voilà bien le problème.

Il aura fallu ces combats dans l'Atlantique sud pour que les chantiers navals reconvertisent les bateaux bien à l'avance ; pour que les arsenaux maritimes recyclent les navires marchands et de croisière, installent des plates-formes pour hélicoptères, équipent des navires-hôpitaux – tout cela à un rythme dépassant toutes les prévisions ; il aura fallu cette pression de la guerre pour qu'hommes et femmes tentent l'impossible et donnent le meilleur d'eux-mêmes.

Il aura fallu que des populations britanniques soient sous la menace de la soldatesque étrangère et qu'un territoire britannique soit envahi et alors – pourquoi alors ? – la réplique fut incomparable. Mais pourquoi faut-il une guerre pour que nos qualités ressortent et que notre orgueil national s'exprime à nouveau ? Pourquoi faut-il qu'on nous envahisse pour que l'on se résolve à mettre de côté nos comportements égoïstes et entreprenne d'œuvrer de concert comme personne d'autre, réussisse dans nos entreprises comme seuls nous savons le faire ?

Vous avez là, mesdames et messieurs, le véritable défi qu'il nous faut relever aujourd'hui, en tant que nation. À nous de veiller à ce que l'esprit de l'Atlantique sud – l'esprit anglais dans son essence – reprenne son éclat non seulement à l'approche de la guerre mais, désormais, à la perspective de la paix.

Nous offrons la première condition. Nous savons que nous sommes à la hauteur de la tâche – nous n'avons pas perdu le savoir-faire. C'est le facteur Malouines. Nous nous sommes rassurés sur nos capacités. Voilà une leçon qu'il convient désormais de ne pas oublier. Et, en vérité, c'est une leçon qui doit nous servir en temps de paix au même titre qu'en période de

guerre, où elle nous a été inculquée. Les attermolements et les tergiversations ont cédé le pas au sentiment du devoir accompli et au contentement de soi. Nous avons retrouvé la confiance et il nous faut en faire usage.

Songez à notre corps expéditionnaire et considérez-le comme une leçon de choses. Chaque militaire avait une tâche particulière à accomplir et il s'en est acquitté superbement. Les officiers comme les hommes de troupe, les sous-officiers de carrière comme les toutes jeunes recrues – chacun comprenant que sa contribution personnelle était essentielle pour la réussite de toute l'opération. La participation de tous était également précieuse – même si la qualification de chacun était différenciée.

Parce qu'ils ont œuvré de concert, chacun s'est montré capable de se surpasser. Leur esprit d'équipe leur a permis de se transcender et parce que chacun visait l'exploit ils ont réussi l'impossible. Telle est l'image exacte de l'Angleterre en guerre – ce n'est pas celle encore de l'Angleterre en temps de paix. Mais l'esprit de la nation s'est éveillé et le pays a commencé sa mue. Rien désormais ne sera plus comme avant.

Sur tout notre territoire, des hommes et des femmes s'interrogent : pourquoi ne pouvons-nous en temps de paix accomplir ce que nous réussissons si bien à faire en temps de guerre ?

Et ils ont bien raison de se poser la question.

Regardez ce que les ouvriers de British Aerospace ont accompli lorsque leur avion Nimrod a nécessité des modifications d'importance. Ils savaient que seul un approvisionnement en vol pouvait protéger le corps expéditionnaire. Ils sont parvenus à réaliser les agencements complexes du stade de la table à dessin à celui de la mise en service d'avions fiables en seize jours – avec une année d'avance sur le planning normal des opérations.

Des performances de cette sorte, si elles intervenaient en temps de paix, seraient de nature à nous promouvoir au statut de fabricants d'aéronefs pour la planète.

Cet exploit remarquable a été possible non seulement grâce à un superbe travail d'équipe mais aussi parce que nos usines, chez nous, bénéficiaient des brillantes initiatives de leurs directeurs et ingénieurs qui n'avaient d'égales que celles de nos forces engagées outre-mer. L'un des éléments invariables de notre victoire dans l'Atlantique sud tient à ce que nos troupes ont été dirigées de main de maître. Il n'existe pas d'éloge trop marqué pour saluer la qualité et la compétence de nos officiers sur le terrain.

L'exemple qu'ils ont donné doit, lui aussi, être prisé comme il le mérite. Il est grand temps désormais que les équipes de direction se montrent plus ambitieuses et s'acquittent de leurs missions avec le professionnalisme et l'efficacité qu'elles savent être à leur portée.

Si les enseignements de l'Atlantique sud doivent porter, alors ils doivent avoir un impact sur nous tous. Personne ne se peut se permettre de rester sur la touche. Réussir, c'est l'affaire de tous – avec nos talents divers, mais notre utilité également précieuse.

Au cours de la semaine passée, j'ai relu un petit discours méconnu de Winston Churchill, prononcé juste après la guerre. Voici les propos qu'il tenait :

« Il nous faut trouver les moyens et la méthode de travailler de concert non seulement en temps de guerre, et d'angoisse mortelle, mais aussi par temps de paix, celui des abasourdissements, des clameurs et des brouhahas de discours. »

Trente-six ans plus tard, nous commençons peut-être à réapprendre cette vérité que Churchill nous a si lucidement enseignée.

Nous en avons perçu des signes lorsque, cette semaine, le syndicat des cheminots, la NUR, s'est rendu compte que sa grève des chemins de fer et du métro tombait à plat – qu'elle détonnait en ces temps qui courent. Cela n'a pourtant pas empêché, mardi, les huit dirigeants de l'ASLEF, en porte-à-faux complet avec les nouvelles tendances de l'opinion publique, de lancer un mot d'ordre de paralysie des chemins de fer.

Sans se préoccuper de l'exemple de la NUR, ni du public de voyageurs au service desquels il est censé travailler, ni des emplois et de l'avenir de leurs propres collègues syndiqués, ce groupuscule s'est mis en tête d'user de son pouvoir certain à quelles fins ? – aux fins de retarder la reprise économique du pays, à laquelle aspirent tous nos concitoyens.

Et pourtant vous vous souvenez que lundi, pas loin d'un quart des membres de la NUR se sont présentés sur leur lieu de travail.

En ce jour, nous encourageons tous les conducteurs de trains à penser d'abord à leur famille, leurs camarades, et leur pays, et à rester en poste demain. C'est cela, la véritable solidarité, celle qui peut sauver les emplois et qui se conforme à la fière tradition des cheminots britanniques.

Ce n'est pas seulement dans les chemins de fer, cependant, qu'il nous faut trouver les moyens de travailler la main dans la main. Cela s'applique tout autant au NHS. Tous ceux qui travaillent dans les services de santé partagent d'une façon ou d'une autre la même mission – les soins à prodiguer aux malades.

Afin de répondre à leurs besoins, nous avons d'ores et déjà offert au personnel auxiliaire presque l'équivalent de ce que nous avons accordé à nos forces armées et à nos enseignants, et davantage que les revalorisations acceptées par nos fonctionnaires. Nous savons tous qu'il existe une limite aux montants que chaque employeur peut libérer pour s'acquitter de ses salaires. Les augmentations proposées pour les infirmières et les auxiliaires employés dans les services de santé atteignent le plafond de ce que le gouvernement peut se permettre de déboursier.

Et il faut bien exprimer cette vérité qui est incontestable. Le gouvernement n'a pas d'argent à lui. Tout ce qu'il a en termes de budget, il le récolte par le biais des impôts et l'emprunte avec des intérêts. C'est vous tous – chacun de vous ici – qui payez.

Il existe bien évidemment une autre façon de s'arranger. Au lieu de prendre l'argent du citoyen en toute transparence, au moyen de l'impôt ou de l'emprunt, on peut le prendre sans avoir l'air d'y toucher, par subterfuge. On peut faire marcher la planche à billets afin de payer, au prix

d'un taux d'inflation plus élevé, ce que nous n'osons taxer ni ne pouvons emprunter.

Mais cette méthode peu recommandable nous est désormais interdite. Avec juste raison, mon gouvernement l'a écartée. Et dans ce pays, de plus en plus, on la refuse. Nos concitoyens sont devenus suffisamment confiants pour regarder la réalité en face. Il règne en Angleterre un esprit nouveau de réalisme.

Cela aussi est dû au facteur des Malouines.

La bataille de l'Atlantique sud n'a pas été gagnée en faisant semblant de ne pas voir les dangers ni en cherchant à nier les risques.

Elle a été remportée par des hommes et des femmes qui ne se faisaient aucune illusion sur les difficultés qui les attendaient. Nous les avons abordées de face, et nous avons pris la résolution de vaincre. C'est, chaque jour un peu plus, l'esprit qui s'impose en Angleterre. Et c'est bien pourquoi la grève des chemins de fer va au fiasco.

Nous ne sommes plus disposés à mettre notre avenir en péril pour des questions d'effectifs dont les conventions ont été signées en 1919, à une époque où c'étaient des locomotives à vapeur qui circulaient sur les voies du Grand Central Railway et où l'automobile n'avait pas encore supplanté le cheval.

Ce qui s'est passé en fait, c'est que de nouveau la Grande-Bretagne va refuser de se faire bousculer.

Nous avons cessé d'être une nation qui bat en retraite.

Au lieu de cela, nous avons retrouvé une confiance en nous-mêmes – or cette confiance vient des combats économiques menés à l'intérieur, et elle a été mise à l'épreuve et jugée positive à 13 000 kilomètres de chez nous. Elle provient d'un processus de redécouverte de nous-mêmes, et elle croît avec le retour de notre amour-propre.

Ainsi donc aujourd'hui, nous pouvons nous réjouir de notre victoire dans les Malouines et nous enorgueillir des succès remportés par les hommes et les femmes de notre corps expéditionnaire.

Et nous le faisons, non à la faible lueur d'une flamme vacillante qui doit bientôt s'éteindre. Non – nous sommes joyeux à l'idée que la Grande-Bretagne sente brûler de nouveau en elle ce feu qui lui a fourni son énergie pendant des générations par le passé et qui s'est mis à flamber avec son éclat d'antan.

La Grande-Bretagne a retrouvé son identité dans l'Atlantique sud et son regard ne se détachera jamais de la victoire qu'elle a remportée.

*. 3 July 1982: Speech to Cheltenham Conservative Rally –
<http://www.margaretthatcher.org/document/104989>

ÉDIMBOURG, ÉGLISE D'ÉCOSSE, 21 MAI 1988 *

CONTEXTE

- Deuxième grand discours de Margaret Thatcher sur la religion.
- Margaret Thatcher est alors assez impopulaire en Écosse où la population la tient pour responsable de nombreuses faillites d'entreprises.

IDÉES FORTES DU DISCOURS

Ce discours rappelle le lien étroit entre les croyances religieuses de Margaret Thatcher et ses positions politiques, et comment les premières ont largement façonné les secondes – « Le mieux serait sans doute que mes premiers propos personnels, je les prononce en ma qualité de chrétienne, tout autant que responsable politique, et que j'expose ma vision des choses » :

- Cette religion enseigne que l'Homme a été doté par Dieu du droit fondamental de choisir entre le bien et le mal. Le fils de Dieu a lui-même « choisi » de donner sa vie pour que les péchés des hommes puissent être pardonnés.

- Les hommes ont été faits à l'image de Dieu : de ce fait, chacun est censé utiliser son propre pouvoir de jugement en faisant ce choix entre bien et mal – « Il ne nous faut pas, cependant, faire profession de notre foi chrétienne et nous rendre à l'église simplement parce que nous souhaitons voir des réformes et des prestations sociales, ou bien encore un meilleur comportement de la part de nos semblables ; mais parce que nous reconnaissons le caractère sacré de la vie, et acceptons la responsabilité qui va de pair avec la liberté et le sacrifice suprême du Christ si bien rendu dans ce cantique. »
- Elle relève la pertinence des enseignements chrétiens pour orienter les politiques publiques en faveur de la création de richesses – « On nous dit qu'il nous faut travailler et faire usage de nos talents pour créer la richesse. » « Le Dixième Commandement – Tu ne convoiteras point – admet que l'acquisition de richesses et la possession de biens peuvent devenir des activités égoïstes. Ce n'est pas, cependant, la création de richesses en soi qui est répréhensible, mais la passion de l'argent pour l'argent. »
- Elle souligne que ces enseignements ne préconisent pas des institutions politiques et sociales précises mais est convaincue qu'une organisation de la société qui ne serait pas fondée sur la responsabilité individuelle serait nécessairement nuisible.
- Elle affirme la supériorité du régime démocratique pour défendre les droits individuels – « Il n'empêche que je suis une fervente partisane de la démocratie. Et j'adopte cette position, non parce que je pense que l'opinion de la majorité est forcément la bonne et la seule juste – en effet, aucune majorité ne peut s'autoriser à retirer des droits conférés par Dieu – mais parce que la démocratie, à mon sens, offre la meilleure protection qui soit à l'individu et ce qui fait sa valeur et, mieux qu'aucun autre système, s'oppose à tout abus de pouvoir commis par une minorité. »

Au sein de cette société fondée sur la responsabilité individuelle, le pouvoir politique doit nécessairement être limité :

- « Les hommes politiques et d'autres pouvoirs séculiers ont la mission, par le biais des mesures qu'ils décident, de favoriser ce qu'il y a de bon dans l'homme et de refouler ce qu'il y a de mauvais : mais ils ne peuvent pas plus créer l'un qu'ils sont en mesure d'interdire l'autre. Tout ce qui est en leur pouvoir de faire, c'est de veiller à ce que les lois encouragent les plus nobles instincts et convictions qui, j'en suis tout à fait sûre, sont plus fermement enracinés qu'on ne le pense généralement. »
- « Mais l'intervention de l'État ne doit jamais être à ce point envahissante qu'elle dispenserait dans les faits de toute responsabilité individuelle. La même chose est vraie de la fiscalité ; car alors même que vous et moi serions prêts à travailler très dur quelles que soient les circonstances, il s'en trouverait toujours certains pour se laisser vivre s'ils ne se sentaient pas une épée dans le dos. »

Margaret Thatcher insiste enfin sur l'importance de la famille et de l'éducation religieuse dans le cursus scolaire.

RÉPERCUSSIONS DU DISCOURS

- Ce discours a été surnommé par la presse britannique « Sermon sur la colline ».
- Il a été mal reçu en Écosse, où de nombreuses voix se sont élevées contre ce qui a pu être considéré comme un discours détournant des idées chrétiennes au soutien d'un manifeste politique.

Il semble pourtant un texte extrêmement sincère, expliquant en profondeur la détermination sans faille de Margaret Thatcher à porter, dans son action politique, des valeurs lui apparaissant absolument fondamentales.

ÉDIMBOURG, CHURCH OF SCOTLAND, 21 MAI 1988

M. le Modérateur, je suis très honorée d'avoir été invitée à assister à l'ouverture de cette assemblée générale de l'Église d'Écosse ; et je vous suis profondément reconnaissante de m'avoir demandé de vous adresser quelques mots.

Je suis très au fait de la continuité historique, qui s'étend sur quatre siècles, durant laquelle la position de l'Église d'Écosse a été avalisée par le droit constitutionnel et confirmée par les souverains successifs. Elle prend sa source dans l'indépendance d'esprit et la rigueur de pensée qui ont toujours été ces caractéristiques fondamentales du peuple écossais, comme j'ai eu l'occasion de m'en rendre compte. Elle est restée proche de ses origines et a inspiré chez tous un fort sentiment d'engagement au service d'autrui.

Je suis dès lors très consciente de l'influence prédominante que l'Église d'Écosse exerce dans la vie de la nation tout entière, à la fois au niveau spirituel et par le biais des importants services caritatifs offerts par le département de responsabilité sociale géré par votre Église. Et je ne méconnais pas non plus la valeur des liens durables que l'Église d'Écosse entretient avec les autres Églises.

Le mieux serait sans doute, M. le Modérateur, que mes premiers propos personnels, je les prononce en ma qualité de chrétienne, tout autant que responsable politique, et que j'expose ma vision des choses. Récemment, au cours d'une de mes lectures, je suis tombée sur cette déclaration d'une absolue simplicité :

« L'objet du christianisme, c'est la rédemption spirituelle, ce n'est pas la réforme sociale. »

Il est arrivé parfois que le débat sur ce sujet se soit trop polarisé et ait donné l'impression que les deux finalités sont tout à fait distinctes. Mais à la vérité la plupart des chrétiens seraient plutôt enclins à penser qu'aider leurs semblables, hommes et femmes, c'est leur devoir particulier en tant que chrétiens. La vie des enfants, ils ont tendance à la voir comme un don précieux. Ce sentiment d'un devoir à accomplir, il n'est guidé par aucune loi séculière votée au Parlement, il est inspiré par sa foi de chrétien.

Il reste néanmoins qu'il existe toute une catégorie de gens qui ne sont pas des chrétiens et qui sont prêts à accomplir les mêmes devoirs. Quelles sont donc, puisqu'il en est ainsi, les marques distinctives du christianisme ?

Elles trouvent leur origine, non dans la spécificité sociale, mais dans la dimension spirituelle de notre existence, et je serais encline, quant à moi, à isoler trois objets de croyance en particulier.

Le premier veut que dès le commencement, l'homme ait reçu de Dieu le droit fondamental de pouvoir choisir entre le bien et le mal. Le deuxième, c'est le credo selon lequel nous avons été faits à l'image de Dieu et, par conséquent, nous sommes censés faire usage de toute notre puissance de pensée et de jugement avant d'opérer ce choix ; et en outre, si nous ouvrons notre cœur à Dieu, il nous a fait la promesse d'être en nous et de nous aider. Le troisième, c'est la certitude que Notre Seigneur Jésus-Christ, Fils de Dieu, lorsqu'il dut faire face à Son terrible choix et se retrouva seul tout au long de sa veille, choisit de faire le sacrifice de sa vie afin que nos péchés nous fussent pardonnés. Je me souviens clairement d'un sermon, un dimanche d'armistice, où notre prédicateur a dit : « Personne n'a ôté la vie du Christ, il a choisi d'en faire le sacrifice. »

Je repense à ces nombreuses conversations, quand j'étais enfant, où nous pensions d'un commun accord que si vous tentez de cueillir les fruits du christianisme sans en prendre les racines, les fruits vont flétrir. Et ils ne retrouveront leur fraîcheur que si vous nourrissez les racines.

Il ne nous faut pas, cependant, faire profession de notre foi chrétienne et nous rendre à l'église simplement parce que nous souhaitons voir des réformes et des prestations sociales, ou bien encore un meilleur comportement de la part de nos semblables ; mais parce que nous reconnaissons le caractère sacré de la vie, et acceptons la responsabilité qui va de pair avec la liberté et le sacrifice suprême du Christ si bien rendu dans ce cantique :

« Quand je contemple cette Croix,

Où tu mourus, Prince de gloire,
Combien mon orgueil d'autrefois
M'apparaît vain et dérisoire. »

J'aimerais aussi dire quelques mots de la conviction qui est la mienne, à savoir la pertinence du christianisme dans le domaine des affaires publiques – dans celui des choses qui sont à César.

L'Ancien Testament, dans l'Exode, donne la liste des dix commandements tels qu'ils ont été édictés à Moïse, l'injonction dans le Lévitique à aimer son prochain comme soi-même, et en général révèle l'importance qu'il y a à respecter un strict code de règles (le Nouveau Testament offre le récit de l'Incarnation, des enseignements du Christ, et de l'avènement du Royaume de Dieu). De nouveau, l'accent est mis sur le besoin d'aimer son prochain comme soi-même et de « ne pas faire à autrui ce qu'on n'aimerait pas qu'il nous fasse ». J'ai la certitude que si vous rassemblez tous ces éléments empruntés à l'Ancien et au Nouveau Testaments, vous prenez conscience : de la nature de l'univers, du comportement à adopter à l'égard du labeur, et des principes qui informent la vie sociale et économique.

On nous dit qu'il nous faut travailler et faire usage de nos talents pour créer la richesse. « L'homme qui ne veut pas travailler, qu'il ne mange pas non plus », écrivit saint Paul aux Thessaloniciens. Et à la vérité, c'est l'abondance plus que la pauvreté qui trouve sa légitimité dans la nature même de la Création.

Cela dit, le Dixième Commandement – Tu ne convoiteras point – admet que l'acquisition de richesses et la possession de biens peuvent devenir des activités égoïstes. Ce n'est pas, cependant, la création de richesses en soi qui est répréhensible, mais la passion de l'argent pour l'argent. La dimension spirituelle se manifeste à partir du moment où l'on décide de l'usage que l'on va faire de cette richesse. Comment pourrions-nous répondre à ces nombreux appels à l'aide, ou investir pour l'avenir, ou soutenir ces merveilleux artistes et artisans dont l'œuvre concourt aussi à

la gloire de Dieu, si nous n'avions pas d'entrée de jeu travaillé dur et fait usage de nos talents afin de créer la richesse nécessaire ? Rappelez-vous aussi cette femme et son vase d'albâtre qui renfermait un parfum.

J'avoue que j'ai toujours eu du mal à interpréter le précepte biblique d'aimer son prochain « comme soi-même » jusqu'au jour où j'ai lu certains propos tenus par C. S. Lewis. Il faisait remarquer qu'on ne s'aime pas vraiment soi-même lorsque l'on tombe au-dessous des normes et des dogmes que l'on s'est fixés. À la vérité, on peut tout à fait se haïr pour avoir commis un acte indigne.

Rien de tout cela, bien naturellement, ne nous renseigne exactement sur le type d'institutions politiques et sociales dont nous devrions nous doter. Sur ce point, les chrétiens ont très souvent coutume d'entretenir de véritables désaccords, même s'ils le font avec courtoisie et respect mutuel, ce qui est la marque d'une conduite chrétienne. Ce qui est certain, en tout cas, c'est que tout ensemble de dispositions sociales et économiques qui ne serait pas fondé sur le primat de la responsabilité individuelle ne peut avoir que des effets pervers.

Nous sommes tous responsables de nos actes. Nous ne pouvons nous en prendre à la société si nous enfreignons la loi. Nous ne pouvons tout bonnement pas déléguer aux autres l'exercice de la charité et de la générosité. Les hommes politiques et d'autres pouvoirs séculiers ont la mission, par le biais des mesures qu'ils décident, de favoriser ce qu'il y a de bon dans l'homme et de refouler ce qu'il y a de mauvais : mais ils ne peuvent pas plus créer l'un qu'ils sont en mesure d'interdire l'autre. Tout ce qui est en leur pouvoir de faire, c'est de veiller à ce que les lois encouragent les plus nobles instincts et convictions qui, j'en suis tout à fait sûre, sont plus fermement enracinés qu'on ne le pense généralement.

Vous vous rappelez que Timothée fut mis en garde par saint Paul de ceci : si quelqu'un n'a pas soin des siens, et principalement de ceux de sa famille, il a renié sa foi, et il est « pire qu'un infidèle ».

Il nous faut bien admettre que la société moderne est infiniment plus complexe que celle de l'époque biblique et que bien entendu de nouvelles

circonstances de vie entraînent de nouveaux devoirs. Pour notre génération, le seul moyen de s'assurer que personne n'est privé de nourriture, de secours ou de perspectives d'avenir, c'est de légiférer dans les domaines de la santé et de l'éducation, des pensions pour les personnes âgées, et des soins à apporter aux malades et aux invalides.

Mais l'intervention de l'État ne doit jamais être à ce point envahissante qu'elle dispenserait dans les faits de toute responsabilité individuelle. La même chose est vraie de la fiscalité ; car alors même que vous et moi serions prêts à travailler très dur quelles que soient les circonstances, il s'en trouverait toujours certains pour se laisser vivre s'ils ne se sentaient pas une épée dans le dos. Or nous avons besoin qu'eux aussi prennent de la peine.

M. le Modérateur, nous avons eu droit ces temps derniers à d'importants débats à propos de l'éducation religieuse. J'ai la ferme conviction que c'est le devoir de la classe politique de veiller à ce que l'éducation religieuse trouve la place qui lui revient dans les programmes scolaires.

En Écosse, tout comme en Angleterre, il existe un lien historique, concrétisé par nos lois, entre l'Église et l'État. Ces deux liens ne sont pas de nature tout à fait identique, mais les dispositions dans nos deux nations ont été conçues dans le but de donner une expression symbolique à la même vérité cruciale – à savoir que la religion chrétienne qui, bien évidemment, incorpore bon nombre des grandes vérités spirituelles et morales du judaïsme, est un élément fondamental de notre héritage national. Et je suis persuadée que le souhait d'une majorité écrasante de la population est que cet héritage soit conservé et enrichi. Depuis des siècles, il est notre force vitale. Et en vérité nous formons une nation dont les idéaux sont fondés sur la Bible.

De la même façon, il est tout à fait impossible de comprendre notre histoire ou notre littérature si l'on ne prend pas cette donnée en compte, et cela est la raison concrète pour laquelle nous devons veiller à dispenser aux enfants de nos écoles un enseignement approprié qui leur ouvre

l'esprit sur le rôle joué par la tradition judéo-chrétienne dans l'élaboration de nos lois, de nos coutumes et de nos institutions. Comment voulez-vous comprendre quoi que ce soit à Shakespeare et Sir Walter Scott, ou aux conflits constitutionnels du XVII^e siècle en Écosse comme en Angleterre, si vous n'avez pas eu accès à ces connaissances fondamentales ?

Énoncer des valeurs morales absolues, ce n'est pas prétendre à la perfection pour nous-mêmes. Aucun chrétien digne de ce nom n'oserait dire cela. Qui plus est, l'un des grands principes de notre legs judéo-chrétien, c'est la tolérance. Les populations porteuses de croyances et de cultures différentes ont toujours reçu un excellent accueil chez nous, et la garantie d'une égalité de traitement promise par la loi, d'un respect total, et de marques sincères d'amitié. Il n'existe aucune contradiction entre cette attitude et notre désir par ailleurs de garder intacte l'essence de notre identité. Dans le cadre de notre foi, il n'existe nulle place pour l'intolérance raciale ou religieuse.

Lorsque Abraham Lincoln évoqua dans son célèbre discours de Gettysburg en 1863 le « gouvernement du peuple, par le peuple, et pour le peuple », il offrit au monde une définition nette et concise de la démocratie qui a depuis lors été reprise un peu partout avec enthousiasme. Mais ce qu'il présenta alors comme une forme de gouvernement n'était pas en soi spécifiquement chrétien, car nulle part dans la Bible on ne trouve le mot de démocratie. Dans l'idéal, lorsque des chrétiens s'assemblent, en tant que chrétiens, pour délibérer de concert, leur but n'est pas (en tout cas, il ne devrait pas l'être) de définir l'orientation de l'opinion majoritaire, mais de comprendre la volonté du Saint-Esprit – et il peut entre les deux s'insinuer une grande différence.

Il n'empêche que je suis une fervente partisane de la démocratie. Et j'adopte cette position, non parce que je pense que l'opinion de la majorité est forcément la bonne et la seule juste – en effet, aucune majorité ne peut s'autoriser à retirer des droits conférés par Dieu – mais parce que la démocratie, à mon sens, offre la meilleure protection qui soit à l'individu

et ce qui fait sa valeur et, mieux qu'aucun autre système, s'oppose à tout abus de pouvoir commis par une minorité.

Toutefois, l'avenir de la démocratie n'est pas du tout assuré si le cœur des hommes et des femmes vivant dans des sociétés démocratiques ne se sent pas mû par une aspiration vers quelque finalité supérieure. Les structures politiques, les institutions publiques, les idéaux collectifs – tout cela ne suffit pas.

Nous, parlementaires, savons légiférer pour instituer un État de droit. Vous, représentants de l'Église, savez enseigner comment vivre selon sa foi.

Mais au bout du compte, le rôle du politique demeure bien humble. Je me dis toujours que tout le débat autour de l'Église et de l'État n'a jamais rien produit de comparable, comme puissante intuition, que cet admirable cantique Je te fais la promesse, chère Patrie. Il commence sur une glorification triomphale de ce qu'on pourrait décrire comme un patriotisme séculier, une réalité qui en vérité ne manque pas de noblesse dans une nation telle que la nôtre :

« Je te fais la promesse, chère Patrie,
de t'élever loin du monde d'ici-bas ;
de t'offrir le service total,
entier et idéal de mon amour pour toi ».

Le cantique se poursuit et évoque « une autre patrie dont j'ai ouï dire dans un lointain passé » et dont le roi reste invisible, et les armées sont innombrables, mais « âme après âme et en silence ses lumineuses limites s'éloignent ». Non pas groupe après groupe, parti après parti, ni même église après église – mais âme après âme – et chacune d'elles compte.

Cette patrie, messieurs les membres de cette assemblée, est celle que vous servez en priorité. Vous luttez pour votre cause sous la bannière d'une Église historique. Votre victoire revêt une grande importance – pour le bien temporel comme spirituel de la nation. Je prends congé de vous

avec l'espoir sincère au cœur que nous puissions nous approcher de cette autre patrie dont « les manières sont empreintes de douceur et tous les chemins sont des chemins de paix. »

*. 21 May 1988: Speech to the General Assembly of the Church of Scotland – <http://www.margaretthatcher.org/document/107246>

DISCOURS DE BRUGES, 20 SEPTEMBRE 1988^{*}

CONTEXTE

- Le Royaume-Uni a, depuis le début de la construction européenne, occupé une place à part dans l'Europe :
 - La Grande-Bretagne n'a rejoint la Communauté économique européenne qu'en 1973.
 - Le 30 novembre 1979, à Dublin, Margaret Thatcher a déclaré vouloir réduire la contribution britannique au budget européen, perçue comme trop élevée par rapport aux subventions perçues. En 1984, le rabais britannique a accordé le remboursement de deux tiers de ses excédents à la Grande-Bretagne.
- Entre 1984 et 1986, le Royaume-Uni s'implique plus fortement dans la construction européenne en faveur du marché unique. L'arrivée de Jacques Delors comme président de la Commission européenne en 1985, favorable à une Europe fédérée et administrée, change la donne.
- Le discours de Margaret Thatcher à Bruges constitue une réaction aux propos de Jacques Delors au Congrès annuel du syndicat britannique TUC en juillet 1988. Il proposait en effet la mise en œuvre rapide d'une Europe sociale et avait affirmé qu'en dix ans, 80 % de la législation

économique des États membres serait d'origine européenne. Des propositions qui n'étaient pas du goût de la petite fiancée de la Liberté.

IDÉES FORTES DU DISCOURS

Margaret Thatcher rappelle que l'Europe et l'identité européenne ne peuvent être résumées à la construction européenne depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et que les liens entre le Royaume-Uni et le continent existent depuis l'Empire romain.

Elle martèle ensuite son refus absolu d'une institution supranationale et bureaucratique dirigée depuis Bruxelles.

Margaret Thatcher développe sa vision de l'Europe autour de quatre idées fortes :

1) Bien qu'elle perçoive les avantages d'une coopération entre États européens, ceux-ci doivent demeurer souverains et indépendants :

- « L'Europe sera plus forte dès l'instant où la France restera la France, l'Espagne demeurera l'Espagne, et la Grande-Bretagne continuera d'être la Grande-Bretagne, chaque nation préservant ses coutumes, ses traditions et son identité. »
- « Nous n'avons pas réussi à faire reculer les frontières de l'État en Grande-Bretagne pour les voir resurgir au niveau européen avec une Europe devenue un super-État imposant depuis Bruxelles une domination nouvelle. »

2) La Communauté européenne doit effectuer des actions concrètes et réalistes pour obtenir le soutien des populations européennes. Elle doit notamment réformer la PAC :

- « La Communauté n'est pas une fin en soi. »
- « Nous devons poursuivre nos efforts et faire en sorte que l'offre s'adapte mieux aux exigences du marché, que la surproduction soit

davantage limitée et que les coûts soient réduits. »

3) Margaret Thatcher exporte sa vision du libéralisme dans sa conception de l'Europe :

- L'Europe doit être orientée au service des entreprises : « Notre objectif ne doit pas être de produire, depuis le centre, des réglementations toujours plus nombreuses et détaillées, mais à l'inverse, d'introduire de la dérégulation et de supprimer les contraintes qui pèsent sur le commerce. »
- Ce libéralisme ne s'entend qu'au plan économique et ne doit pas signifier l'ouverture sans contrôle des frontières européennes : « Il est en même temps parfaitement logique que nous n'abolissions pas la totalité des contrôles aux frontières si nous voulons protéger ces mêmes ressortissants contre la criminalité et stopper la circulation de la drogue, des terroristes et des immigrants clandestins ».

4) La Communauté européenne doit permettre de défendre le territoire européen : elle doit s'organiser pour renforcer sa contribution à la défense du bloc de l'Ouest tout en gardant des liens forts avec les États-Unis.

- « C'est une question de volonté et de courage politiques, de notre capacité à convaincre l'ensemble de nos pays que nous ne saurions compter éternellement sur les autres pour assurer notre défense. [...] L'idée serait de renforcer l'UEO, non pas comme solution de rechange à l'Otan, mais comme un moyen d'accroître la contribution de l'Europe à la défense commune de l'Occident. »

RÉPERCUSSIONS POLITIQUES DU DISCOURS

- Ce discours isole le Royaume-Uni de l'approche socialisante de la construction européenne.
- La plupart des Premiers Ministres après Thatcher demeureront alignés sur cette conception thatcherienne de l'Europe.

- Certains partisans du Brexit n'ont pas hésité à exhumer ce discours pour soutenir, avec la limite de ce genre d'exercice, que Thatcher aurait été favorable à une sortie de l'Union européenne.

DISCOURS DE BRUGES, 20 SEPTEMBRE 1988

M. le Premier ministre, M. le Recteur, Excellences, Mesdames et Messieurs,

Tout d'abord, j'aimerais vous remercier de m'avoir donné l'occasion de revenir à Bruges, et dans des circonstances très différentes de la dernière fois où ma visite suivait de peu le désastre du ferry de Zeebrugge, au cours duquel le courage de vos compatriotes belges et le dévouement de vos docteurs et de vos infirmières ont permis de sauver un si grand nombre de vies de Britanniques.

Ensuite, je voudrais exprimer le plaisir que je ressens à prendre la parole devant le Collège d'Europe sous la présidence distinguée de son recteur.

Le Collège joue un rôle vital et d'une importance croissante dans la vie de la Communauté européenne.

Enfin, j'aimerais vous remercier de m'avoir invitée à prononcer mon discours dans ce splendide amphithéâtre.

Quel meilleur endroit pour parler de l'avenir de l'Europe pourrait-il exister que ce bâtiment qui rappelle avec tant de faste la grandeur déjà atteinte par notre continent voici plus de six cents ans.

Votre ville de Bruges est associée pour nous Britanniques à bien d'autres événements historiques. Geoffrey Chaucer y a effectué de fréquentes visites.

Et le premier volume à avoir été imprimé en langue anglaise a été l'œuvre de William Caxton ici même à Bruges.

La Grande-Bretagne et l'Europe

Vous m'avez invitée à parler de la Grande-Bretagne et de l'Europe. Je devrais sans doute vous féliciter de votre courage. Si vous prêtez foi à ce qu'on dit ou écrit à propos de ma vision de l'Europe, votre geste doit s'apparenter à une invitation lancée à Genghis Khan à dissenter sur les vertus de la coexistence pacifique !

Je voudrais dans un premier temps évacuer certains mythes concernant mon pays, la Grande-Bretagne, dans ses relations avec l'Europe, et pour ce faire, il me faut dire deux mots à propos de l'identité de l'Europe elle-même.

L'Europe n'est pas l'œuvre du traité de Rome.

Et l'idée européenne n'est la propriété d'aucun groupe ou d'aucune institution.

Nous autres, Britanniques, sommes tout autant les héritiers du patrimoine culturel européen que toute autre nation. Les liens que nous avons tissés avec le reste de l'Europe, le continent de l'Europe, ont constitué le facteur essentiel de notre histoire.

Durant trois siècles, nous avons fait partie de l'Empire romain et nos cartes portent toujours la marque des lignes droites dessinées par les routes construites à l'époque des Romains.

Nos ancêtres – les Celtes, les Saxons, les Danois – venaient du continent.

Notre nation fut – pour utiliser ce terme si prisé dans la Communauté – « restructurée » sous la domination normande et angevine aux XI^e et XII^e siècles. Cette année, nous célébrons le trois-centième anniversaire de la Glorieuse Révolution au terme de laquelle la couronne britannique fut transmise au prince Guillaume d'Orange et à la reine Mary. Visitez les grandes églises et cathédrales de Grande-Bretagne, lisez notre littérature et prêtez l'oreille à notre langue : toutes témoignent des trésors culturels que nous avons empruntés à l'Europe et que les Européens ont fait venir de chez nous.

En Grande-Bretagne, nous sommes fiers, et à juste titre, de la manière dont, depuis la Grande Charte de l'an 1215, nous avons été les premiers à mettre sur pied des institutions représentatives pour les développer ensuite et en faire des bastions de la liberté. Et nous nous sentons tout aussi fiers d'avoir, durant des siècles, servi de terre d'asile aux populations du reste de l'Europe qui cherchaient à se protéger de la tyrannie.

Mais nous savons aussi que sans l'héritage reçu de l'Europe dans le domaine des idées politiques, nous n'aurions jamais pu avancer autant que nous l'avons fait. À la philosophie médiévale et classique, nous avons emprunté le concept de l'État de droit qui permet de distinguer la civilisation de la barbarie.

Et c'est sur cette notion née de la chrétienté, à laquelle s'est référé le recteur – cette chrétienté longtemps indissociable de l'Europe – et qui met en avant la nature unique et spirituelle de l'individu, c'est sur cette notion donc, que nous fondons notre foi dans la liberté de la personne et les autres droits de l'homme.

Trop souvent, l'histoire de l'Europe est dépeinte comme une suite continue de guerres et de querelles interminables. Et cependant, quand on l'observe de notre point de vue contemporain, ce qui nous paraît le plus frappant, c'est notre expérience partagée. Lorsqu'on lit par exemple le récit de la manière dont les Européens ont exploré, colonisé – et, nul besoin de s'en excuser – civilisé une grande partie du monde, on découvre une aventure pleine du talent, du savoir-faire et du courage des hommes.

Mais les Britanniques que nous sommes avons apporté notre écot particulier à l'Europe. Au cours des siècles, nous nous sommes battus pour empêcher que l'Europe ne tombe sous la coupe d'une seule puissance. Nous avons combattu et sommes morts pour sa liberté. À quelques kilomètres seulement d'ici, en Belgique, reposent les corps de 120 000 soldats britanniques tués au cours de la Première Guerre mondiale.

N'eût été cette volonté de combattre et mourir, l'Europe aurait certes réalisé son unité il y a fort longtemps – mais privée de liberté et privée de justice. Ce fut le soutien des Britanniques aux mouvements de résistance pendant toute la durée de la dernière guerre qui a permis au flambeau de la liberté de rester vivace dans autant de pays jusqu'au jour de leur libération.

Demain, le roi Baudoin assistera à une messe à Bruxelles célébrée à la mémoire des nombreux et vaillants pilotes belges qui ont fait le sacrifice de leur vie après avoir rejoint la Royal Air Force – sacrifice que nous n'oublierons jamais.

Et c'est de notre île forteresse que la libération de l'Europe fut lancée.

Aujourd'hui, comme hier, nous restons solidaires. Près de 70 000 militaires britanniques sont stationnés sur le continent de l'Europe. Tous ces éléments à eux seuls apportent la preuve de nos liens avec l'Europe et de notre préoccupation pour son avenir.

La Communauté européenne est une manifestation parmi d'autres de cette identité européenne, mais ce n'est pas la seule. Nous ne devons pas oublier qu'à l'est du rideau de fer, des populations qui jadis participaient pleinement de la culture, de la liberté et de l'identité européennes ont été coupées de leurs racines. Nous ne cesserons jamais de considérer Varsovie, Prague et Budapest comme de grandes villes européennes.

Et nous devons garder en mémoire le fait que ce sont des valeurs nées en Europe qui ont aidé à faire des États-Unis ce fervent défenseur de la liberté qu'ils sont aujourd'hui.

L'avenir de l'Europe

Je ne vais pas vous livrer une chronique aride de faits obscurs tirés des bibliothèques poussiéreuses de l'histoire. Plutôt le bilan de près de deux mille ans de participation de la Grande-Bretagne à l'Europe, de sa coopération avec le continent et de sa contribution à son histoire, celle-ci demeurant aujourd'hui aussi confirmée et vigoureuse que jamais.

Bien sûr, nous avons aussi porté notre regard vers des horizons plus lointains – comme d'autres – et il ne faut surtout pas le regretter car l'Europe n'aurait pas prospéré, et elle ne prospérera jamais, si elle se concevait comme un club aux visées limitées, tourné vers lui-même.

La Communauté européenne appartient à tous ses membres, sans exception. Elle se doit de refléter les traditions et les aspirations de tous ses membres, à l'exclusion d'aucun. Et que je me fasse bien comprendre. La Grande-Bretagne ne rêve pas de mener une existence protégée et isolée aux marges de la Communauté européenne. Notre destin se joue en Europe, et nous sommes l'une de pièces de la Communauté. Cela ne veut pas dire que notre destin ne se joue qu'en Europe, mais c'est le cas également de la France ou de l'Espagne ou encore, en fait, de chacun de ses membres.

La Communauté n'est pas une fin en soi.

Ce n'est pas non plus un dispositif institutionnel destiné à être soumis à des modifications constantes selon les interprétations du jour de quelque

concept intellectuel abstrait. Elle ne doit pas non plus se laisser scléroser par des réglementations sans fin.

La Communauté européenne est une construction pragmatique grâce à laquelle l'Europe pourra garantir la prospérité future et la sécurité de ses populations dans un monde où existent une quantité de nations ou groupes de nations puissantes.

Nous autres Européens ne pouvons nous permettre de gâcher notre énergie dans des querelles internes ou des débats institutionnels abscons. Rien ne peut remplacer l'action concrète.

L'Europe se doit d'être prête à assurer pleinement sa propre sécurité et à se montrer compétitive sur le plan commercial et industriel dans un monde qui réussit aux nations qui encouragent l'esprit d'initiative et d'entreprise plutôt qu'à celles qui veulent l'étouffer.

Ce soir, j'aimerais définir quelques pistes de réflexion pour l'avenir qui, j'en suis certaine, permettront à l'Europe de s'engager sur la voie de la réussite, non seulement dans les domaines de l'économie et de la défense, mais aussi en termes de qualité de la vie et du rayonnement de ses peuples.

La coopération volontaire entre États souverains

Ma première idée-force est celle-ci : une coopération volontaire et active entre États indépendants et souverains est la meilleure solution si l'on veut édifier une Communauté européenne viable.

Tenter de supprimer l'idée de nation et de concentrer le pouvoir au centre d'un conglomérat européen serait hautement préjudiciable et mettrait en péril les finalités que nous nous sommes fixées.

L'Europe sera plus forte dès l'instant où la France restera la France, l'Espagne demeurera l'Espagne, et la Grande-Bretagne continuera d'être la Grande-Bretagne, chaque nation préservant ses coutumes, ses traditions et son identité. Ce serait folie que de vouloir les réduire à une sorte de format unique qui définirait la personnalité européenne.

Parmi les pères fondateurs de la Communauté, certains se sont dit qu'ils pourraient la configurer sur le modèle des États-Unis d'Amérique. Seulement, l'histoire de l'Amérique tout entière n'a pas grand-chose de commun avec celle de l'Europe. Les migrants l'ont rejointe pour fuir l'intolérance et les rigueurs de l'existence en Europe. Ils recherchaient la liberté et la possibilité de vivre leur vie ; et cette forte ambition qui les portait a contribué, après deux siècles, à souder une nouvelle unité et faire naître un sentiment de fierté d'être américain, comme nous ressentons, nous, cette même fierté d'être des Britanniques, des Belges, des Hollandais ou des Allemands.

Je suis la première à dire que, sur bien des questions, les nations d'Europe devraient s'efforcer de ne parler que d'une seule voix. J'aimerais nous voir coopérer plus étroitement dans les domaines où nous sommes plus efficaces lorsque nous conjuguons nos efforts que lorsque nous y travaillons seuls. L'Europe dans ce cas s'en trouve plus forte, que ce soit sur le plan du commerce, de la défense ou de nos relations avec le reste du monde.

Mais cette coopération plus étroite n'exige pas que le pouvoir soit centralisé à Bruxelles, ni que les décisions soient prises par des bureaucrates qu'on a nommés à leurs postes.

En fait, il est paradoxal qu'au moment où les pays comme l'Union soviétique, qui ont tenté de tout diriger depuis le centre, sont en train de découvrir que tout va bien mieux si l'on éloigne le pouvoir et les décisions de ce centre, il se trouve des responsables de la Communauté pour, semble-t-il, essayer de prendre le chemin inverse.

Nous n'avons pas réussi à faire reculer les frontières de l'État en Grande-Bretagne pour les voir resurgir au niveau européen avec une Europe devenue un super-État imposant depuis Bruxelles une domination nouvelle.

Nous voulons, sans aucun doute, une Europe plus unie et rassemblée autour d'un plus grand faisceau d'objectifs communs.

Mais cette évolution doit s'opérer selon un processus qui respecte dans le pays où l'on vit des traditions différentes, les pouvoirs du Parlement et le sentiment national, car c'est là que se trouve la source de la vitalité qui a animé l'Europe au cours des siècles.

Stimuler le changement

Ma deuxième idée-force est celle-ci : la Communauté doit adopter vis-à-vis des problèmes actuels une démarche qui soit pragmatique, aussi difficile cela soit-il. Si nous ne parvenons pas à modifier les décisions de la Communauté qui sont de toute évidence inappropriées ou inefficaces et qui à juste titre créent des inquiétudes chez les gens, leur soutien nous fera défaut lorsqu'il faudra travailler au développement à venir de la Communauté. Et c'est la raison pour laquelle les résolutions prises à Bruxelles par le Conseil européen la semaine dernière revêtent une telle importance.

Il n'était pas légitime que la moitié du budget total de la Communauté passe à stocker les excédents alimentaires et à s'en débarrasser. Désormais, une réduction massive de ces stocks est en cours.

Il était parfaitement justifié, en revanche, de décider que la part du budget consacrée à l'agriculture soit diminuée afin de dégager des ressources dans d'autres secteurs d'intervention, comme l'aide aux régions moins bien nanties et à la formation professionnelle.

On a eu également raison d'appliquer une discipline budgétaire plus stricte pour permettre à ces politiques de se mettre en place et d'exercer un meilleur contrôle sur les dépenses de la Communauté.

Et ceux qui se plaignaient que la Communauté passe autant de temps à finasser sur des points de détail concernant les finances n'ont rien compris des enjeux. On ne construit pas sur des fondations instables, financières ou

autres, et ce sont les réformes fondamentales entérinées l'hiver dernier qui ont rendu possibles les progrès remarquables que nous avons réalisés depuis lors sur la question du marché unique.

Il n'est pas possible, cependant, de nous arrêter en si bon chemin. Un exemple : la tâche de réformer la politique agricole commune est loin d'avoir été menée à son terme. Il est certain que l'Europe a besoin d'une industrie agricole stable et efficace. Mais la PAC est devenue lourde à manier, inopérante et ruineuse. La production d'excédents dont personne ne veut n'est une garantie ni pour le revenu des agriculteurs ni pour leur avenir.

Nous devons poursuivre nos efforts et faire en sorte que l'offre s'adapte mieux aux exigences du marché, que la surproduction soit davantage limitée et que les coûts soient réduits.

Bien naturellement, il nous faut protéger les villages et les zones rurales qui occupent une place si importante dans la vie de notre nation, mais autrement que par le biais des prix agricoles.

S'attaquer à la résolution de ces problèmes exige du courage politique.

La Communauté ne réussira qu'à abîmer son image aux yeux de son opinion publique et du monde extérieur si ce courage fait défaut.

L'Europe ouverte à l'entreprise

Ma troisième idée-force concerne la nécessité, pour la Communauté, de prendre des mesures en faveur de l'entreprise. Si l'on veut que l'Europe prospère et crée les emplois du futur, la clé, c'est l'entreprise. Le cadre fondamental est en place : le traité de Rome lui-même fut conçu comme une charte pour la liberté économique. Mais ce n'est pas la lecture ni encore moins l'usage qu'on en a toujours fait.

La leçon à retenir de l'histoire économique des années 1970 et 1980, c'est que la planification centrale et les directives tatillonnes ne marchent pas, et que la volonté de réussir et l'esprit d'initiative sont au contraire très efficaces. Qu'une économie dirigée se condamne à une croissance exsangue et que la libre entreprise exercée dans le cadre de la loi se voit récompensée par de bien meilleurs bilans.

La finalité d'une Europe ouverte à l'entreprise est la force motrice qui a donné sa dynamique à la création du marché unique européen en 1992. En nous débarrassant des barrières, en permettant aux entreprises d'opérer à l'échelle européenne, nous sommes dans les meilleures dispositions pour rivaliser avec les États-Unis, le Japon et d'autres puissances économiques émergentes en Asie et ailleurs.

Et cela signifie agir pour libérer les marchés, agir pour offrir davantage de choix, agir pour réduire l'intervention de l'État.

Notre objectif ne doit pas être de produire, depuis le centre, des réglementations toujours plus nombreuses et détaillées, mais à l'inverse,

d'introduire de la dérégulation et de supprimer les contraintes qui pèsent sur le commerce.

La Grande-Bretagne a montré l'exemple en ouvrant ses marchés aux autres.

La Cité de Londres accueille depuis longtemps des institutions financières originaires du monde entier, et cela explique qu'elle soit le centre financier le plus important et le plus actif d'Europe. Nous avons ouvert notre marché au matériel de télécommunications, introduit la concurrence entre les services et jusque dans le réseau lui-même – autant de mesures que d'autres en Europe commencent simplement à envisager.

Dans les transports aériens, nous avons montré la voie en procédant à une libéralisation, et nous en avons récolté les fruits sous la forme de baisses des tarifs et de choix plus vastes. Notre navigation commerciale côtière s'est ouverte aux marines marchandes de l'Europe. Nous aimerions en dire autant de bien d'autres membres de la Communauté.

Pour ce qui concerne les questions monétaires, je voudrais dire ceci. Le problème de fond, ce n'est pas de savoir s'il nous faut une Banque centrale européenne. Les urgences concrètes sont celles-ci :

- donner suite à l'engagement de la Communauté à favoriser la libre circulation des capitaux – ce qui est le cas chez nous ;
- abolir par le biais de la Communauté le contrôle des changes – nous l'avons fait en 1979 ;
- instaurer un marché réellement libre des services financiers, en matière de banques, d'assurance, et d'investissements ;
- faire un usage plus large de l'écu.

Cet automne, nous allons émettre des bons du Trésor en écus, et nous espérons voir d'autres gouvernements en Europe en faire autant, et de plus en plus.

Telles sont les exigences concrètes, auxquelles la Communauté a besoin de répondre si elle veut que son commerce et son industrie soient à même de rivaliser pour de bon avec le reste du monde. Et ce sont les mesures que le consommateur européen souhaite, car elles vont élargir

l'éventail de ses choix et lui permettre de dépenser moins. C'est vers des objectifs de base bien concrets de cet ordre que la Communauté devrait porter son attention. Quand ils auront été atteints et qu'ils auront produit leurs effets sur la durée, nous serons mieux à même de réfléchir à la suite des opérations.

La question des frontières entre nos différents pays procède de la même logique. Il va de soi que nous tenons à faciliter la circulation des marchandises aux frontières. Il va de soi également qu'il nous faut faciliter les déplacements des ressortissants à l'intérieur de l'Europe. Mais il est en même temps parfaitement logique que nous n'abolissions pas la totalité des contrôles aux frontières si nous voulons protéger ces mêmes ressortissants contre la criminalité et stopper la circulation de la drogue, des terroristes et des immigrants clandestins.

Ce point a été dramatiquement illustré il y a seulement trois semaines lorsqu'un vaillant douanier allemand, en service à la frontière entre la Hollande et l'Allemagne, a porté un coup sérieux à des terroristes de l'IRA.

Avant de quitter le sujet du marché unique, je voudrais ajouter que la dernière des choses dont nous ayons besoin, ce sont de nouvelles réglementations qui ont pour effet d'augmenter le coût de la main-d'œuvre et de diminuer la flexibilité et la compétitivité du marché du travail européen par rapport à nos fournisseurs étrangers.

Si nous devons nous doter d'un statut européen des sociétés, il nous faut veiller à ce qu'il ne comporte qu'un minimum de réglementations.

Il est certain qu'en Grande-Bretagne, nous résisterions de toutes nos forces à toute tentative d'introduction du collectivisme et du corporatisme au niveau européen – même si par ailleurs ce que les populations veulent faire chez elles ne regarde qu'elles.

L'Europe ouverte sur le monde

Ma quatrième idée-force est que l'Europe doit se garder du protectionnisme.

L'expansion de l'économie mondiale nous impose de continuer à éliminer les barrières qui entravent le commerce, et de le faire au moyen des négociations multilatérales pour le GATT. Il serait déloyal, alors qu'elle est occupée à briser les contraintes qui pèsent sur le commerce à l'intérieur des frontières de l'Europe, que la Communauté décide de mettre en place des protections extérieures encore plus étanches. Il nous faut veiller à ce que notre doctrine relative au commerce mondial soit en accord avec le dogme de libéralisation que nous prêchons chez nous.

Nous sommes dans ce domaine investis d'une responsabilité, qui est de montrer l'exemple, et vise tout particulièrement les pays les moins développés. Ceux-ci n'ont pas seulement besoin d'aide ; plus que tout, ce qui leur est nécessaire, ce sont de meilleures perspectives commerciales s'ils veulent accéder à la dignité d'une force économique et d'une indépendance plus marquées.

L'Europe et la défense

Ma dernière idée-force concerne la question la plus fondamentale – le rôle des nations européennes en matière de défense.

L'Europe se doit de continuer à assurer une défense efficace par le biais de l'Otan.

Il ne peut être question de relâcher nos efforts, même si cela implique de prendre des décisions difficiles et de consentir de gros sacrifices financiers. C'est à l'Otan que nous devons la paix que nous avons connue ces quarante dernières années.

Le constat objectif, c'est que le cours de l'histoire nous est favorable : le modèle démocratique d'une société de la libre entreprise a donné les preuves de sa supériorité ; la liberté mène l'offensive, une offensive pacifique qui se déploie sur toute la planète, une première dans mon existence.

Il nous faut tout faire pour que les États-Unis restent fidèles à leur engagement à défendre l'Europe. Et cela signifie que nous prenions la mesure du fardeau que fait peser sur leurs ressources le rôle mondial qu'ils assument, et que nous entendions leur argument voulant que leurs alliés assurent toute leur part de la défense de la liberté, en particulier à un moment où l'Europe voit sa prospérité s'accroître. De plus en plus, ils vont attendre de l'Europe qu'elle s'engage dans la défense des régions hors zone, comme nous l'avons fait récemment dans le Golfe.

L'Otan et l'Union de l'Europe occidentale ont depuis longtemps mis le doigt sur les problèmes qui se posent pour la défense de l'Europe, et ont suggéré des solutions. Le temps est venu où il nous faut donner chair à nos déclarations portant sur la puissante impulsion à donner à nos efforts de défense dans un contexte de meilleure rentabilité.

Il ne s'agit pas là d'un problème institutionnel. Pas plus que ce n'est un problème de mise en forme. C'est quelque chose d'à la fois plus simple et plus profond : c'est une question de volonté et de courage politiques, de notre capacité à convaincre l'ensemble de nos pays que nous ne saurions compter éternellement sur les autres pour assurer notre défense, et que chaque membre de l'Alliance, au contraire, se doit d'assumer sa juste part du fardeau.

Nous devons conserver le soutien de l'opinion publique sur la question de la dissuasion nucléaire, en gardant à l'esprit le fait que les armements désuets ne dissuadent personne, et qu'une modernisation s'impose. Nous devons aussi satisfaire aux exigences d'une défense efficace de type conventionnel en Europe pour faire pièce aux forces soviétiques qui sont constamment en cours de modernisation.

L'idée serait de renforcer l'UEO, non pas comme solution de rechange à l'Otan, mais comme un moyen d'accroître la contribution de l'Europe à la défense commune de l'Occident. Avant tout, à un moment où l'Union soviétique et l'Europe de l'Est traversent une période de changement et d'incertitude, il nous faut garantir l'unité et la détermination de l'Europe, si bien que quoi qu'il arrive, notre défense sera assurée.

Dans le même temps, il est indispensable d'engager des négociations sur le contrôle des armements et de maintenir grande ouverte la porte de la coopération sur toutes les autres questions incluses dans les accords d'Helsinki.

Mais gardons toujours à l'esprit que notre mode de vie, notre vision des choses, et tous les projets que nous souhaitons entreprendre, sont protégés non pas par la justesse en soi de la cause que nous défendons mais par la puissance de nos moyens de défense.

Sur ce point, il nous faut ni faiblir ni faillir.

La démarche britannique

M. le Président, je suis sûre qu'il ne suffit pas d'évoquer en termes généraux l'existence d'une vision ou d'un idéal européen.

Si nous croyons en quelque chose, nous devons définir la marche à suivre et bien anticiper nos premiers mouvements. C'est ce que j'ai tenté de faire ce soir.

Cette démarche ne nécessite aucun nouveau texte : nous les avons tous, le traité de l'Atlantique nord, le traité de Bruxelles révisé et le traité de Rome, autant de documents rédigés par des hommes perspicaces, comptant parmi eux un citoyen belge remarquable – Paul Henri Spaak.

Quelle que soit la longueur du chemin que nous voulons suivre, il est évident que nous ne pouvons progresser qu'un pas après l'autre. Et ce qu'il nous faut aujourd'hui, ce sont des décisions concernant les prochaines étapes à franchir, plutôt que de nous laisser distraire par des objectifs utopiques. L'Utopie ne se réalise jamais, car nous savons que si elle prenait forme, elle nous répugnerait.

Exprimons le vœu que l'Europe forme une famille de nations, qui se comprennent mieux et s'apprécient mieux les unes et les autres, agissent davantage de concert, mais savourent aussi leurs identités nationales tout autant que leur entreprise européenne commune.

Faisons le vœu que l'Europe puisse jouer tout son rôle sur la planète, qu'elle sache regarder au-delà de son propre horizon plutôt que vers elle-même, et qu'elle sauvegarde cette communauté atlantique – cette Europe

de part et d'autre de l'Atlantique – qui est notre plus noble héritage et notre plus grande force.

Je voudrais vous remercier encore pour m'avoir accordé le privilège de prononcer ce discours dans le grand amphithéâtre de votre grand Collège.

*. 20 September 1988: Speech to the College of Europe in Bruges – <http://www.margaretthatcher.org/document/107332>

CHAMBRE DES COMMUNES, 30 OCTOBRE 1990^{*}

CONTEXTE

- La réunion du Conseil européen extraordinaire à Rome les 27 et 28 octobre 1990 esquisse l'architecture générale de l'Union économique et monétaire (UEM) au regard des débats sur la politique commerciale :
 - À la suite du rapport du comité Delors publié en avril 1989 et aux conclusions du « groupe à haut niveau » présidé par Elisabeth Guigou, le Comité monétaire européen remet, le 23 juillet 1990, un texte intitulé L'UEM au-delà de la première étape. Un mois après, la Commission européenne publie son propre projet de traité.
 - Au moment où la réunification allemande constitue un événement décisif pour le processus d'intégration européenne, le Conseil européen se réunit à Rome dans le but d'avoir un échange de vues approfondi sur l'état de préparation des deux Conférences intergouvernementales (CIG) sur l'Union économique et monétaire – l'objectif final étant l'adoption d'un programme conduisant à la création d'une banque centrale européenne et d'une monnaie unique (le début de la deuxième

phase est fixé le 1^{er} janvier 1994) – et sur l'Union politique dont l'ouverture est prévue pour le mois de décembre.

- L'ordre du jour portait également sur les négociations multilatérales de l'Uruguay Round mais la question n'a pas été tranchée. La Communauté européenne a entrepris de réorienter sa Politique agricole commune (PAC). Parallèlement, les États-Unis refusent tout compromis au GATT en l'absence d'accord sur la réforme des politiques agricoles. D'un côté, les États-Unis défendent des objectifs commerciaux afin de protéger leurs débouchés à l'exportation sur les céréales et les ingrédients de l'alimentation animale (il s'agit de limiter les effets de la PAC en réduisant les mesures de soutien et de protection accordées à l'agriculture européenne). De l'autre côté, la Communauté européenne refuse de compromettre les acquis de la PAC ; elle est prête à négocier une réduction de la Mesure globale de soutien mais ne veut s'engager ni sur les subventions à l'exportation ni sur les propositions de tarification avancées par les Américains qui remettent en question le mécanisme de prélèvements variables.
- Les pays d'Europe centrale et orientale et notamment la crise du golfe Persique ont également fait l'objet de discussions : les Douze réitèrent leur soutien au processus de réforme en Hongrie (à la suite de la décomposition du bloc soviétique) et réaffirment leur solidarité pour parvenir à la libération des otages retenus en Irak et au Koweït (envahi par Saddam Hussein).
- Moins d'un mois avant de démissionner de son poste de Premier Ministre (22 novembre 1990), Margaret Thatcher intervient le 30 octobre 1990 devant la Chambre des communes contre les conclusions de la conférence européenne de Rome et prononce son célèbre « No. No. No ».

IDÉES FORTES DU DISCOURS

Margaret Thatcher déclame un véritable réquisitoire contre l'Europe fédérale et contre l'euro tout en prononçant un vibrant plaidoyer pour le libre-échange en Europe.

- Margaret Thatcher s'exprime tout d'abord sur les problèmes urgents du moment :
 - Sur les négociations agricoles dans le cadre de l'Uruguay Round, elle plaide contre les tentations protectionnistes et pour le libre-échange : « Au bilan final, nous saurons si le commerce mondial est appelé à s'ouvrir progressivement, ou si nous retombons dans les erreurs du passé et l'impasse du protectionnisme » :
 - Elle déplore l'incapacité de la Communauté européenne à trouver un accord sur une réduction progressive et significative des mesures d'aide et de protection de l'agriculture européenne et accuse plus précisément la position isolationniste de la France et l'Allemagne à ce sujet.
 - Elle exprime sa préférence pour les dispositions ouvrant à une libéralisation substantielle des échanges commerciaux à l'international : « La politique agricole commune est une politique protectionniste, mais nous allons essayer d'atténuer ce protectionnisme [...] parce que chez nous, nous croyons à la liberté des échanges ».
 - Elle prévient qu'un échec des négociations de l'Uruguay Round reviendrait à envoyer au reste du monde un signal fort d'une Europe protectionniste : « nous serons responsables d'avoir porté un coup au commerce mondial [...] les pires craintes des citoyens – à savoir que la Communauté européenne n'est rien d'autre qu'un moyen d'ériger l'Europe en forteresse et d'en faire un club protectionniste ».
 - Sur le sort des otages détenus par l'Irak, qu'elle condamne fermement, elle réclame une posture d'intransigeance radicale : « Ce

comportement est tout à fait inadmissible. [...] Il n'y a rien à négocier. »

- Quant à l'assistance à la Hongrie, elle se dit favorable à une aide au développement : « Le Conseil est également tombé d'accord, sur la suggestion du Royaume-Uni, pour préparer et régler rapidement le second versement du prêt consenti à la Hongrie par la Communauté d'un montant d'un milliard de dollars. [...] Nous avons fait remarquer que nous n'envisagions pas de passer par la voie de prêts indifférenciés qui ne seraient d'aucun secours pour un pays qui connaissait déjà des difficultés, mais que nous allions réfléchir à des formes d'aide spécifique dans certains secteurs – comme par exemple ceux de l'agroalimentaire, des transports et des recherches pétrolières. »
- La seconde partie de son intervention est consacrée aux enjeux de long terme sur la voie de la construction européenne. Elle délivre alors un terrible réquisitoire contre l'Europe fédérale : « Ce qu'on nous propose aujourd'hui – l'union économique et monétaire – c'est une façon de nous faire entrer par la petite porte dans une Europe fédérale, concept que nous rejetons totalement, absolument. [...] Nous n'avons nul besoin d'une structure fédérale [...] en dépossédant des organismes démocratiquement élus de leurs pouvoirs démocratiques pour les transférer à des organismes non élus. »

Elle avance par ailleurs que l'émergence d'une identité européenne n'est ni possible ni souhaitable :

- La pluralité des traditions culturelles au sein de l'Union européenne constitue un frein à un tel projet : « Bâtir les États-Unis d'Amérique à partir d'un territoire nouvellement occupé est une chose, le faire en partant d'États-nations anciens, avec leurs traditions propres, en est une autre ».
- Une telle démarche risquerait de provoquer un déséquilibre idéologique au profit de la suprématie allemande : « Si nous ne préservions pas nos identités nationales en Europe, le peuple

dominant en Europe serait le peuple allemand. Si l'on veut maintenir un équilibre entre les différents points de vue en Europe, comme par tradition nous l'avons toujours fait dans l'histoire, il n'existe qu'un moyen : conserver notre identité nationale. »

En matière de stratégie économique et monétaire à l'échelle européenne, Margaret Thatcher ambitionne une coopération limitée au marché commun : « Nous aimerions conserver le genre d'Europe en laquelle nous croyons et l'Europe telle qu'elle était lorsque nous y sommes entrés. [...] Nous lui préférons l'idée d'une coopération économique et monétaire élargie, qui est réalisable sans que nous ne renoncions à notre souveraineté. [...] Un marché unique et une monnaie unique sont deux réalités différentes ».

- Elle appelle au renforcement du marché unique : « Nous nous engageons à poursuivre la coopération que nous avons mise sur pied, en tant qu'États-nations. [...] C'est pourquoi il est essentiel que nous mettions en place pour de bon le marché unique. [...] Lorsqu'il est question d'agir concrètement, le faire contraste avec le dire. »
- Elle s'oppose à la monnaie unique tout en se montrant ouverte à l'introduction d'une monnaie parallèle ou commune, qui n'implique pas la création d'une banque centrale, sans exclure la possibilité d'une évolution dans le temps : « nous avons récemment mis en place le système monétaire européen en nous intégrant au mécanisme des taux de change. [...] Nous avons proposé la mise en place d'un "écu fort", protégé de l'inflation, et qui constitue une monnaie parallèle ou commune et non point une monnaie unique. [...] Le gouvernement est hostile à la monnaie unique, mais notre rôle n'est pas de lier les mains de nos successeurs dans vingt ou trente ans ».
- Elle considère que la convergence économique est un prérequis à la monnaie unique sous peine de voir augmenter considérablement le chômage et les migrations internes : « Il ne sera pas possible de créer une monnaie unique aussi longtemps que toutes les économies n'auront pas atteint le même niveau de développement, le même

niveau de prospérité, dans une Europe qui jouira d'une économie unifiée sur tout son territoire. » « Toutes les différences entre nous se traduiraient par un fort taux de chômage et des mouvements massifs de populations. »

- Elle souligne qu'il ne faut pas sous-estimer les conséquences budgétaires d'une monnaie unique : « Cela voudrait dire aussi qu'il faudrait consentir à d'énormes transferts d'argent d'un pays à l'autre. Cela nous coûterait très cher. [...] Beaucoup parmi ceux qui parlent de monnaie unique n'ont jamais réfléchi à toutes ses implications. »
- Elle s'oppose fortement à l'Union politique telle que pensée par Jacques Delors, qu'elle qualifie de véritable recul de la démocratie : « Le président de la Commission, M. Delors, a déclaré l'autre jour lors d'une conférence de presse qu'il souhaitait que le Parlement européen soit l'organe démocratique de la Communauté, que la Commission devienne l'exécutif et que le Conseil des ministres tienne le rôle d'un sénat. Non, non et non ! [...] Il vaut mieux améliorer la démocratie que l'amenuiser, démarche que j'estime inopportune à l'heure actuelle. »

RÉPERCUSSIONS POLITIQUES DU DISCOURS

- Ce discours et son fameux « No. No. No. » constituent la marque de fabrique de l'euroscepticisme de marché britannique. À la fois favorable au marché unique mais très critique quant aux répercussions constructivistes d'une Europe trop politique et trop sociale.

CHAMBRE DES COMMUNES, 30 OCTOBRE 1990

LE PREMIER MINISTRE

(MME MARGARET THATCHER)

Avec votre permission, M. le Président, je souhaite faire une déclaration à propos du Conseil européen qui s'est tenu à Rome les 27 et 28 octobre, et auquel j'ai assisté en compagnie de mon honorable confrère ministre des Affaires étrangères et du Commonwealth. Les conclusions entérinées par le Conseil ont été déposées à la bibliothèque de la Chambre des communes.

Le Conseil a dû en premier lieu traiter de questions urgentes relatives aux affaires courantes : à savoir, l'impossibilité où se trouve la Communauté d'élaborer un accord sur une position partagée dans nos discussions portant sur l'agriculture dans les négociations commerciales du cycle d'Uruguay ; la situation dans le Golfe, et celle des ressortissants étrangers retenus en otages en Irak et au Koweït ; et enfin les problèmes qui sont apparus en Hongrie.

Regardant plus loin dans le temps, le Conseil s'est penché également sur la préparation des deux conférences intergouvernementales, de l'union économique et monétaire, ainsi que des réformes institutionnelles, qui doivent débiter en décembre. Mon rapport sur les questions à l'ordre du jour du Conseil suivra ce même ordre de présentation.

Le cycle d'Uruguay de négociations commerciales doit se terminer avant la fin de l'année. Au bilan final, nous saurons si le commerce mondial est appelé à s'ouvrir progressivement, ou si nous retombons dans les erreurs du passé et l'impasse du protectionnisme.

La question la plus délicate est celle de l'agriculture. Tous les acteurs principaux du cycle d'Uruguay ont pris la résolution de mettre sur la table les offres de négociation avant le 15 octobre. Tous, à l'exception de la Communauté européenne.

La Commission discute du problème depuis que le Cycle a commencé à l'automne 1986. Elle s'est engagée de la manière la plus franche en avril de l'an passé à opérer des réductions substantielles et progressives dans le domaine du soutien à l'agriculture. Cet engagement a été réitéré au sommet économique de Houston en juillet de cette année.

La Commission a proposé que ces réductions soient de 30 %, avec effet rétroactif jusqu'en 1986. Si bien que ce qui a été fait en matière de réduction dans l'offre de soutien devra être calculé sur la base de ces 30 %.

Il s'est tenu six réunions des ministres de la Communauté européenne pour débattre de cette proposition. La dernière en date, qui a duré environ seize heures, a eu lieu vendredi de la semaine dernière. Sans qu'un accord ne soit trouvé, cependant. La principale opposition est venue de la France et de l'Allemagne.

Cet échec de la Communauté a porté préjudice à sa réputation. Les négociations entre les principaux groupes de pays ne peuvent démarrer tant que les propositions de la Communauté n'ont pas été présentées.

Le Conseil européen a demandé aux ministres d'organiser une nouvelle réunion et de faire en sorte que la Commission soit à même de déposer une offre de négociation. Le Premier ministre néerlandais a suggéré que la base de cette offre soit la position à laquelle étaient arrivés les ministres de l'Agriculture lorsqu'ils ont suspendu prématurément leurs travaux le 27 octobre. Le président Mitterrand, cependant, n'a pas fait mystère du fait que la France continuerait de voter contre ces propositions.

Il reste donc aux ministres de l'Agriculture et du Commerce de tenter une fois de plus de parvenir à une conclusion commune. Si nous n'y parvenons pas, le monde saura que la Communauté est protectionniste.

Ensuite, en ce qui concerne le Golfe et la position des otages, le Conseil européen s'est mis d'accord pour publier une déclaration énergique demandant le retrait du Koweït de l'Irak et confirmant l'engagement absolu de l'Europe à veiller à ce que les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies soient appliquées dans leur intégralité. Cette déclaration stipule sans ambiguïté aucune que nous sommes résolus à aller plus loin si l'Irak ne se plie pas à nos demandes. Le message implicite est que Saddam Hussein ne doit retirer aucun avantage de son agression.

Le Conseil a également condamné l'Irak avec fermeté pour sa détention de ressortissants étrangers en otages et l'utilisation éhontée qu'il en fait. Ce comportement est tout à fait inadmissible. En outre, l'Irak se

sert des négociations sur les otages avec le dessein de tenter de diviser la communauté internationale. Au terme de discussions intenses, le Conseil a réitéré notre détermination à ne pas envoyer de représentants de nos gouvernements qui auraient été chargés de la mission de négocier avec l'Irak la libération d'otages, de même que notre volonté d'encourager d'autres partenaires à suivre notre exemple. Je suis sûre que l'unité des Douze, et notre ferme intention de ne pas laisser Saddam Hussein nous diviser sur la question des otages, enverront un puissant signal à l'Irak.

La troisième question concerne l'aide à la Hongrie. Au cours de la réunion du Conseil, des États membres ont reçu des appels de la part du gouvernement de la Hongrie sollicitant leur aide pour tenter de résoudre les graves problèmes survenus à la suite de la réduction des livraisons de pétrole provenant de l'Union soviétique. Les hausses de prix qui en ont découlé ont provoqué des troubles. Le Conseil a publié une ferme déclaration de soutien à la Hongrie dont il encourage la volonté d'entreprendre des réformes démocratiques et économiques et d'instituer un État de droit. Le Conseil est également tombé d'accord, sur la suggestion du Royaume-Uni, pour préparer et régler rapidement le second versement du prêt consenti à la Hongrie par la Communauté d'un montant d'un milliard de dollars, somme sur laquelle nous nous étions entendus l'an dernier. Cela constituera un geste d'assistance directe et concrète.

Telles étaient donc les questions du jour à caractère d'urgence sur lesquelles le Conseil se devait de passer à l'action. En nous tournant davantage vers le moyen terme, nous avons également discuté de la préparation des deux conférences intergouvernementales, ou CIG, qui débiteront leurs travaux le 14 décembre.

Pour ce qui concerne la conférence sur l'union politique, le Conseil disposait d'un rapport rédigé par les ministres des Affaires étrangères dressant la liste d'un large éventail de changements institutionnels envisageables que la conférence intergouvernementale pourrait être amenée à étudier. Les chefs de gouvernement ont demandé qu'une analyse

plus poussée de ces propositions soit effectuée entre le moment présent et le mois de décembre.

Mon honorable collègue ministre des Affaires étrangères et moi-même avons fait valoir qu'il serait déplacé de préjuger des conclusions de la conférence intergouvernementale. Notre argument était parfaitement fondé puisqu'à l'origine, dans la décision prise par la Communauté d'organiser la conférence, il était spécifié que c'était à cette dernière de programmer son propre ordre du jour. D'autres que nous, néanmoins, souhaitaient imposer à la CIG des directives spécifiques. Nous avons dès lors émis des réserves quant à la position du Royaume-Uni sur des questions telles que, par exemple, l'extension des pouvoirs de la Communauté dans de nouveaux secteurs et de ceux du Parlement européen dans le domaine législatif, la définition à donner à la citoyenneté européenne, l'adoption d'une politique commune en matière de sécurité et d'affaires étrangères. Il convient que toutes ces questions soient discutées au niveau de la conférence intergouvernementale plutôt que d'être décidées à l'avance.

En ce qui concerne l'union économique et monétaire, j'ai dit nettement que nous serions disposés à aller au-delà de notre position actuelle et accepter la création d'un fonds monétaire européen et d'une monnaie commune pour la Communauté, que nous avons nommée hard ecu, l'écu fort. Mais j'ai ajouté que nous n'étions pas prêts à donner notre accord pour que l'on fixe la date de la prochaine session des travaux sur l'union économique et monétaire avant même que l'on ne décide ensemble du contenu de ces travaux. Et, à nouveau, j'ai répété clairement que nous n'étions pas disposés à nous voir imposer une monnaie unique, ni à abandonner l'usage de la livre sterling comme notre monnaie.

L'« écu fort » serait une monnaie parallèle, et non pas une monnaie unique. À supposer que, au fil du temps, les citoyens et les gouvernements décident de l'utiliser sur une vaste échelle, alors il pourrait se transformer en monnaie unique. Notre monnaie nationale, cependant, ne disparaîtrait pas, sauf si la décision de s'en débarrasser était librement consentie par

des générations futures de parlements et de concitoyens. Mon gouvernement, cela dit, n'est pas favorable à l'instauration d'une monnaie unique.

J'aimerais, en guise de conclusion, faire quatre commentaires.

Le premier, c'est que la Communauté rencontre plus de difficultés à prendre les décisions urgentes et détaillées qu'à débattre des concepts touchant au plus long terme. En outre, personne ne saurait sous-estimer à quel point les intérêts nationaux priment chez ceux qui clament le plus fort leur attachement à la Communauté.

Le deuxième, c'est que la Grande-Bretagne a bien l'intention d'être partie prenante du développement économique et monétaire à venir de la Communauté européenne. C'est également le désir exprimé par la grande majorité des États membres. Lorsque nous en viendrons à négocier sur des points particuliers, plutôt que des concepts et des généralités, je suis persuadée que c'est à ce moment-là que nous pourrons avancer ensemble en tant que Douze. C'est l'objectif que nous nous fixons, quant à nous.

La troisième remarque, c'est que nous nous battons en Europe pour défendre les agriculteurs britanniques, les consommateurs britanniques, pour aboutir à un nouvel accord mondial sur le commerce, pour aider les nations de l'Europe de l'Est nouvellement acquises à la démocratie, et pour sauvegarder les intérêts et répondre aux préoccupations de nos compatriotes.

Enfin, mon dernier commentaire sera pour dire que nous acceptons pleinement de remplir nos obligations consignées dans les traités, et de coopérer de façon plus étroite avec les autres nations de la Communauté européenne ; cela n'empêche pas que nous sommes bien décidés à conserver notre capacité fondamentale à nous gouverner nous-mêmes par le biais du Parlement. Je suis bien certaine que tel est le vœu de cette Chambre, et nous, l'exécutif, ferons tout notre possible pour que ce vœu devienne réalité.

M. NEIL KINNOCK (ISLWYN)

Je remercie mon honorable collègue pour sa déclaration et accueille avec satisfaction les décisions du sommet concernant, tout d'abord, l'expression de la solidarité totale des nations de la Communauté dans leur condamnation de Saddam Hussein et ensuite, le soutien économique promis à l'Union soviétique, la Hongrie, et d'autres pays du centre et de l'est de l'Europe.

Pour ce qui est de la question centrale débattue à Rome, n'est-il pas évident que, le week-end dernier, le Premier Ministre a réussi à faire l'unité contre elle de tous les autres membres de la Communauté, à diviser son propre parti et, plus grave encore, à affaiblir davantage le pouvoir d'influence nécessaire à la Grande-Bretagne si nous voulons défendre nos intérêts nationaux au sein de la Communauté européenne ? Madame le Premier Ministre peut-elle nous dire les raisons pour lesquelles, en apparence, elle a été prise de court par les propositions présentées par nos partenaires au sommet de Rome ? Ne se rappelle-t-elle pas qu'en 1985 elle a pesé de tout son poids pour que soit adopté au plus vite par cette Chambre l'Acte unique européen, qu'en juin 1989 à Madrid elle a signé un accord avec d'autres chefs de gouvernement concrétisant l'engagement de tous à poursuivre la réalisation progressive d'une union économique et monétaire, et qu'au sommet de Dublin cette année elle a accepté d'intensifier le processus de l'union européenne en termes économiques, monétaires et politiques ? Autant de décisions qui ont suscité à l'époque bien des commentaires. Est-ce qu'elle ne savait pas ce qu'elle faisait dans de telles circonstances, ou est-ce qu'elle n'avait déjà plus les pieds sur terre ?

Madame le Premier Ministre déclare que le gouvernement se refuse à abandonner l'usage de la livre sterling comme monnaie nationale. Elle nous confiera peut-être alors ce qu'elle pense du conseil de son collègue conservateur, le commissaire Brittan, qui a dit :

« Le projet de monnaie unique ne vous contraint pas à vous séparer de la livre sterling. Vous pouvez fort bien avoir un billet ou une pièce qui indique sa valeur en

livres... et son équivalent fixe en écu... On s'est mis d'accord pour que cela soit possible. »

À propos du lien entre monnaie et souveraineté, Madame le Premier ministre, qui a renoncé aux conditions qu'elle voulait imposer elle-même avant de faire entrer la livre sterling dans le mécanisme de change, est-elle en mesure de dire à la Chambre quelles vont être désormais ses conditions pour que la livre trouve à s'insérer dans le créneau étroit de ce mécanisme du taux de change ? Madame le Premier Ministre pourrait envisager de se prêter à un débat et de s'expliquer sur tous ces thèmes depuis la tribune de la Chambre si elle y est disposée.

Lorsque Madame le Premier Ministre se comporte comme elle l'a fait à Rome ce week-end, faut-il s'étonner qu'elle ne puisse pas même obtenir un accord sur la réduction des subventions agricoles ? Elle est privée de tout pouvoir d'influence. Lorsqu'elle se comporte comme elle le fait, faut-il s'étonner si certains membres de son propre parti sont convaincus qu'elle a ruiné les efforts du ministre des Finances dans sa tentative de rallier des soutiens en faveur de ce qu'on appelle « l'écu fort » ? Est-ce qu'elle ne se rend pas compte que son attitude place les chefs des autres gouvernements dans un état d'esprit tel qu'ils seront moins enclins encore à entendre les arguments raisonnables qu'il est possible d'avancer en faveur de la notion de souveraineté à l'intérieur de la Communauté ? Est-ce qu'elle admet qu'il est logique de penser que les données de base du rythme que doit suivre l'union économique et monétaire et de la direction qu'elle doit prendre doivent être puisées dans les faits concrets de la performance économique et du degré de convergence économique, et non pas dans la fixation arbitraire de dates dans un agenda ?

Madame le Premier Ministre ne comprend-elle pas qu'avec sa manière de conduire les affaires, elle fait litière de cet excellent argument, s'aliène des alliés potentiels et gâche le pouvoir d'influence qui lui serait nécessaire ? N'est-elle pas consciente du fait qu'il est déjà trop tard pour que sa tactique d'agressivité puisse en aucune façon stopper le processus

de changement ou changer quoi que ce soit dans ce processus ? Le seul résultat, c'est que la Grande-Bretagne se voit reléguée en seconde division en Europe, privée de l'influence qu'elle devrait être en mesure d'exercer sur l'évolution de l'Europe, privée des perspectives financières et industrielles qui lui sont nécessaires, privée de la souveraineté qui lui est essentielle.

MADAME LE PREMIER MINISTRE

Notre objectif, c'est de sauvegarder le pouvoir et l'influence de cette Chambre, plutôt que de la voir dépossédée d'une bonne partie de ses pouvoirs. Après avoir entendu ce qu'il a déclaré, je m'interroge sur la position adoptée par mon honorable collègue. Aurait-il souscrit à la volonté d'étendre les pouvoirs de la Communauté à d'autres nouveaux pans d'intégration économique avant même qu'on n'en définisse la nature ? On a l'impression, à l'entendre, que la réponse est oui. La Commission souhaite étendre ses pouvoirs et ses compétences jusque dans le domaine de la santé. Nous nous y sommes opposés, nous ne pouvions pas être d'accord avec cela.

Si j'en juge d'après les propos que vient de tenir mon honorable collègue, il semble qu'il aurait pour sa part dit oui, pour le plaisir de dire oui, comme le personnage de la comptine, petit bonhomme Écho. Mon honorable collègue aurait-il accepté qu'on élargisse le scrutin à majorité qualifiée au sein du Conseil, qu'on délègue des pouvoirs d'exécution à la Commission, qu'on mette en place une politique de sécurité commune, sans dans tous ces cas jamais essayer de définir ou limiter ces compétences ? La réponse est oui. Il serait bien en peine de définir avec précision certains des thèmes qu'il a abordés, sans parler de ceux qu'il a laissés de côté.

Nous nous sommes mis d'accord pour attendre que le rapport du FMI nous parvienne avant de concrétiser notre soutien à l'Union soviétique.

Ce n'est pas nous qui avons fait obstacle à l'unité sur le dossier de l'agriculture – ce sont la France et l'Allemagne. Si mon honorable collègue

s'était donné la peine de lire le compte rendu, qu'il avait entre les mains avant que je n'arrive, il aurait remarqué – et s'il s'était donné la peine d'écouter ma déclaration lorsque je l'ai faite, il aurait su – que c'est François Mitterrand qui a dit qu'il n'était pas d'accord avec la proposition de la Commission. Si aucun accord n'est intervenu sur l'agriculture, nous n'y sommes absolument pour rien. Si mon honorable collègue ministre des Affaires étrangères et du Commonwealth n'avait pas insisté, le président de séance n'aurait même pas mis le sujet à l'ordre du jour. C'est assez dire l'urgence qu'il avait à ses yeux. Je lui ai dit il y a une semaine que, si les ministres de l'Agriculture ne trouvaient pas d'accord, il fallait qu'on en discute, et je lui ai envoyé un courrier. Il a tout fait en son pouvoir pour s'assurer que cette question si urgente ne soit pas mise à l'ordre du jour, mais c'est nous-mêmes qui avons réussi à l'y mettre.

Quant aux critiques hostiles émises par mon honorable collègue au sujet de l'union économique et monétaire, je lui rappellerai que cette expression fut employée d'un commun accord au sein de la Communauté européenne avant que nous n'en fassions partie. C'est l'une de ces choses dont nous avons hérité. L'accord est intervenu en 1972. Quand on voulut en donner une définition – (Interruption.) Nous sommes entrés dans la Communauté en 1973, et j'avais cru comprendre que les députés travaillistes y étaient favorables. Si bien que je m'interroge aujourd'hui pour savoir s'ils ne sont pas en train de changer de pied, histoire d'en découdre.

Leon Brittan est un membre loyal de la Commission. Oui, cette Commission veut voir ses pouvoirs élargis. Oui, c'est un organisme non élu et je ne veux pas que la Commission voie ses pouvoirs accrus aux dépens de la Chambre des communes, et il y a là forcément matière à désaccord. Le président de la Commission, M. Delors, a déclaré l'autre jour lors d'une conférence de presse qu'il souhaitait que le Parlement européen soit l'organe démocratique de la Communauté, que la Commission devienne l'exécutif et que le Conseil des ministres tienne le rôle d'un sénat. Non, non et non.

Le Parti travailliste, pour sa part, céderait peut-être facilement sur ces points. Il se laisserait peut-être faire sur les questions de la monnaie unique et de l'abandon de la livre sterling. Peut-être même, en raison de sa totale incompétence en matière monétaire, serait-il ravi de déléguer une entière responsabilité à une banque centrale, comme il l'a fait avec le FMI. Car le fait est que le Parti travailliste n'a aucune compétence sur la monnaie, et aucune sur l'économie – alors, oui, mon honorable collègue se réjouirait de se débarrasser sur autrui de ces responsabilités. À quoi cela servirait-il d'essayer de se faire élire au Parlement si c'est pour repasser la livre sterling et les pouvoirs de cette Chambre à l'Europe ? J'ose espérer que mon honorable collègue maîtrisera un peu mieux son dossier la prochaine fois.

M. NICHOLAS RIDLEY

(CIRENCESTER AND TEWKESBURY)

Puis-je féliciter mon honorable collègue d'avoir su défendre les intérêts de ses compatriotes et lui demander si elle ne pense pas que les Onze sont à l'heure actuelle à la fois isolés et intransigeants dans la façon dont ils abordent la politique agricole et la négociation du GATT ? Croit-elle qu'ils cherchent de propos délibéré à faire échouer la négociation du GATT afin de réaliser leur objectif qui est de constituer l'Europe en forteresse ? Si tel est bien le cas, est-elle d'avis que ce n'est pas là une destination pour laquelle nous souhaitons nous embarquer ?

MADAME LE PREMIER MINISTRE

Mon honorable collègue a raison. La Communauté européenne est le seul groupe de nations à ne pas avoir, après des années passées à analyser le problème, fait connaître sa position dans le domaine de l'agriculture dans les négociations du GATT. Les États-Unis, le Japon, le groupe de Cairns, le Canada et la Suisse l'ont fait, mais du côté de la Communauté – rien. C'est vraiment une honte que nous n'ayons pas même été capables de nous mettre d'accord entre nous sur une position commune à adopter pour

les négociations, sans parler des conversations que nous aurions pu avoir avec tous les autres groupes entre maintenant et la fin de l'année.

Oui, je suis d'accord pour penser avec mon honorable collègue que plusieurs pays de la Communauté sont hautement protectionnistes. La politique agricole commune est une politique protectionniste, mais nous allons essayer d'atténuer ce protectionnisme, en priorité parce que cela aiderait le Tiers Monde, ensuite parce que cela veut dire que nous nous débarrasserions des subventions aux exportations – et cesserions par là même de subtiliser des activités à d'autres pays – et enfin parce que chez nous, nous croyons à la liberté des échanges. Ce fut le sujet le plus sérieux à l'ordre du jour du Conseil européen, et j'espère très sincèrement que cette fois-ci les ministres de l'Agriculture – avec nous, il n'y a pas de problème, mais je pense aux ministres de l'Agriculture français et allemand – vont accepter les propositions de la Commission sur la position à adopter dans le cycle d'Uruguay.

M. PADDY ASHDOWN (YEOVIL)

Madame le Premier Ministre se rend-elle compte à quel point il était agréable de l'entendre dire dans sa déclaration qu'elle a été enfin forcée d'admettre que la proposition de l'« écu fort » peut se concevoir comme un mécanisme de transition devant conduire à une monnaie unique ? Se propose-t-elle de féliciter les ministres des Finances et des Affaires étrangères de l'avoir contrainte de regarder la réalité en face en la matière ? A-t-elle conscience du fait que cela constitue une bonne nouvelle pour la Grande-Bretagne ?

En revanche, mon honorable collègue se rend-elle compte à quel point son comportement au sommet de Rome a été de mauvais augure pour la Grande-Bretagne ? Comprend-elle que, au terme d'une seule réunion, elle a provoqué l'isolement de notre nation en Europe, assourdi la voix de la Grande-Bretagne en Europe, divisé le gouvernement et trahi les intérêts supérieurs à long terme du pays ? Se rend-elle compte que si elle n'avait pas affaire à un Parti travailliste qui est lui-même divisé, et a les idées

confuses et embrouillées sur le sujet, elle aurait droit ce jour même à une motion de censure pour sanctionner son échec en ce moment historique ? Se rend-elle compte qu'aussi longtemps qu'elle restera au pouvoir, l'avenir de la Grande-Bretagne se verra bouché, et qu'elle a cessé d'être la voix de la nation – qu'elle est celle du passé ?

MADAME LE PREMIER MINISTRE

Mon Dieu, si moi je n'ai plus les pieds sur terre, il y en a également qui planent, si j'en juge d'après les propos que vient de tenir mon honorable collègue. Il est bien évident que s'il existe une monnaie parallèle et si les gens décident de l'utiliser de plus en plus, rien n'empêche qu'elle se transforme en monnaie unique, mais cette transition ne peut s'envisager sans qu'on en discute et décide aux Communes et qu'on en réfère à nos compatriotes. Si je comprends bien, l'idée de mon honorable collègue est d'abolir la livre sterling, le symbole le plus noble de notre souveraineté. De toute manière, ce serait une erreur totale et absolue de prendre une telle décision à ce moment de notre histoire. C'est une question dont décideront les générations à venir et les parlements futurs. Le Parlement est un organisme suprême, ce qui n'est pas le cas de mon honorable collègue président du parti libéral-démocrate.

M. ROBIN SQUIRE (HORNCHURCH)

À la lumière des discussions du week-end dernier, mon honorable collègue se propose-t-elle de réfléchir à nouveau à la proposition de couper les liens de la Banque d'Angleterre avec l'État et de lui donner son indépendance de telle manière qu'elle puisse servir de protection dans le combat que nous menons contre l'inflation ?

MADAME LE PREMIER MINISTRE

Les banques indépendantes sont soit responsables devant un Parlement – comme c'est le cas aux États-Unis, où M. Greenspan doit rendre des comptes au Congrès – soit tenues de réserver des sièges au

Conseil d'administration à un certain nombre de personnalités politiques. Je ne suis pas convaincue que la structure que s'est donné à ce jour notre pays profiterait des effets de la proposition émise par mon honorable collègue. Il vaut mieux améliorer la démocratie que l'amenuiser, démarche que j'estime inopportune à l'heure actuelle.

M. JAMES LAMOND

(OLDHAM, CENTRAL AND ROYTON)

Qu'est-ce que Madame le Premier Ministre cherche exactement à nous dire lorsqu'elle essaie de s'envelopper dans le drapeau national avec des visées électoralistes – [des députés crient : « ça vaut mieux que le drapeau rouge »] – et s'avance à la tribune pour dire à la Chambre qu'elle est prête à sacrifier les intérêts des travailleurs de ce pays en ouvrant grandes les portes de la nation au libre-échange et en abolissant tout protectionnisme, prête à dénoncer l'accord multifibres, et prête encore à accorder aux démocraties émergentes d'Europe 1 milliard de livres sous la forme de prêts pour produire des articles fabriqués par des ouvriers payés 80 livres par mois, tant et si bien que les produits textiles en particulier vont inonder ce pays, et détruire au passage chez nous des centaines de milliers d'emplois ? Est-ce bien pour faire cela que mon honorable collègue a été élue ? Est-ce qu'elle est bien occupée à protéger notre pays, ou est-ce qu'elle fait tout simplement semblant ?

MADAME LE PREMIER MINISTRE

Mon honorable collègue a probablement entendu le commentaire émanant de certains de mes autres honorables collègues : « Mieux vaut s'envelopper dans le drapeau national que dans le drapeau rouge. » Les remarques qui viennent d'être faites n'expriment rien d'autre qu'une idéologie totalement protectionniste, qui produirait contre nous des effets de représailles, réduirait la capacité de nos industries d'exportation et, par voie de conséquence, notre niveau de vie, paralyserait nos industries et ferait donc payer tout cela beaucoup plus cher à la maîtresse de maison.

Je remarque également que l'honorable collègue trouve à redire à ce que des marchandises entrent en Grande-Bretagne en provenance de pays du Tiers Monde où les salaires sont beaucoup plus faibles. J'ai entendu le même honorable collègue dire à plusieurs reprises dans cette assemblée que les pays du Tiers Monde ont besoin de notre aide. Ils ont besoin de commercer autant qu'ils ont besoin de se faire aider.

M. NORMAN TEBBIT (CHINGFORD)

Est-ce que mon honorable collègue est d'accord pour dire que la marque distinctive d'une monnaie unique est non seulement que toutes les autres monnaies doivent disparaître, mais que l'autorisation accordée à d'autres institutions de frapper des monnaies doit aussi être supprimée ? Pour ce qui est du Royaume-Uni, cela obligerait le Parlement à forcer la main de ceux qui seront élus par la suite selon un processus qui a jusqu'ici été jugé inconstitutionnel.

MADAME LE PREMIER MINISTRE

Je remercie vivement mon honorable collègue. Mon gouvernement n'a nullement l'intention de se débarrasser de la livre sterling. Si l'« écu fort » devait se développer et si un usage plus large devait en être fait, la décision en reviendrait aux parlements futurs et aux générations à venir. Et c'est une décision qu'on ne pourrait prendre qu'une seule fois.

Je considère que cela ne peut se faire dans le climat actuel, et qu'il faudra y réfléchir le plus longtemps possible. Ma conviction est que le Parlement et la livre, ensemble, ont rendu d'émérites services à notre nation et au reste de la planète. Avec notre monnaie, nous gagnons en stabilité et en influence, et elle est le symbole de notre souveraineté. Mon gouvernement croit en la livre sterling.

M. JAMES MOLYNEAUX (LAGAN VALLEY)

Madame le Premier Ministre se souvient-elle que la Grande-Bretagne s'est retrouvée seule et donc minoritaire dans l'Europe de 1940 ? Est-ce

qu'elle est d'accord aussi pour dire que, cinquante ans plus tard, le fond du problème n'a pas changé – qu'il s'agit de défendre la démocratie parlementaire sans concessions et refuser tout diktat qu'on chercherait à nous imposer ?

MADAME LE PREMIER MINISTRE

Je suis totalement d'accord avec mon honorable collègue. Il existe certaines questions pour lesquelles le scrutin majoritaire avait été adopté au sein de la Communauté lorsque nous y sommes rentrés, et nous en avons accepté la règle, et dans le seul dessein d'arriver à l'Acte unique européen, d'autres points ont été ajoutés à la liste. À l'heure actuelle, se font jour des velléités de soumettre encore bien d'autres questions au scrutin majoritaire. Cela signifie que nous risquons de nous voir imposer une série de lois supplémentaires, y compris dans les cas où la Chambre des communes avait fait connaître son opposition absolue. Nous attendons de nos concitoyens qu'ils se conforment à la loi, pour la bonne raison surtout qu'elle a été votée au terme d'un processus législatif complet dans le cadre de cette Chambre, et nous devons prendre tout notre temps avant de consentir à ce qu'une nouvelle compétence de type majoritaire soit attribuée à la Communauté.

M. STEVE NORRIS (EPPING FOREST)

Comment mon honorable collègue accueille-t-elle le fait que, dans ma circonscription, un large soutien se soit exprimé à l'égard de la position qu'elle a adoptée lors de la conférence intergouvernementale sur l'union économique et monétaire ? Quelle sera ensuite sa réaction si je dis que ce soutien se fonde non pas sur les subtilités de l'économie internationale mais sur la conviction ferme et manifeste que ceux qui prétendent dicter sa politique fiscale au Royaume-Uni se doivent d'être pleinement et directement responsables devant les électeurs de la nation ?

MADAME LE PREMIER MINISTRE

Je suis tout à fait de l'avis de mon honorable collègue. Le rapport Delors propose que ceux dont vous parlez ne soient responsables devant personne. Il est tout de même curieux qu'à un moment où l'Europe de l'Est s'achemine vers plus de démocratie, la Commission s'ingénie à étouffer cette même démocratie et à s'approprier des pouvoirs toujours plus étendus, où à les confier à des organismes non élus.

MME JOYCE QUIN (GATESHEAD, EAST)

Est-il inexact de dire que le gouvernement britannique est bien davantage réticent que l'Allemagne, la France ou l'Italie à accorder une assistance économique à l'Union soviétique ? Madame le Premier Ministre n'est-elle pas consciente des risques politiques que nous faisons courir à l'Union soviétique si nous ne lui proposons pas une offre généreuse dès maintenant, ainsi que des risques à long terme auxquels nous exposons l'industrie britannique pour le cas où d'autres nations en profiteraient pour tenter leur chance et nouer des liens dans le domaine de l'aide et du commerce avec l'Union soviétique avant même que nous n'intervenions ?

MADAME LE PREMIER MINISTRE

Les banques allemandes – la Deutsche Bank – ont consenti un prêt considérable à l'Union soviétique de l'ordre de 6 milliards de DM. En l'espace de quelques semaines, tout avait été dépensé. L'emprunt était garanti par le gouvernement de la République fédérale, et tout avait été dépensé en l'espace de quelques semaines – l'argent ayant servi à rembourser des dettes que l'Union soviétique avait contractées auprès de fabricants allemands. Le prêt n'a donc rien fait pour soulager la situation économique de l'Union soviétique.

Lorsque nous avons reçu la demande d'aide, nous avons fait remarquer que nous n'envisagions pas de passer par la voie de prêts indifférenciés qui ne seraient d'aucun secours pour un pays qui connaissait déjà des difficultés, mais que nous allions réfléchir à des formes d'aide spécifique dans certains secteurs – comme par exemple ceux de l'agroalimentaire, des

transports et des recherches pétrolières. Nous sommes en train d'étudier ces possibilités, et le Fonds monétaire international fait le point sur ce qui serait nécessaire pour que l'économie soviétique se sorte de ses difficultés actuelles.

Par chance, dans la période située entre le sommet de Houston et aujourd'hui, l'Union soviétique a bénéficié d'une aubaine dans le sens où l'augmentation du prix du pétrole lui a permis de beaucoup mieux équilibrer sa balance des paiements, et dans une proportion bien meilleure que chez nous, si bien que sa situation économique s'en est trouvée améliorée. Nous prendrons notre décision lorsque le FMI aura publié son rapport.

M. CRANLEY ONSLOW (WOKING)

Si nos partenaires – la France et l'Allemagne – persistent à bloquer toute réforme de la politique agricole commune, de l'avis de mon honorable collègue, à quoi peut bien servir la session de la conférence intergouvernementale ?

MADAME LE PREMIER MINISTRE

Mon honorable collègue a parfaitement mis le doigt sur le problème. L'agriculture et le commerce sont deux domaines où, en tant que nations, nous n'avons plus aucune compétence dans la mesure où tout se négocie au niveau de la Communauté. Les pays que vous citez peuvent donc s'opposer par le truchement du scrutin majoritaire – ainsi d'ailleurs qu'au niveau du Conseil de l'agriculture. Si la France et l'Allemagne forment un front commun et refusent toute réduction de leurs subventions, un bon nombre des autres pays où les agriculteurs sont bien plus pauvres que ceux de France et d'Allemagne vont être portés à dire : « Comment diable pourrions-nous accepter une baisse de nos subventions lorsque les deux groupes de la Communauté incluant les agriculteurs les plus riches sont contre une telle baisse ? »

Mon espoir est que la solution de compromis que la Commission est parvenue à élaborer avec les ministres de l'Agriculture va malgré tout l'emporter, mais cela n'est que le début, et non la fin, du processus de négociation avec les autres pays ; sinon, nous serons responsables d'avoir porté un coup au commerce mondial.

M. DAVID OWEN (PLYMOUTH, DEVONPORT)

Est-ce qu'il n'apparaît pas à l'évidence que ce qui fut tenté à Rome ressemble à une acrobatie qui ne pouvait mener que vers une seule direction – celle d'une nation unique, la fédération des États-Unis d'Europe ? N'est-il pas d'une importance vitale, au sein de cette Chambre et au-delà des divisions des partis politiques, qu'un Premier Ministre puisse dire sans ambages que, s'il le faut, la Grande-Bretagne est prête à adopter une attitude d'isolement ? Nous le ferions sans plaisir, mais si nous étions placés devant une situation où l'on nous imposerait un traité instituant une monnaie unique et où l'on voudrait empêcher l'élargissement de la Communauté à des pays comme la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie, est-ce qu'alors il ne serait pas légitime que la Grande-Bretagne utilise son droit de veto ?

MADAME LE PREMIER MINISTRE

Je suis tout à fait de l'avis de mon honorable collègue. C'est exactement la position que nous avons adoptée. C'est une position que nous avons adoptée en maintes occasions auparavant. Le système monétaire européen dont nous sommes membres est conçu pour 12 nations souveraines, entretenant entre elles des relations de coopération, préalablement à un mécanisme de taux de change. Ce qu'on nous propose aujourd'hui – l'union économique et monétaire – c'est une façon de nous faire entrer par la petite porte dans une Europe fédérale, concept que nous rejetons totalement, absolument. Nous lui préférons l'idée d'une coopération économique et monétaire élargie, qui est réalisable sans que nous ne renoncions à notre souveraineté.

M. HUGH DYKES (HARROW, EAST)

Est-ce que mon honorable collègue admet et confirme que les propos qu'elle tient aujourd'hui signifient en fait qu'elle préférerait se désengager du traité de Rome et de l'Acte unique européen ?

MADAME LE PREMIER MINISTRE

Non. Nous aimerions conserver le genre d'Europe en laquelle nous croyons et l'Europe telle qu'elle était lorsque nous y sommes entrés. J'invite mon honorable collègue à relire certains des discours d'alors, et il verra que nous avons l'absolue certitude que nous n'aurions jamais à renoncer à notre souveraineté. C'est sur cette base-là que nous avons proposé notre adhésion. Le 24 mai 1971, le Premier Ministre déclara :

« D'un commun accord, nous acceptâmes en particulier que l'identité des États nationaux fût préservée dans le cadre de la Communauté dans son processus de développement. Cela implique, naturellement, que si la Commission européenne a apporté et continuera d'apporter sa précieuse contribution, il reste entendu que le Conseil des ministres continuera de servir de forum au sein duquel les décisions importantes seront prises. Cette disposition nous garantit clairement que devenir membre de la Commission n'entraîne aucune perte d'identité nationale ni aucun affaiblissement de la souveraineté nationale. » [Rapport officiel, 24 mai 1971, vol. 818, c. 32-33.]

M. NIGEL SPEARING (NEWHAM, SOUTH)

Malgré ce que vient de déclarer Madame le Premier Ministre, n'est-il pas évident que nos partenaires souhaitent que nous renoncions à une partie de notre identité nationale en matière de monnaie ? N'est-il pas vrai que même l'« écu fort », associé avec des taux de change fixes, conduirait inexorablement à l'union économique et monétaire et soit à un gouvernement de banquiers, pour les banquiers et par les banquiers, soit à un gouvernement autoritaire, politique et centralisé qui nous ferait entrer dans un Euro-État dictatorial ? Si Madame le Premier Ministre veut sauver la Grande-Bretagne et lui conserver son statut de nation autonome, ne

vaudrait-il pas mieux qu'elle le dise franchement et rassemble derrière elle toutes les forces de la population et celles de l'ensemble des partis représentés au Parlement pour opposer un non poli à l'union économique et monétaire ?

MADAME LE PREMIER MINISTRE

Si cela exprimait ma pensée, j'agirais comme me conseille de le faire mon honorable collègue, mais je ne crois pas que son interprétation soit correcte. Je suis d'accord que nombreux sont les membres de la Communauté économique qui aimeraient voir triompher leur version de l'union économique et monétaire, qui conduirait à déposséder les parlements nationaux de pouvoirs qui passeraient entre les mains d'un organisme non issu du suffrage universel – en réalité un bureau de banquiers – puis à instituer le scrutin majoritaire et à accorder davantage de pouvoir législatif au Parlement européen. Mais cela, c'est leur version à eux, et non la version à laquelle nous avons donné notre accord. L'Acte européen unique a défini l'union économique et monétaire en ces termes : « Coopération dans l'élaboration d'une politique économique et monétaire. »

On n'a pas besoin d'autre chose, à mon sens. L'« écu fort » est une proposition qui ne nécessite pas une banque centrale, qui en ferait une monnaie protégée de l'inflation, et dont le public pourrait faire usage à son gré. Selon moi, son utilisation resterait limitée à l'intérieur de la Communauté – son usage le plus répandu étant dans les transactions commerciales. Beaucoup de gens continueraient de préférer leur propre monnaie.

Je ne crois donc pas que les craintes de l'honorable collègue député de Newham, South soient fondées. Je mettrais ma main au feu que la majorité des gens chez nous préféreraient continuer de payer en livres sterling. Si d'aventure ils me donnaient tort et faisaient un autre choix, alors il nous faudrait à un certain moment nous pencher sur la question. Mais ce ne

serait pas à nous de le faire, mais aux futures générations de députés de la Chambre des communes.

M. TERENCE HIGGINS (WORTHING)

Mon honorable collègue va-t-elle, dans l'intervalle entre maintenant et décembre, prendre le temps d'expliquer à ses collègues européens ce que tout étudiant de première année en économie pourrait tout aussi bien leur dire, à savoir que l'obligation d'adopter une monnaie unique, contrairement à une monnaie commune, nous priverait pour toujours des moyens les plus efficaces de procéder aux ajustements permettant de compenser les différences de coûts et de prix entre pays ? Est-elle disposée à expliquer que ce handicap serait la cause à son tour d'un chômage généralisé, qui très probablement ne connaîtrait pas de fin, en même temps que de très graves déséquilibres financiers ?

MADAME LE PREMIER MINISTRE

Oui, je suis tout à fait de l'avis de mon honorable collègue. Telles seraient bien les conséquences. Cela voudrait dire aussi qu'il faudrait consentir à d'énormes transferts d'argent d'un pays à l'autre. Cela nous coûterait très cher. L'une des raisons pour lesquelles certains des pays les moins bien nantis veulent la monnaie unique est que c'est à eux que profiteraient ces gros transferts d'argent. Nous nous appliquons à remettre cela en question. Si nous avons une monnaie unique, ou une monnaie verrouillée, les différences se font fortement sentir au niveau du chômage ou des vastes mouvements de populations d'un pays à l'autre. Beaucoup parmi ceux qui parlent de monnaie unique n'ont jamais réfléchi à toutes ses implications.

M. JIM SILLARS (GLASGOW, GOVAN)

Est-ce que Madame le Premier Ministre se propose de rester sourde au conseil de l'honorable collègue de Plymouth, Davenport, qui a évoqué l'éventualité de l'isolement volontaire de l'État britannique ? Garde-t-elle

à l'esprit l'humiliation qu'elle a subie lorsqu'on l'a forcée à entrer dans le SME contre sa volonté et en dépit de sa déclaration de Madrid ? Madame le Premier Ministre sait-elle que beaucoup de gens en Europe, et pas seulement au Royaume-Uni, ont bien conscience des considérables problèmes économiques, politiques et sociaux que soulèvent la phase II et la prochaine création d'une monnaie unique ? Ne pense-t-elle pas qu'elle se donnerait de bien meilleurs moyens d'obtenir des gens qu'ils se prononcent en faveur d'une démarche raisonnable et prudente si, lorsqu'elle s'adresse à ses collègues européens, elle utilisait le langage modéré d'une citoyenne d'Europe du ^{xxi}^e siècle et non les propos inconvenants d'une Anglaise nationaliste ?

MADAME LE PREMIER MINISTRE

Si je garde à l'esprit le fait que mon honorable collègue n'était pas là, aurait-il la bonté de me dire à quel moment mes propos ont pu être inconvenants ? Ceux qui en savent le plus, semble-t-il, sont aussi ceux qui n'étaient pas là et n'ont rien entendu de ce qui s'est dit ou de la manière dont cela a été dit. Les programmes de radio et de télévision sont enregistrés à l'extérieur et après la fin de la conférence.

Nous avons toujours dit que nous entrerions dans le mécanisme de taux de change le moment venu. Cela était en lien avec notre stratégie d'entrée dans le système monétaire européen, dont nous faisons partie depuis de nombreuses années. Nous avons placé une partie de nos réserves dans le SME et nous avons passé les accords de crédits croisés que cela implique. L'aboutissement du système monétaire européen, c'est le mécanisme de taux de change. Tout cela peut fonctionner avec des États-nations qui entretiennent une coopération mutuelle. Nous n'avons nul besoin d'une structure fédérale.

Le temps était venu où la plupart des autres pays s'étaient débarrassés de leurs contrôles des changes et nous leur avons montré la voie, avec une bonne avance sur eux. Oui, je pense que c'étaient nous et l'Allemagne qui étions isolés dans le sens où nous étions les premiers à avoir mis un terme

aux contrôles des changes. Les autres ont suivi notre exemple, seule l'Espagne ne l'a pas fait. Lorsqu'ils eurent pris leur décision, et quand nous avons jugé que le moment était propice – je crois que tous les chiffres publiés depuis ont prouvé que nous avons bien choisi ce moment de rejoindre le mécanisme de taux de change et de baisser nos taux d'intérêt – nous nous sommes pliés à notre obligation d'adhérer. Cela ne veut pas dire que nous sommes d'accord avec la prochaine phase, qui propose une définition totalement différente de l'union économique et monétaire.

M. ANTHONY NELSON (CHICHESTER)

Est-ce que mon honorable collègue est d'accord pour dire que la perspective de voir les Britanniques accéder à un meilleur niveau de vie et profiter d'une prospérité plus grande dépend pour l'essentiel de notre capacité à créer une monnaie forte et stable – un problème qui nous a harcelés dans la période d'après guerre ? Est-ce que nous n'augmenterions pas nos chances d'y parvenir si nous adoptions une monnaie commune fondée sur les puissantes économies de l'Europe de l'Ouest plutôt que ne compter que sur nous-mêmes ?

MADAME LE PREMIER MINISTRE

Non, je crois que nombreux sont mes collègues européens – au sein du Conseil européen et certainement du Conseil des finances – qui estiment qu'il ne sera pas possible de créer une monnaie unique aussi longtemps que toutes les économies n'auront pas atteint le même niveau de développement, le même niveau de prospérité, dans une Europe qui jouira d'une économie unifiée sur tout son territoire. Je pense que nous ne sommes pas près d'arriver à ce stade d'évolution et qu'il y faudra beaucoup de temps. Adopter une monnaie unique des années avant que cela n'arrive, ce serait la rendre faible bien plutôt que forte. Nous garderons une livre sterling plus solide, forte de toute son histoire. De nombreux titres et contrats sont rédigés en livres sterling. Notre commerce, soutenu qu'il est

par la glorieuse histoire attachée à la livre sterling, sera plus vigoureux qu'il ne pourrait l'être dans le contexte d'une monnaie unique.

M. RON LEIGHTON

(NEWHAM, NORTH-EAST)

Il ne se trouve pas de majorité aux Communes favorable à une UEM, une union économique et monétaire, mais Madame le Premier Ministre est-elle au courant que j'ai participé l'an dernier, en Italie, à une conférence au cours de laquelle un ministre italien m'a entretenu de l'UEM ? Je lui ai dit : « Que se passera-t-il si Mme Thatcher s'y oppose ? » D'une manière fort discourtoise, il s'est esclaffé et m'a répliqué : « Nous avons rencontré Mme Thatcher à maintes reprises – elle pousse des cris d'orfraie au début mais finit toujours par se laisser convaincre et rendre les armes. » Quelles assurances et quelles garanties Madame le Premier Ministre est-elle en mesure de donner aux Communes pour que nous soyons sûrs qu'elle ne va pas céder sur cette question, comme elle l'a fait à Madrid à propos des conditions imposées à la Grande-Bretagne en proie à l'inflation, préalablement à son admission dans le mécanisme du taux de change ?

MADAME LE PREMIER MINISTRE

C'est ce qu'ils ont déclaré lorsque je négociais dans le but d'obtenir un meilleur accord budgétaire en faveur de la Grande-Bretagne. Par deux fois, les membres de la Commission – nos propres membres de la Commission et la présidence – m'ont conseillé de céder. Ils en ont été pour leur peine.

M. CHANNON

Est-ce que mon honorable collègue est d'avis que, si la Communauté ne parvient à définir une position commune dans le cadre des discussions en cours, le cycle de négociations du GATT risque de s'interrompre dans les mois qui viennent ? Si cela se produisait, on n'aurait pas à se livrer à des spéculations intellectuelles particulières, mais il faudrait s'attendre à des

hausse de prix pour les consommateurs dans de nombreux pays dans les années qui viennent. Est-ce que mon honorable collègue estime que les propositions de compromis faites par la Communauté dans le domaine de l'agriculture, qui ont été repoussées, sont ridiculement modestes ? Est-elle prête à faire pression sur nos collègues de la Communauté pour qu'ils s'efforcent de trouver une solution – sinon dans l'immédiat, du moins au cours de la conférence intergouvernementale ?

MADAME LE PREMIER MINISTRE

Je partage l'avis de mon honorable collègue. Si nous ne trouvons pas une solution à Genève à l'occasion du cycle d'Uruguay, nous pourrions nous attendre à subir des représailles, et les pires craintes des citoyens – à savoir que la Communauté européenne n'est rien d'autre qu'un moyen d'ériger l'Europe en forteresse et d'en faire un club protectionniste – prendront corps. Dans l'éventualité où nous nous heurterions à une impasse dans les discussions sur l'agriculture, ce ne serait pas notre faute mais celle des Français et des Allemands. La présence d'éléments protectionnistes en France est attestée, comme le sait mon honorable collègue. Même lorsque nous nous serons mis d'accord sur la position de négociation à adopter, ce qui, je l'espère, interviendra dans la semaine à venir, j'ose croire que cela se fera sur la base que nous avons discutée durant les six réunions précédentes. Il reste à conduire des négociations sur les autres propositions que nous avons avancées avec l'ensemble de nos partenaires. Le chemin sera rude avant que nous ne parvenions à une conclusion, mais ce qui importe – pour le bien de nos concitoyens – c'est que ce cycle de négociations se termine sur un succès.

M. JACK ASHLEY

(STOKE-ON-TRENT, SOUTH)

Une monnaie européenne unique signifie pour nous une perte de contrôle de notre politique monétaire. Mais notre politique monétaire,

c'est n'importe quoi, alors qu'est-ce qui justifie les inquiétudes de Madame le Premier Ministre ?

MADAME LE PREMIER MINISTRE

La politique monétaire a été surtout du grand n'importe quoi lorsque les travaillistes étaient au pouvoir, et que l'inflation avait grimpé jusqu'à 27 %.

SIR RICHARD BODY

(HOLLAND WITH BOSTON)

Mon honorable collègue est-elle disposée à bien préciser que, si les atermoiements à propos des subventions à l'exportation accordées par la Communauté européenne pour les excédents alimentaires ne cessent pas, avec la conséquence que le cycle d'Uruguay va capoter et que les États-Unis vont revenir à un comportement protectionniste en guise d'autodéfense, le seul pays de la CE qui va payer les pots cassés sera le Royaume-Uni ?

MADAME LE PREMIER MINISTRE

Comme le sait mon honorable collègue, nous plaidons sans cesse en faveur d'une solution de libre-échange. Nous nous efforçons également de défendre nos agriculteurs et veillons à ce qu'ils ne soient pas lésés parce que, en général, les subventions en Europe vont aux petits fermiers. Ce parti pris nuit aux intérêts des grandes fermes familiales. Nous ferons tout pour éviter que le scénario décrit par mon honorable collègue ne se produise.

M. IEUAN WYN JONES (YNYS MON)

Est-ce que Madame le Premier Ministre admet que son isolement au sommet de Rome va porter un coup sérieux aux chances du pays de Galles de tirer des bénéfices du marché unique, et des exportations ainsi que des perspectives d'investissement qui en découlent ? Est-ce qu'elle admet également l'idée que le pays de Galles, qui se situe à la périphérie de

l'Europe, a besoin de se placer au cœur du processus de décision en Europe et qu'une démarche positive vis-à-vis de l'Europe s'impose ? Sa position isolationniste n'apporte-t-elle pas la preuve que les Gallois ont intérêt à obtenir une représentation directe dans les institutions de la Communauté ?

MADAME LE PREMIER MINISTRE

Les sévères critiques exprimées par mon honorable collègue auraient mérité d'être adressées à la France et à l'Allemagne, qui depuis trois ans adoptent un comportement isolationniste à propos des subventions agricoles. Il aurait été infiniment préférable qu'ils s'alignent sur la position commune au lieu de prendre fait et cause pour leurs agriculteurs nationaux contre les intérêts de la CE dans son ensemble. Ce sont ces deux pays qui se sont isolés sur cette question urgente.

Pour ce qui est des investissements, le Pays de Galles – comme tout le reste du Royaume-Uni – a tiré d'énormes bénéfices de la politique économique de mon gouvernement. Nous avons attiré des tonnes et des tonnes d'investissements étrangers en direction du pays de Galles, de l'Écosse et du nord de l'Angleterre, où cela s'est traduit par une amélioration substantielle de l'emploi. Le gouvernement inspire grandement confiance, et c'est la raison pour laquelle il attire chez nous les investisseurs. Il est dommage que mon honorable collègue se montre incapable de parler de son propre pays avec davantage de fierté.

M. TONY FAVELL (STOCKPORT)

Mercredi prochain, les portes de cette Chambre seront fermées pour en interdire l'entrée à l'huissier de la Chambre des lords, ce qui vaut symbole de son indépendance. Quels seraient les effets sur l'indépendance de la Chambre des communes et sur la nation qui élit ses représentants si son pouvoir d'opposer son veto aux propositions concernant les affaires sociales, l'environnement et la fiscalité lui était retiré ?

MADAME LE PREMIER MINISTRE

J'espère bien que, à l'issue des prochaines élections, ceux qui viendront occuper leur siège aux Communes auront à cœur de défendre ses pouvoirs et ses responsabilités, et non de l'en dépouiller. Nous en avons abandonné quelques-uns au profit de la Communauté, et à mon sens nous ne pouvons aller plus loin.

M. TONY BENN

Madame le Premier Ministre est-elle consciente du fait que ce dont nous débattons, ce n'est pas de gouvernance économique, mais de tout l'avenir des relations entre notre nation et l'Europe ? Il s'agit là d'un problème dont on doit se garder de discuter avec les mots d'un patriotisme daté du XIX^e siècle ou sur un registre émotionnel lorsqu'il est question de monnaie. La problématique véritable est de savoir, lorsque les citoyens britanniques votent au cours d'élections législatives, s'ils seront en mesure de modifier la politique du gouvernement précédent. C'est désormais un fait avéré, et cette Chambre le sait fort bien, que quel que soit le gouvernement au pouvoir, notre politique agricole est passée sous le contrôle de Bruxelles, notre politique commerciale est passée sous le contrôle de Bruxelles, et notre politique industrielle est passée sous le contrôle de Bruxelles. Si nous entrons dans l'union monétaire européenne, notre politique financière à son tour passera sous le contrôle de Bruxelles. C'est un point de vue démocratique, et non un point de vue nationaliste.

Cependant, si l'on tient compte du fait que mon honorable collègue faisait partie du gouvernement qui nous a fait entrer dans la Communauté européenne sans consulter au préalable nos compatriotes britanniques, de cet autre fait qu'elle était Premier Ministre du gouvernement qui a donné son accord à l'Acte unique européen sans consulter au préalable nos compatriotes britanniques, et de cet ultime fait qu'elle a maintenant donné son accord pour participer au mécanisme de taux de change sans consulter au préalable nos compatriotes britanniques, il faut se forcer pour croire vraiment qu'elle tient sincèrement à défendre la démocratie, et non à tirer

quelque avantage politique en évoquant à tout vent l'intérêt national à la veille d'une élection générale. C'est la raison pour laquelle nous nous méfions en la circonstance de son jugement.

MADAME LE PREMIER MINISTRE

Je crois que je formulerais les choses un peu différemment de mon honorable collègue, même si j'admets que certains de ces arguments ne manquent pas de force. Lorsque les propositions de Delors sur l'union économique et monétaire ont été connues, la réaction immédiate de mon honorable collègue à l'époque ministre des Finances fut de dire que la motivation véritable, ce n'était en rien la politique monétaire, mais la volonté de nous faire entrer par la petite porte dans une Europe fédérale, en dépossédant des organismes démocratiquement élus de leurs pouvoirs démocratiques pour les transférer à des organismes non élus. Ma fervente conviction est qu'il disait la vérité, ce qui explique pourquoi je ne veux rien entendre de la définition qu'ils proposent de l'union économique et monétaire.

Nous nous engageons à poursuivre la coopération que nous avons mise sur pied, en tant qu'États-nations. La loi qui nous a permis de rejoindre l'Europe a été votée en seconde lecture avec une majorité de huit voix, et il fut précisé à l'époque qu'il ne s'agissait en rien de renoncer à notre identité nationale, et que c'était une question de coopération. Je crains fort que ce ne serait plus le cas si nous devions adopter une monnaie unique européenne, accepter une banque centrale et être d'accord avec leur définition de l'union économique et monétaire.

M. CHURCHILL (DAVYHULME)

Mon honorable collègue veut-elle bien dire à la Chambre jusqu'à quel point elle croit que, le moment venu, l'Allemagne sera disposée à voir le contrôle de sa monnaie passer de la Bundesbank à une banque centrale européenne où elle ne disposera que d'une voix sur douze ?

MADAME LE PREMIER MINISTRE

Je pense qu'on a tort de penser que les Douze dans leur ensemble votent de la même façon ou exercent la même influence sur ces questions. Je pense que certains en Allemagne – seulement certains – soutiennent le projet parce qu'ils savent que la voix la plus forte, la voix prédominante, au sein de toute banque centrale, serait celle de l'Allemagne. Si nous ne préservions pas nos identités nationales en Europe, le peuple dominant en Europe serait le peuple allemand. Si l'on veut maintenir un équilibre entre les différents points de vue en Europe, comme par tradition nous l'avons toujours fait dans l'histoire, il n'existe qu'un moyen : conserver notre identité nationale.

M. ANDREW FAULDS (WARLEY EAST)

Étant donné que des milliers de jeunes gens vont mourir dans les heures qui viennent – des Arabes, des Européens et des Américains – est-ce que Madame le Premier Ministre ne ferait pas preuve de davantage de compassion et de réalisme en renonçant à son refus catégorique de toute solution négociée à la crise du Golfe ?

MADAME LE PREMIER MINISTRE

À ma connaissance, on n'a pas manifesté au Koweït beaucoup de compassion à l'égard de Saddam Hussein, ni pour la manière dont nos otages, nos ambassades et nos compatriotes ont été traités. Il n'y a rien à négocier.

M. FAULDS

Il y a tout à négocier, petite imbécile... Vous ne savez qu'être négative.

MADAME LE PREMIER MINISTRE

Il me semble sentir l'odeur fétide de l'apaisement dans l'air – l'odeur fétide et écœurante de l'apaisement.

Les États-Unis ont clairement dit que l'Irak devait se retirer du Koweït.

M. FAULDS

Vous l'aurez, votre guerre. Vous avez envie d'une guerre. Vous adorez la guerre.

LE PRÉSIDENT DE SÉANCE

De l'ordre ! L'honorable collègue s'est très mal comporté. Il a posé une question et obtenu une réponse. Elle peut ne pas lui plaire, mais il est prié de ne pas hurler comme il le fait.

MADAME LE PREMIER MINISTRE

Saddam Hussein a déclenché une guerre, et elle se poursuit jour après jour, avec ses tueries, ses meurtres, ses tortures, et ses brutalités contre les civils. Il en est certains – et c'est le cas de la majorité des députés de cette Chambre – qui ont le cran de lui faire front.

M. GEOFFREY DICKENS

(LITTLEBOROUGH AND SADDLEWORTH)

Madame le Premier Ministre, puis-je vous demander pourquoi vous avez fait preuve d'autant de modestie cet après-midi ? Dans le passé, ne vous est-il pas arrivé déjà d'avoir raison seule contre tous ? J'ai à l'esprit les contributions du Royaume-Uni, la réforme de la politique agricole commune, les cartels de prêts hypothécaires et les contrôles des changes. À chaque fois, Madame le Premier Ministre, vous avez eu raison. Quelle raison la Chambre aurait-elle de ne pas vous accorder aujourd'hui sa confiance ?

MADAME LE PREMIER MINISTRE

Puis-je remercier le chevalier dans son étincelante armure ? Je n'aurais pas pu mieux l'exprimer moi-même.

M. DAVE NELLIST

(COVENTRY, SOUTH EAST)

Lorsqu'elle préparait sa déclaration à propos du Golfe, dont elle a dit qu'elle a fait l'objet d'un accord à Rome, Madame le Premier Ministre connaissait-elle l'existence des estimations faites par des chefs d'état-major américains, et rendues publiques, selon lesquelles après 12 jours de combats on compterait 30 000 victimes parmi les forces alliées, dont 10 000 trouveraient la mort ? Si elle est en désaccord avec ces estimations américaines, est-elle en mesure de nous dire quelles sont les estimations avancées par les chefs d'état-major de l'armée britannique ?

MADAME LE PREMIER MINISTRE

Je me rappelle l'époque où notre nation a dû expédier des forces jusque dans les Malouines. Les chefs d'état-major étaient fréquemment interrogés sur l'estimation qu'ils faisaient du nombre prévisible de victimes. Personne n'est capable de se livrer à cet exercice.

M. NELLIST

Les Américains, si.

MADAME LE PREMIER MINISTRE

Personne n'est en mesure de fournir une telle estimation. On peut toujours émettre des hypothèses, mais elles ont toujours été, dans le passé, totalement erronées. Donc je ne pose pas la question, parce que je sais qu'on ne peut pas y répondre.

M. JONATHAN AITKEN (THANET, SOUTH)

Puis-je me permettre de féliciter mon honorable collègue pour le courage qu'elle a démontré dans son combat en faveur de l'indépendance économique et parlementaire de la Grande-Bretagne dans le cadre de l'Europe ? Va-t-elle souligner le fait que la non-participation au projet des Onze de mettre sur pied une union monétaire européenne est fort susceptible de profiter sur le plan économique à la Grande-Bretagne ?

Reconnaît-elle que le pays doté de la plus forte monnaie, de l'un des plus hauts revenus par habitant et de l'un des secteurs de services financiers le plus puissant d'Europe, est la Suisse, nation indépendante du point de vue économique et politique ? Admet-elle aussi, par conséquent, que l'indépendance économique n'entrave en rien la réussite économique ?

MADAME LE PREMIER MINISTRE

Je suis tout à fait d'accord avec cela. La Suisse affiche d'excellents résultats dans les domaines de la monnaie, du secteur manufacturier et celui des services, et nous suivrons la même voie si nos partenaires choisissent la monnaie unique et si nous nous en abstenons.

M. GILES RADICE (DURHAM, NORTH)

Mon honorable collègue a accusé les 11 autres dirigeants européens de ne pas avoir su garder les pieds sur terre. Est-ce qu'elle ne s'est pas dit qu'elle-même planait un peu en supposant que la majorité des Britanniques allaient selon toute vraisemblance la suivre dans ses contre-projets à très courte vue sur l'union économique et monétaire, qui risquent d'exclure la Grande-Bretagne d'un classement en première division ?

MADAME LE PREMIER MINISTRE

Non, je pense que vous faites erreur sur toute la ligne. Je remarque que mon honorable collègue soutient l'idée d'une monnaie unique sans se soucier des nombreuses conséquences que cela aurait pour notre pays – sans se soucier des montants qu'il nous faudrait transférer, sans se soucier de l'énorme impact négatif que cela aurait sur nos titres. Je ne crois pas que son opinion soit partagée par beaucoup de nos concitoyens.

M. RADICE

Nous verrons bien.

MADAME LE PREMIER MINISTRE

Oui, c'est vrai, mais je pense que mon honorable collègue découvrira par lui-même que la majorité de nos compatriotes préfèrent conserver la livre sterling et le Parlement qui est le nôtre. S'il refuse les deux, pourquoi tient-il à retrouver son siège dans cette Chambre à l'issue de la prochaine élection ?

M. JACQUES ARNOLD (GRAVESHAM)

Est-ce que mon honorable collègue conserve à l'esprit la donnée suivante, à savoir qu'une conclusion heureuse du cycle d'Uruguay et du GATT est d'une importance vitale pour les économies des nouvelles démocraties d'Amérique latine et du Tiers Monde ? Est-elle d'accord pour dire que se payer de mots à Rome ne nourrit pas son homme chez les hispanophones ?

MADAME LE PREMIER MINISTRE

Je suis d'accord. On peut toujours dissenter sur des généralités. Lorsqu'il a fallu entamer une négociation dans les détails, nos partenaires n'ont pas même voulu aborder le problème à ce moment-là. Ils l'ont fui. Puis ils ont déclaré qu'ils allaient déclencher une phase II sans même avoir décidé de ce qu'ils allaient y mettre. Nous ne savons toujours pas à quoi va servir cette phase II, mais ils ont arrêté une date. C'est très différent de ce que Delors a écrit dans son rapport, où il dit sans ambiguïté :

« Il n'est pas possible de préciser exactement à l'avance les conditions du passage d'une étape à l'autre. Il n'est pas davantage possible de préciser dès maintenant le moment où ces conditions seront remplies. Il n'est pas opportun par conséquent de fixer explicitement des délais. »

Quel dommage qu'il ne s'en soit pas tenu à cette recommandation, mais qu'il ait tenté de la modifier à la dernière réunion de Rome.

MME DIANE ABBOTT

(HACKNEY, NORTH AND STOCK NEWINGTON)

À propos des otages, est-ce que Madame le Premier Ministre concède que des centaines de familles de ce pays, y compris celle de Mme Maggie Ross, qui habite ma circonscription, et dont le mari Alistair est retenu en otage depuis trois mois dans une installation militaire, auront écouté avec beaucoup d'attention ce qu'elle a déclaré, et en particulier ses propos où il n'était absolument pas question de négocier ? Un grand nombre de ces familles auront été cruellement déçues parce que, même si elles peuvent comprendre ses raisons, beaucoup d'entre elles craignent que, là où l'aventurisme militaire l'emporte, la vie des otages ne compte pour rien.

MADAME LE PREMIER MINISTRE

Je comprends toujours l'angoisse de ceux qui ont des parents retenus en otages. Dans ma circonscription j'ai sans doute eu de la chance de pouvoir accueillir, de retour chez elle, une enfant de 12 ans. Bien sûr, cette angoisse est compréhensible. Cependant, si nous devions accepter de ne jamais nous opposer par la force à un dictateur brutal parce qu'il a recours à la prise d'otages, nous le laisserions tranquille et il serait libre de continuer à se livrer à ses exactions. Il prendrait l'habitude de retenir encore plus d'otages pour empêcher que justice ne soit faite et que des territoires et des domiciles ne lui soient repris.

M. MICHAEL GRYLLS

(SURREY, NORTH-WEST)

Mon honorable collègue n'est-elle pas d'avis que la prospérité de tous les citoyens de la Communauté économique européenne serait plus aisément garantie par la mise sur pied réussie d'un marché unique dénué de barrières douanières que par les fantasmes que peut susciter l'idée d'une Europe fédérale, comme notre honorable collègue l'a si courageusement affirmé un peu plus tôt dans l'après-midi ? Mon honorable collègue veut-elle bien ne jamais cesser de rappeler à ses partenaires européens que c'est la Grande-Bretagne qui a en réalité, de tous les pays, mis en œuvre le plus grand nombre des mesures exigées du

marché unique et que nous avons dès lors été les meilleurs agents de la prospérité en Europe ?

MADAME LE PREMIER MINISTRE

Je suis de cet avis. En partie, la raison pour laquelle nous avons instauré le traité de Rome a été notre volonté non seulement de faire tomber les barrières à l'intérieur des six pays qui y ont adhéré à l'époque, mais de nous donner en exemple au reste du monde pour éliminer les barrières extérieures, de manière à ce que nous ayons un système d'échange plus ouvert et un flux commercial beaucoup plus libre qui profite aux nations vouées aux échanges et également aux pays du Tiers Monde.

C'est pourquoi il est essentiel que nous mettions en place pour de bon le marché unique et que nous arrivions au terme du cycle d'Uruguay. Nous avons appliqué les directives sans difficulté particulière. La mémoire de mon honorable collègue ne l'a pas trompé. Nous-mêmes et le Danemark avons non seulement voté en faveur des directives mais, pour la plupart, nous les avons appliquées. Il nous en reste 15 ou 16 à mettre en œuvre, tandis que le Danemark en a 15. Comme je l'ai fait observer, le bilan pour le reste de la Communauté reste très variable en dépit de la rhétorique déployée. Lorsqu'il est question d'agir concrètement, le faire contraste avec le dire. La présidence est allée à l'Italie, et il reste encore à l'Italie 62 directives à appliquer. Cela explique peut-être pourquoi on a choisi la rhétorique de préférence aux propositions pratiques.

M. STUART BELL (MIDDLESBROUGH)

Dans l'un des passages très adoucis de la déclaration qu'elle a faite un peu plus tôt, Madame le Premier Ministre a évoqué sa conviction que des solutions pouvaient être trouvées pour que la Communauté progresse à Douze. Comme elle le sait, si l'on veut arriver à une union monétaire et économique, il faut modifier le traité. Les amendements nécessaires seront présentés au cours des conférences intergouvernementales de décembre.

Est-ce qu'elle est en train d'informer la Chambre qu'elle ne fera pas usage de son pouvoir de veto durant ces conférences ?

MADAME LE PREMIER MINISTRE

Nous n'avons connu jusqu'ici qu'une seule conférence intergouvernementale. C'est celle qui a donné naissance à l'Acte unique européen, comme s'en souvient l'honorable collègue. Elle s'est engagée avec l'évocation de desseins grandioses mais plutôt flous. Elle s'est conclue sur un texte infiniment plus modeste que nous avons pu contresigner. Je suis persuadée que c'est le même scénario qui va se dérouler avec les conférences intergouvernementales à venir. De nombreux pays, quand ils y regarderont de plus près, ne voudront pas d'une monnaie unique à moins de bénéficier d'énormes transferts d'argent, qui à mon avis auront bien du mal à se concrétiser.

De nombreux pays encore vont se rendre compte qu'ils doivent abandonner certains autres pouvoirs et s'y refuser. À n'en pas douter, certains sont prêts à se défaire de pouvoirs qu'ils vont vouloir repasser à d'autres. Ils préfèrent ne pas avoir à assumer la responsabilité de certaines tâches délicates à accomplir. Je suis bien sûre que la plupart des États-nations préféreraient conserver leur nationalité et leur identité nationale. Je m'attends donc à de longues négociations. Et comme l'a dit mon honorable collègue, l'éventualité d'un nouveau traité n'est possible que si tous les parlements le ratifient.

M. JOHN BROWN (WINCHESTER)

Mon honorable collègue est-elle d'avis qu'une monnaie unique européenne n'est pas une solution de facilité mais une redoutable contrainte, et que le lancement d'une monnaie unique, non précédée d'un marché unique européen et puis d'une économie européenne unifiée, serait une contrainte extrêmement redoutable ? Mon honorable collègue est-elle également d'avis que ni le consommateur ni le producteur n'en retireraient d'avantages mais que cela profiterait uniquement au

technocrate, et que nous nous verrions dès lors entraînés non seulement sur la voie d'une Europe fédérale, mais sur celle d'une Europe fédérale technocratique et antidémocratique ?

MADAME LE PREMIER MINISTRE

Je suis tout à fait de l'avis de mon honorable collègue. Lorsque les discussions à propos de la monnaie et de l'union économique et monétaire passeront au niveau des ministres des Finances, ceux-ci vont aborder ces questions d'un point de vue beaucoup plus concret que certains chefs de gouvernement. Je suis bien certaine que mes collègues ont déjà entendu mon honorable collègue le ministre des Finances faire de nombreuses fois allusion à ses pairs que l'évocation d'une monnaie unique inquiète si elle n'est pas précédée d'une économie quasiment commune ou bien encore d'une économie avec un niveau sensiblement équivalent de prospérité. Cela ne fonctionnerait pas. Une fois qu'on serait passé à la monnaie unique, toutes les différences entre nous se traduiraient par un fort taux de chômage et des mouvements massifs de populations. Les pays socialistes tels que la France souffrent d'un chômage beaucoup plus important que le nôtre. Toutes les différences se traduiront par un chômage encore plus élevé et des mouvements massifs de populations qui quitteront les contrées où elles vivaient pour se regrouper là où elles trouvent du travail.

M. RON BROWN (EDINBURGH, LEITH)

Étant entendu qu'aujourd'hui Madame le Premier Ministre se fait le grand avocat de la démocratie, est-elle disposée à accorder aux militaires, hommes et femmes, le droit démocratique de se syndiquer ? Si elle est d'accord avec cette proposition, elle se rendra compte que les militaires, hommes et femmes, qui servent dans le Golfe, voteraient contre la guerre parce qu'ils font davantage confiance à la négociation qu'à la confrontation.

MADAME LE PREMIER MINISTRE

Ma réponse est non. Nos dispositions actuelles ont été suprêmement efficaces pour la nation.

M. ROBERT HICKS

(CORNWALL, SOUTH-EAST)

Est-ce que mon honorable collègue admet que, durant la vingtaine d'années passées, beaucoup de nos compatriotes, et en particulier les jeunes, ont été convaincus de soutenir le Parti conservateur plutôt que le Parti travailliste parce que nous étions des pro-européens déclarés ? Dans un tel contexte, est-ce que mon honorable collègue reconnaît que cette partie de l'électorat se désole de plus en plus de voir à quel point notre nation se révèle incapable de répondre de manière positive aux propositions visant à créer une plus grande convergence politique et financière et à traiter des questions environnementales ?

MADAME LE PREMIER MINISTRE

Sur les questions d'environnement, mon honorable collègue s'apercevra que nous avons trouvé un accord hier, et il découvrira que 95 % de nos fleuves et rivières ont une qualité d'eau qualifiée de bonne ou assez bonne, ce qui nous positionne en Europe à la meilleure place. Nous avons mis en place un programme de surveillance de nos plages et également d'amélioration de la qualité de l'eau – dont le coût est estimé à 28 milliards de livres. Nous sommes les seuls à disposer d'un tel programme. Mon honorable collègue découvrira qu'en Europe il existe une quantité d'endroits qui n'arrivent pas à obtenir la qualité de l'eau que nous avons chez nous.

Mon honorable collègue se rendra compte aussi que la question n'est pas de savoir si nous sommes des Européens et la crème des Européens, ce que nous sommes, mais quelle sorte d'Europe nous voulons – c'est-à-dire si nous voulons une Europe responsable et démocratique, ou bien une Europe composée d'États-nations qui coopèrent librement de concert. Voilà un objectif tout aussi honorable et respectable que celui qui consiste

à construire une Europe moins démocratique et vouloir briser les liens naturels de loyauté qui vous attachent à votre nation.

M. DAVID WINNICK (WALSALL, NORTH)

N'est-il pas vrai que, sur l'Europe, Madame le Premier Ministre est minoritaire dans son propre gouvernement et que dans ce domaine elle est moins le chef du Parti Tory que celui de l'une de ses nombreuses factions ? Pour ce qui est du Golfe, est-ce que Madame le Premier Ministre admet que tous ceux qui parlent d'essayer de résoudre les conflits et les difficultés nés de l'invasion du Koweït par la négociation se trompent, et que très certainement la démonstration qui a été faite le week-end dernier apporte la preuve que tous les efforts déployés par le représentant soviétique au cours de sa mission en Irak afin de convaincre le dictateur de faire des concessions se sont soldés par un échec total ? On ne voit pas le moindre signe d'une velléité de Saddam Hussein de se retirer du Koweït. Pourquoi devrions-nous laisser agir à sa guise l'un des pires dictateurs de tous les temps, qui s'est rendu coupable d'un acte criminel en envahissant le Koweït et a commis depuis le 2 août des crimes et des atrocités sans nombre au Koweït ?

MADAME LE PREMIER MINISTRE

Tout à fait d'accord – mais peut-être mon honorable collègue ferait-il mieux de poser la question à l'honorable collègue député de Warley, East.

M. LE PRÉSIDENT DE SÉANCE

De l'ordre ! Nous avons une journée très chargée qui nous attend. Je vais encore autoriser trois questions de part et d'autre. Et ensuite, j'en suis désolé, il faudra avancer dans l'ordre du jour.

SIR IAN LLOYD (HAVANT)

De nombreux collègues et, je me doute, de nombreuses personnes en Europe ont le plus profond respect pour la discipline, le pragmatisme et

l'éclairage que Madame le Premier Ministre apporte à nos débats sur ces questions. Est-ce qu'elle reconnaît qu'il existe un grand risque que la vision d'une Europe unie, qui nous fut léguée par les grands fondateurs, parmi lesquels figurait Winston Churchill, un fédéraliste comme j'en suis certain, soit au mieux brouillée et au pire déformée dans le cas où, lors de notre examen des processus complexes et délicats permettant notre intégration à l'Europe, nous n'aurions pas l'audace d'envisager à un moment donné la possibilité d'une modification, aussi minime soit-elle et aussi lente que soit sa mise en place, de l'équilibre des pouvoirs entre cette Chambre et le Parlement européen ?

MADAME LE PREMIER MINISTRE

Cette formulation n'est pas tout à fait exacte. Nous avons rejoint l'Europe aux conditions qui étaient clairement énoncées – à savoir que nous n'allions en aucune façon perdre notre identité nationale – et si mon honorable collègue se remémore les termes du débat, qu'aucun de nos puissants intérêts nationaux ne serait lésé. Telles étaient les conditions fondamentales à partir desquelles nous avons obtenu une majorité de huit voix après la seconde lecture du projet de loi qui nous a permis d'entrer dans la Communauté. Je suis convaincue que notre démarche fut tout à fait honorable et que notre objectif de conserver notre identité nationale et d'engager une coopération est tout aussi honorable.

Lorsqu'on en vint à la question de savoir si nous désirions un marché unique, et si nous allions appliquer certaines directives, il fallut en passer par davantage de votes au scrutin majoritaire. Cette série de votes au scrutin majoritaire voulue par l'Acte européen unique devrait prendre fin quand nous aurons mis en place le marché européen unique. Cela mis à part, il vaut bien mieux que nous progressions en concluant des accords entre nous tous, ne serait-ce que parce que, pour changer le traité, il nous faut cet accord général. Comme le sait mon honorable collègue, nous avons récemment mis en place le système monétaire européen en nous intégrant au mécanisme des taux de change. Cela nous impose une discipline

financière supplémentaire, qui nous permet de limiter les taux d'inflation, et c'est également une réforme bien accueillie en Europe.

MME ALICE MAHON (HALIFAX)

Au cours de ses discussions portant sur le Golfe où, je présume, Madame le Premier Ministre a fait pression pour que le gouvernement de Bagdad verse des compensations en guise de réparation pour les crimes de guerre commis pendant la destruction du Koweït, est-ce qu'elle a présenté des propositions pour dédommager les victimes de l'autre occupation illégale au Moyen-Orient – celle de la Cisjordanie et de Gaza ? Dans sa préoccupation – je paraphrase ici le Premier Ministre – pour l'unité de la communauté internationale liée aux décisions des Nations Unies, est-ce qu'elle a pris fait et cause pour les Palestiniens dont, des décennies durant, on a volé la terre, démoli les maisons et assassiné les familles ? Le sang des Koweïtiens serait-il plus précieux que le sang des Palestiniens ? Serait-ce parce qu'il contient sa dose de pétrole ?

MADAME LE PREMIER MINISTRE

Mon honorable collègue sait fort bien que les deux situations partagent la même gravité extrême mais qu'elles sont très différentes. Le Koweït n'avait jamais menacé d'attaquer personne ni attaqué personne. Les Koweïtiens souhaitaient simplement vivre en paix. Malheureusement, la Jordanie a agressé Israël. Je crois savoir qu'on l'a priée de n'en rien faire, mais elle a attaqué tout de même, et cela s'est soldé pour elle par la perte d'une partie de Jérusalem et de la Cisjordanie. L'affaire a été l'objet de maintes résolutions des Nations Unies, dont certaines n'ont pas été acceptées pendant longtemps par le monde arabe, mais qui ont été approuvées plus récemment, au cours de ces deux dernières années, par les Palestiniens et M. Arafat. Depuis des années, nous travaillons de concert, comme le fait de son côté la Communauté, à partir de la déclaration de Venise, pour tenter de trouver une solution à ce problème. Ce n'est pas

facile. Il est plus facile d'en parler que de trouver une solution sur la base de la résolution 242, mais nous ne relâchons pas nos efforts.

Si mon honorable collègue regarde le communiqué, elle verra que nous avons débattu de cette question et que nous donnons suite à nos politiques antérieures. Lorsque le problème sera réglé et que le Koweït aura été rendu aux Koweïtiens, nous continuerons d'appliquer notre politique antérieure, qui consiste à négocier. Nous avons dit plus tôt que nous serions d'accord pour que se tienne une conférence internationale afin de favoriser nos politiques antérieures.

M. WILLIAM CASH (STAFFORD)

Est-ce que mon honorable collègue est consciente que de nombreux citoyens dans ce pays et ailleurs en Europe sont préoccupés par la prédominance de l'Allemagne dans la Communauté européenne, mais que la solution n'est pas à chercher dans l'idée d'une Europe fédérale car le système de scrutin majoritaire inclut déjà l'Allemagne, et s'acheminer vers une fédération et l'instauration d'une banque centrale ne ferait qu'entériner le fait que cette banque va être dominée par les réalités économiques et la puissance du Deutsche Mark ? Est-ce que mon honorable collègue est d'avis que notre intérêt évident est de nous assurer que nous construisons une Europe élargie où les intérêts s'équilibrent et où viennent s'insérer des citoyens de l'Europe de l'Est, de l'Ouest et du Centre ?

MADAME LE PREMIER MINISTRE

Je suis tout à fait opposée à l'idée d'une Europe fédérale et je suis convaincue qu'une majorité écrasante de nos compatriotes sont hostiles à l'idée d'une Europe fédérale. Je ne préconise pas du tout que nous nous embarquions dans cette direction, et je préfère la solution d'une coopération entre les peuples. Bien entendu, l'Allemagne va continuer de peser de tout son poids dans la Communauté. Le chancelier Kohl conserve une âme très européenne, et se montre très généreux dans l'aide qu'il offre

aux pays de l'Europe de l'Est. Il vaut mieux des négociations entre l'Allemagne telle qu'elle est aujourd'hui et le Royaume-Uni tel qu'il est aujourd'hui, plutôt que d'essayer de fabriquer une sorte d'États-Unis d'Europe. Bâtir les États-Unis d'Amérique à partir d'un territoire nouvellement occupé est une chose, le faire en partant d'États-nations anciens, avec leurs traditions propres, en est une autre.

M. JOHN D. TAYLOR (STRANGFORD)

Bien que le Parti unioniste d'Ulster siège aujourd'hui sur les bancs de l'opposition, Madame le Premier Ministre comprend-elle que nous sommes indignés par le mouvement de volte-face réalisé par le Parti travailliste britannique, désormais disposé à accepter de sacrifier les droits démocratiques du peuple britannique pour, en échange, se voir imposer par une bureaucratie installée en dehors de nos frontières des diktats économiques ? Dans sa déclaration, Madame le Premier Ministre a dit que la position adoptée par le gouvernement est de s'opposer à toute monnaie unique, mais je note qu'elle y ajoute une nouvelle épithète et parle désormais d'une monnaie unique « imposée ». Est-ce que Madame le Premier Ministre a modifié légèrement sa position, et dit maintenant qu'elle est prête à négocier en vue de l'adoption d'une monnaie unique qu'on aurait approuvée ? Cette question a besoin d'être mise au clair.

MADAME LE PREMIER MINISTRE

Si mon honorable collègue regarde le compte rendu de nos débats, il verra qu'il est clairement indiqué que nous avons proposé la mise en place d'un « écu fort », protégé de l'inflation, et qui constitue une monnaie parallèle ou commune et non point une monnaie unique. Cependant, si les utilisateurs le veulent, cet écu pourrait se muer en monnaie unique. Mais avant même qu'une monnaie unique ne voie le jour, il appartiendrait aux parlements futurs et aux générations à venir de décider si leur souhait est de se débarrasser de la monnaie nationale. Le gouvernement est hostile à

la monnaie unique, mais notre rôle n'est pas de lier les mains de nos successeurs dans vingt ou trente ans.

M. ALAN HASELHURST

(SAFFRON WALDEN)

Quelles preuves mon honorable collègue a-t-elle que dans leur majorité les milieux de l'industrie et du commerce, dont la bonne santé conditionne nos moyens d'existence, expriment une quelconque réticence à voir l'émergence raisonnée d'une monnaie unique comme la conséquence logique de la mise en place définitive d'un marché unique ?

MADAME LE PREMIER MINISTRE

Un marché unique et une monnaie unique sont deux réalités différentes, comme vous le montrerait une brève étude. Certaines des grandes nations manufacturières, telles que le Japon, les États-Unis ou la Suisse ne partagent avec personne de monnaie commune ou unique. Ils ont leur monnaie unique qui leur appartient en propre, et cela n'affecte ou ne handicape en rien leur position industrielle. Pas plus que n'est affectée notre position de plus important centre financier d'Europe par le fait que nous n'avons rien qui ressemble au yen, mais nous avons la livre sterling, et que nous n'avons rien qui ressemble au dollar, mais nous avons la livre sterling. Et nous réglons nos transactions commerciales dans toutes ces monnaies.

M. GAVIN STRANG (EDINBURGH, EAST)

Madame le Premier Ministre, sans nul doute, comprend que pratiquement chaque député dans cette Chambre est d'accord qu'il est absolument nécessaire d'obtenir le retrait du Koweït de l'Irak. Est-elle d'avis que la déclaration unanime du Conseil sur la crise du Golfe, qui parle d'« une solution pacifique » et de l'importance de préserver un consensus au sein du Conseil de sécurité des Nations Unies, mérite d'être chaleureusement accueillie ? Ne ressort-il pas clairement de cette

déclaration que les gouvernements de la Communauté européenne ont désapprouvé l'idée de toute action militaire d'urgence menée par les États-Unis ? Mon honorable collègue peut-elle dès lors nous donner l'assurance que le gouvernement va mettre en œuvre une politique qui sera en accord avec cette déclaration et qu'il laissera aux sanctions économiques obligatoires le temps de faire effet ?

MADAME LE PREMIER MINISTRE

La question a été réglée quand nous en avons débattu à la Chambre. Nous ne jugeons pas utile de faire savoir à un agresseur quelle action nous envisageons d'engager et à quel moment. Nous bénéficions déjà d'une autorité légale pleine et entière en application de l'article 51 et à la suite de la demande exprimée par l'émir du Koweït. La situation, sans nul doute, trouverait son meilleur épilogue si Saddam Hussein retirait totalement ses troupes du Koweït, si le gouvernement légitime du Koweït était remis en place et si l'Irak acceptait de verser des compensations. Par l'entremise des Nations Unies, nous pourrions alors entamer des négociations avec Saddam Hussein pour qu'il cesse de fabriquer des armements chimiques, biologiques et nucléaires et que l'Irak se dote d'une armée fortement réduite, ce qui nous permettrait de ne jamais nous retrouver dans la situation actuelle. La question de savoir si cette affaire peut connaître une issue pacifique dépend totalement de Saddam Hussein et de sa soumission sans réserves aux résolutions des Nations Unies.

*. 30 October 1990: Statement on the Rome European Council to House of Commons, London – <http://www.margaretthatcher.org/document/108234>

LA HAYE, 15 MAI 1992^{*}

CONTEXTE

- En novembre 1990, Margaret Thatcher est contrainte par son propre parti à quitter le pouvoir, principalement à cause de l'impopularité de la poll tax mais aussi de son intransigeance sur l'Europe, loin de faire l'unanimité dans son parti. En décembre 1991, une motion favorable à la ratification du traité de Maastricht est votée au Parlement.
- Depuis la démission de Margaret Thatcher, rien ne s'oppose à la volonté de John Major – qui lui succède comme Premier Ministre (de 1990 à 1997) – de « placer la Grande-Bretagne au cœur de l'Europe ». Avec une livre sterling ayant rejoint le mécanisme de change du système monétaire européen (SME), une politique monétaire devant lui permettre d'y rester, un enthousiasme jamais démenti (sauf en ce qui concerne la libre circulation des personnes) pour le marché unique et une amitié anglo-allemande restaurée, la situation du Royaume-Uni au sein de la Communauté européenne semble en partie « normalisée ».
- Le 7 février 1992, John Major signe le traité de Maastricht après avoir obtenu une clause d'exemption de la monnaie unique. Il a cependant accepté l'autre volet du traité, à savoir la mise en place d'une politique

étrangère et de sécurité commune, car celle-ci resterait strictement intergouvernementale et donc soumise à un possible veto britannique. Même si la négociation du traité de Maastricht avait au départ suscité plus de réticences que d'enthousiasme, la perspective de l'Union européenne a finalement été acceptée par une large partie de la classe politique : la majorité des conservateurs en raison des exceptions consenties au Royaume-Uni dans le domaine monétaire et social (relatives au marché du travail et à la liberté d'entreprise notamment) et la majorité des travaillistes.

- Le 7 mai 1992, au lendemain d'un discours du Trône (discours annuel de la reine) situant résolument le Royaume-Uni « au cœur de l'Europe » et faisant de la ratification du traité de Maastricht une priorité, l'éditorialiste du Financial Times osait un pronostic : « Le Royaume-Uni pourrait bien être l'un des premiers à ratifier l'Union européenne... Il cherche à être plus qu'un bon Européen ; son objectif est de devenir le leader de l'Europe. » Le 21 mai, la Chambre des communes confirme ce commentaire optimiste. Le European Communities Amendment Bill, destiné à incorporer le traité de Maastricht dans la législation britannique, est approuvé en deuxième lecture à une majorité de 224 voix (336 voix pour, 90 contre – dont 59 travaillistes et 22 conservateurs).

IDÉES FORTES DU DISCOURS : UN DISCOURS POUR SOULIGNER
L'ANACHRONISME DE L'ARCHITECTURE POLITIQUE DE L'EUROPE
ET LA NÉCESSITÉ DE REVIVIFIER LES RELATIONS TRANSATLANTIQUES

Le 15 mai 1992, Margaret Thatcher part du constat que l'effondrement de l'Union soviétique change profondément les hypothèses qui ont motivé la création de la Communauté européenne – « elle incarnait des concepts politiques et des théories économiques qu'à la lumière de l'histoire récente il nous faut remettre en question ».

Selon elle, l'école d'architecture à l'origine du Berlaymont – siège de la Commission européenne à Bruxelles – symbolise parfaitement l'architecture politique de la Communauté européenne et cet esprit de « l'avenir du passé » qui repose sur le conformisme collectiviste des années 1940 et 1950. Pour répondre aux nouveaux enjeux – la réunification allemande ainsi que la diversité de l'Europe postcommuniste – elle prône des valeurs de liberté et de démocratie, d'ouverture des marchés et d'indépendance nationale.

- Les débuts de la communauté : l'élan initial visait à la reconstruction européenne et devait beaucoup à la générosité des Américains. Elle rappelle que les institutions européennes ont été conçues pour résoudre les problèmes ponctuels de l'après-guerre et unir l'Europe occidentale contre la menace soviétique. Avec la fin de la guerre froide, elle cite la PAC comme exemple typique d'une solution d'hier en passe de devenir le problème de demain.
- La question allemande : après la réunification, la nouvelle suprématie allemande est un fait et la Communauté européenne accroît sa puissance plutôt qu'elle ne la contient. Elle affirme qu'une Allemagne unie ne pourra ni ne voudra subordonner indéfiniment ses intérêts nationaux, comme l'atteste le refus de la Bundesbank de se lancer dans une politique financière plus audacieuse : « le fait brut demeure que l'Allemagne a œuvré dans le sens de ses intérêts propres plutôt que de suivre les avis de ses voisins ».
- L'équilibre des pouvoirs : les États doivent conserver leur liberté d'action et maintenir une présence américaine en Europe, gage de sécurité face à l'ascension de l'Allemagne, pour assurer l'équilibre des forces et la stabilité au sein de la Communauté européenne. Elle avance qu'une politique étrangère commune ne serait susceptible de représenter que les intérêts du principal partenaire et ne ferait que précipiter une crise affectant tout ce qui est du domaine communautaire : « La puissance de l'Allemagne posera moins de

problèmes dans une Europe plus souple où les États-nations singuliers conservent leur liberté d'action. »

- L'Europe libre et démocratique : une Europe des États souverains, décentralisée et libérale, doit primer sur le gouvernement européen, super-État centralisé, inaccessible et bureaucratique, que la Commission européenne et ses partisans fédéralistes cherchent à imposer. Elle voit dans cette approche une erreur intellectuelle et un facteur de stagnation et d'inefficacité : « Un organisme de cet ordre est une entreprise encore plus utopique que la tour de Babel. Car au moins ceux qui bâtirent Babel parlaient au commencement tous la même langue. »
 - Elle pointe ainsi du doigt l'élargissement prochain à de nombreux autres pays, aux niveaux de développement politique et économique les plus variés, et dans lesquels on parle plus de quinze langues : « C'est magnifique, mais ce n'est pas de la politique. »
 - Elle soutient alors l'intérêt d'une coopération sous la forme d'un marché dont les acteurs sont aussi les gouvernements qui entrent en concurrence en matière fiscale et réglementaire.
- L'avenir de construction européenne :
 - L'objectif devrait être une Europe à plusieurs voies – en définissant différents niveaux de coopération et d'intégration – pour accueillir la diversité d'une Communauté élargie. Elle rejette tout cadre institutionnel unique qui tend à déléguer trop de pouvoir aux autorités centrales : « une Communauté élargie ne peut fonctionner qu'avec des éléments de souplesse de cette nature ».
 - Elle refuse l'Europe fédérale, qui engendrerait insécurité, chômage et ressentiments nationaux car l'euro-snobisme empêche toute remise en question de ce destin fédéral. Elle regrette la fermeture des pays européens à tout débat objectif en la matière.

- Le rôle de la Commission : elle devrait être un simple organisme de support administratif sans la moindre portée législative : « De cette manière, toutes les mesures ou réglementations nécessaires seraient décidées au terme de délibérations engagées entre des gouvernements démocratiques. »
- Le Parlement européen : les exigences de la démocratie ne peuvent pas s'incarner à travers un Parlement polyglotte aux pouvoirs renforcés, sous peine de renouer avec la lenteur et la pesanteur du Parlement de l'empire des Habsbourg.
- Les échanges commerciaux : il faut développer une zone de libre-échange atlantiste avec les États-Unis dans le but d'accélérer l'ouverture du commerce mondial au-delà d'une simple concurrence entre blocs régionaux, plutôt que d'encourager la prépondérance de ces derniers. Elle déclare que le blocage des négociations sur le GATT constitue en lui-même un aveu de cette suffisance : « Le libre-échange est la force la plus efficace qui garantisse la prospérité et la coopération pacifique. »
- L'Europe orientale : dans le souci d'écarter définitivement la menace communiste, la Communauté européenne doit ouvrir l'accès à ses marchés et signer des accords bilatéraux avec les pays de l'Est européen. Il faut, selon elle, lever les restrictions commerciales avant le délai de dix ans, et leur offrir rapidement une adhésion à part entière à la Communauté européenne et la sécurité que garantirait une relation étroite avec l'OTAN.
- La sécurité : il importe à l'Europe de renforcer son aptitude à défendre ses intérêts et à être prête à agir si nécessaire. Elle appelle à déployer les forces de l'OTAN au-delà de la zone prévue par le traité de l'Atlantique Nord car l'effondrement de l'Union soviétique a rendu un grand nombre d'armements de pointe accessibles à d'éventuels acheteurs et n'ignorant pas sa dépendance pétrolière vis-à-vis du Proche-Orient, où le fondamentalisme est plus fort que jamais,

l'Europe s'expose à des risques réels : « Il est impossible de savoir d'où le danger peut venir la prochaine fois ».

- Le rôle de l'Europe dans le monde : malgré le retrait des forces communistes, l'Europe occidentale ne peut se passer du bouclier militaire américain. Elle juge que le discours évoquant l'Europe comme troisième force se fonde sur une désastreuse illusion. Margaret Thatcher estime que l'Europe doit trouver sa place dans le nouvel ordre mondial au lieu de chercher à s'y substituer et apprendre à se conformer aux règles d'un équilibre international redéfini par la fin de la guerre froide. Elle reconnaît que son rôle se trouve inévitablement restreint face aux institutions internationales qui fonctionnent plus efficacement.

RÉPERCUSSIONS POLITIQUES DU DISCOURS

- Ce discours anticipe nombre de difficultés, du fondamentalisme islamiste aux échecs de l'Europe en matière de maîtrise des flux de population, des excès de l'interventionnisme bureaucratique européen aux risques liés à un élargissement trop important des frontières de l'Europe.

LA HAYE, 15 MAI 1992

L'Architecture politique de l'Europe

M. le Président,

Quelle chance de nous réunir à La Haye, une belle ville dont la beauté est préservée par un pays qui accorde une grande valeur à son héritage culturel.

Goethe a décrit l'architecture comme une « musique gelée ».

Dans une ville comme celle-ci, il est aisé d'imaginer les superbes mélodies symphoniques et les subtiles harmonies de musique de chambre qui pourraient sourdre de la pierre s'il était possible de ranimer l'hôtel de ville, les grands parcs publics, et certaines des petites venelles.

Parce que c'est un art public avec lequel nous sommes tous appelés à exister, l'architecture nous en dit beaucoup sur nous-mêmes, sur notre conception du divin, sur nos liens avec nos semblables, sur notre vision du destin de l'humanité.

Les grandes cathédrales du Moyen Âge ont empli nos regards de cette perception spirituelle et exaltée de la place de l'homme dans un univers dominé par un Créateur tout amour et tout-puissant.

Le siècle de la raison a donné une image de l'homme civilisé installé dans un paysage bien ordonné, dessiné de formes géométriques, et ponctué à intervalles réguliers de structures néoclassiques – avec une folie, et une seule, dans chaque propriété.

Le renouveau de la religion et du Sérieux moral à l'époque de la reine Victoria est allé aussi de pair avec un renouveau gothique qui, une fois encore, a tourné le regard de l'homme en direction du Ciel.

Et, de nos jours, la vision de l'Homme Nouveau européen marchant d'un pas résolu vers sa destination, la politique agricole commune, fut délicatement rendue grâce à la réalisation du bâtiment Berlaymont édifié à Bruxelles.

Quelle musique parviendrait aux oreilles de Goethe s'il pouvait jeter un regard sur le Berlaymont, tout en jouant peut-être son rôle de conseiller auprès du commissaire responsable de la mise sur pied d'une culture européenne (qui a souffert si longtemps de ne point en avoir) ?

À coup sûr, cette musique aurait quelque chose d'atonal et serait interminable, jouée sans doute par un orchestre composé d'aspirateurs, de planches à laver et de klaxons de taxi, et accompagnée de chants d'harmonisation interprétés par un chœur mixte tout droit venu de l'École de déconstructionnisme de Paris.

Et quelle apothéose de dissonance et de discordance !

Car le Berlaymont – avec ses salles tapissées de cet amiante cancérogène – doit être démoli.

Tout ce que l'on peut dire de cette architecture, c'est qu'elle est de conception moderne, mais inconfortable si l'on veut y vivre, et susceptible de s'effondrer après simplement quelques années d'existence.

Mais est-elle même moderne dans sa conception ?

Elle le fut, autrefois.

Mais regardez l'architecture de ces cinquante dernières années – regardez, en particulier, cette architecture qui est allée au-delà du moderne pour devenir futuriste.

Ce fut sans nul doute une architecture spectaculaire mais la seule chose dont elle n'est plus l'expression, c'est bien le futur.

Ce qu'elle exprime, c'est la vision du futur de naguère – celle que saisit en 1945 le poète Betjeman :

« J'ai une vision du futur, mon gars.
Les logements ouvriers, dans les champs de soja,
Se dressent tels des crayons d'argent,
par dizaines et dizaines. »

Mais l'école d'architecture de Berlaymont est un symbole utile pour caractériser l'architecture politique de la Communauté européenne.

Car elle aussi est imprégnée de l'esprit du « futur de naguère ».

M. le Président, la Communauté européenne telle qu'elle existe aujourd'hui fut créée au gré de différentes circonstances afin de régler des problèmes très différents.

Elle s'est construite à partir d'hypothèses très différentes sur la voie que prenait le destin du monde.

En outre, elle incarnait des concepts politiques et des théories économiques qu'à la lumière de l'histoire récente il nous faut remettre en question.

J'aimerais aujourd'hui me livrer précisément à cet exercice. En particulier, je me propose d'essayer de répondre à trois questions.

Première question : Quelle est la meilleure réponse à apporter au déséquilibre créé par la réunification et la renaissance de l'Allemagne ?

Deuxième question : Comment réformer les institutions européennes de telle manière qu'elles permettent de faire face à la diversité de l'Europe postcommuniste et qu'elles puissent être authentiquement démocratiques ?

Troisième question : Comment faire en sorte que la nouvelle Europe participe – plutôt qu'elle ne la contrarie – de la prospérité économique et de la stabilité politique de la planète ?

Nos réponses à ces questions ne peuvent plus être prédéterminées par les valeurs conventionnelles et collectivistes qui avaient cours dans les années 1940 et 1950.

Cela, c'est le futur de naguère.

Il nous faut puiser dans le vivier des concepts de liberté, démocratie, économie de marché et État-nation qui ont envahi le monde au cours de la dernière décennie.

La Communauté : ses débuts

La Communauté européenne que nous connaissons aujourd'hui fut mise sur pied dans un contexte qui est tout à fait différent de celui qui est le nôtre à l'époque actuelle.

C'est Winston Churchill qui en 1946, avec sa magnanimité caractéristique, dans son discours de Zurich, plaida en faveur de la réhabilitation de l'Allemagne par le biais de ce qu'il appela l'« Union européenne » et définit comme « une association entre la France et l'Allemagne » dont le rôle serait d'« assumer la direction » de l'ensemble.

Le projet ne pouvait aboutir du jour au lendemain, et il fallut que les États-Unis le prennent en main.

En 1947, après avoir fait le tour de l'Europe au cours de cet hiver terrible où tout fut pris par la glace, George C. Marshall, ministre des Affaires étrangères, se fit l'apôtre de l'idée d'une aide américaine.

Le plan Marshall fut géré par le biais d'institutions créées pour la circonstance [impossible de faire autrement, ne serait-ce que parce que les États européens ne disposaient pas des organes administratifs adaptés, le délégué grec ayant été pris un jour en flagrant délit d'inventer purement et simplement des données chiffrées pour son pays.

Plus ça change. Plus c'est la même chose.]

L'impulsion initiale vint du souhait de voir l'Europe se remettre sur pied.

La générosité toute simple des Américains y fut pour beaucoup.

Les calculs commerciaux n'étaient pas absents – la prospérité de l'Europe, dans les conditions du libre-échange, ferait aussi celle de l'Amérique.

Mais la principale motivation, ce fut la menace que faisait peser Staline.

L'exemple de l'Europe de l'Est avait montré à quel point des peuples démoralisés étaient incapables de résister à des prises de pouvoir manigancées par les communistes, et l'ambition du plan Marshall était de remettre en selle l'Europe occidentale.

Ce fut un succès prodigieux. Qui, en 1945, aurait su prévoir que l'Allemagne vaincue et ruinée aurait un niveau d'exportation, en 1951, supérieur à celui de la Grande-Bretagne ?

Mais ce dont nous nous sommes rendu compte, à maintes reprises, c'est que des institutions conçues pour résoudre une série de problèmes se transforment en obstacles dès qu'il s'agit de se confronter à la suivante – voire qu'elles-mêmes se mettent à poser problème à leur tour. La politique agricole commune en est un exemple.

Dans sa conception initiale, elle visait un objectif modeste qui n'était pas déraisonnable.

Beaucoup trop de petits paysans avaient été incapables de gagner décemment leur vie entre les deux guerres, et à cette époque-là, il était admis que la solution la plus sage passait par les subventions et les réglementations.

En Grande-Bretagne, nous n'avions pas, et de loin, autant souffert que nos voisins continentaux, pour la bonne raison que nous n'avions, même en 1900, presque pas de paysans : toutefois, dans les années 1930, nous avions un Office du lait qui était censé contrôler les prix, et dont la fonction n'était précisément pas de commercialiser le lait – mais plutôt de le verser au fond de puits de mines et d'éditer des règlements visant à interdire un tas de fromages.

Cela n'a pas suffi. Personne aujourd'hui n'ignore que la PAC est devenue un casse-tête ruineux, et un obstacle fort susceptible de porter

préjudice au cycle d'Uruguay.

Ce protectionnisme agricole explique que nous cessions toute importation de produits alimentaires en provenance des pays les plus pauvres.

Ils sont eux-mêmes devenus de nos jours les plus fervents partisans des principes de l'économie de marché : ce sont les pays émergents du groupe de Cairns qui revendiquent l'instauration du libre-échange.

Malgré tout cela, dans les pays industrialisés du monde, ce sont le contribuable et le consommateur qui doivent s'acquitter des 270 milliards de dollars que représentent les subventions et l'augmentation des coûts ; et la Banque mondiale a calculé que, si les tarifs des douanes et autres entraves au commerce étaient diminués de moitié, le gain immédiat pour les pays les plus pauvres s'élèverait, pour les exportations, à 50 milliards de dollars.

Pour le cas où vous vous diriez que je suis ici animée de sentiments quelque peu antieuropéens, je répondrais que je tire mes informations d'un éditorial paru dans la section économique du Frankfurter Allgemeine Zeitung du 4 mai.

Nous avons là un excellent exemple de solutions qui auraient convenu hier, et qui deviennent les problèmes de demain.

On pourrait dire la même chose des institutions européennes dans leur ensemble.

Elles ont été conçues pour résoudre les problèmes de l'après-guerre, et elles ont magnifiquement rempli leur rôle, à bien des égards.

L'Europe de l'Ouest a bien réussi à s'unir pour contrer les menaces soviétiques et, en appliquant les préceptes anglo-américains, est devenue riche et prospère.

Cette prospérité, refusée aux peuples d'Europe de l'Est et de Russie, a fini par provoquer la démoralisation des dirigeants, et des révoltes venues de la base. Avec la fin de la guerre froide, nous voici aujourd'hui pris dans une configuration toute nouvelle.

Si je regarde les institutions européennes actuelles, c'est une remarque à propos des partis politiques de la III^e République en France qui me revient à l'esprit.

Certains d'entre eux portaient des noms qui reflétaient leur origine républicaine et radicale remontant aux années 1870, mais des années plus tard, ils étaient devenus des formations conservatrices.

Ces appellations radicales, raillaient certains, rappelaient la lumière qui parvient jusqu'à la terre, émise par des étoiles depuis longtemps éteintes.

De la même façon, avec la fin de la guerre froide, il nous faut réexaminer la forme que l'on veut donner à l'Europe et ses institutions.

La question allemande

M. le Président,

Je souhaiterais maintenant évoquer la nouvelle situation créée par la réunification de l'Allemagne.

Je dois dire que si j'étais aujourd'hui une citoyenne allemande, je me sentirais emplie de fierté – de fierté mais aussi d'inquiétude.

Je serais fière du magnifique succès que symbolisent la reconstruction de mon pays, le ferme ancrage de la démocratie et le rôle assurément prédominant qu'il assume en Europe. Mais en même temps la Communauté européenne et l'orientation qu'elle prend seraient pour moi des sources d'inquiétude.

La place qu'il occupe en Europe revient cher au contribuable allemand.

La Grande-Bretagne et l'Allemagne partagent au plus haut point un même intérêt, celui de veiller à ce que les autres pays de la Communauté paient la part qui leur échoit des coûts généraux – et contrôlent les dépenses de la Communauté avec davantage d'entrain – pour ne pas nous laisser supporter l'essentiel de la charge.

L'Allemagne dispose de bien des atouts pour encourager une prudence fiscale de cet ordre. En fait, je m'en remettrais plus volontiers à la Bundesbank qu'à toute autre banque centrale européenne pour limiter les taux d'inflation – pour la bonne raison que les Allemands ont des souvenirs relativement récents du chaos total et de l'extrémisme politique qu'entraîne dans son sillage l'hyperinflation.

Les Allemands ont par conséquent raison de s'alarmer de plus en plus des conditions auxquelles ils ont souscrit pour réaliser l'union économique et monétaire.

Si j'étais allemande, j'aimerais mieux que ce soit la Bundesbank qui fournisse l'équivalent moderne de l'étalon-or que l'un quelconque de ces comités de banquiers européens.

Mais Bonn éprouve une gêne compréhensible à défendre ses opinions et ses intérêts de façon aussi directe.

Depuis des années, leurs voisins ont convaincu les Allemands que leur respectabilité dépendait de leur faculté à subordonner leur intérêt national aux décisions collectives de la Communauté.

Il vaudrait mieux que cette fausse vérité cesse d'être énoncée.

Une Allemagne réunifiée ne pourra, et ne voudra pas, subordonner indéfiniment ses intérêts nationaux dans les domaines de l'économie et de la politique étrangère à ceux de la Communauté.

Et il arrivera que l'Allemagne ait raison, quand les autres auront tort, comme ce fut le cas lors de la reconnaissance de la Croatie et de la Slovénie.

En fait, si la République fédérale avait eu la main et reconnu ces pays plus tôt qu'elle ne l'a fait, l'agression serbe aurait pu sans doute être empêchée et beaucoup moins de sang aurait été versé.

Cela dit, qu'elle en fasse bon ou mauvais usage, la nouvelle prédominance de l'Allemagne est un fait.

Il vaut mieux pour nous tous que nous admettions que l'Allemagne moderne et démocratique a atteint l'âge de raison.

Il n'empêche que la puissance de l'Allemagne est un problème – autant pour les Allemands eux-mêmes que pour le reste de l'Europe.

L'Allemagne est trop vaste pour être simplement un partenaire comme les autres dans le jeu européen, mais pas suffisamment pour imposer une suprématie incontestée sur ses voisins.

L'histoire de l'Europe depuis 1870 est celle de la recherche de la structure adéquate qui permettrait de contenir l'Allemagne.

Ce sont les voisins les plus immédiats de l'Allemagne, les Français, qui ont montré sur ce point le plus de lucidité.

Briand en 1929 et Schuman après la Seconde Guerre mondiale ont fait des propositions de structures d'union économique pour y parvenir.

Les propositions de Briand ont été faites juste durant la période où la montée du nazisme rendit impossible un projet aussi visionnaire et il ne vit pas le jour. Mais la vision de Schuman d'une Communauté européenne trouva à se réaliser en raison d'un concours quasiment unique de circonstances favorables.

D'autres nations européennes ont cherché à obtenir une participation des Allemands dans la défense de l'Europe occidentale.

L'Allemagne de l'Ouest avait besoin de la respectabilité que l'Otan et la Communauté pouvaient offrir.

En outre, la présence des Américains en Europe, en même temps que leur rôle moteur, réduisirent les craintes des voisins de l'Allemagne.

Avec l'effondrement de l'Union soviétique et la réunification de l'Allemagne, le tableau a été totalement modifié.

Une nouvelle Europe composée de quelque 30 pays a vu le jour, le problème de la puissance allemande a refait surface et les hommes d'État sont accourus de partout pour proposer une solution.

Dans un premier temps, la France espéra que le partenariat franco-allemand de l'après-guerre où elle jouait le rôle de l'associé principal allait se maintenir. Les négociations séparées que le chancelier Kohl engagea avec Gorbatchev et qui se conclurent favorablement prouvèrent vite que ce n'était là qu'une illusion.

La réponse suivante venue de France et d'autres nations européennes consista à ligoter le Gulliver allemand et le rendre prisonnier du mécanisme de décision partagée de la Communauté européenne. Une nouvelle fois, cependant, l'illusion fut fugace.

La prépondérance de l'Allemagne au sein de la Communauté est telle qu'aucune décision d'importance ne peut véritablement être prise sans qu'elle ne soit d'accord.

Dans ces circonstances, la Communauté accroît plutôt qu'elle n'affaiblit la puissance de l'Allemagne.

Permettez-moi d'illustrer ce point de vue en prenant deux exemples où je partage la position de l'Allemagne.

Le premier, comme je l'ai déjà dit, c'est celui où l'Allemagne décida de reconnaître la Croatie et la Slovénie, entraînant alors dans son sillage le reste de l'Europe, qui n'avait plus d'autre choix.

Le second, c'est le refus par la Bundesbank de s'embarquer dans une politique financière imprudente à la demande pressante de certains des pays du G7.

Bien que je sois d'accord avec ces prises de position, le fait brut demeure que l'Allemagne a œuvré dans le sens de ses intérêts propres plutôt que de suivre les avis de ses voisins qui ont été contraints de revoir leur positionnement.

[Dans ce contexte, M. le Président, je comprends que le chancelier Kohl se dise disposé à renoncer à la souveraineté allemande dans l'intérêt de l'unité européenne !]

L'équilibre des pouvoirs

Ce qui ressort de tout cela, c'est que la puissance de l'Allemagne posera moins de problèmes dans une Europe plus souple où les États-nations singuliers conservent leur liberté d'action.

Si l'Allemagne ou toute autre puissance mène une politique qui soulève des objections de la part d'autres nations, elle provoquera automatiquement la formation d'une coalition contre elle.

La solution qui émergera sera le reflet du poids relatif des adversaires.

Une politique étrangère commune, de son côté, est susceptible de se faire l'expression des intérêts du seul plus gros intervenant.

Et un sérieux désaccord qui éclaterait entre des membres de la CE prisonniers d'une politique étrangère commune déclencherait une crise qui affecterait tous les domaines couverts par la Communauté.

Le paradoxe général que je mets en évidence ici est que des tentatives de coopération qui se révèlent trop ambitieuses sont susceptibles de devenir des sources de conflits.

Nous créerons entre les États européens des relations plus harmonieuses à la condition qu'ils continuent de disposer d'un espace d'autonomie qui les autorise à prendre leurs propres décisions et à défendre leurs intérêts propres – comme ce fut le cas durant la guerre du Golfe.

Il serait vain, cela dit, de nier le fait qu'il est arrivé qu'un équilibre des pouvoirs de cet ordre – car c'est bien cela dont je viens d'esquisser les

grandes lignes – se soit brisé et ait mené tout droit à la guerre. Et l'Europe seule, quel que soit son mode d'organisation, trouvera toujours insoluble le problème de la puissance allemande.

L'Europe n'a commencé à connaître la stabilité qu'à partir du moment où l'Amérique est devenue une puissance européenne.

La réponse à la troisième question, dès lors, est qu'il faut conserver une présence américaine en Europe.

La puissance américaine est à ce point considérable qu'elle domine largement de sa taille celle de toute autre nation européenne prise individuellement.

Jusqu'à un passé très récent, elle a rassuré le reste de l'Europe confrontée à la puissance soviétique ; et elle tranquillise de la même manière en cas de montée en puissance de l'Allemagne aujourd'hui – les Allemands étant les premiers à s'en réjouir.

Pourquoi l'abus de leur puissance par les Américains ne nous tracasse-t-il pas ? Il est difficile de s'inquiéter de la puissance d'un pays si peu porté à montrer ses muscles que ce qu'on redoute le plus, c'est que les troupes américaines retournent chez elles.

Et c'est bien là le que le bât blesse.

La partie de l'opinion publique aux USA qui se sent isolationniste fait pression pour que le pays se retire d'Europe.

Une pression identique s'exerce au sein de la Communauté de la part de ceux qui professent un protectionnisme économique et la stratégie nationaliste de la « petite Europe ».

Dans le domaine du commerce, les négociations du GATT, et la restructuration de l'Otan, il nous faut adopter une démarche qui persuade les Américains de demeurer une puissance européenne.

Une Europe libre et démocratique

Si l'on demande à l'Amérique de garantir la sécurité de l'Europe, quelles exigences doit-on formuler pour que l'Europe demeure libre et démocratique ?

Lorsque les fondateurs de la Communauté européenne ont rédigé le traité de Rome, ils y ont fait entrer des caractéristiques issues de deux traditions économiques passablement différentes.

Au libéralisme, ils ont emprunté les concepts du libre-échange, de l'économie de marché et de la concurrence.

Au socialisme (sous le masque du christianisme social et du corporatisme) ils ont emprunté les doctrines de la réglementation et de l'interventionnisme de l'État.

Et durant trente ans – jusqu'à la date de la signature de l'Acte unique européen – ces deux traditions se sont trouvées dans un état de tension perpétuelle que personne ne voulait voir.

À l'heure actuelle – à un moment où la Commission se sert habilement de l'Acte unique européen pour accumuler davantage de pouvoirs directeurs et réglementaires – l'Europe atteint le seuil où il lui faut faire un choix entre ces deux orientations.

Son destin est-il de devenir un État fédéral, bureaucratique, centralisé, et strictement régulé, qui impose à tous les pays du continent des normes uniformes ?

Ou bien est-elle appelée à se muer en une Europe faite d'États souverains, liés entre eux par une structure souple, décentralisée, et adeptes d'une économie de marché, une Europe fondée sur la concurrence entre différents systèmes nationaux, chacun avec sa fiscalité et ses réglementations propres au sein d'une aire de libre-échange ?

M. Delors du moins semble avoir une vision assez claire des choses.

Avant même que l'encre du traité de Maastricht ne soit sèche, le président de la Commission européenne, qui s'est toujours montré d'une franchise admirable sur ses ambitions, cherche à obtenir davantage de moyens et de pouvoirs pour la Commission qui deviendrait l'organe exécutif de la Communauté, en d'autres termes le gouvernement de l'Europe.

Qui plus est, cette initiative vient s'ajouter à un traité qui a satisfait l'exigence de la Commission de mettre en place une « structure institutionnelle unique » pour la Communauté.

Il ne subsiste aucun doute sur la nature de l'objectif visé par le président de la Commission – c'est un État fédéral européen étroitement centralisé.

L'urgence avec laquelle il veut faire avancer la cause fédéraliste ne fait elle-même aucun mystère.

Il a beau vouloir retarder l'« élargissement » de la Communauté qui se ferait grâce à l'intégration des pays de l'Europe de l'Est, il se rend compte que son souhait est irréalisable.

Une moitié d'Europe imposée par la tyrannie soviétique, c'était une chose ; une moitié d'Europe imposée par Bruxelles serait une catastrophe morale qui priverait la Communauté de sa légitimité européenne.

La Commission n'ignore pas qu'elle sera tenue d'accepter la venue de nouveaux membres dans les quelques décennies à venir.

Mais ce qu'elle espère, c'est édifier d'avance – et de manière irrévocable – un super-État européen centralisé, de telle sorte que les nouveaux membres seront forcés de solliciter leur autorisation d'entrée en se soumettant aux conditions fédéralistes.

C'est moins une façon de bâtir une maison européenne commune qu'une prison européenne commune.

Et cela ne se fera pas.

Imaginez un instant une Communauté européenne composée de 30 nations, dont les taux de productivité économique iraient de ceux l'Allemagne à ceux de l'Ukraine, et la stabilité politique naviguerait de la Grande-Bretagne à la Pologne :

- toutes gouvernées depuis Bruxelles ;
- toutes dotées des mêmes codes de travail ;
- toutes jouissant des mêmes droits du travail que les syndicats allemands ;
- toutes soumises aux mêmes taux d'intérêt et aux mêmes politiques monétaires, fiscales et économiques ;
- toutes rangées derrière une politique étrangère et une défense communes ;
- toutes d'accord pour accepter l'autorité d'un exécutif et d'un Parlement lointain et étranger sur « 80 % des lois économiques et sociales ».

M. le Président, un organisme de cet ordre est une entreprise encore plus utopique que la tour de Babel.

Car au moins ceux qui bâtirent Babel parlaient au commencement tous la même langue.

Ils étaient, pourrait-on dire, communautaires.

M. le Président, la réflexion qui sous-tend les propositions de la Commission est pour l'essentiel celle des « lendemains d'hier ».

Elle s'inspire de celle des meilleurs esprits européens et de la manière dont ils envisageaient l'avenir au milieu des ruines de l'après-guerre.

Cependant, ils ont commis une erreur intellectuelle fondamentale.

Ils se sont dit que le modèle à suivre pour les gouvernements futurs était celui d'une bureaucratie centrale qui ferait remonter vers le haut les informations, prendrait ses décisions au sommet, et ferait redescendre ses ordres vers la base.

Ce qui paraissait en 1945 concentrer toute la sagesse de tous les temps était en réalité une erreur rudimentaire.

La bureaucratie organisée verticalement peut à la rigueur convenir à une petite entreprise qui se voit exposée à une féroce concurrence extérieure – mais dans tout autre contexte c'est le meilleur moyen de se condamner à la stagnation et à l'inefficacité.

Elle est simplement capable de ne recueillir et utiliser qu'une fraction des données que le marché collecte, et réagit à la minute – si bien qu'elle les interprète à l'envers.

Le sommet ne peut jamais être sûr que ses ordres sont exécutés comme il convient par la base.

Et l'organisation dans son ensemble n'a aucun retour d'information qui lui permettrait de savoir si son fonctionnement est harmonieux ou défectueux.

Des défauts de cette nature seraient sans doute véniels dans un monastère ou, tout bien considéré, les volontés des moines ne sont pas des critères de réussite.

Dans un gouvernement, en revanche, ils sont la source du désordre et de la désaffection économiques dont nous avons été les témoins sous le communisme.

Et pourtant, c'est précisément ce modèle d'une organisation bureaucratique, centralisée et distante que la Commission européenne et ses soutiens fédéralistes veulent imposer à une Communauté qui, comme ils le reconnaissent, est susceptible de bientôt intégrer de nombreux nouveaux pays situés à des niveaux très différents de développement économique et politique, et parlant plus de quinze langues.

« C'est magnifique, mais ce n'est pas la politique. »

Plus l'Europe s'élargira, et plus divers devront être les modes de coopération qui lui seront nécessaires. Au lieu d'une bureaucratie centralisée, le modèle idéal, c'est celui du marché – pas simplement un marché fait d'individus et d'entreprises, mais aussi un marché dont les participants sont les États.

De cette manière, les États entreraient en concurrence pour attirer les investissements de l'étranger, les chefs d'entreprise et les cadres supérieurs tentés par une fiscalité et une réglementation moins pesantes.

Un marché de cette nature imposerait une discipline fiscale aux gouvernements dans la mesure où ceux-ci craindraient de faire fuir les compétences et l'argent des affaires.

Il permettrait également de savoir quelles politiques fiscales et réglementaires produisent les meilleurs résultats économiques globaux.

Il n'est pas étonnant que les socialistes soient contre.

Pour qu'un tel marché fonctionne, il faut bien sûr que les gouvernements nationaux conservent la plupart de leurs pouvoirs existants en matière économique et sociale.

Dans la mesure où ces gouvernements sont plus proches de leurs électeurs et ont davantage de comptes à leur rendre, il est doublement souhaitable que le pouvoir demeure au niveau de la nation.

Le rôle de la commission

M. le Président, en 1996, lorsque les accords signés à Maastricht doivent être réexaminés – et certainement beaucoup plus tôt que cela en fait – la Communauté serait bien avisée de prendre la direction opposée à celle que propose le président de la Commission.

Une Communauté composée d'États souverains engagés dans une coopération libre, et fidèles à une économie de marché la moins régulée possible et un système de libre-échange international, n'a pas besoin de s'embarrasser d'une Commission sous sa forme actuelle.

Le gouvernement de la Communauté – à supposer que ce terme soit bien celui qui convient – c'est le Conseil des ministres, où siègent les représentants de gouvernements nationaux élus démocratiquement.

Il conviendrait que les travaux de la Commission cessent d'avoir un caractère législatif, dans tous les sens du terme, et qu'elle-même devienne un organisme administratif, à l'instar de toute fonction publique professionnelle, sa mission n'étant pas d'impulser des décisions, mais plutôt d'en assurer la mise en œuvre.

Dans ce rôle, il conviendrait qu'elle soit soumise au contrôle du Parlement européen, qui fonctionnerait sur le modèle des commissions d'enquête parlementaires des Communes.

De cette manière, toutes les mesures ou réglementations nécessaires seraient décidées au terme de délibérations engagées entre des gouvernements démocratiques responsables devant leurs parlements

nationaux, plutôt que de se voir imposées par une bureaucratie décidant dans son coin de son ordre du jour.

La coopération en Europe

Cependant, est-ce que tout ce travail a besoin de s'effectuer dans une « structure institutionnelle unique » ?

De nouveaux problèmes surgissent tous les jours. Pour y faire face, est-ce qu'il nous faut toujours le même niveau et le même type de coopération dans les mêmes institutions ?

J'en doute.

Ce dont nous avons besoin, c'est de structures plus souples que celles offertes par la Communauté jusqu'à une date très récente.

Une structure institutionnelle unique telle qu'elle est conçue a tendance à confier aux autorités centrales un excès de pouvoir.

Je me réjouis du fait qu'une politique étrangère commune doit continuer d'être élaborée aux termes d'un traité séparé, sans avoir ni à dépendre de la Cour européenne ni à autoriser la Commission à déclencher à volonté un feu roulant d'initiatives.

Si l'« Europe » s'aventure vers de nouveaux espaces, elle doit le faire sous la direction de traités séparés qui donnent une définition claire des pouvoirs auxquels on a renoncé.

Et pourquoi faudrait-il que chaque nouvelle initiative européenne ait besoin de la participation de tous les membres de la Communauté ?

On se trouvera parfois devant une situation où, en particulier après l'élargissement, seuls quelques membres de la Communauté voudront passer à une étape ultérieure de l'intégration.

Ici je veux rendre hommage à John Major qui a réussi à convaincre les 11 autres chefs de gouvernement de la Communauté qu'ils pouvaient adopter les dispositions du Chapitre social mais sans l'inclure dans le traité et sans compter sur la participation de la Grande-Bretagne.

Cette initiative crée un précédent d'une importance vitale.

Car une Communauté élargie ne peut fonctionner qu'avec des éléments de souplesse de cette nature.

Notre objectif doit être de mettre sur pied une Europe à plusieurs vitesses où des groupes particuliers réunissant différents États – comme le groupe de Schengen – se rassemblent à différents niveaux de coopération et d'intégration au cas par cas.

Une structure de cet ordre n'aurait pas la précision du papier millimétré.

Mais elle s'adapterait à la diversité de l'Europe postcommuniste.

Le Parlement européen

Les partisans du fédéralisme font valoir, avec une indéniable sincérité, qu'il est possible de s'accommoder de cette diversité en octroyant davantage de pouvoirs au Parlement européen.

Cependant, la démocratie exige davantage que cela.

Si l'on veut voir régner une démocratie européenne authentique, il faut qu'il existe une opinion publique à la dimension de l'Europe qui trouve à s'exprimer dans une langue unique ; des partis politiques dont l'espace est l'Europe et qui partagent un programme commun compris de la même manière dans tous les États membres ; un débat politique qui couvre toute l'Europe et manie des concepts et des termes politiques et économiques revêtant partout la même signification.

Nous serions alors dans la même position que le Parlement inflexible de l'Empire des Habsbourg.

Le parlement des Habsbourg

Ce Parlement fut un échec notoire.

Il existait des dizaines de partis politiques, et près d'une douzaine de peuples y étaient représentés – les Allemands, les Italiens, les Tchèques, les Polonais, etc.

Dès l'instant où le gouvernement voulait faire adopter une mesure, quelle qu'elle soit – par exemple, en 1889, un accroissement modeste du nombre des conscrits – il fallait attendre un temps infini, et il fallait se concilier les faveurs d'intérêts divers et variés.

Lorsque l'un ou l'autre était contrarié, ses porte-parole recouraient à l'obstruction – on se lançait dans des discours interminables en langue russe, on frappait du poing sur les couvercles des pupitres, on se jetait des encriers à la tête, et une fois même le professeur de jurisprudence de l'université allemande de Prague se mit à jouer de la trompette de cavalerie.

Aucune décision ne pouvait être prise, et les budgets ne pouvaient être promulgués que par décret.

Le Premier Ministre qui connut le mandat le plus long, le comte Taffe, déclara que sa plus grande ambition en politique était de créer un niveau supportable d'insatisfaction sur tous les bancs – une description assez valable de ce que la Communauté européenne risque de devenir.

Par la faute de l'irresponsabilité des parlements, la monarchie des Habsbourg a dû en réalité se soumettre à l'autorité des bureaucrates.

Il fallait vingt-cinq signatures avant que le paiement d'un impôt ne soit validé ; une personne sur quatre, et même jusqu'en 1914, travaillait pour l'État sous une forme ou une autre, et tout cela engloutissait tellement de ressources qu'il ne restait presque rien pour les frais de défense du territoire : il fallut faire des coupes dans les orchestres militaires eux-mêmes, et sacrifier la marche de Radetzky et plein d'autres encore.

Cela n'empêche pas que ce fut une période formidable du point de vue culturel aussi bien à Vienne qu'à Budapest.

En Angleterre, nous avons pour notre part généreusement bénéficié de l'émigration vers nos rivages, souvent contrainte, d'une quantité de personnes de talent originaires d'Europe centrale.

Mais le fait demeure qu'ils ont été forcés de quitter leur pays natal parce que la vie politique était devenue impossible.

Je pourrais multiplier à l'infini ce genre d'exemples.

La Belgique et la Hollande, qui ont tant de choses en commun, se sont séparées en 1831.

La Suède et la Norvège, qui en ont davantage encore, ont fait scission en 1905.

Il semblerait donc que tout bonnement une règle simple s'impose dans notre période contemporaine : les nations qui parlent deux langues, aussi semblables soient-elles, sont condamnées à la fin à se scinder en deux, sauf dans le cas où l'une des langues absorbe l'autre.

Il serait plaisant de se dire que nous pourrions tous revenir à l'époque du Moyen Âge, où les classes éduquées parlaient le latin, et où les chefs communiquaient entre eux au moyen de grognements.

Mais ce n'est pas possible.

Sauf dans les situations où il existe une coopération et des alliances internationales, conclues librement, ce que nous créons, ce sont des structures artificielles qui deviennent elles-mêmes le problème qu'elles étaient censées résoudre.

Lorsque la Seconde Guerre mondiale a éclaté, la Ligue des nations décida de ne pas s'en préoccuper et de discuter, à la place, de la mise aux

normes des passages à niveau.

Une Europe fédérale

M. le Président, je suis parfois tentée de penser que la nouvelle Europe que la Commission et les Euro-fédéralistes nous concoctent est, de la même manière, mal préparée pour répondre aux besoins de ses États-membres et aux souhaits de ses peuples.

C'est en effet une Europe qui combine toutes les faillites de notre époque.

- Le temps de l'hyper-État à la construction artificielle est révolu. Les Euro-fédéralistes s'empressent par conséquent d'en créer un.

- Le type d'État-providence à la suédoise a connu un échec – en Suède même. Les Euro-progressistes nous tarabustent par conséquent avec leur Chapitre social.

- Une immigration massive a encouragé en France et en Allemagne la montée de partis extrémistes. La Commission européenne nous presse par conséquent de supprimer les contrôles aux frontières.

Si la Communauté européenne continue d'avancer dans la direction que la majorité des gouvernements des États-membres et la Commission semblent vouloir prendre, ils vont créer une structure qui va produire de l'insécurité, du chômage, un ressentiment national et des conflits ethniques.

De l'insécurité – parce que le protectionnisme européen va créer des tensions avec les États-Unis et peut-être rompre ce lien avec eux dont dépend en dernier ressort la sécurité du continent.

Du chômage – parce que la poursuite des politiques de réglementation va faire grimper les coûts et les salaires, si bien que la main-d'œuvre européenne, devenue trop coûteuse, se verra privée d'emplois.

Un ressentiment national – parce qu'une monnaie unique et une politique économique unique et centralisée, qui l'accompagnera, va provoquer dans l'électorat de la colère et de la frustration dans la mesure où il se sentira pris au piège.

Des conflits ethniques – parce que les nations européennes nanties seront confrontées à des vagues d'immigration en provenance du Sud et de l'Est.

Au sein de l'Europe également, l'effet de la monnaie unique et de la régulation des salaires et des coûts sociaux se traduira de deux manières possibles.

Ou bien on assistera à un transfert massif d'argent d'un pays à l'autre qui, en pratique, est au-dessus de nos moyens.

Ou bien on verra s'effectuer une migration massive depuis les pays les moins bien nantis en direction des plus riches.

Et pourtant, si cet avenir que l'on nous promet renferme autant de risques et offre si peu d'avantages réels, pourquoi diable lui trouve-t-on tant de charmes ?

La réponse est simple.

Cette réponse, elle est celle-ci : dans pratiquement tous les pays européens on a assisté à un refus de débattre des problèmes qui comptent vraiment.

Rien ne peut revêtir autant d'importance que le fait de savoir si les nations anciennes et historiques d'Europe doivent voir leurs institutions politiques et jusqu'à leur identité, transformées en catimini en un nouvel objet que leurs électeurs ne souhaitent ni ne comprennent.

Cependant, l'acceptation de cette union plus étroite, désormais vue sous l'angle d'un destin fédéral, est à ce point devenue un test de respectabilité que s'interroger sur sa validité provoque une incompréhension hypocrite et pousse au ridicule.

Cette entente tacite – cet Euro-snobisme – entre politiques, bureaucrates, universitaires, journalistes et hommes d'affaires tue dans l'œuf toute possibilité de débat sérieux.

Sir John Major mérite tous les éloges pour avoir dit clairement à Maastricht que nous ne nous laisserions imposer ni une monnaie unique ni les clauses absurdes du Chapitre social : notre industrie, notre main-d'œuvre, et notre prospérité nationale ne s'en porteront que mieux.

En effet, aussi longtemps qu'en Grande-Bretagne nous exercerons comme aujourd'hui un strict contrôle sur nos dépenses et réduirons notre déficit, nous serons en situation de rivaliser avec les meilleurs en Europe.

Car notre fiscalité est faible ; notre inflation décline ; notre dette est gérable ; nos réglementations réduites avantagent les entreprises.

Nous sommes rassérénés par le fait que notre Premier Ministre tout comme notre ministre des Affaires étrangères ont exprimé sans détours leur hostilité aux forces de la bureaucratie et du fédéralisme.

Le choix

Le choix que nous avons à faire est clair : ou bien nous exerçons un contrôle démocratique sur l'Europe par le biais d'une coopération engagée entre des gouvernements et des parlements nationaux qui ont pour eux une légitimité, une expérience et une proximité par rapport aux citoyens.

Ou bien nous transférons les décisions dans le camp d'un Parlement polyglotte et éloigné, n'ayant aucun compte à rendre à une opinion publique européenne non existante, et dès lors de plus en plus placé sous la coupe d'une bureaucratie toute-puissante.

On peut toujours nous bercer de discours mensongers sur le thème des souverainetés œuvrant de concert : ils ne changeront rien à la réalité des choses.

L'Europe et le monde alentour

M. le Président, au niveau des affaires du monde, et pendant la plus grande partie du siècle, l'Europe a présenté des problèmes, et non des solutions. C'est ce que les fondateurs de la Communauté européenne ont essayé de changer.

La démocratie et la prospérité en Europe devaient servir d'exemples aux autres peuples vivant sur d'autres continents.

Il est arrivé que ce point de vue pêche par excès d'ambition lorsque l'on s'est mis à parler de l'Europe comme d'une troisième force jouant aux intermédiaires entre les deux superpuissances de l'Est et de l'Ouest.

Cette démarche a constamment été fondée sur une désastreuse illusion – celle qui faisait croire que l'Europe de l'Ouest serait capable, dans un certain avenir, de se passer de la protection militaire offerte par les États-Unis.

Maintenant que les forces communistes se sont retirées et que la menace que les chars et les missiles soviétiques faisaient peser sur le cœur de l'Europe a disparu, le risque existe que l'envie de désengager l'Europe vis-à-vis des États-Unis refasse surface.

Il s'agit là d'une éventualité dont les Européens eux-mêmes doivent se protéger – et dont les États-Unis doivent être conscients.

Ce risque pourrait se manifester de plusieurs manières.

Le commerce

En premier lieu, il y a la question du commerce.

Le fait que nous ayons laissé les négociations du GATT traîner si longtemps constitue une terrible condamnation de l'excès de confiance qui caractérise le monde actuel post-guerre froide.

Le libre-échange est la force la plus efficace qui garantisse la prospérité et la coopération pacifique.

L'alliance occidentale ne gagne rien à voir l'Europe et les États-Unis se confronter en défendant des intérêts contraires. En pratique, quelle que soit la théorie en jeu, les conflits économiques empoisonnent les relations politiques.

Les subventions et les droits de douane qui concernent le monde agricole sont au cœur de la querelle qui ne disparaîtra qu'à la condition que nous autres Européens acceptions de reconnaître que la politique agricole commune doit subir des modifications fondamentales.

Ce changement d'orientation déterminera dans une grande mesure le type d'Europe que nous édifions.

Car, comme je l'ai déjà dit, j'aimerais voir la Communauté européenne – et ici j'y fais entrer les anciens pays communistes à l'Est – accepter de mettre sur pied une zone atlantique de libre-échange en association avec les États-Unis.

Cette initiative offrirait un moyen de faire avancer l'idée que nous avons besoin d'échanges commerciaux multilatéraux et plus libres dans le

monde entier.

L'Europe doit s'efforcer de convaincre la planète que, plutôt que l'encourager, il faut rejeter le modèle des blocs commerciaux régionaux engagés dans une concurrence.

Avec un accord de cette nature, la Grande-Bretagne se verrait investie du rôle vital de jeter un pont entre les deux rives de l'Atlantique – de la même façon qu'il reviendrait à l'Allemagne de combler le fossé qui sépare l'Europe de sa partie orientale et des pays constitutifs de l'ancienne Union soviétique.

L'Europe de l'Est

En deuxième lieu, il nous faut modifier et moderniser nos moyens de défense.

Les dangers sur les frontières orientales de l'Europe se sont éloignés.

Mais n'oublions pas que tous nos objectifs les plus vastes sont subordonnés à la crédibilité de la puissance militaire de l'Otan – nos garanties auprès des nations postcommunistes, la stabilité de l'Europe, la coopération politique transatlantique.

Il est fort possible que le communisme ait été mis à terre.

Mais trop souvent, les communistes quant à eux sont restés debout.

Les talents de caméléons de ces camarades n'ont jamais été aussi clairement illustrés que dans leur capacité à réapparaître sous la forme de démocrates socialistes et de nationalistes de tout poil dans les pays d'Europe centrale et orientale.

À partir des positions de pouvoir qu'ils conservent dans la bureaucratie, les organismes de sécurité et les forces armées, des postes qu'ils occupent dans les entreprises qui n'ont pas été franchement privatisées, ils sont en capacité de faire obstruction, créer des nuisances et puiser dans les caisses.

Les systèmes de représentation proportionnelle dont ces pays ont été si nombreux à se doter ont permis à ces tactiques d'opérer à plein, et ont donné naissance à des exécutifs faibles et une prolifération stupéfiante de partis politiques.

Le risque existe que la démocratie en soit discréditée.

Si les pays de l'Est qui n'ont pas rompu tout à fait avec leur passé communiste, et disposent d'une sorte de classe moyenne, s'engagent d'un pas mal assuré sur la voie des réformes, comment les dirigeants des nations anciennement liées à l'Union soviétique vont-ils prendre le risque de se démocratiser davantage ?

Nous pouvons les aider en leur ouvrant l'accès à nos marchés.

Je me réjouis que des accords d'association aient été signés entre la Communauté européenne et plusieurs de ces pays.

J'aimerais que, rapidement, on agisse afin d'inclure les autres dans ce type d'entente.

Seulement, dix ans, c'est trop long à attendre avant que les restrictions sur le commerce ne soient abrogées.

Et j'aimerais que tous ces pays se voient offrir la possibilité de devenir membres à part entière de la Communauté européenne dans des délais rapides.

Avant toute autre chose, il nous faut garantir à ces pays une plus grande sécurité.

Des troupes russes continuent d'être stationnées sur le territoire polonais.

Qui plus est, on peut comprendre que les pays de l'Europe centrale et de l'Est s'alarment de ce que les conflits dans l'ancienne URSS et l'ancienne Yougoslavie peuvent bien augurer.

Bien que je reconnaisse que le Conseil de coopération nord-atlantique a été institué dans ce but, je continue d'estimer que les pays d'Europe ex-communistes peuvent prétendre à des garanties plus fermes, qu'une association plus étroite avec l'Otan garantirait.

La sécurité

Néanmoins, M. le Président, la plupart des menaces qui mettent en péril les intérêts de l'Europe et de l'Occident n'émanent plus de notre continent.

Je suis convaincue – et depuis 1990 j'essaie d'en persuader les membres de l'Otan – que les Américains et les Européens devraient être en capacité de déployer leurs forces appartenant à l'Otan au-delà de la zone autorisée par le traité de l'Atlantique nord.

Il est impossible de savoir d'où le danger peut venir la prochaine fois.

Mais deux considérations devraient nous faire prendre conscience des risques réels qui pèsent sur notre sécurité.

La première est que le démantèlement de l'Union soviétique a conduit à une situation où de grandes quantités d'armements ultramodernes sont désormais à la disposition d'acheteurs potentiels à des prix imbattables ; il serait stupide d'imaginer que ces armes ne vont pas tomber, pour certaines d'entre elles, entre les mains des pires groupes qui soient.

La deuxième est que l'Europe ne peut fermer les yeux sur sa dépendance vis-à-vis du Moyen-Orient pour son pétrole.

Saddam Hussein occupe toujours le pouvoir.

Le fondamentalisme n'a rien perdu de sa puissance.

De vieux comptes restent à régler. Nous devons nous tenir sur nos gardes.

Nous devons renforcer notre capacité à défendre nos intérêts et nous préparer à passer à l'action quand cela sera nécessaire.

Le rôle élargi de la Communauté

Enfin, la Communauté européenne doit prendre conscience de la place qu'elle occupe dans ce qu'on nomme le nouvel ordre mondial.

La fin de la guerre froide a signifié que les institutions internationales mises en place dans les années d'après guerre – l'ONU, le FMI, la Banque mondiale, le GATT – peuvent accomplir leur tâche avec beaucoup plus d'efficacité. Cela a pour effet que le rôle de la Communauté est inévitablement limité.

Au sein de l'Europe, un rôle élargi dévolu à l'Otan et la CSCE devrait se manifester par une diminution des ambitions de la Communauté en matière de diplomatie.

En Yougoslavie, la Communauté a révélé son impuissance à régler avec efficacité les questions de sécurité.

Hors des frontières de l'Europe, il serait avisé que le GATT, doté de son mandat visant à abaisser les barrières commerciales, devienne l'organisme chargé de concocter les règles du jeu en matière de commerce.

La Communauté n'a d'autre choix que d'apprendre à vivre avec ces règles.

Tout bien considéré, la Communauté doit se préparer à l'idée de s'intégrer dans le nouvel internationalisme, et non de le supplanter.

Conclusion

M. le Président, je termine comme j'ai commencé, à propos d'architecture.

La Haye est une merveilleuse capitale, et il convient d'admirer énormément les Néerlandais qui la gardent en ce splendide état, comme ils l'ont fait avec de si nombreuses villes de leur territoire.

Le Mauritshuis témoigne du génie dont ils ont fait preuve.

C'est ici, ainsi qu'à Amsterdam, qu'une très grande part de notre monde moderne a été inventée, à l'occasion de la longue lutte pour la liberté menée par les Néerlandais.

L'architecture hollandaise, ici et à Amsterdam, fait montre de cette élégance et de cette longévité qui lui sont propres et reconnaissables entre toutes – elle fut copiée dans toute l'Europe du Nord, depuis Wick dans le nord de l'Écosse jusqu'à Tallinn en Estonie.

Il est un type d'architecture qui dure. Il en est d'autres qui ne durent pas.

Faisons en sorte que nous puissions bâtir une Europe aussi splendide et durable que le Mauritshuis et non point médiocre et éphémère comme peut l'être le Berlaymont.

*. 15 May 1992: Speech at The Hague "Europe's political architecture" – <http://www.margaretthatcher.org/document/108296>

DANS LA MÊME COLLECTION

Frédéric Bastiat,
Sophismes économiques
Pamphlets

Benjamin Constant,
Commentaire sur l'ouvrage de Filangieri

Yves Guyot,
La Tyrannie collectiviste

Friedrich A. Hayek,
Essais de philosophie, de science politique et d'économie
Nouveaux essais de philosophie, de science politique, d'économie
et d'histoire des idées

Wilhelm von Humboldt,
Essai sur les limites de l'action de l'État

Thomas Jefferson,
Écrits politiques

Bertrand de Jouvenel,
L'Éthique de la redistribution

Édouard Laboulaye,
Le Parti libéral, son programme et son avenir suivi de La Liberté
d'enseignement et les projets de lois de M. Jules Ferry

Alain Laurent
L'Autre individualisme
Une Anthologie

Bruno Leoni,
La Liberté et le Droit

Walter Lippmann
La Cité libre

John Stuart Mill,
Principes d'Économie politique
avec leurs applications en philosophie sociale

Ludwig von Mises,
Abrégé de L'Action humaine, traité d'économie

Jacques Necker,
Réflexions philosophiques sur l'égalité

Michael Oakeshott,
Morale et politique dans l'Europe moderne

Franz Oppenheimer
Moyens économiques contre moyens politiques

José Ortega y Gasset
La Révolte des masses

Pierre-Joseph Proudhon
« Liberté, partout et toujours »

Ayn Rand,
La Vertu d'égoïsme

Wilhelm Röpke,
Au-delà de l'offre et de la demande

Murray Rothbard,
L'Éthique de la liberté

Albert Schatz
L'Individualisme économique et social

Lysander Spooner
Plaidoyer pour la propriété intellectuelle

Cette édition électronique du livre
Discours (1968-1992) de Margareth Thatcher
a été réalisée le 7 octobre 2016
par Nord Compo.
Elle repose sur l'édition papier du même ouvrage
(ISBN : 978-2-251-39909-6).